ULB FACULTÉ DES SCIENCES

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

« Faire ressource » en quartier populaire :
Analyse des logiques d'interaction entre activités économiques et habitants des classes populaires

Thèse présentée par Corentin SANCHEZ TRENADO

en vue de l'obtention du grade académique de docteur en Sciences Géographiques

Année académique 2020-2021

Sous la direction du Professeur Mathieu VAN CRIEKINGEN, promoteur

Département Géosciences, Environnement et Société

Géographie appliquée et géomarketing (GAG)

Jury de thèse :

Jean-Michel DECROLY (Université libre de Bruxelles, Président)
Gilles VAN HAMME (Université libre de Bruxelles, Secrétaire)
Mathieu VAN CRIEKINGEN (Université libre de Bruxelles)
Marie CHABROL (Université de Picardie-Jules-Verne)
Cécile VIGNAL (Université de Lille)

Cette thèse de doctorat a été financée par une bourse de 4 ans de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du projet Metrolab du programme FEDER (2014-2020)

La Région et l'Europe investissent dans votre avenir ! • Het Gewest en Europa investeren in uw toekomst!

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Union Européenne
Fonds Européen de Développement Régional
Europese Unie
Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier particulièrement mon promoteur, Mathieu Van Criekingen, pour l'excellence de son encadrement et sa grande implication dans le cadre de cette thèse.

Je remercie également Jean-Michel Decroly, Christian Dessouroux, Gilles Van Hamme et Martin Rosenfeld pour les précieux conseils qu'ils ont pu m'apporter tout au long de mon parcours de thèse.

Merci aussi à Alexandre Orban ainsi qu'à Cataline Sénéchal pour toute l'aide qu'ils ont pu m'apporter dans le cadre du travail de terrain.

Je suis également reconnaissant à l'égard de toutes les personnes qui ont accepté de participer à mon enquête ainsi qu'à l'égard des animateurs des associations rencontrées, qui ont grandement facilité mon travail.

Je voudrais aussi remercier toutes mes collègues, mes amis et mes proches qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont apporté leur soutien et leurs encouragements au cours de ces 4 années.

Je remercie enfin les membres de mon jury qui ont pris le temps de lire ce travail.

Table des matières

Introduction 9

1. Etat de l'art : autour de la notion de ressource 15

1.1. Une entrée par les ressources 18

1.1.1. Définition générale de la notion de ressource 18

1.1.2. Cadre d'analyse 21

1.1.3. Ressource ou capital ? 24

1.2. Des ressources universelles inégalement distribuée ? 26

1.2.1. La notion de ressources urbaines 26

1.2.2. La *foundational economy* 28

Des ressources produites « par qui » et « pour qui » ? 33

1.3. Des ressources produites par et pour les classes populaires 36

1.3.1. La notion de centralité populaire 37

1.3.2. Les classes populaires : un groupe à définir 37

1.3.3. Des ressources sociales et localisées ? 40

1.3.4. Des ressources : produit d'un travail de subsistance 44

1.3.5. La production de centralités populaires 51

Retour sur la notion de ressource 55

1.4. Activités économiques et quartiers populaires 58

1.4.1. Définir l'activité économique : activités productives, industrielles, commerciales 58

1.4.2. L'entrepreneuriat ethnique et le rapport à l'ethnicité 59

1.4.3. L'économie informelle 60

1.4.4. L'économie populaire et l'économie populaire solidaire 63

1.4.5. L'économie morale 66

1.4.6. Des relations économiques inscrites au sein de contextes sociaux 68

1.4.7. Des sites d'activités économiques inscrits au sein de contextes locaux 69

Des activités pour mais pas toujours par les classes populaires 73

Retour sur le cadre d'analyse 76

2. Méthodologie 81

2.1. Le cadre de la recherche 83

2.1.1. Le Metrolab 83

2.1.2. Forum Abattoir 85

2.1.3. Cities of Making 85

2.2. Une recherche avec une forte dimension empirique 86

2.3. Explorer la relation de ressource 88

2.3.1. Méthodes qualitatives 89

2.3.2. Méthodes quantitatives 97

2.4. Suivre les évolutions 102
3. Un site d'activité situé dans un quartier populaire 103
3.1. Contexte territorial : Cureghem, un quartier populaire 105
3.1.1. Contexte historique et structure spatiale 106
3.1.2. La présence de structures d'accueil 115
3.1.3. Des logements dégradés mais abordables 117
3.1.4. Cohabiter avec la diversité 119
3.1.5. Un « quartier de travail » 122
3.1.6. Une offre commerciale adaptée 127
3.1.7. Un sentiment de relégation 136
3.1.8. Les divisions au sein des espaces populaires 142
En résumé 145
3.2. Cas d'étude : le site des Abattoirs d'Anderlecht 146
3.2.1. Histoire du site 146
3.2.2. Fonctionnement des activités du secteur de la viande 154
En résumé 171
4. Une relation de ressources réciproque 173
4.1. Le quartier comme une ressource pour l'activité économique 175
4.1.1. Facteurs spécifiques au site des Abattoirs 175
4.1.2. Facteurs propres aux quartiers populaires 188
Conclusion partielle 205
4.2. L'activité comme une ressource 207
4.2.1. Le secteur de la viande 207
4.2.2. Le marché des Abattoirs 234
5. Des ressources sous pression 265
5.1. Des activités sous pression 267
5.1.1. Des activités soumises à une forte compétition 267
5.1.2. Un contexte sectoriel défavorable 273
Conclusion partielle 291
5.2. Un espace sous pression 293
5.2.1. L'évolution du rapport des grossistes en viande à leur quartier 293
5.2.2. Un site en projet 300
5.2.3. Projets urbanistiques à Cureghem 314
Conclusion partielle 323
6. Conclusion 325
6.1. Une relation de ressources réciproque 328
6.2. Analyser ce qui fait ressource 332
6.3. L'insertion d'activités industrielles au sein de centralités populaires 335

6.3.1. Le point de vue de l'activité économique 336
6.3.2. Le point de vue des classes populaires 338
6.4. Une centralité populaire disputée 340
6.4.1. Des activités sous pression 340
6.4.2. Un site en transformation, un quartier sous pression....344
6.5. Limites et perspectives de recherche 346
7. Annexes....347
7.1. Guide d'entretiens (grossistes en viande)....349
7.2. Guide d'entretiens (habitants) et profil des personnes interrogées 351
7.3. Questionnaire (marché)....356
Bibliographie 359

Liste des illustrations

Carte 1 : activités économiques du quartier en 2017....10
Carte 2 : Carte des relevés de terrain effectués....99
Carte 3 : services et activités économiques du quartier en 2017 109
Carte 4 : Photographie aérienne du quartier en 2019....112
Carte 5 : associations et services publics du quartier en 2017 116
Carte 6 : activités économiques du quartier en 2017....123
Carte 7 : état du secteur de la viande dans le quartier en 2017 155
Carte 8 : répartition des boucheries bruxelloises par quartiers de 1950 à 2017 189
Carte 9 : *é*volution du nombre de boucheries par quartier à Bruxelles entre 1997 et 2017....190
Carte 10 : répartition des boucheries bruxelloises par quartiers et par zones structurelles....192
Carte 11 : répartition des boucheries halal à Bruxelles en 2017 193
Carte 12 : géographie de la clientèle du marché des Abattoirs 236
Carte 13 : ancienneté moyenne de la fréquentation selon la commune ou le quartier de résidence 258
Carte 14 : prescriptions réglementaires du PAD Heyvaert....316
Carte 15 : inventaires des projets en cours de réalisation ou réalisés récemment dans le quartier ...319

Figure 1 : cadre d'analyse général 22
Figure 2 : cadre d'analyse adapté 56
Figure 3 : cadre d'analyse final 79
Figure 4 : chronologie des évolutions du quartier 107
Figure 5 : lithographie du site tel qu'il se présentait à la fin du 19ème siècle....147
Figure 6 : Le site des Abattoirs en 2014....152
Figure 7 : chronologie des évolutions du site des Abattoirs et dates d'installation des différentes entreprises rencontrées (E1 à E9)....153
Figure 8 : schéma de fonctionnement des entreprises de découpe de viande et de traitement des abats (i.e. les grossistes en viande) 156
Figure 9 : lieux d'achat privilégiés de la viande....222
Figure 10 : achats de viande selon l'origine nationale....225
Figure 11 : nombre de clients (en %) en fonction de la distance et le lieu de résidence 235
Figure 12 : autres motifs de fréquentation du quartier....239
Figure 13 : raisons de se rendre au marché....241
Figure 14 : niveaux de revenus (à gauche) et de dépenses (à droite) de la clientèle du marché 241

Figure 15 : jours de préférence....245
Figure 16 : origines nationales des enquêtés....248
Figure 17 : fréquence des visites....252
Figure 18 : autres motifs de fréquentation du marché....253
Figure 19 : tranches d'âge des enquêtés....255
Figure 20 : ancienneté de la fréquentation....256
Figure 21 : ancienneté de la fréquentation en fonction du pays d'origine....257
Figure 22 : vision du site telle qu'envisagée dans le Masterplan de la SA Abttoir.....301
Figure 23 : schéma de synthèse des résultats empiriques....328

Photo 1 : site des abattoirs d'Anderlecht en 2018....11
Photo 2 : aciérie Wauters (à gauche) et entrepôts frigorifiques (à droite) le long du canal....113
Photo 3 : ateliers de grossistes en viande sur le site des Abattoirs....113
Photo 4 : commerce de pièces automobiles et garages le long de la rue Heyvaert....113
Photo 5 : intersection entre la rue Heyvaert et la rue Rospy Chaudron....114
Photo 6 : commerces et garage D'Ieteren le long de la chaussée de Mons....114
Photo 7 : commerce de gros de textiles et de vêtements rue Brogniez....114
Photo 8 : travailleurs et négociants de voitures d'occasion rue du Compas....124
Photo 9 : travailleurs obstruant la chaussée rue du Compas pour charger un véhicule....126
Photo 10 : commerces et snacks libanais ou marocains chaussée de Mons....132
Photo 11 : commerces de produits exotiques et boucheries halal rue Rospy Chaudron....133
Photo 12 : échaudoirs du site des Abattoirs dans les années 1980.....150
Photo 13 : la grande halle classée sous laquelle se déroulait le marché aux bestiaux et qui accueille aujourd'hui une partie du marché généraliste de vendredi à dimanche....151
Photo 14 : ateliers de grossistes en viande de bœuf et de veau situés sur le site des Abattoirs d'Anderlecht....154
Photo 15 : étals de boucherie du Foodmet....185
Photo 16 : travailleur nettoyant l'entrée d'un atelier de découpe....209
Photo 17 : travailleurs discutant ou faisant leurs courses sur le marché....210
Photo 18 : bétaillère déchargeant les animaux dans l'étable un jour de marché....211
Photo 19 : entrée du marché des Abattoirs, au niveau de la rue Ropsy Chaudron....234
Photo 20 : commerces à proximité du site des Abattoirs, rue Rospy Chaudron....238
Photo 21 : palettes de marchandises sur le marché des Abattoirs....240
Photo 22 : bénévoles de l'asbl Collectmet collectant et distribuant les invendus du marché....244
Photo 23 : étals de fruits et légumes sur le marché des Abattoirs....247
Photo 24 : commerces de produits africains rue Rospy Chaudron....249
Photo 25 : vendeurs de vêtements et brocanteurs sous la halle du marché des Abattoirs....250
Photo 26 : poissonniers situés à l'entrée du Foodmet....254
Photo 27 : entrée du marché rue Rospy Chaudron et panneau annonçant le projet de Manufakture Abattoir....300
Photo 28 : bâtiment du Foodmet et serres de l'entreprise BIGH....306
Photo 29 : étals de fruits et légumes au sein du Foodmet....309
Photo 30 : cultures étagées de l'entreprise Urban Harvest (à gauche), cultures de champignons dans les caves de Cureghem (à droite), serres et potager en toiture de l'entreprise BIGH (en bas).....311
Photo 31 : atelier de cuisine (Kookmet) organisé l'asbl par Cultureghem....313
Photo 32 : le Boeremet, évènement festif se déroulant le jeudi soir sur le site....314
Photo 33 : entrepôts de grossiste en intérieur d'îlot....317
Photo 34 : nouveaux développements (logements et équipements scolaires) au niveau du pont Delacroix....318
Photo 35 : nouveaux développements au niveau de la halle Libelco (à droite)....321

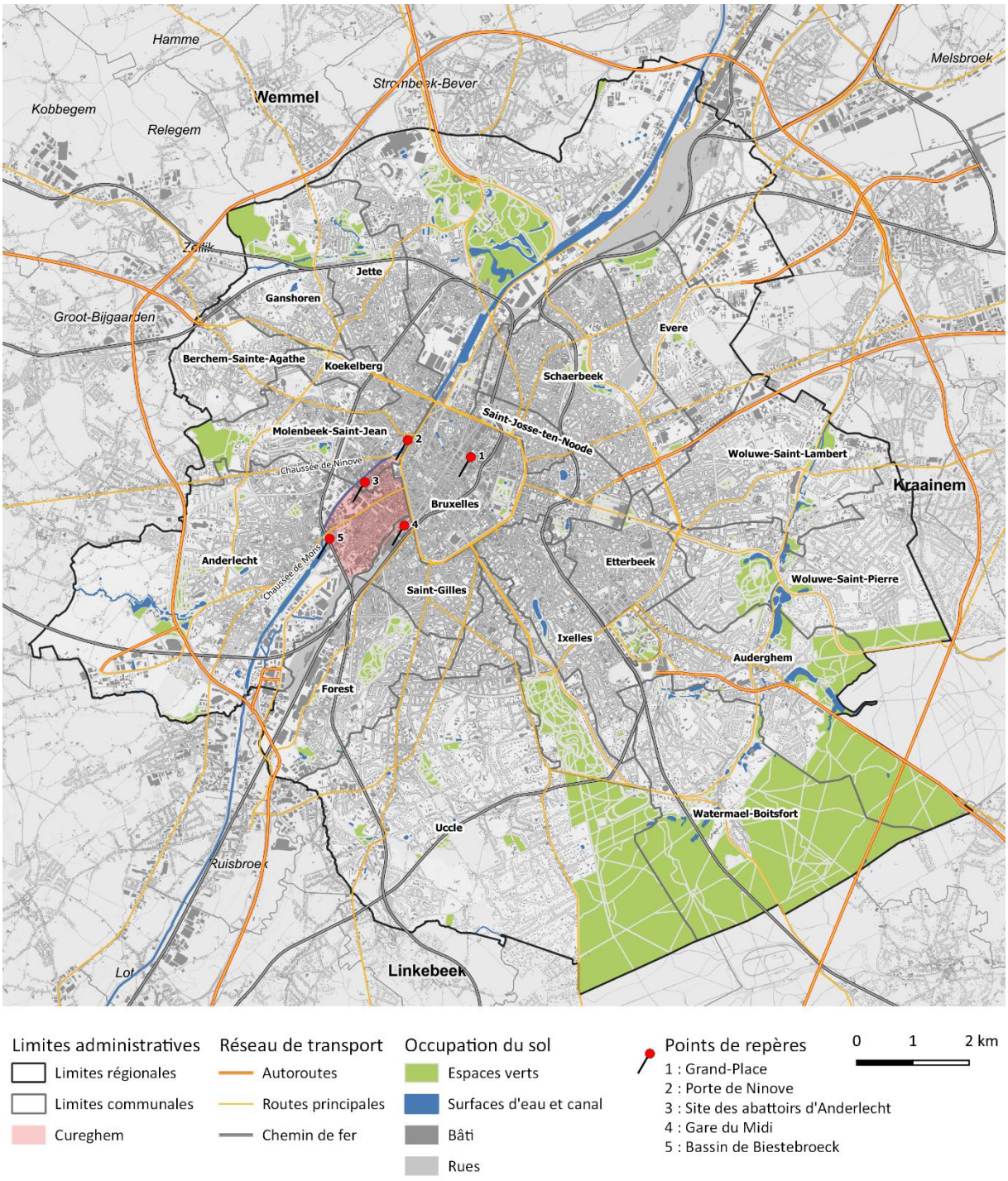
Introduction

A Bruxelles comme ailleurs, les quartiers populaires centraux ont pendant longtemps été abordés uniquement au travers des registres de la désindustrialisation, de la pauvreté et de la concentration de l'immigration. En effet, les dernières décennies du 20ème siècle ont vu ces espaces, situés pour la plupart au sein de l'ancien bassin industriel bruxellois (la « zone du canal »), être pris dans des processus de désinvestissement et dépeuplement plus ou moins marqués. Cependant, cette vision de « désert économique » n'est aujourd'hui plus la seule à structurer le vocabulaire autour de ces quartiers. Envisagés au travers des rhétoriques de la ville « durable », « créative » et « intelligente », ceux-ci sont désormais dépeints dans de nombreux discours des politiques urbaines ou de plans d'aménagements comme des « territoires de projets ». Il serait donc question de « saisir les opportunités » et de valoriser le « potentiel » de ces « sites stratégiques » de manière à enclencher de nouvelles dynamiques combinant performances économiques, cohésion sociale et développement durable. En particulier, ces espaces marqués par le recul de l'industrie, constitueraient le cadre idéal pour le développement d'une nouvelle économie mêlant technologies numériques, innovations managériales et esprit d'entreprise (Van Criekingen, 2021)

Face à ce contexte, la posture de recherche adoptée dans cette thèse se veut en rupture par rapport à ces différentes visions normatives. L'approche qui sera développée ici, fortement inspirée par les concepts de « travail de subsistance » et de « centralité populaire » tels que définis par les auteurs du collectif Rosa Bonheur (2019), résulte donc de la volonté d'aborder les quartiers populaires en adoptant, autant que possible, le point de vue de leurs habitants. Il s'agissait en effet de montrer que ces derniers disposent d'une certaine marge d'action et déploient des stratégies économiques, sociales et spatiales qui leur permettent d'y survivre, de s'y maintenir, voire même d'en faire de véritables espaces de centralité. A cet égard, ce point de vue s'inscrivait également dans l'étude réalisée dans le cadre de mon mémoire, qui portait sur les formes de résistances développées par les habitants des classes populaires pour faire face aux processus de gentrification que connaissent les quartiers populaires centraux.

En outre, cette thèse constituait aussi une opportunité de s'intéresser plus particulièrement au rôle de différentes activités économiques dans la construction de ces centralités populaires. En effet, la construction de la problématique de cette thèse est aussi le résultat de la rencontre avec un cas d'étude, celui du site des Abattoirs et Marché d'Anderlecht (voir photo 1), situé dans le quartier de Cureghem au sein de la commune Anderlecht (voir carte 1)

Carte 1 : activités économiques du quartier en 2017



Cureghem est un quartier de première couronne situé au sud-ouest du centre-ville de Bruxelles. Le quartier est délimité à l'ouest, par le canal de Bruxelles-Charleroi, au nord par les boulevards centraux, au sud par le bassin de Biestebroeck et à l'est par la gare du midi. Cette recherche s'est focalisée en particulier sur le site d'activité économique, celui des abattoirs d'Anderlecht, situé au cœur de ce quartier populaire de la commune d'Anderlecht.

Photo 1 : site des abattoirs d'Anderlecht en 2018

Source : Global View Abattoir, 2018

Ce choix, de même que le travail empirique réalisé autour de ce site, ont de fait été entamés très tôt dans le processus de recherche, cette approche essentiellement empirique ayant été encouragée par les contraintes imposées par le projet de recherche Metrolab. Une des missions du Metrolab.brussels, financé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), était en effet d'orienter les différentes recherches menées en son sein autour des autres projets faisant partie de la programmation FEDER 2014-2020, dont le site des Abattoirs faisait partie. Dès lors, dès le début de ce travail, les observations de ce cas d'étude ont fortement contribué à la précision de l'objet et du cadre de recherche à partir duquel ont émergé les différents questionnements qui seront traités dans le cadre de cette thèse.

Tout d'abord, la présence sur le site d'un des deux plus grands marchés populaires de Bruxelles, d'une part, et celle, plus discrète, des activités du secteur de la viande, de l'autre, offraient une opportunité d'étudier le rôle joué par ces activités industrielles et commerciales au sein des quartiers populaires centraux bruxellois ainsi que leur contribution à la construction de centralités populaires. En outre, cette question impliquait également de s'interroger en retour sur les facteurs ayant participé à la mise en place et au maintien de ces activités à Cureghem et, en particulier, sur les avantages que celles-ci retirent de leur localisation au sein d'un quartier populaire. L'objectif principal de cette thèse consistait ainsi à explorer les multiples liens tissés entre ce site d'activité économique et les espaces populaires au sein desquels il s'insère.

En outre, c'est aussi à la suite de ce travail empirique que la notion de « ressource », examinée plus en détail au sein de la partie suivante, s'est peu à peu imposée en tant que catégorie d'analyse pour décrire cette relation à double sens, reliant activités économiques et centralités populaires. Le but devenait donc de comprendre en quoi ce site pouvait constituer une ressource pour les habitants des classes populaires et, inversement, en quoi les quartiers populaires pouvaient représenter une ressource pour le maintien de ces activités. Cette approche m'a ainsi amené à formuler la question de recherche suivante :

Comment des activités économiques font-elles ressource au sein d'espaces de centralités populaires et en quoi ces espaces font-ils ressource pour ces activités ?

Par ailleurs, le site des Abattoirs d'Anderlecht fait également l'objet d'un important plan de redéveloppement, au sein duquel s'inscrit notamment le projet de Manufakture Abattoir financé par la programmation FEDER 2014-2020, qui risque d'affecter en profondeur le fonctionnement du site ainsi que sa relation de ressources réciproque avec les quartiers populaires bruxellois. Les évolutions observées sur le site mais aussi dans le reste du quartier laissaient en effet apparaître un décalage croissant entre les visions projetées par les multiples plans et projets de transformations du quartier et les réalités quotidiennes des classes populaires dont les pratiques, largement ignorées, s'en trouvaient menacées.

De manière à explorer ces différentes problématiques, cette thèse a été divisée en 6 chapitres, eux-mêmes divisés en plusieurs sous-parties.

Le premier chapitre portera tout d'abord sur la revue de la littérature ainsi que sur la définition du cadre théorique au sein duquel s'insère cette recherche. Une attention particulière sera consacrée à la définition de la notion de ressource telle qu'elle sera envisagée dans le cadre de cette thèse (voir 1.1) ainsi qu'aux précautions d'usage de cette notion, loin d'être neutre socialement (voir 1.2).

Cette notion sera en outre mise en lien avec le cadre théorique élaboré par les auteurs du Collectif Rosa Bonheur autour du travail de subsistance et de centralités populaires (voir 1.3). Enfin, ce chapitre s'intéressera également aux différentes approches permettant de décrire les activités qui participent à l'économie des quartiers populaires et les modalités de leur insertion au sein d'un cadre social et spatial déterminé (voir 1.4).

Le second chapitre s'attachera pour sa part à décrire brièvement le cadre au sein duquel s'est réalisée cette recherche (voir 2.1), ainsi que sur les différents aspects méthodologiques de ce travail. Ce chapitre reviendra notamment sur la forte dimension empirique de cette thèse (voir 2.2) et présentera les différentes méthodes employées (voir 2.3) ainsi que le travail de suivi réalisé autour du projet de transformation du site des Abattoirs d'Anderlecht (voir 2.4).

Le troisième chapitre sera ensuite consacré à la description du contexte territorial de Cureghem (voir 3.1), basée notamment sur les discours des habitants rencontrés, ainsi qu'à celle du cas d'étude (voir 3.2), abordé au travers de l'histoire et des logiques de fonctionnement actuelles des activités du site.

Le quatrième chapitre constituera le corps de la partie empirique ce cette thèse et s'intéressera à l'exploration de cette relation de ressources réciproque qui existent entre ce site d'activités économiques et les classes populaires. Ce chapitre comprend deux sous parties, la première adoptant le point de vue des acteurs du secteur de la viande (voir 4.1), et la seconde, celui des habitants du quartier (voir 4.2), le but étant de comprendre les liens qui existent entre ces deux catégories d'acteurs.

Le cinquième chapitre, également basé sur le travail empirique, portera plutôt, pour sa part, sur les différentes pressions que subissent ces activités économiques (voir 5.1), confrontées à une situation sectorielle difficile, ainsi que sur les évolutions plus générales du site et de son quartier (voir 5.2). Il y sera notamment question de présenter les différents programmes portant sur le site et son quartier et de mettre en évidence la manière dont ces derniers pourraient affecter la relation de ressources réciproque décrite au chapitre précédent.

Enfin, la sixième partie présentera une synthèse transversale des résultats de l'analyse empirique (voir 6.1). Les différents aspects permettant de caractériser cette relation de ressources réciproque y seront ensuite discutés en regard avec la littérature présentée au sein de l'état de l'art (voir 6.2). Enfin la dernière partie (voir 6.3), reviendra pour sa part sur les pressions qui s'exercent sur cette relation de ressources réciproque et qui menacent le maintien, d'une part, de ces activités économiques au sein des quartiers populaires et, d'autre part, de la continuité de l'occupation populaire de ceux-ci.

1. Etat de l’art : autour de la notion de ressource

L'objet de cette thèse porte sur l'analyse des rapports d'activités économiques vis-à-vis des quartiers populaires centraux. Il s'agira en effet de s'intéresser aux multiples relations que peuvent entretenir certains types d'activités économiques avec les habitants des quartiers populaires. Faute d'avoir pu m'appuyer sur des travaux s'intéressant précisément à cette relation entre activités industrielles ou commerciales et habitants des quartiers populaires centraux, cette question a été abordée ici au travers de la notion de « ressource ». Le chapitre suivant se focalisera donc sur la définition de ce concept ainsi que sur la manière dont il sera mobilisé dans la suite de ce travail. Il y sera question, d'une part, de comprendre comment les classes populaires s'approprient et dégagent des ressources à partir de leurs espaces de vie et ce, en particulier, au travers de la présence d'activités économiques ainsi que, d'autre part, de s'interroger sur la manière dont ces dernières s'approprient et tirent en retour des ressources des quartiers populaires. Abordée au travers de ses différentes dimensions, cette notion, construite empiriquement, sera également replacée ici au sein de divers corpus de la littérature relevant de contextes disciplinaires parfois très différents (géographie économique, sciences économiques, sociologie, ethnographie).

La première partie de ce chapitre (1.1) s'intéressera tout d'abord aux éléments permettant de définir et caractériser une « ressource » ainsi qu'aux précautions d'usage impliquées par ce terme. La deuxième partie (1.2) questionnera pour sa part l'existence de « ressources universelles », telles que présentées dans l'approche de l'économie « fondationelle » ou au travers de la notion de « basic needs ». Il s'agira donc d'affirmer la dimension critique de cette notion de « ressources » lorsque ces dernières sont replacées au sein des relations sociales et économiques de domination qui président à leur valorisation et à leur production. La troisième partie (1.3) sera pour sa part consacrée aux ressources matérielles et symboliques produites par et pour les « classes populaires » et envisagées dans leur dimension spatiale au travers des notions de « centralité populaire », de « capital d'autochtonie » et de « travail de subsistance ». La quatrième partie (1.4) s'attachera pour sa part à mettre cette approche en perspective avec différents modèles élaborés pour expliquer le fonctionnement économique des milieux populaires. Les travaux présentés amèneront également à questionner la relation que des acteurs économiques, n'appartenant pas nécessairement aux classes populaires, peuvent entretenir avec un contexte local donné. Cette dernière partie interrogera donc les concepts de d'« embeddedness » et de « district industriel », tels que mobilisés par la géographie économique.

1.1. Une entrée par les ressources

Utilisée dans des contextes et des disciplines très diversifiés, la notion de ressource est particulièrement flexible. N'ayant jamais véritablement été érigée en tant que « concept », les limites et les champs d'application de cette notion ne sont pas clairement définis. En effet, sorti de tout contexte, le terme peut faire référence aussi bien à des ressources naturelles, des sources de financement ou de revenus, des réseaux familiaux ou amicaux d'entraide et de solidarité, ou encore des caractéristiques individuelles.

Employer cette notion pour analyser les moyens de subsistance des classes populaires, d'une part, et les facteurs de maintien de sites d'activités économiques au sein de quartiers populaires, d'autre part, implique donc de préciser son champ d'analyse. La première partie de ce chapitre s'attachera donc à établir une première définition de la notion de « ressource » (voir 1.1.1) ainsi qu'à identifier ses différentes caractéristiques (voir 1.1.2) et, dans un second temps, à comparer celle-ci avec la notion de « capital » (voir 1.1.3).

1.1.1. Définition générale de la notion de ressource

Si on s'intéresse tout d'abord à l'emploi de la notion de « ressource » en géographie telle que présentée dans différents dictionnaires géographiques, plusieurs aspects ont tendance à ressortir de manière récurrente. Le site géoconfluence[1] définit une ressource comme suit :

> « Le terme « ressource » désigne la mise en valeur d'un capital, dit naturel (ressources minérales, énergétiques mais aussi avantages de localisation) ou encore matériel (machines, etc.), exploité par une société donnée à un moment donné dans le but de créer des richesses. Le terme « ressource » a ensuite été étendu à des biens immatériels, les capitaux par exemple (ressources financières), ou les « ressources humaines » (capacités de travail, d'innovation, etc.). La question du mode de mise en valeur et d'utilisation des ressources est indissociable de la nature des ressources elles-mêmes.
>
> On remarquera qu'il n'y a pas de ressource sans besoin des sociétés : toute ressource est donc créée et non découverte en tant que telle et tout est susceptible de constituer une ressource, y compris les productions intellectuelles et culturelles. L'espace peut aussi être considéré comme une ressource : on parle alors de ressource spatiale. Un déchet, qui se définit par sa valeur nulle ou négative, peut devenir une ressource si une société humaine lui trouve une utilisation rentable.

[1] http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ressource-s, mis à jour en mars 2010 et en octobre 2018

> Dans une logique prédatrice, la ressource est un gisement à exploiter ; c'est l'un des sens du mot « extractivisme » tel qu'il est défini dans notre glossaire. La ressource est alors exploitée jusqu'à épuisement du gisement, le site de production est abandonné et devient un espace-déchet. La production est alors délocalisée sur un autre site. D'autres logiques existent, notamment l'exploitation durable des ressources, permettant leur renouvellement. On parle aussi d'extractivisme durable. […]
>
> En géographie, les ressources sont envisagées sous différents aspects : en fonction de leur répartition spatiale, de la demande et des flux, de leur accessibilité. Leur qualité est un élément majeur quand il s'agit de l'eau et de l'air. La géographie des ressources aborde aussi les jeux d'acteurs et l'analyse des conflits liés à leur exploitation. […] La raréfaction d'une ressource provoque une tension entre les besoins et sa disponibilité, elle a des conséquences géopolitiques. […] »

Bien que très générale, cette définition permet d'attirer l'attention sur certains éléments importants.

Tout d'abord, ce qui ressort avant tout, c'est la polyvalence de celle-ci. En effet, selon cette définition, le terme de ressource ne se restreint pas à des biens matériels mais peut aussi désigner des éléments immatériels. De plus, la notion de ressource ne se restreint pas qu'aux éléments naturels ; elle est aujourd'hui abordée dans un sens élargi comprenant les ressources économiques, sociales, culturelles, etc. La notion de ressource peut donc comprendre aussi bien des caractéristiques naturelles[2] (gisements, eau, relief, végétation, climat) que morphologiques et structurales (typologie du bâti, des espaces, présence d'équipements), sociales (présence des différents groupes et classes sociales) ou encore institutionnelles (réglementations spatialisées). Ces ressources sont le résultat d'un processus de construction plus ou moins long sous l'action des sociétés humaines.

Ensuite, cette définition a également le mérite de mettre en évidence qu'« il n'y a pas de ressource sans besoin des sociétés ». Dès lors, même dans le cas de ressources dites « naturelles », il n'existe pas de ressources universelles et absolues. Une ressource n'existe pas en soi, indépendamment de tout contexte social. Dans le cadre d'une société hiérarchisée, un élément n'accède au statut de ressource qu'à partir du moment où certaines catégories sociales le mettent en valeur et l'utilisent pour répondre à leurs besoins. Cette utilité et l'importance accordée à une ressource (sa « qualité ») peuvent fortement varier selon la position sociale. Ce qui représente une ressource pour les membres d'une classe sociale peut donc très bien être déconsidéré par une autre, voire même être considéré comme une nuisance ou un « déchet ». Derrière la définition de ce que comporte ce terme, se cache donc un enjeu politique majeur, les classes dominantes tendant à imposer leur

[2] En particulier, dans littératures anglo-saxonne, le terme de ressources est plus souvent employé selon le prisme des sciences naturelles et du métabolisme urbain.

propre conception des « ressources » et des « nuisances ». De plus, les jeux d'acteurs et les rapports de hiérarchie ou de domination entre ceux-ci conditionnent ou favorisent l'accès à certaines ressources pour ces différentes classes sociales. La raréfaction d'une ressource peut donc provoquer des tensions entre ceux-ci.

Ces différentes catégories sociales déploient différentes stratégies pour gagner accès à ces ressources. Ces stratégies peuvent comprendre une grande diversité de pratiques, allant de l'investissement dans la construction d'un nouvel outil de production à de simples pratiques de la vie quotidienne (courses, travail, garde des enfants), ou encore à la mise en place de réglementations spatialisées. De plus, la mise en place de ces stratégies doit aussi se réaliser dans le cadre de relations de négociations avec d'autres acteurs et qui peuvent être de différente nature (coopération, réciprocité, concurrence, conflictualité), facilitant ou imposant des contraintes à leurs actions.

Enfin, cette notion permet aussi d'intégrer une dimension spatiale et temporelle à l'analyse. En effet, une ressource peut aussi être caractérisée en termes de répartition et d'emprise spatiale sur un territoire donné, ces caractéristiques pouvant évoluer au cours du temps. De plus, l'intérêt accordé à une ressource peut également varier au cours du temps en fonction de sa plus ou moins grande disponibilité et des évolutions du contexte social, économique, culturel et politique au sein duquel elle est mobilisée. Par exemple, un « déchet » peut redevenir une « ressource » à partir du moment où certains groupes lui trouvent une utilisation valorisable économiquement ou socialement. Par conséquent, certains « espaces-ressources » d'un territoire peuvent devenir des « espaces-déchets » et les « espaces-déchets » des uns peuvent parfois correspondre aux « espaces-ressources » des autres.

Comme on peut le voir, cette notion peut donc s'appliquer à des objets d'études très variés et décrire des réalités très différentes. En effet, interroger la notion de ressource sortie de tout contexte reviendrait donc à interroger l'ensemble de la relation entre une société et un espace donné. Dès lors, employer une telle notion implique de préciser le champ d'application de celle-ci. De quel type de ressources parle-t-on ? Par qui et pour qui sont-elles définies ? A qui s'adressent-elles ? Dans quel cadre spatial ? Selon quelles temporalités ?

1.1.2. Cadre d'analyse

Ce travail pose la définition d'une ressource comme suit :

> *Une ressource est une caractéristique produite au cours du temps sur un espace donné par différentes catégories sociales qui en définissent l'utilité et donc la valeur.*

La figure 1 présente les différentes dimensions de la notion de ressource qui seront explorées dans la suite de ce chapitre. Elle permet de dresser ainsi le cadre d'analyse général de la thèse qui sera abordé au travers de sept questions fondamentales :

- **Quelles** sont les caractéristiques (naturelles, sociales, économiques, institutionnelles, etc.) considérées comme des ressources et **pourquoi** ?
- **Pour qui** constituent-elles des ressources et **par qui** sont-elles produites?
- **Comment** sont-elles produites ?
- **Où** et **quand** sont-elles produites ?

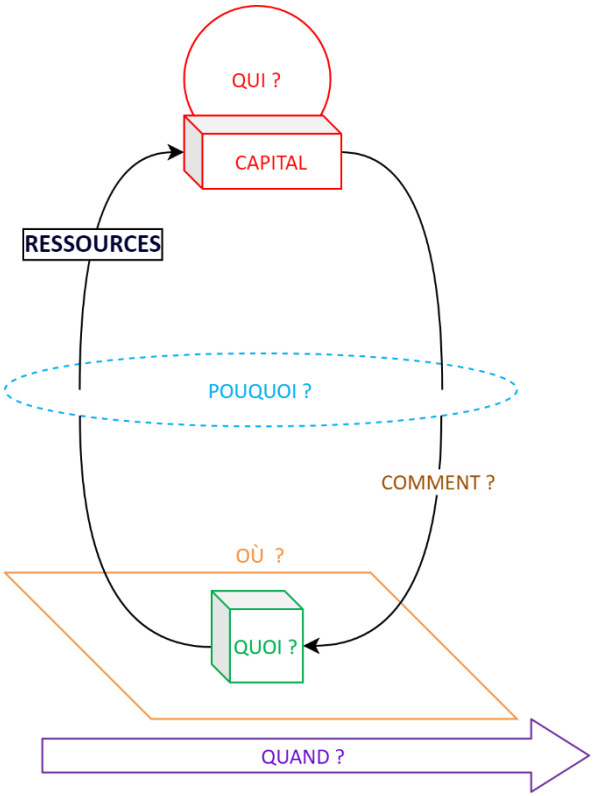
POURQUOI ? - Plutôt que de parler de « ressources » sous forme de substantif, il s'agira plutôt ici d'essayer de véritablement comprendre « ce qui fait ressource » pour les membres des classes populaires. Dans une approche similaire à celle développée par Sylvia Faure et Daniel Thin (2019) dans leur analyse des ressources mobilisées par les classes populaires pour « s'en sortir », l'objectif de cette thèse sera donc de se départir d'une lecture ontologique ou psychologisante des ressources (évoquant la notion de résilience) attribuant des ressources intrinsèques aux individus ou aux espaces, de même que d'une vision totalisante. Par conséquent, le point de vue développé ici se distanciera vis-à-vis de certains concepts qui, s'ils mobilisent directement ou indirectement la notion de ressource, envisagent cette dernière au travers d'une approche universaliste. C'est le cas notamment des notions de « ressources territoriales » (Grenouillet, 2015) et de « ressources urbaines » (voir 1.2.1), de même qu'au sein de l'approche par la *foundational economy* (voir 1.2.2), qui seront discutées dans la suite de ce chapitre. Il ne s'agit donc pas ici de réifier cette notion mais bien de comprendre ce qui « fait ressource », c'est à dire d'envisager « des moments, des relations, des actions, des interactions qui produisent ou engendrent des aides, des appuis […] qui n'existent pas en dehors des circonstances qui les fabriquent » (Faure, Thin, 2019, p.21).

QUI ? – Puisqu'il s'agit ici de considérer « ce qui fait ressource », la question de la définition des groupes sociaux considérés occupe une place particulièrement importante. En effet, une ressource n'existant que dans un cadre social donné, une analyse en termes de ressources ne peut se faire sans identifier au préalable les catégories sociales qui en bénéficient. Dans le cadre de cette thèse, il s'agira principalement d'identifier les ressources mobilisées par les classes populaires et qui leur permettent de subvenir à leurs besoins matériels et immatériels. La définition de ce groupe hétérogène, aux limites incertaines et traversé par de nombreuses divisions fera notamment l'objet de la partie 1.3.2.

Figure 1 : cadre d'analyse général

LE CADRE SPATIO-TEMPOREL	
QUOI ?	De quel type de ressource (naturelles, sociales, économiques, institutionnelles, etc.) s'agit-il ?
OÙ ?	A quelle échelle spatiale sont-elles opérantes ? Quelle est leur répartition spatiale ?
QUAND ?	Quand cette ressource s'est-elle construite ? Comment a-t-elle évolué dans le temps en termes de valeur, de disponibilité et de répartition spatiale ? Comment a évolué le système de production de cette ressource ?
LE PROCESSUS DE PRODUCTION DES RESSOURCES	
PAR QUI ?	Quelles sont les facteurs, et particulier les catégories sociales, responsables de la production de cette ressource. Quelles contraintes sociales ou spatiales à l'action ?
POUR QUI ?	Quelles sont les catégories sociales qui en bénéficie ou non ? Selon quels mécanismes de redistribution ?
COMMENT ?	De quelle manière les différentes catégories sociales exploitent-ils cette ressource et contribuent-ils à la production du territoire ? En s'appuyant sur quels types de relations sociales ?
POURQUOI ?	Comment est définie la valeur de cette ressource ? Cette valeur est-elle matérielle, sociale ou symbolique ? Comment est-elle perçue ?

Une ressource est une caractéristique produite au cours du temps sur un espace donné par différentes catégories sociales qui en définissent l'utilité et lui accordent sa valeur.



Auteur : Sanchez Trenado C.

OÙ ? - Une ressource étant une caractéristique de l'espace, elle peut également se décrire en termes de concentration et de répartition. De plus, cette dimension spatiale implique d'articuler différentes échelles d'analyse. Une certaine caractéristique peut constituer une ressource dans un espace donné et à une échelle donnée, mais elle peut très bien perdre ce statut de ressource dans un contexte spatial différent ou à une autre échelle d'analyse. Cette question sera notamment abordée dans le cadre de l'analyse du concept de capital d'autochtonie (voir 1.3.3). L'espace est donc envisagé ici à la fois comme le support et comme produit des relations sociales. Cette interaction entre société et espace, telle que schématisée sur la figure 1, est donc au cœur de la notion de « ressources » qui ne peuvent être comprises indépendamment du système au sein duquel elles sont produites. Les membres des différentes classes sociales qui forment les sociétés humaines sont donc, d'une part, impliqués dans la production de l'espace et, d'autre part, sont eux-mêmes insérés au sein d'un cadre socio-spatial qui influence leurs actions ainsi que celles des autres. De plus, si on s'en réfère à la conception de Lefebvre, ces rapports à l'espace ne seraient pas uniquement matériels mais également symboliques et contribueraient à la production de l'espace « physique », de l'espace « mental » et de l'espace « social ».

COMMENT - Si l'espace peut être considéré comme produit socialement, il en va de même dans le cas des ressources. Celles-ci résultent en effet d'un processus de production impliquant une forme de travail. A cet égard, le point de vue adopté dans le cadre de cette thèse se distanciera également des approches envisageant les classes populaires uniquement sous l'angle des rapports de domination. En effet, bien qu'elles soient situées dans des situations d'exclusion ou de précarité et que leur marge d'action soit relativement contrainte, il s'agira ici de s'intéresser au degré d'autonomie des classes populaires dans le cadre de la production de leurs propres ressources. Dans le cadre de ce chapitre, ce travail de production de ressources par et pour les classes populaires, sera principalement abordé au travers de notion d'« appropriation de l'espace » ainsi que de celle de « travail de subsistance », telle que définie par les auteurs du collectif Rosa Bonheur (2019) (voir 1.3.4). Spatialement, le rôle de ce « travail de subsistance » dans la transformation de l'espace urbain sera également interrogé au travers de l'analyse du processus de construction de « centralités populaires » (voir 1.3.5). En outre, parmi les ressources produites par les classes populaires, une attention particulière sera accordée aux activités économiques développées par celles-ci. La quatrième partie portera donc sur différents modèles visant à décrire le fonctionnement et les types de relations qui traversent les systèmes d'économie populaire (relations inter-ethniques, informalité, liens de réciprocité). Cette partie, après avoir brièvement précisé ce qu'on entend ici par « activités économiques » (voir 1.4.1), abordera donc les concepts d'entrepreneuriat ethnique (voir 1.4.2), d'économie informelle (voir 1.4.3), d'économie populaire (voir 1.4.4) et d'économie morale (voir 1.4.5).

PAR QUI ? – Si, comme on le verra, les classes populaires possèdent une certaine marge de manœuvre dans la production de leurs propres ressources, elles peuvent également s'appuyer sur des groupes et des individus en meilleure posture sociale (Faure, Thin, 2019). Par conséquent, il s'agira également de s'intéresser au rôle que ces catégories sociales peuvent également avoir dans le cadre de la production de ressources pour les classes populaires, en particulier au travers de l'implantation d'activités économiques (commerciales ou manufacturières). Par ailleurs, ces dernières, disposant de leurs propres logiques de fonctionnement, reposent parfois également sur les ressources qu'elles-mêmes peuvent tirer des quartiers populaires. La partie 1.4 s'intéressera donc aussi plus particulièrement à la question de l'ancrage d'activités économiques à l'échelle locale, tant économiquement que socialement et spatialement. La question de l'ancrage (« *embeddedness* ») de relations économiques au sein de contextes sociaux et territorialisés (voir 1.4.6 et 1.4.7) ainsi que le concept de « district industriel » (voir 1.4.7) y seront donc également abordés.

QUAND ? - Enfin, aborder la question des ressources demande également de rester attentif au cadre temporel au sein duquel elle se déploient. En effet, ces systèmes de production de ressources pour les classes populaires, d'une part, sont le résultat d'une histoire qu'il s'agit d'élucider et, d'autre part, ne sont pas figés dans le temps et peuvent être amenés à évoluer à l'avenir.

1.1.3. Ressource ou capital ?

Si au sein de ce travail, il s'agira bien de se focaliser sur la notion de ressource, celle-ci est intimement liée au concept de capital et il s'agit donc de faire la distinction entre ces deux termes. En effet, ce concept ayant vu son usage s'étendre au sein des sciences sociales (Faure, Thin, 2019), on pourrait être tenté de chercher à identifier les types de capitaux dont bénéficient les membres des classes populaires.

Cependant, l'emploi de cette notion doit se faire avec prudence. En effet, pour Sylvia Faure et Daniel Thin (2019), l'élargissement continu du concept de capital risquerait « d'annihiler sa portée heuristique permettant de saisir les rapports sociaux inégaux globaux » (p. 20). Des « capitaux généraux, transférables et reproductibles » (p. 20) se verraient donc placés au même plan que « des ressources locales, à portée limitées et étroitement dépendantes du contexte et des relations interpersonnelles » (p. 20). En outre, l'utilisation du concept de capital tel que forgé par Bourdieu, se restreindrait plutôt à l'analyse des classes dominantes et le haut de l'espace social. Le concept de capital supposerait l'existence d'un marché légitime et officiel, validant l'une ou l'autre propriété comme capital efficient dans l'espace social considéré. Dès lors, les groupes sociaux dominés sont justement caractérisés par leur faible légitimité et l'absence de propriétés rentables dans les espaces officiels et institutionnels. En revanche, la notion de « ressource », plus amorphe et moins théoriquement constituée que celle de « capital » lui donnerait une plus grande « souplesse ».

Faut-il pour autant exclure celle de « capital » ? Après tout, le capital ne représente-il pas simplement une accumulation de ressources pouvant être mobilisées en vue de l'obtention de ressources additionnelles et, ce faisant, contribuant à la production de l'espace ? Dès lors, on pourrait inventer autant de types de ressources qu'il existe de types de capitaux et changer simplement de terme ne permet pas en soi de dissiper le flou, ce que reconnaissent d'ailleurs ces deux auteurs.

Ces deux notions ne sont donc pas antinomiques mais bien complémentaires et permettent d'aborder la question des inégalités sociales au travers du prisme de la définition de la valeur. Les classes dominantes et dominées sont en effet inégalement dotées en termes de capitaux économiques, sociaux ou culturels, tant quantitativement que qualitativement. La définition de ce qui est une « ressource » est autant un enjeu de lutte que l'obtention de ces ressources elle-même. Le propre des classes dominantes est donc autant leur capacité à mobiliser (et immobiliser) de grandes quantités de ressources valorisées à leurs yeux, qu'à les imposer en tant que telles aux catégories sociales dominées.

Dès lors que l'on parle de « capital » ou de « ressources », l'important est plutôt de préciser l'espace social au sein duquel ces « ressources » ou ce « capital » sont considérés comme efficients. En outre, les évolutions du contexte social, économique et politique peuvent donc modifier le statut de ce qui représente ou non une ressource valorisée, tel qu'on pourra le voir dans le cadre des travaux de Jean Noël Retière (2003) sur le capital d'autochtonie (voir 1.3.3).

Faute d'être bien dotées en termes de capitaux « dominants », les ressources mobilisées par les classes populaires, peuvent malgré tout permettre à celles-ci de « s'en sortir », de « se constituer des marges de jeu ou des capacités de résistance à la domination » (Faure, Thin, 2019, p. 21) dans un cadre social, spatial et temporel déterminé. En cela, mon approche rejoint donc celle développée par Sylvia Faure et Daniel Thin (2019). En effet, un tel point de vue se doit de se prémunir d'une certaine naïveté qui viendrait à mettre sur un pied d'égalité les ressources des classes dominantes et celles des classes dominées.

C'est notamment en cela que l'approche mobilisée dans le cadre de ce travail se distingue de celles employées au travers des notions de « ressources urbaines » et de « *foundational economy* », abordées au sein de la partie suivante.

1.2. Des ressources universelles inégalement distribuée ?

Existe-t-il des ressources qui permettent de répondre à des besoins universels ? C'est le point de vue des deux premières approches qui seront abordées dans cette thèse. Considérant un ensemble de ressources et de secteurs répondant aux besoins de l'ensemble de la population, il s'agirait donc de s'intéresser aux inégalités en termes de répartition et de (re)distribution de ces ressources. Parmi les travaux traitant de cette question, cette partie s'intéressera en particulier aux approches par les « ressources urbaines » (2.2.1) et par la « *foundational economy* » (2.2.2).

Si ces deux approches permettent de mettre en évidence certains éléments d'intérêt, elles adoptent cependant un point vue normatif de la notion de ressource. En effet, l'absence de discussion du processus social de construction de la notion de ressource, envisagée selon une vision universaliste, limite leur portée analytique.

1.2.1. La notion de ressources urbaines

Ce travail se focalisant sur l'obtention de ressources pour les classes populaires dans les quartiers urbains denses, une première approche ayant attiré mon attention abordait la question des ressources au travers de la notion de « ressources urbaines ». Souvent mobilisée empiriquement pour décrire des objets similaires, en particulier les situations de marginalité ou de pauvreté, cette notion serait cependant difficile à qualifier par des caractères objectifs et quantifiables. Dans l'introduction de la revue EchoGéo consacrée à la thématique des « ressources urbaines », Aurélia Michel et Antonine Ribardière (2017, p. 1) définissent celles-ci comme suit :

> « Nous proposons d'aborder ces ressources comme des ressources urbaines, c'est-à-dire non seulement comme une somme de services mais également selon leur répartition spécifique dans l'espace de la ville, leur articulation et leurs conditions d'accès. Cette approche permet de faire d'une localisation dans la ville une ressource en tant que telle, de même que l'accès à des lieux de ressources potentielles. En outre, elle permet d'introduire une dimension diachronique dans la qualification des ressources envisagées par leur localisation : les ressources urbaines sont en effet le résultat d'une construction, dans le temps et par des acteurs, publics et privés ; elles sont l'objet de modifications importantes dans l'histoire de l'espace urbain (croissance de la ville, changements économiques, construction de nouvelles infrastructures, etc.). »

Dans ce cas-ci, le terme de ressource est donc associé à une somme de services dont peuvent bénéficier les habitants de la ville. L'objectif de cette approche consiste donc très souvent à analyser la répartition de ces services dans l'espace urbain, leur articulation et les conditions d'accès physique à ceux-ci, notamment au travers de l'observation des pratiques

de mobilité quotidienne. Il s'agit donc de mettre en évidence les disparités d'accès à ces services pour différentes catégories de populations localisées dans différents espaces de la ville (e.g. Cerqueira, 2017 ; Valette, 2017).

Par ailleurs, ces deux auteurs appliquent également cette notion de ressource à des caractéristiques individuelles (localisation dans la ville, « ressources » économiques, capacité à se déplacer, réseaux sociaux) permettant d'avoir accès aux autres ressources urbaines. En effet, très souvent, les réseaux sociaux sont vus à la fois comme une ressource en eux-mêmes et comme un moyen permettant d'accéder à d'autres ressources (Michel, Ribardière, 2017).

Dans cette approche, les services envisagés sont souvent considérés comme des ressources universelles, bénéficiant à l'ensemble de la population, indifféremment de la classe sociale, mais qui seraient simplement inégalement réparties. Cette définition met donc l'accent sur l'accessibilité spatiale et manque parfois d'une réflexion sur les conditions d'accès économique et social à ces ressources. Le risque d'une telle définition est donc de s'enfermer dans une approche normative et aménagiste. En effet, un même type de service ne s'adresse pas nécessairement au même type de public. Par exemple, un service de soins de santé ne concerne pas nécessairement la même population selon que l'on considère une clinique privée, un hôpital public ou une maison médicale. De même, les réflexions portant sur la « construction des ressources dans le temps par des acteurs privés et publics » (Michel, Ribardière, 2017, p. 1) se réfèrent principalement à la mise en place de ces différents services dans un cadre spatial donné et non pas à la construction sociale de la notion de ressource elle-même.

Les ressources urbaines sont donc utilisées dans cette approche comme de simples marqueurs des inégalités socio-spatiales, au travers de l'analyse de la densité en matière de services (soins de santé, écoles, administrations, commerces). C'est le cas, par exemple, dans l'analyse des inégalités d'accès aux ressources urbaines dans le cas de Belo Horizonte par Eugênia Viana Cerqueira (2017).

Dans son article sur l'ancrage quotidien des habitants des colonies populaires de Mexico, Jean-François Valette (2017, p. 2) définit pour sa part les ressources comme « l'ensemble des moyens matériels ou immatériels, économiques ou sociaux disponibles à l'échelle de l'individu ou du groupe, dont les habitants disposent pour assurer leur existence et leur maintien dans le contexte résidentiel considéré ». Cette dernière définition, même si elle reste très générale, a le mérite de cibler une population en particulier, les habitants des classes populaires. Cet article s'intéresse en particulier aux systèmes de lieux utilisés par ces habitants et à la manière dont ceux-ci articulent différentes échelles spatiales pour avoir accès à différentes ressources. Cependant, l'article ne se risque pas à la caractérisation sociale de celles-ci.

Par ailleurs, certains auteurs mettent aussi en garde contre une approche trop mécaniste, qui considèrerait les ressources urbaines uniquement comme un facteur d'attractivité pour la métropole. C'est le cas notamment de Laurent Faret (2017) dans son article sur l'espace métropolitain de Mexico. En effet, la question de l'attrait qu'exerce certains lieux de concentration de ressources urbaines ne peut se poser indépendamment de celle des conditions d'accès à ces ressources pour différentes catégories de population.

Cette définition des « ressources urbaines » comme une somme de services fondamentaux se base donc sur une conception des besoins qui fait écho à la notion de « basic needs », mobilisée dans les sciences du développement, définissant une série d'éléments (accès au logement, à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, au travail) considérés comme essentiels et universels. Cette notion se veut donc apolitique et ne s'intéresse pas aux différences de besoins entre différentes classes sociales. Cette approche des ressources urbaines n'est donc pas sans rappeler celle développée dans le cadre de la *foundational economy*.

1.2.2. La *foundational economy*

Le concept la *foundational economy* a été introduit pour le première fois en 2013, à la suite de la publication du Manifesto for the Foundational Economy (Bentham et al., 2013). Cette notion a ensuite été portée par un collectif pluridisciplinaire de chercheurs, principalement européens, qui ont contribué à sa diffusion. Dans leur Manifesto, Bentham et al. (2013, p. 7) donne la définition suivante de la *foundational economy* :

> « The foundational economy is that part of the economy that creates and distributes goods and services consumed by all (regardless of income and status) because they support everyday life. »

L'approche de la *foundational economy* se base sur trois idées principales (Earle et al., 2020) qui constituent également une forme de manifeste politique :

1. Le bien-être des citoyens et des générations futures dépend moins de la consommation individuelle que de la consommation sociale de biens et de services essentiels appartenant à la *foundational economy*.
2. La rôle principal et distinct des politiques publiques devrait donc être de sécuriser l'approvisionnement en biens et de services de base pour tous les citoyens plutôt que de stimuler la consommation privée pour atteindre la croissance économique.
3. L'accès à des services de base de bonne qualité est un des droits du citoyen mais le « renouvellement fondationnel » doit aussi passer par une transformation du régime de gouvernance actuel où la capacité d'action politique est fragmentée et où les intérêts économiques font obstacle au changement.

Ces auteurs se donnant pour objet d'étude « la production ordinaire de nécessités du quotidien » (Bentham et al., 2013), cette approche constitue une critique des politiques publiques visant à cibler uniquement certains secteurs d'activité appartenant à la « zone » de l'économie considérée comme plus compétitive ou avantageuse commercialement (hautes technologies, secteur du numérique, bio technologies, etc.) au détriment de la *foundational economy*. Cette dernière serait pourtant plus conséquente en termes de volumes d'emplois et répondrait à des besoins jugés plus essentiels (Earle et al., 2020).

D'une part, ces auteurs se positionnent donc en faveur de la préservation des systèmes de régulation sociale mis en place par l'État durant la période s'étendant de la fin 19ème siècle jusqu'aux Trente glorieuses et, d'autre part, soulignent l'importance des enjeux de transition écologique, celle-ci devant s'opérer prioritairement au sein des secteurs de la *foundational economy*. Cette approche se veut donc en rupture avec une vision de « l'économie » comme une entité unique, dont l'efficacité pourrait être évaluée uniquement sur base du Produit Intérieur Brut et de la valeur ajoutée[3]. La pensée « fondationnelle » divise donc le système économique actuel en quatre zones qui peuvent être différenciées selon leurs logiques de consommation, leur structure et leur *business model* ainsi que selon leur système de financement (Earle et al., 2020, p.3). :

- « *the tradeable economy* »,
- « *the overlooked economy* »,
- « *the foundational economy of material and providential essentials* »,
- « *the core economy of family and community* ».

Parmi celles-ci, la « *foundational zone* » correspondrait à la sphère de la consommation sociale permise par la mise à disposition et la régulation de différents systèmes collectifs. Pour sa part, l'« *overlooked economy »* répondrait plutôt à certaines demandes culturelles ordinaires faisant l'objet d'achats occasionnels et pouvant être postposés (meubles, coiffure, vacances), tandis que la « *core economy* »pourrait être assimilée à l'économie domestique (Earle et al., 2020).

La liste des activités appartenant à la *foundational economy* est donc définie sur base des biens et des services qui répondent à des besoins essentiels, c'est-à-dire dont l'absence ou l'interruption peut causer une crise immédiate pour l'ensemble des ménages. Elle comprend donc à la fois la mise à disposition de « services matériels » (eau, gaz, électricité, gestion des déchets, infrastructures de transport, télécom, alimentation, services bancaires) et de « services providentiels » (éducation, soin de santé, sécurité sociale). Les biens et services « fondationnels » étant souvent fournis ou financés par l'État, leur acquisition passe soit par

[3] Ces auteurs proposent notamment une nouvelle mesure de la « vivabilité » (*liveability*) en vue d'estimer la marge disponible pour des dépenses non essentielles pour chaque ménage. Cette mesure permettrait de révéler des inégalités qui passerait inaperçues sur base uniquement du PIB.

le biais des dépenses des ménages, soit au travers du système de taxation en place. Les activités de la *foundational economy* seraient donc difficilement délocalisables et relativement protégées de la compétition (Earle et al., 2020 ; Bentham et al., 2013).

Au travers de la promotion de la *foundational economy*, ces auteurs prétendent proposer une alternative au mode de régulation néolibéral du système capitaliste. Les évolutions défendues par ces chercheurs visent notamment une plus grande intervention de l'État dans la fourniture de biens et des services de base, la mise en place de mesures fiscales plus égalitaires et la révision des politiques favorisant la productivité à outrance au détriment de la valeur sociale. Le but serait donc d'atteindre une société où tous et toutes ont accès aux biens et services « fondationnels ». Ces secteurs « fondationnels », représentant de nombreux emplois, devraient également garantir de plus hauts salaires, une sécurité de l'emploi, de meilleures conditions de travail et des opportunités de formation. (Earle et al., 2020). Ces propositions représentent donc une forme de néo-Keynésianisme, tempérée cependant par certains objectifs issus du « développement durable », visant à préserver la paix sociale et l'environnement.

La *foundational economy* a le mérite de mettre en avant des activités qui, si elles manquent peut-être de « charme », fournissent des biens et des services essentiels pour l'ensemble de la population et dont, pourtant, il est généralement fait abstraction[4]. Faisant écho aux idées de « assets based development », cette approche insiste aussi sur l'importance de réévaluer et développer les atouts déjà existants plutôt que d'attirer des ressources mobiles comme les investissements étrangers. L'accent est donc mis sur les forces existantes plutôt que sur les déficits (bas revenus, faibles niveaux de santé et d'éducation).

a. Des ressources accessibles à tous ?

Cependant, bien que ce point de vue soit intéressant, cette vision universaliste à tendance à faire abstraction des divisions en termes de classes sociales. En définissant un ensemble de biens et de services de base, considérés essentiels pour l'ensemble des citoyens, cette approche sectorielle fait l'impasse sur les différences qualitatives qui existent au sein de ces produits et services de base.

> « Though the expenditure on these objects [foundational goods and services] varies with income, all households are enlisted as foundational consumers » (Bentham et al., 2013, p. 12)

Si tous les ménages consomment en effet des biens et services « fondationnels », cela ne signifie pas qu'ils consomment les mêmes produits. En effet, alors que pour les populations précarisées, obtenir ces « ressources » constitue une lutte du quotidien, pour les classes plus aisées, les biens « fondationnels » sont considérés comme acquis et ceux-ci peuvent se

[4] A ce sujet, voir Deboeck et al. (2019) concernant le secteur de la construction à Bruxelles.

permettre de privilégier des produits et services plus haut de gamme. Les auteurs eux-mêmes reconnaissent d'ailleurs l'hétérogénéité des activités qu'ils décrivent (Bentham et al., 2013).

Ce manque de prise en considération des différences qui peuvent exister en termes de standing de l'offre adressée aux différentes classes sociales limite la portée analytique de cette notion, qui peut dès lors être appliquée pour décrire des réalités très différentes. Cette approche normative et techniciste visant à favoriser l'accès à un certain nombre de ressources indifférenciées socialement ne permet donc pas d'aborder la question des inégalités entre classes sociales de manière satisfaisante. En effet, pour citer Olivier Schwartz (2011, p. 42), « lorsque des écarts sociaux ne passent plus par l'exclusion pure et simple de telle ou telle catégorie de biens ou de pratiques, ils peuvent tout à fait se reproduire autrement, plus subtilement mais aussi efficacement, à travers les écarts de niveau ou de modalité d'accès à ces biens et à ces pratiques ».

b. Des besoins universels ?

Par ailleurs, si ces auteurs reconnaissent que la liste des activités « fondationnelles » n'est valable que dans un cadre culturel donné, les besoins considérés comme essentiels peuvent varier selon le contexte social, politique et technologique et donc selon le lieu et l'époque considérés (Earle et al., 2020). L'approche de la *foundational economy* a également tendance à faire l'impasse sur les enjeux de classe liés à la construction sociale des besoins.

Plutôt, les besoins des citoyens sont donc considérés comme universels. En effet, le concept de *foundational economy* est intimement lié à celui d'« Universal Basic Services », un concept apparu en 2017 dans une publication du Social Prosperity Network à l'University College London et correspondant plus ou moins au domaine « providentiel » de la *foundational economy*. Cette notion se focalise en effet sur les services essentiels générés collectivement qui permettent à tous les citoyens de répondre à leurs besoins de base et de s'épanouir (Coote, 2020).

Cette approche définit en outre une série de besoins universels, que ce soit dans le temps ou dans l'espace : l'accès à l'eau, la nourriture, un abri, un travail sûr et non dangereux, l'éducation, les soins de santé, la sécurité durant l'enfance, des relations sociales de base, la sécurité physique et économique et un environnement sûr. Ont également été ajoutés plus récemment un accès à des moyens de transports motorisés, d'information digitale et de communication (Coote, 2020).

A nouveau, cette approche fait l'impasse sur les enjeux de classe et de négociation qui entourent la définition des besoins ainsi que de ce qui est jugé essentiel, et par qui, l'importance accordée à ces différents biens et services « fondationnels » pouvant varier selon la classe sociale. De plus, selon l'époque et le lieu, cette définition des ressources peut également considérablement changer.

c. Quelle capacité d'action pour classes populaires ?

Enfin, l'approche par la *foundational economy* poursuit également des objectifs visant à favoriser le processus démocratique et l'autonomisation des populations exclues des processus de décision, ceux-ci passant principalement par la mobilisation de collectifs citoyens et au travers de dispositifs de participation (comités de concertation, coproduction etc.) plus ou moins institutionnalisés. De plus, de manière générale, le soutien à l'économie fondamentale permettrait de renforcer la capacité de décision et d'action des ménages, et donc leur autonomie (Earle et al., 2020).

Cependant, outre les limitations que connaissent les instances de participation, l'autonomie des habitants est ici pensée principalement au travers des institutions et comités de citoyens. Sans remettre en question la nécessité de favoriser les mécanismes démocratiques dans le cadre de processus de décision et de planification, il ne faut pas entièrement nier l'autonomie actuelle dont disposent malgré tout les habitants situés dans des situations précaires. En effet, même si celle-ci ne doit pas être surévaluée, les habitants des classes populaires disposent d'une certaine marge de manœuvre et d'une capacité d'auto-organisation dans un contexte qui leur est, certes, défavorable.

Le point de vue développé dans le cadre de cette thèse est donc radicalement différent de celui employé dans le cadre de la *foundational economy*. En effet, alors que cette dernière, met l'accent principalement sur les prérequis politiques et économiques permettant à l'ensemble de la population de bénéficier de certaines ressources universelles, l'approche développée dans cette thèse cherche plutôt à révéler les stratégies développées par certains acteurs économiques et par les classes populaires elles-mêmes pour créer leurs propres ressources dans un contexte spatial traversé de tensions

Des ressources produites « par qui » et « pour qui » ?

L'absence de réflexion sur « ce qui fait » ressource pour les classes populaire contribue au caractère normatif de ces travaux sur la *foundational economy*. Ces approches en termes de « besoins universels » plutôt qu'en termes de classes sociales, limitent leur portée analytique. De fait, pour une activité donnée, le fait d'appartenir à un secteur « fondationnel » ne suffit pas à considérer celle-ci comme une ressource pour les classes populaires. Il est par conséquent nécessaire de s'intéresser aux modalités d'accès à une ressource donnée, en adoptant le point des classes populaires.

Comme on a pu le voir dans le cadre de différentes approches des ressources urbaines ou dans le cas de la *foundational economy*, se baser sur des types d'activités, d'équipements ou de services ne permet pas en soi de définir une ressource. En effet, une ressource n'existe que dans un cadre socio-culturel, spatial et temporel donné. Dès lors, définir une ressource implique avant tout de préciser quels sont les acteurs ou groupes sociaux qui contribuent à sa production, en définissent l'utilité et en bénéficient.

A cet égard, les travaux de Sylvain Souchaud (2017) sur les ateliers de confection dans la métropole de São Paulo constituent un bon exemple d'une telle approche. En effet, mobilisant la notion de ressource urbaine dans une perspective à la fois territorial et sociale, cet auteur adopte un point de vue similaire à celui développé dans le cadre de cette thèse. Repartant de la définition classique de la ressource, présentée au début de ce chapitre, il considère celle-ci comme « un caractère propre à un territoire dont on peut tirer profit moyennant son exploitation (Lamara, 2009) » (Souchaud, 2017, p. 6).

L'auteur rattache également cette notion à celle « d'aménité » (Cavailhès et al., 2002) et s'appuie sur la définition de Julie Vallée, Hadrien Commenges et al. (2015), définissant les ressources urbaines comme des équipements liés à des activités relatives au travail, au logement ou aux loisirs (différenciées selon les différentes échelles de proximités). Ainsi, les ateliers de confection analysés sont donc considérés comme des ressources pour les migrants en matière d'emplois et de logements. Du point de vue de Souchaud (2017), la mobilisation de réseaux sociaux liés à la migration serait donc une condition d'accès à certaines ressources (e.g. opportunités d'emplois ou d'hébergement).

Si à nouveau, la question de la définition sociale de ce qui constitue une ressource ou non n'est pas directement abordée, l'auteur analyse néanmoins de manière plus fine la manière dont cette activité particulière peut constituer une ressource pour une catégorie de population vulnérable (pauvreté, statut administratif précaire, faible niveau d'instruction, isolement), souvent exclue des circuits formels, ainsi que toutes les ambiguïtés propres à ce type de relations constituant parfois autant des formes d'autonomie que des formes d'exploitation. Le recours aux ressources urbaines aurait donc un coût social élevé car ne solutionnant pas l'état de vulnérabilité de ces populations et transformant celui-ci en une

situation de dépendance. Les conditions de déploiement de celles-ci dans un bâti inapproprié entretien et aggrave leur informalité. Dans l'économie métropolitaine de la confection, les ressources de l'environnement urbain alimenteraient donc une économie de la misère.

Contrairement aux approches précédentes sur la notion de ressource urbaine (voir 1.2.1), Souchaud (2017) considère également que tout environnement urbain dispose de ses propres ressources, attirant l'attention sur les particularités du contexte local et s'éloignant donc d'une vision universaliste des ressources urbaines.

De plus, l'auteur, adoptant aussi bien le point de vue des migrants que des dirigeants d'entreprises, s'intéresse également à la manière dont la localisation intra-urbaine peut constituer une ressource pour ces derniers (centralité métropolitaine et ses économies d'agglomération, offre immobilière bon marché des bâtiments sous-occupés, proximité des fournisseurs, proximité et adaptation à la demande). D'autre part, l'article insiste également sur la production sociale des ressources urbaines. En effet, selon l'auteur, les ressource « résulte d'un processus social qui l'inscrit dans une configuration territoriale » (Souchaud, 2017, p. 6). Dès lors, les entrepreneurs migrants, s'ils bénéficient de certaines ressources urbaines permettant le maintien de leur activité, contribuent eux-mêmes à la production de ressources bénéficiant aux populations migrantes en recherche d'emploi ou de logement.

Ces acteurs contribuent donc à la construction progressive d'une « niche économique » bénéficiant aux populations migrantes. L'auteur n'emploie cependant pas le terme de niche ethnique, l'atelier de confection correspondant selon lui « davantage à l'expression de la marginalisation de groupes minorisés dans la société urbaine que de la communalisation de ces groupes » (Souchaud, 2017, p. 17). Il faut cependant remarquer que ces pratiques, souvent informelles, restent cependant souvent dans l'ombre, l'invisibilité pouvant fournir un effet protecteur pour certaines populations et activités (Faret, 2017).

Souchaud considère donc cette dynamique comme une véritable appropriation de cet espace urbain par les entrepreneurs migrants, et les populations migrantes de manière générale. Dans ce cas, la production de l'espace par une certaine catégorie de migrants bénéficie donc aussi à une catégorie de migrants plus large

Cependant, ce processus de production peut prendre du temps et les ressources ne sont pas toujours disponibles de prime abord. C'est le cas notamment dans le cas de Mexico étudié par Laurent Faret (2017), où l'installation récente de population immigrantes, initialement en transit vers les Etats-Unis et faisant l'objet de violence de la part des populations et autorités locales, n'a pas encore permis la production et l'organisation de ressources comme dans le cas de réseaux migratoires bien établis.

L'article de Faret permet également de mettre en évidence le fait qu'un espace ressource n'existe que dans un cadre spatio-temporel donné. En effet, certains espaces de la capitale mexicaine n'acquièrent ce statut de ressource qu'en fonction des perspectives de carrière migratoire et résidentielle des différents groupes de migrants. Un lieu peut donc alternativement gagner ou perdre son statut de ressource.

Cet article met donc en évidence l'importance des conditions d'accès et de la construction progressive de cet accès aux ressources au travers de la mise en place de réseau sociaux (Faret, 2017). Cette question de l'accès est en effet un élément essentiel de la définition d'une ressource : une « aménité » du territoire qui ne serait pas accessible à la classe sociale ciblée ne peut être considérée comme une ressource pour celle-ci.

Enfin, dans le cas de São Paulo, l'analyse de la concentration spatiale de ces activités de confection liées aux économies d'agglomération, conduit Souchaud à parler d'une véritable centralité économique (Green, 2003). Cette notion de centralité, se marquant par la production de ressources s'adressant aux classes populaires en un même lieu, rappelle également celle de centralité populaire développée par le collectif Rosa Bonheur dont l'approche est très similaire à celle adoptée dans le cadre de ce travail, tant par son objet, ses concepts théoriques et ses méthodes.

1.3. Des ressources produites par et pour les classes populaires

Contrairement à certains des travaux abordés précédemment, présentant des approches relativement déconnectées des questions de rapports de classes et de domination, l'optique qui sera développée dans cette thèse prendra le parti d'adopter les points de vue des classes populaires.

Il s'agit donc ici de proposer d'inverser le regard et de se départir d'un discours populiste ou misérabiliste à l'égard des classes populaires (Grignon, Passeron, 1989). En effet, tel que le font remarquer Sylvia Faure et Daniel Thin (2019, p. 11), « en tant que groupes cibles de l'action publique, les classes populaires sont principalement (dis)qualifiées par leurs supposés manques et fragilités ou aujourd'hui par leur précarité et leur dite vulnérabilité. »

Si les classes populaires sont certes dominées et relativement démunies, elles font avec ce dont elles disposent et construisent leurs propres moyens pour tenter de résoudre les difficultés sociales qu'elles affrontent et ne pas connaître davantage de disqualification sociale. Il s'agira donc, dans le cadre de cette thèse, d'inverser les points de vue et d'envisager les classes populaires au travers des tactiques que celles-ci mettent en œuvre pour « s'en sortir ».

Cette approche rejoint donc celles d'un certain nombre de travaux récents (Rosa Bonheur, 2014 ;2016 ;2017a ;2017b ; 2019 ; Fijalkow et al., 2016 ; Van Criekingen, 2021) visant à explorer les ressources et les moyens de résistance dont disposent les classes populaires pour faire face à la dégradation de leurs conditions d'existence, aux différentes formes de disqualification sociale et symbolique qui les touchent ainsi qu'aux injonctions institutionnelles qui accompagnent leur situation de dominés ». (Faure, Thin, 2019, p. 10).

La partie suivante sera tout d'abord consacrée l'introduction de la notion de « centralité populaire » (voir 1.3.1) et à la définition de ce groupe particulier que constituent « les classes populaires » (voir 1.3.2). Il s'agira ensuite d'y aborder les questions liées à la dimension localisée de ces ressources, en particulier au travers du concept de capital d'autochtonie (voir 1.3.3). Les stratégies mises en œuvre par les classes populaires dans le cadre de la mobilisation et de la production de ressources seront ensuite explorées au cours de l'analyse des concepts de « travail de subsistance » et d'« appropriation de l'espace » (voir 1.3.4). Enfin, la contribution de ces différentes pratiques à la production de l'espace sera abordée au travers du concept de « centralité populaire » (voir 1.3.5).

1.3.1. La notion de centralité populaire

Le concept de centralité populaire, tel qu'il a été formulé par le collectif Rosa Bonheur (2016 ; 2019) dans le cadre de leur analyse de l'agglomération de Lille-Roubaix, a constitué une base essentielle à la construction du cadre d'analyse de ce travail. En effet, même si la notion de ressource n'est pas formalisée en tant que telle dans le cadre de leurs travaux, celle-ci apparaît à de multiples reprises, parfois de manière sous-jacente.

La centralité populaire désigne « les caractéristiques de l'espace local qui cumule des fonctions d'accès au logement et d'ancrage résidentiel, d'activités économiques et de travail, d'accès à des commerces aux prix spécifiques. Elle constitue un système d'entraide et d'appartenance locale qui favorise un processus d'autonomisation dans la sphère productive et la consommation – au sens d'une dépendance atténuée des logiques de marché. » (Rosa Bonheur, 2019, p. 17). Ces caractéristiques sont le résultat d'un processus de production se déroulant sur des temps longs. En effet, la constitution de ces centralités populaires est le produit d'une histoire et sont liées à la disparition des centralités ouvrières et à la relégation des classes populaires en marge du salariat avec l'avènement de la ville postindustrielle à partir de la fin du 20ème siècle.

Une centralité populaire est donc avant un tout un système permettant aux habitants des classes populaires d'avoir accès à un certain nombre de ressources matérielles (en termes de logement, de travail, de commerce, etc.) et symboliques tirées d'un ensemble de caractéristiques de l'espace urbain à l'échelle locale (Rosa Bonheur, 2019).

1.3.2. Les classes populaires : un groupe à définir

Au travers de ce terme de centralité populaire, les auteurs du collectif Rosa Bonheur insistent en particulier sur ce groupe hétérogène que constituent les classes populaires. En effet, il s'agit de « souligner ainsi la différence avec les conditions salariales de la classe ouvrière et les quartiers ouvriers des années 1950-1960 et de dépasser une analyse centrée sur l'ethnicité des habitants » (Rosa Bonheur, 2019, p. 17). En effet, le chômage de masse et la remise en cause de la « société salariale » (Castel, 1995), ont fortement déstabilisé une partie de ces populations et la notion de « classe ouvrière » ne suffit plus pour décrire ces groupes qui, en outre, étaient désormais composés en grande partie de salariés du secteur tertiaire (Schwartz, 2011, p. 30). S'il ne s'agit donc pas ici de parler de centralités ouvrières ou ethniques, encore faut-il définir ce que l'on entend par classes populaires.

Ce terme désignant à la fois des positions sociales dominées et des pratiques et comportements culturels séparés des classes et normes dominantes, la notion de « classes populaires » reste « unificatrice » et permet d'étudier « les proximités, transitions, continuités », de réfléchir aux « formes de continuum qui peuvent relier entre eux divers types de groupes dominés » (Schwartz, 2011, p. 30).

Les auteurs du collectif Rosa Bonheur se basent notamment sur les travaux d'Olivier Schwartz (2009 ; 2011) qui définit les classes populaires selon trois caractéristiques principales :

- la petitesse du statut professionnel ou social,
- l'étroitesse des ressources économiques (ne signifiant pas nécessairement précarité),
- l'éloignement par rapport au capital culturel dominant.

Les classes populaires seraient donc caractérisées, d'une part, par une « subalternité et subordination dans la division sociale du travail et dans les rapports politiques et sociaux » (Schwartz, 2011, p. 17) ainsi que, d'autre part, par « des modes de vie et comportements collectifs qui mettent à distance les classes et normes dominantes ». (Rosa Bonheur, 2019, p. 10).

Tout d'abord, cette position dominée est associée autant à une forme de dépendance et d'assujettissement économique, qui se traduirait par une certaine vulnérabilité sur le plan des ressources, qu'à des déterminations plus spécifiquement sociales. Cependant, les degrés de subordination peuvent évidemment être très divers. En effet, « il existe toute une stratification interne aux « classes populaires » et l'on sait bien que celles-ci ne sont pas systématiquement opprimées ou démunies » (Schwartz, 2011, p. 17).

Ensuite, bien que les formes culturelles dominantes soient partiellement apprises et assimilées, le terme de « classes populaires » est aussi porteur de l'idée d'une discontinuité culturelle avec les classes et les normes dominantes. Cette idée de séparation culturelle renvoie au phénomène de la dépossession. Une fraction importante des classes populaires est en effet démunie de certains éléments de culture qui font partie des instruments symboliques dominants. Il faut cependant remarquer que ce manque de certaines compétences décisives de la culture dominante (notamment l'écriture) n'est pas un signe de pauvreté culturelle. De plus, « les membres des milieux populaires ne sont pas seulement séparés des modalités culturelles dominantes par des processus d'exclusion, ils sont aussi capables de s'en séparer activement. […] Les comportements populaires peuvent s'opposer [aux normes dominantes] par le jeu de ce que l'on pourrait nommer une altérité positive » (Schwartz, 2011, p. 20).

Si elles restent opératoires, l'emploi de catégories classificatoires et totalisantes telles que la notion de « classes populaires » implique cependant d'être prudent dans leur usage. D'une part, en postulant une certaine unité des groupes dominés, on s'expose au risque de traiter les « classes populaires » comme un bloc indifférencié. Cependant ce groupe est loin d'être homogène et peut comprendre de nombreuses subdivisions internes dont on peut mentionner notamment les différences de génération et de sexe, de degré d'instruction, les écarts entre différents statuts professionnels ou d'occupation du logement, les origines diverses des populations immigrées, les trajectoires sociales, etc. (Schwartz, 2011).

D'autre part, la mise en œuvre empirique de cette catégorisation peut également se révéler incertaine, beaucoup de situations étant beaucoup trop ambiguës pour pouvoir être rattachées de manière univoque à une appartenance de classe ou à une autre, ou décrites par la simple opposition entre dominants et dominés. C'est le cas notamment des « groupes subalternes non-démunis » qui peuvent combiner des attaches très fortes avec les milieux populaires avec des traits qui se rapprochent davantage des classes moyennes (Schwartz, 2011). Ainsi, les fractions stables des classes populaires et les catégories intermédiaires tendent à percevoir les fractions sociales les plus dominées et les plus démunies comme séparées d'elles-mêmes (Faure, Thin, 2019).

Les classes populaires, longtemps observées principalement au prisme du modèle des univers ségrégés, ont connu des transformations décisives dans leur conditions d'existence qui se sont traduites par un élargissement considérable de leur univers de vie. En effet, les classes dominées participent à des segments de plus en plus larges de la culture dominante, notamment par le biais de l'école et au travers des évolutions de la structure professionnelle. Les individus intègrent donc des éléments de cette culture en les adaptant, s'assimilant par ailleurs aussi à elle, ce qui peut les conduire à des formes de déculturation, et, enfin, développent aussi contre elle des formes de résistance (Schwartz, 2011).

Cette tendance à l'ouverture et au désenclavement ainsi que la fragmentation interne des classes populaires ne sont pas sans conséquences sur la manière dont leurs membres perçoivent différents types de ressources, ainsi que sur les stratégies mobilisées pour les obtenir. Envisager la question des ressources sous l'angle des groupes auxquels elles bénéficient implique donc d'être attentif à ces divisions internes. La définition de ce qui fait ressource ou au contraire de ce qui constitue une nuisance, peut donc varier entre classes sociales mais également au sein des classes populaires elles-mêmes, et constituer une source de possibles tensions au sein des classes populaires. Il est donc crucial de prendre également en compte le point de vue d'une diversité de profils sociaux.

S'il ne s'agit pas d'ignorer « les multiples forces de désagrégation qui s'exercent sur les classes populaires » (Mauger, 2013, p. 108), récuser l'homogénéité entre des groupes ne doit pas pour autant empêcher de reconnaître les proximités, les transitions et les continuités qui existent entre eux. Paradoxalement, le caractère unificateur et générique de cette notion constitue donc également le principal atout de celle-ci. Cette catégorie générique est en effet l'outil le plus adapté pour représenter ce continuum de groupes dominés, c'est-à-dire une variété de formes et de situations sociales à la fois proches et différentes. En outre, parler en termes de classes populaires, au pluriel, permet également de souligner à la fois cette hétérogénéité et ces continuités (Schwartz, 2011 ; Faure, Thin, 2019).

1.3.3. Des ressources sociales et localisées ?

Bien que les anciens quartiers ouvriers ne connaissent plus les formes d'entraide et d'appartenance collective cristallisées dans les années 1950 et 1960, le concept de centralité populaire s'appuie sur la constatation d'un renouvellement des ressources de proximité et renvoie à l'importance de l'espace local, que ce soit à l'échelle du quartier, de la rue ou du logement. De ce point de vue, les auteurs du collectif Rosa Bonheur font donc l'hypothèse que « la dimension spatiale des ressources sociales est une des modalités contemporaines de résistance des classes populaires à la domination (Retière, 2003 ; Renahy, 2010). » (Rosa Bonheur, 2014, p. 133). En effet, parmi les différents éléments qui caractérisent les modes de vie des classes populaires, de nombreuses enquêtes et monographies soulignent la place centrale de l'univers local et la multiplicité de ses dimensions (Fol, 2010). Celui-ci apparaît tout à la fois comme « une réserve d'informations et des ressources pour vivre ; comme un espace connu et familier, où l'on est inséré et en sécurité. ; comme un lieu d'entraide, d'échange et de solidarité ; mais aussi comme un territoire sur lequel peuvent s'édifier, dans la durée, d'authentiques positions et réputations locales, où l'on peut être reconnu. » (Schwartz, 2011, pp. 38-39).

Parmi ces travaux, l'importance du cadre local a notamment été décrite par Jean-Noël Retière qui a pu montrer comment, dans le cas de l'analyse de familles ouvrières, les plus anciennement enracinées avaient acquis un véritable « capital social d'autochtonie ».

a. Capital d'autochtonie

Bien qu'elle soit apparue par après, la notion de capital d'autochtonie tire son origine de la fin des années 80', à une période où en histoire, en sociologie et dans les sciences politiques, commencent à se développer des enquêtes de terrain ainsi que les premières théorisations de l'analyse localisée visant à saisir les modes d'inscription des pratiques et des symboliques dans l'espace habité (Renahy, 2010 ; Retière, 2003).

Cette notion, basée sur des analyses empiriques, a été bâtie sur l'observation des classes populaires et du monde ouvrier de la fin du XXe siècle. Si elle n'est pas à priori exclusive des dominés, l'utiliser permet, à condition de tenir compte de l'inégalité de sa distribution, de mettre au jour la force potentielle de ceux qui ne disposent que de leur ancrage local comme support de ressources sociales (Renahy, 2010).

Selon Nicolas Renahy (2010, p. 9) on peut définir le capital d'autochtonie comme « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés ». Si la notion de « ressources » est donc mobilisée ici, il faut néanmoins remarquer que celles-ci sont envisagées ici essentiellement sous la forme de ressources symboliques. En effet, il ne s'agit pas ici de parler de capital économique ou culturel mais bien d'une forme de « notoriété acquise et entretenue sur une territoire singulier » (Renahy, 2010, p. 9), qui contribue à construire un « capital symbolique » (Renahy, 2010, p 10). C'est donc bien la

somme de ressources en termes d'enracinement et d'héritage qui confèrent, sous certaines conditions, un certain capital d'autochtonie (Retière, 2003).

Cependant, ces ressources ne se résument pas qu'à des biens symboliques, le fait d'appartenir à un groupe d'interconnaissances étant susceptible d'avoir « un poids social permettant de se positionner avantageusement sur différents marchés (politique, du travail, matrimonial, associatif, etc.) » (Renahy, 2010). Disposer de « ressources d'autochtonie » constituerait donc également un moyen d'accès à d'autres ressources, matérielles.

Cette notion de capital d'autochtonie et les études localisées viennent également rompre avec une vision des relations de domination qui envisage les classes populaires comme étant « enfermées sur un territoire, soumises au destin, ou bien à des diffusions culturelles qui s'imposent à elles » (Renahy, 2010, p. 14). Si les classes populaires sont bien dominées, le recours à l'analyse localisée montre au contraire « la persistance et le renouvellement des logiques de l'appartenance locale […] pour des groupes économiquement et culturellement dominés mais pour autant aptes à produire une représentation sociale exportable d'eux-mêmes. » (Renahy, 2010, p. 14). En effet, là où les autres catégories sociales peuvent s'en passer, le capital d'autochtonie permet également de tisser des liens sociaux en dehors de l'espace privé des classes populaires.

De plus, ce concept engage également à tenir compte des relations que les membres des classes populaires entretiennent avec d'autres classes sociales. Le capital d'autochtonie n'a de valeur que parce qu'il permet de « s'opposer aux capitaux économiques et culturels [des classes dominantes] et qu'il est susceptible de constituer une voie d'accès à ces capitaux – a minima en termes intergénérationnels » (Renahy, 2010, p. 26).

Cependant, pour les classes populaires, ce capital d'autochtonie n'a de valeur que dans un cadre local. Ce capital d'autochtonie constituerait donc « un ensemble de ressources non échangeable en dehors d'une scène sociale située (voire qu'il soit réversible et constitue un handicap ailleurs) […] qui ne serait qu'une « qualité superfétatoire » (Retière, 2003, p. 101) pour ceux également dotés de capitaux culturels » (Renahy, 2010, p. 18). Par exemple, si dans certains cas, l'enracinement et une forte ancienneté familiale sur le territoire, dans le cas des ouvriers et des artisans, peut être un moyen de contourner les obstacles à leur engagement, une telle ancienneté n'est plus requise pour celui de catégories sociales mieux situées dans les rapports sociaux (Retière, 2003).

Pour en revenir à la thématique des ressources, cette approche par le capital d'autochtonie permet de mettre en avant certains éléments.

Tout d'abord, cette notion a le mérite de révéler un certain nombre de ressources symboliques mobilisées par les individus des classes populaires en s'appuyant sur leur ancrage local, leur permettant ainsi de se positionner plus favorablement au sein de rapports sociaux de domination. Ces auteurs ont pu montrer ainsi en quoi, d'une part, l'appartenance

à des réseaux sociaux localisés pouvaient constituer une ressource et, d'autre part, en quoi l'accumulation de ce capital d'autochtonie pouvait faciliter l'accès à d'autres ressources économiques, culturelles ou sociales. Malgré un repli certain, de la part des classes populaires, sur l'espace privé et le domicile, les relations sociales localisées auraient donc encore leur importance dans le processus d'acquisition de ressources.

Ensuite, cette approche révèle également les divisions qui peuvent exister au sein des classes populaires elles-mêmes et les inégalités qui existent dans la distribution de ce capital d'autochtonie entre, d'une part, une frange des classes populaires bénéficiant de positions stabilisées et, d'autre part des populations connaissant des situations beaucoup plus précaires et dont l'espace de sociabilité a tendance à se replier sur l'espace privé.

Enfin, les auteurs mettent également en évidence le processus de construction sociale de la valeur accordée à certaines ressources, à plus forte raison dans le cas des ressources symboliques tel que dans le cas du capital d'autochtonie. En effet, alors que pour les classes populaires ce capital d'autochtonie constitue un ensemble des ressources essentielles, celles-ci perdent de leur valeur lorsque l'on considère des classes sociales mieux loties en termes de capital économique et/ou culturel. Dès lors, en l'absence de reconnaissance de sa valeur de la part des dominants, l'autochtonie ne peut être mobilisée en tant que capital sur la scène publique. Par ailleurs, ces ressources d'autochtonie n'ont de valeur qu'au sein d'un cadre spatial localisé et à une époque donnée.

b. Retour sur la centralité populaire

Le concept de capital d'autochtonie partage donc de nombreuses similitudes avec la notion de centralité populaire, dans la mesure où cette dernière permet aux classes populaires de s'installer, de vivre durablement et de s'ancrer sur plusieurs générations au sein de l'espace local, chacune y apportant sa contribution respective, conférant ainsi une certaine épaisseur à la centralité populaire (Rosa Bonheur, 2019).

Cependant l'approche par l'autochtonie ne permet pas d'appréhender pleinement les mécanismes qui permettent de « faire ressource » pour les classes populaires. En effet, les auteurs du collectif Rosa Bonheur ont pu mettre en évidence que les ressources sociales localisées ne représentent qu'une partie d'un système social et économique plus large.

> « Ces éléments nous ont amenés à considérer la ville de Roubaix comme une ressource pour les classes populaires. Cependant la notion de « capital d'autochtonie » ne nous permettait pas d'appréhender pleinement ce que nous observions sur le terrain (Retière, 2003 ; Renahy 2010). L'idée de centralité populaire tend à montrer que l'ancrage, à travers les ressources sociales qu'il permet de mobiliser, ne correspond qu'à une partie d'un système économique et social plus étendu, centré sur le populaire (ses pratiques et les valeurs associées), mais qui ne s'opposerait pas à la circulation et aux échanges, même lointains, de biens et de personnes. Partant, la relégation de Roubaix a pu devenir centralité dans la production de circuits économiques alternatifs. Roubaix n'est pas une

> enclave au sein d'une périphérie urbaine, Roubaix occupe au contraire une place de centralité populaire qui connecte les classes populaires de Roubaix avec des ressources et des populations d'autres territoires. » (Rosa Bonheur, 2016, pp. 5-6)

S'il ne s'agit donc pas de nier l'importance du contexte local dans la production de ressources, les quartiers populaires ne représentent donc pas pour autant des lieux d'enfermement. Contrairement à l'image du « ghetto », ils peuvent occuper une place de centralité qui connecte les mondes populaires avec des ressources et des populations d'autres territoires, formant des nœuds de mobilités quotidiennes, résidentielles ou migratoires des classes populaires (Rosa Bonheur, 2016).

> « L'espace urbain est ainsi central à deux titres : il représente un point d'ancrage résidentiel qui devient une ressource pour les familles populaires, tout en constituant un point de départ pour les mobilités quotidiennes, les déménagements ou les migrations géographiques plus lointaines […] Pour autant [la centralité populaire] « ne constitue pas l'horizon des pratiques des acteurs ». C'est plutôt par l'instauration progressive d'interconnaissances, d'échanges de routines, de solidarités, de stratégies de mobilités et d'ancrage que cet espace est devenu central pour les populations qui y évoluent » (Rosa Bonheur, 2019, pp. 76-77).

La centralité populaire permet notamment l'accueil des classes populaires fragiles qui, une fois leur trajectoire sociale et familiale stabilisée, s'engagent dans des parcours résidentiels d'apparence plus ascendante dans la ville ou l'agglomération. L'adaptation à de nouvelles configurations familiales, économiques et professionnelles peut ainsi mener au déménagement. Par exemple, la rencontre d'autres classes sociales permet parfois la constitution d'un capital culturel, des unions hétérogames et une ascension sociale et professionnelle. Les personnes des classes populaires entretiennent donc parfois un rapport ambivalent vis-à-vis de ces quartiers, témoignant d'une part d'un attachement dû aux liens et ressources de proximité et, d'autre part, d'une volonté de s'en sortir et s'assurer un destin social, amical et conjugal plus ouvert. La centralité populaire constitue ainsi un lieu où on arrive, dont on repart et où on revient en cas de besoin. Il faut cependant remarquer que, dans le cas de populations plus modestes, ce départ est parfois lié à des contraintes financières ou d'accès à un logement adapté à leur situation familiale (Rosa Bonheur, 2016). A l'échelle des générations, la projection dans l'avenir des enfants devenant adultes, les ressources et les discriminations que connaissent les jeunes dans la ville de leur enfance expliquent également les formes d'attachement ambivalent à cet espace (Rosa Bonheur, 2019).

Par ailleurs, la mobilité quotidienne des classes populaires ne se limite pas au quartier et dépasse même souvent les limites de l'agglomération, que ce soit dans le cadre du travail, de formations, de courses, de visites auprès de membres de la famille ou à l'occasion de sorties collectives de loisir. La centralité populaire constitue donc un espace ouvert socialement et ouvert à d'autres espaces. (Rosa Bonheur, 2019).

Enfin, l'approche par l'autochtonie, oppose d'une part les individus des classes populaires qui disposent d'un tel capital d'autochtonie et celles qui en sont privées. Si, comme exposé précédemment, les classes populaires sont en effet traversées par des degrés divers de domination, cela ne signifie nullement que les franges les plus précaires des classes populaires ne disposent d'aucune marge d'action et d'aucune ressource. Le concept de « travail de subsistance » permet de mettre à jour cette capacité d'action et d'auto-organisation des classes populaires qui peut participer à la production des espaces populaires et aboutir à la formation de véritables centralités.

1.3.4. Des ressources : produit d'un travail de subsistance

Situées dans des situations d'exclusion ou de précarité, les classes populaires sont souvent envisagées uniquement sous l'angle des rapports de domination. Si ceux-ci sont bien réels et limitent la marge d'actions des dominés, les classes populaires disposent malgré tout de certains avantages tirés du contexte local qui poussent dès lors à s'interroger sur la manière dont sont produites ces ressources.

Pour Sylvia Faure et Daniel Thin (2019, p. 22), « ce qui fait ressource relèverait du bricolage local, de la saisie du moment et l'occasion opportune […], des opportunités saisies dans les relations amicales ou familiales, mais parfois aussi d'appuis institutionnels locaux que les dominés apprennent à mobiliser et à s'approprier, ou encore, plus rarement, de l'organisation et l'engagement collectif. Ancré dans des relations interpersonnelles et de proximité, ce qui fait ressource relève pour partie de formes de coopération, d'entraide familiale, amicale. ».

Cette optique fait donc écho aux travaux récents du collectif Rosa Bonheur (2019) autour de la notion de « travail de subsistance », cette dernière permettant de mettre en évidence des formes d'autonomisation de la part des classes populaires. En quoi consiste et sur quoi repose donc ce « travail de subsistance » ? Quelles sont les ressources auxquelles celui-ci donne accès ? Ou, pour reprendre l'interrogation de Sylvia Faure et Daniel Thin (2019, p.22), quelles sont « les conditions nécessaires pour qu'une relation, une caractéristique, une situation, un moment, fasse ressource et devienne un appui, fournissant un avantage (plus ou moins durable) dans un parcours de difficulté sociale » ?.

a. Le travail de subsistance

> « Le travail de subsistance est […] le fondement de l'accès à des ressources non seulement matérielles, mais aussi symboliques : supporté par des réseaux interpersonnels et des communautés d'appartenance, il donne une valeur morale aux pratiques de celles et ceux qui sont habituellement déconsidérés et constitue une économie morale populaire. » (Rosa Bonheur, 2019, p. 18)

Tel que défini par le collectif Rosa Bonheur, le « travail de subsistance » correspond à un travail visant la satisfaction des besoins élémentaires (consommer des biens et des services, se soigner, s'occuper de son bien-être et de celui des autres, gagner de l'argent). Ces besoins matériels et moraux de la famille ou de la communauté ordonnent les priorités et s'imposent sur les choix individuels. Basé sur des réseaux interpersonnels et des communautés d'appartenance, ce travail permet de donner une valeur morale aux pratiques des classes populaires. Il constitue ainsi le fondement d'une économie morale populaire, entre don et marché, entre formalité et informalité, qui distribue localement les ressources (matérielles mais aussi symboliques), les rôles et les statuts en même temps qu'elle organise les trajectoires sociales, professionnelles et résidentielles. Les auteurs mettent en effet au jour « un système socialement organisé, fruit d'un travail qui prend appui sur le logement, la rue, les friches, le quartier, se déploie en marge du marché et s'organise de proche en proche, notamment autour de liens de réciprocité » (Rosa Bonheur, 2019, p .10).

Le collectif Rosa Bonheur s'attache à révéler les réalités des personnes catégorisées d'« inactives ». Loin de ne rien faire, celles-ci accomplissent un travail multiforme et omniprésent, orienté par des rationalités plus sociales qu'économiques. Elles participent à une économie de subsistance fondée sur des liens et réseaux de réciprocité (famille, amis, voisins, communauté) et située en marge de la société salariale, mais sans en être totalement déconnectée, représentant aussi une ressource pour l'économie marchande.

Le développement du travail de subsistance est lié à la destruction de l'emploi ouvrier et à la remise en question du compromis fordiste. En effet, face aux restrictions de l'accès aux marchés de la consommation, à la détérioration des statuts sociaux et à un système de protection sociale plus restrictif et contraignant, le travail de subsistance joue un rôle d'« amortisseur » social et économique, comblant les déficits des systèmes institutionnels de distribution des ressources.

Ce travail comprend des activités diverses situées aux marges du salariat, voire de la légalité. Même si le travail déclaré n'en est pas absent, la diversité et l'épaisseur sociale de ces formes de travail ne peuvent être estimées uniquement sur base de mesures comptables, la valeur de ces activités étant au moins autant symbolique que monétaire. Très souvent, le travail de subsistance s'accomplit collectivement selon des logiques de réciprocité et d'interdépendance (services sans contrepartie financière, formation sur le tas, échange de conseils et de connaissances) et n'est donc pas soumis à des objectifs d'augmentation permanente de la productivité ou des logiques de concurrence. Parmi les formes diverses que peut prendre le travail de subsistance, les auteurs du collectif Rosa Bonheur font la distinction entre quatre catégories de pratiques répondant à différents objectifs.

Tout d'abord, les ménages populaires cherchent à réduire leurs dépenses au travers de pratiques de récupération ou de recyclage[5] ainsi que de stratégies de consommation à bas prix. D'une part, ces pratiques demandent d'avoir une certaine expérience et requièrent donc un apprentissage. Ces connaissances se transmettent notamment d'une génération à l'autre. Il s'agit par exemple de savoir quel objet vaut la peine d'être réutilisé et de connaître les lieux d'arrivages dans le cas de pratique de récupération. C'est aussi le cas dans le cadre de pratiques de consommation nécessitant la connaissance de réseaux, de lieux, de marchés, qui impliquent d'échanger, de prospecter, d'observer, de comparer, d'anticiper et de calculer en se fiant aux meilleurs prix mais aussi selon la réputation d'un commerçant. D'autre part, ces pratiques comprennent aussi un travail relationnel, par exemple au travers de l'organisation collective lors des distributions alimentaires et de pratiques d'achats en grosses quantités ou au travers de l'échange d'informations sur les prix et la qualité des produits (matière, robustesse, fraîcheur, certification halal, etc.). Connaître un commerçant permet aussi de réaliser des achats à payement différé.

Spatialement, ces pratiques reposent largement sur une offre commerciale adaptée aux faibles ressources des habitants (déstockage, hangars, commerces de semi-gros, petits commerces alimentaires, épiceries solidaires) ainsi que sur la rue et les espaces publics. Ces derniers constituent en effet des lieux de collecte et de vente (e.g. marchés aux puces), dans le cas des pratiques de récupération.

Ensuite, les ménages populaires travaillent également au sein d'activités génératrices de revenus, dans un contexte de recul de l'emploi salarié classique. Ces activités, reposant sur des compétences acquises au cours de leurs parcours, sont très diverses. Elles peuvent comprendre, par exemple, la vente de produits de récupération, la confection de biens ou d'aliments à domicile, la mécanique automobile ou encore certaines stratégies immobilières liées à l'autoréhabilitation de logements. Ces sources de revenus reposent souvent sur l'auto-activation des personnes qui doivent d'elles-mêmes créer les conditions d'exercice de leur activité, se qualifier, produire un marché, et ce dans des espaces qui ne sont pas destinés à des telles fins et qui peuvent être disputés. En outre, l'alternance, la superposition ou la coexistence de statuts d'emplois divers (salariat privé ou public, travail indépendant, travail au noir, bénévolat) sont fréquents chez ces personnes. Cette auto-activation des classes populaires révèle donc une forme d'autonomisation vis-à-vis du contrôle entrepreneurial mais aussi d'insécurité. Le capital social et les ressources de proximité sont donc essentiels dans le cadre de ces pratiques orientées vers la subsistance.

Par ailleurs, les personnes des classes populaires doivent en outre assurer le travail de reproduction de la main d'œuvre, souvent pris en charge par les femmes, au travers du travail ménager (entretien du logement et du linge, confection des repas), du travail de soin à

[5] Celles-ci pouvant aussi constituer une source de revenus.

la personne (soins aux enfants et aux proches, travail éducatif, entretien du réseau familial et de sociabilité). Ce travail se réalise également au travers de la préparation et de l'organisation des temps de loisir ou encore de la prise en charge des démarches administratives. A nouveau, l'accomplissement de ces tâches demande d'acquérir certaines compétences et connaissances (concernant par exemple des institutions, des médecins, des démarches) qui, par ailleurs, s'échangent entre femmes. Ce travail, pourtant peu reconnu, vient engendrer une surcharge mentale ainsi que des contraintes (garde des enfants ou de membres de la famille) empêchant parfois ces personnes de s'insérer durablement dans les marchés de l'emploi.

Enfin, entretenir des liens d'entraide et de solidarité pour faire face à la pauvreté assure également une fonction de protection et de subsistance mais aussi d'insertion et de promotion. En effet, une bonne part du travail de subsistance vise la production de réseaux de sociabilité et d'entraide qui peuvent générer des dynamiques économiques sous-tendues par des logiques de réciprocité, c'est-à-dire ne visant pas la réalisation de plus-values mais la subsistance. Cette entraide peut passer par la collectivisation des différentes formes de travail et ressources au sein du cercle familial (voire d'entreprises familiales) mais dépasse bien souvent ce dernier, au travers, par exemple, de la création d'activités pour les autres ou de formes de soutien à leur activité. Dès lors, ces processus d'entraide contribuent également à la création de communautés d'appartenance.

Cependant, il ne s'agit pas ici d'encenser l'autonomie et la culture des classes populaires. Ainsi, comme le font remarquer Sylvia Faure et Daniel Thin (2019, p. 24), citant Claude Grignon et Jean Claude Passeron (1989, p. 134), « le cadre de vie, voire même le cadre de travail sont à la fois subis et choisis, ou du moins aménagés ; subis dans la mesure où ils sont liés à une position qui est elle-même l'aboutissement d'une trajectoire sociale et d'un « destin » ; choisis, dans la mesure où ils sont liés aussi à une série de « stratégies » visant à infléchir cette trajectoire et à obtenir des conditions de vie aussi peu éloignées que possibles des habitudes et des goûts contractés dans le milieu d'origine. ».

Le travail de subsistance oblige en effet les individus « qui n'ont pas droit à l'erreur » à s'auto-activer. Il modèle les temps, envahit la journée de chacun, organise la vie collective et redessine les âges de la vie. En effet, même si les individus des classes populaires ne désignent pas ce qu'ils font comme un travail, l'accomplissement de ce dernier peut aboutir à des journées de travail très longues et chargées. Ce travail se distribue donc au sein de familles et communautés, individus et groupes se spécialisant dans différents domaines, même si la contribution de chacun n'est pas toujours également visible ou reconnue. Le travail se confond donc de plus en plus avec la vie elle-même, y compris pour le travail non-domestique (satisfaire le client, répondre aux commandes), et mobilise les réseaux de parenté. Le travail de subsistance s'insère donc dans un système « d'auto-exploitation post-fordiste » qui implique une mobilisation permanente et une très grande pluri-activité (Rosa Bonheur, 2019).

La gestion du temps constitue donc un enjeu quotidien pour les classes populaires, d'autant plus lorsque celles-ci doivent faire face à l'instabilité, des imprévus ponctuels pouvant causer une augmentation de la pluriactivité (problème à l'école, de chaudière, de fenêtres, etc.). Par ailleurs, des bouleversements plus pérennes (diminution des aides alimentaires ou services de centre sociaux dépendant de fonds extérieurs, évènements douloureux – maladies, hospitalisation, décès, etc.) peuvent fragiliser les conditions même du travail de subsistance. Cette instabilité résulte donc en des trajectoires professionnelles souvent complexes et contribue au brouillage des statuts.

Loin d'être la démonstration du succès de l'auto-entrepreneuriat, « le travail de subsistance permet aux classes populaires aux marges du salariat de « faire avec » un contexte qui leur est devenu hostile » (Rosa Bonheur, 2019, p. 70). En effet, même quand les conditions de vie se stabilisent, elles restent malgré tout très fragiles. Le travail de subsistance et l'entraide jouent donc le rôle de « filets de sécurité » mais peuvent ne pas suffire à stabiliser les situations (ressources précaires, positions professionnelles fragiles, imprévus déstabilisants, etc.). Malgré les possibilités d'emplois plus ou moins formels qu'offre la centralité populaire et en dépit d'une certaine mobilisation de la part des ménages autour de la réussite scolaire et professionnelle des enfants (aide aux devoirs, contrôle social dans la rue, stratégies scolaires dans le choix d'écoles privées), les destins sociaux de la jeunesse restent également souvent incertains. Beaucoup de jeunes quittent en effet l'école avant la fin de leurs études et, étant souvent victimes de discriminations, ont aussi souvent des difficultés à trouver un emploi ou des stages.

Si la centralité populaire peut donc avoir « des effets stabilisateurs sur les trajectoires sociales des habitants, certains d'entre eux peuvent aussi être négatifs : les conflits de voisinage concernant l'usage de la rue, les « mauvaises fréquentations », l'importance de l'échec scolaire, ou encore la difficulté pour les familles de convertir leur mobilisation en réussite scolaire ou professionnelle fragilisent notamment le travail de subsistance. » (Rosa Bonheur, 2019, p. 113).

b. La notion d'appropriation de l'espace

Ce travail de subsistance, omniprésent dans le quotidien des classes populaires mais aussi dans les espaces fréquentés par celles-ci, n'est pas sans rappeler la notion d'appropriation de l'espace, dont il constitue une composante. En effet, au travers de ce travail, les classes populaires contribuent à la production de centralités populaires et, d'une certaine manière, s'approprient donc l'espace urbain.

Si, en raison de la polysémie du terme, l'exploration de la notion par Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre (2005) ne permet pas d'en présenter une définition unifiée, leur article permet néanmoins d'expliciter les principaux usages de l'expression et s'écarte d'une vision minimaliste de l'appropriation de l'espace comme simple pratique ou expérience vécue d'un lieu. La notion d'appropriation peut en effet avoir différentes significations.

Tout d'abord, un tel mot est inséparable de plusieurs notions juridiques et économiques. En effet, même si le droit ne détermine pas les pratiques, l'appropriation de plus ou moins larges portions d'espace est juridiquement contrôlée et garantie. De plus, tout usage de l'espace peut être conditionné par les structurations juridiques de l'espace, ces délimitations étant parfois matérialisées physiquement. Selon le contexte, le simple fait de déambuler ou de se rassembler dans l'espace public peut être permis ou interdit et sanctionné, sans parler de la construction d'infrastructures matérielles ou de l'exploitation des ressources, de l'échange et de la distribution des marchandises, etc. Cependant, si la propriété et plus largement les formes juridiques sont importantes, l'appropriation ne s'y réduit pas. Par exemple, l'appropriation de l'espace public par différents groupes sociaux montre bien que cette problématique rencontre en permanence la question du juridique, sans pour autant s'y limiter (Ripoll, Veschambre, 2005).

Ensuite, cette notion peut également renvoyer à des rapports pratiques et matériels à l'espace terrestre. Sous cet angle, Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre (2005) distinguent ainsi trois acceptions principales du terme d'appropriation :

- L'usage exclusif, c'est à dire qui s'inscrit dans une logique de concurrence pour l'espace. Cette exclusivité peut être individuelle, mais elle est plus souvent collective, fondée sur des groupes concrets mais restreints (comme la famille) ou sur des catégories sociales plus larges (comme le genre). Elle peut résulter de raisons strictement matérielles ou fonctionnelles, mais aussi de raisons plus directement sociales.
- L'usage autonome, correspondant au fait d'user de l'espace sans contrainte sociale explicite. Jamais absolue, mais jamais totalement absente, cette autonomie (ou maîtrise de l'espace) est plus ou moins forte selon les groupes et les espaces. Elle peut aussi concerner des pratiques plus ou moins massives ou visibles, allant de la production à la simple occupation de l'espace. C'est également ce sens que l'on mobilise quand on parle de détournement, pour indiquer que l'appropriation s'opère sur un espace déjà produit et qu'elle en change la fonction ou la finalité.
- Le contrôle de l'espace et de ses usages constitue une troisième acception non négligeable. Disposer du contrôle d'un espace ne veut cependant pas dire qu'on le pratique soi-même et celui-ci s'exerce souvent par personnes interposées. Il s'agit plutôt d'un rapport de pouvoir, de domination, exercé sur l'espace par des appareils ou institutions, par exemple un État sur son territoire.

Enfin, bien que ces formes d'appropriation matérielle soient inséparables de constructions imaginaires ou idéologiques, d'autres ordres de significations de la notion d'appropriation s'inscrivent plus spécifiquement dans un registre idéel. Parmi celles-ci Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre (2005) citent notamment :

- le cas de l'apprentissage et de la familiarisation, c'est à dire l'appropriation d'un espace au travers de l'acquisition de savoirs et de savoir-faire qui permettent de s'y mouvoir sans s'y perdre, mais aussi d'en user de façon pertinente ou stratégique
- l'attachement affectif ou, plus profondément encore, l'appropriation « existentielle », c'est-à-dire du sentiment de se sentir à sa place, voire chez soi, quelque part. Ce sentiment d'appropriation se transforme alors en sentiment d'appartenance.
- l'appropriation « symbolique » ou « identitaire », c'est-à-dire l'association d'une portion d'espace terrestre à un groupe social ou une catégorie au point de devenir l'un de ses attributs, c'est-à-dire de participer à définir son identité sociale.

Penser en termes d'appropriation de l'espace conduit donc à envisager l'occupation ou l'usage de l'espace, mais aussi sa production et son détournement, son marquage, sa valorisation ou, inversement, sa stigmatisation.

Cette notion amène à questionner les rapports entre les modalités matérielles et idéelles de l'appropriation. En effet, l'appropriation symbolique d'un lieu suppose sa pratique concrète, régulière et démonstrative. Inversement, le recours au symbolique est fréquent dans une recherche de légitimation que la force et même le droit ne suffisent pas à garantir. La production de signes, souvent destinés à exprimer une revendication d'appropriation dans un espace donné, est ainsi désignée par le terme de « marquage » (Ripoll, Veschambre, 2005). Comme l'ont montré certains auteurs (Giroud, 2007 ; Clerval, 2008 ; Chabrol, 2013), la présence de centralités commerciales immigrées et les continuités d'usages de certains espaces par les membres de classes populaires, peuvent contribuer à ce marquage social, et ce, même lorsque celles-ci n'y résident plus.

Par ailleurs, une approche par la notion d'appropriation oblige également à penser les inégalités sociales et les rapports de pouvoir dans leur dimension spatiale. Ces inégalités peuvent se marquer dans l'accès, l'occupation, l'usage et la jouissance (exclusive) des différents lieux de vie, qui par ailleurs ne se valent pas. On peut donc constater et mesurer des inégalités en matière de surfaces habitées ou réservées, mais aussi de distances aux ressources rares ou valorisées, à la centralité, etc. (Veschambre, 1998). Les inégalités portent aussi sur le cadre de vie, d'études, de loisirs, de pratiques religieuses ou politiques, etc. (Bioteau, 2005 ; Ripoll, 2005). Les inégalités sont également apparentes lorsqu'on appréhende l'appropriation comme maîtrise de son propre espace de vie, entre ceux qui usent à leur guise de leur l'espace qu'ils ont produit (ou ont fait produire) à leur image et à leur mesure, et ceux qui ne peuvent que se contenter des espaces produits pour eux, en fonction de l'image que d'autres se font de leurs besoins, de leurs valeurs. À l'appropriation s'opposent donc à la fois l'assignation et l'expropriation (Ripoll, Veschambre, 2005).

Cette notion permet en outre d'insister sur les enjeux liés au processus de construction sociale de la valeur attachée à un bien, une activité ou un lieu. De fait, à la hiérarchie socio-économique correspond bien une hiérarchie des espaces habités et pratiqués. C'est ainsi que, par exemple, les classes moyennes urbaines ont trouvé un vecteur pour s'approprier symboliquement des espaces désaffectés (anciennes usines, ancien habitat populaire etc.) dont elles ont fait valoir le caractère patrimonial (V. Veschambre, 2005).

Comme on peut le voir, l'appropriation de l'espace n'est donc pas seulement une finalité, c'est aussi un moyen. Il est donc nécessaire et important d'interroger les rapports à l'espace non seulement comme support et enjeu des rapports sociaux, mais aussi comme ressource ou capital inégalement distribué. En effet, l'espace est aussi moyen de production, un attribut social plus ou moins valorisé et valorisant et une arme dans les rapports de pouvoir (Ripoll, Veschambre, 2005).

Cette approche permet également de mettre l'accent sur la dimension spatiale du social, des acteurs et de leurs pratiques plutôt que sur l'espace lui-même, pensé comme quelque chose de distinct. Elle conduit donc à une analyse critique des notions de territoire, de patrimoine ou d'espace public et de leurs usages sociaux. Elle permet de se détacher des « rhétoriques holistes » (Candau, 1998) qui masquent les inégalités sociales, les conflits d'intérêts et les rapports de pouvoir qui traversent les collectivités humaines.

Dès lors, le travail de subsistance tel que décrit par les auteurs du Collectif Rosa Bonheur (2019) peut être assimilé à une forme d'appropriation de l'espace par les classes populaires. En effet, celui-ci contribue à l'appropriation matérielle et symbolique de l'espace des quartiers populaires et participe à la production de centralités populaires. Il témoigne de la marge d'action, certes réduite, dont disposent les classes populaires pour produire des espaces « à leur mesure ». La partie suivante s'intéressera donc aux modalités de production de centralités populaires au travers du travail de subsistance.

1.3.5. La production de centralités populaires

Si le travail de subsistance permet d'avoir accès à certaines ressources, « ce travail, omniprésent, transforme en retour la ville, conférant aux classes populaires un rôle incontournable dans la production de l'espace urbain » (Rosa Bonheur, 2019, p. 10). D'un point de vue spatial, le travail de subsistance réalisé par ceux qui vivent la ville reléguée produit en retour des effets sur celle-ci, que ce soit à l'échelle du quartier et de l'habitat ainsi que dans les espaces délaissés, laissés vacants par la désindustrialisation. Les classes populaires produisent donc la ville (production de logements accessibles, d'espaces de travail pour leur activité et d'une offre commerciale adaptée) et s'approprient les équipements publics à leur disposition (Rosa Bonheur, 2019).

La relative autonomie des classes populaires se marque aussi dans leur capacité à « constituer leur propre espace de centralité urbaine » (Toubon, Messamah ; 1990, p. 19). La centralité populaire permet ainsi de « penser la ville depuis les classes populaires, de comprendre les formes localisées de production de sa matérialité ainsi que les résistances ordinaires aux transformations urbaines et aux évolutions du capitalisme » (Rosa Bonheur, 2019, p. 77).

> « L'espace ainsi produit porte la trace des liens familiaux que l'on entretient, de l'aide apportée aux parents âgés, des échanges monétaires qui accompagnent un travail sur un bâtiment ou dans un commerce. » (Rosa Bonheur, 2019, p. 77).

Les pratiques qui mènent à la production de ces centralités populaires pouvant prendre différentes formes, comment donc se déploie spatialement le travail de subsistance et de quelle manière contribue-t-il à la production des espaces populaires ?

a. La production du domicile par et pour les classes populaires

Tout d'abord, dans un contexte d'abondance de biens immobiliers peu chers, souvent dégradés, accessibles à l'achat ou à la location privée, l'investissement de ces logements est rendu possible par le travail d'auto-réhabilitation des familles populaires sur leurs domiciles. En effet, les faibles revenus des ménages populaires sont compensés par des ressources matérielles et immatérielles (savoir-faire en bâtiment, main d'œuvre familiale, échange de matériaux, etc.) permettant parfois l'accession à la propriété et à certaines familles de devenir propriétaires-bailleurs. Ces pratiques mobilisent donc toutes les formes de travail de subsistance : compétences manuelles, techniques et administratives, échanges entre proches, division du travail homme-femme, etc.

Ce travail de réhabilitation affecte le peuplement des quartiers et contribue au maintien d'une occupation populaire et immigrée de l'espace local. D'une part, elle permet aux familles populaires de se loger elles-mêmes ainsi que d'héberger, temporairement ou plus durablement, des proches (parents âgés, jeunes quittant le domicile familial, frères, cousins) ou des connaissances (re)venant s'installer dans la ville (déménagement, immigration). D'autre part, ces logements peuvent également être mis en location pour des personnes elles-mêmes issues des mondes populaires, ces stratégies d'investissements locatifs contribuant aussi au maintien du peuplement populaire.

Aux côtés de dispositifs de gestion locative sociale, ces réseaux et cette limitation de la marchandisation contribuent donc à rendre le parc privé plus accessible pour les ménages aux revenus modestes et/ou issus de l'immigration, le niveau de discrimination à l'entrée de ces logements y étant plus faible. Cependant, dans le cas de propriétaires bailleurs négligeants, voire malhonnêtes, s'installer dans ce type d'habitation demande parfois d'accepter des logements dégradés ou indignes.

b. Des rues, des logements et des bâtiments industriels transformés

Les quartiers anciens en contextes désindustrialisés comportent de nombreux espaces industriels de petite taille, dégradés et disponibles à faible coût (proposés plus ou moins formellement à la location ou à l'achat) qui, avec la rue, les cours et le logement, accueillent les lieux de travail des économies populaires (activités quotidiennes, tâches domestiques, réparation automobile, auto-entrepreneur en bâtiment, stockage de pièce automobiles ou de matériaux de construction, etc.).

Si cette activité insérée dans le tissu urbain se fait en général avec le consentement du voisinage, le risque d'une rupture des arrangements est toujours présent. Les conflits et rapports de force dans l'espace public voient donc parfois des habitants s'opposer. Cependant, certaines activités comme la mécanique de rue assure également une fonction sociale qui dépasse l'exercice d'une activité professionnelle. En effet, elles peuvent aussi générer une forme de contrôle social dans les rues du quartier. Cette dernière fonction permet de créer un lien social qui passe par la reconnaissance de l'activité par les habitants du quartier et l'occupation populaire de l'espace. De plus, l'interconnaissance dans le quartier et les liens entre les personnes précèdent souvent et créent les échanges économiques entre ces dernières.

Spatialement, le voisinage et la rue constituent des supports de relations de travail et d'échanges économiques. Si le travail ouvrier à domicile (usinage de pièces ou du travail du jardin) n'est pas nouveau et perdure encore, les auteurs du collectif Rosa Bonheur constate une véritable intrication entre espace productif et reproductif. En effet, la rue donne à voir l'importance du travail à domicile. Si certaines de ces activités sont assez visibles (commerces, garages ou la mécanique à ciel ouvert), d'autres se font plus discrètes. C'est le cas notamment de certaines activités de production de services (repas à domicile, garde d'enfants, aide aux personnes âgées, coiffure, esthétique) ou de biens (vêtements, tricots, meubles, voitures et matériel d'occasion) qui se vendent notamment sur des sites internet spécialisés (Le boncoin, etc.).

c. Des commerces, des marchés appropriés

Enfin, le travail de subsistance s'accomplit également au travers d'une offre commerciale spécifique, proposant des services et produits à bas prix, et qui fournit des emplois pour les personnes peu qualifiées et les populations immigrées. Les centralités populaires se marquent donc par le maintien d'une offre plus importante de petits commerces dans les secteurs du textile et de l'habillement mais surtout dans la restauration rapide, l'alimentation générale, la boulangerie, la boucherie, le déstockage et la téléphonie.

Le déploiement de cette offre commerciale se réalise notamment au travers de la rénovation de certains immeubles dans le but de se loger, louer et exercer une activité commerciale en rez-de-chaussée. Bien que les espaces de consommation populaire ne se limitent pas à la

centralité populaire, celle-ci alimente un système de commerces spécifiques prenant place dans les friches, les rez-de-chaussée, les logements et autres locaux disponibles.

En particulier, les petits commerces ethniques, à la fois conditions et cause du peuplement populaire, s'appuient souvent sur les caractéristiques ethniques de leurs propriétaires et représentent une voie professionnelle pour les franges du monde populaire tentées par le travail indépendant. Cet aspect a notamment déjà été documenté dans le cadre des travaux de Yankel Fijakow et Claire Marie Vroelant (2016) ainsi que dans ceux de Marie Chabrol (2013). De même, les marchés alimentaires, les marchés aux puces hebdomadaires et les braderies sont aussi des occasions d'occuper l'espace et de se l'approprier.

Cependant, la présence de cette offre commerciale peut aussi générer certaines tensions, certains riverains se sentant menacés par le développement de ces commerces orientés vers des clientèles d'origines immigrées ou plus jeunes. Par ailleurs, ces commerces sont également la cible de politiques de rénovation urbaine qui cherchent à en limiter l'emprise en vue de préserver les commerces qualifiés de « traditionnels ».

Retour sur la notion de ressource

Comme on a pu le voir, la notion de centralité populaire, ainsi que les autres concepts qui l'accompagnent, permet d'établir un cadre d'analyse qui permet d'aborder la notion de ressource dans toute sa complexité et de préciser son champ d'analyse (voir figure 2). Si on revient sur la formulation initiale de la notion de ressource, quels sont les apports du concept de « centralité populaire » ?

QUOI ? – Les ressources identifiées au sein des centralités populaires peuvent revêtir des formes assez diverses et souvent déconsidérées par les classes dominantes. D'une part, celles-ci peuvent en effet être incarnées dans l'espace construit par la présence d'un parc de logements dégradés mais abordables, d'une offre de commerces bon marché, de garages de réparation automobile, d'espaces industriels de petite taille, dégradés et disponibles à faible coût, ou encore de zones de friches laissées vacantes. D'autre part, l'existence de réseaux de réciprocité, de solidarité et d'entraide localisés, représentent également une ressource pour les habitants des classes populaires.

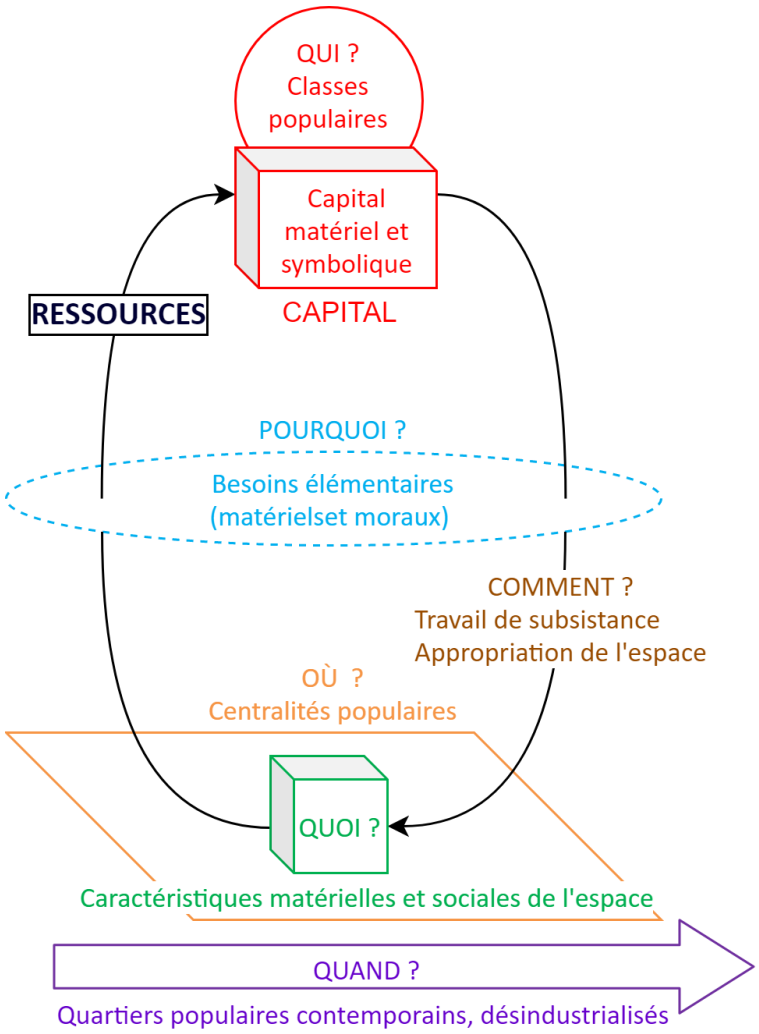
POURQUOI ? – Les caractéristiques socio-spatiales de l'espace des quartiers populaires, représentent des ressources à la fois matérielles (sources de revenus, opportunités d'emploi ou de logement, moyens de réduction des dépenses etc.), sociales (réseaux de solidarité et d'entraide) ou identitaires permettant la satisfaction des besoins des ménages des classes populaires et pouvant parfois même contribuer à la formation d'un capital matériel, social ou symbolique (e.g. « capital d'autochtonie »).

POUR QUI / PAR QUI ? – Les classes populaires sont par ailleurs envisagées dans leur complexité, c'est-à-dire comme un groupe traversé par de nombreuses ruptures et aux limites incertaines. Cependant, ses membres partagent malgré tout, d'une part, une position de subalternité et de subordination dans la division sociale du travail et dans les rapports politiques et sociaux ainsi que, d'autre part, des modes de vie et des comportements collectifs qui mettent à distance les classes et normes dominantes.

COMMENT ? – Les classes populaires sont ici envisagées comme des acteurs de la production de leurs propres ressources et de leurs propres espaces de vie. Bien que contrainte, cette relative autonomie donne lieu à la réalisation d'un « travail de subsistance », travail du quotidien, omniprésent, souvent déconsidéré, y compris pas les classes populaires elles-mêmes, et qui prend appui sur ces espaces et sur ces relations sociales et de réciprocité évoqués. Si ce travail contribue donc à générer des ressources pour les classes populaires, il participe aussi à la production de la ville et à la formation de « centralités populaires », notamment au travers de la production de logements accessibles, d'espaces de travail pour leur activité et d'une offre commerciale adaptée.

OÙ / QUAND ? – Ce travail prend place au sein de quartiers populaires désindustrialisés et se concrétise spatialement par l'appropriation populaire de l'espace au travers de la formation de centralités populaires. Celles-ci prennent appui sur l'ensemble des espaces du quartier (domiciles, rues, friches, espaces publics, commerces, etc.), l'activité du travail de subsistance amenant à une imbrication entre espaces productifs et reproductifs. Par ailleurs, dans le cas des classes populaires, ce qui « fait ressource » est donc ancré spatialement dans des contextes spatiaux populaires et dans des relations concrètes à l'échelle locale, et peut donc être peu transférable au-delà de tels contextes.

Figure 2 : cadre d'analyse adapté



En résumé, sur base de ces différentes approches, on pourrait qualifier de « ressource de subsistance » une ressource sociale, symbolique ou matérielle produite par et pour les classes populaires dans le cadre d'un travail de subsistance réalisé au sein d'un espace pouvant être assimilé à une centralité populaire.

Par ailleurs, si jusqu'à présent, les ressources dont bénéficient les classes populaires ont été abordées dans leur globalité, l'approche mobilisée dans le cadre de cette thèse se focalisera principalement sur le rôle des activités économiques au sein des centralités populaires. La partie suivante s'attachera plus particulièrement à mettre en perspective différents modèles permettant de décrire les systèmes d'économie populaire.

1.4. Activités économiques et quartiers populaires

Mentionnée jusqu'à présent comme un des éléments constitutifs des centralités populaires, les activités économiques, génératrices de revenus, d'emplois, de solidarités, … constituent un des éléments clé de celles-ci. La suite de ce chapitre s'attachera à la caractérisation de ces ressources économiques ainsi qu'aux modalités de leur production et de leur inscription au sein de centralités populaires. Qu'est-ce qui permet de caractériser ces activités ? Sur quels types de relations sociales fondent elles leur fonctionnement ? Dans quelle mesure peut-on parler « d'économie populaire » ?

En dehors du concept de centralité populaire, ces questions seront abordées au travers de différents corpus de la littérature qui se sont également intéressés à la manière dont les classes populaires ou les groupes marginalisés parviennent à assurer leur propre subsistance. Ce chapitre s'intéressera ainsi aux formes que peuvent prendre ces activités. Après avoir brièvement défini ce que regroupent les « activités économiques » envisagées ici (voir 1.4.1), il s'agira de mettre en perspective différentes approches visant à décrire le fonctionnement et les types de relations qui traversent les systèmes d'économie populaire ainsi qu'à caractériser les activités qui les composent. Cette partie s'intéressera donc tout d'abord aux concepts d'entrepreneuriat ethnique (voir 1.4.2), d'économie informelle (voir 1.4.3), d'économie populaire (voir 1.4.4) et d'économie morale (voir 1.4.5).

Ensuite, cette partie se focalisera plus généralement sur le processus d'ancrage territorial d'activités économiques envisagées dans leur ensemble. En effet, l'approche de l'activité économique développée dans cette thèse se voulant avant tout spatialisée, il s'agira ici de défendre l'idée que, pour être analysé dans le détail, un processus économique se doit d'être resitué dans l'espace, le temps et l'environnement social qui est le sien. La suite de ce chapitre sera donc consacrée aux facteurs favorisant l'ancrage d'activités économiques au sein de réseaux localisés de relations sociales (voir 1.4.6 et voir 1.4.7), envisagées au travers des concepts d'« embeddedness » et de district « industriel ».

1.4.1. Définir l'activité économique : activités productives, industrielles, commerciales

Les activités qui seront abordées dans le cadre de cette thèse relèvent principalement d'activités de type commercial et manufacturier. Cependant, bien que ces dernières y occupent une place prépondérante, la notion d'« activité productive » ne sera pas mobilisée dans le cadre de cette thèse. En effet, d'une part, notre analyse ne s'est pas limitée à ces activités et, d'autre part, le flou entourant la notion « d'activité productive » ne permet pas d'utiliser celle-ci comme une catégorie d'analyse opérante.

Au cours des dernières années, une multitude d'acteurs du développement urbain (architectes, scientifiques, aménageurs, représentants des pouvoirs publics, urbanistes, des organisations indépendantes) se sont en effet emparés de cette expression au côté de celle de « ville productive », déclinant cette dernière sous différentes approches. Dès lors, en l'absence d'un auteur de référence, cette hétérogénéité du discours a pu générer un concept confus.

Pour illustrer le flou qui règne autour de cette notion, le Plan Régional d'Affection du Sol de la Région de Bruxelles-Capitale définit l'activité productive comme « activités artisanales, activités de haute technologie, activités industrielles, activités de production de services matériels et de biens immatériels. Sont assimilés aux activités productives, les travaux de gestion ou d'administration, l'entreposage et les commerces qui en sont l'accessoire. »

Comme on peut le constater, ce terme peut désigner des activités et des réalités économiques très différentes, regroupant dans un même ensemble des activités allant de l'industrie manufacturière à certaines occupations artistiques, en passant par les hautes technologies, les nouvelles formes d'artisanat (économie du « craft », mouvement des « makers ») ou encore l'agriculture urbaine.

Par conséquent, dans la suite de ce travail, la notion d'activité productive ne sera mobilisée que dans une acception restreinte et sera employée pour désigner l'activité manufacturière ou artisanale visant la production de biens matériels ainsi que les services essentiels à leur fonctionnement.

1.4.2. L'entrepreneuriat ethnique et le rapport à l'ethnicité

Une première approche consiste à s'intéresser aux dynamiques liées à l'entreprenariat ethnique. En effet, les travaux développés au sein de ce corpus théorique, particulièrement fournis dans la littérature anglo-saxonne, offrent un cadre théorique pour envisager les processus d'immigration, d'assimilation et d'adaptation de communautés ethniques, particulièrement nombreuses au sein des quartiers populaires. De nombreuses pratiques commerciales développées par les entrepreneurs migrants reposent de fait sur des logiques ethniques, que ce soit dans la façon de mobiliser de la main-d'œuvre, du capital ou encore dans le fait de se spécialiser dans la vente de produits destinés à sa communauté d'origine. Des travaux plus récents mettent également l'accent sur l'implication simultanée de groupes migrants dans le pays d'accueil et d'origine en promouvant ainsi le concept d'entrepreneur transnational (Rosenfeld et al., 2013).

Cependant, ces approches centrées exclusivement sur l'ethnicité de populations migrantes ne permettent d'envisager qu'une partie des activités économiques des quartiers populaires. En effet, tel qu'on le verra par la suite, la structure économique des quartiers populaires est faite d'un complexe assemblage d'activités produites par l'action de divers acteurs et non exclusivement du fait de populations migrantes. Dès lors, dans une approche similaire à celle

développée dans les travaux de Martin Rosenfeld (2013) sur les filières transnationales de commerce de voitures d'occasion, l'accent sera mis ici plutôt sur l'aspect économique plutôt que sur la dimension ethnique. En effet, Peraldi (2007) rappelle que si le prisme des migrations peut être un formidable révélateur de pratiques commerciales, se placer dans un paradigme migratoire peut également amener à obscurcir la compréhension de certains mécanismes économiques.

Malgré cela, on ne peut totalement faire l'impasse sur la question du rôle de l'identité ou de l'ethnicité au sein de relations économiques et commerciales. Il s'agira en effet, dans le cadre de l'analyse, de rester attentif aux critères d'identifications (nationaux, religieux ou ethniques) et à la manière dont ceux-ci sont mobilisés par les acteurs de l'activité économique ainsi qu'à la manière dont ces critères peuvent influer sur le fonctionnement de l'activité.

1.4.3. L'économie informelle

Un second critère régulièrement mobilisé pour caractériser les activités économiques qui prennent place dans les quartiers populaires est celui de leur caractère informel. En effet, parmi les pratiques et les activités mentionnées, certaines se trouvent, complètement ou en partie, en marge des zones de contrôle de l'État. Il est dès lors nécessaire de questionner certaines notions, en particulier celles de « formalité/informalité » et celles de « légalité/illégalité ».

Comment peut-on définir l'économie informelle ? Cette catégorisation repose-t-elle uniquement sur le statut officiel de ces activités ou relève-t-elle plutôt de logiques de production similaires à celles observées dans le cas du travail de subsistance ? Ces pratiques correspondent-elles simplement à une économie marchande située en dehors du cadre légal ou est-elle également basée sur des relations de réciprocité ?

Le travail de synthèse réalisé par Odile Castel (2006) à l'occasion du colloque international sur l'économie informelle tenu à l'Institut de sociologie de l'Université de Neuchâtel permet de traiter de ces questions.

La notion d'économie informelle, issue des sciences du développement, a été formalisée pour la première fois par Keith Hart dans une étude sur le Ghana (1973), dont les résultats furent ensuite repris par le Bureau International du Travail (BIT). Ce concept, élaboré principalement sur base de cas d'études situés dans les pays du Sud, désignait alors des activités pénibles exercées par des travailleurs pauvres et qui n'étaient ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni réglementées par les pouvoirs publics.Ces activités étaient alors caractérisées par :

- une facilité d'accès en raison du peu de barrières à l'entrée et de la relative simplicité des techniques de production,
- une utilisation des ressources locales par les entreprises,
- des technologies intensives en main d'œuvre plutôt qu'en capital,
- une propriété familiale des entreprises et une prévalence de rapports sociaux non salariaux,
- une échelle de production réduite et une faible capacité d'accumulation,
- des marchés concurrents non réglementés, opérant à la marge de la loi avec peu, voire pas, de mesures de protection du travail,
- des niveaux de qualification faibles, acquis hors du système scolaire officiel.

Le terme va rapidement se populariser pour désigner un ensemble d'activités productives de petite taille et de natures très diverses, opérant ainsi un glissement sémantique renvoyant à l'idée d'absence de forme précise là où le terme anglais (« informal ») renvoyait plutôt à l'absence de caractère officiel (Castel, 2006). Certains auteurs préfèreront donc parler d'« économie non structurée » (Charmes, 1980 ; Nihan, 1980 ; Sethuraman, 1976) ou d'« économie non officielle » (Archambault, Greffe, 1984). D'autres enfin, mettant plutôt l'accent sur la participation active des populations à ces activités utilisent les termes « spontanée », « populaire », « économie populaire » (De Soto, 1994), « économie populaire solidaire » (De Miras, 1984 ; Morice, 1985).

Si, parmi les différents travaux en économie du développement, les approches néoclassiques et structuralistes, par trop normatives (Castel, 2006), ne seront pas prises en considération ici. Il s'agira plutôt ici de se focaliser sur les apports des analyses socio-économiques portant sur l'économie informelle (Nyssens, 1996 ; Gaiger, 1999 ; 2000 ; Defourny et al., 1998). Ces dernières ont en effet la particularité d'envisager certaines activités de l'économie informelle comme étant le résultat d'un comportement économique non capitaliste mais fondé sur la réciprocité et la redistribution. Ces travaux mettent notamment en avant des initiatives locales d'hybridation des ressources marchandes, non-marchandes et non monétaires. Certaines activités de l'économie informelle entretiendraient donc des rapports avec l'économie formelle, que ce soient au travers de rapports de subordination ou de concurrence, tandis que d'autres se placeraient dans des « niches », là où l'économie formelle capitaliste n'arriverait pas, pour répondre aux besoins non satisfaits des populations. Selon cette perspective, l'économie informelle participerait donc à la consolidation d'une « économie populaire » qui ne peut être réduite à un ensemble de « stratégies de survie », mais devient un ensemble de véritables organisations économiques stables, génératrices d'emplois et de revenus (Castel, 2006).

Si cette dernière approche n'est donc pas sans rappeler le « travail de subsistance », la multiplication des apports empiriques et descriptifs a cependant contribué à renforcer l'hétérogénéité de cette notion d'« économie informelle » qui, dès la fin des années 1980, pouvait aussi bien reprendre le petit commerce fixe ou ambulant, l'artisanat de production (meubles, outils, confection, bâtiment), des services personnels (réparation, prêteurs sur gages, soin des vêtements, domesticité), des services collectifs (transport, tontines, micro-crédit, mutuelles de santé, coopératives) ou encore des activités illicites (narcotrafic, vol, contrebande, tueurs à gages). Odile Castel (2006) estime ainsi que, pouvant correspondre à des réalités très différentes, l'informalité ne peut dès lors pas fonctionner comme un concept. En effet, si une partie de ces activités reposent sur une solidarité plus forte que dans le secteur formel (solidarité familiale, religieuse, ethnique, solidarité au sein de bandes, de gangs ou des groupes de quartier), certaines sont aussi marquées par la violence (concurrence armée et meurtrière, exploitation sauvage des travailleurs, violences physiques et symboliques).

La seule chose reliant ces activités étant justement leur caractère informel, cette catégorie sémantique ne permet pas donc pas de véritablement caractériser à elle seule les activités économiques des quartiers populaires. Dès lors, pour surmonter l'impasse dans laquelle se trouvent les débats théoriques, certains auteurs défendent qu'il faudrait, d'une part, rompre avec la confusion entre activités licites et illicites et, d'autre part, sortir de la vision structurelle distinguant économie formelle et informelle (Castel, 2006).

C'est également le constat de Lautier, Miras et Morice (1991) qui mettent en évidence que, depuis sa création, ce concept est traversé par de fortes contradictions internes. D'une part, ce qui est considéré comme informel ne constitue pas un secteur en soi mais bien une multiplicité de pratiques très différentes. D'autre part, les interactions entre pratiques formelles et informelles sont trop régulières pour qu'une distinction nette puisse être maintenue entre ces deux secteurs. S'il existe bien différents qualificatifs alternatifs, ceux-ci ne sont cependant que de simples synonymes qui ne répondent pas aux contradictions inhérentes au concept (Lautier et al., 1991).

De même, pour Martin Rosenfeld (2013) ces notions de formel et d'informel seraient également trop vagues et générales pour en faire de bons outils descriptifs, leur manque de neutralité posant également question lorsqu'elles sont mobilisées dans l'analyse. En effet, ce qui est entendu comme étant informel ou illégal peut varier fortement selon le contexte de l'étude. Ces termes pointent donc, ultimement, vers des formes particulières de rapports à l'État, l'informalité, tout comme l'illégalité, se construisant en miroir par rapport à ce que l'État désigne comme étant « formel » ou « légal » (Lautier et al., 1991).

Dès lors, plutôt que de chercher à savoir ce qui relève ou non de l'informel, ce qui permettrait de caractériser ces activités serait donc plutôt la manière dont elles interagissent et s'organisent vis-à-vis des institutions de l'État. En effet, même si l'État n'est jamais

complètement absent de l'activité commerciale, dans le cas de certaines activités, une série de dispositifs institutionnels étant absents ou défaillants, ceux-ci sont remplacés par des engagements relationnels entre agents économiques. Peraldi (2010) propose d'ailleurs de remplacer les appellations problématiques d'économie formelle et informelle par, respectivement, celles d'économie institutionnelle et d'économie relationnelle.

Cette vision des activités économiques au travers de leur insertion dans des réseaux de relations sociales basées sur des liens de réciprocité, se trouve au cœur des approches de l'économie populaire solidaire et de l'économie morale, abordées dans la suite de cette partie.

1.4.4. L'économie populaire et l'économie populaire solidaire

« On entend par économie populaire l'ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par les groupes populaires en vue de garantir, par l'utilisation de leur propre force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, matériels autant qu'immatériels » (Sarria Icaza et al., 2006, cité par Castel, 2006, p. 6).

Cette définition, très proche de celle du travail de subsistance décrite par le collectif Rosa Bonheur, fait référence aux activités développées par des personnes en marge du monde du travail salarié ou qui cherchent dans le travail indépendant un complément à leurs faibles revenus. Traditionnellement, cette économie populaire peut-être divisée entre deux types d'économies (Castel, 2006).

D'une part, un ensemble de pratiques peuvent être associées à l'économie familiale. Autrefois la plus importante, elle assurait l'essentiel des activités de production avant le développement de l'économie de marché et l'économie sociale (assurance, maladie, retraites, chômage, services sociaux). Elle comprend les travaux domestiques (cuisine des repas, ménage, travaux de couture, jardinage, bricolage et petites réparations), les activités de service à la personne (garde des enfants, garde des malades et personnes âgées, transport de personnes) et certains services ou activités plus commerciales (aide à l'exploitation agricole ou artisanale). La production de cette économie est soit autoconsommée soit vendue sur le marché (souvent au noir), au Nord comme au Sud (Castel, 2006).

D'autre part, l'économie conviviale, relativement proche de l'économie familiale, est pour sa part plutôt tournée vers les autres. Elle comprend les services rendus à des voisins ou à des personnes âgées ou handicapées (réseaux d'entraide, systèmes d'échange local), la production de petits objets et aliments vendus lors de festivités et la participation gratuite à l'organisation et au déroulement d'activités culturelles, syndicales, politiques ou communautaires (Castel, 2006). Ces activités d'entraide, d'animation sociale et de loisir hors de la famille, ne donnant pas lieu à une rémunération au sens de l'économie formelle, permettent donc de prendre en charge une partie de la vie sociale et économique. Elles

peuvent parfois prendre appui sur des structures associatives plus ou moins organisées (associations de quartier, organisations religieuses, syndicales ou politiques, communautaires ou ethniques).

Par ailleurs, à partir des années 1990, la détérioration des conditions de vie des plus pauvres (au Nord comme au Sud) a contribué au développement des stratégies de survie individuelles et communautaires (Castel, 2006). Outre les coopératives et groupes de production communautaire au Sud, on observe ainsi une prolifération de petites unités économiques organisées familialement avec deux ou trois partenaires au Nord comme au Sud.

Faisant face à un chômage structurel et à d'autres processus d'exclusion sociale, les acteurs de l'économie populaire élaborent donc des stratégies de survie sur base d'initiatives individuelles, familiales ou associatives (groupes de production communautaire, production associée, associations, coopératives) soutenues par des réseaux communautaires. Ces initiatives visent l'obtention de gains monétaires et d'excédents échangeables sur le marché mais aussi la création de conditions qui facilitent l'accès à des éléments fondamentaux dans le processus de formation humaine (socialisation des savoirs ou de la culture, la santé, l'habitation). Ces activités se déroulent en dehors du cadre salarial. Les travailleurs détiennent généralement la propriété individuelle ou associative des moyens de production et utilisent leur propre force de travail pour garantir leur subsistance immédiate. Ces activités ne se caractérisent donc pas par l'investissement en capital mais bien plutôt par l'investissement en force de travail. Cette économie est donc composée d'acteurs « mettant en œuvre des stratégies de subsistance, de même que des réseaux sociaux, misant sur le facteur travail et la coopération entre pairs plutôt que sur le facteur capital et l'esprit d'entreprise inscrit dans un logique marchande » (Favreau, 2004, cité par Castel, 2006, p. 8). Dès lors, « l'entreprise d'économie populaire, avant de se situer dans une approche capitaliste, est développée pour répondre aux besoins de ses membres via la génération de revenus ainsi que via la production de services et de biens répondants aux demandes de la population » (Nyssen, 2004, cité par Castel, 2006, p. 6).

Si certains segments de l'économie populaire présentent donc des caractéristiques qu'on peut mettre en parallèle avec les spécificités de l'économie solidaire, ce n'est pas le cas pour l'ensemble d'entre elles. C'est pourquoi certains auteurs font la différence entre les premières, associées à l'économie populaire solidaire, et les secondes qui peuvent être marquées par une certaine violence sociale et des rapports d'exploitation (Castel, 2006).

Dès lors, quand l'économie populaire est en croissance, elle peut devenir une entreprise du secteur privé mais elle peut aussi devenir une entreprise de l'économie solidaire (coopérative, mutuelle, association) car elle participe d'une stratégie d'organisation collective en s'inscrivant dans la construction de systèmes d'échange locaux et dans une plus grande coopération entre pairs au niveau du travail.

L'économie populaire solidaire peut ainsi être définie comme l'« ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique, où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel » (Eme, Laville, 2006, p. 303). Différents éléments permettent de caractériser cette économie populaire solidaire :[6]

- la primauté du travail et de la subsistance sur le capital,
- la coopération entre les parties prenantes, issue des liens qui unissent leurs membres (souvent préexistant à l'activité économique) et liée à un territoire bien défini,
- l'autonomie et l'indépendance en termes de décision, par exemple vis-à-vis des pouvoirs publics,
- l'inscription éventuelle dans un projet de transformation de la société résultant d'une prise de conscience sociale.

Les travailleurs exclus du marché du travail formel, au travers de leur auto-organisation, forment donc des groupes de production à caractère familial ou communautaire qui ne cherchent pas la maximisation du profit. Les surplus générés sont distribués au sein du groupe et les bénéfices sont utilisés pour entretenir des réseaux sociaux de parenté, d'ethnie, de clientèle. Les relations sociales sont donc considérées comme un placement économique rentable et plus sûr qu'une capitalisation des bénéfices (Castel, 2006)

En effet, ces activités, mises en place par des populations pauvres mobilisent les ressources de leur groupe ou de leur communauté. Ces initiatives sont donc guidées par des intentions sociales parfaitement rationnelles, car fondées sur des objectifs et des moyens, non centrées sur la maximisation du profit, mais sur d'autres motivations : reconnaissance sociale, informations, communication, animation de quartier, du village. La force de ces initiatives réside dans le fait de combiner l'esprit d'entreprise et l'esprit solidaire, de telle manière que « la coopération fonctionne comme vecteur de rationalisation économique, produisant des effets tangibles et des avantages réels, comparativement à une action individuelle » (Gaiger, 1998, cité par Castel, 2006, p.9). Deux formes d'intégration prévalent dans les initiatives solidaires : la réciprocité à l'intérieur du groupe, renforçant un sentiment d'interdépendance, et les échanges de marché à l'extérieur du groupe (Castel, 2006).

Les centralités populaires, décrites par le collectif Rosa Bonheur en tant que systèmes socialement organisés, fruit d'un travail de subsistance, situés en marge du marché et s'organisant autour de liens de réciprocité, partagent donc de nombreuses similitudes avec cette définition de l'économie solidaire populaire (Rosa Bonheur, 2019).

Les auteurs précisent cependant que si les initiatives collectives et la capacité d'auto-

[6] L'échelle réduite ou les faibles niveaux de production de ces activités n'est pas un critère valable pour caractériser ces initiatives solidaires car ce n'est pas toujours le cas (De Melo Lisboa, 2000).

organisation des plus précarisés peuvent être le fondement d'une économie populaire qui encastre l'économique dans le social, il ne faut pas pour autant perdre de vue le fait que ces initiatives sont souvent leur seule possibilité de survie. En effet, ces réflexions ne devraient pas être mises qu'au service d'une reproduction édulcorée du système global de production des inégalités sociales, agissant comme si sortir de la pauvreté était la seule responsabilité des couches populaires et que cette sortie dépendait exclusivement de leurs efforts et de leur capacité à entreprendre. Ce serait accepter l'idée d'un Etat minimum et déresponsabiliser l'Etat et les mécanismes du système qui génère ces situations de pauvreté dans lesquelles se développent l'économie populaire (Castel, 2006).

1.4.5. L'économie morale

Même s'il n'y est pas fait directement référence, la nature des relations économiques décrite par cette notion d'économie populaire solidaire fait donc fortement écho au concept d'économie morale, également mobilisé par les auteurs du collectif Rosa Bonheur (2019) dans le cadre de leur définition du concept de « travail de subsistance ».

En effet, comme le précisent ces auteurs, l'économie populaire de subsistance est « indissociable d'une économie morale populaire, composée de règles qui encadrent les pratiques et leur donne un sens » (Rosa Bonheur, 2019, 211). L'économie populaire n'est donc pas régie uniquement par la nécessité de répondre aux besoins des classes populaires mais elle est encastrée dans un système de normes et de valeurs. La centralité populaire constitue un espace protecteur et réparateur où l'intégration sociale passe par l'attachement à ces valeurs, qui sont sources d'identification positive et de reconnaissance mutuelle. L'économie sous-jacente au travail de subsistance est donc envisagée comme une économie de l'obligation mutuelle. Cette économie de l'échange social, mêlant les biens et les liens, est attentive à la signification sociale des transactions économiques, porteuse d'une réciprocité différée et généralisée qui entrave la construction d'espaces d'autonomie personnelle. Ces réseaux de réciprocité sont multiples et variés et derrière chaque catégorie d'appartenance on retrouve des systèmes d'organisation sociale qui peuvent être plus ou moins contraignants dans leur capacité à subordonner l'intérêt individuel à l'intérêt supérieur du groupe. Ces réseaux de réciprocité sont également des systèmes de pouvoir et sont ouverts à la négociation entre les individus. Même si leur force d'inertie est grande, ils ne sont dès lors ni statiques ni immuables (Rosa Bonheur, 2019).

Cette approche correspond bien à la notion d'économie morale telle qu'elle a été élaborée par E. P. Thompson (1971) pour rendre compte de la genèse des émeutes dites de la faim dans l'Angleterre du 18ème siècle. Elle peut se définir comme « une vision traditionnelle des normes et des obligations sociales, des fonctions économiques appropriées occupées par les diverses parties de la communauté – ce qui, pris ensemble, peut être considéré comme constituant l'économie morale des pauvres. » (Thompson, 1971, cité par Fassin, 2012, p.20). En reconnaissant au « pauvre » une capacité à produire des normes et des obligations, ces

derniers se voient dotés de qualités et de logiques qui les orientent dans leur évaluation de ce qui est bon et de ce qui est juste et sur lesquelles ils s'appuient pour agir dans le monde, y compris par la protestation (Fassin, 2012).

L'économie morale est constituée de deux composantes principales. Premièrement, l'économie morale correspond à un système d'échanges de biens et de prestations qui caractérisent en particulier les sociétés d'avant le marché. Alors même que manquent les critères habituels de l'activité économique (le mobile du gain, le travail rémunéré, le principe du moindre effort, l'existence d'institutions spécifiquement dédiées), ce système repose sur deux principes de comportement qu'à première vue on n'associe pas à l'économie : la réciprocité et la redistribution. Autrement dit, l'économie est une expression et un prolongement de ce qui fait une société : l'engagement de ses membres les uns par rapport aux autres à travers l'échange de biens et de prestations au sein de la famille et dans les réseaux de dépendance. Ce concept permet donc de décrire une économie profondément inscrite dans l'activité sociale (« embedded »), opposée à une économie autonomisée à travers le marché (« disembedded ») (voir 1.4.6). Deuxièmement, l'économie morale correspond à un système de normes et d'obligations. Plus que des règles économiques, ce sont des principes de bonne vie, de justice, de dignité, de respect, en somme de reconnaissance (Honneth, 2002), qui orientent les jugements et les actes (Fassin, 2012).

Par la suite, l'élargissement du concept par James Scott (vers les résistances plutôt que les émeutes et vers les valeurs plus que les normes) va également ouvrir un champ de recherche et contribuer au développement du courant des « économistes moraux », récusant la généralisation du modèle économique de l'acteur rationnel. Cette approche permet en effet d'interpréter des comportements dans des mondes sociaux ne fonctionnant pas seulement dans une logique économique ainsi que de penser une alternative au moins partielle au modèle dominant du marché (Hirschman, 1984). En cela, elle se rapproche du concept d'économie populaire évoqué précédemment (Fassin, 2012).

Enfin, plus récemment, le concept d'économie morale a suscité un regain d'intérêt dans le cadre des social studies, notamment sous l'impulsion de Lorraine Daston. Cette approche des économies morales par les social studies divergent toutefois radicalement de la notion proposée initialement par Thompson. Tout d'abord, ces études ne concernent pas nécessairement l'économie au sens de la production ou de la circulation des richesses. Ensuite, elles ne s'intéressent plus exclusivement aux classes dominées et à leurs normes ancrées dans la tradition. Enfin, elles ne visent pas non plus à produire une critique d'un ordre social injuste et ne participent pas d'une légitimation de pratiques sociales jusqu'alors disqualifiées (Fassin, 2012).

Ces travaux issus des social studies présentent donc un double intérêt. Tout d'abord, ils permettent d'élargir le spectre social de pertinence du concept, ne limitant plus les économies morales aux seuls ouvriers et paysans. Ensuite, ils déplacent aussi le centre de

gravité de la notion, jusque-là limitée principalement à la seule interprétation des émeutes et des résistances populaires envisagées sous l'angle de l'affrontement à une économie politique dominante. Cependant, si cette double inflexion a permis d'enrichir la notion, elle a aussi contribué également à son affaiblissement. D'une part, le concept a été étendu au-delà des groupes dominés, perdant du même coup sa dimension originelle. D'autre part, il s'est trouvé partiellement privé de sa portée critique, ne cherchant plus à rendre compte de relations conflictuelles (Fassin, 2012).

Dès lors, cette approche par l'économie morale, tout comme celle de l'économie populaire solidaire, fournit donc un cadre d'analyse permettant d'aborder les activités économiques des quartiers populaires au travers de leur insertion dans des réseaux de relations sociales basées sur des liens de réciprocité. Elle permet de rompre avec le modèle économique de l'acteur rationnel et permet d'envisager les relations économiques comme étant inscrites dans le social, et ce, y compris en dehors du cadre des systèmes d'économie populaire. En effet, l'élargissement de cette notion à d'autres catégories sociales que les classes populaires, permet d'appréhender l'ensemble des activités économiques qui contribuent à l'économie des centralités populaires et non pas seulement celles produites au travers du « travail de subsistance ». Dès lors, cette approche donne à voir les formes de rapprochement ou de tension qui peuvent exister entre l'économie morale des classes dominées et celle d'autres catégories sociales.

Par ailleurs, si dans la suite de ce travail, le concept d'économie morale ne sera donc pas envisagé exclusivement au travers des classes populaires, il ne s'agira pas non plus de se priver de la portée critique du concept et de sa signification particulière pour rendre compte des rapports sociaux jusque dans leurs formes violentes.

1.4.6. Des relations économiques inscrites au sein de contextes sociaux

Cette idée d'encastrement de l'économique dans le social, fait également fortement penser au concept d'« embeddedness » tel qu'élaboré dans les travaux de Karl Polanyi et de Mark Granovetter.

Pour Karl Polanyi (1944), les formes d'échange et les types d'économies seraient en effet encastrés (« embedded ») ou non (« disembedded ») au sein des structures sociales et culturelles de la société. Il distingue dès lors les économies non marchandes basées sur des échanges relevant de la réciprocité et de la redistribution, considérées comme « embedded », des économies basées sur le marché plutôt que sur des normes et valeurs partagées et dès lors considérées comme « disembedded ». Dans ces dernières, il considère même que « au lieu que l'économie soit intégrée dans les relations sociales, les relations sociales sont intégrées dans le système économique » (Polanyi, 1944, p. 57). Il nuancera cependant ce point de vue par la suite en montrant que même les sociétés de marché sont, à des degrés variables, considérées comme des systèmes « embedded » connectés avec, et

influencés par des institutions non-économiques et peuvent montrer des caractéristiques d'échanges relevant de la redistribution. Cette première formulation de la notion, s'intéressant à la relation entre économie et société, ne comportait donc initialement aucune dimension spatiale (Hess, 2004).

Les travaux de Granovetter, s'ils rompent définitivement avec l'idée d'une séparation nette entre ancienne économie non-marchande (« embedded ») et société de marché moderne (« disembedded »), ont surtout contribué à un glissement du point focal de cette approche. D'une conception relativement abstraite des économies et des sociétés, le centre d'intérêt s'est en effet déplacé vers l'échelle d'analyse des acteurs et la capacité des structures de relations interpersonnelles (ou « réseaux ») à susciter la confiance et à décourager les malversations entres activités (Granovetter, 1985). Cette approche réduit donc l'échelle du concept d'« embeddedness » pour mettre l'emphase sur la capacité d'action collective et individuelle. Granovetter (1992) introduit aussi une distinction entre la « relational embeddedness », décrivant la nature et la qualité des relations entre deux acteurs, et la « structural embeddedness », faisant référence à la structure du réseau de relations entre un certain nombre d'acteurs (voir Rowley et al., 2000, et Gückler, 2001). Cependant, comme chez Polanyi, aucune échelle spatiale d'analyse n'est déterminée a priori (Hess, 2004).

Si certains auteurs ont cependant pu critiquer le manque d'attention au cadre institutionnel (culturel, politique, etc.) au sein duquel s'insèrent ces acteurs et ces réseaux sociaux (DiMaggio, 1990 ; 1994), le principal apport de l'approche de Granovetter est son articulation claire entre l'existence de relations entre acteurs économiques pouvant être qualifiées de « embedded » et de structures sociales, et ce, même dans le contexte de société de marché (Hess, 2004).

Cette vision permet donc également de se détacher de l'idée que les relations économiques seraient guidées uniquement des préoccupations purement rationnelles visant à la maximisation des profits, y compris en dehors du cadre de l'analyse des classes populaires.

1.4.7. Des sites d'activités économiques inscrits au sein de contextes locaux

Au sein de la recherche en géographie économique, en particulier dans le domaine du développement régional, le concept d'encastrement (« embeddedness ») de l'action économique dans des cadres sociaux et institutionnels a gagné en popularité parmi les géographes. En effet, en plus d'être une question de relations sociales, l'action économique et donc l'« embeddedness » sont fondamentalement spatiales (Martin, 1994). C'est pourquoi cette notion a été mobilisée par la nouvelle géographie économique dès les années 1990, à commencer par les travaux de Dicken and Thrift (1992). Selon ces derniers (p. 287) :

> « Business organizations are produced through a historical process of embedding which involves an interaction between the specific cognitive, cultural, social, political and economic characteristics of a firm's 'home territory', those of its geographically dispersed operations and the competitive and technological pressures which impinge upon it. »

Cette approche de l'« embeddedness » a été mobilisée pour expliquer, aux côtés des théories des coûts de transaction et des économies d'agglomération, le succès de systèmes de production localisés tel que les districts industriels. Beaucoup de ces travaux accordent donc une attention particulière aux systèmes de relations économiques et sociales locales et régionales, défendant l'idée que l'ancrage d'acteurs dans le cadre local constituerait un facteur crucial de succès pour les régions dans une économie toujours davantage globalisée. Trois arguments, faisant référence aux idées de Marshall, ont généralement mené à l'emphase sur l'échelle locale et régionale (Hess, 2004) :

- l'importance des économies externes dans les systèmes de production localisés,
- l'existence (et l'impact supposé positif) de cultures régionales et d'institutions locales (« institutional thickness ») (Amin and Thrift, 1992 ; MacLeod, 1997),
- le rôle de la proximité spatiale dans la création d'un climat de confiance entre partenaires commerciaux, évitant les malversations et l'opportunisme.

Le concept de « districts industriels », auquel il est fait référence ici (aussi appelés « districts marshalliens »), a été élaboré par Alfred Marshal et « redécouvert » en 1979 par Giacomo Becattini, avant d'être mobilisé par de nombreux auteurs dans le cadre de l'analyse de systèmes productifs localisés (Daumas, 2006).

Le district industriel peut-être décrit comme un territoire marqué par l'agglomération de nombreuses PME spécialisées dans la fabrication d'un produit spécifique exigeant la mise en œuvre de savoir-faire accumulés localement et liées entre elles par des rapports de concurrence et de coopération. Le district industriel serait également caractérisé par l'importance des économies externes (« économies d'agglomération »), permises par la proximité géographique et l'homogénéité socioculturelle du territoire, ainsi que par une atmosphère favorable à l'apprentissage et à l'innovation, un marché du travail segmenté et très flexible, un fort consensus social, des institutions collectives et un sentiment d'appartenance à la communauté locale (Daumas, 2006). Les exemples les plus emblématiques mobilisés par ces travaux sont notamment la Silicon Valley (Saxenian 1991) et la Troisième Italie (Belandi 1989 ; Garofoli 1985).

Becattini (1989) proposa une définition unificatrice du concept de district industriel comme « une entité socio-territoriale caractérisée par l'association active, dans une aire territoriale circonscrite et historiquement déterminée, d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises industrielles. Dans le district, à la différence de ce qui se produit dans d'autres milieux, par exemple la ville manufacturière, la communauté et les entreprises

tendent, pour ainsi dire, à s'interpénétrer » (Becattini, 1989, cité par Daumas, 2006, p.3) Cette définition fait de l'osmose entre le système des entreprises et la communauté locale le cœur du fonctionnement et de la dynamique du district. Autrement dit, de purement économique chez Marshall, le concept de district est devenu, avec Becattini, « socio-économique ».

Cependant, comme ont pu le montrer Jean Claude Daumas (2006) et Martin Hess (2004), la diffusion du modèle du district industriel ainsi que du concept d'« embbededness » au sein de la géographie économique a eu pour conséquence d'aboutir à une représentation très idéalisée de ces systèmes de productions localisés (Daumas, 2006) ainsi qu'à une approche sur-territorialisée de « l'embeddedness », se focalisant exclusivement sur les réseaux locaux et les relations sociales localisées (Hess, 2004).

Il s'agirait donc de se départir de cette vision idéalisée des districts industriels, présentés comme culturellement et socialement homogènes, et dont l'histoire ne serait faite que d'efficacité, de confiance et de coopération (Daumas, 2006). En outre, pour Martin Hess (2004), s'il ne s'agit pas de nier l'existence de formes locales ou territorialisées d'« embeddedness » pouvant constituer des sources d'innovation et de compétitivité, il fait également remarquer qu'un trop fort ancrage local ou régional peut aussi constituer une source de déclin lié à une situation « d'enfermement » et que, inversement, des liens supra-locaux peuvent aussi comporter des aspects positifs.

L'approche développée par Hess, propose ainsi de synthétiser l'« embeddedness » comme l'ensemble des relations sociales entre acteurs économiques et non-économiques ainsi que comme l'insertion de l'action économique au sein de structures sociétales. Il distingue ainsi trois dimensions à l'« embeddedness » :

- La « societal embeddedness » qui représente l'importance de l'origine sociale d'un acteur (à l'échelle individuelle ou de la firme) et du contexte sociétal (culturel, politique, etc.) qui influencent, contraignent ou facilitent les actions individuelles ou collectives des acteurs de leurs sociétés d'origine ou en dehors de celles-ci.

- La « network embeddedness » décrit le réseau d'acteurs, reposant sur un climat de confiance, dans lequel est impliquée une personne ou une organisation, indépendamment de son pays d'origine ou de son ancrage local en un lieu particulier, ce réseau pouvant être décrit par ses aspects « relationnel » et « structurel ».

- La « territorial embeddedness » considère la mesure dans laquelle un acteur est ancré dans un territoire ou un lieu en particulier. Les acteurs s'inscrivent dans un territoire dans la mesure où ils tirent avantage de, ou sont contraints par les activités et dynamiques sociales déjà existantes dans ces lieux.

Par ailleurs, pour éviter une vision statique des capacités d'action et des structures sociales, ces trois catégories doivent considérer les développements au cours du temps et les changements dans la configuration spatiale des réseaux à différentes échelles. En effet, les effets positifs de l'ancrage dans un lieu ne peuvent être considérés comme acquis dans le temps et une firme peut décider de rompre ses liens avec une région, entraînant un processus de « disembedding » qui peut menacer les acquis précédents (Hess, 2004).

En conclusion, si ces deux approches, par l'« embbededness » et par les « districts industriels », ne s'intéressent pas particulièrement aux quartiers populaires ou aux ressources que ces activités peuvent fournir pour les classes populaires, elles permettent cependant de dresser un cadre général pour penser l'inscription d'activités et de relations économiques au sein de différents contextes socio-spatiaux. Dès lors, si on peut envisager les activités économiques au travers des ressources qu'elles peuvent représenter pour les classes populaires, on peut tout autant s'intéresser aux ressources que celles-ci retirent, d'une part, de leur inscription au sein du cadre social local et d'autre part de la concentration d'autres activités (par exemple au travers des économies d'agglomération). Cette approche incite également à rester attentif aux conditions qui permettent d'entretenir cet ancrage local, ainsi qu'à la manière dont ce dernier contribue à la production de l'espace.

Par ailleurs, comme ont pu le mettre en évidence les différentes critiques de ces concepts, il ne s'agira pas pour autant de s'enfermer ici dans une approche focalisée exclusivement sur l'échelle locale et faisant abstraction des relations entretenues avec d'autres espaces. Enfin, comme le faisait remarquer Daumas (2006), reconnaître les avantages de réseaux de relations sociales localisées ne doit pas non plus amener à idéaliser ces dernières, qui méritent également d'être envisagées sous l'angle d'éventuels rapports conflictuels ou de domination et qui doivent aussi être mises en regard avec les profils sociaux des entrepreneurs considérés.

Des activités pour mais pas toujours par les classes populaires

Dans le cadre de cette partie, les activités des quartiers populaires ont pu être abordées au travers de différents modèles s'essayant à les caractériser. S'il n'existe pas à proprement parler de travaux abordant spécifiquement la relation qui peut exister entre, d'une part, un site ancien d'activités industrielles et commerciales et, d'autre part, les quartiers populaires urbains centraux contemporains, les différents corpus abordés ont permis de mettre en évidence différents aspects de l'économie des quartiers populaires et de décrire leurs fondements ainsi que leurs modalités de fonctionnement.

En particulier, bon nombre de ces travaux se sont intéressés aux spécificités des relations sociales qui traversent ces activités, insistant alternativement sur la dimension ethnique, informelle ou solidaire de celles-ci. S'ils diffèrent donc par certains points de vue, ces différents modèles partagent cependant au moins deux points communs. D'une part, ceux-ci s'intéressent au rôle des classes populaires dans la création de leurs propres moyens de subsistance et, d'autre part, ils permettent de mettre en évidence l'existence de relations de réciprocité qui s'inscrivent dans des économies morales populaires.

Si, comme on a pu le voir dans la partie précédente (1.3), les classes populaires possèdent une certaine marge de manœuvre dans la production de leurs propres ressources et de leurs propres systèmes d'activités économiques, il ne faut pas pour autant négliger le rôle que d'autres catégories sociales peuvent jouer dans le cadre de la production de ressources pour les classes populaires, en particulier au travers de l'implantation d'activités économiques (commerciales ou manufacturières). En effet, les classes populaires, d'une part, ne constituent pas un groupe homogène et, d'autre part, ne peuvent être envisagées comme déconnectées des autres classes sociales. En effet, les membres des classes populaires, s'ils parviennent à s'approprier par eux-mêmes les situations qui s'imposent à eux et qu'on leur impose, peuvent également parfois s'appuyer sur des groupes et des individus en meilleure posture sociale (Faure, Thin, 2019).

Par ailleurs, les relations de réciprocité sur lesquelles se basent bon nombre des activités relevant de l'économie des quartiers populaires, ne sont pas non plus une exclusivité de ces derniers. Comme on a pu le voir au travers d'élargissement de la notion d'économie morale et au travers du concept d'« embeddedness », les relations économiques sont inscrites au sein de structures sociales, permettant ainsi de rompre avec la vision de l'acteur économique rationnel, y compris en dehors du cadre des systèmes de l'économie populaire.

Dès lors, si l'implication des classes populaires dans la production de centralités populaires n'est pas à remettre en question, il faut cependant remarquer que d'autres catégories sociales, mieux positionnées dans les rapports sociaux, peuvent également participer à la création de ressources pour ces dernières, en particulier au travers de l'implantation d'activités économiques (commerciales ou manufacturières). Par ailleurs, ces activités,

disposant de leurs propres logiques de fonctionnement, reposent, du moins en partie, sur les ressources qu'elles même peuvent tirer des quartiers populaires. Cette approche pose donc la question des formes de rapprochement ou de tension qui peuvent exister entre l'économie morale des classes dominées et celle d'autres catégories sociales.

De ce point de vue, s'ils ne portent pas directement sur les quartiers populaires centraux, les travaux portant sur les concepts de « district marshallien » et d'« embeddednes » permettent de fournir un cadre à l'analyse et des ressources que des activités industrielles ou commerciales retirent, d'une part, de l'inscription de relations économiques au sein de contextes sociaux localisés et, d'autre part, de la concentration d'autres activités (par exemple au travers des économies d'agglomération). Cependant, du fait de leurs objets d'études relativement éloignés, que ce soit en termes de types de ressources, d'acteurs, ou de cadres spatio-temporels, ces approches diffèrent grandement de celle mobilisée dans le cadre de cette thèse.

Il sera donc question, dans la suite de ce travail, de s'intéresser à l'ancrage d'activités économiques dans des quartiers populaires, en les envisageant dans leurs interactions avec les classes populaires. On peut dès lors considérer ces acteurs économiques et les membres des classes populaires comme engagés dans une relation de ressources réciproque par l'intermédiaire des espaces économiques et populaires qu'ils contribuent chacun à produire par leurs décisions, leurs pratiques et leur fréquentation.

Par ailleurs, il ne s'agira ni pour autant de s'enfermer dans une approche focalisée exclusivement sur le cadre local, faisant abstraction des relations entretenues avec d'autres espaces, ni d'idéaliser ces relations locales qui méritent également d'être replacées au sein de rapports conflictuels ou de domination.

De ce point de vue, l'approche développée dans cette thèse s'inspire à nouveau de celle développée par Sylvain Souchaud (2017) dans son article sur les ateliers de confection dans la métropole de São Paulo. Celui-ci, y abordant la question des ressources urbaines dans une perspective à la fois territoriale et sociale, adopte ainsi aussi bien le point de vue des migrants que des dirigeants d'entreprises. Il s'intéresse, d'une part, aux ressources retirées par ces derniers de leur environnement urbain tandis que, d'autre part, l'article insiste aussi sur le rôle des entrepreneurs migrants dans la production de ressources bénéficiant aux populations migrantes en recherche d'emploi ou de logement (Souchaud, 2017). Ces acteurs contribueraient donc à la construction progressive d'une « niche économique » bénéficiant aux populations migrantes. Dans ce cas, la production de l'espace par une certaine catégorie de migrants, établie depuis plus longtemps et présentant des trajectoires plus stables, bénéficie donc aussi à une autre catégorie de migrants au parcours migratoire plus récent.

Par ailleurs, l'article de Souchaud (2017) permet également de mettre en évidence la nature des relations entre ces deux catégories sociales. En effet, ces groupes de migrants plus établis, occupant une position dominante vis-à-vis des nouveaux arrivants, peuvent exercer

des rapports d'exploitation d'une grande violence sur ces derniers. Ressources en termes de logement et d'emploi d'un côté, conditions de vie et de travail exécrables de l'autre, sont donc parfois les deux facettes de ces activités. Dans l'économie métropolitaine de la confection, les ressources de l'environnement urbain alimenteraient donc une économie de la subsistance (Souchaud, 2017).

Cependant, même si ce sont les relations de marché qui prédominent au sein de ces activités, les relations de réciprocité n'en sont pas toujours absentes et celles-ci se superposent parfois aux relations économiques entre catégories sociales dominantes et dominées. De plus, si ces acteurs occupent une position de force vis-à-vis des plus dominés, ils se trouvent généralement eux-mêmes dans une position subalterne, du moins symboliquement, si ce n'est financièrement, vis-à-vis de segments plus valorisés de l'activité économique. Par conséquent, alors qu'ils reproduisent des relations d'exploitation vis-à-vis des plus dominés, les acteurs de ces activités développent aussi entre eux des relations d'entraide et de réciprocité pour faire face à plus dominants qu'eux.

Dès lors, malgré les rapports de domination et d'exploitation qui peuvent traverser ces activités économiques, elles forment, avec les classes les plus dominées, une communauté de destin face aux prétentions des classes moyennes et supérieures sur les quartiers populaires.

Retour sur le cadre d'analyse

Au terme de cette revue de la littérature gravitant autour de la notion de ressources, différents éléments méritent d'être soulignés en vue de la suite de ce travail.

Tout d'abord, comme on a pu le constater en détail au cours de la partie 1.2, il n'existe pas de ressources universelles, c'est-à-dire qui bénéficient à l'ensemble de la population. Les sociétés humaines étant traversées par des rapports de domination, une ressource ne peut se comprendre en dehors du cadre social, spatial et temporel où elle est mobilisée. Le processus d'appropriation des ressources valorisées par les classes dominantes constitue dès lors un enjeu de lutte voyant s'affronter ou s'allier différentes catégories d'acteurs situées dans des rapports de force hiérarchisés. Il s'agissait donc ici de s'écarter d'approches envisageant les ressources comme répondant à une série de besoins universels, comme c'est le cas de certaines approches par les ressources urbaines ou par la foundational economy.

Prenant ensuite le point de vue des classes populaires, la partie 1.3 s'est intéressée, pour sa part, aux moyens mis en œuvre par les classes dominées pour se procurer malgré tout certaines ressources, matérielles et symboliques, leur permettant d'éviter des formes supplémentaires de déclassement social. De fait, le point de vue défendu dans cette thèse consiste à reconnaître une certaine autonomie aux membres des classes populaires qui ne sont pas envisagés uniquement au prisme des processus d'exclusion. Comme on a pu le voir au travers de la notion de capital d'autochtonie, les habitants des classes populaires peuvent en effet bénéficier de certaines ressources tirées de réseaux de relations localisés, bien que celles-ci soient difficilement transposables en dehors du contexte local.

S'il ne s'agit pas ici d'idéaliser cette capacité d'action, qui reste fortement contrainte par les rapports de domination, les travaux mentionnés dans cette partie ont permis de mettre en évidence la marge d'action dont disposent les classes populaires dans la production leur propres ressources et de leurs propres espaces de vie, en particulier au travers des concepts de « travail de subsistance » et de « centralité populaire ». La construction de ces espaces de centralité par les classes populaires peut donc être assimilée à une forme d'appropriation matérielle est symbolique de ces espaces urbains par les classes populaires. Cette dernière correspond en effet à un système d'entraide et d'appartenance locale qui favorise un processus d'autonomisation dans la sphère productive et la consommation et qui repose sur des relations de proximité et de réciprocité, en marge du marché. Ces approches permettent donc d'intégrer la notion de ressource au travers de ce que j'ai qualifié de « ressource de subsistance », définie comme une ressource sociale, symbolique ou matérielle produite par et pour les classes populaires dans le cadre d'un travail de subsistance réalisé au sein d'un espace pouvant être assimilé à une centralité populaire.

En outre, parmi les ressources dont bénéficient les classes populaires, la présence d'activités économiques (industrielles, artisanales ou commerciales) occupe une place particulièrement importante. La partie 1.4 s'est donc focalisée, au travers de l'analyse de différents corpus de la littérature, sur les diverses manières de caractériser ces activités de « l'économie populaire ». Tantôt qualifiée d'« ethnique », d'« informelle », de « populaire » ou de « solidaire », ces différents travaux insistent en particulier sur l'insertion de ces activités économiques au sein de réseaux de réciprocité et d'entraide, orientés vers la satisfaction des besoins d'une communauté au détriment des intérêts individuels ou de logiques de maximisation des profits. Si ces approches ont permis d'aborder différents modèles de l'activité économique des quartiers populaires, cette dernière ne s'y résume cependant pas. Il faut en effet remarquer que, d'une part, ces activités pouvant bénéficier aux classes populaires ne sont pas toujours le fait de ces dernières et que, d'autre part, les logiques de réciprocité mentionnées précédemment ne sont pas non plus une exclusivité des classes populaires et peuvent, en outre, cohabiter avec des logiques marchandes. Etudier l'insertion d'activités économiques au sein des quartiers populaires implique donc également de s'intéresser aux relations qui existent entre les membres des classes populaires et d'autres catégories sociales, de même qu'aux ressources que ces dernières tirent de leur localisation au sein de quartiers populaires. Ces acteurs économiques, bien que parfois mieux positionnés socialement que les membres des classes populaires à l'échelle locale, n'en occupent généralement pas moins une position subalterne au sein des rapports économiques et sociaux globaux.

En définitive, si on revient sur la formulation initiale des différentes dimensions de la notion de ressource, le cadre d'analyse qui sera celui de cette thèse (voir figure 3) peut se résumer au travers des questions suivantes :

POUR QUI / PAR QUI ? – Seront considérés dans cette thèse, d'une part, les membres des classes populaires, envisagés dans leur diversité, et d'autre part, des acteurs économiques, appartenant eux-mêmes aux classes populaires ou non, qui occupent une position subalterne dans les rapports économiques et sociaux. Ces deux groupes distincts, quoique pouvant se recouper partiellement, contribuent chacun à la production de l'espace des centralités populaires et en retirent chacun certaines ressources. Ces dernières désignent donc uniquement les caractéristiques de ces espaces qui permettent la subsistance et le maintien de catégories sociales dominées.

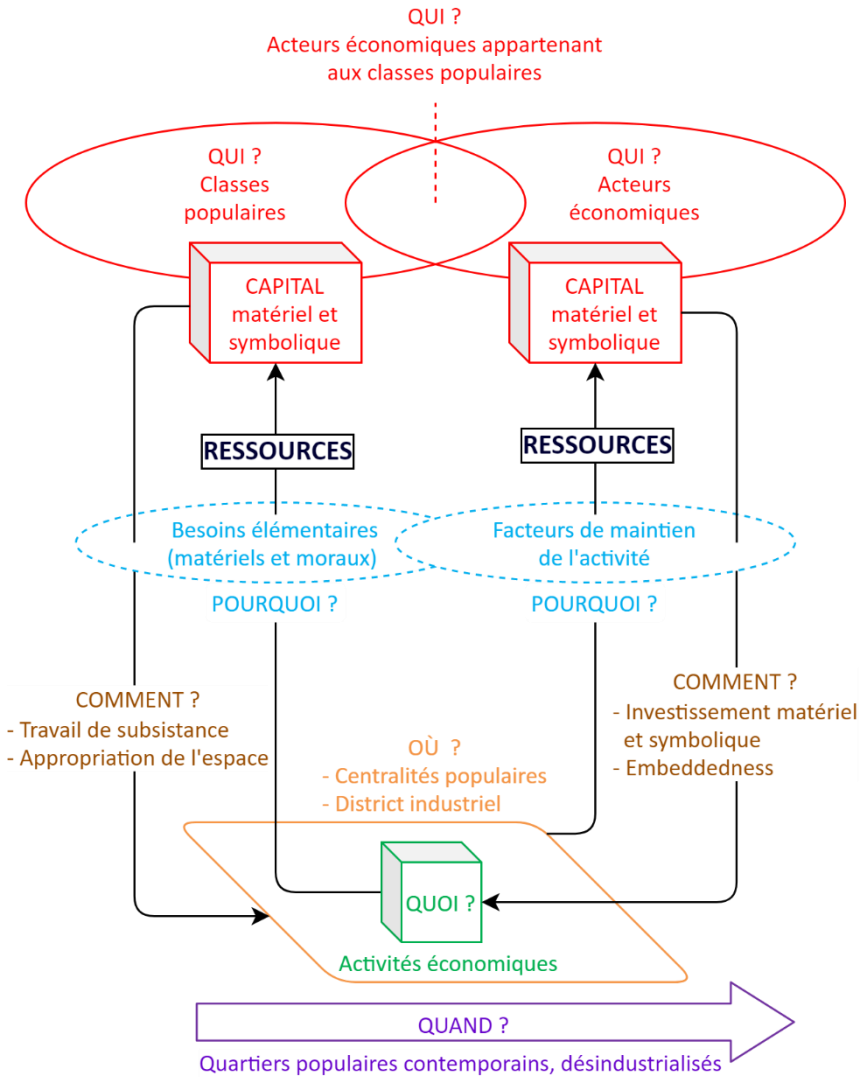
OÙ / QUAND ? – Ce travail de production des ressources et d'appropriation de l'espace prend place au sein de quartiers populaires centraux désindustrialisés qui peuvent former de véritables « centralités populaires ». Une ressource est donc associée à une échelle spatiale déterminée et peut ne pas être transférable au-delà du contexte local.

QUOI ? – Parmi les diverses ressources identifiées au sein des centralités populaires, l'accent sera ici porté, d'une part, sur le rôle des activités économiques (industrielles, artisanales et commerciales) en tant que ressource pour les membres des classes populaires tandis que, d'autre part, il s'agira également d'explorer les caractéristiques spécifiques aux quartiers populaires qui constituent des ressources pour ces activités économiques.

COMMENT ? – Il s'agira également ici de comprendre les moyens (matériels ou relationnels) mis en œuvre par ces deux groupes pour obtenir leurs ressources respectives ainsi que la manière dont leurs pratiques contribuent à la production de l'espace, tant matériellement que symboliquement.

POURQUOI ? – L'objectif de ce travail sera de s'intéresser aux motivations de ces deux catégories d'acteurs et de comprendre ce que chacune retire comme ressources, matérielles ou symboliques, de ces diverses caractéristiques de l'espace

Figure 3 : cadre d'analyse final



Auteur : Sanchez Trenado C.

Deux lignes majeures de questionnement seront donc au cœur de la suite de ce travail, abordant alternativement le point de vue des membres des classes populaires et celui des acteurs économiques insérés au sein de quartiers populaires.

- Quel rôle les activités économiques peuvent-elles jouer en tant que ressource pour les classes populaires ? Comment les classes populaires s'approprient-elles ou bénéficient-elles de leur présence ? Sur base de quels types de relations sociales ? Qu'en retirent elles ?
- Comment ces acteurs économiques parviennent-ils à se maintenir dans les quartiers populaires centraux ? Quelles sont les ressources qu'ils retirent de leur inscription dans le contexte local des quartiers populaires ? Au sein de quels types de relations sociales s'insèrent-ils ?

2. Méthodologie

Répondre aux questions soulevées en introduction et dans le cadre de l'état de l'art constitue un enjeu méthodologique de taille. En effet, les relations étudiées ici sont souvent complexes, peu visibles et difficilement quantifiables. Analyser de telles relations ne permet donc pas de se reposer uniquement sur un arsenal de méthodes quantitatives ou cartographiques et implique, en grande partie, de mobiliser des méthodes qualitatives qui, quoique peu familières pour un géographe, peuvent se révéler très enrichissantes. Il s'agissait donc ici de croiser autant que possible ces deux types de méthodes de manière à bénéficier des apports respectifs de ces dernières.

Le chapitre suivant s'attachera donc à expliciter ce dispositif méthodologique particulier déployé dans le cadre de cette thèse. La première partie (voir 2.1) dressera tout d'abord le cadre dans lequel s'est déroulé la recherche et la manière dont celui à pu influencer le travail de terrain. La deuxième partie (voir 2.2) insistera pour sa part sur la dimension empirique de l'approche développée dans cette thèse, construite avant tout à partir de l'analyse d'un cas d'étude qu'il s'agira également de rapidement présenter. La troisième partie (voir 2.3) portera enfin sur les différentes méthodes qualitatives et quantitatives mobilisées au cours de ce travail ainsi que sur les limites de leur champ d'investigation. Enfin, la quatrième partie abordera la manière dont ont été approchées les évolutions du site et de son quartier (voir 2.4)

2.1. Le cadre de la recherche

Il convient avant toute chose d'expliciter le cadre dans lequel a été réalisée cette recherche doctorale, le travail de thèse ayant été fortement influencé par celui-ci. D'une part, il s'agira tout d'abord de présenter le projet de recherche au sein duquel s'est réalisé cette thèse (le projet Metrolab) ainsi que les implications méthodologiques que celui-ci à pu avoir sur celle-ci (voir 2.1.1). En outre, une partie du travail empirique autour du site des Abattoirs d'Anderlecht et du quartier de Cureghem a également été réaliser collaboration étroite avec l'asbl Forum Abattoir (voir 2.1.2) ainsi qu'avec le projet de recherche Cities of Making (voir 2.1.3) qui seront tous deux présentés dans la partie suivante.

2.1.1. Le Metrolab

Le Metrolab.brussels est un laboratoire inter-université (ULB-UCL) de recherche urbaine transdisciplinaire, appliquée et critique financé par les Fonds européens de développement régional (FEDER). Cette équipe de recherche, regroupant des architectes, des urbanistes, des sociologues et des géographes, s'intéresse en particulier en enjeux du développement urbain bruxellois, regroupés en trois grandes thématiques (inclusion, écologie urbaine et production urbaine) abordées notamment dans le cadre de l'analyse des projets faisant partie de la programmation FEDER 2014-2020.

Dès lors, le Metrolab a joué un rôle important dans la définition de ma thématique de recherche et du cas d'étude analysé au cours cette thèse. En effet, les projets en cours de réalisation dans le cadre du plan de redéveloppement du site des Abattoirs d'Anderlecht étant en partie financés par ces fonds européen (projet « Manufakture Abattoir »), le suivi de ces derniers a, d'une certaine manière, accompagné l'ensemble de la recherche doctorale. Bien que parfois inconfortable ou difficile à défendre vis-à-vis de porteurs de projets n'étant pas toujours demandeurs de la présence ou de l'expertise du chercheur (parfois perçu comme un « évaluateur » du FEDER), cette position « d'observateur » du projet a permis de faciliter l'entrée en contact avec les acteurs du site et de constater les évolutions du site et de son projet.

En outre, se définissant en tant que laboratoire de recherche « appliquée », les recherches produites au Metrolab se veulent proches des réalités du terrain. En effet, par convention collective, les chercheurs se doivent d'étudier les projets de la programmation FEDER bruxelloise. Par conséquent, les chercheurs sont encouragés à entrer en contact très tôt avec les acteurs de terrain (soit directement, soit dans le cadre de séminaires de recherche) et à privilégier l'empirisme. Cette approche aboutit donc à des recherches fortement situées et ancrées dans les problématiques locales, voire à des cas de coproduction.

Dans le cas qui nous concerne, cette entrée en matière sur le terrain s'est donc faite très tôt dans le processus de recherche et s'est réalisée de manière collective, au sein de ce qui a été nommé la « cellule Abattoir ». Ce travail au sein de petits groupes interdisciplinaires a donc constitué une porte d'entrée vers le terrain, notamment au travers de la récolte collective de données ou de la prise de contact avec des porteurs de projet ou d'autres acteurs de terrain. Ce travail s'est concrétisé au travers de la collecte de la littérature liée au site, de visites de terrain, de reportages photographiques et vidéos ainsi que d'entretiens réalisés avec différents acteurs du site.

Le travail collectif réalisé dans le cadre de la « cellule Abattoir » a également permis de faire émerger des problématiques communes concernant le devenir du site. La recherche sur le projet abattoir avait ainsi permis de mettre en perspective les visions et les projets développés sur le site des Abattoirs d'Anderlecht avec la réalité plus complexe de cet espace urbain. Le travail de la « cellule Abattoir », s'est donc avéré très utile du point de vue de ma recherche individuelle en me permettant d'avoir une première vision d'ensemble du fonctionnement des activités présentes sur le site des Abattoirs ainsi que des projets de transformation de celui-ci. De plus le travail en « cellule » m'a également poussé à débuter les observations empiriques à un stade précoce de ma recherche et m'a aussi permis de rencontrer certains acteurs clés pour ma recherche (Forum Abattoir, Abattoir SA, …).

2.1.2. Forum Abattoir

Dans le cadre du travail en cellule interdisciplinaire, réalisé autour du site des Abattoirs, j'ai également été amené à entrer en contact avec l'asbl Forum Abattoir, qui s'est révélée d'une aide précieuse dans le cadre de l'analyse du site des Abattoirs d'Anderlecht.

Cette asbl, active sur le site des Abattoirs et Marchés de Cureghem depuis 2013, est issue de la collaboration entre Inter Environnement Bruxelles[7] (IEB), le Centre de Rénovation Urbaine (CRU-CSV) et la société gestionnaire du site (SA Abattoir). Cette asbl à pour objectif de faire émerger un débat sur l'avenir du site et de ses activités et sur les liens qui peuvent exister entre un quartier, ses habitants et un lieu de production.

Les contacts pris avec cette association ont permis de faciliter la rencontre avec différents acteurs du site des Abattoirs (grossistes en viande, responsable de la société d'abattage, gestionnaires du site, etc.). Certains des entretiens réalisés dans le cadre de cette thèse ont d'ailleurs été réalisé en collaboration avec celle-ci, les intérêts de recherche se recoupant par certains aspects avec ceux de l'asbl.

2.1.3. Cities of Making

Enfin les contacts avec les chercheurs du projet Cities of Making, également rencontrés initialement dans le cadre des activités du Metrolab, ont également contribué à enrichir le travail empirique.

Cities of Making est un projet de recherche européen multidisciplinaire porté par une série d'acteurs académiques et institutionnels situés à Londres, Rotterdam et Bruxelles. Il vise à comprendre l'intégration d'activités manufacturières et industrielles en milieu urbain sur base d'études de cas dans ces trois villes. L'objectif opérationnel du projet est de soulever des pistes de solutions politiques au soutien d'un tissu productif urbain résilient et innovant.

Dès lors, les activités industrielles situées dans le quartier de Cureghem faisant également l'objet de l'analyse de leur projet de recherche, les rencontres avec cette équipe de chercheurs bruxellois a donné lieu à une collaboration autour de la question du maintien ou de l'implantation d'activités productives dans les quartiers urbains centraux. Cette collaboration a donc permis de mutualiser nos différents apports empiriques (entretiens, observations, relevés de terrain). Si l'attention de cette thèse restera cependant focalisée sur les activités industrielles et commerciales du site des Abattoirs, ce travail a donc contribué à alimenter la réflexion autour du devenir des activités productives à Cureghem ainsi que des évolutions récentes que connaît ce quartier.

[7] Fédération des comités de quartier coordonnant les divers mouvement citoyens bruxellois.

2.2. Une recherche avec une forte dimension empirique

L'approche développée dans ce travail se caractérise par une forte dimension empirique. Si la construction de cette thèse résulte d'un processus de va et vient entre réflexions théoriques et analyses empiriques, ce sont bien ces dernières qui ont, in fine, guidé le travail. Le cadre théorique présenté au chapitre 1, et notamment la conceptualisation de notion de « ressource », se sont donc construits autour de ces observations, et non pas en amont de ces dernières.

Comme évoqué précédemment, ce choix peut sans doute s'expliquer du fait que, d'une part, le cas d'étude qui serait étudié dans le cadre de cette thèse avait été fixé d'emblée et que, d'autre part, le travail empirique de récolte d'informations autour du site des Abattoirs d'Anderlecht a débuté dès le début du mandat de thèse. Les questionnements auxquels il s'agira de répondre ici ont aussi été construits et alimentés en grande partie par ces premières observations de terrain et celles qui ont suivi. C'est ainsi que la question de cette relation de ressources réciproque entre les activités économiques du site et les quartiers populaires bruxellois a donc pu émerger.

En effet, le site des Abattoirs et Marché d'Anderlecht, analysé dans le cadre de cette thèse, a de quoi interpeller. Accueillant un des derniers abattoirs en Europe à être encore en fonctionnement tout en étant situé en centre urbain, le site héberge également une vingtaine de grossistes en viande qui contribuent à l'approvisionnement de bon nombre de boucheries des quartiers populaires bruxellois. En outre, le site compte lui-même une quinzaine d'étals de boucheries proposant de la viande à un prix défiant toute concurrence et qui prennent place dans le cadre du plus grand marché populaire de Bruxelles, prenant place sur le site du vendredi au dimanche et polarisant une foule issue de l'ensemble des quartiers populaires bruxellois. Ces différents éléments invitent donc à s'intéresser aux multiples interrelations qui ont pu se tisser au cours du temps autour de ce site particulier et à s'intéresser au rôle joué par celui-ci au sein de son quartier d'implantation, Cureghem, mais aussi au sein des quartiers populaires bruxellois en général.

De plus, ce site et son quartier font également l'objet de plans de transformation qui pourraient profondément affecter leur fonctionnement. L'installation de nouvelles activités productives orientées vers la satisfaction des besoins des classes moyennes, l'organisation d'évènement festifs et culturels, une communication de plus en plus soignée, les tentatives de montée en gamme et la mise à l'écart d'activités devenues dérangeantes sont autant de signes d'une évolution visant à gommer le caractère industriel et populaire du site. Ces projets poussent donc également à s'interroger sur le devenir de ces activités industrielles et commerciales et aux implications de ceux-ci pour les classes populaires.

Par ailleurs, ces réflexions ont également été alimentées par la littérature déjà existante sur ce site et ainsi que sur le quartier de Cureghem. Ces différentes sources, scientifiques ou appartenant à la littérature grise, ont permis de replacer ces activités et ce quartier dans leur contexte historique et spatial ainsi que d'avoir un premier aperçu de leur fonctionnement et des enjeux socio-économiques qui les entourent. Ces travaux ont notamment permis d'esquisser certains des facteurs de maintien du secteur de la viande à Cureghem ainsi que certaines des ressources, nuisances ou contraintes que peut fournir cette activité pour les habitants des classes populaires.

La partie suivante s'attachera donc à présenter les méthodes qualitatives et quantitatives mobilisées dans le cas de cette thèse pour explorer cette relation de ressources réciproque entre activités économiques et quartiers populaires.

2.3. Explorer la relation de ressource

Comme on le verra au cours de cette partie, différentes méthodes ont été mises en œuvre de manière à explorer les multiples interactions qui relient le site des Abattoirs d'Anderlecht à son quartier. D'une part, il s'agissait de comprendre le fonctionnement des différentes activités du site ainsi que les facteurs contribuant à leur maintien dans le quartier. D'autre part, il était également question d'investiguer la perception de celles-ci par les habitants et usagers des classes populaires et d'apprécier la mesure dans laquelle ce site pouvait constituer une ressource pour ces derniers.

En tant qu'homme blanc, appartenant aux classes intermédiaires et politiquement engagé, aborder un tel terrain représentait un véritable défi. Tout d'abord, en raison de la difficulté à approcher des catégories d'acteurs (membres de classes populaires, entrepreneurs du secteur de la viande) pour lesquels ma position d'enquêteur pouvait susciter un mélange d'appréhension ou d'incompréhension. Communiquer autour de mes objectifs et rassurer à propos de mes intentions n'étaient pas chose facile. Construire une relation de confiance avec son public demande en effet énormément de temps, principale contrainte du processus de recherche. C'est pourquoi, le recours à un certain nombre d'intermédiaires (en particulier le personnel des associations visitées) a constitué une aide cruciale dans l'accomplissement de ce travail empirique.

En outre, ne partageant pas les mêmes réalités quotidiennes que le public que je me suis donné d'étudier, ce décalage lié à ma position de chercheur pose également un obstacle du point de vue de mon interprétation des observations. Dans le cadre de mon travail de terrain, je me suis donc efforcé, d'une part, de mettre de côté autant que possible mes préconceptions et opinions personnelles vis-à-vis des discours ou des pratiques rencontrés et, d'autre part, de varier les points de vue et les méthodes employés.

De plus, à se pencher sur la dimension localisée d'une réalité sociale donnée, certains auteurs mettent en garde contre la tendance à créer un passé réifié qui permet au chercheur de mieux mettre en avant les modifications de la structure sociale qu'il est en train d'observer. L'usage exclusif des entretiens risquerait donc de rendre celui-ci réceptif aux « récits nostalgiques d'un "temps avant le temps" » (Renahy, 2010). Croiser les types de méthodes permet donc également de prendre une certaine distance vis-à-vis du matériel empirique récolté.

Ce travail repose sur un matériel empirique à la fois qualitatif et quantitatif, se complétant l'un l'autre. En effet, bien que les méthodes mobilisées dans cette thèse soient principalement des méthodes qualitatives (entretiens semi-directifs, observations directes), permettant une analyse fine du rapport que différentes catégories sociales entretiennent vis-à-vis du site ou du quartier, les analyses quantitatives ont permis, d'une part, d'apporter des éléments de contextualisation et, d'autre part, de renforcer le propos en venant objectiver

certains aspects de l'analyse qualitative. En outre, l'analyse quantitative a également pu contribuer à soulever certaines questions qui ont ensuite pu être abordées au travers de méthodes qualitatives. Le travail empirique a donc consisté en un aller-retour entre ces deux types de méthodes.

Cette partie s'intéressera tout d'abord à décrire et préciser les limites des méthodes qualitatives employées (3.3.1) et en fera ensuite de même pour les méthodes quantitatives (3.3.2).

2.3.1. Méthodes qualitatives

De manière à explorer les liens existants entre ce site d'activité économique et son quartier d'implantation, les deux principales méthodes qualitatives mobilisées dans le cadre de ce travail sont les enquêtes par entretiens semi-directifs et par observations directes. Outil principal de ce travail, les entretiens réalisés ont ciblé, d'une part, des acteurs du secteur de la viande, et d'autre part, des habitants et usagers du quartier rencontrés dans le cadre d'ateliers de discussion. Les observations directes ont pour leur part été réalisées dans le cadre de différentes visites de terrain, collectives ou individuelles, sur le site et dans le reste du quartier ainsi que dans le cadre de la préparation des enquêtes par questionnaire qui seront abordées dans la partie suivante. Ces différentes méthodes seront abordées l'une après l'autre.

a. Entretiens avec les acteurs du secteur de la viande

Les entretiens, réalisés avec des grossistes en viande ainsi que des bouchers du site des Abattoirs d'Anderlecht et de ses alentours entre le mois de janvier et de juin 2018, avaient pour objectif de comprendre le point de vue des entreprises sur leur activité. Il s'agissait donc principalement d'analyser le discours de ces acteurs sur

- le fonctionnement de leur activité, l'évolution de celle-ci et leurs perspectives d'avenir ;
- leurs relations avec d'autres acteurs du site ou du quartier ;
- les raisons de leur installation et de leur maintien dans le quartier ;
- leur rapport au quartier de Cureghem.

En outre, ces entretiens, bien que centrés sur le point de vue de ces entrepreneurs, permettait aussi, indirectement, d'avoir un aperçu de leur rôle au sein des quartiers populaires. L'absence d'entretiens avec les travailleurs de ces activités représente cependant une importante limite de ce travail d'enquête quant à l'évaluation du rôle de ce secteur en matière d'emplois.

Concernant le profil des entreprises visitées, Comme on peut le voir dans le tableau 1, la plupart sont des PME familiales implantées depuis au moins 10 ans dans le quartier. Mis à part le cas de tripier et de boyaudier, l'activité principale de ces entreprises consiste en la vente en gros de viande (excepté dans le cas de E6) bien que bon nombre pratiquent également la vente au détail. Si la plupart sont actives sur le site des Abattoirs, certaines se situent cependant en dehors de celui-ci, ce qui ne les empêche pas d'avoir des liens avec l'abattoir ou les grossistes du site. Inversement, toutes les entreprises du site ne font pas nécessairement abattre leurs bêtes à l'abattoir d'Anderlecht (par exemple E8).

Les personnes interrogées, présentées dans le tableau de le tableau 2, étaient pour leur part toutes des dirigeants d'entreprises. La plupart avaient entre 30 et 50 ans et étaient dans le secteur depuis au minimum 10 ans. Plusieurs ont suivi une formation de boucher avant de se lancer dans l'entreprise mais d'autres, en revanche, ont été formées directement au sein de celle-ci et ont donc appris sur le tas. L'un d'eux explique avoir également avoir travaillé en boucheries avant de préférer se tourner vers le métier de grossiste en viande. Certains d'entre eux ont cependant réalisé des études supérieures, que ce soit dans le domaine des sciences économiques ou même parfois dans des domaines radicalement différents de celui de la boucherie. En effet, tous n'avaient pas toujours, au départ, l'intention de reprendre l'entreprise familiale.

Concernant les origines des différents grossistes interrogés, la presque totalité sont belges et viennent généralement de Flandre ou, dans quelques cas, de Wallonie ou de Bruxelles. Seul un des grossistes, a priori originaire de Bruxelles, est d'ascendance maghrébine (E6).

Du point de vue des genres, la plupart des grossistes rencontrés sont des hommes. En effet, les activités de découpe et de désossage, réputées plus exigeantes physiquement, semblent être des activités majoritairement masculines. Cependant, les femmes ne sont pas totalement absentes du secteur. En effet, celles-ci sont souvent impliquées soit dans les activités de gestion administrative et de comptabilité de ces entreprises, soit, plus en amont, dans la tenue des fermes d'engraissement des bêtes.

Ces entretiens étaient en outre censés être suivis d'une enquête par questionnaire auprès des grossistes mais surtout auprès des bouchers bruxellois de manière à pouvoir retracer et objectiver les liens existants entre l'abattoir d'Anderlecht, les grossistes en viande du site et les boucheries qu'ils desservent. Le but de cette enquête était également de pouvoir caractériser ces dernières. Cependant, cette enquête n'a finalement pas abouti, faute de canaux de diffusion satisfaisants.

Après retranscription intégrale, ces discours ont ensuite été analysés au prisme des différentes thématiques du canevas d'entretien (voir annexe 7.1), de manière à faire ressortir les lignes de force mais également les différences en termes de discours entre ces différentes entreprises.

Tableau 1 : profil des entreprises rencontrées

Code	Type d'entreprise	Ancienneté sur le site / dans le quartier	Nombre de travailleurs	Propose de la viande halal	Vend au détail	Est présent sur le site	Fait abattre à Anderlecht
E1	Grossiste en viande (bœuf, veau, agneau)	10 ans	18	Oui	Non	Oui	Oui
E2	Grossiste en viande (bœuf, agneau)	25 ans	19	Oui	Oui	Oui	Oui
E3	Grossiste en viande (veau)	10 ans	3 (+3)	Oui	Non	Oui	Oui
E4	Tripier et boyaudier	28 ans	15	Non précisé	Oui	Oui	Oui
E5	Grossiste en viande	50 ans	25	Oui	Oui	Non	Non
E6	Boucher (bœuf, veau, agneau)	50 ans	12	Oui	Oui	Oui	Oui
E7	Grossiste en viande	29 ans	12-14	Non	Oui	Non	Oui
E8	Grossiste en viande (veau)	50 ans	3	Oui	Non	Oui	Non
E9	Grossiste en viande (porc)	28 ans	26	Non	Oui	Oui	Oui

Tableau 2 : profil des dirigeants d'entreprise interrogés

Code	Âge	Sexe	Lieu de résidence	Langue maternelle	Niveau d'étude
E1	30-40 ans	Homme	Flandre (Asse)	Néerlandais	Formation de boucher
E2	40-50 ans	Homme	Wallonie (Liège)	Français	Formation de boucher
E3	36 ans	Homme	Flandre (Turnhout)	Néerlandais	Formation de boucher
E4	30-40 ans 50-60 ans	Hommes	Wallonie	Français	Non précisé
E5	50-60 ans	Femme	Bruxelles	Néerlandais	Non précisé
E6	30-40 ans	Homme	Bruxelles	Français	Sciences économiques appliquées
E7	37 ans	Homme	Flandre	Néerlandais	Apprentissage familial
E8	40-50 ans	Homme	Flandre	Néerlandais	Réalisation en radio et télévision
E9	40-50 ans	Femme	Flandre	Néerlandais	Non précisé

b. Entretiens avec des habitants et des usagers du site

Ensuite, entre les mois de février et mai 2018, des entretiens ont également été réalisés avec des habitants du quartier et des usagers du site dans le but d'avoir un aperçu de leur expérience vécue du quartier de Cureghem et leur rapport au site des Abattoirs. Il était question ici d'appréhender :

- leur pratique concrète du quartier et du site ainsi que les éventuelles évolutions de celles-ci ;
- leur rapport au quartier de Cureghem et les représentations qu'ils en ont ;
- leur rapport au site des Abattoirs et les représentations qu'ils en ont ;
- les ressources ou nuisances que le site peut apporter au quartier.

Ces entretiens ont pour la plupart été menés de façon collective dans le cadre d'ateliers de discussion organisés avec l'aide de plusieurs associations du quartier, actives dans des domaines liés à l'aide sociale et à l'animation du quartier. Des contacts ont ainsi été pris avec deux associations d'aide à l'alphabétisation (Lire et Ecrire, Les Amis de l'Etincelle), une maison de quartier (la WAQ - WijkAntenne de Quartier), une maison de jeunes, une association de soutien aux personnes âgées (Cosmos) et une association d'aide aux personnes diabétiques (Les Pissenlits). Ces ateliers de discussion étaient généralement encadrés par un ou plusieurs animateurs de l'association, informés du projet de recherche, qui permettaient de faire l'intermédiaire avec les groupes rencontrés et, par ailleurs, étaient également invités à prendre part aux discussions.

Les entretiens effectués dans le cadre des associations d'alphabétisation ont été réalisés durant les heures de cours auprès de quatre groupes différents d'apprenants comptant entre 9 et 14 personnes. Selon le niveau du groupe considéré, la connaissance du français des apprenants pouvait être assez inégale. Malgré les efforts déployés pour distribuer la parole équitablement, certaines personnes se sont dès lors très peu exprimées en comparaison de celles maîtrisant mieux la langue. Ce biais lié au dispositif d'enquête n'est évidemment pas sans conséquence puisque la parole des personnes mieux établies aura donc tendance à s'imposer sur celles de personnes primo-arrivantes, moins à l'aise avec ce type d'exercice. Ce biais est par ailleurs renforcé par la contrainte liée à la taille des groupes, relativement nombreux, certaines personnes préférant parfois rester en retrait.

Les cas de la WAQ et de l'asbl Les Pissenlits sont relativement similaires au cas précédent à la différence que ces entretiens ont été réalisés dans le cadre des activités organisées par ces associations et non dans celui de cours adressés à un groupe d'apprenants. La table de conversation organisée à la WAQ s'est donc faite en présence de 9 personnes (en plus de l'animateur). Si à nouveau la langue était un obstacle pour une partie des personnes présentes, l'animateur, maitrisant l'arabe, a cependant pu jouer le rôle d'interprète à certaines occasions. Une partie de la discussion s'est également faite en anglais, en particulier avec les personnes originaires d'Afrique de l'Ouest, travaillant dans les commerces d'exportation de

véhicules d'occasion situés dans les rues adjacentes. Le groupe rencontré dans le cadre de l'asbl Les Pissenlits, comptant 7 personnes, s'est aussi réalisé en présence d'un interprète, une partie des personnes étant sourdes et muettes. Cet atelier s'est par ailleurs accompagné d'une visite du site des Abattoirs organisée en collaboration avec l'asbl Forum Abattoir.

Le dispositif adopté dans le cas de l'association Cosmos est, pour sa part, quelque peu différent. Celui-ci relevait de fait plutôt de l'observation participante que de l'entretien semi-directif, les différentes personnes interrogées ayant été rencontrées dans le cadre des activités de l'asbl. Cette dernière, prenant en charge des personnes âgées, organise en effet différentes activités pour ces dernières et propose également des repas à des tarifs abordables sur l'heure de midi. C'est à cette occasion que j'ai pu rencontrer et interviewer différents retraités dans le cadre de discussions plus ou moins informelles. Bien que riches en informations, ce contexte d'enquête ne permettait évidemment pas une discussion aussi structurée que dans le cas d'un entretien semi-directif. Outre ces rencontres individuelles ou en petits groupes de deux à trois personnes, un atelier de discussion a également été organisé au sein de cette asbl avec un groupe de 6 personnes, cette fois-ci sur un format similaire à celui des associations précédentes.

Enfin, un dernier entretien a également été réalisé auprès d'un des animateurs de la maison de quartier. Si l'idée initiale était cependant de fréquenter cette asbl de manière à y rencontrer les jeunes du quartier, ce dispositif ne sera cependant pas mis en place, faute de temps. Par conséquent, l'échantillon des personnes rencontrées comprend essentiellement des personnes adultes, au-dessus de la trentaine, et des personnes âgées.

Concernant les profils des personnes interrogées (voir tableau 3 et tableau 6 en annexe 7.2), la plupart appartiennent aux classes populaires ou sont issues de celles-ci, en ce sens qu'elles ont connu dans leur expérience passée une situation similaire mais disposent aujourd'hui d'une trajectoire sociale stabilisée. A l'exception de l'asbl Cosmos, les groupes de personnes rencontrées étaient majoritairement formés de personnes d'origine marocaine et, dans une moindre mesure, d'Afrique subsaharienne. Certains groupes comptaient également quelques personnes d'origine syrienne ou issues des pays de l'est. Du point de vue de leur ancienneté dans le quartier, certaines sont établies depuis longtemps dans le quartier, tandis que d'autres y sont depuis moins de 10 ans. Certaines personnes, notamment les nouvelles arrivantes syriennes n'y résident que depuis quelques années. Une partie des personnes rencontrées habitent également en dehors du quartier, principalement dans les communes proches de Molenbeek, Forest ou Saint-Gilles, parfois après y avoir résidé quelques années. Si certaines travaillent en journée, une bonne partie d'entre elles sont sans emploi. Elles se consacrent donc principalement à la tenue de leur ménage ainsi qu'à la garde de leurs enfants (ou petits-enfants). Par ailleurs, le groupe rencontré dans le cadre de la WAQ, compte également quelques travailleurs issus d'Afrique de l'Ouest et employés en tant que mécaniciens dans les commerces de voitures d'occasion. Bien que peu nombreux

numériquement dans les groupes rencontrés, ces derniers comptaient également quelques personnes plus jeunes, issues des secondes générations de migrants.

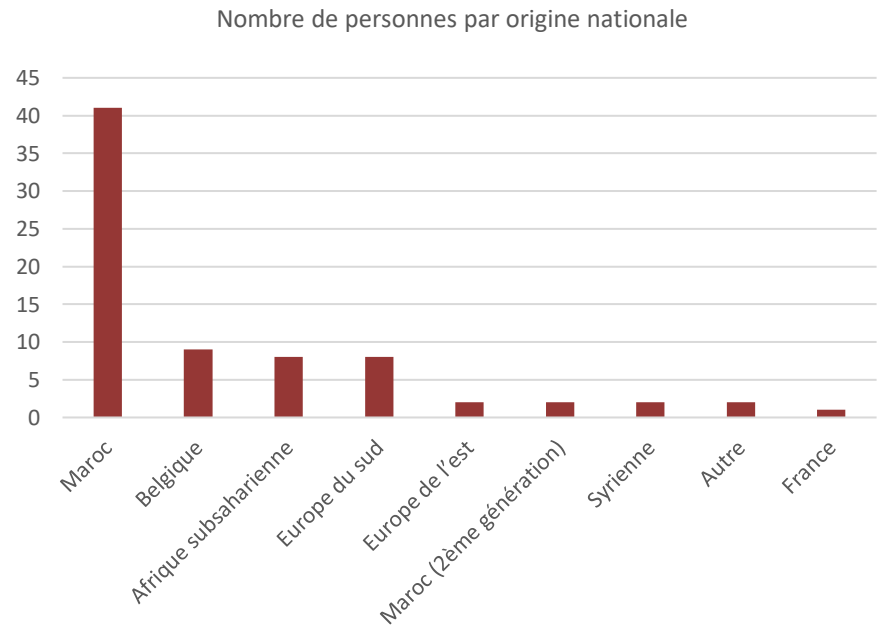
En revanche, la composition des groupes rencontrés au sein de l'asbl Cosmos diffère grandement de celle des autres groupes. En effet, ceux-ci comptaient d'une part, un certain nombre de personnes âgées appartenant aux classes moyennes belges et, d'autre part, un bon nombre de personnes retraitées issues des premières vagues d'immigration, c'est-à-dire originaires d'Italie ou d'Espagne. Si une partie de ces dernières vivent encore aujourd'hui dans le quartier, certaines ont quitté celui-ci et habitent à présent dans sa proximité immédiate, notamment autour de la rue Wayez. Bien qu'elles n'y habitent donc plus toujours, la plupart ont cependant séjourné dans le quartier lors de leur arrivée à Bruxelles et le fréquentent encore aujourd'hui. Une partie des retraités belges, en revanche, n'a jamais vécu dans le quartier.

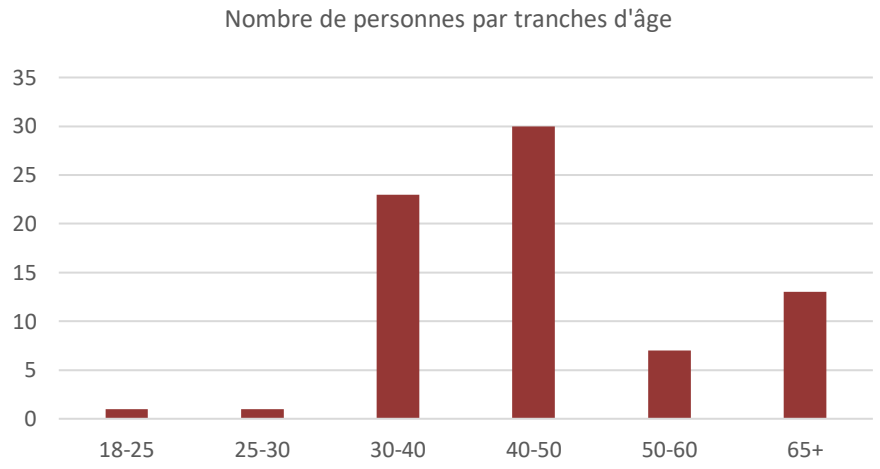
Du point de vue de la répartition en termes de genre, les personnes rencontrées sont majoritairement des femmes (voir tableau 3), en particulier dans le cas de groupes rencontrés dans le cadre des associations d'aide à l'alphabétisation. En revanche, dans les autres groupes, le rapport de genre était plus équilibré.

Après retranscription intégrale de la majeure partie de ces entretiens, les discours des habitants ont ensuite été synthétisés en fonction des différentes thématiques du guide d'entretien (voir annexe 7.2), de manière à faire ressortir les points communs mais aussi les différences en termes de discours ou de pratiques entre différentes catégories d'habitants ou d'usagers.

Tableau 3 : profil des personnes rencontrées

Femme (%)	79%
Homme (%)	21%
Ancienneté moyenne de la fréquentation (années)	17
Habitant le quartier (%)	43%
Ayant vécu dans le quartier (%)	55%
Nombre total de personnes	75





c. Visites et parcours commentés

Par ailleurs, la récolte d'informations autour du site des abattoir s'est également accomplie au travers de la participation à divers parcours commentés du site ainsi que du quartier de Cureghem, que ce soit en tant que simple participant ou tant qu'intervenant. Ces visites ayant été organisées dans des contextes très différents, les publics concernés par ces balades l'étaient tout autant. Dès lors, selon la visite en question, les objectifs poursuivis étaient également différents. Ces parcours commentés peuvent ainsi être divisés en trois groupes distincts.

Tout d'abord, certaines visites du site et de son abattoir ont été réalisées dans un cadre principalement académique, que ce soit avec des étudiants ou d'autres chercheurs. C'est le cas notamment de celles organisées dans le cadre du Metrolab (Masterclass 2017) ainsi que dans celui de la collaboration avec les chercheurs du projet « Cities of Making ». Plusieurs visites ont également été organisées à l'occasion de la rencontre d'équipes de chercheurs extérieurs. Ces différents évènements avaient donc pour principal objectif de présenter le site à un public académique extérieur mais aussi de susciter le débat et les réflexions sur son devenir.

Ensuite, d'autres balades ont également été organisées autour du site mais cette fois avec un public composé principalement d'acteurs de terrain ou d'habitants. C'est le cas des différents parcours encadrés par l'asbl Forum Abattoir avec différentes publics (habitants et usagers du quartier, activistes écologistes, ou autres). Ces parcours commentés ont donc permis de récolter les réactions de ces différentes catégories d'acteurs vis-à-vis du fonctionnement actuel du site et des projets de transformation de celui-ci, contribuant ainsi à faire ressortir les enjeux qui entourent l'avenir du site et les rapports que ces différentes catégories entretiennent vis-à-vis du site.

Enfin, diverses visites commentées, présentant une dimension plutôt informative, ont pour leur part aussi été organisées par les membres de certaines associations préoccupées par les évolutions du site et du quartier (Inter-environnement Bruxelles, Forum Abattoir) ainsi que par d'autres collectifs de chercheurs s'intéressant au site des Abattoirs (par exemple le projet européen Syncity). Ces parcours commentés, effectués en présence de divers intervenants (responsables institutionnels, experts académiques, personnel de la société Abattoir, acteurs associatifs) et s'adressant à un public mixte, ont également permis de rassembler de nombreuses informations sur le fonctionnement des activités du site des Abattoirs, le contexte socio-économique dans lequel il s'insère, ainsi que sur les projets de transformation prévus sur celui-ci et dans ses alentours. Outre ces évènements ouverts au publics, certaines visites se sont également effectuées selon une optique similaire dans le cadre du travail de la cellule « Abattoir » (visite du site avec un des responsables du marché) ou dans celui de la collaboration avec l'asbl « Forum Abattoir » (visite de l'abattoir et des ateliers de grossistes).

d. Observations individuelles

Enfin, le travail de terrain réalisé autour du site des Abattoirs s'est également accompagné d'observations directes réalisés dans différents contextes et dont l'objectif était d'observer les pratiques d'achat des clients du marché des Abattoirs. Le but était donc d'appréhender :

- la composition sociale de la clientèle du marché des Abattoirs ;
- les stratégies et pratiques d'achats des personnes fréquentant le marché et, en particulier, les étals de bouchers ;
- les types de relations que les clients entretiennent avec les marchands ou les bouchers mais aussi les relations non-commerciales qui prennent également place dans cet espace.

Ces observations se sont réparties sur l'ensemble de la période de collecte du matériel empirique et ont été réalisées dans le cadre des nombreuses visites individuelles sur le site durant les jours de marché, en variant les jours et les moments de la journée. Par ailleurs, la préparation et la réalisation des enquêtes par questionnaire, décrite au point 3.1.2, ont également été l'occasion de consigner certaines observations ou remarques qui sortaient parfois du cadre du questionnaire.

2.3.2. Méthodes quantitatives

Si le cœur de la majeure partie du travail empirique réalisé dans le cadre de cette thèse a donc consisté en la mise en œuvre et le traitement de données qualitatives, le site des Abattoirs et son quartier ont également été envisagés au prisme de données quantitatives. Il s'agissait ici, d'une part, de replacer les activités du secteur de la viande dans son contexte bruxellois ainsi que dans la structure économique du quartier et, d'autre part, d'objectiver les pratiques d'achat de la clientèle du marché des Abattoirs. Ces données n'étant pas toujours disponibles ou étant parfois incomplètes, celles-ci ont, pour la plupart, été produites dans le cadre de cette thèse au travers de la réalisation de relevés de terrain ainsi que d'une enquête par questionnaire qui seront abordés dans la suite de ce chapitre.

a. Données cartographiques et relevés de terrain

Une des premières étapes du travail empirique accompli dans le cadre de cette thèse fut la collecte et le traitement de données spatialisées visant à resituer le secteur de la viande dans son contexte bruxellois ainsi que dans celui du quartier de Cureghem. L'objectif de cette collecte de données était donc :

- de donner un aperçu de la répartition le secteur de la viande à Bruxelles et de ses évolutions ;
- d'évaluer si la présence du secteur de la viande à Cureghem représentait encore une des spécificités de ce quartier ;

- de localiser les activités liées aux secteurs de la viande ou liées à celui-ci au sein du quartier ;
- de décrire les autres types d'activités formant la structure économique du quartier.

Deux sources de données ont été mobilisées de manière à répondre à ces objectifs.

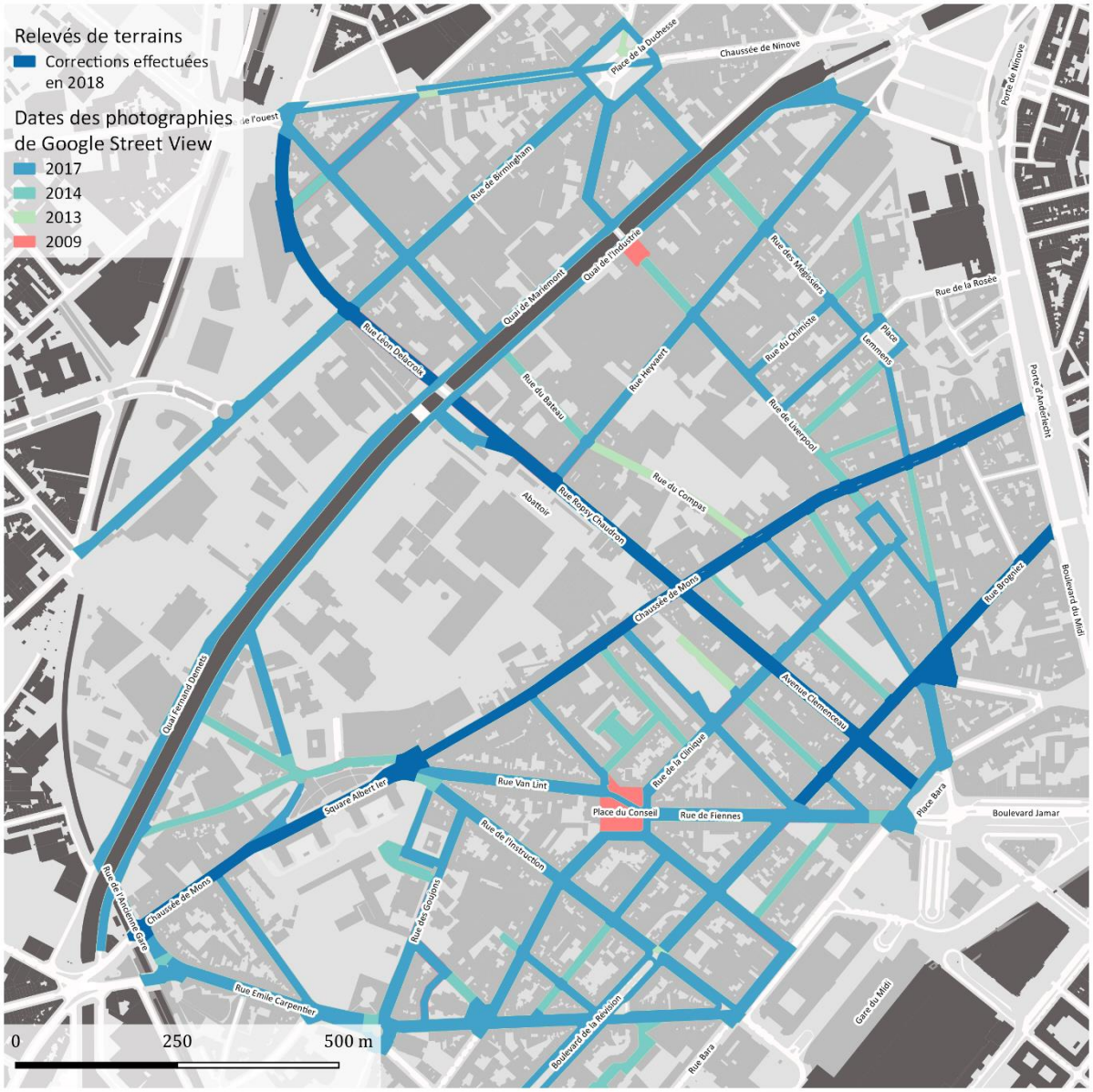
D'une part, au sujet de la répartition du secteur de la viande à Bruxelles, les données utilisées dans le cadre de ce travail sont issues des relevés du commerce réalisé par l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise (Hub.brussels, anciennement Atrium) sur l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces données répertorient les emplacements de l'ensemble des cellules commerciales bruxelloises, triées par catégories de commerces, et leur évolution entre 1950, 1969, 1997, 2017. Ces données ont donc permis de décrire la répartition (en nombre absolu et en part relative du commerce) des boucheries au sein des différents quartiers bruxellois ainsi que les évolutions de cette dernière entre ces quatre dates. Cependant, ces données, reprenant uniquement le commerce de détail, ne permettent pas de localiser les activités industrielles ou de commerce de gros.

D'autre part, concernant la description du tissu économique Cureghemois, les données mobilisées dans ce travail sont le résultat de relevés de terrain effectués dans le cadre de cette thèse au cours de l'année 2017 sur un périmètre restreint, autour du site des Abattoirs (voir carte 2). Celui-ci s'étendait de la de Gare l'Ouest jusqu'à la gare du Midi à l'est et était limité par la petite ceinture (les boulevards entourant le centre-ville bruxellois) au nord et le pont de Cureghem au sud.

Ce relevé visuel répertorie l'ensemble des activités économiques (industrielles ou commerciales) ainsi que les différents types de services à la population (services publics, milieu associatif, infrastructures culturelles ou sportives, lieux de culte etc.) observables à front de rue. Les intérieurs d'îlot ne sont dès lors pas repris dans celui-ci, ce qui dans un quartier où de nombreuses activités se déroulent justement en intérieur d'îlot (commerces de gros, garages de réparation automobiles, espaces de stockage de véhicules ou de produits), conduit à sous-estimer l'emprise spatiale de certains types d'activités peu visibles, en particulier le commerce de voitures d'occasion, fortement implanté dans le quartier. En effet, il peut être parfois difficile de deviner la présence d'une activité industrielle ou commerciale lorsque celle-ci est marquée uniquement dans le paysage urbain par la présence d'une porte de garage.

En outre, si les activités identifiées ont été associées aux bâtiments où elles sont localisées, la surface représentée ne correspond pas toujours à la surface effective occupée par l'activité. De plus, dans le cas des bâtiments accueillant différentes activités sur plusieurs niveaux, seule l'activité principale du bâtiment a été répertoriée. En revanche, dans le cas de cellules commerciales faisant partie d'un même bâtiment, celles-ci ont été représentées individuellement.

Carte 2 : Carte des relevés de terrain effectués



Auteur : Sanchez Trenado C.

Par ailleurs, par souci d'économie de temps et par facilité d'encodage, la majeure partie des relevés a été réalisée grâce aux images de Google Street View. Si la plupart des rues du quartier ont bel et bien été photographiées en 2017, certaines rues moins fréquentées n'ont cependant pas fait l'objet d'une telle attention. Les relevés effectués pour ces dernières sont donc basés sur des images plus anciennes (voir carte 2). De plus, en 2018, certaines des rues principales ont également fait l'objet de relevés sur le terrain et peuvent donc différer de la situation observée en 2017, la structure commerciale du quartier étant en constant changement. De même les grossistes en viande et les boucheries du quartier, au centre de ce travail, ont également fait l'objet d'une vérification. En outre, depuis ces relevés, la situation a d'ailleurs continué d'évoluer et certaines parties de ces relevés mériteraient d'être mis à jour.

Concernant les types d'activités prises en compte, le choix de ne pas se limiter aux activités économiques ou au secteur de la viande a été dicté par la volonté de disposer d'une image relativement complète des différentes composantes (industrielles, commerciales, socio-culturelles, institutionnelles) du quartier, utiles à une analyse en termes de ressource. Cette connaissance détaillée des différents espaces du quartier s'est par ailleurs révélée utile dans le cadre des entretiens et a également facilité le repérage des associations à démarcher en vue de leur réalisation.

b. Objectiver les usages du site

En parallèle avec la réalisation des entretiens auprès des habitants et usagers du quartier, une attention particulière a été accordée au marché des Abattoirs prenant place sur le site du vendredi au dimanche. En effet, ce marché, d'une part, constitue l'interface principale entre les activités du secteur de la viande et les quartiers populaires bruxellois et, d'autre part, joue un rôle polarisateur qui dépasse même les limites de la Région de Bruxelles-Capitale. Dans ce contexte, l'enquête par questionnaire (voir annexe 7.3) réalisée dans le courant des mois d'avril et de mai 2019 avait donc pour objectif

- d'explorer plus en détail ce lien entre abattoir et quartiers populaires ;
- de dresser un profil de la clientèle du marché, notamment en termes d'origine spatiale ;
- de fournir un aperçu plus objectif des comportements d'achat des clients ;
- de comprendre ce qui fait la spécificité de ce marché « populaire ».

Il faut également remarquer que cette enquête vient également compléter celle, déjà très détaillée, réalisée par la société Abattoir elle-même auprès de la clientèle de son marché et qu'ils ont accepté de partager avec moi. Cette dernière manquait cependant de détails quant à l'origine spatiale des personnes interrogées ainsi que sur leurs stratégies d'achat et les motifs qui les poussent à fréquenter ce site. En particulier, l'enquête menée dans le cadre de cette thèse permettait notamment d'insister sur l'ensemble des pratiques qui se réalisent au sein du marché ou dans le reste du quartier et qui accompagnent la fréquentation de celui-ci. En outre, le croisement des informations récoltées au cours de cette enquête a également permis de révéler certaines tendances qui, autrement, serait passées inaperçues.

Concernant le dispositif d'enquête, celle-ci s'est déroulée sur 4 jours avec l'aide de deux étudiants qui ont accompagné l'enquête au cours de deux journées de dimanche. Le reste du travail s'est réalisé seul, le samedi et le vendredi suivant. Dès lors, sur les 383 personnes qui ont été interrogées sur ces quatre jours de temps, la majeure partie l'ont été au cours de ces deux journées de dimanche.

L'objectif de cette enquête étant de s'intéresser en particulier au secteur de la viande, la moitié des enquêtes a été réalisée au sein du Foodmet, c'est-à-dire le marché couvert qui accueille les étals de viande, tandis que l'autre moitié a été complétée dans une allée du

marché en plein air, mais elle-même située non loin du marché aux viandes. Dès lors, au vu de l'étalement du marché, le choix de se concentrer sur une zone restreinte, s'il a le mérite de cibler les pratiques d'achat de viande, peut pousser à surestimer la proportion de la clientèle achetant effectivement sa viande sur le marché.

Il faut cependant remarquer que ce dispositif d'enquête comporte cependant certains biais. Tout d'abord, cette enquête ayant été réalisée principalement en français et en anglais, la question de la langue s'est très vite posée. En effet, malgré le fait qu'une des étudiantes engagées maîtrise l'arabe, la diversité culturelle du marché et la faible maîtrise de l'anglais ou du français par les personnes rencontrées a défavorisé la participation de certaines personnes à l'enquête et, en particulier, des primo-arrivants. C'est le cas notamment des personnes originaires des pays de l'Europe de l'Est (8 % des enquêtés), sous représentées dans le cadre de cette enquête en dépit de leur importance numérique notable. Dans une moindre mesure, cette situation s'est également présentée dans le cas des personnes originaires d'Amérique latine et d'Asie de l'Est. Inversement les communautés marocaines et congolaises sont beaucoup plus représentées, en raison non seulement de leur importance numérique mais aussi de leur plus grande propension à participer à l'enquête.

Par ailleurs, même si un certain nombre de personnes étaient accompagnées d'amis ou de membres de leur ménages (enfants, conjoint), l'enquête a principalement été réalisée auprès de personnes fréquentant seules le marché (67 % des répondants), plus disposées à prendre le temps de répondre au questionnaire. En outre, dans le cas de groupe de personnes, une seule était généralement interrogée.

Enfin, malgré une concertation préalable et l'encadrement réalisé sur le terrain, ces questionnaires ayant été remplis par trois personnes, la manière de poser les questions ainsi que l'interprétation des réponses peut également varier sensiblement d'un enquêteur à l'autre, ce qui peut influencer les résultats.

Les résultats de ces questionnaires ont en outre fait l'objet d'un travail d'encodage mais aussi de recodage postérieur à l'enquête, de manière à éventuellement regrouper certaines réponses ou au contraire de créer de nouvelles catégories ressorties dans le courant de l'enquête.

2.4. Suivre les évolutions

Enfin, différents travaux portant sur le site ou son quartier ont également contribué à alimenter les réflexions sur les processus de transformation qui affectent ces derniers ainsi que les quartiers populaires centraux de manière générale. Si l'objectif principal de cette thèse est bien d'explorer l'ancrage d'activités économiques au sein des quartiers populaires, il s'agira également de replacer cette question au sein des évolutions récentes que connaissent ces quartiers. Il s'agira en effet de s'intéresser en particulier aux processus de gentrification et de redéveloppement immobilier ainsi qu'à la manière dont ceux-ci pourraient affecter le fonctionnement des activités économiques et les ressources des classes populaires.

L'analyse empirique visant à explorer la relation de ressources réciproque entre activités économiques et quartiers populaires s'est donc également accompagnée d'un travail de suivi des projets de redéveloppement du site et du quartier.

Ce dernier s'est tout d'abord réalisé au travers de l'accompagnement au projet FEDER « Manufakture Abattoir » que ce soit dans le cadre des activités du Metrolab.brussels ou dans celui de la participation aux comités d'accompagnement de l'asbl Forum Abattoir. Ces différentes occasions ont en effet permis de suivre au plus près les évolutions du projet sur le site ainsi que d'être en contact régulier avec les porteurs de celui-ci. Cette situation a donc contribué à une meilleure appréhension des enjeux et des objectifs gravitant autour des transformations du site.

Par ailleurs, les projets prévus sur le site et son quartier ont également été abordé au travers de l'analyse de la littérature grise (documents de planifications, revues de presse, etc.) ainsi que la participation à différents comités de concertation et séances d'information organisés autour de ces projets.

3. Un site d’activité situé dans un quartier populaire

Comme mentionné dans la partie méthodologique, le travail empirique réalisé s'est focalisé sur le cas du site des Marchés et Abattoirs d'Anderlecht ainsi que sur son quartier d'implantation, Cureghem. Il s'agira en effet, dans le cadre de cette thèse, d'explorer la mesure dans laquelle ce site et son quartier se situent dans une relation de ressources réciproque. Avant d'aborder cette question, qui sera traitée au chapitre 4, cette partie s'attachera tout d'abord à présenter, d'une part, le contexte économique et social de Cureghem (voir 3.1) et, d'autre part, le cas d'étude que représente le site des Abattoirs d'Anderlecht (voir 3.2).

3.1. Contexte territorial : Cureghem, un quartier populaire

Souvent décrit au travers d'indicateurs socio-économiques dans le cadre de diagnostiques territoriaux[8], le quartier de Cureghem, au même titre que d'autres quartiers populaires centraux, est presque exclusivement abordé dans ces derniers sous l'angle des problèmes qu'il rencontre et qu'il conviendrait de résoudre. S'il ne s'agit pas ici de nier les difficultés et les situations d'exclusion que rencontrent les habitants des classes populaires, cette partie s'attachera à construire une représentation plus nuancée de ce quartier au travers des discours et de la perception que les habitants ont de celui-ci.

Il sera donc question ici de brosser un portrait nuancé du quartier au sein duquel s'insère le site des Abattoirs d'Anderlecht et de mettre en évidence les spécificités de ce quartier ou, autrement dit, de décrire ce qui fait de Cureghem un quartier populaire. Cette partie abordera donc successivement l'histoire du quartier ainsi que sa structuration spatiale (voir 3.1.1), les structures d'accueil présentes dans le quartier (voir 3.1.2), les conditions de logement de ses habitants (voir 3.1.3), les modalités de la cohabitation entre différents groupes de migrants qui le fréquentent (voir 3.1.4) et enfin les modes d'insertion d'activités industrielles (voir 3.1.5) et commerciales (voir 3.1.6) au sein du quartier.

Il s'agira aussi, au cours de ce chapitre, de rester attentif aux facteurs contribuant à la dévalorisation symbolique des espaces populaires (voir 3.1.7) ainsi qu'aux tensions qui peuvent exister, y compris au sein des classes populaires, entre différentes visions concurrentes de ce qui constitue un « bon quartier » (voir 3.1.8).

[8] Comme c'est le cas notamment dans le cadre du Plan d'Aménagement Directeur ou des différents Contrats de Quartier Durable programmés sur le quartier.

3.1.1. Contexte historique et structure spatiale

Cureghem est un quartier populaire central de la Région de Bruxelles-Capitale, situé à cheval sur les communes de Molenbeek et d'Anderlecht. Le quartier s'étend entre l'axe de la gare du midi à l'est, celui du Canal Charleroi-Bruxelles à l'ouest, le centre-ville au nord et le pont de Cureghem au sud, ce qui le sépare du reste de la commune d'Anderlecht. Il est aussi structuré par quelques axes principaux : la chaussée de Mons, l'axe Rospy-Chaudron – Clemenceau, la rue Heyvaert et le quai de l'Industrie. Contrairement à la rive opposée du canal et mis à part le vaste site des Abattoirs d'Anderlecht, le quartier se caractérise en outre par un tissu urbain très dense, entremêlant habitat et activités économiques (voir carte 4), résultant de l'histoire industrielle de celui-ci, intimement liée à celle des différentes vagues d'immigration qu'a connu le quartier (voir figure 4).

En effet, depuis la seconde moitié du XIXème siècle, Cureghem est un quartier industriel au sens fort du terme. Encore simple faubourg en 1832, la zone a connu de très grandes transformations. En effet, durant la deuxième moitié du 19ème siècle, le quartier a vu se développer d'importants équipements collectifs et plusieurs sites industriels (Terlinden, 2011), autour desquels s'est constitué un tissu d'habitat très dense. Parmi les activités industrielles, l'Abattoir d'Anderlecht a joué un rôle majeur dans la construction et la structuration du quartier. En effet, autour du premier abattoir se sont installées de nombreuses activités liées à la filière du cuir et de la viande (Bouafif-Hoebanx, 1986). Par ailleurs, le développement industriel s'est aussi accompagné de vagues de peuplement successives : exode rural de paysans flamands dans la seconde moitié du XIXe siècle, immigration juive au début du XXe siècle, phases successives d'immigration de travail (en provenance d'Italie, d'Espagne, de Turquie et du Maroc) encouragées par l'Etat belge à partir des années 1950. Cureghem a donc également été de longue date un quartier de premier ancrage et d'accueil des migrants (De Caluwé, 2013). En 2010, le quartier comptait une population d'un peu plus de 21 400 habitants, dont 71%[9] issus de pays pauvres et intermédiaires[10] ou (Van Hamme et al., 2015).

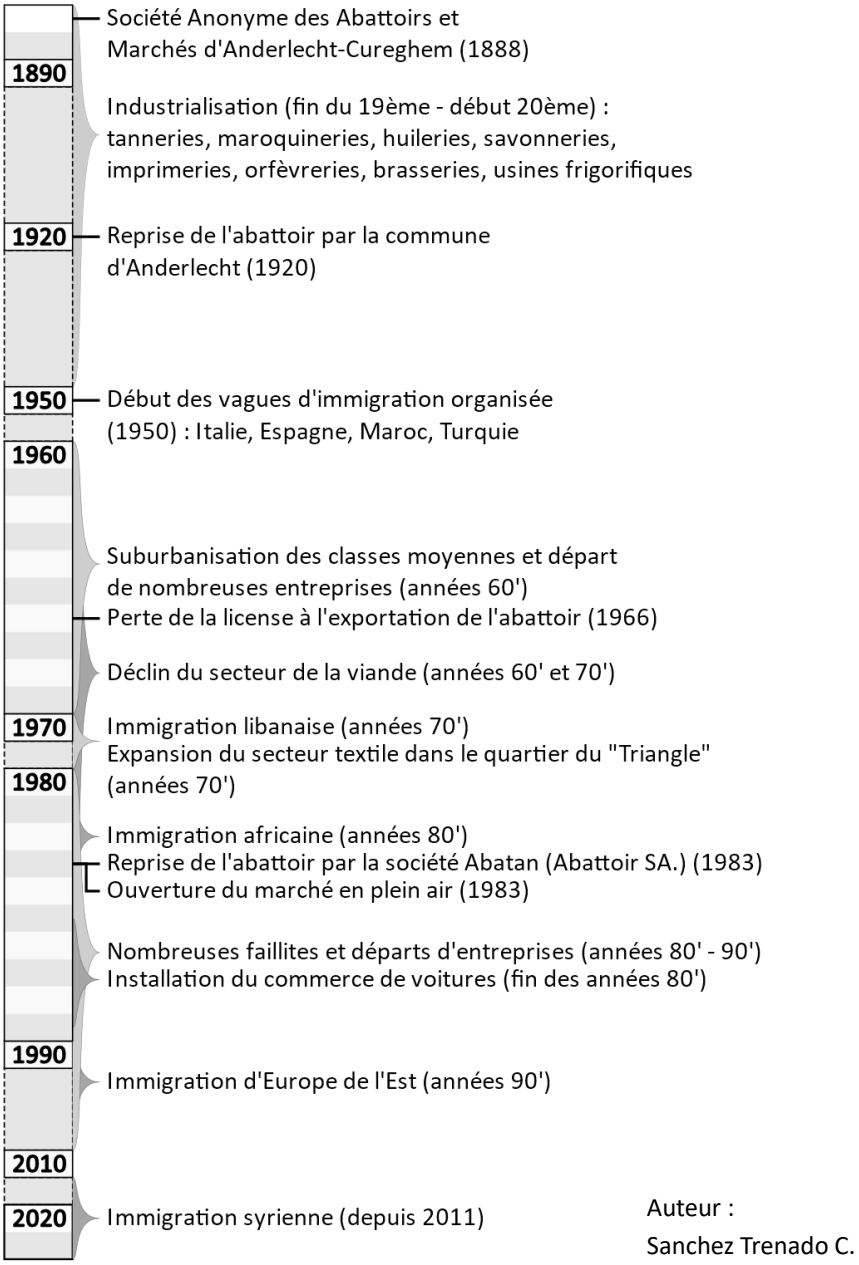
Cependant, à partir des années 1960, le quartier commence à subir les effets de la périurbanisation et de la désindustrialisation de Bruxelles (Mistiaen et al., 1995). Cureghem, quartier accueillant encore à l'époque de très nombreuses activités économiques (De

[9] Ces chiffres comprennent les personnes dont les deux parents sont originaires de pays pauvres ou intermédiaire (ou au moins un des deux parents dans le cas ou l'autre est inconnu ou de nationalité inconnue).

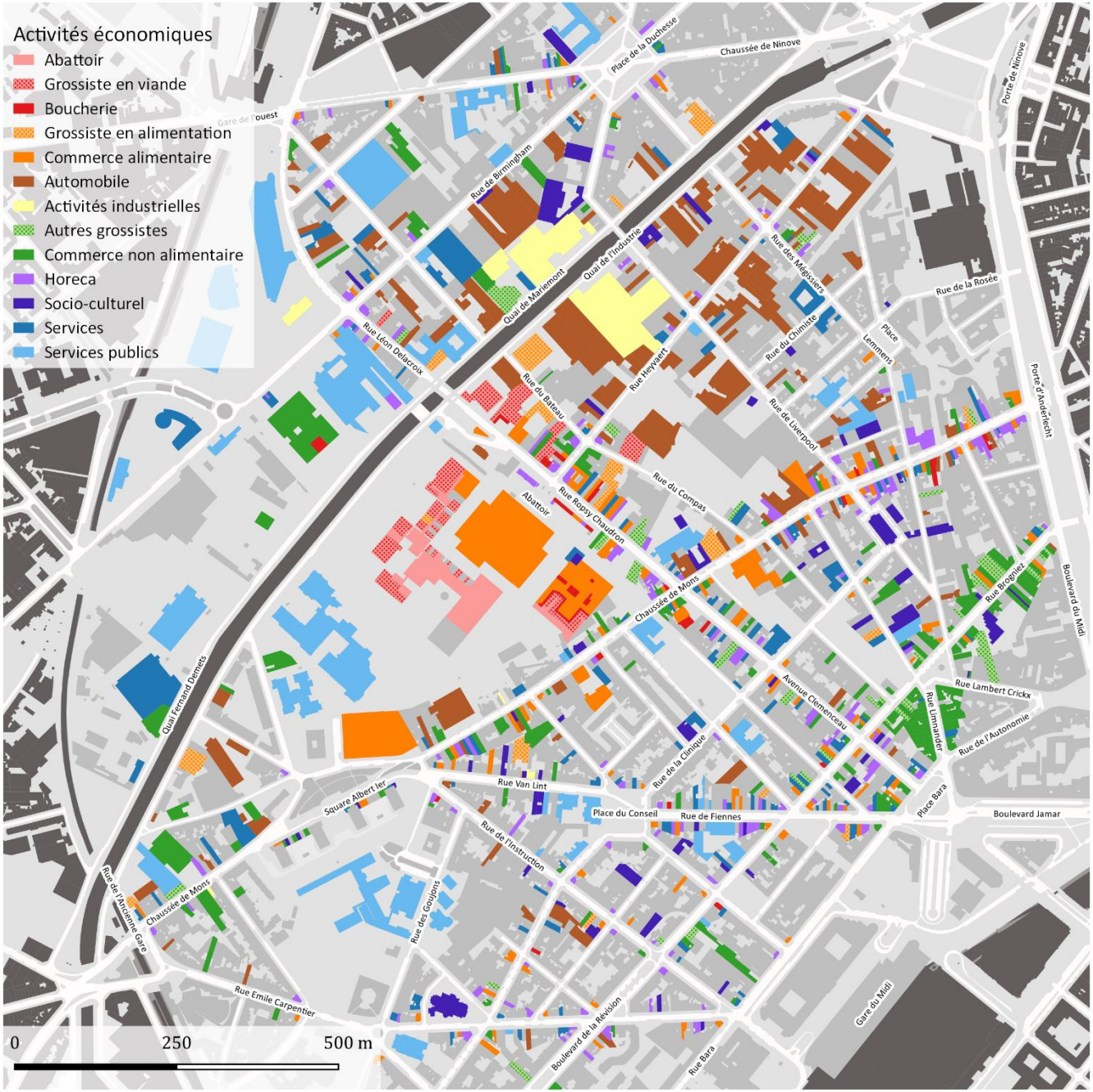
[10] Les pays ont été classés selon un critère de revenus par habitant. Les pays pauvres et intermédiaires reprennent donc l'ensemble des pays ne figurant pas sur la liste suivante : Allemagne, Autriche, Chypre, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Japon, Irlande, Islande, Malte, Luxembourg, Monaco, Norvège, Suède, Suisse, Pays-Bas, Estonie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Belgique, Singapour, Corée du Sud, Brunéi, Hong Kong, Arabie saoudite, Israël, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar, Hong Kong, Macao, Guinée équatoriale, Canada, Etats-Unis, Trinité-et-Tobago, Bahamas, Australie, Nouvelle-Zélande. Il faut cependant remarquer que, au sein des pays riches, les pays européens d'émigration ancienne vers la Belgique (Italie, Espagne, Portugal, Grèce) ont également été inclus dans ce groupe.

Caluwé, 2013) voit progressivement ses entreprises quitter son territoire tandis que les familles des classes moyennes et supérieures se dirigent vers la périphérie (Mistiaen et al., 1995). De plus, la vétusté des installations et l'absence de modernisation du site entraînent dès les années 1950 un ralentissement progressif de l'activité de l'abattoir (Vandemeulebroek, 1984; Sénéchal, 2015). Au cours des décennies suivantes, le renforcement progressif des normes d'hygiène va aussi contribuer au recul du secteur de la viande dans le reste du quartier. De manière générale, les années 1980-90 connaissent également une vague de faillites (De Caluwé, 2013) et de périurbanisation des entreprises, causant un taux d'inoccupation élevé et une dégradation importante du bâti.

Figure 4 : chronologie des évolutions du quartier



Pourtant, comme on peut le voir sur la carte 3, ce déclin n'a pas entraîné la fin de l'activité économique dans le quartier. Tout d'abord, certaines anciennes entreprises industrielles, actives dans divers secteurs (alimentation, métal, imprimerie, recyclage, etc.) sont parvenues à se maintenir dans le quartier, en particulier entre la chaussée de Mons et le canal, cette zone disposant de grands espaces d'atelier et entreposage (voir photo 2). A cet égard, la reprise de l'abattoir par la société privée Abattoir constitue un exemple marquant. En effet, la mobilisation d'acteurs économiques du quartier au début des années 80 permit le redéveloppement et la diversification des activités économiques liées au site des Abattoirs (Sénéchal, 2015). Par conséquent, le quartier reste encore fort marqué par le commerce de la viande, en particulier autour du site de l'abattoir où se concentrent encore une vingtaine de grossistes en viande (voir photo 3).



Carte 3 : services et activités économiques du quartier en 2017

Aujourd'hui, bien que le quartier accueille une diversité d'activités, 3 pôles d'activité peuvent être identifiés. Tout d'abord, le secteur de la viande est encore relativement bien représenté sur le site de l'abattoir d'Anderlecht et dans les rues adjacentes à celui-ci. Ensuite, la rue Heyvaert et les rues parallèles à celle-ci, anciennement occupées par les grossistes en viande, accueillent aujourd'hui les commerçants de voitures d'occasion. Enfin, le troisième pôle d'activités comprenant les grossistes en vêtements et textile se situe au niveau de la rue Brogniez et Limander.

Source : observations de terrains et relevés effectués à partir de Google Street View
Auteur : Sanchez Trenado C.

D'autre part, l'arrivée de populations d'origine immigrée en provenance d'Amérique latine et du Liban, puis d'Afrique et, plus récemment, d'Europe de l'Est et de Syrie (De Caluwé, 2013), a également permis le développement de nombreuses activités (commerces de détail, commerce de gros et de voiture, associations locales, lieux de cultes) qui vont permettre de donner un second souffle au quartier. À partir de la fin des années 1980, de nombreux ateliers de grossistes des alentours de la rue Heyvaert furent reconvertis en une centralité économique forte liée aux commerces de voitures d'occasion (Rosenfeld, 2013).

Cette activité, basée sur l'exportation de véhicules de seconde main à destination de l'Afrique de l'Ouest, est aujourd'hui fortement ancrée dans le quartier et a contribué à la création de nombreuses autres activités économiques connexes (ateliers de réparations, revendeurs de pièces automobiles, stations-service) (voir photo 4 et photo 5). Ce développement s'est aussi accompagné de celui de l'horeca et des commerces de proximité s'adressant aux travailleurs de ces activités ainsi qu'aux habitants du quartier. Les axes commerciaux principaux du quartier sont la chaussée de Mons (voir photo 6), l'axe Delacroix - Ropsy Chaudron – Clemenceau et l'axe Van Lint- Fiennes. Ces derniers accueillent une diversité de commerces avec une prévalence de l'horeca et du secteur de l'alimentation. Le quartier accueille en outre bon nombre de commerces de gros, notamment en termes de produits alimentaires et de boissons. Enfin, au niveau des rues Brogniez et Limander, se trouve un troisième pôle d'activités composé principalement de grossistes en vêtements et textiles (voir photo 7). Si les ateliers de confection et les maroquineries, historiquement liés à l'immigration juive dans le quartier, s'y font de plus en plus rares, le « quartier du Triangle » reste un quartier spécialisé dans le textile et de manière générale, un quartier de grossistes. En effet, on y observe également l'apparition plus récente (entre 1998 et 2017) de commerces liés à la vente de petit matériel électronique ou de bijoux, qui semblent être liés à la présence de la nouvelle immigration chinoise (Retout, 2020).

Cureghem s'est donc petit à petit affirmé dans son rôle de quartier de premier ancrage et de transit, un point d'accès à la ville pour les nouveaux migrants cherchant à s'y établir de manière permanente ou temporaire, en attendant une amélioration de leurs conditions économiques et sociales. Le quartier se démarque ainsi par un pourcentage élevé de personnes de nationalité étrangère (voir tableau 4). Cette zone accueille en outre une population fragile et fait face à des enjeux socio-économiques majeurs, en raison notamment des taux de chômage élevés et des niveaux de revenus parmi les plus bas de la Région (voir tableau 4). De plus, le quartier est confronté aux questions liées à la cohabitation de groupes sociaux aux besoins et intérêts divergents : anciens habitants des classes populaires, nouveaux habitants des classes moyennes, primo-arrivants, travailleurs ou dirigeants des diverses entreprises, etc.

Tableau 4 : principaux indicateurs socio-économiques du quartier de Cureghem

Indicateurs	Date	Moyenne Cureghem	Moyenne RBC
Densité de population (hab/km²)	2020	14356.4	7500.7
Part de la population totale de nationalité étrangère (%)	2016	45.7	33.7
Part des nouveaux états membres de l'U.E. (entrées 2004-2007-2013) (%)	2019	9.4	7.2
Part de l'Afrique du Nord (%)	2019	6.8	3.4
Part de l'Afrique subsaharienne (%)	2019	5.9	2.3
Part des 0-17 ans dans la population totale (%)	2019	29.0	22.9
Taux de chômage (%)	2018	28.5	18.7
Revenu imposable médian des déclarations (€)	2018	15446	19723
		Total Cureghem	**Total RBC**
Population totale (nombre d'habitants)	2020	27921	1218255

Source : IBSA

Carte 4 : Photographie aérienne du quartier en 2019

Source : Urbis
Auteur : Sanchez Trenado C.

Photo 2 : aciérie Wauters (à gauche) et entrepôts frigorifiques (à droite) le long du canal

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Photo 3 : ateliers de grossistes en viande sur le site des Abattoirs

Auteur : Bortolotti A., juin 2016

Photo 4 : commerce de pièces automobiles et garages le long de la rue Heyvaert

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Photo 5 : intersection entre la rue Heyvaert et la rue Rospy Chaudron

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Photo 6 : commerces et garage D'Ieteren le long de la chaussée de Mons

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Photo 7 : commerce de gros de textiles et de vêtements rue Brogniez

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

3.1.2. La présence de structures d'accueil

Comme évoqué au point précédent, Cureghem représente un lieu d'entrée en ville pour des personnes primo-arrivantes. La succession des différentes vagues migratoires a dès lors contribué à la formation de réseaux communautaires, souvent informels, permettant d'accueillir les nouveaux arrivants dans le quartier. En effet, un certain nombre de personnes interrogées ou rencontrées à l'occasion de visites de terrain, rapportent avoir pu compter sur le soutien de leurs compatriotes lors de leur installation dans le quartier. Ce soutien peut prendre la forme de conseils et de renseignements (opportunités d'emploi et de logements, éventuelles démarches administratives à accomplir, associations à visiter), d'une aide matérielle (logement, emploi) ou de services rendus (garde des enfants, etc.).

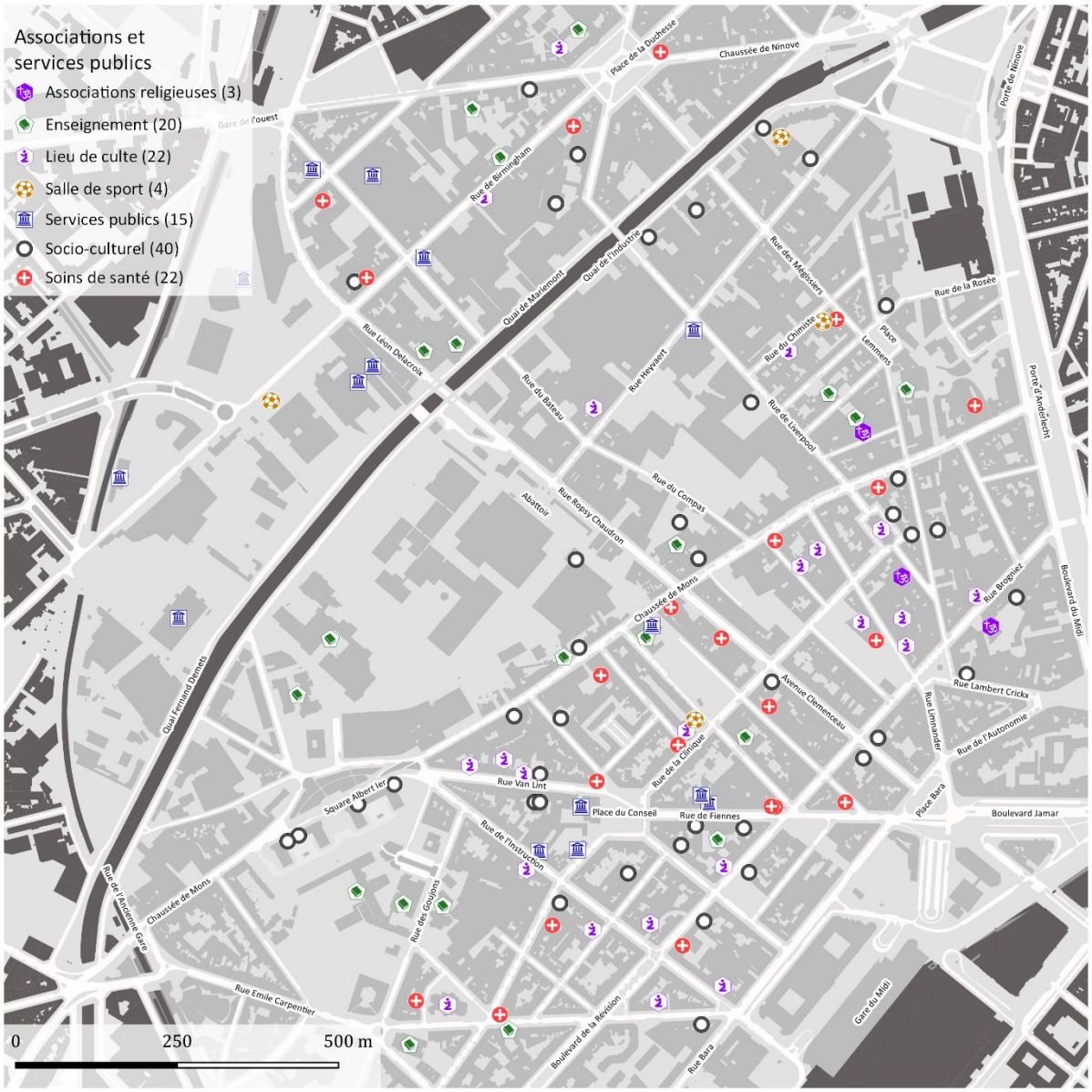
Certaines personnes retraitées d'origine italienne, par exemple, ayant elles-mêmes connu des parcours migratoires, racontent ainsi s'être senties accueillies dans le quartier. L'une d'entre elles explique notamment qu'à son arrivée, elle a en effet pu compter sur l'aide d'autres italiennes, installées depuis plus longtemps qu'elle, pour s'orienter au sein de cette ville qu'elle ne connaissait pas. Une de celles-ci, devenue une amie, l'a ainsi soutenue tant dans ses démarches administratives que dans sa recherche d'un emploi et, inversement, recevait de l'aide pour la garde de ses enfants.

> *« Moi on m'a beaucoup aidé. Beaucoup, beaucoup. Je suis arrivé en 58 ici. […] Et alors, tout à coup, je vois une fille qui m'appelle en Italien : "madame, madame, qu'est-ce que vous avez ?". "Mon mari m'a laissée toute seule", j'ai raconté à la fille. Celle-là c'était comme j'ai trouvé un ange. Elle me donne la main. Elle m'a dit comme ça "Tu veux aller à la messe ? Moi je t'accompagne jusqu'où ce que c'est la messe ici, à Molenbeek. "Alors, ici tu dois regarder il y a un café, là tu dois regarder ça, tu fais tout le tour et comme ça tu vas plus te perdre" elle a dit. Elle m'a ouvert les yeux parce que moi je savais rien des standards ici. Et alors elle avait un garçon. Et toute suite quand je suis arrivé ici, elle venait chez moi, moi j'allais chez elle. On s'est fait amies. Parfois elle me laissait son enfant à la maison de moi. Elle m'a appris le français […] J'ai vite appris. […] Et alors cette dame elle travaillait ici à […] chaussée de Grand. Et alors là il a travaillé où ce qu'il fait les biscuits. […] Et cette dame elle dit comme ça "non moi je vais t'apporter avec moi [à son travail]. » (H7.1, ancienne habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

De plus le quartier comprend également un tissu associatif (voir carte 5) très dense qui constitue également un atout pour ces personnes primo-arrivantes qui peuvent par exemple y recevoir de l'aide dans le cadre de leurs démarches administratives, des formations ou des cours d'alphabétisation. Ces associations contribuent également au renforcement des dynamiques communautaires au travers des liens qu'elles créent entre les personnes qui les fréquentent. A ce sujet, beaucoup de personnes mentionnent également fréquenter les lieux de culte du quartier, en particulier les mosquées et les églises protestantes, qui contribuent

potentiellement au consolidement de ces mêmes dynamiques. Le quartier accueille en outre bon nombre de services administratifs (maison communale, consulat du Maroc, mutuelle). Une des personnes retraitées explique par exemple se rendre à Cureghem pour se rendre à la mutuelle car dans son quartier, l'accueil est uniquement en néerlandais.

Carte 5 : associations et services publics du quartier en 2017



Source : observations de terrains et relevés effectués à partir de Google Street View
Auteur : Sanchez Trenado C.

3.1.3. Des logements dégradés mais abordables

Ensuite, la fonction d'accueil du quartier se voit également renforcée par la présence d'un parc de logement ancien accessible à des populations primo-arrivantes ou précarisées et qui constitue ainsi une forme de « logement social de fait ».

En effet, la majorité des personnes rencontrées sont des locataires sur le marché privé, qui serait encore relativement abordable financièrement. Cependant, vivre dans ces habitations peu coûteuses implique généralement de devoir supporter des conditions de logement pénibles. La présence de ces maisons souvent peu confortables (ne possédant pas de salle de bains, de toilettes ou même d'accès à l'eau courante), voire insalubres, et de marchands de sommeil renvoie donc une image de dégradation du quartier. De fait, en 2001, 19% des logements ne répondaient pas aux exigences en matière de confort de base et 46% ne disposaient pas de chauffage central (voir tableau 5).

Tableau 5 : structure de la propriété et état des logements à Cureghem en 2001

Indicateurs	Date	Moyenne Cureghem	Moyenne RBC
Part des logements mis en location par des particuliers (%)	2001	68.8	72.8
Part des logements avec confort de base (%)	2001	82.3	90.8
Part des logements avec chauffage central (%)	2001	53.6	74.2

Source : IBSA

Certaines personnes expliquent cependant que s'il s'agissait de logements plus confortables, elles ne pourraient probablement pas se permettre d'y habiter. Différentes personnes estiment donc que le caractère populaire du quartier et la présence de populations précarisées à Cureghem, devraient beaucoup à l'existence de ce parc de logements dégradés. Celui-ci permettrait de fait à ces personnes à revenus modérés de se maintenir dans le quartier, bien que cette concentration de la misère ne soit souvent pas perçue positivement.

> *« Il y a aussi des bâtiments qui est pas efficaces en fait. Des maisons qui ont été bizarres. Donc c'est pas n'importe qui qui peut loger là-bas. […] En fait si le quartier y avait des propres maisons, c'est bon construit et tout, c'est des gens qui ... pas comme moi [plus aisés] qui vont habiter là-bas. Vous voyez ? Des gens qui ont plus de moyens. Qui ont des moyens. C'est tout. Donc voilà, ça aussi, […] c'est les gens qui ont pas beaucoup de choses, qui ont pas beaucoup d'argent et tout […] qui va habiter et donc il va faire n'importe quoi parce que ... voilà. » (H5.7, usagère et ancienne habitante du quartier, d'origine africaine)*

> *« - H7.5 : Faut pas oublier, Anderlecht a vieilli, du point de vue constructions, bâtiments. Anderlecht a vieilli donc on ne peut plus louer, les propriétaires ne peuvent plus louer ces bâtiments à la valeur de la réalité. Et le problème c'est que on a laissé ... ça s'est dégradé véritablement. […] Et qui, qui occupe les maisons dégradées ? - A7.1 : Ben ce sont les étrangers, voilà. […] - H7.5: Moi je sais aussi que les allocations et l'argent que les étrangers touchent ici, va là-bas. […] C'est parce que tout est à construire là-bas [dans leur pays d'origine], tout est à construire. Et ici on se contente du vieux et malheureusement l'Etat, ça l'arrange très bien, parce qu'il ne s'investit pas non plus dans le système. » (H7.5, usagère du quartier, retraitée belge, et A7.1, animatrice à l'asbl Cosmos, d'origine péruvienne)*

Par ailleurs, certaines personnes interrogées vivent également dans certains ensembles de logements sociaux du quartier. Ceux-ci bénéficient donc de loyers modérés et estiment profiter de meilleures conditions de logement que dans le secteur privé. Ces personnes constituent cependant des cas relativement exceptionnels, les logements sociaux étant peu nombreux à Cureghem[11], à l'image de Bruxelles de son ensemble.

Enfin, certaines des personnes rencontrées, migrants de première génération établis depuis longtemps dans le quartier, ont ainsi pu se permettre d'acquérir un, voire plusieurs logements, lorsque ceux-ci étaient encore abordables.

> *« Les maisons, avant, pas cher. Maintenant cher. Moi j'ai acheté 105 000 €. Quatrième étage, en haut, plus un commerce. Maintenant non. Maintenant 400-500 000. Maintenant c'est difficile d'acheter une maison » (H2.5, d'origine marocaine, habitante du quartier)*

Bien que, pour ces personnes, il soit de plus en plus difficile d'acheter aujourd'hui un bien immobilier, ces stratégies résidentielles auraient donc permis à ces personnes de stabiliser leur situation. En outre, une autre personne explique également qu'il serait plus facile d'acquérir un bien pour un étranger en Belgique que dans d'autres pays européens.

> *« Y a parfois … presque 90 % des marocains, ils ont un bien ici en Belgique, même plusieurs. Mais par exemple dans les autres pays, c'est plus difficile d'accès, en Allemagne c'est très difficile. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)*

[11] Si la proportion de logement sociaux dans le quartier pris dans son ensemble est proche de la moyenne régionale (8,7 contre 7,3 logements sociaux pour 100 ménages) il y a cependant une forte disparité entre la partie sud du quartier (« Cureghem-Vétérinaire »), qui se situe au-dessus de la moyenne régionale (20,2 logements sociaux pour 100 ménages) en raison de la présence d'une tour de logements sociaux (la tour des Goujons) et le reste de celui (« Cureghem-Rosée » et « Cureghem-Bara ») qui se trouve nettement en dessous (respectivement 3,3 et 2,1 logements sociaux pour 100 ménages). – Source : IBSA, 2017

3.1.4. Cohabiter avec la diversité

Que ce soit dans le cas de retraités belges rencontrés dans le cadre des entretiens ou dans celui d'anciens migrants eux-mêmes, la concentration de populations d'origine étrangère dans un même quartier est souvent porteuse d'une image négative, associée à la rhétorique du « ghetto ».

> *« - H5.3 : Par exemple en Hollande, vous faites une demande pour avoir un appartement, ils vont vous mettre dans un autre village et l'autre dans un autre village. Alors qu'est-ce qu'il y a … c'est pas comme à Bruxelles ou en Belgique, nous, tous les arabes, ou bien tous les étrangers ils ont acheté tous dans le même quartier alors il se fait que il y a trop d'étrangers par rapport [aux belges] ... c'est pas varié.*
> *- H5.8 : On a des ghettos. » (H5.3 et H5.8, usager et habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Cureghem est pourtant loin d'être un ghetto mono-culturel. Le quartier accueille en effet différentes communautés et différentes générations de migrants dont la cohabitation ne va d'ailleurs pas de soi. La présence dans un même espace de populations associées aux différentes vagues d'immigration qu'a connu le quartier, pose dès lors la question des relations qu'entretiennent ces différents groupes sociaux.

A ce sujet, les discours divergent fortement selon les personnes interrogées. Tout d'abord, du point de vue de certaines retraitées, ayant souvent connu elles-mêmes un parcours migratoire, la cohabitation entre ces différentes communautés serait plutôt paisible. Celles-ci mettent en effet l'accent sur les dynamiques d'entraide et l'interconnaissance qui tendrait à minimiser les conflits qui peuvent exister entre communautés.

> *« J'ai jamais croisé des personnes méchants. Non, ils sont tous braves avec moi. Et propres et tout. Moi je suis pas raciste, tu sais. Non non non. » (H7.1, ancienne habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

> *« Je sais qu'il y a des problèmes mais comme partout, c'est ce que j'entends et je vois aussi. Les histoires c'est de loin. Personnellement, je n'en ai pas eu avec mes voisins dans tous les cas. […] Moi je les connais tous donc ... […] J'ai vendu ma maison à des Marocains que je connaissais, les enfants avaient été à l'école avec ma fille, donc bon ... on est toujours en bon termes. Tout le monde me connaît dans le quartier donc … » (H7.2, habitante du quartier, retraitée d'origine française)*

> *« Ecoute maintenant on peut pas dire ... Nous sommes comme la soupe, des carottes, des patates, du céléri, le persil, ... Espagnols, Italiens, Belges, ... On est tous ensemble, donc il faut vivre ensemble, il faut s'habituer, se supporter. Parce que parfois, tu dois les envoyer promener. […] Donc on collabore, on collabore ensemble. Du moment qu'ils s'entendent bien. Mais de temps en temps y a aussi une bagarre. » (H7.9, usagère du quartier, retraitée d'origine espagnole)*

Cependant, tous ne partagent pas ce point de vue et les discours de différentes personnes font état des tensions qui peuvent exister entre différents groupes de migrants. En effet, même si beaucoup des personnes interrogées ont elles même connu un parcours migratoire, l'arrivée de nouveaux migrants dans le quartier n'est pas toujours perçue positivement. A cet égard, une retraitée italienne explique par exemple avoir quitté le quartier pendant plusieurs années avec ses enfants pour éviter la cohabitation avec les familles roumaines qui vivaient dans son voisinage. Elle n'est donc revenue dans celui-ci qu'après leur départ. Si s'isoler en périphérie n'était pas souhaitable, la cohabitation au sein du quartier n'est donc pas toujours chose facile.

> *« Je suis pas une solitaire, j'ai toujours habité avec ma famille et je savais pas revenir ici, à cause des gens je suis pas rentré. Parce qu'ils sont venus des gitans, ils sont partis après 12 années. Ils jetaient des choses devant chez eux, ils ne me faisaient pas dormir, ils venaient à ma terrasse, ils faisaient du bruit. […] Même dans la fenêtre ils faisaient peur aux enfants. Et ils mangeaient, ils jetaient tout devant la porte, la nuit j'entendais, ils battaient les femmes, les hommes oui. J'ai dit à mes enfants, je sais pas vivre ici, dans ma maison. Sur la terrasse, on a des fleurs hein, ils ont tout détruit. Dans le jardin j'ai retrouvé des bouteilles, des canettes, des couteaux. Ils ont tout cassé. […] Dans ma vie, je te jure que avant j'ai jamais vu des gens comme ça. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

En outre, ces tensions entre communautés se cristallisent notamment autour des questions de la propreté et de l'insécurité au sein des espaces publics du quartier. En effet certaines personnes, invoquant des arguments culturels, font ainsi peser la responsabilité de la saleté des espaces publics sur les personnes d'origine immigrée, accusant celles-ci de jeter leurs déchets en rue.

> « Le seul problème ... le grand problème qu'il y a sur Bruxelles, au niveau de partout, c'est le fait qu'il y a des étrangers, de toutes les races hein. […] Par exemple, y a des gens qui boivent une canette, une bière, y a des gens qui boivent une bière, ils terminent et ils jettent hein. […] Moi j'ai deux bacs à fleurs, tous les matins que je me lève, je trouve des canettes d'alcool, des trucs, ... Qu'est-ce que je fais ? Je vais pas les mettre à la poubelle hein. Moi je les prends, je les jette devant la porte et parfois c'est ce que je fais quand c'est du carton, je prends même avec un mouchoir parce que c'est de l'alcool [étant musulman] Moi je prends avec un mouchoir, je mets dans

une poubelle mais quand c'est des canettes, tu vois je les jette, je met ça devant la porte, allez à côté de moi. […] C'est pas mes canettes, c'est pas moi qui l'a mis là. C'est pas à moi de ramasser les canettes de bière. […] Avant, y avait pas de Roumains qui venaient chez moi. Mon propriétaire c'est un Espagnol et il a des Roumains dans la maison. Tu vois pas qui habite là, qui ... ils s'échangent l'appartement entre eux. Aujourd'hui tu vois un petit, demain tu vois un grand. Oui mais ils déposent les poubelles devant chez moi ! Eux ils sont là, ils mangent leur pique-nique ils jettent les plastiques, ... […] Je le vois quand y a des gens, à cause de ça ils [se] laissent aussi aller et … […] Chez moi, maintenant, jeudi j'ai trouvé les poubelles chez moi, deux sacs. Et après, il y a les gens quand ils passent, je l'ai vu hein, il termine sa canette, il jette. Y a des poubelles. Y a deux personnes encore deux petits sacs. Les poubelles, les grandes poubelles, ils passent, il prend les grands sacs et les petits sacs ils sont là, maintenant ils sont toujours là, devant ma porte.» (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)

« Parce que je reconnais que c'est plus comme avant. Ils sont venus des gens pas civilisés. Y a une montagne de poubelles là, devant la maison de repos. C'est terrible hein. » « "Il a changé beaucoup. Oui oui, ils sont venu des gens qui sont des Roumains. […] Partout, partout y a des sacs de poubelles, des vêtements, ... Au matin, je les vois tous les jours. C'est pas normal, ils ont pas d'éducation. […] Comme les poubelles (éboueurs) elles ont dit "elle a déjà eu, ils ont chaque fois des contraventions". Mais c'est pas la peine, ils ont rien, ça fait des jours, à cause qu'ils ont rien ils s'en foutent de les garder dans la rue […]. Au lieu de la mettre devant eux maintenant ils la mettent devant la maison où il y a mon fils […] ils la déplacent et ils la mettent tout là, ils font un tas. C'est pire que tout maintenant. Mais c'est des gitans, les gitans ils sont comme ça. Même des riches aussi, allez, ils jettent en face. […] Et après c'est nous qu'on paye hein. Parce que les hommes quand ils ramassent, tiens (une contravention) ! » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

De même, l'arrivée et la concentration dans le quartier de populations immigrées est également régulièrement perçue comme un facteur d'insécurité, y compris par des personnes d'origine étrangère elles-mêmes.

« Même si en fait on est des étrangers mais c'est là que ça devient un quartier d'étrangers. Et c'est pas [une bonne chose]. Non, non franchement […] je te jure y a que des africains dehors dans [la rue] par ici. » » (H4.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)

« Pour sortir, il y a beaucoup d'étrangers, sans-papiers, qui demandent, même au feux rouges, ils te demandent de l'argent et ça fait peur. » (H4.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)

De plus, l'appropriation de l'espace par différentes communautés peut également susciter un certain malaise chez les personnes appartenant à des groupes minoritaires. Par exemple, une des usagères du quartier, originaire des pays de l'est, explique ne pas se sentir en sécurité dans le quartier en tant que « blanche ». De même, certaines des personnes retraitées font également part d'un sentiment de désaffiliation vis-à-vis de ce quartier où ils ne se reconnaissent plus et ne se sentent plus à leur place.

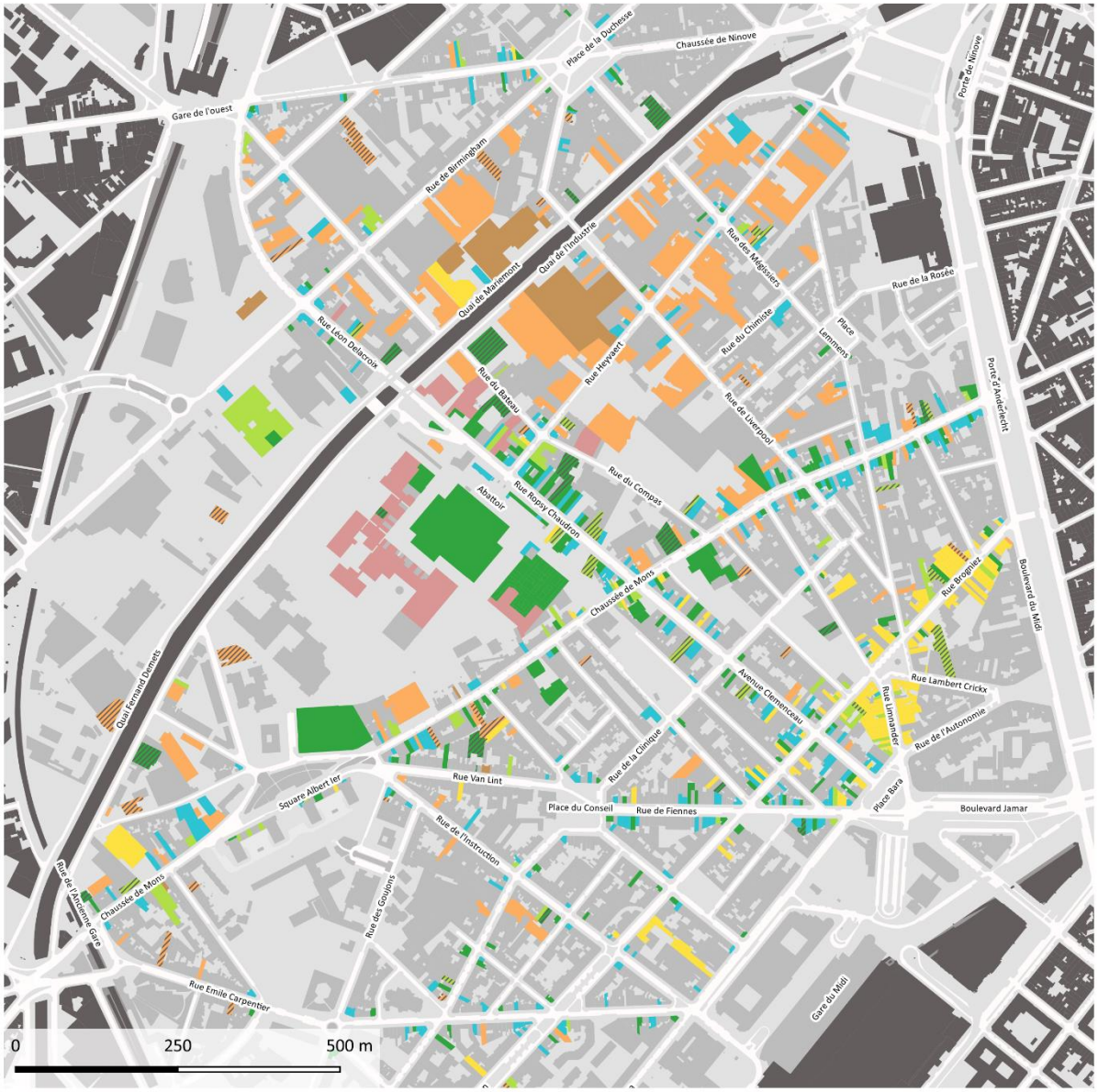
> *« Moi j'ai plus l'impression d'être en Belgique. […] Elle [une autre intervenante] dit Maroc et moi ça peut être Algérie, ça peut être n'importe quoi, ça peut-être tout ce qui est en djellaba, boubou, machin et bazar. Et alors il y a une chose pour moi qui est super importante, c'est que les gens ne se disent plus bonjour, les gens ne se regardent plus. […] On est rentré dans une forme d'indifférence qui est très désagréable, qui est difficile à résoudre. […] Et je fais le marché mais c'est devenu impersonnel. Tout à fait impersonnel. […] ... ou bien c'est moi qui suis devenue une étrangère. C'est très difficile. Je n'ai plus la même communication. J'ai plus du tout la même communication. Avant j'étais quelqu'un qui pouvait parler d'un chien, je parlais des chevaux, on parlait de voitures, on parlait de ... on avait des tas de sujets et aujourd'hui on est dans un vase clos. Enfin, je suis dans un vase clos. » (H7.5, usagère du quartier, retraitée belge)*

3.1.5. Un « quartier de travail »

Outre la question des rapports qu'entretiennent les différents groupes d'usagers et d'habitants du quartier, Cureghem voit également cohabiter différentes fonctions (résidentielle, commerciale, industrielle) qui entrent parfois en compétition pour l'appropriation de l'espace. En effet, d'un point de vue économique, en dehors du secteur de la viande qui sera abordé par la suite, le quartier accueille bon nombre d'activités industrielles ou commerciales (voir carte 6) qui offrent des opportunités en termes d'emplois pour les membres des classes populaires. Ces différentes activités, peuvent également contribuer à soutenir la structure commerciale locale et à assurer une forme de contrôle social dans l'espace public du quartier.

Parmi celles-ci, l'activité des commerces de voitures d'occasion occupe une place particulièrement importante dans l'espace du quartier. Prenant place dans les nombreux garages situés autour de chaussée de Mons et de la rue Heyvaert, le quartier jouit donc d'une réputation internationale, exemple marquant de la « mondialisation par le bas » (Rosenfeld et al, 2013 ; Rosenfeld, 2013). Polarisant vendeurs, exportateurs et acheteurs de voitures d'occasion, cette activité déborde sur les espaces publics du quartier qui servent autant de lieu de stationnement ou de travail sur les véhicules que de négociations commerciales (voir photo 8).

Carte 6 : activités économiques du quartier en 2017



Source : observations de terrains et relevés effectués à partir de Google Street View

Auteur : Sanchez Trenado C.

Photo 8 : travailleurs et négociants de voitures d'occasion rue du Compas

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Source d'emplois formels et informels, elle contribue également, au travers de la fréquentation qu'elle génère, au maintien d'autres activités commerciales (cafés, bars, snacks, commerces de produits africains, …). En effet, en dehors de leur espace de travail, les travailleurs de ces activités visitent également d'autres lieux du quartier. Parmi ceux-ci, certains expliquent par exemple fréquenter les cafés à proximité qui seraient autant de lieux de rencontre où retrouver des amis ou des clients. D'autres racontent également se rendre régulièrement au marché des Abattoirs en dehors de leurs heures de travail pour y faire leurs achats ou pour simplement se détendre.

> *« Yeah there are some people, if they want to discuss business, you know, it's ok "meet me at so or so place", you know, where they sell that ... this cafe, so that they can sit down, in that cafe, sit down and discuss, you know. » (H6.7, travailleur dans un garage du quartier, d'origine nigériane)*

Cependant, la présence de cette activité n'est pas sans générer certaines tensions entre des visions concurrentes de ce qui constitue un « bon quartier » et entre des modes de sociabilité différents, liés au travail ou indépendants de celui-ci. En particulier, ces activités et la place du travail au sein des espaces publics ne font pas partie de la vision de la « vie de quartier » de certains des animateurs appartenant à différentes associations à proximité de la rue Heyvaert. Ceux-ci expliquent en outre avoir peu de contacts directs avec ces négociants de voitures d'occasion.

> *« Maintenant, c'est vrai que tout ce qui est viande etc., ça vraiment, allez ça va faire peut-être une petite décennie maintenant que c'est vraiment le marché de l'automobile qui a pris le ... qui a vraiment pris la place. Après, maintenant y a quand même quelques petites associations qui se sont greffées à tout ça. Style le WIM, style la WAQ, style nous. Nous on est une maison de jeunes, enfin une maison de quartier qui est rattachée à une asbl qui s'appelle Move. Donc c'est une asbl qui est basée vraiment sur Molenbeek et qui dispatche plusieurs maisons de quartier plus différents services. Et donc là concrètement, nous on a organisé, avec l'aide de la WAQ, une fête de quartier avec tous les alentours : les commerçants, les habitants, etc. (rire) Les gens des voitures ne viennent pas souvent (rire) . Ouais ils sont vraiment "travail, travail", enfin ils pensent vraiment … c'est pas trop leur truc quoi. Donc concrètement, c'est un quartier qui est relativement vivant par son économie mais pas par son côté, on va dire, plus urbain quoi. […] C'est vrai que c'est un peu contre les valeurs que nous on a. On est quand même ... On est clairement à l'opposé puisque nous on est vraiment pas dans tout ce qui est ... Nous on est pas dans le bénéfice quoi. Nous on est vraiment dans l'humain, on travaille vraiment dans le social, on est vraiment attaché à ça. Maintenant, les marchands à côté sont super sympas hein. On s'entend très bien avec eux. Après voilà y a pas ... C'est vrai qu'on n'a pas de relation propre on va dire ou de partenariats possibles parce que c'est ... allez c'est deux corps de métier totalement différents. C'est ... c'est deux choses qui sont vraiment à l'extrême. Après voilà, rien ne les empêche de venir ici boire un café, y a pas de soucis hein. Mais concrètement on n'a pas forcément de contacts avec eux. Ca se limite à "Bonjour, comment tu vas ? Où est ta femme ?" Non je plaisante (rire). Mais voilà ça s'arrête là. […] Sincèrement, ça fait tellement ... ça fait un moment qu'ils sont implantés là et je vais être honnête, c'est comme si ils étaient pas là. Enfin, on est arrivé à un stade où quasi, on les voit même plus (rire) . Tu vois ce que je veux dire ? C'est tellement ... Y a pas de ... Tellement y a vraiment peu de relations, ils ont pas de relations avec les [habitants]. Si tu ne viens pas pour vendre ou acheter ou exporter ou importer un véhicule, bah tu les entends pas, tu les vois pas […] Pour les autres habitants c'est*

comme si ils étaient pas là quoi. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)

De plus, si différentes personnes reconnaissent l'importance économique de cette activité, tant en termes d'emplois que par la clientèle qu'elle attire pour les commerces alentours et le secteur de la restauration, plusieurs mentionnent également les nuisances quotidiennes que celle-ci génère. Certains considèrent que cette activité nuirait aussi à la qualité des espaces publics du quartier, contribuant à la saleté de celui-ci, et serait aussi une source de nuisances sonores. De plus, la présence de ces garages causerait également parfois des embarras de circulation (voir photo 9) et peut être une source de tensions autour des questions de stationnement.

Photo 9 : travailleurs obstruant la chaussée rue du Compas pour charger un véhicule

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

« - A6.1 : C'est le quartier un peu des voitures. C'est un peu bruyant, c'est un peu sale, c'est un peu tout ce que tu veux. Moi c'est le seul point un peu près que je ... [n'aime pas]. […] Il y a beaucoup de bruit, beaucoup de nuisances. […] Puis c'est un peu sale aussi. C'est toujours noir. Y a toujours des véhicules qui sortent. […] Les grands camions avec, tu sais, les ... où il y a beaucoup de voitures dessus, y a deux étages là. Y en a toujours là. Ils bloquent la circulation, oui.

- H6.9 : J'en ai peur aussi.

- A6.1 : Ils font peur aussi, ils sont tellement gros. […] Bon c'est une activité économique, y a pas de doute hein. Ca fait vivre des gens, ça fait vivre des choses. Et t'as des travailleurs, ça ... des vendeurs, démarcheurs, ... y a plein de clients qui viennent, qui achètent, qui boivent ... Donc c'est une activité économique importante mais y a des nuisances un peu hein. Et c'est pas ... normalement ça ne devrait pas se

trouver dans un centre-ville. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, et H6.9, habitante, d'origine marocaine)

Le regard des travailleurs de cette activité, rencontrés dans le cadre de ces entretiens, se distingue cependant fortement de celui des habitants. En effet, ceux-ci ne résident pas toujours dans le quartier et envisagent avant tout celui-ci comme un « lieu de travail », un espace dédié à l'activité économique. Les nuisances engendrées par celle-ci sont donc considérées comme secondaires.

« C'est un lieu de travail. Il y a les camions, les garages, ... » - "WAQ - Table de conversation. » (H6.6, travailleur dans un garage du quartier, d'origine africaine)

De plus, cette activité étant fortement associée par certains habitants à la présence de la communauté africaine dans le quartier, ces tensions liées aux conflits entre cette fonction économique et la fonction résidentielle, comportent parfois également une dimension raciale. Les travailleurs rencontrés sont donc parfois amenés à se défendre vis-à-vis de ce type d'associations, expliquant que les nuisances engendrées sont liées à la nature de leur activité et à l'absence de volonté publique d'aménager l'espace en faveur de celle-ci plutôt qu'à la présence de populations noires en elle-même. Ils présentent notamment le quartier de Matongé comme un contre-exemple positif où la présence de populations africaines ne serait pas liée à de telles nuisances.

3.1.6. Une offre commerciale adaptée

Par ailleurs, principalement situées à proximité du site des Abattoirs et du haut de la chaussée de Mons, les activités commerciales présentes à Cureghem, en plus des possibilités d'emplois qu'elles offrent, présentent également certains avantages. D'une part, ces nombreux commerces, pratiquant des prix abordables, constituent un des supports du travail de subsistance réalisé par les classes populaires (Rosa Bonheur, 2019) et, d'autre part, ceux-ci s'adaptent également aux besoins culturels spécifiques des différentes communautés qui fréquentent le quartier. Cependant, cette structure commerciale est parfois également déconsidérée, y compris par les habitants auxquels elle bénéficie.

a. Economiser, bricoler, récupérer : un travail de subsistance

Tout d'abord, selon certaines personnes, le quartier offrirait beaucoup de facilités en termes de commerces de proximité. L'abondance d'épiceries, de snacks et de night shops permet notamment de trouver des commerces ou des snacks ouverts à n'importe quelle heure.

> *« Et moi je trouve tout facile pour les courses, pour trouver un sandwich à minuit (rire) Donc je trouve ça va, je dis ... aller … […] Des fois, tu pars tard, du coup t'as rien pour manger, après tu veux un truc pour manger et tout. Mon mari : "va chercher un sandwich et un pita". Aller hop, c'est parti et 5 min. Oui donc ça va bien quoi. » (H3.6, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Si parmi les personnes interrogées, beaucoup privilégient donc les commerces à proximité de leur domicile (supermarchés, épiceries, bouchers, etc.), certaines expliquent aussi avoir des stratégies d'achat de manière à réduire leurs dépenses. Elles se rendent donc parfois dans des commerces plus éloignés pour acheter des produits à des prix plus abordables, ce qui requiert un travail régulier de comparaison des prix et de la qualité des produits. Elles restent également à l'affût de promotions ponctuelles, partagent ces informations entre elles et s'échangent les « bonnes adresses » où il est possible de trouver des produits à des prix réduits ou éventuellement certains produits spécifiques (par exemple des produits italiens) et de qualité[12].

> *« Et alors je lui ai dit "achète moi ça" parce que elle, où ce qu'elle va, c'est vrai qu'elle est tendre la viande. Où ce qu'ils sont les magasins hein. […] J'ai même l'adresse. Elle m'a même donné l'adresse et tout. » (H7.12, usagère du quartier, retraitée d'origine italienne)*

> *« L'autre fois, j'ai acheté des cornichons, j'étais là, c'était deux euros, […] j'ai été bête, je le prends, ça fait rien. J'arrive chez Aldi, c'est des petites, 80 cents. Mais là c'était deux euros. Et ben, maintenant je vais chez Aldi. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Une des personnes rencontrées, une immigrante italienne aujourd'hui à la retraite, explique notamment avoir hérité cette attitude économe du fait de son parcours migratoire. Elle mentionne avoir vécu des périodes difficiles, notamment lors de son arrivée en Belgique, ce qui l'a poussée à trouver différents moyens de réduire ses dépenses au maximum.

A cet égard, le marché des Abattoirs, abordé plus en détail dans la partie suivante, constitue une opportunité majeure. En effet, qu'elles habitent dans le quartier ou en dehors de celui-ci, la plupart des personnes rencontrées viennent faire leurs courses au marché des Abattoirs durant les jours d'ouverture de celui-ci. Toutes ne fréquentent cependant pas le marché des Abattoirs. Certaines ne s'y rendent qu'occasionnellement et lui préfèrent d'autres marchés proches, tels que celui de la place de la Duchesse ou celui de la gare du Midi, comme c'est le cas de certaines personnes habitant à Forest. Certaines personnes d'autres groupes expliquent également se rendre parfois au marché matinal[13] pour profiter de certaines

[12] Certaines mentionnent également par exemple fréquenter les commerces de la rue Wayez pour chercher des produits en particulier (produits italiens, poisson, etc.).
[13] Le principal marché de vente en gros situé en Région bruxelloise.

promotions et du grand choix de produits ou pour réaliser des achats en plus grande quantité. Ce dernier aurait également beaucoup de succès et proposerait également des articles de brocante.

> *« Moi par exemple, j'y allais une fois par semaine. J'allais tous les samedis. Et j'en connais plein qui allaient tous les samedis. Après y a pas que ce marché-là, y en a encore beaucoup sur Molenbeek. Y en a un qui est juste ici [place de la Duchesse], le mardi. […] Celui-là de comte de Flandre, de Molenbeek, place communale, c'est le jeudi. Mais celui de la place de la Duchesse, qui est juste ici à côté, donc tu passes le canal, tu montes la rue, y a une place, c'est la Duchesse, c'est le mardi. Et là aussi ça apporte beaucoup de monde. Mais ça c'est un marché qui est plus ... C'est marché fruits et légumes etc. et aussi un peu brocante comme ça, style vêtements, ils vendent des T-Shirts, ... » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)*

Ces comportements d'achat viennent en outre s'insérer dans un ensemble de pratiques, souvent à charge des femmes, visant à réduire les dépenses du ménage tout en assurant la bonne tenue de celui-ci. Outre le fait de rechercher des produits abordables, une des personnes interrogées raconte par exemple avoir pendant longtemps cousu elle-même les vêtements de ses enfants de manière à réaliser des économies.

> *« Et moi j'étais débrouillarde, je brochais, je brodais, je tricotais, je faisais des pantalons, je faisais des gilets, ... […] parce qu'avant un pantalon ça coûtait 1500 francs et moi avec 100-150 euros [francs] j'achetais des caissons à vendre, à la gare du midi, des marchands de tissus pour faire des pantalons. C'est moi je me lève à 5h et 2h je le faisais, à 7h tout le monde je le faisais lever pour aller à l'école et je travaillais toute la journée. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

D'autres expliquent également parfois récupérer des meubles abandonnés en rue ou chez des connaissances pour les remettre à neuf. Ainsi, elles obtiennent parfois des meubles de bonne facture gratuitement mais au prix d'un travail de rénovation. Ces personnes reprochent par ailleurs aux générations actuelles d'avoir perdu ces connaissances et d'adopter des comportements dépensiers.

Ces différentes pratiques viennent de plus s'ajouter aux autres tâches de gestion du ménage. En effet, certaines personnes expliquent que le fait de « rester à la maison » est aussi une forme de travail. Les tâches ménagères, les courses et la garde des enfants occupent leur journée et représenteraient une charge de travail très élevée. L'une mentionne par exemple réaliser certaines tâches ménagères durant la nuit, après avoir couché les enfants.

> *« Moi j'ai beaucoup de choses à faire à la maison. C'est pas télé, c'est pas vrai télé. Moi j'ai plein de petits [enfants], beaucoup de choses à faire. » (H3.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)*

> *« Moi des fois je vais, […] je fais les courses […]. Quand je rentre à la maison, je prépare une première chose à manger, pour moi et les filles, je range, je reste un peu avec mes filles, puis préparer les filles pour les faire dormir, puis je commence la nuit. Comme ça le matin, […] quand je me lève, je trouve la maison propre. » (H3.5, usagère du quartier, d'origine marocaine)*

Dès lors, pour celles disposant d'un emploi salarié, combiner ces deux charges de travail devient cependant impossible. Si certaines délèguent parfois certaines tâches à leur conjoint, par exemple de s'occuper des courses, d'autres ne font pas confiance à leur mari pour les mener à bien.

> *« Moi je fais tout moi : boucheries, poissonniers. Donc chez moi je peux pas demander à mon mari, moi. Si je lui demande à lui, il doit acheter un kilo de bananes, ils va acheter 2 kg (rires). […] A part des fois c'est pour acheter le pain. Juste le pain. Des fois je rentre avec les filles quand je reviens de l'école, elles commencent à bouger et tout "Maman je veux du chocolat, je veux ça et ça" alors que j'aime pas. » (H3.5, usagère du quartier, d'origine marocaine)*

Pour beaucoup des personnes interrogées, la structure commerciale du quartier constitue donc une ressource économique, donnant lieu à une série de pratiques d'achats impliquant une fréquentation régulière des espaces du quartier et faisant partie intégrante de l'accomplissement d'une forme de travail de subsistance.

On observe cependant que, dans le cas de personnes plus âgées ou disposant d'une situation plus stable, la réalisation de ce travail perd de sa nécessité. En effet, certains retraités expliquent par exemple que, n'ayant plus d'enfants ou de petits-enfants à leur charge, elles disposent d'une plus grande liberté dans la gestion de leur temps qu'elles peuvent utiliser pour faire des achats de loisir, rencontrer des amis ou de la famille, etc. Par ailleurs, il faut aussi remarquer que dans le cas de certaines personnes âgées, leurs déplacements sont parfois contraints par leur difficulté à se mouvoir ou leurs soucis de santé. De plus, dans le cas de personnes isolées, celles-ci n'ont pas toujours besoin de faire beaucoup de courses dans le quartier. Une des personnes interrogées, vivant seule, explique ainsi ne pas sortir souvent de chez elle, excepté pour se rendre occasionnellement dans un café à proximité. Enfin, beaucoup des retraités rencontrés fréquentent une asbl tous les midis de la semaine pour bénéficier d'un repas à un prix abordable et n'ont donc pas toujours besoin de cuisiner.

b. Des commerces répondant à des besoins culturels

Par ailleurs, la structure commerciale du quartier répond également aux besoins culturels des populations issues de l'immigration, nombreuses dans le quartier, qui recherchent parfois certains produits spécifiques qu'elles ne peuvent pas trouver n'importe où. En effet, le quartier comporte une diversité de commerces ethniques (marocains, libanais, africains, polonais, etc.) (voir photo 10) qui répondent aux besoins de leur propres communautés mais aussi des autres (asiatiques, arméniens, etc.) qui ne disposent pas de leurs propres surfaces commerciales. L'une explique notamment que, habitant à Ixelles, elle ne trouve pas les commerces qui lui conviennent et doit venir ici ou à Laeken pour faire ses courses.

> *« Y a aussi quand même assez bien de [grandes surfaces]. C'est vrai. C'est vraiment intéressant pour tout le monde. Y a un Lidl … parce qu'avant c'était [Renault] qui était là. […] Les boucheries, le boucher, le boulanger. Ca ça m'intéresse vraiment parce que par là où je suis moi [Ixelles], là-bas y a rien sur place hein. Ici je viens parfois prendre un truc ici , je vais aller jusque Laeken pour aller faire mes courses. Parce que tout près de chez moi, tout près bah ... bois de La Cambre, y a rien. […] Moins des slaves aussi (rire) . Là-bas y a moins des choses comme ça … des restaurants arabes. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)*

> *« Actually within the neighborhood really we have African shops down this road. » (H6.7, travailleur dans un garage du quartier, d'origine nigériane)*

Photo 10 : commerces et snacks libanais ou marocains chaussée de Mons

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

De plus, cette offre se serait développée et aurait gagné récemment en importance à Cureghem, notamment à proximité du site des Abattoirs (voir photo 11). Certains racontent qu'ils peuvent à présent trouver à Cureghem des magasins ou des produits qu'auparavant ils ne trouvaient qu'à Schaerbeek ou dans le quartier Matongé.

> *« Avant j'allais rue du Brabant. Rue Wayez, il y a ... je dirais, y a les grands ... Aswak Souss [un magasin d'alimentation et de produits de consommation courante qui se trouve près des abattoirs mais aussi rue Wayez et rue de Brabant], on y va plus à Schaerbeek parce qu'avant c'était d'office Schaerbeek, rue du Brabant. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)*

« La rue Ropsy Chaudron aussi. Pour les africains avant, on allait tous à la porte de Namur et maintenant y a tout hein, à la rue Ropsy Chaudron. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise)

Photo 11 : commerces de produits exotiques et boucheries halal rue Rospy Chaudron

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Bien que, comme le font remarquer certaines personnes, cette offre n'a cependant rien de spécifique à Cureghem, la proximité au marché des Abattoirs demeure un avantage pour celles résidant dans le quartier, celles n'y habitant pas ne disposant pas d'un marché de cette ampleur dans leurs quartiers respectifs.

« Moi non, [je ne viens] jamais. Seulement bien faire les courses et pour bien les cours et puis c'est tout. Il y a rien. Bah sauf l'abattoir ici, qu'est-ce qu'on va faire ? Y a le marché mais c'est le week-end. » (H4.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)

« A5.1 : H5.8 toi qui a déménagé vers Schaerbeek, tu crois que tu vas revenir. [rires] Pas seulement pour les cours mais faire tes achats etc.
- H5.8 : Ah oui venir ici à l'abattoir ? Oui mais maintenant quand je quitte ici [après les cours], par ici, dans les magasins ici j'achète. Quand je vais à l'école. Pour venir au marché, j'ai pas revenu, mais je pense un jour je vais revenir [au marché], je pense.
- A5.1 : Qu'est-ce […]que tu trouvais à Clemenceau, au marché des Abattoirs que tu retrouves pas à Schaerbeek."
- H5.6 : "En fait Schaerbeek, y a plein de magasins marocains, y a presque tout [rire].

Et à part ça tu fais le reste au marché.[rires].
- H5.8 : "Mais c'est vrai ici y a beaucoup de choses mais à côté de chez moi ... Par exemple, pas seulement les trucs de l'abattoir hein, y a beaucoup de choses qui devrait [y avoir] près de chez moi parce que par exemple la boulangerie […] là où j'habite maintenant, il faut que je prends un tram et un arrêt pour avoir une boulangerie. […] Comme j'ai l'habitude d'acheter le pain qui est chaud ... […] Donc je vais pas l'acheter dans les magasins [supermarchés]. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise, H5.6, ancienne habitante du quartier, et H5.8, habitante, d'origine marocaine)

Enfin, l'offre commerciale du quartier contribue également fortement au marquage culturel de l'espace de celui-ci et s'adapte en fonction des différentes communautés présentes dans le quartier. Dès lors, on observe par exemple le développement de l'offre commerciale dirigée vers les communautés syrienne et roumaine, arrivées plus récemment dans le quartier. Cette appropriation successive des espaces commerciaux du quartier en fonction des différents mouvements migratoires peut cependant aussi générer certaines tensions entre différentes générations de migrants. Par exemple, certaines personnes issues des premières vagues d'immigration, reprochent ainsi aux personnes des autres communautés de s'approprier certains types de commerces.

c. Une activité commerciale déconsidérée

Malgré des avantages qu'elle procure, cette structure commerciale bon marché ou ciblant une clientèle d'origine immigrée n'est cependant pas toujours perçue positivement, que ce soit par les personnes d'origine belge ou étrangère.

En effet, du point de vue des retraités Belges et de certains des grossistes en viande, la fermeture de nombreuses entreprises et magasins ainsi que les évolutions de la structure commerciale en faveur de commerces ethniques ou plus bas de gamme sont souvent évoquées pour illustrer le déclin du quartier. Les quartiers du Triangle, qui accueillaient auparavant des ateliers de confection, sont notamment mentionnés à plusieurs reprises pour décrire cette évolution.

« Tout ce qui est commercial ici, c'est africain, marocain, enfin maghrébin, ... Des Belges qui tiennent un commerce, ça n'existe plus. Faut oublier hein. Dans toutes les grandes artères, comme tu verrais la rue Marie-Christine à Laeken, qui est l'artère principale, c'est la même chose. Ici c'est la rue Wayez, tous les magasins sont à remettre. Premièrement, ils ont construit le Westland Shopping, tous les beaux magasins sont partis là-bas. Y a plus rien maintenant rue Wayez. » (H7.7, habitant du quartier, retraité belge)

> *« Et bien la vie dans le quartier était tout autre et il n'y avait pas autant de mouvements ou d'habitants d'autres pays. Il y avait encore des commerces juifs, ici dans le quartier. C'est l'époque du début de la fin du Triangle. […] C'était le quartier commerçant juif, des artisans surtout, des artisans dans le cuir et le vêtement. […] Mais maintenant ce sont plutôt des ... justement comme il y avait ce quartier commerçant, il y a des importateurs qui s'est installé. Et les importateurs, où ils sont restés ? Où ils se sont développés. Mais, y en a très peu qui sont encore là. Maintenant c'est surtout du commerce chinois et pakistanais. » (H7.8, habitant du quartier, retraité belge)*

Cette attitude vis-à-vis de l'offre commerciale du quartier et de ses alentours se marque cependant aussi parmi les personnes rencontrées d'origine étrangère. En effet, une des plus anciennes estime que la situation se serait dégradée dans le quartier. En prenant l'exemple des boucheries « belges », elle associe notamment ce processus de dégradation à la disparition de nombreux commerces qui étaient encore présents à l'époque où le quartier était « calme ».

Certaines constatent aussi la même évolution dans le quartier de la rue Wayez où, paradoxalement, le remplacement des enseignes et magasins belges par des magasins marocains ou tenus par des personnes d'origine étrangère est perçu comme une forme de dégradation, même de la part de ces personnes elles-mêmes d'origine immigrée.

> *« Oui la rue Wayez ça a changé. C'est fini les magasins, il y a plus des magasins comme avant. […] Maintenant il y quelques [magasins] marocains. Maintenant il y a pas des magasins comme avant. C'était comme en ville. » (H4.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)*

> *« - H7.2 : Ben j'ai vu que la rue Wayez par exemple avant j'allais plus souvent et maintenant je vis un peu loin mais y a eu beaucoup de changement aussi hein.*
> *- H7.3 : "Oh oui, y a beaucoup de "tout à 1,50€ »*
> *- H7.1 : C'est tous des Turcs et des Marocains. » (H7.1, ancienne habitante du quartier, H7.3, usagère du quartier, retraitée italienne, et H7.2, habitante, retraitée d'origine française)*

Malgré l'image positive que renvoyaient ces enseignes, certaines personnes reconnaissent également qu'ils ne pouvaient cependant pas se permettre de fréquenter ces magasins, beaucoup trop cher pour eux.

> *« - A5.1 : Mais moi je dis que les grands magasins ont abandonné Cureghem. Et Damar, dans le temps y avait Damar, … […] Et la rue Wayez avec tous ses magasins. […] Maintenant oui, y a les magasins mais pas les grands magasins [de plus haut standing ou les enseignes]. […]*
> *- H5.3 : [Aujourd'hui] c'est alimentation quoi.*

- H5.6 : Ou esthétique et la beauté. […]
- H5.3 : Dans le temps la rue Wayez , elle était bien, mais ...
- A5.2 : ... évidemment, c'est pas cadeau, y a le prix.
- H5.3 : " ... moi je sais pas aller là. » (A5.1 et A5.2, animatrices à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise et belge, H5.3, usager du quartier, et H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)

3.1.7. Un sentiment de relégation

En dépit des aspects positifs que comporte le fait de vivre à Cureghem, il n'en demeure pas moins que ce quartier est parfois considéré également comme un lieu de relégation, un quartier laissé à l'abandon. Le quartier traîne en effet derrière lui une image de pauvreté fortement implantée dans l'imaginaire collectif.

« C'est le plus mauvais quartier de Belgique. Vous avez trois mauvais quartiers l'un près de l'autre. Vous avez Anneessens, la place du jeu de Balle, donc rue aux laines, et vous avez Cureghem. Cureghem est toujours le premier (le pire). » (H7.8, habitant du quartier, retraité belge)

« C'est un drôle de quartier, pourri. » (H2.4, habitante du quartier, d'origine marocaine)

En outre, les problèmes en matière de propreté ou de sécurité au sein des espaces publics, d'une part, et la question de l'offre en transport publics, d'autre part, sont également vécus par certaines personnes comme autant de stigmates de la discrimination que connaîtrait le quartier.

Tout d'abord, souvent perçus de manière assez négative, les espaces publics du quartier sont généralement décrits comme étant particulièrement sales[14], bruyants, ou insécurisants. Ce ressenti contribue dès lors, aux côtés des mauvaises conditions de logement, de l'offre commerciale bon marché ou encore de l'accaparation de l'espace par l'activité économique, à la production d'une image de dégradation qui renforce ce sentiment de relégation.

« Si tu [vas à] La Cambre et tu vois comme c'est propre là-bas. Parce que les gens, tu sais bien comment ... c'est qui qui habite là. […] On dirait que ce quartier [Cureghem], c'est oublié parce qu'il y a des immigrés du quartier. Je sais pas moi. […] En général, si tu vas dans les quartiers chics, ou si tu vois les rues comment elles sont là-bas, tu trouves pas ça ici. […] Surtout, parce que là-bas y a pas beaucoup des immigrés. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)

[14] Une des personnes interrogées, salarié de Bruxelles-Propreté et travaillant dans le quartier tous les deux mois, explique même que les travailleurs essayent de ne pas être affecter à ce quartier en raison de cette réputation. Il y aurait beaucoup plus d'ordure ici que dans d'autres quartiers.

> *« C'est toujours sale. Chaque jour il y a des gens qui balaient, même si ils balaient le matin, y a le soir aussi [de la saleté]. Il fait ça chaque jour. Bon y a des endroits, les gens ils sont mal organisés quoi. Si il balayaient tous les soirs ... Dans les faits c'est encore plus sale » (H6.6, travailleur dans un garage du quartier, d'origine africaine)*

Certaines personnes estiment en outre que la présence de dépôts sauvages observés dans le quartier serait le fait de personnes extérieures à celui-ci. Ces habitants expliquent donc exercer parfois une forme de surveillance pour éviter que cela ne se produise.

> *« On crée des problèmes. C'est les gens d'ailleurs [d'un autre quartier], il prend avec des camionnettes la nuit, ils jettent. C'est ça le problème. […] Comme on a encore démarré la dispute hier avec les camionnettes en face de chez moi. En face de chez moi c'est vide. Ils déposent là la nuit. » (H3.11, habitante du quartier, d'origine pakistanaise)*

> *« Tout ça [c'est] pas bien. C'est pour ça, agir pour nous (?) c'est imposer la loi. Moi et mes voisins on va aller surveiller ça". » (H3.8, usagère du quartier, d'origine marocaine)*

> *« [Il faut] surveiller le coin du quartier. Monter la surveillance. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)*

> *« Chez moi c'est tout propre, où j'habite moi. Parce que quand je vois des choses sales je le laisse pas faire. Devant ma porte tu vas rien mettre. Parce qu'il y avait venu des Roumains, et moi je l'ai vu déjà mettre trois […] Je lui ai dis "tu dois pas mettre tes sacs chez moi et pas des motos qui coulent hein." » (H7.1, ancienne habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Différentes personnes reprochent également au quartier de disposer de trop peu d'espaces verts et d'espaces de jeux pour les enfants, les espaces publics du quartier déjà existants étant en outre également perçus comme peu spacieux, peu agréables et anxiogènes.

> *« Y a aussi, je crois qu'il manque un peu de plaines de jeu pour les enfants. Le quartier y a pas de plaines de jeux. Il faut les créer. Plus rien va. […] Ce que je vous dirais c'est que, par exemple, Ixelles, dans les quartiers comme ça on peut avoir des parcs … C'est vrai que c'est un peut-être un peu serré (ici) parce que c'est vrai que ... Parce qu'il y a pas beaucoup de plaines de jeux pour les enfants. Tu vois ? SI on a un petit parc où on peut aller puis on se promener. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)*

> *« C'est le bas quand je viens de chez moi, de là [vers la rue Wayez], tu descends, j'ai l'impression de m'étouffer quoi. […] On est toujours vers l'altitude vers le haut, vous voyez. Pour moi donc c'est de (descendre). […] C'est plus spacieux [dans le haut d'Anderlecht], c'est plus d'espace, c'est plus de tout. Chez moi j'ai une rue comme ça,*

j'ai de la place pour une terrasse, quand vous êtes dans une terrasse hein. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)

« Puis c'est un peu vieux. C'est un petit peu, y a des coins qui sont un peu sale. Comme la place Lemmens ... hein tu vois. Donc ça serait bien de donner un petit peu ... de ravaler un petit peu les façades, de rafraichir un petit peu, pour que ce soit un petit peu plus vivant quoi, plus attrayant, plus fleuri, plus ... je sais pas moi. […] Oui un peu plus d'éclairage aussi parce que quand tu viens la nuit de ce côté-là, un moment tu as peur hein. […] Y a peut-être besoin aussi de quelques terrains de jeux pour les enfants. Un peu plus, parce que c'est vraiment ... y a pas assez dans les anciennes constructions, c'est des vieilles rues toutes tristes. comme ça et tout. C'est pas suffisamment aéré. Et peut-être qu'il y a des endroit où les enfants ... pour jouer donc hein. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)

Ensuite, beaucoup reprochent aux espaces du quartier de ne pas être « calmes », ce terme semblant faire référence autant à une certaine intranquillité liés aux usages du quartier qu'à un sentiment d'insécurité plus général. Ces personnes considèrent souvent Cureghem comme un quartier bruyant, agité, voire dangereux. D'une part, la circulation importante qui traverse le quartier est responsable de certaines nuisances sonores et contribue également à un sentiment d'insécurité dans les espaces publics, en particulier pour les personnes âgées ou les familles avec enfants.

« Qu'est-ce que tu fais ici ? Le tram, le bus, la pollution … […] Trop de silence ça m'embête et trop de bruit aussi. » […] (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

« C'est tellement ... Moi, j'habitais vers chaussée de Mons, dans le quartier, et quand le bus De Lijn il passe, il [fait] bouger la maison. Je suis hors chaussée de Mons mais quand il passe, il bouge la maison. Les maisons elles sont abimées un peu, ça fait longtemps, donc ... » (H3.6, habitante du quartier, d'origine marocaine)

« Une chose ... le monde, y a beaucoup de camions, de voitures, d'autobus ... Il faut vraiment se surveiller. Parce qu'un accident ça peut être vite arrivé. » (H7.9, usagère du quartier, retraitée d'origine espagnole)

D'autre part, certaines personnes font également part d'un sentiment d'insécurité lié plutôt à la criminalité dans le quartier. Les actes de grand banditisme et les trafics de drogue qu'a connu le quartier par le passé, ont en effet fortement marqué l'imaginaire collectif et, même si la situation se serait améliorée aujourd'hui, ce sentiment d'insécurité reste encore bien présent chez certaines personnes.

« Il faut pas venir par ici après 8h du soir. On tire à la Kalachnikov, on met le feu aux maisons. » (H7.8, habitant du quartier, retraité belge)

« - H7.7 : Je me souviens, place Alphonse Lemmens, faut parler de ça aussi hein. La place Lemmens là.
- H7.8 : No comment. C'est le quartier de la drogue. » (H7.7 et H7.8, habitants du quartier, retraités belges)

De plus, les actes de petite délinquance (agressions, vols à la tire) seraient pour leur part encore fréquents dans le quartier, différentes personnes interrogées en ayant elles-mêmes été témoins, voire victimes. Certains endroits en particulier devraient donc être évités à certaines heures et beaucoup estiment que la surveillance devrait y être augmentée.

« Oui et puis le soir, parfois ici le soir c'est parfois tout pas toujours très bien fréquenté. Après 20h, moi je reste jusqu'à 20h ici et à 20h parfois y a des gens un peu bizarres, en tout cas sur la place ici. » (A4.1, animateur à l'asbl Les Amis de l'Etincelle, d'origine belge)

« Même pendant la journée, moi aussi j'ai peur. Parce que ici il y a beaucoup les gens qui sort, qui ... Une fois j'ai sorti de l'école, j'ai vu une bagarre, tous les hommes et les femmes qui (se) bagarrent (rire). J'aime pas ce quartier. Ici et là, plus ou moins ça va, mais ici j'aime pas. » (H6.1, usagère du quartier, originaire des pays d'Europe de l'Est)

En outre, certaines expliquent également ne pas se sentir en sécurité dans les espaces publics du quartier en tant que femmes.

« En fait, je suis pas du quartier, je suis loin d'ici, je suis de Berchem et Anderlecht c'est un quartier qui me fait peur. On va dire quand je sors, enfin quand je viens ici pour avoir un stage ou pour aller chez une copine, c'est un quartier qui me fait peur. En fait, y a quoi, y a que des garçons où tu passes on dirait t'es un objet, ou tu t'assois sur un banc, on vient, on te prends la place et tout. » (H4.9, usagère du quartier, marocaine de 2ème génération)

« Oui mais tu es un homme [s'adressant à l'animateur], gamin, c'est pas la même chose que d'être que les femmes. » (H4.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)

Enfin, selon différentes personnes, les déficiences de l'offre en transport publics constitueraient un marqueur supplémentaire de la relégation du quartier. En effet, au vu de l'utilisation massive des lignes de bus traversant ces quartiers populaires très denses, certaines lignes seraient aujourd'hui saturées.

« Comment on peut expliquer que ici, il n'y a personne qui a une voiture, ils ont besoin de ce bus, c'est le matin et ils accompagnent les enfants à l'école, ils ont des poussettes tout ça ... Alors là le petit bus ! Aujourd'hui on a changé le système. Il faut

rentrer par devant et sortir par derrière (dans les bus) . C'est impossible ! (rires) Tu ne peux pas ! Parce que même on sort, avant on sort derrière tout ça, on entre partout. Tu ne sais pas ... on te dis "il faut pointer chaque fois que tu rentres, tu vas pointer donc on a mis seulement devant." Et comment ceux qui sont entrés par derrière vont pointer quand ils rentrent ? Les suivants commencent à râler tout ça. » (H5.9, habitant du quartier, d'origine marocaine)

Certaines personnes estiment donc que les quartiers populaires seraient volontairement moins bien desservis, comparativement aux quartiers plus aisés, ce qui révèlerait une forme de discrimination vis-à-vis des premiers.

« En fait je pense c'est pas seulement dans le quartier ici. C'est un peu dans les quartiers pauvres comme tu avais dis tantôt là, au niveau des transports, c'est pas bon. Parce que dans les jours ouvrables, le tram 81, parce que c'est celui-là qui passe, il n'y a pas d'accès de poussettes et tous ils poussent. » (H5.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)

« - A5.1 : En semaine il y a les enfants qui vont à l'école et tout ça et tout ça dans les petits bus.
- H5.3 : Parce qu'ils ont besoin [des bons bus] ailleurs alors ils mettent les déchets ici."
- A5.1 : "Mais pendant les vacances ou bien les jours fériés, ils mettent le bus, le double. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise, et H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)

« Il faut pas mettre la pression aux gens, il faut mettre la pression à la STIB qu'il doit agrandir le bus pour tout le monde. » (H5.6, usagère du quartier, d'origine marocaine)

« - H5.6 : Par exemple, tu passes à l'avenue Louise ... Y a toujours le grand [tram/bus].
- H5.3 : Vous dites Louise, Louise veut dire plus de pognon. C'est des gens ... donc ils ont des voitures.
- H5.8 : Ils n'ont pas besoin d'un bus ! » (H5.3 et H5.6, usagers du quartier, H5.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)

Enfin, ce sentiment de dégradation peut en outre aboutir à une forme de désaffiliation vis-à-vis du quartier. C'est le cas, en particulier, de certaines personnes âgées d'origine belge et parfois migrants de première génération. En effet, si certains habitent encore dans le quartier, ils ne le fréquentent plus que de manière très limitée. Une des personnes explique ainsi s'en tenir à une routine journalière et ne jamais s'écarter de son itinéraire.

« Mais je me méfie, je choisis mes chemins en fonction de l'heure. Mais y a beaucoup de gens qui me connaissent et qui m'accompagnent. Vers 19h-20h, ils me demandent où je vais et si [je veux] qu'eux ils m'accompagnent. […] Je vais de la rue Van Lint, je passe place du Conseil, je vais juste au coin de la rue de Fienne, boire mon thé le

matin et faire ma permanence sociale et alors, à 11h15 - 11h30, je viens par ici, par Clemenceau, donc le chemin le plus court, je prends le bus, je descend, un arrêt, pour venir manger puis je reprends le bus pour aller square Albert Ier près de chez moi. » (H7.8, habitant du quartier, retraité belge)

« Avant j'avais beaucoup de camarades ici et je suis venu mais maintenant plus. Je connais pas [plus] personne. Je viens ici [pour manger] et basta. » (H7.3, usagère du quartier, retraitée d'origine italienne)

A l'inverse, cela n'empêche pas pour autant les personnes qui y ont résidé de développer parfois un certain attachement à ce quartier. Cureghem apparaît donc comme un quartier où on arrive, que l'on quitte mais également où on revient, que ce soit en tant qu'usager ou en tant que résident, assurant ainsi la continuité de cette occupation populaire de l'espace du quartier. C'est le cas notamment d'une des personnes interrogées qui, après avoir quitté le quartier pendant plusieurs années, a décidé d'y revenir. En effet, bien qu'étant propriétaire d'une maison en périphérie bruxelloise dans un cadre décrit pourtant comme plus agréable, elle s'y sentait beaucoup plus isolée qu'à Cureghem, ce qui l'a incité à revenir vivre dans le quartier.

« Je suis partie d'ici, je suis de nouveau chez moi. […] J'ai une villa avec un jardin là-bas. Une ferme hein. Et je suis chez moi [ici à Cureghem], je suis revenue parce que la solitude elle est ... Et je savais pas. Là les gens ils sont comme ça [fermés]. Oui chacun c'est pour soi. Et si tu veux je suis pas loin de la ville là. […] Moi je dirais que Anderlecht, les gens ils sont plus convivials, même quand tu parles dans la rue tout ça. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

Par ailleurs, si pour certains la situation au sein du quartier serait donc peu enviable, celui-ci n'est pas pour autant isolé du reste de Bruxelles. En effet, étant situé à proximité du centre-ville et desservi par plusieurs lignes de bus, de tram et de métro, sortir du quartier est chose facile. L'accessibilité du quartier est donc souvent mentionnée comme un avantage et certaines personnes, expliquent bénéficier de la bonne accessibilité du quartier en transport en commun, que ce soit depuis le centre où vers le reste de la commune d'Anderlecht.

« On peut aller avec le bus jusqu'à la place de la Vaillance, jusqu'au métro. Y a le 46 qui passe jusque à la Gare du Midi […] Qu'est-ce qu'on veut de plus ? Pour les gens qui habitent tous cette contrée, c'est tout près hein. » (H7.9, usagère du quartier, retraitée d'origine espagnole)

Tel que constaté dans les entretiens, les personnes résidant à Cureghem sont donc loin d'y être enfermées et peuvent très facilement se rendre dans d'autres quartiers bruxellois.

3.1.8. Les divisions au sein des espaces populaires

Les discours abordés au point précédent, qui présentent une image de dégradation et de relégation du quartier, sont également révélateurs des multiples divisions en termes de revenus, de groupe culturel ou religieux, de genre, de situation professionnelle et résidentielle ou encore de parcours migratoire, qui traversent les classes populaires. Les questions de la propreté ou de l'insécurité font notamment ressortir ces distinctions établies entre différentes catégories de populations par les habitants et les usagers du quartier.

En effet, les catégories d'habitants les plus défavorisées, qu'elles soient belges ou d'origines immigrées, sont souvent tenues pour responsables des actes de criminalité ou encore de la saleté du quartier. Elles sont par exemple accusées de ne pas respecter les consignes en termes de propreté, sortant notamment leurs poubelles sans tenir compte des jours de collecte.

> *« Non c'est pas ça. Vers chez nous déjà, ils sortent les poubelles alors que c'est pas le moment de les sortir. […] Ils laissent les poubelles sur le truc alors que c'est pas le moment et du coup le plastique ça se déchire et y a du plastique dans la rue. » (H5.1, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

> *« Ca c'est, à mon avis, ça c'est le ... ils doivent avoir un problème allez, ouais c'est ça, c'est des champions du monde. Y a des Belges un peu genre ... heu trucs, un peu ... mais je veux dire des étrangers mais aussi des Belges parce que souvent ... mais je veux dire c'est pas des Belges de ... Vous avez des catégories dans certaines personnes. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)*

Ensuite, les personnes habitant dans les communes voisines ou dans le reste de la commune d'Anderlecht, cherchent souvent à faire la distinction entre Cureghem et leur quartier de résidence. Ces derniers sont en effet présentés comme beaucoup plus propres et surtout plus « calmes ». Dans plusieurs des entretiens réalisés, on observe ainsi certaines tensions entre les habitants du haut et du bas d'Anderlecht. En effet, le haut de la commune est souvent présentée comme étant une zone beaucoup plus agréable, comparable à certaines parties des communes de Forest (en particulier le haut de Forest) et de Molenbeek. Certaines personnes évoquent également les quartiers de l'est de Bruxelles (à Ixelles ou Boitsfort par exemple) qui servent de référence et représentent une forme d'idéal à atteindre. Celles-ci présentent donc une image assez négative de Cureghem qui est plutôt comparé au quartier de la place Anneessens, à celui de la Bourse ou à certaines parties de Molenbeek qui pâtissent de la même réputation.

> *« - H4.2 : Oui là-bas c'est propre. Comme Anderlecht y a des côtés bien, y a des côtés [moins biens]".*
> *- H4.4 : Seulement chez moi, Anderlecht le haut, c'est très très bien. » (H4.2 et H4.4, usagères du quartier, d'origine marocaine)*

« - H7.5 : Et bien moi j'habite la commune parce que je suis bien dans cette commune et puis c'est une commune très verte. C'est une commune avec encore des parcs. Y a des parcs ouverts et c'est relativement ...
- H7.1 : Du bon côté.
- H7.5 : Vous vous dites bon côté, moi je dis pas ni mauvais ni bon, c'est différent. » (H7.5, usagère du quartier, retraitée belge, et H7.1, ancienne habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

Certaines personnes craignent même que ces problèmes, qui seraient pour le moment localisés à Cureghem, ne s'étendent petit à petit au reste de la commune.

« Et ça [la saleté dans les espaces publics] aussi, ça commence à venir chez nous aussi [près de la rue Wayez], malheureusement. Tous les matins, vous vous levez, y a des saletés. Pourquoi ? Parce qu'il y a des gens qu'ils arrivent de chez eux, ils savent pas qu'il faut pas mettre les poubelles devant les autres. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)

Cependant, parmi les personnes vivant à Cureghem, certaines essayent aussi de défendre la réputation de leur quartier. Celles-ci estiment en effet que la mauvaise réputation du quartier ne serait pas justifiée et ne partagent pas l'ensemble de ces constats négatifs, notamment en matière de d'insécurité. L'animatrice d'un des groupes des paroles fait d'ailleurs remarquer que la situation se serait également améliorée à ce sujet.

« Tout bien calme, quartier calme, confiance. Mais il y a un café, un petit café mais tout calme. Personne touche à quelque chose, personne ... Tout calme, tout bien. » (H3.6, habitante du quartier, d'origine marocaine)

« Avant j'ai habité là-bas, à la place Anneessens. Mais maintenant j'habite ici à Anderlecht. Presque à la commune. Parce que peut-être, quand j'y pense, parce que j'entend, moi jamais je vois quelque chose de mal ici. C'est un quartier … pour moi il y a rien [de mal]. » (H4.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)

« - A5.1 : Moi je voulais dire que dans le temps, il y avait de l'insécurité ici. Vraiment, des jeunes ici. On venait, on cassait les vitres et puis dès qu'est passé un piéton, on casse la vitre de ta voiture, on vole des sacs et ça n'arrêtait pas. Et nous aussi on était parfois agressé, donc on ne pouvait pas rester ici toutes seules. Avant on travaillait le soir. […]
- H5.3 : C'est vrai qu'il y a 5-6 ans, y avait un peu plus ...
- A5.1 : Oui, y a eu même, j'ai vu que vraiment ils ont mis des choses en place. Il y avait des gardiens de la paix qui circulaient ici. Y avait même les policiers avec leurs chiens qui venaient. Y avait les vendeurs de drogue ici derrière, tout ça. Y avait même un camion qui était là, tu voyais ils se passaient des petits sachets là et tout ça. Ca n'arrêtait pas. Et on regardait ça à travers les vitres là de la cuisine. A travers la

fenêtre. Alors que là, je dirais aujourd'hui tu vois plus ça. C'est calme. On ne casse plus les voitures. Tu gares ta voiture ici, tu ne vois plus rien. Je crois que vraiment les autorités, les hommes politiques, ont pensé à notre quartier, Cureghem.
- H5.8 : Il y avait beaucoup de mafia. C'était ... C'est vrai, c'est vrai. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise, H5.3 et H5.8, usager et habitante du quartier, d'origine marocaine)

De plus, certaines personnes pointent également du doigt les problèmes qui existent aussi dans le haut d'Anderlecht. En effet, elles expliquent aussi que certains des problèmes évoqués sont généralisables à l'ensemble de Bruxelles et ne sont pas propres à Cureghem. En effet, la situation économique, l'augmentation du coût de la vie, des inégalités et de la misère seraient bien plus à mettre en cause. Plusieurs attribuent donc plutôt l'augmentation de la violence, l'insécurité et les problèmes de propreté à un phénomène d'appauvrissement plus général de la population en Belgique, à Bruxelles et dans le quartier.

« Parce que maintenant c'est peut-être tout le Bruxelles c'est dangereux. C'est pas comme avant. Parce que tout changer, il reste pas comme avant. A cause de la misère. Avant non. Moi presque 40 ans que je suis ici, on a ... c'est [était] pas comme ça. » (H4.4, usagère du quartier, d'origine marocaine)

« Y a pas beaucoup d'argent, c'est ça. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)

« Oui mais ça c'est le lot des quartiers populaires » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)

Derrière ces questions de l'insécurité et la propreté, on observe donc une forme de reproduction de la géographie des espaces populaires stigmatisés à Bruxelles, révélatrice d'un processus de différenciation au sein des classes populaires entre les fractions les mieux et les moins bien positionnées socialement.

En résumé

En résumé, Cureghem donne à voir les différentes caractéristiques propres aux quartiers populaires centraux et se présente comme un quartier d'accueil pour des populations primo-arrivantes et précarisées. Ces dernières peuvent en effet y bénéficier d'un marché du logement encore relativement abordable ainsi que de structures sociales (réseaux communautaires, associations) et économiques (activités commerciales et industrielles) qui facilitent leur entrée dans la ville, même si la cohabitation dans un même espace de ces diverses communautés mais aussi de ces différentes fonctions (résidentielles, commerciales, industrielles) n'est pas sans générer certaines tensions entre ces différentes catégories sociales.

Néanmoins, loin d'idéaliser cette situation, les discours et récits des habitants et usagers du quartier, oscillent souvent entre attachement et distanciation vis-à-vis de ce quartier. Longtemps délaissée, cette zone est en effet loin d'être agréable à vivre. Les nuisances (bruit, circulation, insécurité) que doivent subir au quotidien les habitants de cette partie de la ville et l'état de dégradation dans lequel se trouve le quartier (logements vétustes, espaces publics sales et peu agréables) reviennent de manière récurrente dans le discours des habitants et usagers du quartier. Celui-ci renvoie donc à une image de pauvreté et de relégation, étant parfois associé à la représentation du « ghetto ».

Associé au bruit, l'agitation, la criminalité et la saleté, il est donc parfois bon de se détacher de ce quartier, fréquemment mis en regard à d'autres communes ou à d'autres parties de la commune d'Anderlecht, présentées comme plus apaisées. Cette prise de distance, spatialement et symboliquement, vis-à-vis de ce quartier populaire est donc aussi révélatrice des processus de différenciation sociale entre différentes fractions des classes populaires.

Quitter le quartier n'implique cependant pas nécessairement de rompre tout lien avec celui-ci. En effet, que ce soit pour se rendre dans certaines associations, dans les écoles ou dans les nombreux lieux de cultes du quartier (églises catholiques et protestantes, mosquées, synagogue), pour faire leurs courses, notamment au marché des Abattoirs, ou pour leurs démarches administratives, les raisons ne manquent pas de revenir à Cureghem, voire même de s'y réimplanter.

Par ailleurs, contrairement à cette image de « ghetto », ce quartier central et facilement accessible est loin d'être isolé du reste de la Région bruxelloise. Cet espace est par ailleurs inséré au sein de réseaux de mobilité qui peuvent couvrir des échelles très diverses (mouvements migratoires et relations aux pays d'origines, flux de marchandises et de clients associés aux différentes activités économiques, mobilité quotidienne vers le reste de la Région de Bruxelles-Capital ou de ses environs, etc.)

3.2. Cas d'étude : le site des Abattoirs d'Anderlecht

Implanté à Cureghem depuis la fin du 19ème siècle, le site des Abattoirs constitue un des marqueurs clé de l'espace du quartier. Celui-ci, occupé encore aujourd'hui par un abattoir en activité ainsi que par différentes activités liées au secteur de la viande (grossistes en viande, tripiers, etc.), accueille également un des principaux marchés populaires de Bruxelles. Ce site constituait donc une opportunité de s'intéresser plus en détail au rôle que pouvaient jouer des activités industrielles et commerciales au sein de quartiers populaires.

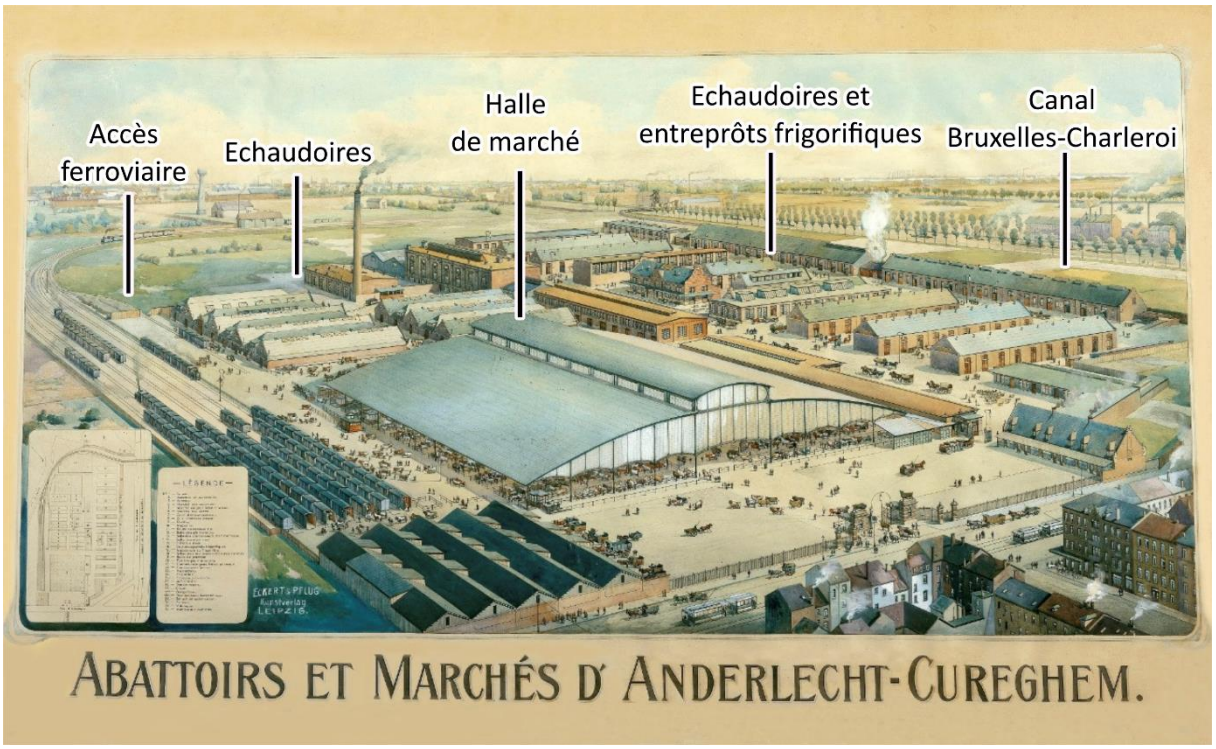
La partie suivante sera dès lors consacrée à la présentation de ce cas d'étude particulier. Il sera tout d'abord question ici de s'intéresser ici l'histoire de ce site d'activité (voir 3.2.1) en revenant sur son contexte de création, les conditions qui permirent le maintien de l'abattoir au cours du 20ème siècle, ainsi que sur les évolutions qui ont suivi la reprise du site dans les années 1980 par la SA Abattoir. Il s'agira ensuite de s'intéresser plus en détail au fonctionnement des activités du secteur de la viande présentes sur le site et dans ses alentours (voir 3.2.2).

3.2.1. Histoire du site

Le site des Abattoirs voit le jour à la fin du 19ème siècle, dans un contexte où les préoccupations hygiénistes guidaient le développement urbain. Cette période voit en effet l'abattage des animaux être progressivement exclu des centres-villes pour être concentré et déplacé dans des faubourgs spécifiques, facilitant ainsi le contrôle fiscal et sanitaire des flux d'animaux et de viande de boucherie (Muller, 2004) de même que l'éducation morale des classes ouvrières (Sénéchal, 2015).

Les infrastructures de la société anonyme des Abattoirs et Marchés d'Anderlecht-Cureghem sont donc inaugurés en 1890, la proximité immédiate avec l'infrastructure bruxelloise les faisant profiter d'un système économique solide, déjà lié au secteur de la viande et à l'exploitation de ses sous-produits. Le site connaîtra un important succès, devançant les autres abattoirs bruxellois. Celui-ci bénéficiait en effet d'un équipement moderne, d'un accès au réseau ferroviaire, de frigorifères, d'une halle de marché couverte et, surtout, de beaucoup d'espace (voir figure 5).

Figure 5 : lithographie du site tel qu'il se présentait à la fin du 19ème siècle



Source : Abattoir SA.

En 1920, malgré le sérieux coup donné par la Première Guerre mondiale à l'essor du site, la commune d'Anderlecht décide de reprendre l'infrastructure, arguant de sa rentabilité, du capital réduit à débourser au regard de la valeur des bâtiments et du terrain ainsi que des potentialités de développement d'autres marchés. À l'époque déjà, le site proposait en effet plus qu'une zone d'abattage et de vente de bétail. Il accueillait également un marché populaire dont celui « aux volailles et aux légumes ».

Pendant soixante ans, la commune gérera le site à travers la Régie de l'Abattoir et Marchés (RAM), dont les fonctionnaires assurent la direction, la logistique, l'entretien, le contrôle des taxes et la garantie sanitaire, tandis que l'abattage, le nourrissage, l'achat et la vente du bétail et de la viande sont assurés par des exploitants titulaires d'une concession (Sénéchal, 2015).

Dès les années 1960, les abattoirs insérés dans le tissu urbain – le lieu de consommation – disparaissent progressivement au profit d'infrastructures installées désormais à proximité des zones de production du bétail, cette localisation étant rendue possible par la généralisation des transports frigorifiques (Lebailly, 1987 ; Sénéchal, 2015). Par ailleurs, Cureghem entame un processus de désindustrialisation, les entreprises ferment ou déménagent en périphérie et l'agglomération bruxelloise amorce une période de décroissance démographique (Mistiaen, Meert & Kesteloot, 1995, p. 229).

Malgré tout, la RAM poursuit ses activités. En effet, plusieurs éléments vont favoriser sa survie et même sa reprise, dans les années 1980, par un regroupement de professionnels de la viande et des acteurs économiques du quartier (Sénéchal, 2015).

Tout d'abord, et avant tout, l'organisation en régie de cet abattoir public a favorisé l'appropriation partielle de leur outil de travail par les abatteurs, chevillards et bouviers y travaillaient. Ces petites entreprises concessionnaires viendront pallier un certain désengagement des autorités publiques en finançant une partie des aménagements visant à moderniser l'abattoir (Vandemeulebroek, 1984, p. 162).

Par ailleurs, la persistance de cet abattoir et de son marché aux bestiaux pourrait également être imputée à leur inscription dans le pouvoir communal. En effet, beaucoup d'abatteurs résidaient alors à Anderlecht et le site employait pas moins de 120 fonctionnaires communaux. Fermer l'abattoir, en particulier dans les années 1970 où les premières crises de l'emploi surgirent, revenait donc à licencier de nombreux Anderlechtois. De plus, l'abattoir participait également de l'identité folklorique et culturelle de la commune (Sénéchal, 2015). En effet, aux alentours de Pâques, le site et les cafés à proximité accueillaient le défilé du Vettenos – Le Bœuf gras (1909-1999), un concours de bestiaux national et international accompagné d'une fête populaire avec cortège, travestissement et kermesse, qui comme à Paris, dès le 19e siècle, est le « redoublement du carnaval » (Agulhon, 1981, p. 89)

Enfin, par-delà l'enceinte des abattoirs, le secteur de la viande restait très ancré dans le quartier et s'étendait jusque dans les rues adjacentes de la rue Heyvaert (Onclinck & Deuxant, 1996). L'abattoir et son marché aux bestiaux étaient donc parties prenantes d'un tissu économique très particulier. Contrairement à ce qui peut se voir dans d'autres secteurs, les contacts et rencontres entre les différents professionnels de la viande étaient fréquents lors des marchés ou aux abattoirs. On voit, par exemple, de petits bouchers acquérir une bête et la diviser entre eux. (Jaumain, 1996, p. 9).

Dans les années 1970, la commune tente une dernière mise aux normes et de récupérer le cachet d'exportation perdu en 1966 mais, faute de subvention, le projet n'aboutira pas. L'appropriation de l'outil de travail par des concessionnaires permettra donc la survie de l'abattoir mais ne le préservera pas de la faillite en 1982. Il reste cependant le centre d'un tissu économique d'un quartier orienté « viande » et pose une empreinte culturelle durable sur un quartier et sur une commune. Autant d'éléments qui joueront en faveur de sa reprise en 1983 par des acteurs économiques du quartier (Sénéchal, 2015).

En effet, le 9 novembre 1983, des commerçants et entrepreneurs de Cureghem se constituent en une société anonyme, celle des Abattoirs et Marchés d'Anderlecht, et reprennent cet abattoir public déficitaire dans un contexte où ses alter ego ferment ou quittent les centres urbains. La reprise paraît périlleuse mais trente ans plus tard, la société gestionnaire poursuit ses investissements. Ce regroupement est assez exceptionnel et doit beaucoup à la famille Blancke, installée à Cureghem depuis les années 1960.

Le premier conseil d'administration regroupe des acteurs légitimés des secteurs de l'abattoir et de son quartier de grossistes/découpeurs de viandes. La reprise sera financée par 150 investisseurs, comprenant autant des professionnels de la viande que des restaurateurs du quartier. (Jaumain, 1996). La volonté de maintien des fonctions premières du site - l'abattage et le marché aux bestiaux - se confondait en effet avec la crainte du « trou noir » (Sénéchal, 2015).[15]

La nouvelle société[16] investira dans la reconstruction et la modernisation de son abattoir, le bail emphytéotique (initialement de 20 ans) accordé par la Commune étant notamment conditionné par la mise aux normes des infrastructures et le maintien du cachet d'exportation. (Lebailly, 1987, p. 53). Les anciennes structures, ouvertes sur l'extérieur (voir photo 12), sont démolies au profit d'un bâtiment unique aux murs aveugles, les carcasses circulant confinées de la zone d'abattage[17] vers les ateliers de découpes à travers les frigos et un couloir central. Cette rénovation rejoint le principe de concentration-centralisation du 19ème siècle mais aussi celui, plus contemporain, d'invisibilisation des activités d'abattage (Vella & Brunfaut, 2015).

[15] La volonté d'entretenir cette image de garant du dynamisme économique du quartier transparait d'ailleurs encore aujourd'hui au travers de la communication de la société gestionnaire mais aussi au travers des investissement consentis dans différents centres d'entreprise du quartier (Euclides, COOP).

[16] Initialement nommée Abatan puis Abattoir.

[17] Le bâtiment comptait jusqu'à récemment deux lignes d'abattage, l'une pour les bovins et ovins et l'autre pour les porcs. L'entreprise en charge de cette dernière (SEVA) a cependant cesse ses activité, faute de rentabilité. Pour sa part, ABACO, une coopérative constituée en 1963 (ABATAN, 1999, p. 11) et devenue entre-temps une société privée à responsabilité limitée, dirige encore aujourd'hui la ligne d'abattage des bovins.

Photo 12 : échaudoirs du site des Abattoirs dans les années 1980.

Source : Bruciel

Si la société a pu ainsi maintenir les trois fonctions premières du site - l'abattoir, les ateliers de découpe et le marché aux viandes -, elle a cependant été contrainte en 2008 d'abandonner la quatrième, son marché aux bestiaux, pour des motifs de rentabilité et d'image. D'une part, l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) exigeait la mise aux normes de la halle centenaire (voir photo 13), classée, dont la réfection risquait d'engendrer des frais conséquents pour une activité qui connaissait, d'année en année, une baisse des transactions. De plus, les pavés disjoints du sol de la halle laissaient perler les déjections sur les plafonds voûtés des Caves de Cureghem, situées sous celle-ci et destinées à accueillir des évènements (Sénéchal, 2015).

Photo 13 : la grande halle classée sous laquelle se déroulait le marché aux bestiaux et qui accueille aujourd'hui une partie du marché généraliste de vendredi à dimanche

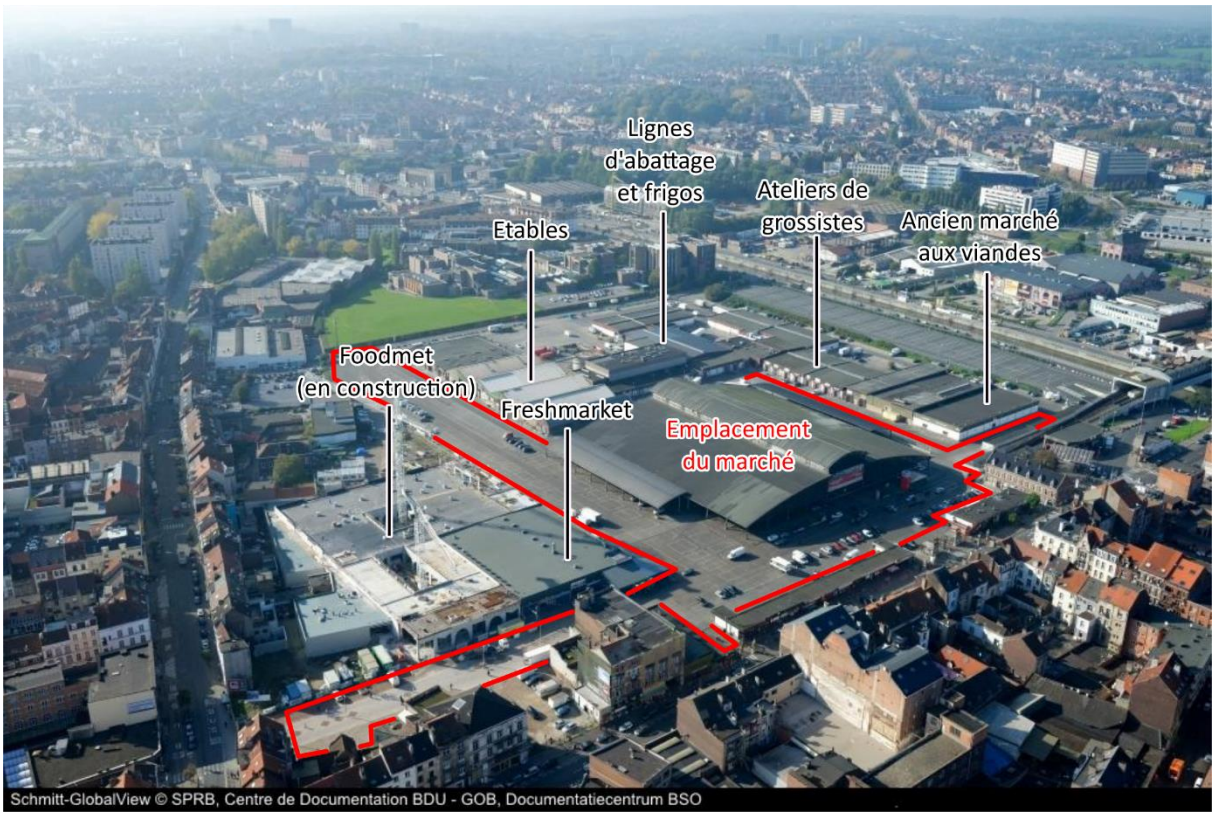
Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

D'autre part, les questions d'image médiatique liée à la pression d'associations de défense des animaux (Animaux en péril et Gaïa), ont également poussé à la fermeture du marché aux chevaux et aux bestiaux de l'abattoir d'Anderlecht, participant encore à invisibiliser l'animal de la ville. Ce processus de dissimulation agit efficacement à Anderlecht. En effet, de nombreux clients du marché, pourtant parfois très réguliers, ignorent la présence de l'abattoir (Sénéchal, 2015).

Si la société Abattoir préserva donc trois de ses quatre activités traditionnelles, elle s'employa également à valoriser le terrain de 11,15 ha dont elle était désormais gestionnaire en aménageant, en sous-sol, les caves en un lieu d'événements et en créant ce qui deviendra un des plus gros marchés généralistes de Bruxelles (voir figure 6). Accueillant à ses débuts (en 1993) uniquement des vendeurs d'articles de brocante, ce marché a peu à peu gagné en taille et en diversité jusqu'à devenir le plus grand marché de Bruxelles attirant chaque fin de semaine plus de 100.000 visiteurs. Certaines des personnes retraitées interrogées ont d'ailleurs connu le marché à ses débuts et ont pu observer son développement.

> *« Oui parce que y avait quelques brocanteurs qui allaient là que je connaissais, les gens. Ils étaient 5-6. Et, évidemment, c'était le commencement, c'était difficile parce qu'il y avait pas le marché aux légumes, y avait que la brocante. Et alors, tout doucement, le marché c'est développé et M. Tiebout a mis des publicités dans mon journal pour faire connaître donc ce marché de brocante qui existait, […] la brocante d'abord et puis, quelques semaines après, les fruits et légumes. » (H7.8, habitant du quartier, retraité belge)*

Figure 6 : Le site des Abattoirs en 2014

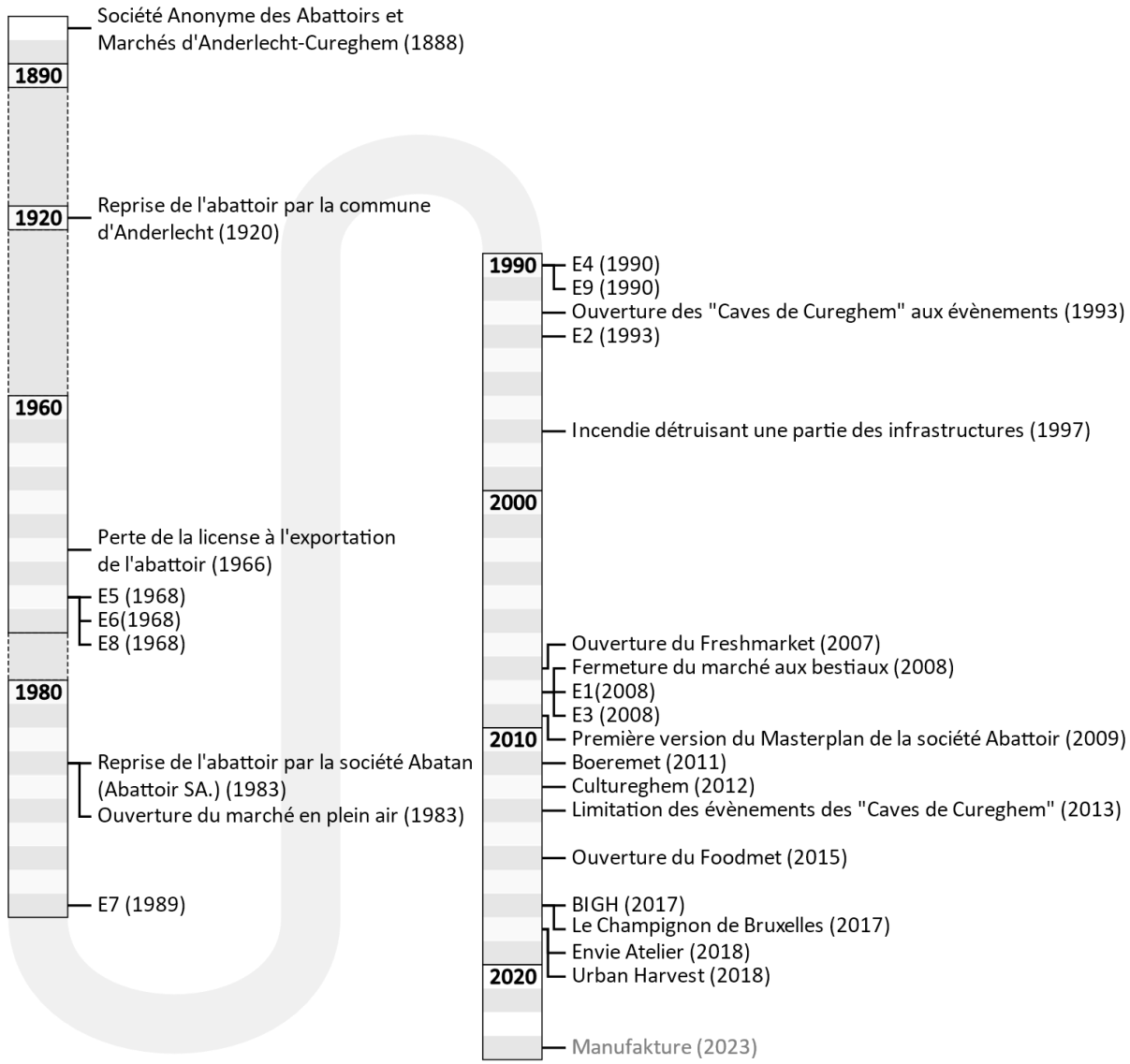


Source : Bruciel

Par ailleurs, la société Abattoir a entrepris un Masterplan très ambitieux (voir 5.2.2), élaboré en 2009 et qui s'est concrétisé par la construction d'une nouvelle halle de marché (Foodmet, achevé en 2015), financée grâce au soutien des Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). Ce Masterplan prévoyait également la réalisation de plusieurs entrepôts urbains additionnels ainsi que la construction d'un abattoir urbain compact (projet Manufakture-Abattoir), également financé par le FEDER.

De plus, la société gestionnaire poursuit également une politique de diversification de ses activités en cherchant à attirer de nouvelles entreprises sur son site, en particulier dans les domaines de l'agriculture urbaine (BIGH, Champignon de Bruxelles, Urban Harvest) et de la récupération alimentaire (Envie), ou à y organiser des évènements s'adressant souvent à un public extérieur au quartier (« after-work party » telle que le Boeremet, expositions, conférences). L'ensemble des évolutions qu'a connu le site au cours de sa longue histoire ont été synthétisés sur la figure 7.

Figure 7 : chronologie des évolutions du site des Abattoirs et dates d'installation des différentes entreprises rencontrées (E1 à E9)



Auteur : Sanchez Trenado C.

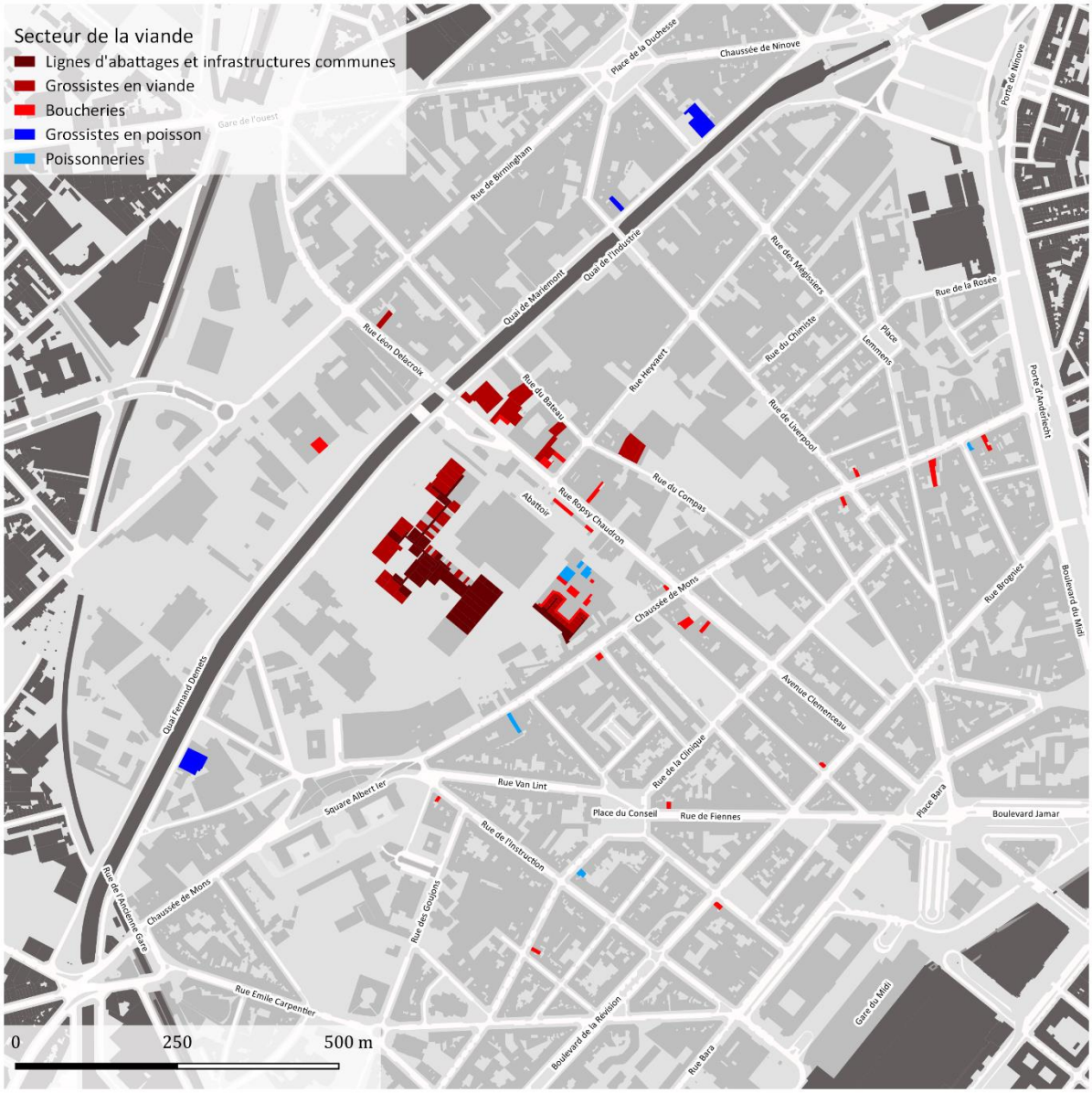
3.2.2. Fonctionnement des activités du secteur de la viande

Si le site a donc connu des transformations importantes, et sera probablement amené à changer radicalement au cours des prochaines années, les activités traditionnelles du site (abattoir, grossistes en viande, bouchers), ancrées depuis longtemps à Cureghem, occupent encore à l'heure actuelle une place importante sur le site et dans le quartier (voir carte 7). Les boucheries y sont en effet nombreuses et la construction du Foodmet a contribué à consolider la présence du secteur de la viande sur le marché du site des Abattoirs. En outre, ce dernier abrite un des derniers abattoirs européens à être encore en activité si proche du centre-ville et compte également autour de lui une petite vingtaine de grossistes en viande (voir photo 14), bien que leur nombre continue à diminuer.

Photo 14 : ateliers de grossistes en viande de bœuf et de veau situés sur le site des Abattoirs d'Anderlecht

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

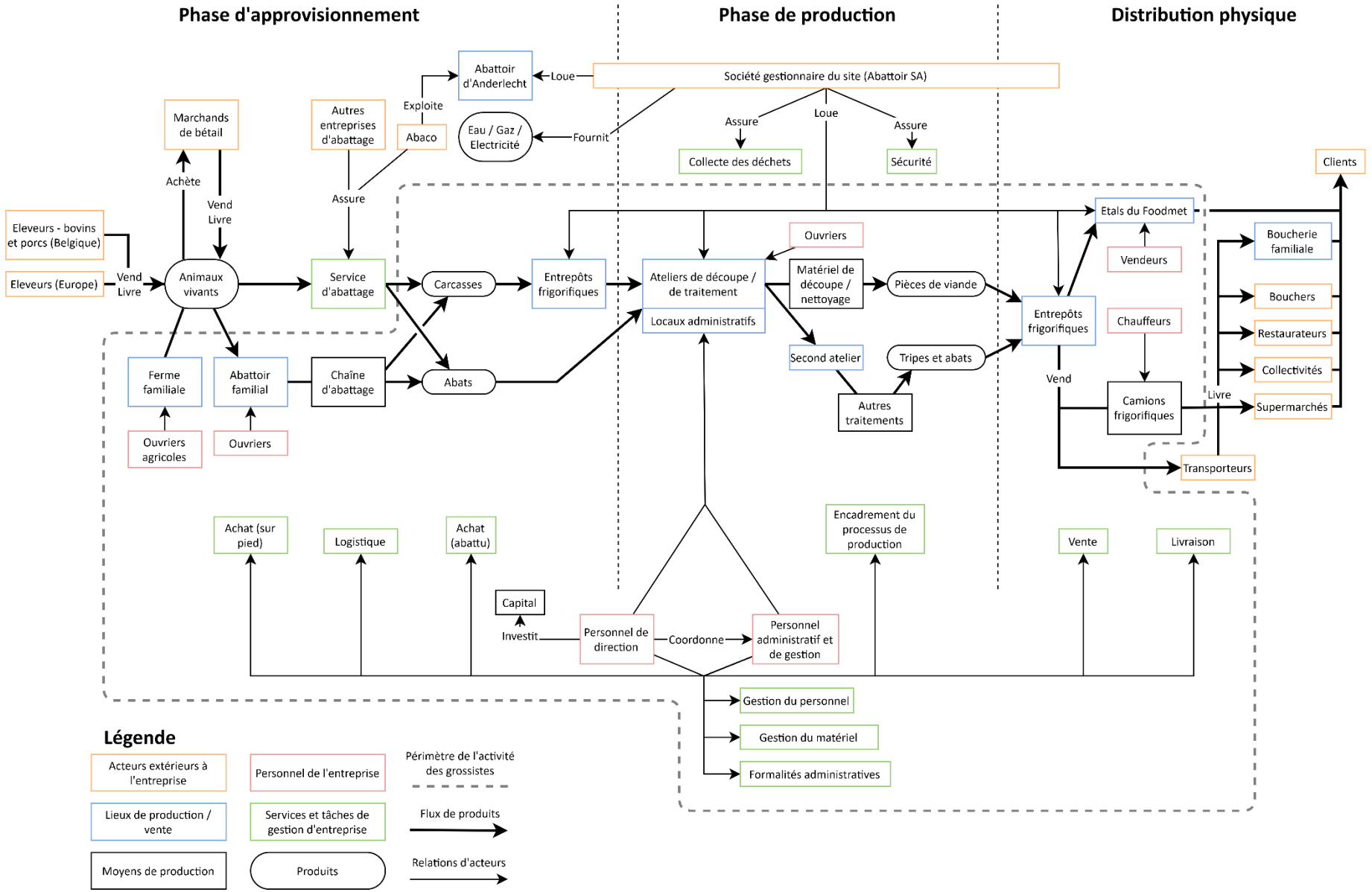
Carte 7 : état du secteur de la viande dans le quartier en 2017



Source : observations de terrains et relevés effectués à partir de Google Street View
Auteur : Sanchez Trenado C.

Dès lors, la suite de ce chapitre sera, avant toute chose, consacrée à la description du fonctionnement du secteur de la viande cureghemois. Il s'agira tout d'abord de s'intéresser au profil de ces entreprises de grossistes en viande et, en particulier, à leur degré d'ancienneté sur le site ou dans le quartier. Il sera ensuite question de présenter les modalités d'occupation et de gestion du site ainsi que les relations qu'entretiennent abatteurs, grossistes et société gestionnaire. Les deux derniers points porteront pour leur part, premièrement, sur les réseaux de fournisseurs des grossistes en viande et, deuxièmement, sur leurs réseaux de clientèle. L'ensemble de ce fonctionnement de ces activités est synthétisé sur la figure 8, dont le contenu sera détaillé dans la partie suivante.

Figure 8 : schéma de fonctionnement des entreprises de découpe de viande et de traitement des abats (i.e. les grossistes en viande)



Auteur : Sanchez Trenado C.

a. Ancienneté des entreprises

Les entreprises présentes sur le site sont des PME[18] familiales actives pour la plupart dans la découpe et la vente en gros de viande de boucherie. Ces grossistes en viande, présents depuis au moins 10 ans sur le site ou dans le quartier, disposent donc d'une longue ancienneté dans le quartier. Cependant, durant leur parcours, plusieurs d'entre elles ont parfois changé de place. Alors que certaines étaient installées dans le quartier avant de s'implanter sur le site des Abattoirs, d'autres ont préféré quitter celui-ci par manque d'espace pour ouvrir un atelier dans le quartier. Par ailleurs, avec la construction du Foodmet, certains, installés sur le site ou dans le quartier, ont également déplacé leurs locaux de découpe dans celui-ci.

> *« - E5 : Ca fait déjà longtemps [rire] parce que ça existe 50 ans cette année. […] Mais dans le temps je pense que c'était en 68, c'était encore à l'abattoir qu'on était hein. On a commencé à l'abattoir […] Mais ça n'est pas resté longtemps là, […] Peut-être 2-3 ans, je pense. […] Et puis on a déménagé ici [un atelier à l'extérieur du site] »*
> *- Q : Et qu'est-ce qui vous a poussé à quitter du coup le site lui-même pour venir ici ?*
> *- E5 : Je sais pas mais je pense surtout la place. […] Parce qu'ici on a un propre atelier […], on a un parking, on a […] des quais, pour décharger et tout ça. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« L'entreprise est à la base, une entreprise de mon papa qui a commencé fin des années 60, ici dans la rue Heyvaert en face des abattoirs. Il a repris une échoppe extérieure à l'abattoir et, bon, il a commencé à découper et vendre du veau, déjà à cette époque-là. Et puis au fur et à mesure que l'abattoir à évolué, à un moment donné, c'était encore toujours mon père, il est venu à l'intérieur des abattoirs. Ça doit dater du début des années 90. » (E8, grossiste en viande du site)*

Certaines entreprises se sont donc parfois établies dans le quartier depuis 50 ans déjà et sont toujours en activité aujourd'hui. Parmi les entreprises rencontrées, une des plus anciennes a même participé à la reprise de l'abattoir dans les années 80'. Aujourd'hui, ce boucher est encore actif sur le site et est toujours actionnaire de la société Abattoir.

> *« La société, elle existe déjà depuis de nombreuses années ici aux abattoirs d'Anderlecht. C'est la plus ancienne des abattoirs. […] Elle est là depuis plus que 50 années ici, sur le site. […] Mon père, il est membre fondateur de la société [Abattoir SA], donc il a fait la transition d'une société communale à une société privatif. […] On*

[18] Le nombre de travailleurs peut être assez variable d'une entreprise à l'autre (entre 3 et 25). Il semble en effet que les grossistes s'occupant de viande de porc ou découpant différents types de viande ont en général besoin de plus de travailleurs que ceux travaillant uniquement le bœuf ou le veau. Cependant, certains grossistes font parfois appel à des équipes d'indépendants pour les aider certains jours de la semaine pour accomplir certaines tâches spécifiques comme le désossage.

est actionnaire dans la société vous voyez ? […] Il a participé à lancer le projet pour maintenir l'avenir des abattoirs ici à Anderlecht. […] On a aidé beaucoup pour créer une structure. […] A l'époque, c'était pas évident. Il y avait […] trop de personnel ici de la commune par exemple, présent sur le site. […] C'était très mal organisé. […] Il y avait des petits soucis d'hygiène aussi et tout. […] Et alors là ils ont dû créer un site qui était beaucoup plus conforme. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)

Les chefs d'entreprises interrogés sont généralement des entrepreneurs de seconde ou de troisième génération et beaucoup de ces entreprises sont basées sur une longue histoire familiale dans le secteur de la viande. Cependant, pour un bon nombre d'entre elles, l'activité de découpe et de vente en gros n'était pas l'activité principale aux débuts de l'entreprise. En effet, certaines de ces entreprises étaient déjà actives dans l'engraissement ou le commerce de bêtes vivantes avant de se lancer dans le métier de grossiste en viande.

« En fait, nous on fait l'engraissement des bêtes. Ça, à la base, on faisait, tu vois ? C'est comme ça que ça a commencé ici. […] C'est par hasard parce que c'était pas prévu en fait. […] Mes parents, […] ils étaient pas dedans. Ils ont tout appris bien après. » (E1, grossiste en viande du site)

« La raison pour laquelle qu'il [son père] est venu ici c'est parce qu'il est venu avec son papa sur le marché de bêtes, ici à Anderlecht, toutes les semaines et il vendait des veaux vivants. Mon grand-père c'était un engraisseur de veaux vivants. Et mon papa il a commencé à abattre quelques veaux ici et vendre de la viande de veau sur le marché de viande, sous le marché [la halle], les vendredis. […] Et puis il s'est concentré seulement sur la viande et plus sur le vivant et il a ouvert cette échoppe dans la rue. » (E8, grossiste en viande du site)

Un certain nombre de grossistes mentionnent s'être lancés dans le métier suite à l'arrêt d'un de leur client et la reprise de l'activité de celui-ci. Par exemple, l'un d'eux explique que malgré les dettes de l'entreprise, sa famille a préféré reprendre l'atelier de découpe pour éviter de perdre un client et pouvoir éponger ses propres dettes.

« En fait, c'est mon père qui a toujours acheté des bêtes pour quelqu'un. […] C'est le même numéro TVA. [..] Déjà presque faillite. […] Et après on a repris le commerce de lui. Pour 1 € symbolique. Donc on a pris tous les frais, toutes les dettes avec. Ça fait maintenant 10 ans. […] Il a travaillé un an chez nous. Et maintenant il travaille chez X. Mais on est encore en contact hein. On fait encore le commerce ensemble. Et on s'entend bien aussi. […] À ce moment, on avait 75 000 € à payer de lui. […] Maintenant c'est terminé. […] Mais on n'avait pas de choix. […] Ou on commençait ici, avec les bêtes, et on essayait de faire quelque chose avec, ou sinon … Parce que nous ici à la maison on a aussi des dettes et des choses à payer. » (E1, grossiste en viande du site)

D'autres, racontent, pour leur part, avoir attendu qu'une place se libère avant de se lancer dans l'activité. L'un d'eux, mentionne qu'il voulait ainsi éviter d'entrer en concurrence avec les autres clients de son père.

> *« Quand je suis plus jeune, j'ai toujours de l'intérêt pour faire le grossiste mais mon père dit "non, c'est pas possible pour faire le commerce de viande" parce que il dit "là-bas c'est X, là-bas celle-là, là-bas c'est une autre, là-bas c'est une autre, ... C'est tous des clients à nous. Quand toi tu vas commencer là, moi je vais aider toi et je fais la concurrence de tous notre clients". […] Il dit "[…] tu vas vendre à des clients de notre client." Mais après 10 ans passés à Anvers ils ferment l'Abattoir, un client de nous il arrête. Mon père dit "Maintenant c'est le moment tu peux commencer parce que l'autre client il arrête et il y a des places". » (E3, grossiste en viande du site)*

Reposant donc souvent sur une base familiale, certains grossistes expliquent encore travailler en collaboration avec des membres de leur famille. Ceux-ci s'occupent souvent d'autres étapes dans le processus, soit en amont de l'activité de découpe (engraissement et/ou commerce de bétail), soit en aval (restaurateurs), ou sont également grossistes mais se spécialisent sur un autre type de viande.

> *« On est à 18 : […] 9 à la table, 3 chauffeurs, […] un qui découpe là-bas, […] … Il y a mon père, ma mère, moi, et ma sœur. Ma sœur elle fait l'agneau. […] En bœuf on a repris X et en agneau on a repris à Y. Et comme ça l'agneau est là et le bœuf on fait ici. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« C'est en fait mon beau-père qui l'a repris [un grossiste du site] en 68 et qui a déménagé ici au début des années 70. […] C'était d'abord donc lui et puis c'est son fils […], puis mon mari après, aussi avec son frère. Mais alors son frère il a décédé, alors mon mari [..] sa sœur. […] Mais sa sœur est aussi décédée et mon mari a aussi décédé. [Maintenant c'est] moi avec le fils de sa sœur, je fais ensemble, on est à deux. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

Cependant, avec les différentes crises qui touchent régulièrement le secteur de la viande, ces petites entreprises ne sont pas toujours à l'abri d'un rachat et, dans le cas du grossiste suivant, la société fait aujourd'hui partie d'un groupe plus large, basé au Pays-Bas. Même si cette reprise n'a cependant pas tellement affecté le fonctionnement de celle-ci, elle introduit malgré tout une forme de hiérarchie.

> *« Par contre mon papa il a vendu la société, il y a une dizaine d'années, à un groupe international. […] C'est un groupe hollandais, à la base, qui tient dans son enceinte 15 abattoirs plus ou moins qui font que du veau. Donc c'est intégration verticale, horizontale, totale. […] C'est des gens très intelligents, qui sont leader mondial au niveau viande veau donc […] ils savent ce qu'ils font […] mais ils ne communiquent pas forcément tout à tout le monde.[…] Dans le secteur de la viande, […] le financement*

de tout ce qui est autour c'est compliqué et aussi […], avec toutes les crises qui ont existé depuis les années 70-80-90 jusque maintenant, les hormones, la dioxine, Jakob-Creutzfeldt, […] un manque de financement peut vite arriver à une petite ou moyenne entreprise […] et mon père a abandonné, […] il a dû vendre la société pour qu'elle puisse survivre. […] Moi, […] j'étais sur la liste du personnel [..] et je suis resté employé de la société parce qu'il y a juste le nom qui a changé mais le numéro de TVA et tout ça sont restés. » (E8, grossiste en viande du site)

b. Statut d'occupation et fonctionnement général du site

Si ces entreprises sont implantées à Cureghem depuis longtemps, les grossistes présents sur le site demeurent locataires de leurs locaux de découpe et/ou de vente. En effet, l'abattoir d'Anderlecht est encore aujourd'hui organisé selon un fonctionnement en régie. Les infrastructures situées sur le terrain communal sont donc gérées par une société privée (Abattoir) qui met ensuite celles-ci à disposition de petites sociétés concessionnaires (société d'abattages, grossistes en viandes ou autres activités). Les locaux de découpes, ateliers et autres infrastructures sont loués à ces entreprises qui bénéficient en échange de services en termes d'approvisionnement en eau et en électricité ainsi qu'en matière de collecte des déchets. Par ailleurs, en dessous d'un certain pourcentage de bêtes abattues à l'abattoir, les grossistes du site doivent s'acquitter d'une taxe additionnelle (« obligation d'abattage »).

« Normalement, […] faut faire 80 veaux par semaine autrement tu payes un montant. […] C'est une "slacht verplichting" [obligation d'abattage], […] faut faire minimum comme ça ou tu payes. » (E3, grossiste en viande du site)

Dès lors, beaucoup de grossistes du site font appel au service d'abattage de l'abattoir d'Anderlecht. Cependant, ces différentes entreprises étant souvent spécialisées dans certains types de viande (bœuf, veau, porc[19], agneau et mouton), l'utilisation de l'abattoir peut varier fortement d'une entreprise à l'autre. Si les grossistes en viande de porc, de bœuf et de veau présents sur le site font généralement abattre la plupart de leurs bêtes à l'abattoir d'Anderlecht, ce n'est souvent pas le cas des grossistes en viande d'agneau, les volumes d'abattage à Anderlecht n'étant pas suffisants pour concurrencer l'importation de viande d'agneau depuis l'étranger.

De même, certains grossistes en viande de veau expliquent se fournir auprès de leurs propres abattoirs situés en Flandre, les volumes d'abattage à l'abattoir d'Anderlecht n'étant à nouveau pas suffisants pour le fonctionnement de leur activité. Une de ces entreprises, faisant partie d'un groupe hollandais plus large, préfère ainsi centraliser l'abattage de toutes

[19] Exploitée initialement par la société SEVA, la ligne d'abattage des porcs a été reprise en juin 2018 par la société Abaco, également en charge de la ligne d'abattage des bovins et des ovins, en collaboration avec certains des grossistes en viande de porcs. Au moment des entretiens, le maintien de cette ligne d'abattage, confrontée à la concurrence de plus gros abattoirs industriels, était cependant incertain.

les bêtes dans un seul abattoir en Belgique avant de distribuer les carcasses et dépouilles vers Bruxelles ou les autres régions belges, où la viande est découpée et vendue.

> *« Nous on n'est pas vraiment reliés à l'abattage ici parce qu'on a toujours eu notre abattoir privé à Hasselt où mon père a commencé à abattre les veaux au début des années 70 et où on est toujours aujourd'hui. […] On a fait des essais, on a abattu ici, mais finalement, le même problème toujours c'est que le volume d'abattage dans notre abattoir […] est de, plus ou moins, 800 veau par jour, en tout, donc ils sauront jamais faire 800 veau par jour ici à Bruxelles. […] Tous les veaux vivants vont là-bas, et après on fait une sélection dans ces veaux-là pour les amener ici à Bruxelles. Sinon, je vais abattre ici, je dois déjà faire une sélection avant, vivante. […] C'est beaucoup plus compliqué parce qu'on voit pas tout, on voit pas comment ils sont en dessous de la peau […]. En plus l'acheminement des dépouilles, […] c'est beaucoup plus compliqué parce qu'il faut envoyer quelqu'un là-bas derrière [dans les locaux des tripiers] qui s'en occupe en permanence. Tandis qu'à notre abattoir […], ça passe dans la ligne avec les autres viandes quoi […] [et] ils sélectionnent les dépouilles qui sont de haute qualité pour les amener ici. » (E8, grossiste en viande du site)*

C'est également le cas de l'entreprise de triperie-boyauderie présente sur le site qui ne se fournit pas exclusivement à l'abattoir faute de volumes suffisants. Les abats récupérés sont en outre exportés vers d'autres lieux de production, en Belgique ou à l'étranger en vue de traitements additionnels (cuisson des tripes et calibration des boyaux) avant d'être réacheminés sur le site. Ces entrepreneurs-là n'envisagent donc pas leur activité exclusivement à l'échelle du site.

> *« - E4.1 : Nous, on le travaille. Nous on le vend, on le nettoie, tout le bazar, on le sale Et après, on le renvoie par exemple en Pologne. Eux, ils le calibrent, le mesurent et ils renvoient ici.*
> *- E4.2 : […] Ils doivent mesurer les diamètres, et sortir les trous dehors parce que quand il y a un trou et que tu le remplirais avec de la viande, ça ressortirait par le trou. Mais ce travail là, là, les ouvriers coûtent 300 euros le mois, et chez nous ils en coûtent 3000 euros le mois. Vous voyez ce que je veux dire. C'est pas possible de les concurrer [concurrencer] . Impossible. […] C'est pas l'ouvrier qui touche de trop, parce qu'il touche 1600, 1700. Mais un ouvrier coûte 3500 le mois parce que c'est tout des lois sociales et que dans les autres pays ils n'ont rien. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

Si globalement, les grossistes sont plutôt satisfaits du travail à l'abattoir d'Anderlecht, la relation de dépendance entre grossistes et abatteurs peut parfois être une source de tensions. En effet, le grossiste, propriétaire de la bête, n'est pas toujours satisfait par la qualité du service d'abattage ce qui peut mener à des contestations. Selon certains, en l'absence du gérant de l'entreprise d'abattage, le travail aurait tendance à être bâclé et les travailleurs de l'abattoir devraient être mieux encadrés pour éviter qu'ils commettent des erreurs.

> *« Par exemple il y a des coupes à travers dans les filets purs, ça est quelque chose de cher. Tu vois, ils baissent la bête et avec la machine pour dégraisser, ils coupent dans le filet pur. […] Des choses comme ça. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« [rire gêné]. C'est difficile à critiquer quelqu'un, enfin bon ... Le problème ici, c'est [que le patron], très gentil, très sympa mais il est pas tous les jours là. C'est comme ici, si t'es pas tous les jours chez tes ouvriers, tu trouves des surprises quoi. Tu vois ? Et, parfois ils [les ouvriers] s'en fout ici. […] Quand t'as le mardi […], les bêtes ça rentre plus [beaucoup]. […]. Là ça va aller vite vite vite et les choses qui sont normales, qu'ils font toutes les semaines [tous les autres jours de la semaine], ça ils vont pas faire. […] Ce qu'il manque ici c'est vraiment […] qu'ils serrent [contrôlent] les ouvriers, qu'ils serrent les abatteurs. […] Si on a des plaintes on réclame [au patron]. Allez, si lui il fait avec c'est simple. Et il [est] gentil ce qui est rare ça parce que […] ici il faut être brave […] mais pas trop. » (E1, grossiste en viande du site)*

C'est pourquoi, aujourd'hui, l'accès aux lignes d'abattage est interdit pour les grossistes afin d'éviter les conflits sur celles-ci. En cas de réclamations, les grossistes doivent à présent passer par le gérant de l'entreprise d'abattage. Certains expliquent donc n'avoir que très peu de contacts avec les abatteurs. Le désavantage de ce système est bien entendu que les grossistes n'ont plus la possibilité d'évaluer la qualité du travail tout au long de la chaîne.

> *« Je les vois jamais, je passe pas mon temps à l'aller là-bas, je vous dis la vérité. J'ai assez de travail ici. Je leur demande de faire l'abattage, donc quand il y a quelque chose qui va pas je réclame à la direction de [la société d'abattage]. » (E2, grossiste en viande du site)*

Par ailleurs, le partage de cet outil de travail entre différentes entreprises peut également être source de conflits entre les différents grossistes eux-mêmes. En effet, l'ordre de passage des bêtes sur les lignes d'abattage peut-être une source de tension, la plupart des grossistes voulant, en général, pouvoir passer le plus tôt possible.

> *« Il y a toujours des concurrences. Qui le premier … l'abattage ? Hein. […] Aller, d'abord le veau, après l'agneau, après la bête, ah oui, ... mais il y a trois de bêtes. Qui d'abord ? » (E3, grossiste en viande du site)*

Concernant le cas des bouchers louant un local au sein de la nouvelle halle couverte (Foodmet), ceux-ci ont également la possibilité de s'approvisionner auprès de l'abattoir. Ceux qui le font bénéficient alors d'une réduction de loyer visant à les inciter à utiliser les services de celui-ci. Cependant, le boucher interrogé, se fournissant lui-même en partie à l'abattoir, estime que cet avantage est trop minime à l'heure actuelle pour pousser plus de bouchers à faire de même.

> *« L'avantage il est un peu minime je trouve. Ca c'est quelque chose qui pourrait être amélioré dans l'avenir, par exemple, pour inciter plus de bouchers à tuer ici sur place, vous voyez, c'est de donner plus des avantages. Maintenant on reçoit une petite diminution sur le loyer mais c'est pas énorme. […] Mais c'est mieux que rien. C'est un geste. Mais pour inciter les gens à faire mieux encore, pour que tout vient vraiment d'ici, on peut essayer de faire un peu mieux hein » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Enfin, dans le cas des grossistes situés à l'extérieur de l'abattoir, ceux-ci sont généralement propriétaires de leurs locaux de découpe et semblent ne se fournir que marginalement auprès de l'abattoir.

c. Lieux d'élevage et fournisseurs

Selon le type de viande considéré et selon l'histoire de chaque entreprise, les stratégies d'approvisionnement peuvent varier d'un grossiste à l'autre.

Pour les grossistes de viande de bœuf, ceux-ci ont surtout tendance à s'approvisionner en Belgique. En effet, ceux-ci utilisent uniquement le bœuf de race Blanc Bleu Belge, élevé presque exclusivement en Belgique. Cette variété de bœuf a pour avantage d'avoir un très haut rendement, la quantité de viande rapportée à la quantité de déchets (os et graisse) étant bien supérieure à d'autres races. De plus, les autres races de bœuf, comme certaines races françaises par exemple, seraient plus difficiles à commercialiser en Belgique.

> *« Mais pour vendre après … Les Blanc Bleu tu vas vendre facile et l'Aubrac, la viande comme ça, c'est évidemment plus difficile à vendre. […] Ca c'est plutôt pour la France hein. » (E1, grossiste en viande du site)*

Un des grossistes explique avoir également travaillé pendant un moment avec des bêtes de réforme[20] mais avoir arrêté. En effet, celles-ci ont un rendement beaucoup plus faible que le bœuf de race Blanc Bleu Belge et demandent beaucoup plus de travail de désossage. A moins de les vendre entières, découper ce genre de bête ne serait donc pas rentable. Il s'agit donc souvent de bêtes utilisées par l'industrie agroalimentaire pour la préparation de viandes hachées.

[20] C'est-à-dire anciennement employées dans la production laitière.

> *« On a fait ça un moment ici mais c'est pour vendre entier, en carcasse. […] C'est un client de nous qui achète ça et lui il désosse mais nous désosser, on fait jamais ça parce que c'est trop dur hein. […] En même temps c'est des bêtes pour les hamburgers. […] Une bête chez nous a un rendement, en pourcentage, 78%, 78-80. […] Donc 25 (%) os et gras, tu vois. […] Et les bêtes comme ça [de réforme] c'est 50 [%]. Donc à la fin ça revient aussi cher hein. » (E1, grossiste en viande du site)*

En revanche, la morphologie fragile des bêtes de race Bleu Blanc Belge les rend vulnérables aux accidents, aux maladies et les empêche également de vêler en l'absence de vétérinaire pour pratiquer une césarienne. Ces bêtes, si elles rapportent plus que d'autres races, représentent donc également un investissement plus important, d'une part à l'achat et, d'autre part, en frais de vétérinaire. Cela est d'autant plus vrai que les grossistes visent souvent une qualité de viande supérieure à la moyenne. Ces animaux nécessitent donc une attention constante de la part des éleveurs.

> *« Tu peux avoir n'importe quelle machine si t'es pas là pour surveiller, si la bête est malade et tu l'as pas vu, ben laisse tomber parce qu'un jour après tu vas la trouver [morte]. Tu vois c'est comme ça. Les bêtes c'est comme ça, eux peut pas te dire hein. » (E1, grossiste en viande du site)*

De la même manière, les grossistes en viande de veau utilisent principalement des veaux de race Blanc Bleu Belge (« culards ») et se fournissent donc également en Belgique, et ce même lorsqu'ils font partie de groupes étrangers. En effet, un des grossistes, faisant partie d'un groupe hollandais ayant racheté son entreprise, explique que, si une partie de ses veaux sont engraissés en Hollande, les veaux Blanc Bleu Belge sont quant à eux élevés exclusivement en Belgique et destinés au marché belge. Ce type de veau possède donc les mêmes avantages et désavantages que le bœuf de race Bleu Blanc Belge et représente un investissement plus important que d'autres races de veaux.

> *« La plupart des veaux, à la naissance, ils viennent de partout en Europe. Par contre, la plupart des veaux que nous on appelle normal, tous viennent de la Hollande, donc engraissés en Hollande et abattus en Belgique par contre, chez nous, dans notre abattoir. Et les Bleus Blancs Belges, donc les veaux culards comme on dit, qui est notre spécialité ici à Bruxelles, c'est des veaux qui sont nés en Belgique, abattus en Belgique et découpés ici à l'abattoir de Bruxelles. » (E8, grossiste en viande du site)*

> *« On a besoin de vrais capables personnes pour le culard parce que un culard ça coûte 800 euros et un veau noir, ça coute 100 euros. Quand il tombe mort c'est 800, c'est 8 fois une de veau de noir. […] C'est […] comme le petit bébé. Chaque jour, 6h [du matin] -7h [du soir]. […] Quand un [veau] noir qui est avec les oreilles comme ça [tombantes], c'est pas grave, demain peut-être [il ira mieux]. Quand un culard avec des oreilles comme ça, demain mort. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Et si t'as un veau de 250 euros à la base qui tombe malade, c'est grave mais si t'en a un de […] 1000, ou voire plus d'euros par pièce, si il meurt dans l'étable, […] c'est une perte sèche hein. […] C'est une race avec un ossement assez fin et avec une masse de viande assez forte donc c'est des animaux ben, un peu fragiles, un peu faibles. » (E8, grossiste en viande du site)*

Concernant la viande de porc, celle-ci provient également de Belgique. Une des entreprises se spécialise notamment dans le porc du label Brasvar, c'est-à-dire élevé en plein air, nourri de manière traditionnelle à base de déchets alimentaires et sans antibiotiques. L'entreprise découpe également des porcs appartenant au label Vitaproject. L'accent est donc mis principalement sur la qualité de la viande plutôt que sur la quantité produite de manière à rester concurrentiel par rapport à de plus gros abattoirs industriels.

En l'absence d'enquête plus poussée, il est cependant difficile d'avoir des informations précises sur la provenance exacte des bêtes élevées en Belgique. Certains lieux ont cependant tendance à ressortir de manière récurrente. Un certain nombre de grossistes mentionne notamment la zone s'étendant entre le Pajottenland[21] et Bruges mais aussi le Limbourg ou encore la région d'Anvers.

En revanche, la viande d'agneau provient principalement d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. En effet, en Belgique, la production d'agneaux et, par conséquent, les volumes d'abattages ne sont pas suffisants que pour pouvoir concurrencer la viande d'agneau importée de l'étranger et approvisionner le marché belge. La sortie du Royaume-Uni de l'Europe inquiétait cependant certains grossistes. Selon les demandes de leurs clients, certains importent également de l'agneau hollandais, plus cher, mais réputé de plus grande qualité. Cependant, d'après un des grossistes, cette réputation ne serait plus autant justifiée.

> *« Les agneaux, […] on achète que abattus en Angleterre, en Irlande et écossais. Ca on peut pas l'abattage ici […] parce qu'il y a pas assez ici. Là [en Angleterre/Irlande/Ecosse] ils font 220 agneaux par heure d'abattage. C'est l'usine ça. […] Là ils font les agneaux comme ici ils font la volaille, les poulets par exemple, les mêmes quantités. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Il y a des clients qui disent "seulement du hollandais, il est meilleur" mais les Anglais, il y a une vingtaine d'années, ont commencé à racheter tous les meilleurs reproducteurs en Hollande pour les importer chez eux et comme ça, en les croisant avec leurs agneaux, ils ont fait de très très bons agneaux. » (E2, grossiste en viande du site)*

[21] Partie rurale du Brabant Flamand située au sud -ouest de la Région de Bruxelles Capitale.

Enfin, pour ce qui est de la volaille, parmi les deux grossistes interrogés qui en proposent, l'un se fournit généralement à Paris tandis que l'autre se fournit en Belgique. L'abattoir d'Anderlecht n'abat pas de volaille.

Par ailleurs, certains grossistes, en particulier ceux situés à l'extérieur du site des Abattoirs, ont opté pour une stratégie de diversification de leur approvisionnement. En plus de la viande belge, ils importent également de la viande de bœuf, de veau et d'agneau du Royaume-Uni, de Hollande ou encore d'Espagne.

> *« Et au début c'était uniquement de l'agneau aussi. Et puis après on a commencé avec de la viande de bœuf de l'Ecosse. Et ça, […] on était le seul qui vendait de l'écossais. […] Mais après il y a des autres qui ont commencé avec Ecosse et puis on a commencé avec irlandais et puis voilà. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« On vend de la viande étranger aussi. Donc ça vient de Irlande, Angleterre, l'Ecosse, ... […] Et puis on a aussi d'Hollande, du veau et de l'agneau aussi. […] On travaille aussi avec Espagne, c'est de la viande ibérique. […]On fait aussi de la viande belge hein. Donc ça vient ici de fournisseurs un peu partout. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

Du point de vue des relations que les grossistes en viande entretiennent vis-à-vis de leurs fournisseurs, la plupart expliquent reposer sur des fournisseurs réguliers, qu'ils connaissent souvent depuis longtemps et avec lesquels ils entretiennent une relation de confiance. Certains mentionnent également travailler avec des fermes sous contrat qui s'occupent de l'engraissement des bêtes pour le compte du grossiste. Celui-ci est uniquement propriétaire des bêtes et paye l'éleveur pour l'entretien et l'engraissement de celles-ci.

> *« Nous avons tout une série d'éleveurs qui nous fournissent régulièrement. Toujours un peu près les mêmes. Pour le suivi de la qualité. » (E2, grossiste en viande du site)*

> *« On a 7 fermes, pas à nous mais c'est gens qui travaillent pour nous sur contrat. […] Et nous on donne tous. On paye l'eau ... non l'eau pas, mais on paye pour du lait, le vétérinaire, le veau, par mois. […] Et c'est les gens qui soignent les veaux pour nous. » (E3, grossiste en viande du site)*

D'autres fréquentent également les marchés aux bestiaux à la recherche de bonnes affaires ou lorsque l'approvisionnement de leurs fournisseurs réguliers ne suffit pas. Cependant, même au sein des marchés, beaucoup de gens se connaissent et, d'après un des grossistes, les personnes rencontrées sur les marchés et avec lesquelles sa famille fait affaire, sont, in fine, à peu près les mêmes que celles qui approvisionnent déjà régulièrement l'atelier.

> *« On achète à les fournisseurs fixes qui livrent toutes les semaines, plus on achète au marché. […] Dès qu'il y a du nouveau, qu'il a vu les bêtes chez eux à la maison […], il y a des gens qui amènent et on peut envoyer les deux-trois abattus. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Le marchand c'est mon père. […] Et au marché, c'est une petite monde hein. Donc tu reviens déjà toujours sur les mêmes, c'est pour ça hein. On a les mêmes personnes qui amènent toujours les bêtes ici et on a un peu les mêmes personnes qu'il [à qui il] achète les bêtes au marché. […] Un inconnu y a jamais. » (E1, grossiste en viande du site)*

Cette relation de confiance est en effet cruciale, le type de transactions employé lors de l'achat de la bête constituant un enjeu de négociations entre le grossiste et l'éleveur. En effet, la bête peut soit être achetée vivante (« sur pied ») ou abattue. Dans la première situation, la transaction se fait avant l'abattage, ce qui demande donc au grossiste une certaine expertise pour estimer la qualité de la viande sur base de l'animal vivant. De plus, en cas d'erreurs de découpe dans le cadre de l'abattage, c'est le grossiste qui, dans cette situation-ci, doit en assumer les frais. Dans le deuxième cas, la transaction se fait après l'abattage, sur base de la qualité des carcasses. C'est donc l'éleveur qui prend à sa charge les risques de l'abattage. Le premier cas est donc plutôt en faveur de l'éleveur, tandis que le second est plutôt en faveur du grossiste.

> *« Si tu discutes une bête vivante, il appelle la bête [à l'abattoir], [si] elle est mal abattue, [ou] quelque chose, là t'as plus rien à dire. Là t'achète la bête sur pied. C'est le risque hein. » (E1, grossiste en viande du site)*

Enfin, dans certains cas les grossistes peuvent également s'appuyer sur la ferme familiale pour leur approvisionnement. En effet, un certain nombre d'entreprises ont débuté dans le secteur de la viande en commençant par l'engraissement et/ou le commerce de bêtes vivantes avant de se tourner vers les activités de découpe et de vente en gros. Par conséquent, certains grossistes disposent encore d'une ferme destinée à l'engraissement des bêtes.

> *« Maintenant, c'est tout ici […]. Il y a pas de autre place. Juste du veau. Nous on engraisse et tout le veau de notre [ferme], ... aller de veaux vivants, ça arrive tout ici. » (E3, grossiste en viande du site)*

Cependant, la ferme familiale n'est souvent pas suffisante pour assurer l'approvisionnement de l'entreprise. Pour certains, celle-ci joue donc plutôt le rôle de fournisseur d'appoint en cas de conjoncture défavorable sur les marchés. Cette activité est plutôt une activité secondaire, les grossistes ne disposant pas toujours des ressources humaines nécessaires pour faire tourner celle-ci à plein régime.

« En fait […], on garde ça en [réserve]. Parce que maintenant les bêtes sont pas chères, tu vois, mais si les bêtes, demain, elles deviennent plus chères, en fait on va remplir à la maison pour travailler les bêtes ici. Tu vois ? Ça dépend un peu du marché. » (E1, grossiste en viande du site)

« Le moment qu'il y a pas assez des bêtes au marché on peut engraisser nous-même, […], si il y a vraiment pas assez hein, […] on a toujours l'occasion de engraisser à la maison. » (E1, grossiste en viande du site)

« Parce que 10 personnes, on a déjà assez de travail ici pour faire en plus, tu vois ? La bête s'engraisse pas toute seule, hein [rire] » (E1, grossiste en viande du site)

d. Clientèle et livraisons

S'il est souvent difficile, dans le cadre des entretiens, d'avoir des informations précises sur la localisation des clients des grossistes en viande, certaines entreprises indiquent entretenir des relations privilégiées avec une région ou une autre. Ces différentes logiques de distribution, propres à chaque entreprise, peuvent s'expliquer autant par des questions de rationalisation en matière de logistique que par l'histoire des entreprises et les relations nouées avec leur clientèle au cours de leur parcours. Par exemple, un des grossistes, originaire d'Anvers, explique avoir beaucoup de clients anversois.

« Limbourg, Anvers, beaucoup à Anvers parce que nous on arrive d'Anvers, on connait beaucoup de clients. » (E3, grossiste en viande du site)

Par ailleurs, beaucoup de grossistes du site desservent des boucheries marocaines ou africaines, installées dans les quartiers populaires bruxellois.

« Donc nous on amène quand même […] les viandes, de l'extérieur, de notre abattoir à Hasselt et on découpe et on distribue la viande ici, principalement la Région bruxelloise, 95% la Région bruxelloise. Il y a juste […] quelques clients en dehors, pas beaucoup, et tout le reste du pays est servi directement de l'abattoir à Hasselt » (E8, grossiste en viande du site)

« Ils achètent pour leur boucherie, pour la boucherie aussi souvent ici à Bruxelles. […] C'est de la marchandise qui est pour les Africains. Ils habitent dans les villes. […] Italiens, espagnols, roumains, aussi. » (E4, tripier et boyaudier du site)

Dans le cas de grossistes reposant principalement sur une clientèle bruxelloise, prendre en charge les livraisons ne serait cependant pas toujours rentable. Les clients bruxellois auraient donc plutôt tendance à se déplacer en personne pour venir se fournir auprès des grossistes du site.

« - R2: Non mais ici à Bruxelles, livrer, c'est pas vraiment rentable.
- R1: : Le boucher, il vient automatiquement à l'abattoir d'Anderlecht.
- R2: Il achète chez nous… Il achète tout à la fois. Mais, quand nous on doit commencer à courir...
- R1: Pour 10 pieds de veau… Quand tu vas à 5 km, ici, t'es déjà bloqué pendant des heures. » (E4, tripier et boyaudier du site)

Si une partie des clients flamands et wallons viennent encore se fournir directement sur le site[22], la plupart des clients se déplaçant encore en personne seraient aujourd'hui des bouchers musulmans originaires de Bruxelles. En revanche, les bouchers non-musulmans, situés surtout en dehors de Bruxelles, préfèreraient généralement se faire livrer la viande, ce qui coûte évidemment plus cher pour le grossiste.

« R :Y a beaucoup de musulmans qui vient ici. […] Et c'est les gens qui vient ici pour chercher l'agneau et le veau hein, […] mais beaucoup de bouchers belges qui vient pas chercher la viande on doit livrer à eux, on doit faire le transport nous même. Q : Ah oui. Donc les bouchers belges c'est pas des gens de Bruxelles. R : Il y a, mais pas beaucoup. » (E3, grossiste en viande du site)

Dans le cas où les grossistes se chargent eux-mêmes des livraisons auprès de leurs clients, ceux-ci disposent de plusieurs stratégies pour réduire leurs coûts de livraison.

D'une part, beaucoup de grossistes s'appuient sur un réseau de clients réguliers qu'ils connaissent généralement depuis de nombreuses années, ce qui leur permet d'anticiper plus facilement les commandes et de leur garantir également des rentrées d'argent régulières.

« 80% de ces clients-là sont effectivement des clients qu'on connait depuis longtemps, voire très longtemps et bon, de temps en temps, il y a une fois une reprise ou un nouveau qui démarre ou ... tout ce qui s'en suit. » (E8, grossiste en viande du site)

« Quand c'est le boucher qui prend chaque trois semaines un demi-veau, […] parfois moi je sais plus que facile qu'est-ce qu'il a besoin que lui-même. […] Et c'est plaisir avec le client parce que tu sais bien qu'il vend. » (E3, grossiste en viande du site)

Il s'agit donc de négocier, avec le client, un jour de livraison fixe plutôt que de répondre, au cas par cas, à chacune des demandes de sa propre clientèle. Ils s'organisent alors généralement pour organiser leurs tournées de livraison de manière à éviter les déplacements inutiles ou livrent différentes régions de Belgique différents jours de la semaine. Ce fonctionnement leur permet donc d'optimiser leur organisation même si des imprévus peuvent toujours survenir.

[22] Certains profitent par exemple de leur trajet vers Bruxelles pour effectuer leurs propres livraisons avant de se réapprovisionner auprès des grossistes du site des Abattoirs.

> *« Quand j'ai un chauffeur qui habite en Anvers, je cherche une tournée de Anvers. Alors il roule, roule, roule, et après roule à la maison. Comme ça. Faut pas revenir à Bruxelles. […] Et on a aussi un chauffeur de Limbourg et ben ça aussi, il part, il prend la partie de Limbourg. Parce que ça c'est très cher [le transport]. Et nous on est petit hein, […] mais on veut bien organiser. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Donc on livre Bruxelles tous les jours et puis on va aussi en Flandre et la côte. Ça, on fait deux fois par semaine. Anvers on va aussi deux fois par semaine. Et puis on aussi Mons, Charleroi ... toute la Belgique […] » (E5, grossiste en viande du quartier)*

D'autre part, il faut également remarquer que, si certaines des entreprises disposent de leurs propres camions frigorifiques, d'autres, souvent plus petites et réalisant leurs livraisons sur une moindre distance, se contentent de louer leur véhicule utilitaire. Certains grossistes expliquent également que la mise en commun de véhicules entre différentes entreprises du site permet parfois aussi de réduire les frais de livraison.

> *« Mais ça aussi, on est une petite entreprise, on est une camionnette avec des barres, on loue sur du long terme, c'est "Petit Forestier" [une société de location de véhicules utilitaires]. » (E8, grossiste en viande du site)*

Enfin, le secteur de la viande connaît également une certaine saisonnalité liée, d'une part, aux calendriers agricoles et, d'autre part, aux variations annuelles de la demande. En effet, les mois d'été, malgré le départ de beaucoup de clients en vacances, sont particulièrement propices à la vente de pièces de viandes à griller au barbecue tandis que la période hivernale se prête plutôt à la préparation de plats à base de viandes à mijoter ou d'abats. Certains évènements ponctuels tel que Pâques ou la fête de l'Aïd El Kebir peuvent aussi engendrer des pics de demande pour certains types de viande (agneau, mouton)

> *« - R1 : En été c'est mauvais pour nous autres. C'est des produits d'hiver qu'on a. - R2 : Ce sont des soupes et des sauces chaudes. Pas des barbecues ! […] Les mois de truc, t'as rien, les mois de vacances des enfants, les mois de juillet et août, c'est rien du tout. - R1 : Y a beaucoup d'Africains qui ne partent pas [en vacances]. C'est déjà une chance que j'ai. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

En résumé

Comme évoqué dans ce chapitre, la présence de cet abattoir en centre urbain est exceptionnelle. Alors qu'à présent l'abattage se déroule généralement à proximité des lieux d'élevage et non plus de consommation, l'abattoir d'Anderlecht a réussi à se maintenir au sein du milieu urbain, la persistance de cet abattoir pouvant s'expliquer en partie par son insertion dans une logique de quartier. En effet, à l'époque de la gestion communale, il a été conservé, car il était un maillon de la politique locale mais aussi de la structure économique du quartier et de son identité culturelle. Dans les années 1980, la reprise de l'activité suite à la faillite du site communal doit là encore beaucoup au quartier. En effet, alors que l'abattoir menaçait de fermer, la poursuite de l'activité a été permise par la mobilisation de nombreux acteurs économiques issus de celui-ci - liés au secteur de la viande, de l'élevage ou à ses connections (bouchers, grossistes, abatteurs, commerçants, restaurateurs, etc.) - qui fondèrent la société privée à l'origine de la reprise de l'abattoir en 1983. Celle-ci gère encore aujourd'hui ce terrain de 10,5 ha, profitant de son ampleur pour éviter le vide redouté par la première génération de repreneurs. Cette société a en effet opté pour une stratégie de diversification de ses activités (développement des activités de marché, orientation vers de nouvelles activités productives, organisation d'évènements festifs ou culturels) qui sera sans doute amenée à profondément transformer le site.

Aujourd'hui, si le quartier, le site et le secteur de la viande ont bien évolué, les activités traditionnelles du site (abattoir et grossistes en viandes) occupent encore une place importante sur le site et dans le quartier. Outre la société en charge de l'abattage des bêtes, ces activités comprennent une diversité de PME familiales spécialisées dans la découpe de viande et le traitement des abats. Celles-ci présentent une longue ancienneté dans le quartier et une plus longue encore dans le secteur, s'étalant généralement sur plusieurs générations d'entrepreneurs actifs non seulement dans la découpe de viande mais également dans l'engraissement et le négoce d'animaux vivants. Mis à part les grossistes installés dans les rues adjacentes du site, ces entreprises sont pour la plupart locataires de leurs locaux de découpe et ont souvent recours aux services d'abattage de l'abattoir d'Anderlecht pour au moins une partie de leur approvisionnement. Ces activités s'inscrivent en outre dans des réseaux relativement stables de fournisseurs et de clientèles qui peuvent être parfois complexes et impliquent également de concevoir ces activités dans leurs relations avec d'autres espaces, à la fois à l'échelle nationale voire internationale. Cependant, comme on a pu le voir au travers de l'histoire de ce site particulier, l'influence du cadre local sur le fonctionnement et sur le maintien de ces entreprises ne doit pas pour autant être négligé. Le chapitre suivant sera consacré aux interactions entre ce contexte local que constituent les quartiers populaires centraux et ces activités du secteur de la viande. Autrement dit, il s'agira d'y évaluer la mesure dans laquelle celles-ci se situent dans une relation de ressources réciproque avec les habitants des quartiers populaires au sein desquels elles s'insèrent.

4. Une relation de ressources réciproque

Partant de la notion de ressource telle que présentée dans l'état de l'art (voir chapitre 1), l'objectif principal de cette thèse était d'explorer la question des multiples liens pouvant exister entre activités économiques et quartiers populaires centraux. Cette partie abordera cette problématique au travers de la présentation des résultats de l'analyse empirique réalisée à Cureghem autour du site des Abattoirs et Marchés d'Anderlecht. Il s'agira ici d'évaluer la mesure dans laquelle l'insertion de ces activités au sein de ce quartier populaire constitue une ressource favorisant leur maintien mais également de comprendre en quoi ce site peut en retour constituer une ressource pour les habitants des classes populaires de Cureghem et, plus généralement, des quartiers populaires bruxellois.

Ce chapitre sera structuré en deux parties principales. La première se focalisera sur les facteurs locaux permettant le maintien de cette activité en centre-ville (voir 4.1) tandis que la seconde s'intéressera aux différentes ressources que ce site fournit aux habitants des classes populaires (voir 4.2).

4.1. Le quartier comme une ressource pour l'activité économique

Tel qu'on a déjà pu l'aborder au travers de l'histoire du site et notamment de celle de sa reprise par la société Abattoir, issue de la mobilisation de nombreux acteurs économiques du quartier, le maintien des activités du secteur de la viande à Cureghem a été favorisé en partie par leur inscription dans le contexte local. Cette première partie s'intéressera donc tout d'abord à ces différentes caractéristiques qui à l'échelle du site, du quartier et de la ville peuvent encore aujourd'hui constituer des ressources pour entreprises.

Il s'agira d'explorer ici, d'une part, les atouts qui sont propres au site des Abattoirs d'Anderlecht (voir 4.1.1) ainsi que, d'autre part, les ressources spécifiques à la localisation de ces activités au sein de quartiers populaires (voir 4.1.2).

4.1.1. Facteurs spécifiques au site des Abattoirs

Tout, d'abord malgré une conjoncture défavorable pour le secteur de la viande et en dépit de la concurrence vis-à-vis de la grande distribution et des grands abattoirs industriels[23], le site des Abattoirs d'Anderlecht présente encore aujourd'hui certains avantages pour les grossistes en viande qui l'occupent. Parmi ceux-ci, cette partie s'intéressera en particulier aux économies d'agglomération, à la position centrale ainsi qu'aux possibilités de vente au détail.

[23] L'abattoir d'Anderlecht représente en effet moins de 5% des volumes d'abattage en Belgique.

a. Les économies d'agglomération

Un premier atout qui joue grandement dans la décision de ces entreprises de se maintenir dans le quartier est lié à la coopération entre grossistes et aux effets d'agglomération liés au regroupement de ceux-ci sur un même site. Cette concentration de nombreux grossistes permet en effet d'attirer une clientèle plus nombreuse, les acheteurs (bouchers, restaurateurs, grossistes spécialisés, etc.) pouvant s'approvisionner en un seul endroit et gagner un temps considérable en évitant les heures d'affluence sur les routes.

> *« L'avantage premier, c'est le fait qu'on est centralisé et qu'on livre tout ce qui est autour de nous. Et le deuxième gros avantage, pour nous, c'est qu'il y a des grossistes de l'abattoir et de l'extérieur de l'abattoir qui viennent se fournir en veau, en bœuf, en porc, en agneau, ... et on est là. […] Si nous par exemple on devait s'installer ailleurs, en dehors de l'abattoir, se sera plus compliqué. Parce que le grossiste, il rentre dans l'abattoir, il fait son tour, il charge, il est parti. Tandis que si il va venir ici, puis il doit partir à un autre endroit pour charger autre chose, puis encore endroit pour charger autre chose, ça va devenir plus compliqué, plus long, il va être plus tard, il va arriver dans les bouchons. […] Ca a toujours été le plus grand principe des grossistes, intérieurs et extérieurs de l'abattoir. C'est des gens qui veulent être servis tôt le matin pour pouvoir partir le plus tôt possible et aller livrer leur clients et éviter les problèmes de trafic autour de la capitale quoi. » (E8, grossiste en viande du site)*

> *« 10, 15 pieds de veau. Si ils sont à l'abattoir, il les prennent, sinon ils vont pas courir pour ça non plus. Ils ne vont pas courir à l'abattoir juste pour ça. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

En raison de cette concentration en un même endroit d'autant de bouchers et grossistes en viandes, combinée à la présence du marché le vendredi et les week-ends, un des bouchers du Foodmet va jusqu'à qualifier le marché des Abattoirs de « petit Rungis ».

> *« Et ça c'est quelque chose que tu vas pas avoir si tu as une entreprise qui est située dans une site tout à fait tout seul parce qu'il y a aucune société de viande à côté. Et ben là, ici c'est comme à Rungis, vous voyez, c'est comme à Paris. Voilà, c'est un petit Rungis ici. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Pour ce boucher, ce site devrait jouer le même rôle que le marché matinal[24] en permettant aux restaurateurs de pouvoir s'y approvisionner en viande mais aussi en d'autres produits (légumes, poisson, etc.) tout au long de la semaine.

[24] Principal marché de gros de la Région de Bruxelles-Capitale.

> *« A un moment, ce site il aurait dû être connecté au marché matinal. Ça aurait été faire un grand site, vous voyez, agroalimentaire, où ce qu'on trouve de tout. […] En fait ici maintenant, en semaine, le matin, si un restaurateur il vient, il trouve de la viande mais il sait pas acheter des légumes hein. […] Il doit attendre vendredi, samedi, dimanche. Y a quelques grossistes de légumes ici à l'intérieur mais je sais pas si ils sont vraiment opérationnels dans la semaine. Mais si il y aura un hub ici de légumes où ce qu'il y a une sorte de vente qui est présent ... Voilà quoi. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

D'autre part, la proximité favorise aussi les échanges entre entreprises ainsi qu'une certaine solidarité entre celles-ci. En effet, si un des grossistes vient à manquer de certaines pièces, il peut facilement compléter sa commande en se fournissant chez un confrère.

> *« On a aussi nos collègues grossistes de l'abattoir qui viennent se fournir ici en du veau. […] Il y a [E3] qui tue ici et qui achète des dépouilles supplémentaires, parce qu'il en a pas assez, chez moi. […] Il a besoin des foies, il a besoin des cervelles, il a besoin de graisse, il a besoin de pieds, … […] Et bon ça, il achète chez moi. » (E8, grossiste en viande du site)*

> *« J'ai pas de problèmes. Je suis quelqu'un de plutôt sociable, voilà. […] [Il y a] un petit peu des collaborations qui se font. C'est beaucoup chacun chez soi mais si on a besoin de quelque chose, on peut toujours compter sur un confrère pour quelque chose quoi. » (E2, grossiste en viande du site)*

> *« Quand lui il a veau trop peu moi je livre là-bas et quand moi j'ai des veaux trop peu, je vais chercher là-bas. On fait comme ça. Non il y a pas de concurrence. » (E3, grossiste en viande du site)*

D'après certains grossistes, de tels échanges de bons procédés se feraient également entre grossistes de la rue Ropsy Chaudron mais cependant beaucoup moins entre grossistes de la rue et grossistes du site des Abattoirs.

> *« A l'abattoir même […], à part des trucs spécial comme des têtes de veau ou des choses comme ça, vraiment des abats, je pense pas qu'on va chercher pour l'instant là-bas ouais. Mais ici dans la rue et tout ça, oui hein. On travaille ensemble. Eux ils sont clients chez nous, nous on est client chez eux, ça oui. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

De même, ce boucher du Foodmet, explique également vendre une partie de sa marchandise à d'autres grossistes du site ou d'autres bouchers du Foodmet, si l'un vient à manquer d'une pièce de viande ou d'une autre.

> *« Vu la proximité aussi, ça fait créer du business entre interne, vous voyez. […] C'est du B to B, business to business. […] Bah surtout que ces des gens qui ont besoin de ça pour livrer des restaurants ou pour livrer des bouchers ou quoi, qu'il manque quelques pièces là de ça et de ça pour arriver à leur quantité que leur client demande et voilà quoi. […] Ici, je dis pas entre tout le monde, mais entre certains il y a une certaine solidarité hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Les bouchers et les grossistes étant souvent spécialisés dans un type de viande, cette manière de fonctionner permet d'avoir accès à des morceaux de viande parfois difficiles à trouver.

> *« Moi j'ai beaucoup de gens qui s'approvisionner de veaux parce qu'on est spécialisé dans le veau ici, vous voyez. On a des pièces qui sont très dures à trouver ailleurs. Par exemple, il y a des grossistes qui sont grossistes de veau ici et parfois ils manquent des jarrets de veau en hiver. Qu'est ce qu'ils viennent, ils me demandent si je sais pas leur rajouter quelques jarrets de veau. Ben moi je leur donne parce que j'en ai assez, voilà. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

De plus, le regroupement sur un même site permet également aux entreprises, d'une part, de répondre à une demande plus importante et, d'autre part, de réaliser des économies d'échelle par la mise en commun d'infrastructures (frigos) ou la mutualisation des moyens de transport.

> *« Je ne voudrais pas être le seul, ici à l'abattoir, je ne voudrais pas être le seul fournisseur de viande de veau. Ce serait même compliqué, je pense, de fournir tout le monde. […] Donc, pour moi, ça pose aucun problème et pour les autres non plus je pense. D'ailleurs, le camion qui fait mon transport, il fait aussi le transport pour X. » (E8, grossiste en viande du site)*

Le seul bémol au fait de s'échanger ainsi des pièces de viande entre grossistes réside parfois dans l'incompatibilité des systèmes de traçabilité entre grossistes.

> *« C'est extrêmement compliqué parce que le problème, par exemple, avec [E3], tout le respect pour lui, mais ils ont un système de traçabilité assez réduit, c'est à dire que tous ses veaux qui sont abattus, ils auront un numéro de lot […]. Donc la viande elle rentre ici, moi je dois faire la même chose, je dois créer un code barre avec ce numéro-là. Mais nous on travaille pas comme ça. Nous, […] sur chaque pièce, il y a une étiquette avec le numéro de sanitel. […] Je sais pas comment eux ils s'en sortent comme ça mais moi c'est trop compliqué, moi je sais pas travailler. » (E8, grossiste en viande du site)*

Or, la cohérence du système de traçabilité est essentielle dans ce métier, non seulement en cas de contrôle de l'Afsca ou de procédures de « recall », mais également pour pouvoir assurer le suivi des factures et éviter les contestations des clients sur la marchandise.

> *« On a eu un soucis, il y a quelques semaines. Apparemment, il y avait eu un problème dans leur étable avec un résidu d'antibiotique, je crois rien de spectaculaire, mais quand même annoncé par l'Afsca et procédure de "recall" démarrée. Ils sont venus ici. […] Ca dure 30 secondes et c'est fait hein. Si [E3] il va faire ça, il peut commencer à chercher dans ses factures hein. » (E8, grossiste en viande du site)*

D'autres, lorsqu'on les interroge sur les formes de concurrence qui pourraient exister entre entreprises, affirment que la concurrence avec les autres grossistes serait marginale par rapport aux bénéfices que leur apporte leur proximité. Pour certains, les relations entre grossistes relèveraient donc de la coopération, voire de l'interdépendance, plutôt que de la concurrence.

> *« Il faut [rire] vivre ensemble. Déjà pour commencer, [E3] a besoin de moi, moi j'ai aussi un petit peu besoin de lui et X on a toujours existé ensemble ici. Et eux aussi ils sont là depuis plusieurs générations. Il a sa spécificité et il a sa gamme de clients, et moi j'ai la mienne. De temps en temps, il y a des clients qui changent de fournisseurs mais sinon moi je respecte ses clients et lui il respecte mes clients. » (E8, grossiste en viande du site)*

> *« Je pense, dans le veau, il y a pas de concurrence. […] Allez, on a des concurrents […] mais à mon idée on a pas de concurrence. » (E3, grossiste en viande du site)*

Par ailleurs, la spécialisation des diverses entreprises sur certains types de viande permet également d'éviter ou, en tout cas, de réduire la concurrence entre celles-ci.

> *« Y a pas vraiment de concurrence en fait parce que comme y en a qui font uniquement du porc par exemple, ou uniquement du bœuf, et nous on fait tout, donc on va chercher de temps en temps un peu de porc là-bas ou du bœuf là-bas, mais si on a besoin, et eux ils viennent chez nous. Ben ouais, j'appelle pas ça des concurrents hein. C'est des […] collègues. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« Ca c'est un concurrent, Y, c'est vraiment un concurrent. […] Lui il fait exactement la même que nous mais lui il fait pas de l'agneau. Donc on a beaucoup des clients à lui que lui il livre le bœuf et nous on fait l'agneau. » (E1, grossiste en viande du site)*

De plus, le rassemblement de tous ces grossistes en viande sur un même site contribue également à attirer une clientèle plus nombreuse ce qui viendrait compenser la concurrence engendrée par cette proximité.

> *« Ecoutez, la concurrence attire des gens. Si vous êtes tout seul en plein milieu d'une route, que vous vendez le plus beau des [steaks], les gens ne vont pas venir. Maintenant les gens ils viennent "On va chez [E3], on va chercher du veau. On va chez [E1] chercher du bœuf. Ah ! On irait bien chez [E2] voir un peu ce qui s'y passe." […] S'il n'y en a qu'un, ils ne vont pas venir ici. […] La concurrence attire du monde […]. C'est pas pour ça qu'ils vont rester chez nous autres quoi, hein, mais ça [profite à] tout le monde. » (E2, grossiste en viande du site)*

Cependant, il ne s'agit pas ici d'idéaliser les relations de coopération entre grossistes. En effet, derrière ce discours de solidarité, la concurrence sous-jacente entre entreprises, bien que ténue, est toujours bel et bien présente. Effectivement, la plupart des grossistes reconnaissent ne pas hésiter à prendre occasionnellement un client à un autre grossiste si l'occasion se présente à eux.

> *« Pour le moment, […] c'est "bonjour, au revoir" [rire]. Parce que […] il y a un client à moi qui va rentrer là-bas il va vraiment essayer de vendre, il y a un client de lui qui va venir je vais juste faire la même chose. Je dis pas que c'est lui il est mauvais à cause de ça hein. Mais à la fin c'est pas des amis parce que tu prends des clients à l'autre. […] Qu'est ce qu'il faut faire quand il y a un client avec qui il vend quelque chose ? Tu dis "ah moi je vends pas à toi parce que toi tu achètes là-bas" ? Ben non. A la fin c'est chacun pour lui. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Bon, si il y a un client qui vient ici et que je sais pertinemment que il vient de chez un de mes collègues et il me demande "est-ce que je peux avoir les prix ?"."Voilà". Parce que c'est d'autres choses. Si il y a un client à moi, il fait ça avec un autre, ils vont faire la même chose, ça c'est différent. Mais sinon on s'entend bien. » (E8, grossiste en viande du site)*

Néanmoins, certains grossistes expliquent qu'il ne s'agit pas d'une concurrence agressive. En effet, pour ceux-ci, se lancer dans une guerre des prix avec leurs concurrents directs ne serait pas avantageux économiquement et risquerait d'aboutir à une chute des prix qui ne profiterait à personne. Ce système d'entraide et de coopération est donc parfaitement rationnel économiquement parlant.

> *« Il y a toujours une concurrence […] il y a des gens qui voient ça différemment que moi […] mais […] dans le sens commercial […] ça n'a aucun intérêt […] d'essayer d'attraper les clients de quelqu'un parce qu'il va essayer de faire la même chose avec les tiens et la seule chose que tu provoques, c'est […] qu'ils vont devoir diminuer leurs prix tous les deux. […] D'ailleurs, un client que tu vas aller voler quelque part, il faudra le choyer, le soigner pour qu'il reste chez toi parce que sinon il va repartir de l'autre côté ou il va commencer à jouer sur les deux choux. » (E8, grossiste en viande du site)*

b. La position centrale

Ensuite, lorsqu'on interroge les grossistes au sujet de leur localisation dans la ville et des raisons de leur choix, différents arguments récurrents apparaissent.

Tout d'abord ceux-ci insistent souvent sur l'importance d'occuper une position centrale d'un point de vue logistique. En effet, pour beaucoup de grossistes, celle-ci constitue un atout majeur, à la fois pour desservir Bruxelles mais également le reste de la Belgique. Cependant, les échelles de référence employées ne sont pas toujours les mêmes d'un grossiste à l'autre. Alors que certains envisagent la centralité à l'échelle de la Belgique, d'autres font parfois plutôt référence à la position du site dans Bruxelles.

A l'échelle de la Belgique, le fait d'être localisé à Bruxelles est souvent perçu comme un avantage. En effet, être implanté à Bruxelles permettrait d'atteindre rapidement leur clientèle répartie dans différentes régions de Belgique.

> *« Bruxelles c'est central hein. Quand nous on va à Liège [ou] on roule à la mer, pour nous, c'est la même hein. Si tu habites à la mer, tu as 200 km jusqu'à Liège hein. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Centralisation sur la Belgique. Vous êtes n'importe où en Belgique à partir d'ici. » (E2, grossiste en viande du site)*

> *« Il [son père] dit "oui, faut commencer Bruxelles parce que Bruxelles c'est au milieu de Belgique, de tous les côtés". » (E3, grossiste en viande du site)*

A l'échelle de l'agglomération bruxelloise, la position proche du centre-ville est considérée soit comme un avantage, soit comme un facteur n'ayant pas vraiment d'impact sur leur activité.

Dans le premier cas, il s'agit souvent de grossistes dont une part importante de la clientèle se situe à Bruxelles ou qui pratiquent également la vente au détail. Pour ceux-ci, être proches du centre-ville peut donc représenter un avantage en termes de logistique, notamment pour ceux desservant des restaurateurs situés dans le centre de Bruxelles.

> *« Et en fait, aussi, il y a la proximité des livraisons qu'on puisse faire vers l'horeca, qui est tout près. Il y a un potentiel de clients ici qui sont tout près de chez nous. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Concernant ceux vendant également une partie de leur marchandise au détail (dans le Foodmet ou leur propre boucherie), la proximité au centre-ville, l'accessibilité du site et la popularité du marché prenant place sur celui-ci représentent des avantages car ils permettent de bénéficier d'une importante clientèle sur le site.

« Surtout le samedi et le vendredi, y a beaucoup des particuliers qui passent ici et je pense que c'est à cause du marché ici en face […]. Parce qu'avant on n'avait pas ça, mais les dernières années, y a quand même de plus en plus de particuliers qui viennent ouais. […] Peut-être qu'ils ont vu ça ici quand ils viennent au marché et puis après ils nous connaissent et ils reviennent pour nous quoi. » (E5, grossiste en viande du quartier)

« Bien sûr, c'est un avantage. […] Déjà [pour] les clients, les clients local. Moi je trouve que c'est très intéressant d'avoir un accès avec le métro ici déjà, c'est une chose. Il y a deux métros qui s'arrêtent dans les abattoirs même, c'est super. C'est déjà une clientèle qui peut venir sur place d'une façon écologique, très important. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)

Dans tous les cas, la position centrale n'est jamais mentionnée comme un obstacle au bon déroulement de l'activité, notamment en termes de logistique. En effet, la facilité d'accès à l'autoroute et le décalage des horaires de travail, débutant très tôt dans la matinée, permettent un accès aisé pour les livraisons.

« Tu sors de l'autoroute et c'est une route tout droit. Faut pas vraiment attendre dans le trafic hein. Pour le moment ça va. » (E1, grossiste en viande du site)

« -R : On est pas loin du Ring, vous voyez. On prend la sortie Molenbeek, chaussée de Ninove et bien dix minutes après on est ici sur le site, vous voyez
- Q : […]Et puis c'est tôt en plus […].
- R : Ah oui, il y a pas beaucoup de circulation hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)

« Pour approvisionner, il y a pas de problèmes et pour les clients en dehors de Bruxelles, il y a pas de problèmes. Pourquoi ? Parce que c'est des gens qui viennent tôt le matin. Tout le monde est là à 4h30 du mat', et ils sont repartis vers 6h. » (E8, grossiste en viande du site)

De plus, malgré leur situation centrale, les activités du site demeurent relativement isolées du reste du quartier. En effet, en dehors des jours de marchés, elles ne sont que très peu en contact, spatialement et temporellement, avec les habitants du quartier. A ce titre, le maintien de cet espace dédié exclusivement - ou presque - à l'activité économique et relativement isolée des zones de logement permettrait d'éviter les conflits de voisinage liés à l'activité (bruit, poussière, trafic, etc.).

Par ailleurs, dans le cas des grossistes employant des travailleurs bruxellois, la position centrale permet de réduire la distance des trajets domicile-travail, ce qui constitue également un avantage, le travail débutant généralement très tôt le matin.

> *« Ils [les découpeurs] habitent tous près d'ici. Parce qu'on commence tôt le matin aussi hein. A 4h-5h on commence. Mais bon ils ont terminé plus tôt aussi hein. […] On n' a pas des chauffeurs qui habitent en Flandre en fait. Ils habitent tous Anderlecht, Bruxelles, Ganshoren, ... allez, ici sur le côté donc. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« La plupart, ils [les travailleurs] sont de Région bruxelloise hein. […] Ils sont pas obligés d'aller se déplacer en dehors de la ville si ils ont un emploi tout près hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Quitter Bruxelles impliquerait éventuellement de perdre des travailleurs qui, dans ce secteur, ne sont pas toujours facilement remplaçables.

> *« Moi je sais que, un jour, si je serai plus ici, je serai […] à Hasselt. […] Mais pour les gens qui sont d'ici et qui travaillent aussi dans l'atelier, c'est plus compliqué. Ils vont peut-être pas vouloir non plus venir travailler à Hasselt, ce qui est logique. » (E8, grossiste en viande du site)*

Notons enfin que, à l'échelle de la Région bruxelloise, si cette localisation centrale fournit certains avantages, les grossistes s'y maintiennent aussi parfois par contrainte. En effet, pour les grossistes qui souhaitent agrandir leur activité, les locaux disponibles sur le site et dans le quartier ne sont pas toujours idéaux. En effet, les ateliers accolés à l'abattoir sont souvent de taille assez réduite, poussant même initialement certains grossistes à s'installer autour de celui-ci plutôt que sur le site lui-même. Au fil du temps, ces locaux sont parfois également devenus trop petits et les agrandir demande des investissements conséquents, en particulier dans un contexte où les normes de l'Afsca sont devenues de plus en plus exigeantes.

Un des grossistes interrogés mentionne ainsi avoir recherché un autre emplacement à Bruxelles. Toutefois, les surfaces dédiées aux activités industrielles y étant sur le déclin, il n'est pas toujours possible pour ces entreprises de trouver des espaces adéquats et abordables en Région bruxelloise, poussant certaines à quitter cette dernière ou, comme dans ce cas-ci, à se résigner à agrandir et mettre aux normes leurs ateliers existants.

> *« Mais on n'a pas trouvé. Ou bien c'était trop cher [rire], parce qu'à Anderlecht c'est très cher hein, pour acheter un terrain, ou bien c'était pas bien situé pour nos clients quoi. Parce que ici c'est vraiment facile pour aller à Bruxelles. On part ici et c'est très près hein. Si on démarre plus loin alors ça prend plus de temps et pour les clients qui viennent encore au magasin c'est pas bien non plus hein. […] Ca fait deux ans qu'on a essayé de chercher mais maintenant on a fait des adaptations ici chez nous, […] c'est tout nouveau, on a tout changé. On a agrandi le magasin et aussi une partie à l'atelier. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

Dans le cas des grossistes de la rue Ropsy Chaudron se trouvant dans cette situation, les investissements consentis dans la mise aux normes de leurs ateliers constituent donc une raison supplémentaire de se maintenir dans le quartier.

> *« On a fait des grands investissements, donc ça nous a coûté beaucoup de l'argent et on trouve pour l'instant que ça va très bien, où on est maintenant. Donc oui, […] on reste ici pour l'instant (rire). » (E5, grossiste en viande du quartier)*

Il faut cependant remarquer qu'une grande partie des grossistes n'ont pas pour ambition d'accroître la taille de leur entreprise et s'accommodent de la limitation des espaces sur le site.

c. La vente au détail et le marché des Abattoirs

Plusieurs des grossistes interrogés, en plus de leurs activités de découpe et de vente en gros, vendent également une partie de leur marchandise au détail, bénéficiant ainsi de débouchés supplémentaires. Durant les jours de marché (vendredi, samedi et dimanche), certains grossistes du site ont la possibilité de vendre leur viande à des particuliers sur les étals de boucheries du Foodmet (voir photo 15), le nouveau marché couvert construit en remplacement de l'ancien marché aux viandes situé dans un bâtiment accolé aux ateliers des grossistes. De plus, la concentration de boucheries au même endroit, en dépit de la concurrence qu'elle engendre, constitue également un avantage puisqu'elle permet l'entraide entre bouchers et contribue à l'attraction de la clientèle.

Photo 15 : étals de boucherie du Foodmet

Auteur : Bortolotti A., juin 2016

Certains insistent également sur l'importance de se situer sur ce site en particulier. En effet, le marché des Abattoirs dispose d'une grande notoriété et génère des flux de clientèle importants qui bénéficient donc également aux grossistes et bouchers qui vendent au détail sur celui-ci.

> *« - E4.1 : Vous pouvez changer de quartier, ça ne marcherait plus si bien. Je vous le garantis. C'est le quartier de l'Abattoir! ils viennent tous pour l'abattoir. Ils ne vont pas chez untel, ils vont à l'abattoir.*
> *- E4.2 : D'autant plus que quand ils viennent ici, ils ont tout : les légumes, ils ont de la viande...*
> *- E4.1 : Je suis persuadé qu'on changerait de quartier, on déménagerait à un kilomètre d'ici, ça ne marcherait plus. J'en suis persuadé! » (E4, tripier et boyaudier du site)*

Par ailleurs, un des bouchers du Foodmet explique disposer de plusieurs boucheries à Bruxelles et profiter de son échoppe aux abattoirs pour promouvoir également ses autres boutiques, chacune étant plus ou moins spécialisée sur certains types de viandes. Tous les produits de sa gamme ne sont donc pas disponibles dans chacune d'entre elles et il utilise son point de vente aux abattoirs pour rediriger les clients vers celles qui leur conviennent.

> *« Donc […] il y a le marché de viande naturellement, qui est ici très connu, et puis on a un tout petit peu d'horeca et on a des boucheries aussi à Bruxelles qui font partie de notre réseau, vous voyez ? […] On a une boucherie à Schaerbeek, qui là depuis aussi 45 ans, on a une boucherie ici à Anderlecht aussi et on a la boucherie ici maintenant [au Foodmet]. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

> *« Et là on les [les clients africains] a spécialement dirigé vers un de nos magasins qui est vraiment spécialisé dans cette sorte de viande [la viande chèvre]. On essaye de faire un peu notre marketing, vous voyez. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

De plus, si certains grossistes profitent du Foodmet pour vendre une partie de leur viande au détail, ce boucher, à l'inverse, profite de son local de découpe pour vendre une partie de ses carcasses en gros, notamment à des restaurateurs.

> *« On a un peu les deux. C'est du mi-gros et surtout le détail, attention, la plupart de nos clients sont des particuliers. […] Nous, on essaye d'avoir une clientèle assez large. Donc le grossiste, le boucher, le particulier, le restaurateur, ... » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Pour ce boucher, le fait de pouvoir vendre à la fois en gros et au détail lui offre donc une plus grande flexibilité. En effet, les carcasses qu'il ne parvient pas à vendre en gros dans la semaine sont alors soit découpées et vendues au détail lors du marché, soit gardées en réserve en attendant de les écouler. Celui-ci considère donc l'arrivée du Foodmet comme un atout majeur pour son commerce et s'est beaucoup impliqué dans le démarrage du projet.

> *« Chez nous, la viande elle est là, elle disponible au frigo. Il y a un coup de fil [une commande], et ben on la vend. Il y a pas de coup de fil et ben on la met dans l'étalage [rire]. Vous comprenez ? […] Et ce qui est de trop on laisse en carcasse, on désosse pas, on laisse en réserve, vu la vente potentielle. […] La viande c'est un produit où c'est pas donné à tout le monde, faut savoir le gérer. Parce qu'elle doit partir, elle doit rester frais et voilà quoi. Faut savoir la travailler. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Par ailleurs, un des grossistes, s'il ne vend pas lui-même au détail dans le Foodmet, explique cependant fournir une grande partie de ces boucheries qui constituent donc une source de débouchés supplémentaires pour les grossistes, même lorsque ceux-ci ne vendent pas directement au détail.

> *« La viande de veau qui est vendue, ici, au Foodmet, au marché de viande, […] elle vient d'ici aussi hein. Nous on fournit les gens qui ont une échoppe là-bas, c'est nous. » (E8, grossiste en viande du site)*

D'autres grossistes, situés en dehors du site, disposent également parfois d'une boutique donnant sur la rue, ce qui leur permet d'écouler une partie de leur marchandise en la vendant à des particuliers. Ce système permet donc, d'une part, d'offrir un débouché supplémentaire pour le grossiste et, d'autre part, de faire bénéficier des particuliers de tarifs de gros. En effet, les prix pratiqués avec les particuliers sont généralement identiques à ceux pratiqués avec les restaurateurs, le niveau de découpe étant similaire pour ces deux catégories de clients.

> *« Les prix pour les particuliers c'est le même que les restaurants hein. […] C'est les mêmes prix. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

Pour ces grossistes situés en dehors du site, l'ouverture du Foodmet ne semble pas représenter une source de concurrence. Au contraire, la présence du marché contribue à attirer une clientèle nombreuse qui s'arrête parfois dans leurs propres boutiques. Cette grossiste ne s'inquiète donc pas de la présence de ces boucheries à proximité de la sienne.

> *« Pour nous, ça n'a pas diminué parce que le Foodmet est ouvert maintenant. Il y a toujours beaucoup de [particuliers]. […] Je trouve pas que ça a diminué à cause du Foodmet, ici. […] Mais pour nous c'est une bonne chose hein quand t'es en face de l'abattoir, oui. Je trouve ça, oui. Parce que, comme je dis, pour les particuliers qui vont là-bas, ils passent ici, et même ... Ouais, je sais pas, on est un peu dans le quartier viande quoi [rire]. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« R1: :Ils nous piquent nos clients [du marché] […]*
> *R2: Non, mais c'est pas grave, parce que souvent, ces boucheries-là [hors site] rachètent chez nous. Les tripes, ils les rachètent chez nous. Donc tout marche un peu ensemble, mais un ne saurait pas marcher sans l'autre. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

Enfin, certains, comme ce boucher, présentent également l'absence d'intermédiaires comme un gage de qualité ainsi que de fiabilité et l'utilisent donc comme un argument de vente.

> *« C'est notre spécialité, le particulier, vous voyez ? Le frais du jour qui est directement accessible au consommateur, vous voyez ? […] Donc c'est pas qu'il y a encore beaucoup d'intermédiaires qui passent les réseaux. Ici on ne vend que nos bêtes, les carcasses viennent chez nous, on les travaille directement, ils sont découpés comme ça, dans l'art de la boucherie, comme on dit, […] et bien emballés et traçabilisés. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

4.1.2. Facteurs propres aux quartiers populaires

Si les particularités de ce site productif présentent donc différents avantages favorisant le maintien de ces activités, ces dernières bénéficient également de certaines ressources liées à certaines spécificités des quartiers populaires.

En particulier, cette partie s'intéressera tout d'abord aux évolutions qu'a connu le secteur de la boucherie à Bruxelles ainsi qu'aux opportunités en termes de clientèle que représentent aujourd'hui les quartiers populaires centraux pour les grossistes en viande du site des Abattoirs, notamment au travers du secteur du halal. Il s'agira ensuite de discuter ici de la mesure dans laquelle ces quartiers peuvent constituer une ressource en matière de recrutement de la main d'œuvre.

a. Une clientèle spécifique

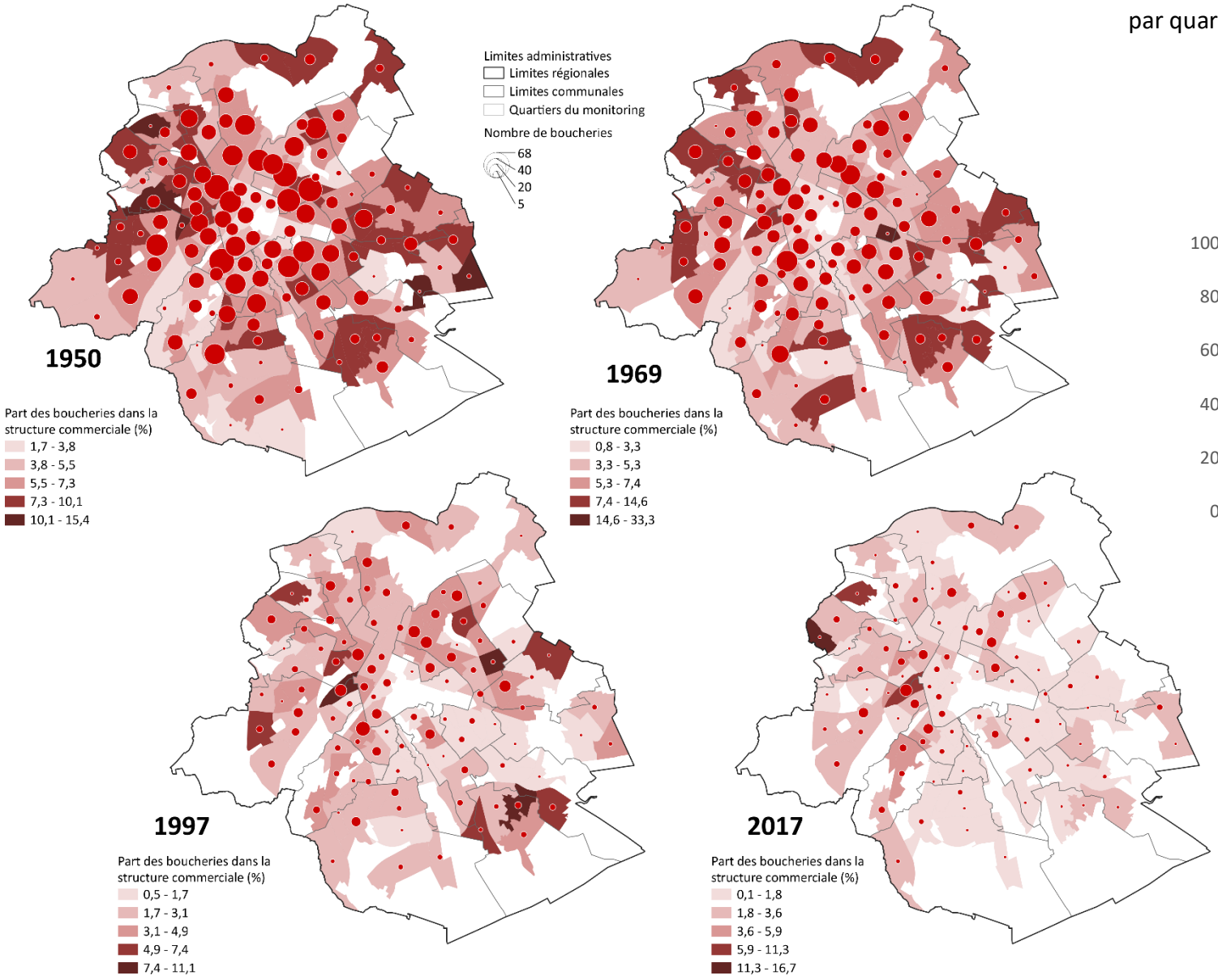
Depuis 1950, le secteur de la boucherie, principale clientèle des grossistes en viande du site des Abattoirs d'Anderlecht, a connu un déclin généralisé. Entre 1950 et 2017, on parle en effet de près neuf boucheries sur dix qui ont disparu à Bruxelles. Cette évolution peut en grande partie être imputée à l'émergence, depuis les années 1950, de la grande distribution alimentaire. Tout d'abord, l'optimisation des temps d'achats par la clientèle a, de fait, entraîné la diminution des visites des points de ventes spécialisés aux profits des généralistes. Ensuite, la grande distribution a probablement aussi contribué à la diminution des prix de la viande, notamment par des hausses de productivité mais aussi par la pression à la baisse des prix chez les producteurs liée aux volumes commandés. Par ailleurs, la concurrence avec le commerce organisé généraliste se fait également par le marché de l'emploi, les supermarchés étant attractifs pour les artisans qui peuvent préférer un emploi salarié aux contraintes qu'implique un emploi indépendant. Des boucheries ferment donc aussi largement faute de repreneurs (Wayens, 2021).

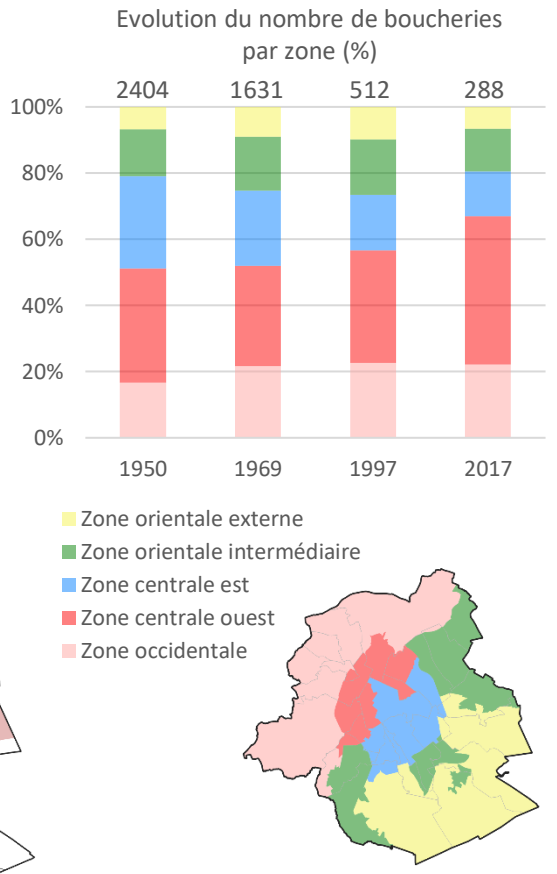
Cependant, malgré ce déclin important, certains quartiers de Bruxelles s'en sortent mieux que d'autres. En effet, entre 1950 et 1997, alors que dans la plupart des communes de l'est de Bruxelles (comme Ixelles, Etterbeek ou Woluwe), les boucheries disparaissaient petit à petit, certains quartiers ont réussi à en conserver un nombre plus élevé. C'est le cas dans le centre de Molenbeek, dans le bas de Forest et de St-Gilles ainsi qu'autour de la rue de Brabant, de la chaussée d'Haecht et de la rue Wayez. De même, dans le quartier des abattoirs, la chute a également été moins vertigineuse qu'ailleurs. On observe donc un basculement progressif dans la géographie des boucheries bruxelloises, la part relative des boucheries situées dans les quartiers populaires centraux s'étant accrue là où celle des boucheries localisées dans la partie est de la ville a diminué (voir carte 8). Entre 1997 et 2017, la diminution se poursuit, y compris à l'intérieur des derniers bastions de la boucherie. On observe une forme de concentration progressive des boucheries dans le bas de Forest et de St-Gilles ainsi qu'autour de la rue Wayez et du site des Abattoirs d'Anderlecht, où le nombre de boucheries a même légèrement augmenté (voir carte 9).

Carte 8 : répartition des boucheries bruxelloises par quartiers de 1950 à 2017

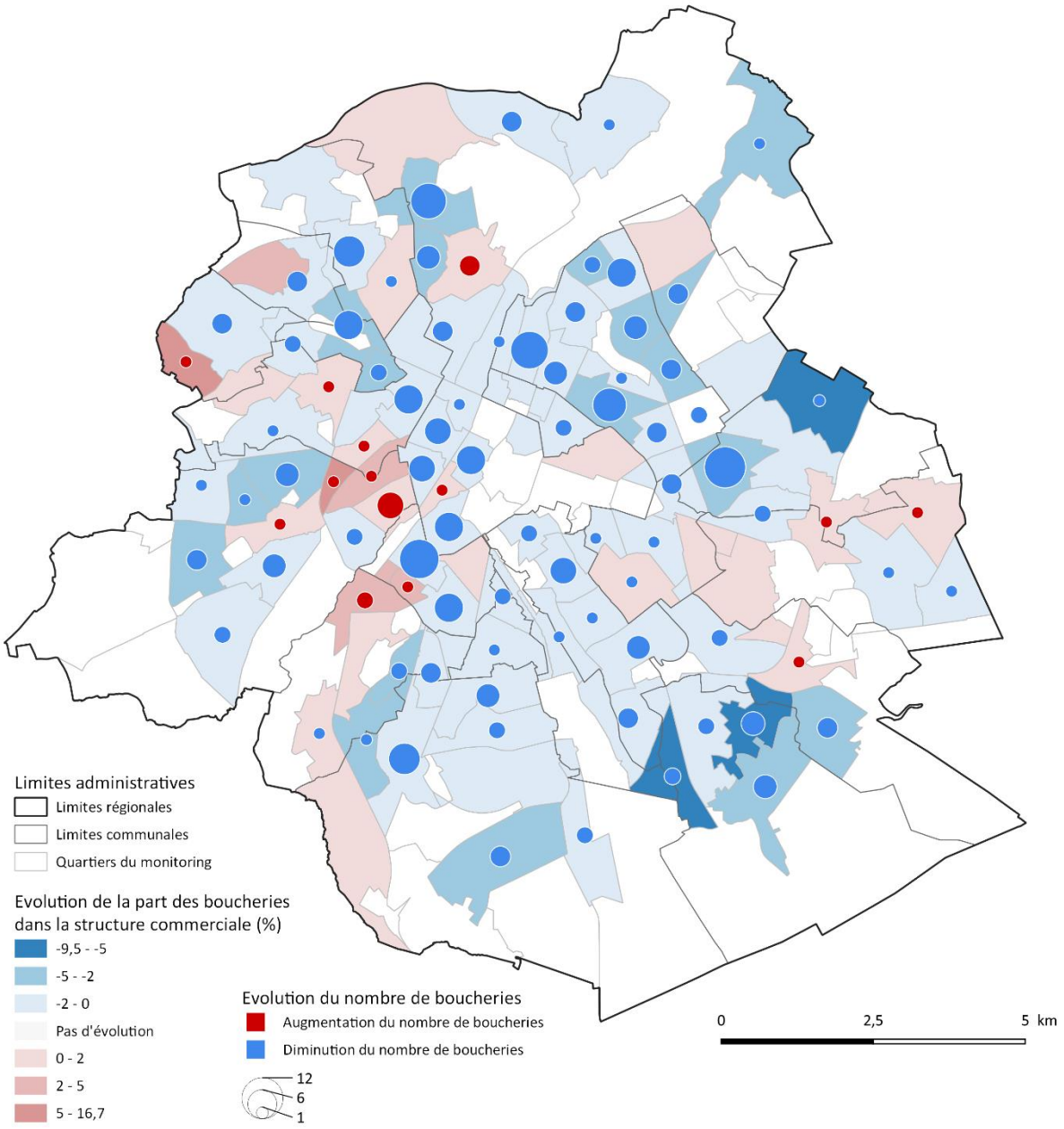
Auteur : Sanchez Trenado C.

Source : Hub Analytics





Carte 9 : *é*volution du nombre de boucheries par quartier à Bruxelles entre 1997 et 2017



Auteur : Sanchez Trenado C.

Source : Hub Analytics

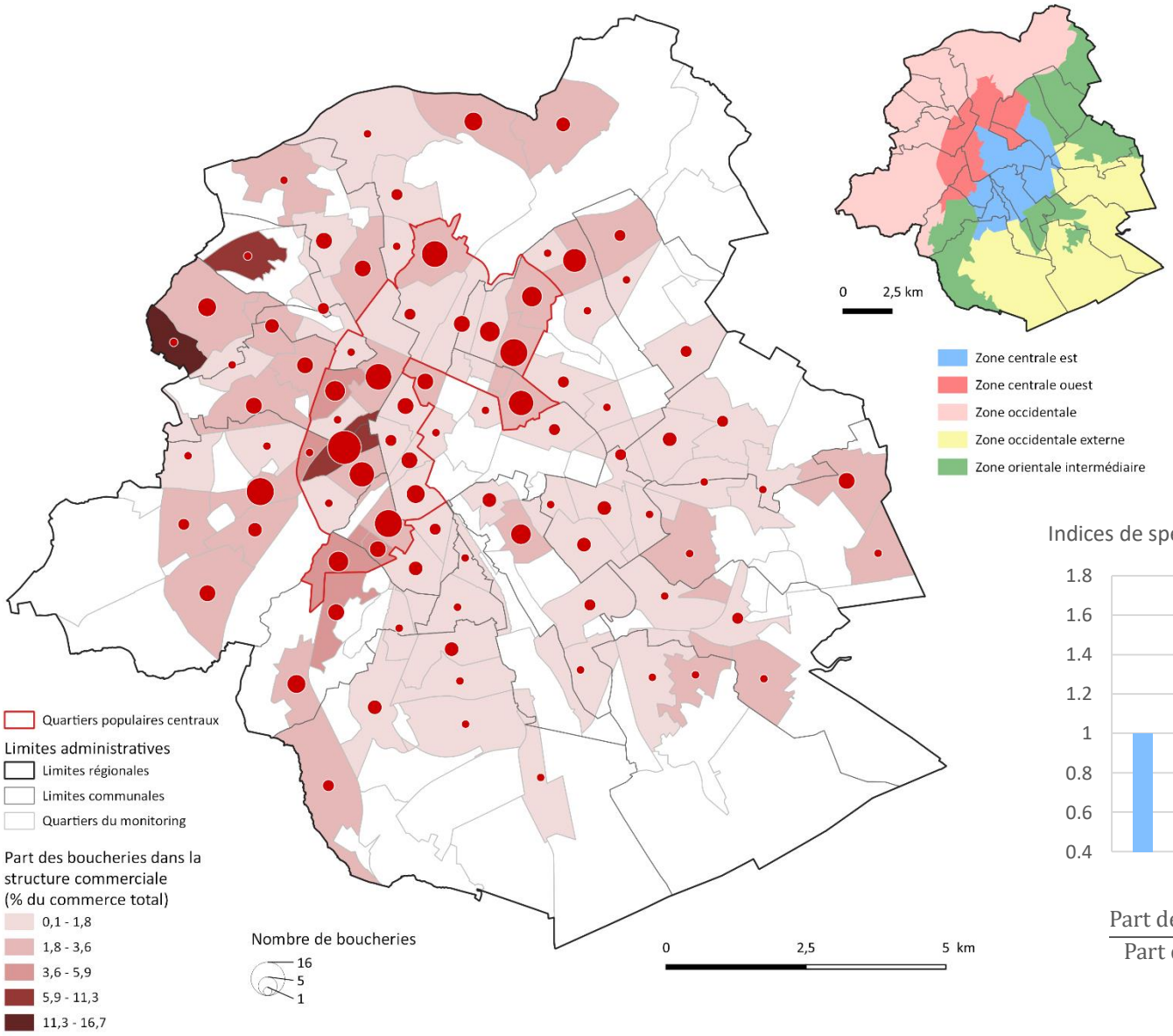
Dès lors, on observe aujourd'hui une relative concentration des boucheries au sein des quartiers populaires centraux. De fait, à Bruxelles, 45% des boucheries bruxelloises se situent dans les quartiers appartenant au « croissant pauvre ». On observe en effet une forte surreprésentation du commerce de boucherie au sein des quartiers ouest de la Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, dans la partie ouest des quartiers centraux, tandis que, inversement, les boucheries sont fortement sous-représentées dans la partie est du centre de la ville et légèrement sous-représentées dans le reste des quartiers est (voir carte 10).

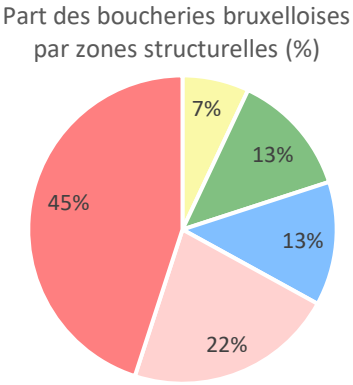
Ce relatif maintien du secteur de la boucherie au sein des quartiers populaires centraux peut s'expliquer notamment par la prévalence, au sein des quartiers populaires, du secteur de la viande halal. En effet, sur les 288 boucheries répertoriées en 2017 en Région bruxelloise, 157 ont pu être qualifiées de halal suite à une indication explicite sur la devanture, soit près de 6 boucheries sur 10. Ces boucheries halal sont bien présentes au centre et en première couronne, plus particulièrement de Saint-Gilles à Schaerbeek en passant par Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean. Les boucheries classiques sont pour leur part surtout présentes en deuxième couronne et en périphérie (voir carte 11) (Wayens, 2021).

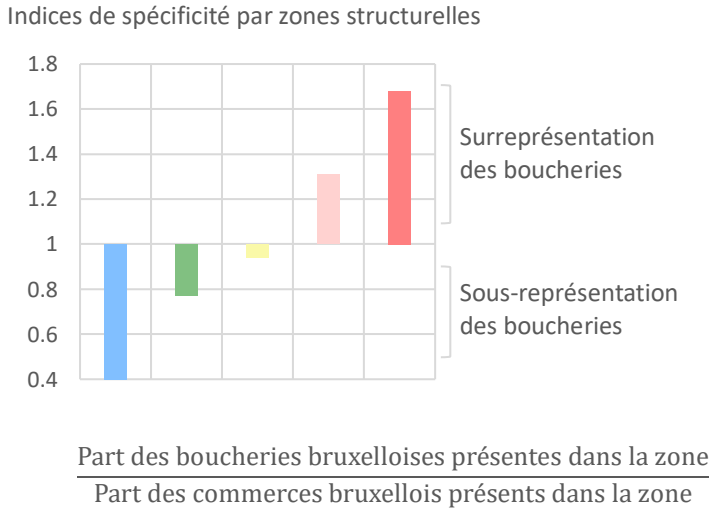
Le dynamisme des boucheries halal semble largement associé à la nécessité de prendre en compte les spécificités de ce segment de consommation, tant en termes de préparation (découpe et préparations spécifiques) que de confiance envers le vendeur (Wayens, 2021). Ce constat ressortait également des discours des habitants de confession musulmane interrogés à ce propos. En effet, parmi ceux-ci aucun ne fréquente les grandes surfaces pour leurs achats de produits carnés, reposant plutôt sur les boucheries de quartier que sur les supermarchés. Celles-ci ne proposent de fait que peu de produits halal et ont manifestement du mal à gagner la confiance de la communauté musulmane. La viande est donc un produit porteur d'une forte dimension symbolique et, dans le cas de la viande halal ou kasher, religieuse. Par conséquent, la relation de confiance entre le boucher et sa clientèle est un facteur déterminant sur les comportements d'achat.

En outre, l'adaptation de l'offre, notamment l'élargissement des produits proposés par les boucheries halal, permet une diversification des publics. La consommation du halal ne se résume donc pas à une approche communautariste et les boucheries halal sont tout autant des bouchers spécialisés pour un public large qu'un moyen pour certaines communautés de concilier croyance religieuses et adoption progressive des pratiques alimentaires de la société d'accueil (Wayens, 2021).

Carte 10 : répartition des boucheries bruxelloises par quartiers et par zones structurelles



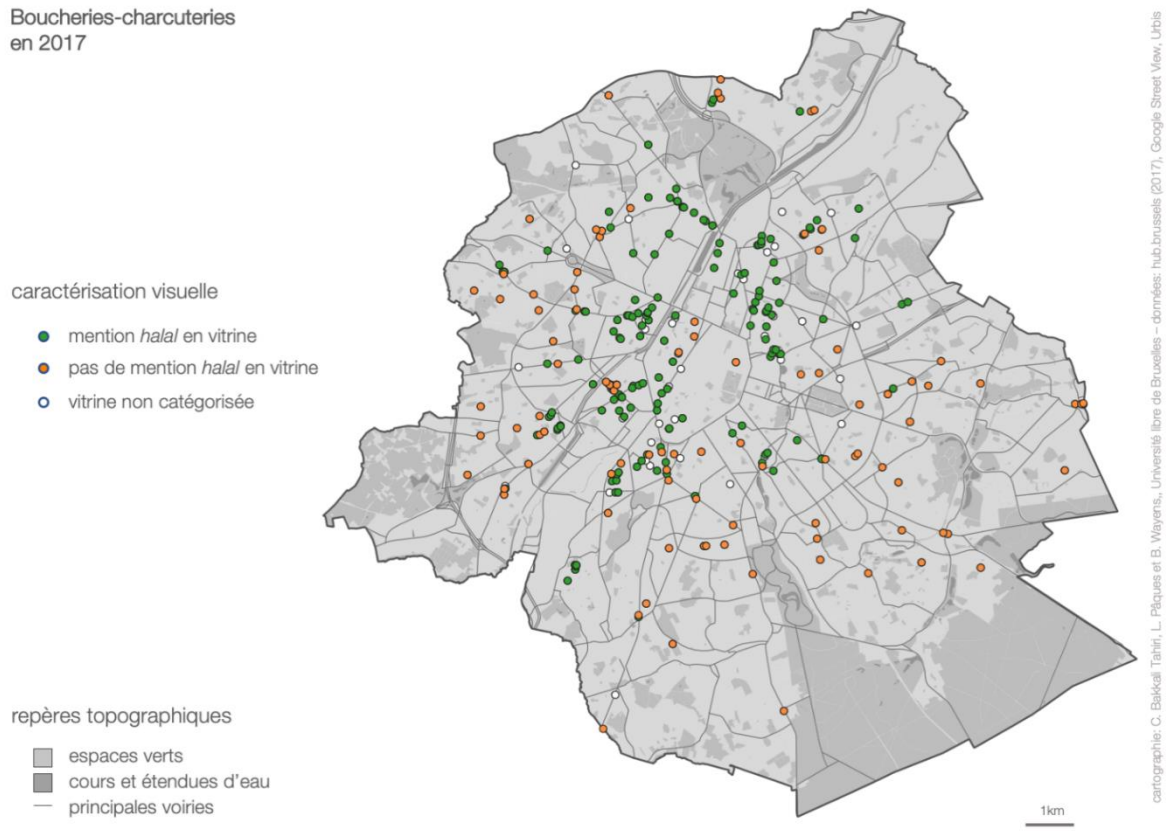




Source : Hub Analytics, découpage basé sur celui de l'IBSA

Auteur : Sanchez Trenado C.

Carte 11 : répartition des boucheries halal à Bruxelles en 2017



Source : Hub Analytics et relevés complémentaires par l'auteur de la carte sur base de Google Street View
Auteur : Wayens B.

Du point de vue des grossistes en viande, cette concentration de boucheries au sein des quartiers populaires centraux représente un atout pour les activités du site de Cureghem qui, contrairement aux plus grandes structures industrielles, reposent encore grandement sur une clientèle de bouchers et de restaurateurs. Si certains grossistes mentionnent également fournir d'autres acteurs tels que les « grandes cuisines », comme par exemple les « Cuisines bruxelloises », en charge de l'approvisionnement des cantines scolaires et des hôpitaux, ou encore d'autres grossistes, les grandes surfaces semblent en revanche être une clientèle peu sollicitée par les grossistes du site et de ses alentours.

Les supermarchés : des clients à éviter

Si certains grossistes reconnaissent néanmoins fournir quelques grandes surfaces, il s'agit le plus souvent de petits supermarchés indépendants ou franchisés, rarement des grandes centrales.

> *« On a par exemple Delhaize, comme client, on a Match comme gros magasin, et puis on a encore un grand à Luxembourg. Oui, on a quelques grands magasins aussi quand même. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

Cependant, de manière générale, ils préfèrent éviter de faire affaire avec les chaînes de supermarchés. En effet, face à des gros clients tels que celles-ci, la marge de négociation de petits grossistes est beaucoup plus réduite et ceux-ci doivent généralement se soumettre aux prix de vente imposés par la chaîne.

> *« Et ça, c'est quelque chose de difficile ici en Belgique, quand tu suis pas. Nous, on est petit, qu'est-ce qu'on va dire à Delhaize, ou qu'est ce qu'on va dire à Lidl ? […] Nous on peut livraison Delhaize mais j'aime pas bien. » (E3, grossiste en viande du site)*

De plus, fournir des grandes surfaces demande de pouvoir disposer de moyens logistiques que la plupart de ces petites entreprises n'ont pas.

> *« Quand tu prends juste Delhaize, […] tu peux [de]venir un fournisseur mais pour un prix comme ça. J'achète un veau entier, hein, mais les cuisses vont à Limbourg, l'autre cuisse il faut en Wallonie, … […] Pour le grand grossiste, ça va, […] il a plus de camions […], il est partout, mais nous pas. Et pour le petit c'est plus dur je pense. » (E3, grossiste en viande du site)*

Une autre stratégie face aux acteurs de la grande distribution consiste à essayer de s'agrandir. Cependant, l'augmentation de la taille de l'entreprise constitue un risque important car elle implique des coûts de fonctionnement plus élevés pouvant mener à l'endettement. Par conséquent, les grossistes n'ont généralement pas pour ambition d'augmenter la taille de leurs entreprises.

> *« Pour le petit commerce c'est plus difficile […], je pense. Ou tu vas grandir et tu prends encore plus de risques, ou tu vas dire "on vend le commerce à le grand". » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Et je pense cet commerce, c'est le maximum je pense. Parce que quand tu vas encore grandir, encore plus des ouvriers ... Allez, j'ai un voisin qui est aussi grossiste, […] il est grand plus que moi et il a investi pour, je sais pas, six ou sept millions d'euros. […] Nous on veut, lui il doit. […] Chaque jour, il doit, il est obligé. Nous, pas obligés. Nous demain, on arrête tout, lui jamais. […] Parce qu'on paye tout le monde direct, on paye le petit veau direct, on paye les ouvriers directs, on paye tous factures, même pas 4 semaines. [...] Tous correct. […] Je veux bien encore un autre commerce et même système. (E3, grossiste en viande du site)*

Les grossistes du site essayent donc de ne pas se faire absorber par les grandes surfaces et de privilégier une diversité de petits clients plutôt qu'un seul grand et unique client.

> *« Avec [les grandes surfaces] … C'est bien très grand mais c'est aussi dangereux parce que quand il dit j'arrête avec vous pour acheter la viande, t'as un grand problème hein. […] Nous on a douze petits clients et quand le client, il part, […] il y a moyen d'en retrouver. […] Le commerce, ça tourne hein, ça bouge toujours tu comprends ? » (E3, grossiste en viande du site)*

Par ailleurs, la qualité de viande proposée par les grossistes ne correspond pas toujours à celle privilégiée par les supermarchés, cherchant plutôt à compresser les prix. Par exemple, pour la viande de bœuf, certains grossistes affirment que les supermarchés préfèrent généralement acheter de jeunes mâles (< 2 ans) alors qu'eux-mêmes ainsi que leurs clients bouchers achèteraient plutôt des femelles. En effet, les jeunes taureaux présenteraient un plus haut rendement, car ayant une ossature plus fine, là où les vaches, bien que présentant un rendement moindre, donneraient une viande plus tendre et avec plus de goût.

> *« Les jeunes taureaux, c'est plutôt les supermarchés quoi. Eux ils travaillent avec des taureaux. […] Tu as plus de rendement, comme on dit. Tu vois ? C'est moins de gras, les os sont plus fins parce qu'ils sont découpés à 2 ans. […] Mais en fait les génisses […], ils vont tuer jusqu'à deux, trois ans, quatre ans, cinq ans quand il y a un ou deux-trois veaux. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Ou tu travailles des génisses ou tu travailles des taureaux quoi. Nous on fait que des génisses et après dans la génisse tu as encore "S.E.U.R.O.P". "S" c'est le meilleur, "P" c'est le moins bon. […] [C'est une viande un peu] plus grasse, plus rouge hein. » (E1, grossiste en viande du site)*

D'autres grossistes, nuancent cependant ce propos en disant que certaines grandes surfaces privilégieraient également plutôt les vaches par rapport aux jeunes taureaux.

> *« Delhaize pas par exemple, il achète pas des taureaux, c'est des vaches aussi. Donc je sais pas avec les autres. Les autres grands magasins peut-être, je sais pas. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

De plus, si les grandes surfaces représentent parfois un client potentiel, elles représentent surtout une source de concurrence pour les grossistes de manière plus ou moins directe ou indirecte. En effet, les chaînes de supermarchés, en concurrençant les boucheries indépendantes, contribuent à la diminution de la clientèle des grossistes du site.

Si les bouchers constituent donc les clients de prédilection des grossistes en viande du site des Abattoirs d'Anderlecht, le glissement vers une clientèle constituée principalement de boucheries halal s'est cependant fait graduellement et parfois à contre-cœur.

Les boucheries « belges » et les restaurateurs : une clientèle sur le recul

En effet, les boucheries « belges »[25] constituent la clientèle traditionnelle de la plupart des grossistes et donc leurs plus anciens clients. Cependant, leur nombre ayant grandement diminué, les grossistes ne peuvent plus aujourd'hui reposer uniquement sur elle.

Par ailleurs, même si, de manière générale, les grossistes entretiennent de bonnes relations avec leurs clients, travailler avec les bouchers « belges » serait moins intéressant qu'avant. En effet, on observerait un glissement dans la répartition des tâches en défaveur du grossiste qui voit sa charge de travail augmenter. En effet, de plus en plus, les bouchers préfèrent payer leurs morceaux un peu plus chers et s'éviter ainsi l'étape du désossage que ce soit par manque de savoir-faire, de temps ou de personnel.

> *« Avant […], dans le 100 veaux par semaine, je vends 75 avec os et maintenant je vends 25 avec os. C'est tous désossés, c'est tous, tous. […] C'est plus facile pour le boucher aussi. Ça coûte plus cher mais le boucher il a pas le temps ou pas de gens qui fait ça. » (E3, grossiste en viande du site)*

Cependant, même si le boucher ne se charge plus lui-même de cette étape du travail, celui-ci, revendant la viande deux à trois fois plus cher que son prix d'achat, a souvent conservé, si pas élargi, ses anciennes marges.

> *« Nous on aime bien ce métier mais je dis "[…] le boucher il va pas te trouver les ouvriers pour le désossage". Nous on doit faire le désossage, la viande encore plus chère. Le boucherie, c'est facile ... x2, [le prix de] le viande. Quand moi je vends le veau et parfois je vais à la boucherie […], je regarde le prix : x3. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Un cochon ça coûte avec os 1 euro 50, désossé 2 euros 50, tous désossés. Ici, […] le prix de boucherie, ça coûte combien ? Un kilo de haché. 7,50 ? C'est le moins cher que tu vas trouver. » (E3, grossiste en viande du site)*

Tout comme les bouchers « belges », les restaurateurs ont souvent tendance à demander des morceaux de viande désossés et découpés. Certains grossistes mentionnent également proposer une quantité croissante de préparations de viande destinées parfois aux particuliers mais aussi, de plus en plus, aux restaurateurs.

> *« Ca évolue hein, parce que maintenant aussi ont fait des charcuteries et tout […] parce que bon, les clients, ils demandent ça et ils aiment bien d'avoir ça chez une personne, chez un fournisseur et puis on suit un peu la demande des clients, hein […],*

[25] Cette catégorie, mobilisée par les grossistes en viande eux-mêmes, désigne généralement les boucheries non-musulmanes, par opposition aux boucheries halal.

même les restaurateurs. J'ai déjà eu comme des hamburgers ou des saucisses, ouais, on fait ça aussi maintenant. Un peu des préparations, hein. » (E5, grossiste en viande du quartier)

Manifestement, auparavant, beaucoup de chefs de restaurants avaient une formation de boucher et découpaient encore la viande eux-mêmes, ce qui serait beaucoup moins le cas aujourd'hui.

« […] Ça a vraiment changé hein, parce qu'au début […], on achetait des pièces entiers comme ça mais maintenant beaucoup des restaurateurs ils veulent déjà coupé en portions. Donc pour nous c'est plus du travail mais pour eux c'est plus facile [rire]. Ça, on voit de plus en plus parce que avant il y avait encore vraiment des bouchers comme chefs ou quoi, hein. Mais maintenant il y a beaucoup de restaurants, ils ouvrent un restaurant, il met un chef dedans mais le chef il a déjà tout préparé et voilà. » (E5, grossiste en viande du quartier)

Certains grossistes préfèrent donc parfois les bouchers aux restaurateurs car, même si ceux-ci payent leur viande à un tarif plus élevé, les bouchers auraient encore tendance à acheter en gros, ce qui représente moins de travail pour le grossiste.

« Ça, j'aime bien [rire], les bouchers, parce qu'ils achètent encore en gros, hein. […] Donc pour les restaurants il y a plus de travail, hein, […] parce que nous on doit faire le travail pour couper, mettre en sac et tout ça, sous vide. Donc ça coûte de l'argent aussi, hein. […] Pour eux, ça revient plus cher quoi […], pour les restaurants. » (E5, grossiste en viande du quartier)

Par ailleurs, face aux difficultés que connaît le secteur de la boucherie, certains grossistes se sont également orientés vers certains produits de niche tels que la viande maturée, c'est-à-dire qu'on a laissé vieillir plusieurs semaines dans des frigos à sec. Dans certains cas, les grossistes peuvent donc tirer parti d'évolutions en matière de consommation de viande et certains essayent parfois de profiter des nouvelles modes alimentaires.

« On a maintenant une petite chance, c'est le veau blanc et c'est le veau maigre. […] Les jeunes aiment bien un peu manier un peu maigre, tu comprends ? Le poulet, le dinde, le veau, ... C'est une quelque chose encore [associé à] une bonne santé. » (E3, grossiste en viande du site)

« On joue aussi sur les "hypes" et tout ça hein. Par exemple, les "dry aged", maintenant c'est la mode ça [rire], au restaurant on mange de la viande "dry aged", maturée. Donc maintenant on a ça. […] On suit un peu la demande des clients aussi un peu. » (E5, grossiste en viande du quartier)

« X, il se spécialise un tout petit peu dans ce genre de viandes [maturée]. […] Il va maximum jusque 4 semaines [de maturation], je pense. Et j'en ai déjà mangé de sa viande, elle est bonne, il y a rien à dire pour moi hein et c'est vrai que son fils, il a un restaurant, dans les Flandres et qui est un peu spécialisé dans ce genre de truc. » (E8, grossiste en viande du site)

Le recours aux boucheries musulmanes

Face au déclin du nombre de boucheries « belges » de détail, la stratégie la plus courante pour les grossistes est plutôt de se tourner vers les boucheries musulmanes. En effet, dans le cas de Bruxelles, les boucheries qui ferment sont souvent reprises par des boucheries musulmanes. La communauté musulmane constituerait donc de plus en plus une clientèle incontournable pour les grossistes.

« Par contre, ici à Bruxelles, faut dire que 90% de la clientèle c'est des bouchers marocains et quelques turcs. Boucheries belges à Bruxelles, ça diminue, y en a plus tellement, hein. » (E8, grossiste en viande du site)

« Quand j'entends des clients qui vont arrêter et m'ont dit "je remets la boucherie", bah, finalement […], si c'est en dehors de Bruxelles […], ils ferment la boucherie, point barre. Ici à Bruxelles, bon, si c'est une ancienne boucherie belge, à un bon endroit, souvent c'est repris par un marocain mais pas toujours non plus. » (E8, grossiste en viande du site)

« Mais quand tu vas juste compter dans les jeunes [belges] ... Comme moi, demain, je travaille plus avec les musulmans, je pense c'est juste encore la moitié de notre commerce. Parce que on doit compter [sur] les musulmans parce que c'est une grande clientèle à nous. On n'a pas de choix, ouais. » (E3, grossiste en viande du site)

En outre, pour les grossistes, travailler avec les boucheries musulmanes comporte également certains avantages. En effet, les boucheries marocaines, turques ou africaines constituent une source de débouchés pour la vente de certaines parties moins nobles de l'animal telles que les abats, ce qui représente un avantage certain pour le grossiste. En vendant ces pièces directement à des bouchers, le grossiste peut ainsi rentabiliser la bête à son maximum.

« C'était déjà un peu comme ça au début mais ça a fort fort évolué, on est quand même un peu spécialisé dans les dépouilles, les pieds, les cœurs, les cervelles, le foie, ... Pourquoi ? Parce que de plus en plus on a une clientèle arabe, marocaine, principalement, des Turcs aussi, qui sont demandeurs pour ce genre de produit et qui est un plus de valorisation ici à Bruxelles parce qu'on vend direct au boucher tandis que si l'abattoir de Hasselt doit le vendre, ils le vendent aux autres grossistes en France, en Italie et tout ce qui s'ensuit. Donc la valorisation est beaucoup plus importante ici. » (E8, grossiste en viande du site)

> *« Beaucoup d'Africains. Ici, à l'atelier, j'ai beaucoup de marocains qui viennent chercher les pieds de veau. Les tripes et tout le bazar, c'est plutôt des africains, et les pieds de bœuf » (E4, tripier et boyaudier du site)*

De plus, certains grossistes expliquent également que recourir aux boucheries musulmanes permet également d'écouler plus facilement des parties généralement moins demandées de l'animal. A qualité de viande égale, les bouchers musulmans ne rechercheraient pas les mêmes types de morceaux que les bouchers belges : les premiers achèteraient plutôt les parties avant des bêtes tandis que les seconds préfèreraient les quartiers arrières, présentant plus de morceaux « nobles ». Un des grossistes explique donc qu'il s'agit d'essayer de trouver un équilibre entre les clients préférant acheter uniquement les avants et les autres, qu'ils soient belges ou marocains. En effet, le défi quotidien du grossiste consiste à valoriser l'ensemble des bêtes qu'il achète le plus rapidement possible et à limiter ses pertes au maximum.

> *« Ça c'est plutôt en bœuf [que les bouchers musulmans demandaient des avants]. Bon chez nous aussi, ils vont prendre plus d'avants mais il faut dire qu'on arrive quand même à travailler des veaux complets avec eux aussi. Il faut chercher un équilibre dans [rire] la clientèle parce que sinon, évidemment, si tu tues 80 veaux ou 80 bêtes et que tu me vends que les avants, ben après t'as un problème. Il faut que tout soit parti. Ça c'est un des défis […] du métier c'est d'essayer de placer tout et valoriser tout parce que sinon tu vas faire de la perte en même temps. » (E8, grossiste en viande du site)*

Par ailleurs, contrairement aux boucheries « belges », demandant de plus en plus aujourd'hui des morceaux désossés et prédécoupés, les bouchers musulmans achèteraient encore fréquemment « à l'os », c'est-à-dire des quartiers de viande non désossés ou découpés sommairement. Ils se chargent ensuite eux-mêmes du reste du travail ou les revendent tels quels, ce qui, pour le grossiste, demande donc un travail de découpe beaucoup moins important.

Beaucoup de grossistes reposent donc de plus en plus sur une clientèle de confession musulmane et, par conséquent, sont contraints d'abattre leurs bêtes selon le rituel halal. La plupart des grossistes n'étant pas de confession musulmane eux-mêmes, ce choix est donc motivé principalement par un raisonnement économique. Si certains désapprouvent personnellement ce mode d'abattage, ils estiment qu'aujourd'hui, pouvoir s'appuyer sur la clientèle musulmane est une nécessité économique.

> *« Quand tu travailles pas avec les musulmans, t'as un grand problème. Et il y a beaucoup de gens qui dit "[…] mais pourquoi tu fais ça, pourquoi ? […] Halal, halal, et ci, et ça." Je dis "ouais mais moi j'aime pas bien, […] moi même […], j'aime pas bien. Mais on a pas de choix". Dans le commerce on a pas de choix. » (E3, grossiste en viande du site)*

D'autres, également peu favorables à ce mode d'abattage, insistent sur l'importance de pouvoir reposer sur des abatteurs expérimentés pour réduire au maximum la souffrance de l'animal.

> *« J'ai rien contre les musulmans, hein. Mais les musulmans souvent […], si t'as un qui connait pas, il est en train de chipoter ... Un qui sait égorger […] c'est rien. Tu vois, si t'égorge ... boum, fini. C'est comme une balle, la même chose. […] Mais un qui connait pas ... qu'on doit chipoter pendant ... ça c'est quand même autre chose hein. » (E1, grossiste en viande du site)*

A l'inverse, un autre grossiste explique également que, par facilité, pour éviter les contestations autour de la qualité de la viande halal par rapport à la viande non halal, il préfère faire abattre toutes ses bêtes selon le rituel islamique pour l'ensemble de ses clients, musulmans ou non. Celui-ci invoque également la liberté de culte et le respect des différentes communautés pour justifier son choix.

> *« Chez nous autres, tout est halal. Mais qu'elle soit halal ou pas halal, […] ça change pas grand-chose [à la qualité]. C'est pour respect des religions autres et on pourrait faire du halal et pas du halal [mais] pour pas avoir de discussions ... Parce qu'on va me dire "écoute, oui, mais les bêtes que tu as fait halal sont moins bonnes que les bêtes qui sont pas halal, tu gardes la bonne viande pour les belges et l'autre pour les marocains, les musulmans". Je dis "je fais tout halal" comme ça, il y a pas de discussion. » (E2, grossiste en viande du site)*

Si beaucoup de grossistes dépendent donc aujourd'hui de la clientèle des bouchers musulmans, tous ne s'y retrouvent pas toujours. En effet, un des grossistes rencontrés explique ainsi que la qualité de viande qu'il propose serait peu adaptée aux boucheries musulmanes qui proposeraient généralement de la viande moins chère mais de moindre qualité.

> *« Allez, de la qualité que nous on vend, ça se vend surtout dans les bonnes boucheries belges quoi, qui sait vendre la viande chère hein, parce que le problème c'est chez eux [les boucheries musulmanes], ils vend pas assez cher la viande et ils cherchent un peu une catégorie moins cher. Tu vois ? » (E1, grossiste en viande du site)*

Tous ne sont cependant pas d'accord avec cette idée, certains grossistes affirmant que de plus en plus de boucheries musulmanes proposeraient aujourd'hui de la viande de meilleure qualité et à un prix plus élevé. Ils pourraient donc se permettre aujourd'hui de fournir ces boucheries en viande de qualité supérieure.

Enfin, certains grossistes fournissent également quelques bouchers juifs. Ils expliquent que ceux-ci seraient très regardants vis-à-vis du respect de la tradition religieuse, refusant souvent une grande partie des bêtes après l'abattage si celles-ci ne sont pas jugées licites

pour la consommation. Par conséquent, les grossistes se retrouvent parfois obligés d'écouler rapidement ces carcasses refusées. Cependant, les clients d'origine juive seraient prêts à payer plus cher que d'autres pour pouvoir bénéficier d'un tel service, ce qui permettrait au grossiste de s'y retrouver financièrement.

> *« C'est par groupe, hein, les juifs. […]. Ce groupe va venir faire l'abattage parce que eux, ils font l'abattage eux-mêmes. Ils vont venir à l'abattoir. […] Ils font 10 bêtes. Dans les 10 bêtes, ils vont dire y a 5 bons, y a 5 qui sont pas bons. […] C'est fou, quoi, quand même. […] Il regarde les poumons, il met un compresseur dans les poumons après ça gonfle et si il y a une tache, pour eux c'est pas bon. […] » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« L'arrière il prend pas. Il prend l'avant sur 11 côtes. Juste en dessous du filet pur. Donc à partir du moment où ça devient bon, là ils prennent plus [rire] […] Mais ils payent cher aussi. Ils payent vraiment cher parce que eux ils font beaucoup de cinéma, pour dire comme ça, et en fait ils payent ça. Parce que[…] ils vont dire il nous faut 10 bêtes, après il prend que 5, […] ben tu as 5 bêtes que tu as difficile à vendre. Donc eux, ils doivent payer toujours plus cher pour récupérer si ils prennent pas les autres. » (E1, grossiste en viande du site)*

La vente au détail : une clientèle populaire

Dans le cas de certains grossistes se consacrant également à la vente au détail, la diversité culturelle des quartiers populaires profiteraient également aux grossistes en viande et aux bouchers du site des Abattoirs proposant leurs produits sur le marché des Abattoirs d'Anderlecht. Ceux-ci bénéficient d'une clientèle issue de l'immigration qui consommeraient, d'une part, de plus grandes quantités de viandes et, d'autre part, achèteraient également des parties de l'animal peu consommées ou moins appréciées par leurs clients belges (avant de carcasses, abats, pieds de porc), ce qui leur permet ainsi de rentabiliser pleinement l'ensemble de la bête.

> *« - E4.2 : Mais pour la triperie, pour vendre notre marchandise c'est seulement la vente ici en ville, convenablement parce que c'est beaucoup des gens étrangers. Quand on ouvrirait un magasin comme ça chez nous, à Visé, on ne vendrait même pas pour 50 euros par jour.*
> *- E4.1: Ils viennent à l'Abattoir d'Anderlecht.*
> *- E4.2: On a même essayé une fois de vendre à Liège et ça n'a jamais marché. Les gens de Liège viennent acheter ici. […]*
> *- E4.1 : Moi je dors ici, Je loue un appartement ici et vous venez l'après-midi : il y a que des africains, y'a pas de belges. C'est sérieux, hein. Mais tant mieux, hein. Ils me gênent pas, hein: Je vis d'eux. Mais vous ne voyez que ça, hein. Tant mieux. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

Cependant, tous les grossistes ne pratiquent pas la vente au détail sur le marché des Abattoirs ou dans ses alentours. Ce marché s'adressant plutôt à un profil de clientèle aux moyens relativement limités, la qualité de viande proposée par certains grossistes ne correspondrait pas au pouvoir d'achat de la clientèle fréquentant le marché. C'est pour cette raison que certains grossistes du site ont également refusé de s'installer dans le Foodmet lorsque celui-ci a ouvert.

> *« Je vends pas en détail non. Il y a ici déjà des questions d'abattoir pour commencer dans le Foodmet mais j'ai dis on n'a pas d'intérêt parce que notre qualité est trop chère pour une place comme ça. » (E3, grossiste en viande du site)*

Le fait de proposer de la viande halal sur le marché des Abattoirs ne semble pas particulièrement constituer un avantage pour les bouchers en question. En effet, proposer de la viande halal constitue une stratégie qui, si elle peut faire gagner une partie de la clientèle du marché, peut également en faire perdre une autre partie. Aucun étal ne propose cependant les deux types de viande à la fois, de peur de perdre la confiance de leur clientèle. Les différents marchands font donc le choix d'afficher le label halal ou non. On constate, par exemple, qu'un des grossistes du site, nous ayant rapporté ne produire que de la viande halal, ne l'affiche pas sur son étal au sein du Foodmet.

Enfin, si une partie de la clientèle du marché des Abattoirs recherche effectivement de la viande halal, une autre partie évite d'y acheter celle-ci. En effet, en particulier parmi la communauté marocaine, beaucoup de personnes ne font pas confiance à la viande proposée sur le marché, tant d'un point de vue religieux que sanitaire. Les raisons de cette désaffiliation d'une partie de la clientèle vis-à-vis des bouchers des abattoirs sera cependant analysée plus en détail par après dans la partie 4.2.1.

b. Le recrutement de la main d'œuvre

Concernant la question du recrutement des travailleurs, si certaines activités industrielles profitent de la disponibilité d'une main-d'œuvre bruxelloise peu diplômée et peu qualifiée, ce n'est généralement pas le cas des grossistes en viande des abattoirs. En effet, la plupart de ces entreprises, reposant sur des travailleurs disposant d'un certain niveau de qualification ou du moins d'une longue expérience dans le métier, ne peuvent recruter leurs ouvriers exclusivement dans les quartiers populaires bruxellois. Les zones de recrutement de la main d'œuvre peuvent donc fortement varier d'une entreprise à l'autre, certains grossistes employant par exemple des ouvriers résidant en Flandre, en Wallonie, voire même en France. Le recrutement des ouvriers se fait donc plutôt sur base de réseaux d'interconnaissances qui semblent assez forts au sein du secteur.

> *« C'est des gens qui travaillent dans la viande de bœuf. Dans le bœuf il y a beaucoup désossage […] parce que il y a pas beaucoup bouchers ou boucheries qui prend le bœuf entier. Et c'est pour ça qu'on a repris trois qui bien bien connait le métier. Et c'est*

les gens que je connais avant. Aussi avec P., on a pris de son commerce, avant il connait aussi des gens et il y a beaucoup connexisme dans les désosseurs. » (E3, grossiste en viande du site)

Lorsque leurs réseaux de relations ne suffisent plus, certains grossistes sont alors obligés de passer par des sociétés spécialisées dans le recrutement de travailleurs qualifiés ou par des agences d'intérim. Un des grossistes, notamment, loue les services d'une société luxembourgeoise, basée en Belgique, qui met des ouvriers à disposition de son entreprise.

« En fait, nous on paye un groupe pour les ouvriers qui travaillent ici. Tu vois ? Mais c'est cher hein. Parce que, allez, on passe par eux et donc on paye un peu plus, allez, on paye à eux aussi hein. Lui il a un groupe et ils ont besoin d'un bénéfice aussi. […]Eux ils sont encore spécialisés, il connait encore des gens, tu vois, Si tu veux trouver un type ou trouver un désosseur, je connais personne. » (E1, grossiste en viande du site)

Pour accomplir certaines tâches plus spécialisées ou plus répétitives, un des grossistes mentionne pour sa part faire appel à des travailleurs indépendants pour prendre en charge le désossage. De cette manière, en concentrant le désossage un jour par semaine, ses propres ouvriers peuvent consacrer leur temps à d'autres tâches le reste de la semaine.

« Allez, juste vendredi j'ai une équipe de 3 indépendants pour désossage […] parce que on a deux désosseurs mais moi j'aime bien tous, tous [découper] dans la journée.[…] Le vendredi on fait désossage de l'abattage de jeudi et […] lundi, mardi pas de problème on livre. » (E3, grossiste en viande du site)

Ces travailleurs indépendants viennent donc parfois plutôt de l'étranger comme, par exemple, dans ce cas-ci, de Tourcoing, pour travailler dans des ateliers de grossistes.

« Y a beaucoup des sociétés maintenant qui travaillent avec des indépendants qui viennent de l'étranger, qui viennent travailler dans les entreprises, qui viennent désosser ou qui viennent faire les services pour les entreprises, hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)

De même, certains grossistes font parfois appel à des indépendants pour prendre en charge les livraisons bien que, dans certains cas, le grossiste soit parfois à la tête de sa propre société de transport. Un des grossistes mentionne ainsi avoir créé une société indépendante pour s'occuper de ses livraisons et au sein de laquelle il a engagé son propre chauffeur.

«Et alors de l'autre côté, j'ai le chauffeur qui travaille pour une petite société de transport qui m'appartient, donc c'est lui qui fait le transport pour ici et pour là-bas, mais le matin il est avec nous dans l'atelier ici pour nous aider. […] Il fait les préparations des commandes qui doivent partir sur la route. Une fois que les

commandes sont prêtes pour lui, lui il part et il y a l'autre qui reste ici sur place pour faire le reste et le nettoyage aussi. » (E8, grossiste en viande du site)

Cependant, dans le cas de grossistes employant une main d'œuvre bruxelloise, certains expliquent bénéficier de la disponibilité de travailleurs issus de l'immigration. En effet, faute de trouver des ouvriers d'origine belge intéressés par ce type d'emploi, certains grossistes se tournent donc vers les travailleurs d'origine immigrée. Selon certains grossistes, ceux-ci seraient en effet plus souvent prêts à accepter des conditions de travail parfois peu agréables ainsi que des horaires à la fois contraignants et demandant une certaine flexibilité.

« - R2: Les belges, on n'en trouve presque pas.
- R1: Ils veulent plus. Parce que les belges c'est trop sale pour eux. Et quand il rentre chez lui, madame, elle dit qu'il pue, alors... C'est comme ça, hein. La femme du Marocain elle ose rien dire. Non, il faut le dire comme ç'est, hein. J'en ai eu un de belge, et je l'ai liquidé parce qu'il était trop sur la mutuelle.
- R2: Ils connaissent pas les règles, il y avait toujours quelque chose.
- R1: Avec les marocains, j'ai jamais eu de problème, jamais malade. Je n'ai pas eu deux jours de maladie l'année passée. Et les Africains c'est pareil, ils vont pas si vite mais ils sont tous les jours-là. Vous pouvez leur demander si vous voulez, si vous les emmerdez un dimanche ils viennent encore aussi.
- R2: Et le travail à l'abattoir, c'est pas toujours facile parce que...
- R1: C'est jamais des bonnes heures.
- R2: Vous voyez, comme maintenant, on sait pas quand on commence la journée et à quelle heure est-ce qu'on a fini. Ça se peut qu'un jour on fait six heures et un autre jour on en fait neuf. On ne saurait pas le dire un jour avant. […]
- R1: On commence souvent vers 6 heures et on finit vers midi, deux heures, trois heures, on sait jamais, ça.
- R2: Mais comme quand vous avez le jour férié 1 mai, ben le 31 on va tuer beaucoup plus. Ça va être une grande journée. Donc t'as un jour férié le jour après, mais ça t'avance à rien […] parce que les gens mangent quand même de la viande, même si c'est jour férié. c'est pas comme dans le bâtiment, où la maison sera finie un jour plus tard. » (E4, tripier et boyaudier du site)

Par ailleurs, la présence de logements abordables dans les quartiers centraux bruxellois permet également à leurs travailleurs de trouver plus facilement à se loger à proximité de leur lieu de travail, ce qui peut constituer un avantage étant donné les horaires matinaux. De plus, la présence de logements dégradés mais accessibles financièrement, constituant une forme de logement social de fait, contribue également à l'accueil des travailleurs de certaines de ces activités. En effet, certains grossistes, ayant du mal à trouver une main d'œuvre qualifiée en Belgique, font également parfois appel à une main d'œuvre provenant de l'étranger en recrutant des travailleurs des pays de l'est venant s'installer dans le quartier dans le cadre de leur contrat de travail.

Conclusion partielle

En conclusion, si les activités du site des Abattoirs ont pu se maintenir si longtemps sur ce site et faire face à la concurrence de grandes structures industrielles, c'est qu'elles ont pu tirer des ressources du site et du contexte local et s'adapter aux évolutions de celui-ci.

Premièrement, le site des Abattoirs d'Anderlecht présente encore aujourd'hui certains avantages pour les grossistes en viande qui l'occupent. Tout d'abord, les économies d'agglomération (attraction de la clientèle, économies d'échelle, etc.) et les dynamiques de coopération (échanges de produits, mise en commun de véhicules) que permet la concentration de ces activités sur un même site favorisent le maintien de ces activités et, par ailleurs, compensent largement la concurrence entre entreprises. Ensuite, la position centrale du site, à l'échelle nationale mais aussi à celle de la ville, constitue également un atout en termes de logistique. De plus, la présence du marché des Abattoirs permet aussi aux grossistes de pratiquer la vente au détail, ce qui leur offre des débouchés supplémentaires et permet une plus grande flexibilité dans la gestion de leurs stocks.

Deuxièmement, ces activités ont également pu tirer certaines ressources de leur cadre local. En effet, dans un contexte de déclin du secteur de la boucherie à Bruxelles, le recours aux boucheries musulmanes, résistant mieux à la concurrence de la grande distribution, a permis à ces activités de faire face à la diminution de leur clientèle traditionnelle (les boucheries « belges »). Cette évolution offre en outre la possibilité pour les grossistes d'écouler plus facilement certains morceaux moins demandés de l'animal (abats, parties avants, etc.) et facilite également leur travail (demande de pièces non désossées). A cet égard, la diversité culturelle de la clientèle du marché des Abattoirs constitue également une opportunité pour eux d'écouler des morceaux moins prisés par leur clientèle « belge ». Enfin, bien que le recours à une main d'œuvre relativement qualifiée limite leurs possibilités en matière de recrutement, les grossistes en viande bénéficient parfois de la présence de travailleurs peu qualifiés, souvent issus de l'immigration, ainsi que des conditions qui permettent leur accueil au sein des quartiers populaires centraux.

Si les grossistes en viande ont su tirer profit de leur site d'implantation et s'adapter aux spécificités des quartiers populaires bruxellois, leur permettant ainsi de tirer parti de ressources en matière de clientèle et de travailleurs auxquelles ils n'auraient pas eu accès autrement, il ne faut pas pour autant perdre de vue que ces adaptations relèvent également d'un choix contraint. L'absence de site industriel similaire à Bruxelles, le déclin du secteur de la boucherie ou les difficultés à recruter de la main d'œuvre obligent en effet ces entreprises à s'accommoder de ces conditions et à développer des stratégies assurant leur maintien.

Cependant, bien que ces activités présentent pour l'instant des bilans positifs et que la plupart des grossistes interrogés mentionnent vouloir se maintenir dans le quartier et y poursuivre leur activité, ce maintien se trouve aujourd'hui de plus en plus menacé. De fait,

comme il sera détaillé au chapitre 5, les transformations de ce site d'activité pourraient avoir des conséquences durables sur le fonctionnement de celui-ci et, par extension, sur le quartier de Cureghem et ses habitants pour lesquels ce site représente, à l'heure actuelle, une ressource majeure. C'est ce dernier point qui sera abordé dans la partie suivante.

4.2. L'activité comme une ressource

Si, comme on a pu le voir au point précédent, le maintien en centre-ville du secteur de la viande doit beaucoup aux ressources mobilisées à partir du contexte local, la suite de cette partie s'attachera à comprendre de quelle manière et dans quelle mesure le site des Abattoirs peut en retour constituer une ressource pour les habitants (résidents et usagers) du quartier de Cureghem et au-delà.

Adoptant le point de vue des habitants des classes populaires, ce site sera abordé ici au travers de ses deux activités principales. Alors que la première partie sera consacrée spécifiquement aux entreprises du secteur de la viande (voir 4.2.1), la seconde portera pour sa part sur le marché des Abattoirs pris dans son ensemble (voir 4.2.2). Ce dernier, constituant une des interfaces privilégiées entre ce site et les quartiers populaires bruxellois, méritait en effet une attention particulière.

4.2.1. Le secteur de la viande

Comme annoncé, la partie suivante sera tout d'abord consacrée au rôle des activités du secteur de la viande en tant que ressource pour les classes populaires. En particulier, il sera question ici de s'intéresser aux opportunités d'emplois qu'elles présentent ainsi qu'aux caractéristiques des produits (prix, types de morceaux et de viandes) qu'elles fournissent, indirectement (vente en gros à des boucheries) ou directement (vente au détail sur le marché), aux habitants des classes populaires. La manière dont sont reçus ces produits par différents groupes d'habitants, en fonction de leurs profils sociaux et de leurs attentes culturelles, sera également traitée dans cette partie.

En outre, s'il s'agira ici d'aborder le secteur de la viande sous l'angle des ressources, ces activités représentant avant tout une ressource invisible. Le point qui suit sera donc consacré, avant toute chose, à cette question de la visibilité des activités du secteur de la viande aux yeux des habitants des classes populaires.

a. Des activités discrètes

Pour la plupart des habitants interrogés, la présence de l'abattoir lui-même est très discrète. Il passe le plus souvent inaperçu et les activités du site, peu visibles, ne se font généralement pas remarquer en dehors de la sphère du marché. Certaines personnes ignorent même parfois qu'un abattoir en activité est encore présent sur ce site qui, par ailleurs, ne semble pas non plus générer d'importantes nuisances pour les habitants du quartier.

> *« - H3.4 : Mais on ne le voit pas.*
> *- H3.8 : Ca c'est vrai.*
> *- H3.5 : Moi je remarque rien, je sais pas [rire]. » (H3.4, habitante, H3.5 et H3.8, usagères du quartier, d'origine marocaine)*

> *« - H6.1 : Avant, c'est quelques années passées, c'était plus de bruit, des cris et le sang qui coule mais maintenant c'est un peu ...*
> *- Q : Plus caché ?*
> *- H6.1 : C'est ça.*
> *- A6.1 : C'est propre. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine, et H6.1, usagère du quartier, originaire des pays d'Europe de l'Est)*

> *« Ouais, faut le connaître. Mais ils ont ... probablement qu'ils ont assez de clients qui le connaissent pour ne pas devoir faire de publicité ou dire que ça se passe là-bas. Tout le monde sait, enfin c'est ancré quoi. Ouais, c'est très connu. En même temps ça s'appelle l'abattoir. […] C'est vrai que peut-être maintenant ça a plus la même force ou notoriété qu'il aurait pu avoir précédemment. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)*

En effet, l'activité, au cours de son histoire, s'est peu à peu repliée sur elle-même, s'invisibilisant de plus en plus vis-à-vis de l'extérieur. De plus, le travail commençant tôt dans la matinée, le site est relativement déserté pendant le reste de la journée. Sa présence ne se marque donc que par le va et vient occasionnel de camions ou la présence de quelques travailleurs terminant leur service en début d'après-midi (photo 16).

Photo 16 : travailleur nettoyant l'entrée d'un atelier de découpe

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

De plus, la disparition du marché aux bestiaux qui se déroulait sur le site jusqu'en 2008, a également contribué à faire presque entièrement disparaître cette activité aux yeux du public. De nombreux clients ne sont pas informés de la présence de l'abattoir, certains associant la fin du marché aux bestiaux à un arrêt des activités d'abattage.

En outre, le marché a tendance à occulter, de par son importance, la présence de l'abattoir et de ses ateliers de découpe. Le déplacement du marché aux viandes au sein du Foodmet, a aussi poussé certaines personnes à confondre l'abattoir avec le Foodmet, ne faisant plus toujours le lien avec le bâtiment qui se situe toujours à l'arrière du site et auquel était connecté l'ancien marché aux viandes.

> *« En fait, t'avais l'abattoir, ok, où y a l'abattage etc. et juste à côté t'avais comme des ... t'as des présentoirs. Non non c'était des présentoirs. Enfin pas des présentoirs comme tu vas dans un snack mais style comme une table en bois si tu veux et t'avais un gars qui était derrière avec une blouse blanche, son petit bonnet blanc comme un boucher. Et tu pouvais acheter ta viande, tranquille. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)*

> *« Parce qu'ils ont construit un nouvel abattoir à leur entrée là [en référence au Foodmet] » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Il faut cependant remarquer que, à une époque où les abattoirs tendent à s'isoler de plus en plus vis-à-vis d'une société urbanisée qui ne saurait plus les voir, le site des Abattoirs d'Anderlecht fait preuve d'une relative ouverture sur le quartier, ne serait-ce que par l'organisation du marché lui-même. En effet, comparativement à d'autres abattoirs, isolés en périphérie sur des sites totalement fermés au public, ce site présente malgré tout certaines opportunités de rencontre entre la sphère de l'abattoir et celle du marché, notamment le vendredi, jour où marché et abattoir fonctionnent conjointement. A cette occasion les travailleurs en blouse blanche se mélangent parfois à la foule du marché (voir photo 17), que ce soit pour faire leurs achats ou pour transporter des pièces de viande, et les clients du marché sont parfois amenés à croiser les bétaillères venant livrer les animaux (voir photo 18). Certaines personnes racontent ainsi avoir pu observer l'arrivée du bétail le vendredi matin.

> *« Moi je suis passée la vendredi, je vois les veaux descendre du camion et rentrer là où on tue les veaux. » (H3.3, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Photo 17 : travailleurs discutant ou faisant leurs courses sur le marché

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Auteur : Bortolotti A., juin 2016

Si, à l'heure actuelle, les activités du secteur de la viande du site ne sont donc pas totalement invisibles, cette situation pourrait être amenée à changer suite au projet de transformation du site qui s'inscrit dans la continuité de cette tendance à écarter l'activité d'abattage des yeux des citadins (voir 5.2.2)

Photo 18 : bétaillère déchargeant les animaux dans l'étable un jour de marché

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

b. Une source d'emploi

En dépit de leur faible visibilité aux yeux des habitants des classes populaires, les activités du secteur de la viande représentent malgré tout une ressource en termes d'emplois manuels. En effet, plusieurs grossistes, en particulier ceux ayant engagé leur main d'œuvre plus récemment ou bien étant d'origine bruxelloise eux-mêmes, expliquent employer des ouvriers qui résident au sein de la Région bruxelloise, voire à Anderlecht ou dans les communes proches. Certaines des personnes rencontrées dans le cadre des groupes de discussion viennent également renforcer cette idée, en expliquant connaître des personnes travaillant aux abattoirs.

> *« Tous les Marocains, ils travaillent ici. A l'abattoir. » (H6.3, habitant du quartier, d'origine marocaine)*

Par ailleurs, au même titre que d'autres activités industrielles, les emplois fournis par le secteur de la viande bénéficieraient souvent à des travailleurs issus de l'immigration. Ceux-ci accepteraient en effet des conditions de travail plus difficiles que les travailleurs d'origine belge. Dans certains cas, ces opportunités d'emplois contribuent elles-mêmes à l'attraction d'immigrants dans le quartier. C'est le cas notamment de l'une des personnes rencontrées qui explique que certains grossistes, faute de pouvoir recruter des travailleurs bruxellois, doivent faire appel à des ouvriers des pays de l'Est qui s'installent ensuite dans le quartier ou à Bruxelles dans le cadre de leur contrat de travail.

« Ici sur Bruxelles on a très difficile de trouver du personnel, même du personnel belge. Ils ne veulent pas travailler [dans le secteur] […] [Les grossistes] ont énormément de personnel de l'Est. » (E2, grossiste en viande du site)

« Oui oui, ils vient habiter par ici, hein, pour leur faire un contrat. […] Ils trouvent un logement, généralement ils ont des contacts, des amis qui leur prend un truc. » (E2, grossiste en viande du site)

Ces activités, fournissant des opportunités d'emploi à la fois pour des populations installées depuis longtemps en Belgique (Marocains, Italiens, Espagnols) mais aussi pour des primo-arrivants (Syriens, Roumains, Polonais, etc.), participent donc, dans une certaine mesure, aux dynamiques du « quartier d'accueil » (Rosa Bonheur, 2016) que représente Cureghem pour ces populations qui peuvent ensuite aller s'installer dans d'autres quartiers de la capitale.

Cependant, en l'absence d'entretiens avec les travailleurs des abattoirs ou de questionnaire plus approfondi à ce sujet, il est difficile d'évaluer la mesure dans laquelle ces emplois bénéficient aux habitants du quartier. En effet, si certains grossistes engagent des travailleurs bruxellois, ce n'est pas le cas de l'ensemble d'entre eux.[26] Plusieurs grossistes font appel à des ouvriers résidant en Flandre ou en Wallonie, voire même en France. C'est le cas notamment des grossistes originaires de Flandre, ceux-ci employant encore souvent des ouvriers flamands.

Des emplois stables et à faible rotation

Par ailleurs, les emplois fournis par cette activité offrent également des possibilités de stabilisation professionnelle. Les grossistes rencontrés cherchent généralement à recruter des travailleurs fiables, prêts à s'engager sur le long terme. Ainsi, la plupart de leurs ouvriers, généralement sous CDI, travaillent depuis longtemps dans l'entreprise et ont une longue expérience dans le métier. Selon les parcours individuels, patrons et employés se connaissent donc souvent depuis plusieurs années.

« - E4.1: Maintenant, on n'en engage plus, car nos ouvriers ne veulent pas partir de chez moi. Ils restent tous. C'est sérieux, hein !
- E4.2: Le moins longtemps c'est Bakir, il a commencé avec moi. Ça fait 12 ans ou 13 ans, déjà.
- E4.1: Mounir m'a dit que... lui, ça fait 14 ans. ils sont tous là depuis plus de 10 ans.
- E4.2: Y en a même 25 ans ou 30 ans. Le truc qu'on, c'est que quand on a des gens avec des problèmes c'est tout de suite dans la première ou la deuxième année, Ça commence tout de suite. C'est pas un qui va travailler 15 ans convenablement et puis

[26] Beaucoup de ces entrepreneurs conçoivent leur entreprise à une échelle supra-locale. Par conséquent, la notion de proximité n'est pas toujours la même que du point de vue des habitants.

> *qui va commencer à… C'est surtout dans les premières années et surtout dans les belges. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

Si cette situation garantit une certaine qualité quant aux emplois fournis, elle réduit aussi la rotation de la main d'œuvre ce qui, dans un quartier d'accueil, ne favorise pas l'obtention d'un premier emploi pour des primo-arrivants. De plus, les contrôles fréquents que subit l'activité découragent le recours à de la main d'œuvre non déclarée. En termes d'emplois, ces différents éléments limitent donc le rôle de « tremplin » que cette activité peut jouer, pour des populations en provenance de l'étranger.

Des emplois manuels mais qualifiés

Concernant le niveau de qualification requis, les activités du secteur de la viande fournissent des emplois manuels qui ne requièrent pas un niveau de diplôme particulièrement élevé et pour lesquels il est possible d'apprendre sur le tas, comme cela a été le cas pour certains parmi les directeurs de ces entreprises eux-mêmes.

> *« Ouais, mais ils se mettent dedans, hein, ils commencent tout doucement, et puis ils se mettent dedans automatiquement avec les autres … » (E4, tripier et boyaudier du site)*

Cependant, au même titre que pour d'autres secteurs industriels, ce rôle de ressource en matière d'emplois peu qualifiés doit également être nuancé.

Tout d'abord, ces entreprises n'engagent pas exclusivement des travailleurs peu diplômés. En effet, beaucoup de grossistes disposent également de personnel administratif, notamment beaucoup de femmes, disposant souvent d'un niveau de qualification plus élevé que les ouvriers.

De plus, même dans le cas d'emplois manuels, ceux-ci ne demandent pas pour autant peu de qualifications. En effet, travailler dans le secteur de la viande requiert un savoir-faire et une expérience qui s'acquièrent sur une longue période de temps. Cela explique que les grossistes cherchent à recruter plutôt des ouvriers disposant déjà de telles qualifications et, par conséquent, pas toujours cureghemois ou bruxellois.

De plus, certains grossistes mentionnent que les exigences pour travailler dans une petite entreprise sont beaucoup plus élevées que pour une plus grosse structure. En effet, lorsque les entreprises reposent sur un nombre plus réduit de travailleurs, ceux-ci occupent rarement un seul poste de travail et doivent donc être capables d'accomplir une multitude de tâches diversifiées. Dans ce genre de petites structures, le patron est d'ailleurs très souvent occupé autant à la découpe qu'aux tâches de gestion de l'entreprise.

« Avec les grands, il faut beaucoup de personnel : le vendeur, le ci, le ça, le chauffeur hein, le désosseur, ... [Je] fais beaucoup moi-même. Je suis toujours ici. C'est l'organisation et c'est […] l'argent plus bas que c'est possible hein. […] Une personne pour ça, une personne pour ça, une personne pour ça, … C'est trop cher. Nous on est petit. […] [Le] désosseur et le chauffeur, c'est une seule [personne]. » (E3, grossiste en viande du site)

« Ils doivent encoder eux-mêmes, ils doivent préparer des commandes, ils doivent entretenir les frigos, ils doivent mettre tout en place, faire en sorte que les produits les plus anciens sortent le plus vite et que ceux qui sont rentrés frais sortent après. Donc c'est un travail un peu multitâche. C'est pas pour quelqu'un qui a l'habitude d'être à une table de désossage du matin jusqu'au soir. […] Au niveau du chauffeur, le problème est que il faut quelqu'un […] qui sait faire de la logistique, qui connait un peu sa route à Bruxelles, qui sait comment il doit charger une camionnette, qui s'occupe proprement des documents, qui note les poids, qu'est-ce qu'il a chargé, où-ce qu'il l'a livré, qui fait signer les papiers, qui touche l'argent, si il faut, chez les clients et qui a un peu de force pour porter. » (E8, grossiste en viande du site)

« C'est pas toujours évident, c'est surtout le fait qu'on est une petite structure, que je dois tout faire ici, je dois faire les commandes, je dois faire le suivi, je dois quand même faire un peu attention à ce qu'ils font dans l'atelier, j'ai aussi des comptes à rendre [au groupe hollandais].[…] Il faut être encore plus multitask ici à l'intérieur du bureau que juste là dans l'atelier. » (E8, grossiste en viande du site)

Par ailleurs, en raison des contrôles réguliers de traçabilité et d'hygiène, il est d'autant plus important de pouvoir se reposer sur des travailleurs de confiance sachant, au minimum, lire et écrire en français ou en néerlandais pour limiter au maximum les erreurs et éviter d'être sanctionné par l'Afsca.

« Eux, ils font aussi partie de la traçabilité de la viande, donc ils doivent eux-mêmes un peu anticiper, regarder "ce morceau là, ça tient avec ça", donc il faut que l'étiquetage soit correct, il faut que le pesage soit correct, il faut que l'entretien et le suivi des ateliers et des frigos soit correct, ... Ça, c'est très important mais c'est compliqué. » (E8, grossiste en viande du site)

> *« Le point qu'y a c'est que pour ce travail là, ça va pour trouver. Mais quand c'est un travail,... parce que l'Afsca, maintenant, ils exigent beaucoup de papiers et là, c'est difficile parce que ils ne savent pas lire ni écrire souvent, ces gens là [les travailleurs issus de l'immigration]. L'Afsca, ils disent tout le temps que l'Afsca est mauvais mais ils exigent quand même beaucoup, vous voyez, travailler sur un ordinateur, ils savent même pas comment ça s'allume. Pas méchamment envers ces gens-là, mais ils viennent du Maroc... […] C'est pas facile. Ça au départ, ce serait mieux d'avoir un Belge qui sait un peu faire tout mais on ne trouve pas. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

En outre, dans ces petites entreprises où les contacts interpersonnels avec les clients et les fournisseurs ont une grande importance, les grossistes doivent avoir une confiance absolue dans leurs travailleurs. En effet, ceux-ci sont responsables, au même titre que le patron, de l'image qu'ils renvoient de l'entreprise et sont chargés du bon déroulement des transactions. Ils se voient également confier des sommes d'argent parfois importantes dans le cadre de celles-ci.

> *« R : Non, non. Je les connais avant [les travailleurs]. […] Parce que c'est très difficile. […] C'est le chauffeur qui vient avec notre nom [auprès] des clients, tu comprends ? Quand lui il […] a une grosse gueule ou pas soigné ou ... […] Tu comprends ? Mais c'est pas [moi], c'est [mon] chauffeur. Tu comprends ? Et c'est les gens que j'aime bien, que je connais, parce que c'est avec ton nom. C'est la même ici, c'est une produit très cher et il te faut bien soigner le client.*
> *-Q : Oui il y a besoin de confiance quoi.*
> *- R : De grande confiance. » (E3, grossiste en viande du site)*

Enfin, beaucoup de grossistes ont des clients situés en Flandre et par conséquent le bilinguisme est souvent indispensable pour le bon déroulement des affaires, ce qui peut constituer un obstacle au recrutement de travailleurs bruxellois. En effet, le secteur de la viande en Belgique est un milieu où le néerlandais est très répandu.

> *« Et pour un chauffeur c'est pas évident non plus hein, parce que nous aussi, comme on va en Flandre, à Anvers, ils doivent parler le néerlandais et le français. Ici à Bruxelles c'est pas évident de trouver hein. […] Ils doivent pas être parfaitement bilingues mais quand même un peu le néerlandais parce qu'il y a des clients […] qui parlent uniquement le néerlandais. […] On a des chauffeurs qui parlent pas le néerlandais […], mais alors on les met juste pour l'atelier de Bruxelles. […] Mais c'est toujours mieux qu'ils parlent un peu les deux comme ça on peut le mettre une fois sur une autre tournée. (E5, grossiste en viande du quartier)*

En raison de ces différentes contraintes, si le secteur de la viande représente donc bel et bien une source d'emplois manuels, ceux-ci requièrent malgré tout un certain niveau de qualification ainsi qu'une certaine polyvalence. De plus, ces emplois, souvent très stables et fortement contrôlés, ne semblent pas permettre de jouer un rôle de tremplin temporaire pour des primo-arrivants. Ces emplois ne bénéficient donc pas systématiquement à des travailleurs des classes populaires bruxelloises et il est, de plus, difficile d'estimer leur importance d'un point de vue quantitatif.

Il faut cependant mentionner que, en plus de leurs salariés, certains grossistes font également appel aux services d'intérimaires ou de travailleurs indépendants pour réaliser certaines tâches plus spécifiques. Ces derniers n'ont donc pas le même statut et le même profil que le reste des employés. Enfin, dans le cas de travailleurs provenant de l'étranger, les modalités du contrat de travail sont également différentes et il est possible que des formes de travail non déclaré gravitent aux marges de cette activité.[27]

La situation semble quelque peu différente concernant le cas des étals de bouchers du Foodmet. En effet, les tâches demandées étant probablement moins complexes, certains travailleurs rencontrés par hasard sur le marché expliquaient avoir réussi à trouver assez facilement un emploi en tant que vendeur sur le marché. Une travailleuse de l'un des bouchers, originaire des pays de l'Est, expliquait ainsi avoir décroché son poste après avoir demandé à un boucher de l'engager alors qu'elle fréquentait le marché en tant que simple cliente. Dans le cadre du marché, on peut également supposer que la maîtrise de langues étrangères constitue un bien plus gros avantage à l'embauche que la maîtrise du néerlandais.

Une enquête plus approfondie auprès des travailleurs de cette activité serait donc nécessaire pour pouvoir pleinement appréhender la contribution de cette activité, en matière d'emploi, aux dynamiques de ce quartier d'accueil. En effet, le matériel empirique récolté ne permet pas une analyse approfondie de ces questions, le corpus d'entretiens portant principalement sur les chefs d'entreprises eux-mêmes et non sur leurs travailleurs.

[27] Dans le cadre des entretiens, certaines rencontres fortuites m'ont laisser penser à cette possibilité.

c. De la viande et des bouchers

Outre la question de l'emploi, la présence des grossistes en viande des abattoirs constitue une ressource pour un réseau constitué d'une multitude de bouchers et de restaurateurs qui dépendent de celle-ci pour se fournir en viande[28]. En particulier, dans le cas des boucheries halal, cette source d'approvisionnement est d'autant plus précieuse que l'abattoir d'Anderlecht est désormais le seul en Belgique à être encore autorisé à pratiquer l'abattage sans étourdissement. Se fournir à Anderlecht évite donc de devoir importer de la viande depuis l'étranger. Ce réseau de boucheries constitue en lui-même une ressource pour les habitants des quartiers populaires qui peuvent y trouver, d'une part, de la viande abordable et correspondant à leurs attentes culturelles et, d'autre part, des opportunités d'emploi.

En effet, la viande proposée dans les boucheries serait relativement bon marché. Un des grossistes interrogés attribue ces prix relativement faibles au fait que les bouchers musulmans proposeraient de la viande de moindre qualité. Si ce grossiste nuance cependant son propos en mentionnant que ce ne serait pas le cas de toutes les boucheries musulmanes, il insiste cependant sur le fait que leur priorité serait de miser sur la quantité plutôt que sur la qualité. Il s'étonne également des prix que ces bouchers arrivent à pratiquer, même à qualité de viande égale.

> *« Ne me comprends pas mal, y a des boucheries musulmans qui vendent de la bonne viande aussi, hein. Mais ils cherchent souvent le moins cher. Et il vend aussi au prix, en fait, pas assez cher. Parce que eux, […] un bon steak à, par exemple, 19-20 euros, eux, je sais pas comment ils font, ils vont à 13. Parfois dans le même morceau ... ou une bête moins chère, tu vois. Eux ils travaillent plus sur la quantité, tu vois. » (E1, grossiste en viande du site)*

D'autres grossistes remarquent, pour leur part, que la situation aurait cependant beaucoup évolué et que de plus en plus de boucheries musulmanes proposeraient aujourd'hui de la viande de meilleure qualité à un prix plus élevé. Pour lui, les bouchers seraient obligés de s'adapter à l'évolution de la demande de la part de leur clientèle, de plus en plus attentive à la qualité de leur alimentation.

> *« Au début, quand moi j'ai commencé ici, ils achetaient vraiment du bas de gamme […], du bon marché, des avants qu'ils découpaient avec os et ils vendaient ça comme ça, donc pas de désossage, pas de perte sur le poids, des petits veaux un peu handicapés, je vais dire, donc à des petits prix. Mais ça c'est révolu. Les bonnes*

[28] Si, d'après les témoignages des grossistes interrogés, on peut supposer que l'activité du site des Abattoirs bénéficie aux boucheries des quartiers populaires bruxellois, soutenant ainsi la structure commerciale locale de ces quartiers, l'absence d'enquête plus approfondie, ne permet cependant pas d'estimer combien d'entre elles se fournissent auprès de celui-ci, ni dans quelles proportions.

boucheries halal, c'est des grosses grosses boucheries avec des manchettes, avec des hamburgers, avec les comptoirs remplis, soignés. Ils vendent des steaks et donc ils vendent toutes sortes et, bon, ils se plaignent assez régulièrement que le veau il est cher mais voilà […] apparemment, ils en ont besoin pour faire leur comptoir et […] ça se vend bien ici à Bruxelles, très très bien même. Parfois, on se demande même où toute cette viande elle va car, tu vois, on vend beaucoup beaucoup de viande, hein. C'est toutes les semaines, il faut quand même compter qu'on débite une vingtaine de tonnes de viande de veau ici. Juste nous. Et il y en a encore […] deux autres à l'abattoir ici, qui vendent du veau. […] C'est pour ça que nous on a évolué avec, donc tout a augmenté dans la qualité et je dois dire que une grosse majorité des clients musulmans, ils achètent de la top qualité. » (E8, grossiste en viande du site)

Par ailleurs, ces tarifs modérés peuvent également s'expliquer par le fait que, comme mentionné précédemment, à qualité de viande égale, les bouchers musulmans n'achètent pas les mêmes types de morceaux que les bouchers belges. Acheter des parties moins nobles de l'animal (abats, parties avants) leur permet ainsi de compresser les prix d'achat et de revente mais également de répondre aux demandes liées aux traditions culinaires et aux besoins culturels de différentes communautés. En effet, les avants de la bête correspondent en grande partie aux pièces de viande à mijoter telle que celles utilisées pour la blanquette, les carbonnades, mais aussi les tajines.

De plus, pour les bouchers musulmans, l'achat de pièces non désossées (« à l'os ») permettrait aussi, d'une part, d'obtenir leur viande moins chère auprès du grossiste et, d'autre part, d'y gagner au poids lorsqu'ils revendent celle-ci avec l'os. Acheter des pièces à l'os facilite également l'entreposage et leur permet de gagner de l'espace de stockage.

« Les bouchers arabes ils travaillent comme ça, hein. Ça prend beaucoup moins de place et ils débitent beaucoup plus de viande […]. Sinon je dois livrer tout en bacs. Les mecs ils doivent mettre une boucherie à côté pour mettre les bacs dans le frigo, c'est pas possible. C'est compliqué. Et ils vendent encore une partie avec os aussi, donc voilà. » (E8, grossiste en viande du site)

Enfin, ces boucheries offrent également des opportunités d'emplois peu qualifiés pour les habitants des quartiers où elles sont implantées. Différentes personnes interrogées, mentionnent notamment avoir de la famille travaillant en boucherie.

« - H5.6 : "Moi j'ai mon fils et mon frère qui travaillent dans les boucheries. A l'abattoir. Maintenant il travaille plus, mon fils parce que il travaille indépendant. Mon frère, il travaille chez un boucher. Ici, njuste ici Cureghem.
- A5.2 : "Et moi j'ai des apprenants qui sont des abattoirs. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine et A5.2, animatrices à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine belge)

Ces emplois, ne requérant pas nécessairement le même niveau de qualification que pour travailler chez les grossistes de l'abattoir, offrent probablement plus de possibilités de recrutement pour les personnes des classes populaires.

d. De la viande sur un marché

En plus de la vente en gros, un des principaux liens entre cette activité et son quartier se fait au travers de la vente au détail de viande sur le marché des Abattoirs. Celui-ci se distingue des autres marchés bruxellois par son grand nombre d'étals de viande, hébergés dans un bâtiment dédié principalement à ceux-ci : le Foodmet. De fait, le marché, proposant un large choix de viande à des prix défiant la concurrence, constitue une véritable ressource pour les habitants des classes populaires et celui-ci attire une clientèle nombreuse sur le site.

> *« [La viande] c'est ce qui rapporte le plus et qui ramène le plus de personnes. […] Et maintenant, en boucherie, une bonne boucherie, la viande c'est relativement cher. Enfin ça a augmenté, enfin réellement augmenté. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)*

En effet, de manière générale, le coût reste un obstacle à la consommation de viande. La possibilité d'acheter celle-ci en grande quantité à prix réduit, constitue donc un attrait du marché des Abattoirs. Parmi les personnes interrogées dans le cadre des groupes de discussions, bon nombre achètent donc leur viande en grande quantité aux abattoirs, en particulier les personnes d'origine africaine et d'Europe de l'Est.

Si cette clientèle vient souvent des communes alentour, la viande contribuerait également à attirer une clientèle beaucoup plus lointaine. Cette influence dépasserait même les limites de la Région, certains clients venant parfois de Flandre, de Wallonie ou même du Nord de la France. Selon un des bouchers du Foodmet, ceux-ci achèteraient de grandes quantités de viande pour rentabiliser leur déplacement.

> *« Nous on a une clientèle assez diversifiée. […] On a une clientèle locale, […] ça c'est sûr, mais on a aussi beaucoup de clients qui viennent de Flandre par exemple, on a des clients qui viennent de la Région bruxelloise, un peu de clients de Wallonie, je pense pas énormément mais quand même un peu. […] J'ai des clients aussi qui viennent de l'étranger, aussi, […] qui viennent de Lille parce qu'ils me disent que la viande en France, elle est beaucoup plus chère qu'ici. Et ils viennent acheter des grandes quantités donc pour eux ça vaut le coup, quoi. […] J'ai beaucoup de clients de Lille. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

De nombreuses personnes expliquent ainsi stocker la viande chez eux pour de longues périodes de temps.

« - H6.7 : Large quantities yeah, of a bit of different things
- H6.5 : Also the market ... that will last for at least one good week. You go there, like for instance, you go there on Saturday. So we manage [to buy] a few things we need, it last for next Saturday.
- H6.7 : No time to waste.
- H6.5 : You cook, you put it in the freezer, if you need it, you go to the freezer, you take it out.
- H6.7 : Then you eat. » (H6.5 et H6.7, travailleurs dans un garage du quartier, d'origine nigériane)

La viande des abattoirs serait en effet beaucoup plus abordable qu'en boucherie, voire même qu'en supermarché.

« Ouais, le prix, c'était beaucoup moins cher qu'en boucherie. Maintenant j'en sais rien si ça a pris l'inflation aussi. Mais avant, je me rappelle c'était vraiment pas cher l'abattoir. Acheter de la viande là-bas c'était vraiment pas cher du tout. Ben, concrètement, quand t'achètes tes fruits et légumes au marché, c'est déjà moins cher qu'en supermarché. Et crois moi qu'ils vendaient hein. Ouais, ils vendaient, ça rapportait, ça c'est sûr. Y avait des files et des files. (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)

« Parce que c'est moins cher qu'au magasin […]. Soit les fruits, soit les vêtements, soit la viande, ... c'est moins cher, un petit peu. […] Moi aussi je vais des fois au marché mais quand je [demande] pourquoi y a la file. « Pourquoi ? » parfois je demande. Oui, je connais des gens, ils vont au marché et il me dit "ah nous on va au marché, c'est le moins cher. Y a tout. Par exemple, c'est pas la même chose qu'au magasin. » (H4.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)

Outre les éléments avancés pour expliquer les faibles prix pratiqués en boucheries halal, ces faibles prix peuvent sans doute s'expliquer également par l'absence d'intermédiaire. En effet, comme évoqué précédemment, dans le cas de grossistes en viande proposant aussi de la viande au détail, ceux-ci peuvent faire bénéficier directement les particuliers de tarifs de gros tout en préservant leurs marges.

De manière générale, le marché des Abattoirs serait donc surtout intéressant pour les achats en grandes quantités et certaines personnes expliquent que, consommant peu de viande, elles ne voient pas toujours l'utilité de venir l'acheter là car elles risquent d'avoir des pertes, faute de la consommer suffisamment vite. C'est le cas, par exemple, des personnes retraitées ou isolées.

« Pas beaucoup. Avant oui. Maintenant non. […] Moi je prends un peu pour la maison mais la viande il faut que je mange ici [à l'association]. Même hier j'avais encore du poulet, il a 15 jours. J'ai dis "je l'achète plus". Des fois si je viens pas, ça m'arrive

d'avoir quelque chose alors je demande à mon fils de venir chez moi du travail, je dis "Gaëtan je vais rester, je prépare à manger maintenant." "Oui Maman.". […] Oui mais tu sais j'en tiens un peu à la maison pour pas avoir rien mais pas comme avant. Non, non. Pourquoi ? Quand j'en veux un peu, je vais dans les bouchers qui sont pas loin mais j'achète ... non, c'est fini. Si tu veux acheter un peu, tu peux acheter ici. Si tu veux un demi-kilo d'américain ou deux tranches, il te le donne aussi hein. Avant, pour des familles nombreuses, ça va. Mais quand t'es tout seul c'est pas la peine. Tu tiens quoi ? 3 semaines, un mois ? 20 jours ? La viande, c'est 3 mois. Comme des gens des fois qui le jettent, non, hein. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

Enfin, il faut également remarquer qu'en dehors des heures de marché, certaines personnes fréquentent aussi les échoppes du site situées à front de rue.

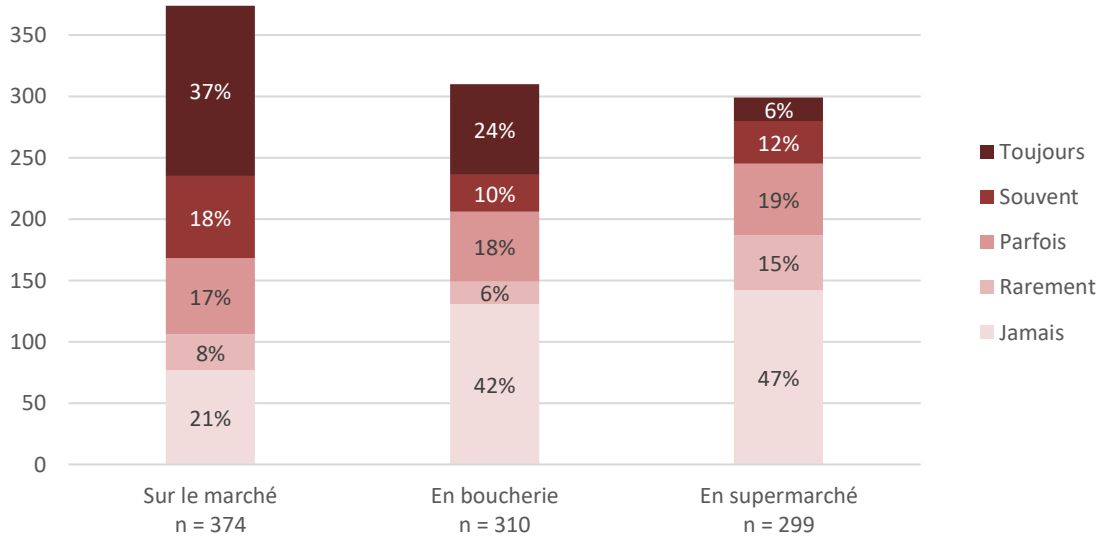
« A part ça, c'est tous les polonais le vendredi, le samedi et le dimanche, en face ils ont des magasins. […] Y a l'abattoir, mais si tu peux pas aller à l'abattoir [les jours de marché], dans la semaine tu peux aller sur les magasins où ce qu'ils la vendent, c'est à l'entrée juste là où y a les taureaux. » (H7.12, usagère du quartier, retraitée d'origine italienne)

e. De la viande ? Pas n'importe laquelle, pas pour n'importe qui

Si la viande des Abattoirs est donc attractive par son prix, elle constitue également un produit doté d'une forte valeur symbolique. Les méthodes d'élevage et d'abattage, les techniques de production et les types de morceaux proposés se trouvent au centre de nombreux débats mêlant considérations éthiques, écologiques, religieuses, culturelles et économiques. Par conséquent, même au sein des classes populaires, la question de la viande divise. Attrayante pour certains, elle dégoûte les autres. De fait, la viande des abattoirs, attirant pourtant une foule importante, est boudée par une partie de la clientèle du marché qui, en dépit des prix attractifs proposés sur celui-ci, privilégie plutôt les achats en boucherie.

L'enquête réalisée sur le marché (voir figure 9) révèle que, même si la majeure partie des personnes interrogées achètent régulièrement leur viande sur le marché des Abattoirs, une part non négligeable de la clientèle (21%) affirme ne jamais y acheter sa viande. De plus, une partie des enquêtes ayant été réalisée dans le Foodmet (56%), bâtiment qui accueille les étals de boucherie, on peut supposer que ce dernier pourcentage est légèrement sous-évalué. Pour sa part, le graphique des achats en boucherie constitue le miroir de celui des achats sur le marché, les personnes privilégiant plutôt l'un ou l'autre pour leurs achats et rarement les deux.

Figure 9 : lieux d'achat privilégiés de la viande



Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Cette dimension symbolique de la viande lui donne une place particulière. La ressource que peut représenter le site des Abattoirs, au travers de son marché de la viande, dépend donc du rapport que les différentes catégories de personnes entretiennent vis-à-vis de ce produit particulier. Ce statut particulier ressortait clairement dans les entretiens. En effet, assez systématiquement, lorsque la question de la viande était évoquée, la dynamique de la conversation prenait une autre tournure. Des tensions apparaissaient, que ce soit en lien avec les questions du halal et du végétarianisme ou encore des scandales sanitaires. Les personnes interrogées se sentaient souvent obligées de se positionner vis-à-vis de la viande, là où, au contraire, l'achat de fruits et légumes faisait plutôt consensus.

> *« Moi j'aime bien le marché. Sauf la viande (rire) -. J'aime bien tout ce qu'il y a dedans. » (H4.3, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Un produit culturel

Tout d'abord, au même titre que pour d'autres catégories de produits, les étals de boucherie du marché des Abattoirs constituent une source d'approvisionnement privilégiée pour répondre aux besoins culturels de différentes communautés. La clientèle du marché étant en effet très diversifiée culturellement, les différents bouchers proposent généralement une grande diversité de produits visant à répondre à ces besoins spécifiques (viande halal, viandes fumées, viande de chèvre ou de mouton, charcuteries polonaises et roumaines, etc.).

« Nous avons une grande partie de notre clientèle qui est africaine ... Afrique noire quoi. C'est des grands consommateurs de viande au niveau de viande de chèvre et tout. […] Chacun ses besoins, chacun l'offre qu'on pousse vers le client au niveau culturel, voilà. Religieux aussi, parce que ils veulent aussi de la viande halal, la plupart de ces gens-là. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)

« - R1 : Les Africains, on peut pas leur préparer [les tripes]. ils doivent le préparer eux-mêmes. Ils veulent pas du préparé. Ils sont comme ça.
- R2 : Y a Les chinois, aussi qui recherchent... Eux ils achètent les tripes de porcs. Les abats de porc. Les langues, les cœurs, les estomacs de porc... c'est plus pour les chinois ça. » (E4, tripier et boyaudier du site)

De plus, le marché des Abattoirs propose également des morceaux de viande parfois difficiles à trouver ailleurs, notamment certains abats (tripes etc.) ainsi que des parties moins demandées de l'animal (par exemple les pieds de porc). Certains clients viennent donc y acheter certains morceaux spécifiques et apprécient d'avoir beaucoup de choix.

« - H6.7 : Most times [I go to the] abattoir
- H6.5 : It's cheaper. And you get the varieties.
- H6.7 : Exactly, different brand to choose for meat.
- H6.5 : Intestins, we do [cook] intestins, the head, the leg, … » (H6.5 et H6.7, travailleurs dans un garage du quartier, d'origine nigériane)

- E4.2 : Parce qu'on a des saucisses blanches [une saucisse à base de tripes] - comment ça s'appelle encore, ces quartiers-là de la Belgique ? qui est un peu plus pauvre, alors... tout près de Charleroi …
- E4.1: dans les charbonnages : le Borinage.
- E4.2: Parce que les gens ont un peu moins d'argent, là. Pour eux c'est intéressant. […] Mais les tripes, […] ça c'est bon, ça. Mais il faut savoir comment les cuisiner, c'est ça le problème. C'est quand même beaucoup de travail aussi. Je sais bien qu'ils doivent laisser cuire ça pendant deux - trois heures. Je suppose que c'est trop de travail pour les personnes d'ici, qui travaillent. Parce que la femme et l'homme travaillent, alors quand on doit laisser cuire un plat pendant trois heures quand on revient du travail, on n'a pas fort envie.
- E4.1: Les Roumains prennent beaucoup de tripes pour faire la soupe. ils font de la soupe avec ça. […] Les polonais, je crois qu'ils font de la soupe aussi. » (E4, tripier et boyaudier du site)

Un produit religieux

Parmi ces produits, la viande halal, de par sa dimension religieuse, occupe une place particulière. Si une partie de la clientèle de confession musulmane achète sa viande sur le marché, une autre partie semble éviter celui-ci. On observe une sorte d'effet de communauté. En effet, pour une grande partie des personnes d'origine marocaine, la viande des abattoirs ne serait pas fiable, tant du point de vue de sa qualité que de son respect des prescriptions religieuses, mêlant ainsi arguments sanitaires et religieux[29]. Ces personnes préfèrent donc acheter leur viande en boucherie, leur boucher de quartier apparaissant comme plus fiable. En revanche, les populations d'Afrique subsaharienne, bien que parfois également musulmanes, ne semblent pas partager ces craintes ou sont moins regardantes quant à la labellisation halal de la viande.

Comme on peut le voir au travers des résultats de l'enquête réalisée auprès de la clientèle du marché (voir figure 10), alors que 50% des personnes d'origine marocaine (ou issues de pays du Proche et Moyen Orient) déclarent ne jamais acheter de viande sur le marché, contre seulement 10% des personnes originaires d'Afrique subsaharienne et d'Europe de l'Est. Au contraire, 50% de ces dernières déclarent même toujours y acheter leur viande. En revanche, concernant les achats en boucherie, la situation se retrouve inversée, les personnes issues de la communauté marocaine réalisant beaucoup plus fréquemment leurs achats en boucherie.

[29] La viande halal est en effet considérée comme étant plus saine tant d'un point vue spirituel que sanitaire.

Figure 10 : achats de viande selon l'origine nationale

Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Alors que bon nombre d'étals du marché proposent de la viande labellisée halal, cette méfiance de la part de certaines personnes peut en effet surprendre. Plusieurs éléments peuvent cependant l'expliquer.

Premièrement, les mesures récentes visant à interdire l'abattage sans étourdissement en Flandre et en Wallonie ont probablement contribué à alimenter un sentiment de méfiance généralisé, que ce soit vis-à-vis de la viande proposée en boucherie ou sur le marché des Abattoirs. Beaucoup de personnes déplorent ainsi qu'elles ne pourront bientôt plus acheter de viande belge, n'ayant plus la garantie que celle-ci respectera les prescriptions religieuses.

> *« - H4.1 : Halal, ça, y a pas.*
> *- H4.8 : C'est halal ou non, partout y a pas de halal. Vraiment. » (H4.1 et H4.8, usagère et habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Bien qu'au moment des entretiens, ces mesures n'étaient encore d'application qu'en Flandre[30], les effets d'annonces et les nombreux débats provoqués par celles-ci ont poussé certaines personnes à cesser leur consommation de viande.

> *« - H3.3 : Ouais, ouais, c'est des problèmes. Pour les musulmans, les problèmes.*
> *- H3.8 : Ah ouais, c'est vrai, c'est pas juste ça.*
> *- H3.3 : Pour les musulmans, y a pas [moyen] d'acheter la viande.*
> *- H3.6 : On peut pas acheter, on peut pas manger de la viande jusqu'au [à partir du] mois prochain, le mois de mars [date de mise en vigueur de la loi] » (H3.3 et H3.6, habitantes, H3.8, usagères du quartier, d'origine marocaine)*

Si les craintes suscitées par ces mesures devraient donc affecter autant les bouchers que le marché des Abattoirs, elles semblent toucher particulièrement ce dernier. En effet, beaucoup de personnes ne disposant que d'informations souvent incomplètes, les rumeurs circulant au sein de certaines communautés (notamment la communauté marocaine) contribuent à propager deux idées fausses.

Tout d'abord, beaucoup de personnes semblent penser à tort que l'ensemble de la viande proposée sur le marché proviendrait de l'abattoir d'Anderlecht. Dès lors, dans le cas où l'abattage sans étourdissement serait interdit sur l'ensemble du territoire belge, la viande proposée sur le marché ne pourrait donc pas être halal, tandis que les bouchers situés en dehors du site des Abattoirs auraient la possibilité de se fournir à l'étranger. La situation est une réalité bien plus complexe. D'une part, toutes les boucheries du marché ne se fournissent pas à l'abattoir d'Anderlecht, tandis que, inversement, bon nombre de boucheries bruxelloises se fournissent à celui-ci. Il est vrai cependant que les clients n'ont aucun moyen de savoir quelles sont celles se fournissant à l'abattoir ou pas, à moins de le demander directement au boucher, ce qui peut être difficile, étant donné l'affluence.

[30] Le décret flamand est entré en vigueur en janvier 2019 et le décret wallon en septembre de la même année. Les ateliers et entretiens ont été réalisé entre ces deux dates.

« La viande, non. Avant, j'achetais mais maintenant, non, parce qu'il paraît qu'ils égorgent pas. Parce que là, on est difficile d'avoir encore la viande égorgée [selon le rituel islamique] et maintenant, on peut pas l'acheter. Moi, pour moi, j'ai aussi arrêté d'acheter ici à l'abattoir. Même si quand même ici ... parce que c'est pas cher aussi la viande. Je vais chez d'autres, maintenant. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)

« - A4.1 : Mais à la boucherie, la viande ne vient pas de l'abattoir ?[…]
- H3.4 : Je sais pas si elle vient de l'abattoir mais elle est meilleure.
- H3.6 : Je crois qu'elle vient d'Irlande.
- A4.1 : Donc dans les boucheries marocaines, la viande vient d'Angleterre ?
- H3.6 : Ou de Hollande. » (A4.1, animateur à l'asbl Les Amis de l'Etincelle, d'origine belge, H3.4 et H3.6, habitantes du quartier, d'origine marocaine)

D'autre part, la controverse médiatique entourant les décrets flamands et wallons a également éclipsé le fait que cette interdiction de l'abattage rituel ne s'appliquait justement pas à la Région bruxelloise et à son unique abattoir. En réalité, l'abattoir d'Anderlecht est le seul abattoir belge encore autorisé à pratiquer l'abattage rituel et les craintes concernant la viande en provenance de celui-ci ne sont donc pas fondées.

« - H3.7 : On sait pas. Bientôt c'est ... on peut pas tuer comme on veut le ... C'est avec un "chip chip" [pistolet].
- A4.1 : L'animateur demande si cette interdiction s'applique vraiment partout.
- H3.7 : C'est ce qu'ils disent. […] Moi, c'est ce que j'entends de la radio et les bouchers marocains, il ont fait [appel] à un avocat. L'avocat, il va parler si on va tuer avec l'électricité ou bien avec le couteau. On sait pas.
- A4.1 : Mais vous, vous n'acceptez pas que ça se fasse avec l'électricité ?
- H3.7 : Non, sinon, c'est pas halal. Si on fait avec l'électricité, on peut pas halal. Ca c'est pas halal.
- H3.8 : C'est pas halal, c'est pas les musulmans. » (A4.1, animateur à l'asbl Les Amis de l'Etincelle, d'origine belge, H3.7 et H3.8, habitante et usagère du quartier, d'origine marocaine)

« C'est ce que tout le monde qu'est qu'il dit, je sais pas. […] Y en a des gens ils disent "c'est égorgé", y en a les gens ils disent "il [l'animal] est pas égorgé", moi j'ai pas vu moi-même, je sais pas moi. Voilà à la radio, à la télé, tout le monde, il dit quelque chose. Alors comme il [l'animal] est entré l'abattoir et il le frappe d'abord, il va dormir, il va monter avec. Ça [l'abattage avec étourdissement] j'ai vu même à l'abattoir dans la télé, hein. Même les moutons, même les vaches. D'abord il va dormir, il va monter avec une chaîne, il va égorger comme sa tête elle déjà partie en bas. Les pieds en haut, la tête en bas, égorgé comme ça, il est passé dans la machine (je suppose en référence à la chaîne d'abattage]. Ça je l'ai vu et quelque chose, j'ai pas vu plus. Et

mais tout le monde, il dit "ben c'est pas vrai c'est halal" mais je sais pas. » (H4.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)

Si la conjoncture particulière durant laquelle ces entretiens ont été réalisés a eu pour résultat de faire ressortir les tensions liées à cette question de l'interdiction de l'abattage sans étourdissement, ces nouvelles mesures ne suffisent pas à expliquer cette méfiance vis-à-vis de la viande des abattoirs. En effet, de nombreuses personnes mentionnent n'y avoir jamais acheté leur viande, c'est-à-dire y compris bien avant que ces mesures n'entrent en vigueur.

Une deuxième raison mentionnée concerne les difficultés rencontrées lors de la célébration de l'Aïd El Kebir, qui auraient aussi participé à ce manque de confiance. Face aux mesures de plus en plus restrictives vis-à-vis de l'organisation de cet évènement, et suite aux difficultés à répondre à la demande de la part de l'abattoir d'Anderlecht, il est possible que certaines personnes en aient conclu que l'abattage rituel n'était plus possible, y compris à Anderlecht.

« - H5.6 : Pourquoi pour la fête du mouton il nous interdit de manger le mouton ? Y a un an ici, avant y a l'abattoir ici."
- A5.1 : Mais si. Ils égorgent à l'abattoir, tu y vas avec ton mouton, ils te le tuent et tu rentres. Ils veulent pas que tu le fasse chez toi.
- H5.6 : "Non, non ça n'a rien à voir. Nous on a jamais eu à égorger chez nous. En fait, même si tu vas à l'abattoir, ils demandent que la bête doit pas être égorgée avant que la ... Il lui a mis un appareil ou je sais pas quoi.
- H5.3: Etourdie. Etourdie.
- H5.6 : Oui, l'électricité d'abord et il anesthésiait la bête d'abord et après il l'égorge. Et chez nous, c'est pas comme ça. D'abord ça doit être égorgé directement. Alors nous on a pas accepté d'égorger, même ici à l'abattoir. […] Parce que moi avant j'allais à Ath, dans une ferme[31], c'est pas chez moi que j'apporte le mouton, je vais à Ath et je commande mon mouton, le jour même je vais là-bas, il égorge. Il te demande rien pour égorger leur mouton, ils font la file, il prend leur mouton et tout ça. Maintenant c'est interdit. »
- H5.1 : Ouais, ça fait deux ans.
- H5.6 : "C'est interdit. Y a des gendarmes qui interdisent, la police qui nous interdit de faire ça. Même quand c'est dans la ferme. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise, H5.1, habitante, H5.3, usager, et H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)

[31] Cette information est assez surprenante. En effet l'abatage en dehors d'un abattoir est interdit en vertu de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes. Si cette loi, prévoit une exception en cas de disposition légale ou réglementaire autorisant l'abattage selon un rite religieux, la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ajoute cependant que les abattages prescrits par un rite religieux doivent être effectués dans des abattoirs agréés ou dans des établissements agréés, interdisant de fait, l'abattage à la ferme ou à domicile.

En effet, du début des années 2000 jusque 2015, à l'occasion de la fête du sacrifice, des sites d'abattage temporaires étaient mis en place par les autorités locales avec l'agrément de la Région. Ces abattoirs temporaires permettaient, au côté des abattoirs permanents, d'absorber ce pic de demande de la part de la population musulmane de Belgique à l'occasion de cet événement religieux important.[32]

En 2015, à la suite de l'interdiction européenne d'abattre des animaux sans étourdissement préalable sur des sites temporaires, la Flandre et la Wallonie décident d'appliquer la nouvelle directive, ne proposant plus d'abattage sans étourdissement dans des structures temporaires. Ces mesures provoquent l'indignation de la communauté musulmane et de nombreuses mosquées appellent au boycott de la fête du sacrifice. A Bruxelles, les abattoirs temporaires restent autorisés en tant que mesure transitoire, mais certaines mosquées appellent, elles aussi, à boycotter l'Aïd en solidarité avec les mosquées wallonnes et flamandes.[33]

En 2016, face à cette situation problématique, la Région bruxelloise décide d'installer un abattoir modulaire centralisé entièrement mécanisé et conforme à la nouvelle réglementation européenne mais qui ne permettait pas aux croyants d'assister au sacrifice. Cependant, la seule société ayant répondu à l'appel d'offre lancé par le gouvernement bruxellois n'avait pas été en mesure d'effectuer les livraisons en temps et en heure. Suite à ce fiasco, la Région décide d'indemniser les particuliers lésés et de ne plus organiser la Fête du sacrifice à l'avenir. [34]

A partir de 2017, aucun dispositif temporaire n'est donc plus mis en place pour l'Aïd-el-Kebir, les communes ne disposant pas des moyens pour se substituer à la Région. Si jusqu'en 2019, les croyants pouvaient encore s'adresser aux abattoirs agréés, les décrets flamands et wallons interdisant l'abattage sans étourdissement adoptés cette année-là ne le permettent cependant plus. L'abattoir d'Anderlecht n'étant pas capable d'assurer à lui seul des abattages pendant trois jours en surplus de sa clientèle habituelle, aucune convention ne put être établie entre la commune et celui-ci à l'occasion de l'Aïd EL Kebir.

[32] « Bruxelles: Aucun dispositif mis en place pour l'Aïd-el-Kébir 2017 », *La Dernière Heure*, 26/07/2017 https://www.dhnet.be/regions/bruxelles/bruxelles-aucun-dispositif-mis-en-place-pour-l-aid-el-kebir-2017-59777c56cd70d65d24fbaf24

[33] « Une mosquée bruxelloise appelle au boycott de la fête du sacrifice », RTBF, 28/08/2015 https://www.rtbf.be/info/regions/bruxelles/detail_une-mosquee-bruxelloise-appelle-au-boycott-de-la-fete-du-sacrifice?id=9064522

[34] *Ibid.*, *La Dernière Heure*, 26/07/2017

Les autorités locales et régionales incitèrent donc les croyants à préférer la viande de boucherie, à remplacer le sacrifice par un don ou, si possible, à célébrer la fête dans leur pays d'origine durant les congés. Les motifs évoqués par les autorités locales et régionales pour justifier cette absence de dispositif sont la diminution des demandes d'abattage à l'occasion de l'Aïd et la question du bien-être animal.[35]

Le sujet est donc sensible et a tendance à provoquer la controverse car, pour ces personnes, il est révélateur d'une forme d'injustice et de discrimination vis-à-vis de leur communauté d'appartenance. Face aux tentatives d'explication, beaucoup de personnes se montraient donc méfiantes, n'accordant que peu de crédit aux informations ou précisions apportées.

> *« H5.6 : - Ca, c'est vrai ou pas ? C'est interdit ou c'est pas interdit ?"*
> *- H5.3 : C'est la rumeur, donc y a rien d'officiel à 100%."*
> *- H5.6 : Mais est-ce que tu as fais égorgé ton mouton ? Tu l'as égorgé où ? […] Est-ce que tu as réussi à prendre ton mouton comme il faut, comme avant. Est-ce que t'as fêté ou pas ?"*
> *- H5.3: C'est pas la même chose [et donc il ne l'a pas fêté].*
> *- H5.6 : Ben oui, c'est ça.*
> *- A5.2 : Mais moi je sais qu'il y a deux ans, il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas fait la fête du mouton. Parfois ils disaient que ça ne pouvait plus être égorgé comme avant. Je pense que qu'ils préféraient envoyer de l'argent au Maroc et que ça se passe là-bas.*
> *- H5.6 : "Ben voilà".*
> *- A5.2 : "Ça, je sais qu'il y a deux ans, ça c'est passé comme ça. Maintenant, je sais qu'avant, à l'abattoir, tu pouvais aller avec ton mouton, y avait des personnes qui égorgeaient, qui étaient là pour égorger.*
> *- H5.6 : "Oui, ça c'est vrai. Maintenant y a pas ça. » (H5.3 et H5.6, usager et ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine, A5.2, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine belge)*

Ces mesures de plus en plus restrictives vis-à-vis de l'abattage rituel et le retrait du rôle de l'abattoir d'Anderlecht lors de l'Aïd El Kebir ont donc probablement aussi contribué à cette perte de confiance vis-à- vis de la viande proposée aux abattoirs.

Enfin, certains rapportent ne pas faire confiance à la viande proposée sur le marché des Abattoirs en raison de la proximité entre viande halal et non halal. En effet, certaines personnes mettent en doute l'authenticité de la viande halal des bouchers du marché car celle-ci est proposée à des étals qui en côtoient d'autres n'en proposant pas.

[35] *Ibid.*, *La Dernière Heure*, 26/07/2017

Par conséquent, certaines personnes préfèrent dès lors acheter leur viande auprès d'un boucher en qui ils placent leur confiance et ce, même quand, en réalité, la viande qu'ils achètent en boucherie provient parfois de ce même abattoir. Une des animatrices d'un des groupes de conversation explique pourtant avoir organisé une visite de l'abattoir pour les apprenants de son groupe en collaboration avec l'ARAU[36]. Elle raconte y avoir appris que la viande de l'abattoir se retrouvait donc également en boucherie mais que, malgré cela, beaucoup de personnes préfèrent malgré tout acheter leur viande auprès de leurs bouchers habituels.

> *« Alors là, à cette visite, on a appris que la viande, tout le monde, toutes ces boucheries, ils viennent s'approvisionner là, oui. Eux, ils égorgent selon les normes, voilà, comme toutes les ... contrôles des balances, des poids, ... Ça provient autour. Alors, aller dire « moi je vais dans telle boucherie » qui est venu au matin s'approvisionner [à l'abattoir] … C'est eux qui l'ont dit hein. Tu vois ? Ils ont dit "eux aussi ils viennent s'approvisionner ici". Mais puisque eux ils sont connus, c'est dans le quartier, alors ils préfèrent aller chez le copain qu'ils connaissent, c'est dans le quartier, et voilà. Mais tout se passe là, on a vu même comment ils égorgent et tout ça. C'est séparément, ils n'égorgent pas les cochons avec... vraiment ils respectent ça, ils nous ont expliqué. Et voilà. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise)*

Il faut cependant noter que, même si ces craintes sont largement répandues, toutes les personnes interrogées ne les partagent pas, même au sein de la communauté marocaine. Certaines font en effet leurs achats de viande à l'abattoir sans n'avoir rien à lui reprocher.

Un produit à la qualité douteuse

Indépendamment des diverses certifications existantes, l'importance de cette relation de confiance entre boucher et consommateur de viande halal, se retrouve aussi de manière plus générale dans le marché de la viande dans son ensemble, en particulier autour de la question de la qualité de la viande. Certaines personnes expliquent ainsi ne pas acheter leur viande sur le site des Abattoirs car celle-ci ne serait pas de bonne qualité.

A cet égard, les bouchers des abattoirs sont parfois victimes de leur propre succès. En effet, l'abondance de produits proposés à l'étalage à un faible prix et la foule se massant aux échoppes suscite des doutes chez une partie de la clientèle quant à la qualité de la viande proposée. En dépit même des nouvelles infrastructures du Foodmet, certaines personnes remettent en question les conditions d'hygiène et de réfrigération de la viande, les pièces de viande étant sorties des frigos plus fréquemment qu'en boucherie pour accommoder la clientèle nombreuse.

[36] L'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines est un collectif de citoyens revendiquant le droit à la ville.

> *« Non, non, moi j'achète pas de la viande. Moi jamais j'achète la viande à l'abattoir. On voit c'est pas propre hein. » (H4.1, usagère du quartier, d'origine marocaine)*

De plus, paradoxalement, le faible prix de la viande constitue aussi parfois un désavantage car laissant supposer une moindre qualité, ce qui, pour un produit aussi sensible que la viande, peut constituer un frein à l'achat.

> *« Moi ça me fait peur la viande de l'abattoir. Je sais pas. Quand les gens rentrent là, je vois ... Je sais pas. Mais pourquoi il est moins cher que les boucheries, par exemple ? […] Moi je vois, il y a des bouchers par exemple, ils ont le magasin ... au magasin, par exemple, ça coûte 7€, là au marché ça va être 5€-4€. Si ce magasin ... pourquoi dans le magasin ça coûte ça et là c'est moins cher ? […] Ouais c'est comme ça. Ouais, j'ai pas confiance. » (H4.2, usagère du quartier, d'origine marocaine)*

Si cette question de la qualité des produits, basée sur la confiance entre vendeurs et acheteurs, ne concerne pas uniquement la viande, elle est d'autant plus importante dans le cas de produits controversés. En effet, les différents scandales sanitaires qui ont pu toucher le secteur par le passé ont affecté durablement l'image de celui-ci, y compris au sein des classes populaires.

Conclusion partielle

Si, comme on a pu le voir, la présence à Cureghem du secteur de la viande (abattoir et grossistes) se fait relativement peu remarquer par les habitants des classes populaires, cette partie a permis de montrer en quoi ces activités pouvaient malgré tout constituer une ressource pour les habitants des quartiers populaires.

Tout d'abord, cette activité fournit différentes opportunités d'emplois manuels qui peuvent parfois bénéficier aux habitants des classes populaires. Cependant, ce rôle de pourvoyeur d'emplois directs doit malgré tout être nuancé. Si le secteur de la viande représente bel et bien une source d'emplois manuels, ne nécessitant pas un haut niveau de diplôme, ceux-ci requièrent malgré tout un certain niveau de qualification ainsi qu'une certaine polyvalence qui limitent les possibilités d'embauche. En outre, la faible rotation de la main d'œuvre au sein de ces activités, défavorise également l'obtention d'un premier emploi pour des primo-arrivants. Dès lors, en matière d'emplois, ce rôle de ressource est bien plus à chercher au niveau des opportunités en termes de recrutement de main d'œuvre peu qualifiée sur les étals de boucherie du marché ainsi que, indirectement, au travers du soutien fourni au secteur de la boucherie en général.

Ensuite, la présence des grossistes en viande du site des Abattoirs permet également, que ce soit par la vente au détail sur le marché des Abattoirs ou par l'approvisionnement des nombreuses boucheries halal des quartiers populaires bruxellois, de fournir de la viande à un prix démocratique aux habitants de ces quartiers, voire au-delà. En effet, l'absence d'intermédiaires, dans le cas des grossistes présents sur le marché, et le recours à des viandes de catégories inférieures mais, surtout, à des morceaux moins nobles de l'animal (abats, parties avants, pièces « à l'os ») permet à ces bouchers de compresser leurs prix de vente. De plus, outre ces avantages financiers, les produits proposés en boucherie ou sur le marché viennent également répondre aux besoins culturels spécifiques des différentes communautés (pieds de porcs, tripes, viande de chèvre, etc.) qui résident dans les quartiers populaires centraux. Cependant, comme on a pu le constater au travers des tensions entourant la question de la viande halal, ce lien est loin d'être mécanique et repose sur l'entretien de relations de confiance entre vendeur et acheteur. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la viande est un produit qui, comme on le verra dans la partie 5.1.1, inspire de plus en plus la méfiance.

4.2.2. Le marché des Abattoirs

Si, en vertu de ses particularités, le secteur de la viande méritait d'être considéré indépendamment du reste du marché des Abattoirs, la suite de ce chapitre s'intéressera plus en détail au rôle de ce marché, pris dans son ensemble, en tant que ressource pour les habitants des classes populaires. Celui-ci constitue en effet une des principales interfaces reliant ce site d'activités économiques à son quartier (voir photo 19) et occupe de plus une place importante au sein des discours des habitants rencontrés dans le cadre des ateliers.

Photo 19 : entrée du marché des Abattoirs, au niveau de la rue Ropsy Chaudron

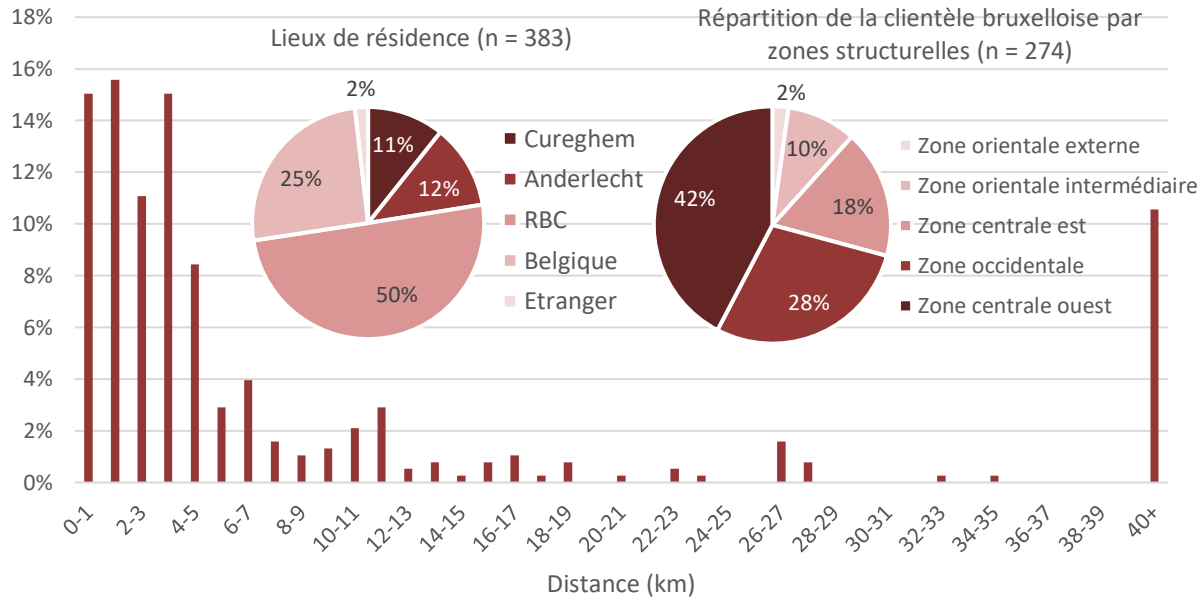
Source, Le Soir, 2018

En outre, si beaucoup des personnes interrogées dans le cadre des entretiens habitent à proximité du marché où à Anderlecht, l'influence de ce site dépasse largement son quartier d'implantation. Facilement accessible en transports en commun, il polarise une importante clientèle venant de l'ensemble des quartiers populaires de la Région bruxelloise et certains clients parcourent même de longues distances en voiture pour venir au marché.

« Y a les gens qui viennent très très très loin, qui viennent au marché. C'est chouette hein. Y a beaucoup de choses moins chères. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine)

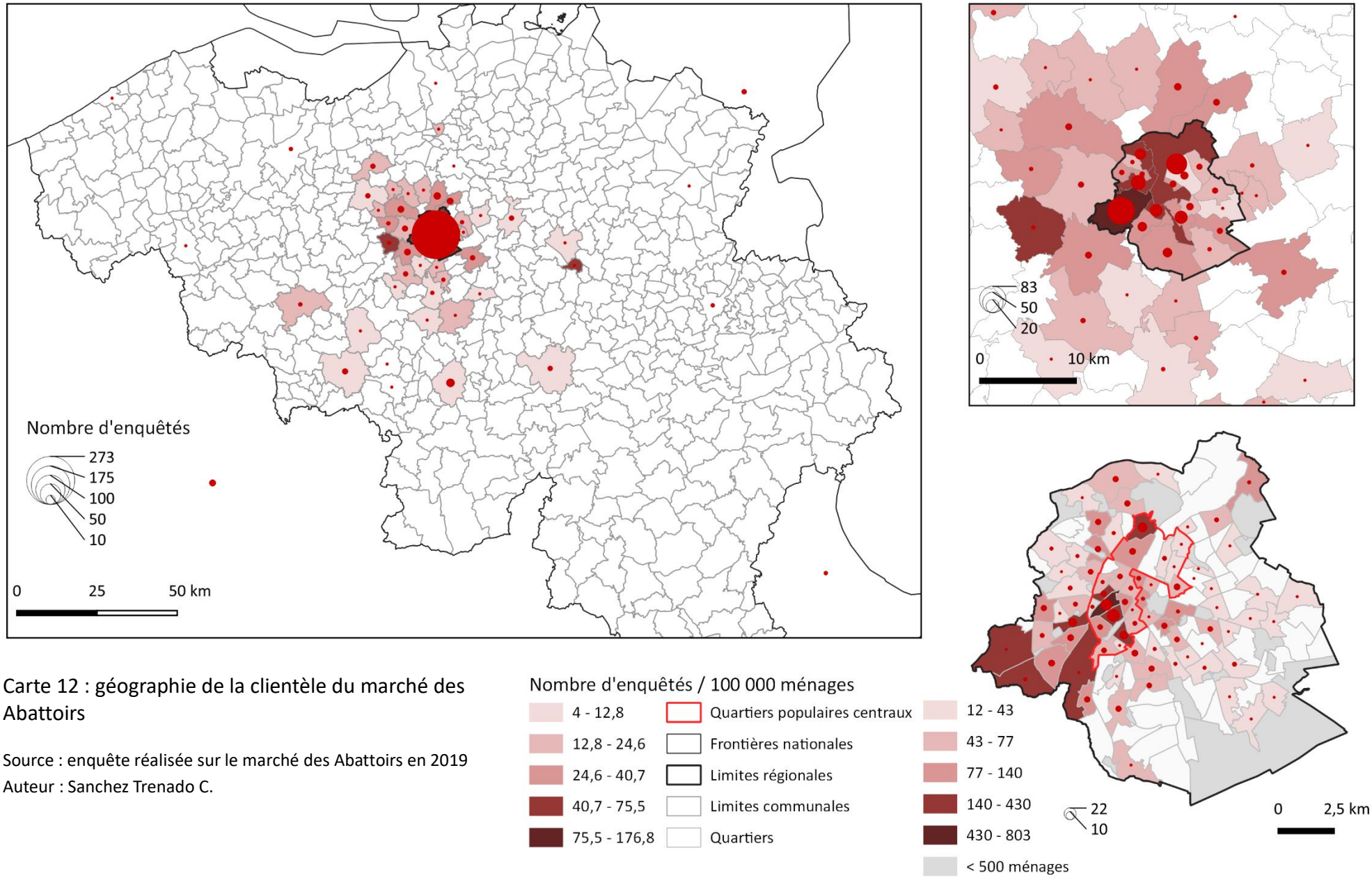
L'enquête réalisée sur le marché des Abattoirs (voir figure 11) montre en effet que, si celui-ci polarise principalement une clientèle locale, 73% des clients du marchés provenant de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC), une part non négligeable de ceux-ci résident également en dehors de celle-ci (27%).

Figure 11 : nombre de clients (en %) en fonction de la distance et le lieu de résidence



Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Concernant la géographie de la clientèle (voir carte 12), celle-ci provient principalement des communes du centre et de l'ouest de la Région bruxelloise (Anderlecht, Molenbeek-Saint-Jean, Jette et Bruxelles-Ville, Saint-Gilles) ainsi que des communes périphériques proches également situées à l'ouest de Région. Au sein de cette dernière, on observe en particulier une forte concentration de la clientèle autour de la commune d'Anderlecht, cette dernière comptant à elle seule pour 23% de la clientèle du marché. En outre, à l'échelle des quartiers, la répartition spatiale de la clientèle du marché des Abattoirs fait également ressortir la division est-ouest de Bruxelles, opposant les quartiers populaires de première couronne ouest aux quartiers bourgeois de première et seconde couronne est. Si on exclut les communes périphériques, 70% de la clientèle bruxelloise provient en effet des quartiers populaires centraux ainsi que des quartiers de seconde couronne ouest (voir figure 11).



Carte 12 : géographie de la clientèle du marché des Abattoirs

Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019

Auteur : Sanchez Trenado C.

Dès lors, la partie suivante sera consacrée à l'exploration du rôle de ressource du marché pour les habitants des classes populaires en abordant celui-ci au travers de ses différents aspects. Il s'agira tout d'abord ici d'envisager ce marché en tant que lieu de travail au travers, d'une part, de l'identification des possibilités d'emplois plus ou moins formels offertes par celui-ci ainsi que, d'autre part, du repérage des pratiques d'achats des classes populaires relevant d'une forme de « travail de subsistance » (Rosa Bonheur, 2019). Par ailleurs, une attention particulière sera également accordée aux types de produits proposés sur le marché ainsi qu'à leur dimension culturelle. Le rôle du site en tant que lieu de sociabilité ou de ressourcement sera ensuite discuté dans le cadre du point suivant qui amènera en outre à envisager les différents points de vue pouvant exister entre différentes générations de migrants vis-à-vis de ce marché. Enfin, le dernier point de cette partie s'attachera à évaluer dans quelle mesure cette ressource peut également, par certains aspects, constituer une nuisance pour les habitants des classes populaires.

a. Un lieu de travail

Tout d'abord, le marché constitue un lieu de travail. En effet, le site des Abattoirs représente un volume d'emplois conséquent. Outre les travailleurs du secteur de la viande déjà évoqués, le site compte également de nombreux emplois liés à sa gestion et au fonctionnement du marché (personnel de nettoyage et de surveillance, personnel en charge de l'administration, placeurs, marchands et leurs employés, …). Ces emplois ne demandent souvent que peu de qualifications et, dans le cas des marchands, un faible capital de départ. Le marché constitue donc une opportunité de premier emploi, voire, pour des primo-arrivants, de créer sa propre affaire.

Certaines personnes rencontrées expliquent ainsi avoir commencé par travailler sur le marché avant d'y tenir leur propre étal et éventuellement, par après, leur propre commerce. Comme on a pu le voir dans le cas des bouchers, il est parfois possible d'obtenir un travail relativement aisément auprès des marchands. Au cours de nos observations de terrain, il est d'ailleurs arrivé que certaines personnes nous abordent à la recherche d'un emploi.

Si une bonne partie des travailleurs du site sont déclarés, le marché génère très probablement également un certain nombre d'emplois informels, que ce soit sur les étals de marché ou en marge de ceux-ci. En effet, on observe également un certain nombre de vendeurs à la sauvette proposant des paquets de cigarettes sur le marché tandis qu'à proximité de la station Clemenceau, en dehors des limites du site privé, certains vendeurs proposent des produits divers (parfums, accessoires téléphoniques, etc.) sur de simples draps à même le sol.

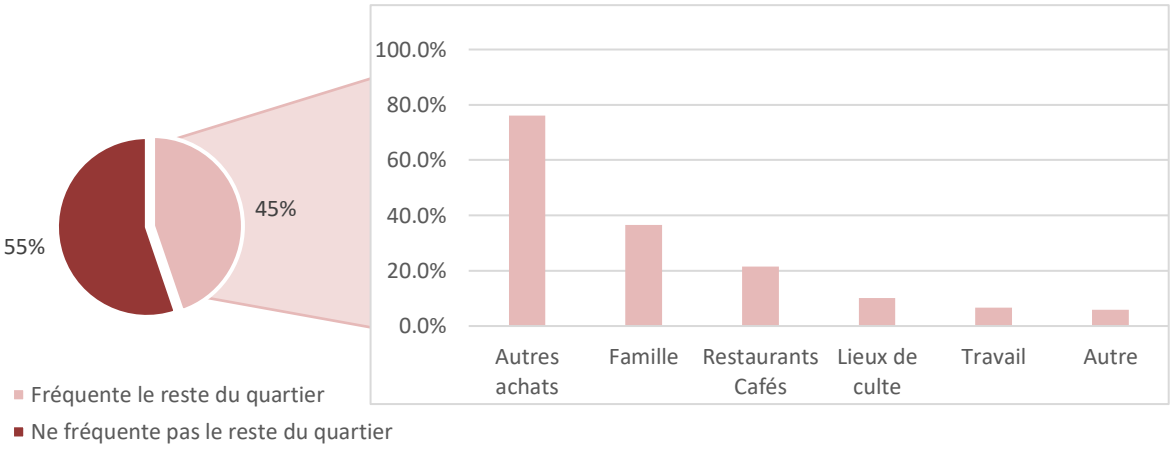
Par ailleurs, la présence du marché, au travers de la fréquentation qu'il génère dans le quartier, contribue au maintien d'autres activités commerciales (cafés, bars, snacks, commerces de produits africains, …) aux alentours de celui-ci (voir photo 20). Certaines personnes combinent aussi leur visite au marché avec celle d'autres lieux du quartier (lieu de culte, famille, etc.) (voir figure 12).

Photo 20 : commerces à proximité du site des Abattoirs, rue Rospy Chaudron

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

> *« Même les magasins qui sont pas à l'abattoir, ça marche à cause de l'abattoir. Quand il n'y aurait pas l'abattoir, je ne dis pas qu'il n'auront rien, mais ils auront beaucoup moins aussi. Les magasins qu'on a ici, les boucheries, les petits magasins, ça marche surtout à cause de l'abattoir. Regardez, maintenant jeudi, vous voyez presque personne. Venez un vendredi ou un samedi, quand il y a le marché de viande ici, c'est plein ici devant [rue Ropsy Chaudron]. Tandis qu'en semaine, il n'y a presque rien. » (E4, tripier et boyaudier du site)*

Figure 12 : autres motifs de fréquentation du quartier



Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

b. Un lieu de travail de subsistance

Par ailleurs, le marché peut être envisagé comme un des lieux privilégiés du travail de subsistance. En effet, pour certaines personnes, le marché constitue avant tout une étape au sein des multiples tâches journalières liées à la gestion du ménage. Il s'agit en particulier de profiter des faibles niveaux de prix du marché pour réaliser des achats en assez grandes quantités (voir photo 21), pour des familles nombreuses ou pour de longues périodes de temps.

> *« Si toi, toi que tu vas là-bas tu achètes deux kilos et tu mettais des poires et des pommes, tu me fais le double. C'est ça le problème. Et c'est pour ça qu'il y a beaucoup de familles nombreuses qui vient là. Et des fois je vois des familles qui viennent avec deux charrettes et même des fois que c'est rempli, hein. Mais bon, quand on a plein d'enfants c'est comme ça, c'est compliqué, hein. Et quand on va à Clemenceau c'est comme ça, c'est toujours plein. Il prend le métro, ils rentrent, ils viennent, les gens. Avant y avait pas ça hein. Ca n'existait pas ça [le marché]. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

> *« 1 euro ... un paquet de poires, 1,70€ [en supermarché]. Et ici dimanche, tu retrouves [à] 1,75 ... tu as un mélange : des pommes et des poires. Quand tu vois que j'ai acheté des oignons, des verts, et ben, une caisse, 3 euros. Au magasin on te donne un petit des oignons, 1 euro. J'ai acheté une caisse et c'était 7,70 €. Même que j'en ai lavé, je l'ai coupé tout, je l'ai congelé, j'en ai au congélateur. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Photo 21 : palettes de marchandises sur le marché des Abattoirs

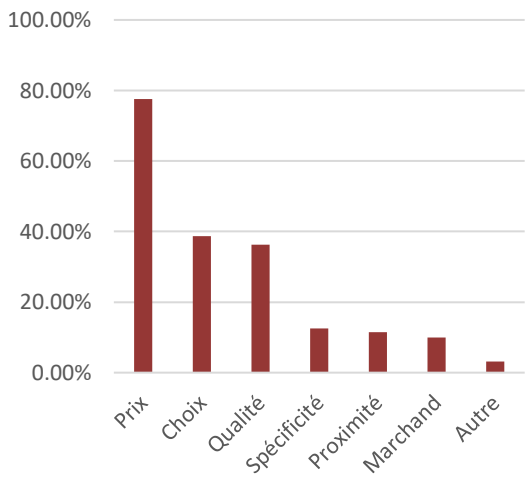
Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

> *« Pour les légumes, on le prend pas ça souvent, parce que je les veux pas, c'est trop cher au Colruyt. Quand on vient ici, ça veut dire 2 kg pour 1,50€, par contre, j'ai vu ça, ça vend le 1 kg pour 3€ quoi, Donc ça vaut la peine de venir ici quand tu achètes une grosse quantité, en tout cas pour ceux-là, comme des fruits et légumes frais, quoi. Parce que dans le fond je pensais prendre ça dans les GB ou Colruyt mais c'est cher. Donc je vais au marché. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Certaines personnes expliquent également avoir différentes stratégies pour conserver les aliments sur de longues périodes de temps et pour éviter les pertes au maximum.

> *« J'ai toujours été à l'abattoir. Et quand il y avait des tomates […], moi j'allais avec la poussette avec mon fils [rire] et je mettais là [dans la poussette] et je prenais des tomates pour tout l'hiver. […] Tu la fais bouillir, tu la fais cuire , tu la fais chauffer bien et comme tu mélanges, tu prends une chose comme ça [un récipient], tu le fais petit. Et ça tu peux laisser, tu peux laisser 20 ans que c'est toujours bon. » (H7.1, ancienne habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Figure 13 : raisons de se rendre au marché

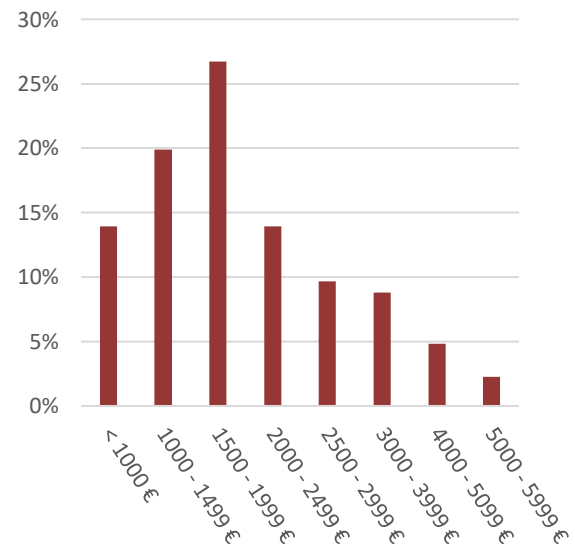


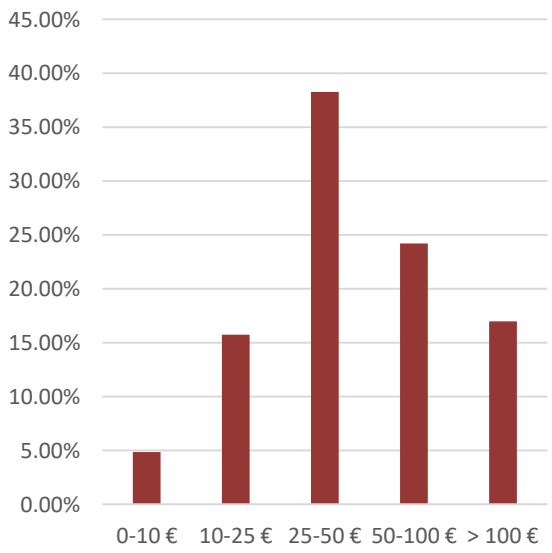
Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019 en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Avant le choix ou la qualité des produits, le prix est ici le principal avantage du marché (voir figure 13) en particulier dans le cas des gros achats. En effet, si la majeure partie des dépenses sur le marché se situe entre 25€ et 50€, les achats au-dessus de 50€, voir de 100€, ne sont pas rares, et ce même si près de 35% de la clientèle du marché dispose de revenus inférieurs à 1500€ par mois (voir figure 14). Beaucoup de marchands des abattoirs, se fournissant au marché matinal, parviendraient en effet à pratiquer des prix inférieurs à ceux trouvés en magasin.

« Non, moi je vais toujours, toujours, ici à l'abattoir. Je prends les grandes caisses et j'achète, tu vois là, des oranges que tu peux presser, des mandarines, je prends, des courgettes, des aubergines, des melons, je pense, oui. Des fois pour deux euros, on te le donne à 1€50 quand même. Oui, oui, c'est pas comme dans les magasins. Dans les magasins c'est terrible, non, non, non. Y a beaucoup de gens maintenant qui vont au marché parce que ... » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

Figure 14 : niveaux de revenus (à gauche) et de dépenses (à droite) de la clientèle du marché





Source : étude géomarketing par GéoConsulting en 2017
Auteur : Sanchez Trenado C.

Si pour quelques personnes mentionnent que les prix auraient augmenté sur le marché, ceux-ci resteraient cependant inférieurs à ceux des grandes surfaces.

> *« Avant, les poissons […] qu'il était à 3 kilos cent euros [francs], maintenant c'est à 5 euros. […] Et si tu vas dans les grandes surfaces, tu payes encore plus cher qu'au marché. […] Y a mon fils qui aimait bien les poulpes et ben sa femme c'est une belge, elle sait pas les préparer. Et elle m'a dit "chez les supermarchés c'est trop cher". C'est moi que je l'achète ici [au marché], et c'est moi qui te le prépare, hein. Je prépare le poisson frais. Parce que tu vois, le poisson, il a augmenté beaucoup hein. Y a quand même les files, les gens l'achètent, hein. Tu fais semblant que t'achète un kilo de viande, c'est tout, hein. Non, non, c'est pour qu'il vient beaucoup de monde parce qu'il y a beaucoup de familles nombreuses. Ici tu peux te le permettre à l'abattoir. Quand t'es dans le magasin tu sais pas te [le] permettre ... moi j'y vais pas. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

> *Comparer et marchander pour payer moins*

Cependant, obtenir des prix avantageux demande un travail permanent de comparaison des prix, non seulement vis-à-vis d'autres magasins, mais également entre étals de marchés, chaque marchand pratiquant ses propres prix.

> *« - H5.6 : Les prix, ça, c'est raisonnable. Les prix, c'est raisonnable.*
> *- H5.3 : "Y a plusieurs prix différents. Ca dépend un peu. » (H5.3 et H5.6, usager du quartier et ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)*

> *« Je marche là, j'achète pas à la première table que je vois. Il faut, tu vois ... là ce Belge c'est 1,70€, aujourd'hui par exemple, c'est dans l'autre coin y avait les courgettes et les aubergines 1,25€, et je mets tout ensemble. Tu vois ? [...] Pommes et poires : y en a à un euro et y en a à 1,35 le kilo, tu prends, tu pars. Tu prends tous les sacs et tout le monde mélange ensemble et met dans le sac. Avec 2,50€, tu as de tout. Y a plein de personnes ... moi, un euro ça me suffit, tu fais un mélange hein. C'est pour tout te dire. Je vais ici moi ... » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Comme dans le cas des magasins, ces informations circulent au sein des différentes communautés et entre personnes. La popularité du marché doit d'ailleurs elle-même beaucoup au bouche à oreille[37]. Ce travail permet donc de tirer parti des meilleurs prix et de réaliser des économies mais aussi parfois d'en faire bénéficier d'autres personnes.

[37] 64% des personnes interrogées sur le marché ont appris son existence par un proche ou par un ami. Les autres ont pour la plupart découvert celui-ci en venant habiter dans le quartier ou dans le cadre familial.

> *« C'est pour ça que l'argent, on l'économise hein. C'est comme tu vois, je dis à mon fils "Ecoute Gaëtan, on va prendre un peu d'oignons", tu vois les verts là ? Les frais. Tu vas en magasin, un paquet c'est un euro. […] Là-bas, tu vas, c'est une caisse, 3 euros, y en avait 14 paquets et j'en ai partagé 7 à lui et 7 à lui, 1,50 [elle les a revendu]. Donc c'est ça qui te fait de l'argent. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Certaines personnes critiquent également celles qui ne prennent pas la peine de faire ce travail de comparaison.

> *Ca, c'est pour ça qu'il y a des gens à la fin du mois qui ont même pas de sous. Parce qu'il sait pas faire, hein. Tu te dis chaque matin "c'est rien, c'est rien ..." à la fin tu te retrouves à la fin du mois sans le sou. Ca c'est vrai il faut savoir le gérer. Si tu ne sais le gérer, c'est foutu. C'est vrai. Qu'est ce que tu vois dans la main comme ça tu dis "ah, ça non." C'est comme tu vois, les tomates, je l'ai payé 1,50€ et j'en aurais pris 5. 1€ pour moi, ça me suffit pas. Les gens, ils ont acheté. Ou tu vois, il y avait des radis, un bac pour... tous les gens, ils prend, on dirait, un bocal 1€ plutôt qu'un bac entier, sans compter. Y a vraiment ... C'est ça que tu vas épargner, tu vas t'acheter des poules et elles pondront pour toi, hein. Ça reste des sous. Tu peux dire "j'achète une paire de chaussures et un pantalon, au lieu de les donner en magasin [pour de l'alimentation], [où] que on te vole hein. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

D'autres personnes expliquent également que le marché offre la possibilité de négocier les prix avec le marchand et donc d'économiser de l'argent.

Différentes stratégies d'achats

Si les prix varient d'un marchand à l'autre, ils changent également chaque semaine mais aussi de jour en jour, voire d'heure en heure. En effet, sur les dernières heures avant la fermeture du marché, en particulier le dimanche (dernier jour de la semaine où le marché est ouvert), les marchands ont tendance à baisser leurs prix pour pouvoir écouler leurs produits et limiter leurs pertes. Il ne s'agit donc pas seulement de choisir judicieusement les étals à visiter mais aussi le jour et le moment de la journée pour faire ses achats. Les catégories de clientèle varient donc selon le jour et l'heure, les personnes disposant de plus faibles revenus affluant plutôt en fin de marché et en fin de semaine.

De plus, en fin de marché, l'asbl Collectmet récolte également les invendus du marché et utilise les infrastructures de l'abattoir (frigos, etc.) pour les conserver avant de les redistribuer gratuitement aux plus nécessiteux (voir photo 22). Cette initiative a été lancée par l'asbl Cultureghem, présente sur le site depuis 2012, qui utilise une partie de ces invendus dans le cadre de ses activités (Kookmet et Ketmet) pour préparer des repas végétariens à prix abordable le lundi et mercredi midi.

Cette asbl est donc venue se substituer aux pratiques de glanage qui existaient auparavant sur le marché et qui sont désormais interdites.

Photo 22 : bénévoles de l'asbl Collectmet collectant et distribuant les invendus du marché

Auteur : Bortolotti A., novembre 2016

Cette association entretient aussi des contacts avec d'autres asbl du quartier, notamment avec une maison de quartier qui utilise des invendus du marché des Abattoirs dans le cadre de ses propres ateliers de cuisine.

Si le dimanche, les prix sur le marché baissent d'heure en heure, la foule, elle, ne fait qu'augmenter. Par conséquent, les heures d'affluence étant situées principalement le samedi et le dimanche à partir de 11h, d'autres personnes préfèrent éviter celles-ci en venant plus tôt dans la journée et dans la semaine et ainsi gagner du temps (voir figure 15). Certains expliquent aussi que les produits seraient plus frais et de meilleure qualité le vendredi. L'objectif est alors d'acheter tout ce dont ces personnes ont besoin en termes d'alimentation pour leur ménage et de repartir relativement rapidement pour s'attaquer aux autres tâches de la journée.

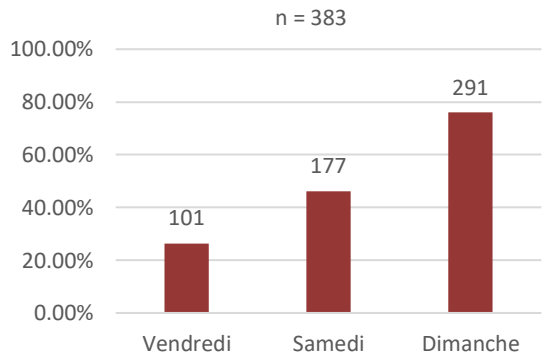
> *« Moi quand j'y vais, je fais les courses et sinon je vais pas (rire) . C'est beaucoup de monde, c'est difficile. » (H4.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

> *« Par contre le marché des Abattoirs, y aller le samedi ou le dimanche, c'est impossible. Trop de monde. Je préfère y aller le vendredi. C'est plus fluide. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise)*

Le choix du marchand, que ce soit pour la viande ou non, se ferait donc parfois plutôt en fonction de la disponibilité et de la longueur des files plutôt que selon un choix prémédité.

Enfin, une autre stratégie visant à éviter la foule consiste également à combiner plusieurs marchés le même jour. Un animateur dans une maison de jeunes du quartier explique par exemple que, si les produits proposés entre le marché du Midi et celui des Abattoirs seraient similaires, l'atmosphère du marché du Midi serait plus détendue. Sa famille et lui achetaient donc les fruits et légumes à ce dernier tandis que les achats de viande se faisaient plutôt à l'abattoir, n'ayant pas une telle offre au marché du midi.

Figure 15 : jours de préférence



Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019

Auteur : Sanchez Trenado C.

« Ouais, une question de choix parce que concrètement, le marché de l'abattoir, pour tout ce qui est fruits et légumes, dès que tu rentres, tu sens qu'il y a une concentration. Mais vraiment. Tu sens une concentration de personnes, ça va par ci, ça va par là. T'as peut-être pas le temps d'avoir ce que tu veux au moment, parce que c'est premier arrivé, premier servi hein, c'est comme ça. Alors que sur celui de gare du Midi c'est un peu plus... y a un peu plus d'espace déjà, tu marches déjà plus tranquille. T'es déjà beaucoup plus à l'aise. Faut pas être agoraphobe pour aller à l'abattoir. Si tu vas à l'abattoir c'est plein tout le temps. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)

c. La qualité des produits

Si le prix et le choix constituent donc des avantages indiscutés, la qualité des produits est quant à elle plus débattue. En effet, si certaines personnes considèrent que la qualité laisse à désirer, d'autres ne sont pas de cet avis. Ces dernières expliquent encore une fois qu'il s'agirait d'une question d'expérience. Il faudrait donc sélectionner les bons vendeurs et les bons produits.

« Quand t'achète là des oranges frais avec des fruits que ça vient d'ici, elles sont tout comme des mandarines, quand tu le manges on dirait une mandarine. Tu achètes bon et pas cher. Ca va me faire pour 3 semaines. Y en a qui me disent "je vais pas à l'abattoir, je vais pas à l'abattoir". Je dis "vous êtes bêtes, vous savez pas ce que vous perdez. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

Bien que certains fassent remarquer que les produits du marché se conserveraient moins longtemps que ceux achetés en supermarché, d'autres estiment en revanche que la qualité des produits serait équivalente, voire supérieure, à celle trouvée en grandes surfaces. Le marché, proposant une large gamme de fruits et légumes (voir photo 23), est en effet souvent préféré pour l'achat de produits périssables considérés comme étant plus « frais » qu'en supermarché.

« C'est peut-être parce qu'il y a des légumes qui vient du Maroc, frais. C'est vraiment pour chercher les légumes. » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)

Enfin, dans le cas des fruits et légumes, le fait de pouvoir goûter les produits constitue également un avantage du marché.

« C'est beaucoup plus rentable, déjà d'une chose, et deuxièmement, c'est beaucoup plus frais. Pour la fraîcheur ou pour les fruits de saison. Les fruits de saison, ils sont de qualité, et l'avantage là-bas c'est que tu peux les goûter parce qu'ils te proposent. Ils disent, ouais ... tu peux les goûter. Dans un supermarché, tu le goûtes, tu le payes [rire]. […] En tout cas au marché c'est que pour ça. C'est rapport qualité/prix. Ca c'est une certitude. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)

Photo 23 : étals de fruits et légumes sur le marché des Abattoirs

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

d. Une diversité de produits, une diversité de besoins

Outre la question du rapport qualité/prix, la diversité de l'offre (fruits et légumes, viande, poisson, etc.) constitue aussi un autre avantage du marché car elle évite aux personnes de devoir aller dans divers magasins.

« - H7.11 : Je vais au marché. J'ai tout fait. Ici à l'abattoir. Une fois par semaine, je reviens toutes les semaines. J'ai pas besoin de courir à gauche à droite.
- H7.12 : "Et surtout, quand tu viens ici c'est moins cher. […]
- H7.11 : Oui, mais chez les marocains on prend un euro le kilo hein. » (H7.11 et H7.12, habitante et usagère du quartier, retraitées d'origine italienne)

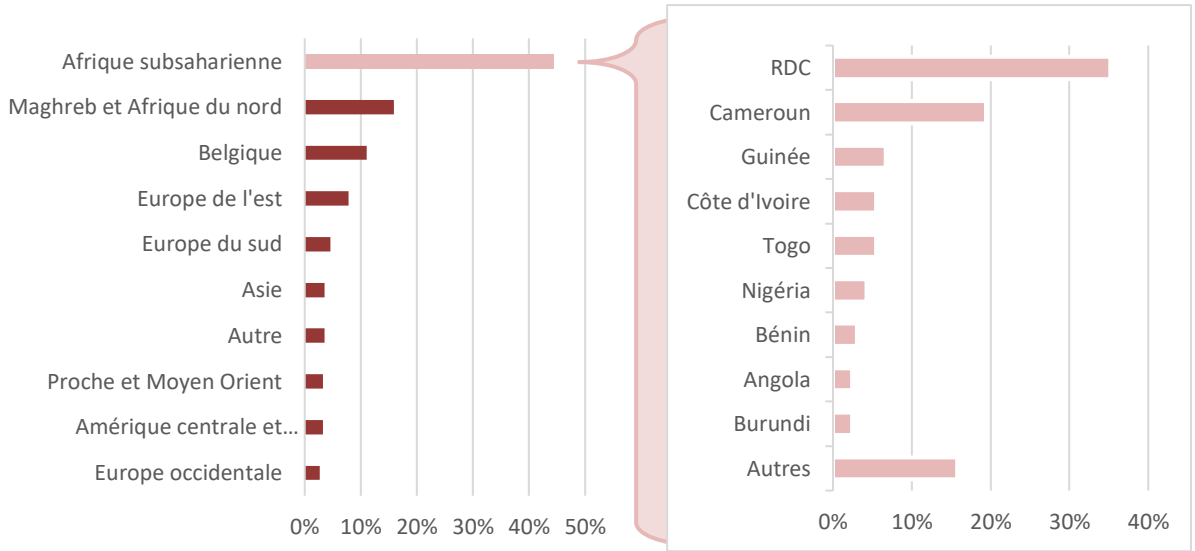
« Des légumes, la boucherie, la boulangerie, y a tout hein. Y a tout. Ça ramène des gens de tous ... même toutes heures. […] Par exemple, moi j'achète jamais chez Lidl. Exceptionnellement au Aldi, c'est vraiment très très exceptionnel. Tout l'abattoir suffit largement, y a de tout. Je crois, hein. Mais tu trouves des tartines à abattoir, tu trouves du lait, tu trouves des œufs, tu trouves tout. Si tu rentres dans le marché

couvert il y a de tout. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)

Cette diversité reflète également la diversité du quartier et de la clientèle du marché (voir figure 16). Les personnes interrogées elles-mêmes soulignent cette diversification croissante de l'offre commerciale et de la clientèle (Chinois, Congolais, Soudanais, Sud-américains, etc.). Certains font par exemple remarquer le développement de l'offre à destination des personnes d'Europe de l'Est, qui seraient aujourd'hui plus nombreux dans le quartier que les Marocains ou les Africains. Beaucoup de ces produits spécifiques ne se trouveraient donc pas en supermarché.

« - H6.7 : [Why I go there rather] than in the supermarket ? To buy ? It depends. Usually meat and fish and the pepe [une sorte de soupe nigériane avec du poisson, diverses viande et des tripes]. It's cheaper in the market than in the supermarket.
- H6.5 : And it's not the same thing that they sell [on] the market and the Lidl. […] The African food is all inside the market.
- H6.7 : Like for instance ... Like in my place, we don't find most of those things in Lidl. So I get it in the market. Like pepe. I can find pepe in the market. » (H6.5 et H6.7, travailleurs dans un garage du quartier, d'origine nigériane, et A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)

Figure 16 : origines nationales des enquêtés



Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Une des personnes interrogées, travaillant dans un des commerces de voitures d'occasion, de même qu'un certain nombre d'enquêtés rencontrés sur le marché, font en outre remarquer que, si certains produits viennent à manquer sur celui-ci, ils peuvent également s'appuyer sur les commerces de produits exotiques alentours (voir photo 24).

« The main market; the main abattoir abattoir market, the abattoir that is on Sunday. Be aware that I noticed they sell ... some african food is not there. Like my own country, Nigeria, we don't have some of our food there […] you know. About main food like Nigeria, Togolese, Cameroun, …[…] I remember a lady that viewed me some month ago, so I told her […] "Nigerian food are not there". So every day, apart from there, you have to go to the shops, you know, to get ... like vegetables from our country. » (H6.7, travailleur dans un garage du quartier, d'origine nigériane)

Photo 24 : commerces de produits africains rue Rospy Chaudron

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Certaines personnes précisent aussi que pour certains produits, elles fréquentent les grandes surfaces ou les commerces d'alimentation à proximité de chez elles, notamment pour acheter certains produits spécifiques qui ne sont pas disponibles sur le marché.

« Ou à Lidl ou bien ... Oui, parce que y a les produits que tu peux acheter à Lidl ou Aldi ou autre magasin mais en général c'est légumes ici [au marché] et les fruits en plus, à l'abattoir. Parce que, par exemple, j'ai 4 enfants, je dois acheter chez Aldi ou Lidl ou ... n'importe quel magasin pour les tartines mais pour légumes et les fruits c'est bon ici au marché mais il y a des choses que je peux pas acheter ici. Pour les tartines, quelque chose pour donner. Toujours ... il faut changer tous les jours, il faut changer, donner à manger quelque chose. » (H6.1, usagère du quartier, originaire des pays d'Europe de l'Est)

Il faut enfin remarquer qu'en dehors des achats de produits alimentaires, certaines personnes viennent également régulièrement au marché pour y trouver des vêtements bon marché ou faire le tour des brocanteurs, installés sous la grande halle de marché, à la recherche de bonnes affaires (voir photo 25).

Photo 25 : vendeurs de vêtements et brocanteurs sous la halle du marché des Abattoirs

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

e. Un lieu de rencontre et de ressourcement

Pour beaucoup, aussi, le marché constitue un espace de ressourcement et de rencontre. L'atmosphère du marché revêt une grande importance : les bruits, les odeurs, la foule, les rencontres, voire les retrouvailles avec des personnes perdues de vue … sont parfois aussi recherchés que les produits eux-mêmes. Certaines personnes expliquent même se rendre au marché, mais ne pas y acheter grand-chose. Il s'agit alors surtout de se promener, faire une sortie en restant à l'affût des bonnes occasions et acheter occasionnellement quelques fruits ou d'autres produits selon les promotions proposées.

> *« - H5.3: Moi je fais mes courses chaque dimanche.. Juste pour me retrouver dans la semaine. Parce que si je vais pas le dimanche, je sais plus quel jour que je suis. Je vous jure c'est vrai. Si je vais pas le samedi ou le dimanche, y a quelque chose qui me manque. La dernière fois j'ai été, j'ai pris mon caddie, j'ai été ...*
> *- A5.2 : Tu sais que c'est dimanche.*
> *- H5.3 : J'ai pris 4 kilos d'oranges et je rentre à la maison, hein.*
> *- A5.2 : Juste 4 kilos d'oranges, ouais.*
> *- H5.1 : C'est ça, c'est pour la marche que t'y vas.*
> *- H5.3 : C'est pour ça. Quand j'y vais pas, y a quelque chose qui me manque dans mon*

...
- A5.2 : Toi, c'est un rituel.
- H5.3 : Voilà. C'est un rituel [rires]. Avant j'allais tout le temps le dimanche. Je faisais tout l'abattoir. Maintenant, allez, même si ça fait 5 minutes, je vais [quand même]. » (H5.1, habitante, H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine, et A5.2, animatrices à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante, d'origine belge)

« - A6.1 : Oui, on rencontre, ça arrive qu'on rencontre des gens qu'on connaît.
- H6.1 : C'est surtout y a beaucoup d'amis, par hasard.
- A6.1 : Y a tellement de monde, c'est vraiment difficile [de rencontrer quelqu'un en particulier].
- H6.5 : Yeah, it happens.
- H6.7 : You buy a few things and relax and be watching, go around, you know.
- H6.5 : Lots of people go.
- H6.7 : And sometimes you meet some old friends, who has been gone for a very long time. "Ooooh !" » (H6.1, usagère du quartier, originaire des pays d'Europe de l'Est, H6.5 et H6.7, travailleurs dans un garage du quartier, d'origine nigériane, et A6.1, habitant et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)

« If you don't know, not everybody goes there to buy what they need at time. They feel to just relax, you know, maybe staying at home all day and thus "ok let me go out for a walk". Sit down on the margin, everybody movement. There is some cafe there, you sit down, you drink. Just feel relax and be watching people going. So not only you go there to do shopping. » (H6.7, travailleur dans un garage du quartier, d'origine nigériane)

Parmi ces achats occasionnels, les fruits et légumes occupent une place importante, contrairement à la viande qui fait généralement l'objet d'achats en plus grandes quantités. D'autres rapportent aussi parfois faire un tour du côté des articles de brocante ou d'occasion pour essayer de trouver de bonnes affaires ou simplement s'y balader par curiosité. Certains des travailleurs des voitures expliquaient par exemple y chercher certains outils ou y faire réparer des montres.

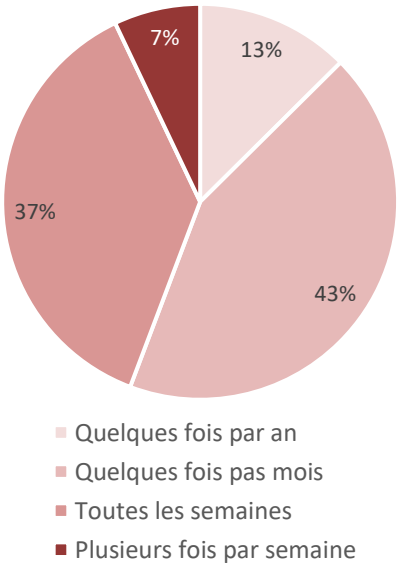
« - H6.7 : It's a lot different [from when you go to the supermarket]. You can see a lot of things. Maybe, if you go around, you see a lot of things that are useful for you, so you pick it. You just buy it. And then you go, go, go, and you see this, you check this one, you check this one, you check this one. And maybe there is another things that you didn't see before. Maybe like this week, you're going to see, the other week, you see another thing differently. So, that is why you'll be in the back and you go around, you walk around, you see a lot of things out there, maybe buy more things. […] If you have enough money, you buy a lot of things. It will be ... I want to buy this phone in the market and I see this paper [en montrant les objets devant lui en exemple] and I

know this paper is very useful to me. I'll buy and buy again, and I budget for only this one, but when I look my pocket, I see that I can afford this, so I buy it too. That's the advantage of the market.
- A6.1 : Oui c'est le principe des grandes surfaces hein. Exposer ... Les gens viennent pour acheter un stylo, ils ont besoin d'un stylo et ils ressortent avec des lunettes, avec des trucs, avec des ... parce qu'ils ... "ah oui j'ai besoin de ça, ah oui, j'ai besoin de ça". [Il traduit ensuite en arabe]. Tu vas là-bas hein ... tu sors [avec plein de choses]. » (H6.7, travailleur dans un garage du quartier, d'origine nigériane, et A6.1, habitant et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)

Certaines personnes fréquentent donc le marché très régulièrement (44% des personnes enquêtées s'y rendent chaque semaine) (voir figure 17) et combinent les jours d'ouvertures de celui-ci avec ceux d'autres marchés bruxellois comme celui de Molenbeek ou de la gare du Midi par exemple.

« - H3.7 : Moi tous les jours [rire]. Il m'a dit, mon mari : "si il existe tous les jours, tu vas tous les jours" [rire]. "Où tu vas ? Où tu vas ?". "Au marché, au marché". Moi j'aime bien. Je vais aller vendredi, samedi, dimanche. Et jeudi, Molenbeek [rire].
- Même on a les courses à la maison, on sort pour faire un tour. Mais on a tout dans le frigo et tout dans la maison, on sort. Même pour acheter rien, on va aller au marché. Comme la marche.
- On fait le marché tous les jours hein. » (H3.4, H3.6 et H3.7, habitantes du quartier, d'origine marocaine)

Figure 17 : fréquence des visites



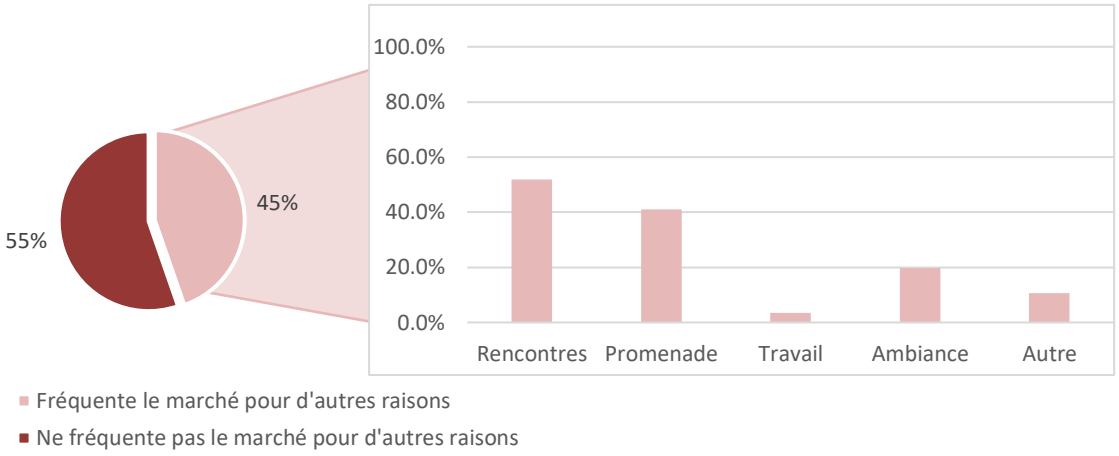
Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Plusieurs expliquent venir au marché « pour marcher, [pour avoir] de l'oxygène », « pour respirer », « pour regarder les gens », « pour parler avec les voisins », … et aussi « pour oublier un peu des trucs à la maison. ». Pour ces femmes aux foyers, se rendre au marché constitue donc une opportunité de sortir de leur domicile, qui représente pour elles un lieu de travail. Le marché représente aussi une activité qui leur évite de rester inactives chez elles.

« Parce que si on reste à la maison ... on cherche n'importe qui pour faire le travail parce que sinon télécommande, téléphone, télécommande, téléphone, ... Donc on fait rien à la maison donc on va bouger un peu. » (H3.5, usagère du quartier, d'origine marocaine)

Près de la moitié des personnes interrogées sur le marché mentionne ainsi d'autres raisons de fréquenter ce marché, qui ne se résument donc pas à l'achat de produits à bas prix (voir figure 18).

Figure 18 : autres motifs de fréquentation du marché



Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Elles en profitent alors parfois pour manger sur place dans les quelques échoppes qui proposent de la nourriture à consommer sur place (notamment un des poissonniers et d'autres marchands du Foodmet ainsi qu'une friterie à l'entrée) (voir photo 26).

> *« - H7.11 : Y en a qui mangent là. Ils font le poisson, tu vois, le poisson. Ils te donnent tous les poissons, tu choisis et voilà il peut te (le) cuire hein. Oui, oui, il te le fais là même (sur place) . Et tu manges hein.*
> *- H7.12 : Y a des tables pour manger. Y a le pain avec et la boisson et y a la sauce. T'as tout. Et si t'as pas envie de manger tout, ce qui reste ils te l'emballent, tout, même le pain.*
> *- H7.11 : "Tu l'emportes à la maison.". » (H7.11 et H7.12, habitante et usagère du quartier, retraitées d'origine italienne)*

> *« Il y a un café, y a tout. Y a même la banque, un truc de banque où on peut retirer de l'argent. Mais je crois qu'il devrait y en avoir plus parce qu'il y a toujours la queue. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)*

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Photo 26 : poissonniers situés à l'entrée du Foodmet

Dès lors, l'expérience que les différentes personnes ont du marché des Abattoirs ne se réduit pas simplement aux achats qui s'y réalisent et cet espace peut être envisagé comme une « soupape » permettant de relâcher la pression du quotidien.

Enfin, plus pragmatiquement, les contacts et rencontres informels contribuent probablement à faciliter les échanges d'informations (opportunités d'emplois ou de logement, bonnes affaires ou opportunités, renseignements divers, etc.) entre connaissances ou entre membres d'une même communauté.

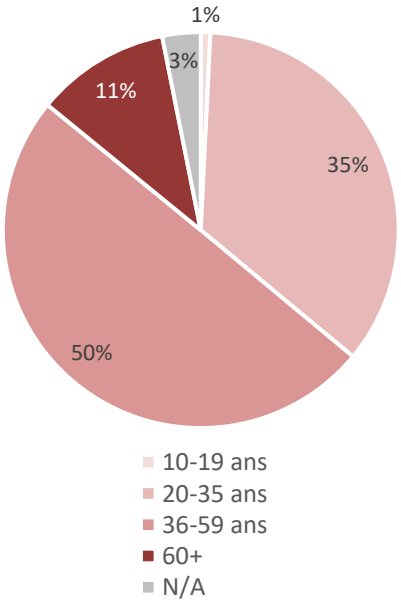
f. Différentes générations

Ce rapport au marché peut cependant varier d'une personne à l'autre, notamment en fonction des différentes générations de migrants. Alors que, parmi les personnes interrogées, les migrants de première génération semblent fréquenter le marché régulièrement, ce n'est pas le cas des adultes ou jeunes adultes appartenant aux secondes ou troisièmes générations issues de l'immigration.

De fait, bien que l'échantillon des personnes interrogées dans le cadre des entretiens compte assez peu de jeunes adultes, ceux-ci semblent beaucoup moins fréquenter le marché que leurs parents (voir figure 19). Cette constatation est notamment ressortie lors d'une table de conversation, certaines femmes plus âgées commentant les propos d'une plus jeune.

> *« - H5.8 : Depuis longtemps, moi je vais pas là, voilà. - H5.6 : C'est ses parents qui connaît, quoi. [rires] » (H5.6, ancienne habitante du quartier, et H5.8, habitante d'origine marocaine)*

Figure 19 : tranches d'âge des enquêtés



Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

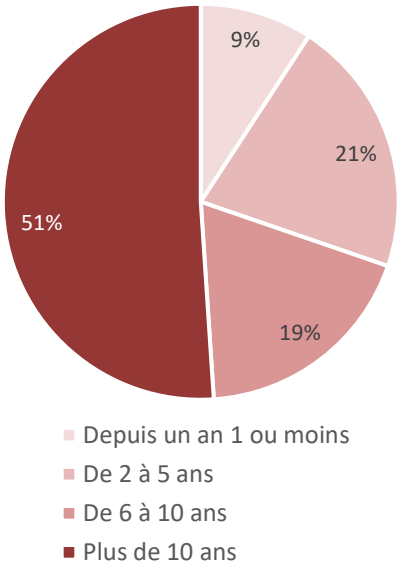
Si certains jeunes expliquent avoir fréquenté le marché en famille par le passé, étant alors enfants ou adolescents, ils ne s'y rendent plus aujourd'hui, ayant souvent déménagé en dehors du quartier et ne voyant plus beaucoup d'intérêt à s'y rendre.

> *« Ben moi je l'ai fréquenté quand j'étais plus jeune mais via le marché parce qu'il y avait le marché du samedi et du dimanche, et une autre fois le vendredi je pense. […] Bon là maintenant ça va faire peut-être 4 ou 5 ans que j'y ai plus mis les pieds mais quand j'étais beaucoup plus jeune j'y allais fréquemment et je sais qu'il avait une très bonne réputation et ça avait une grande ampleur. […] Maintenant, je sais pas si c'est encore comme ça hein. Je t'avoue que moi j'ai perdu trop de temps de ma vie parce que j'étais petit et on m'a forcé d'y aller. […] J'allais avec mes parents, puis j'allais avec mon frère. […] Maintenant, moi ça fait un petit ... peut-être maximum 4 ans que j'y ai plus mis les pieds. Ca fait un moment que j'ai déménagé aussi. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)*

Une des personnes interrogées, immigrantes italienne aujourd'hui retraitée, explique ainsi avoir essayé de convaincre ses enfants de se rendre au marché. Ceux-ci ne résidant plus à Bruxelles, fréquenter le marché des Abattoirs perdrait de son intérêt financier, notamment en raison du coût du trajet. De plus, ceux-ci connaissant généralement des situations plus stables, il n'est pour eux plus autant nécessaire de faire des économies que pour leurs parents, au moment de leur arrivée en Belgique.

> *« Moi j'ai dis à mes enfants "il faut venir." Il me dit "Quoi ? Venir là pour mettre 20 euros d'essence", ils ont fait. "Faites ça, c'est mieux" […]. Ils veulent pas venir. Même que c'est moins cher, ils veulent pas venir. "Parce que l'essence que je dois payer pour venir ici, je paye là et ça revient au même. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Figure 20 : ancienneté de la fréquentation



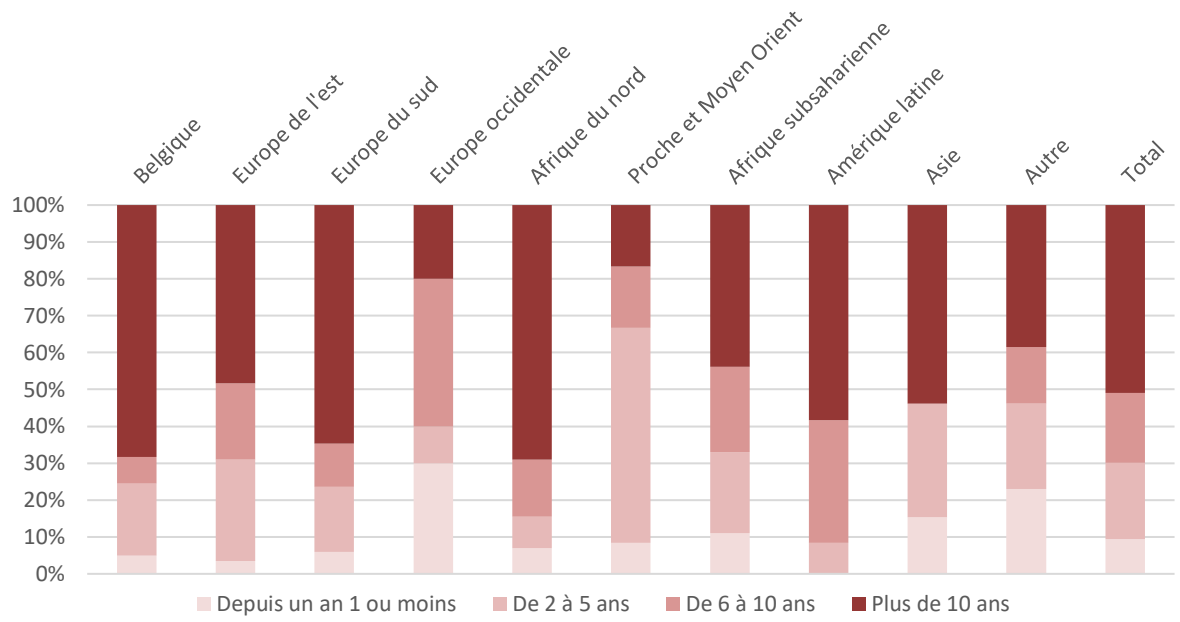
Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Les observations réalisées sur le marché semblent également confirmer ce constat, la clientèle du marché étant principalement constituée d'adultes, parfois accompagnés de leurs enfants, et de seniors mais très peu de jeunes adultes, à l'exception de ceux issus des vagues d'immigration plus récentes (voir figure 19). La majeure partie des rencontrés sur le marché fréquentent donc généralement celui-ci depuis très longtemps, plus de 50% des enquêtés s'y rendant régulièrement depuis plus de 10 ans (voir figure 20).

En outre, parmi les personnes appartenant à la première génération de migrants, deux tendances semblent se dessiner. D'une part, parmi les migrants de première génération établis depuis longtemps en Belgique (Italiens, Espagnols, Marocains, etc.) et bénéficiant aujourd'hui d'une situation plus stable, beaucoup fréquentent le marché depuis très longtemps mais souvent de manière plus occasionnelle. Ceux-ci accordent donc généralement plus d'importance à l'ambiance du marché qu'aux achats eux-mêmes, fréquentant le marché par plaisir plus que par besoin. D'autre part, pour la plupart des personnes arrivées plus récemment en Belgique (personnes des pays de l'Est, Syriens, etc.) ou ne bénéficiant pas d'une situation stable, fréquenter le marché constitue plutôt une nécessité. Bien que cela ne les empêche pas pour autant d'apprécier l'ambiance de celui-ci, leur motivation principale est donc différente.

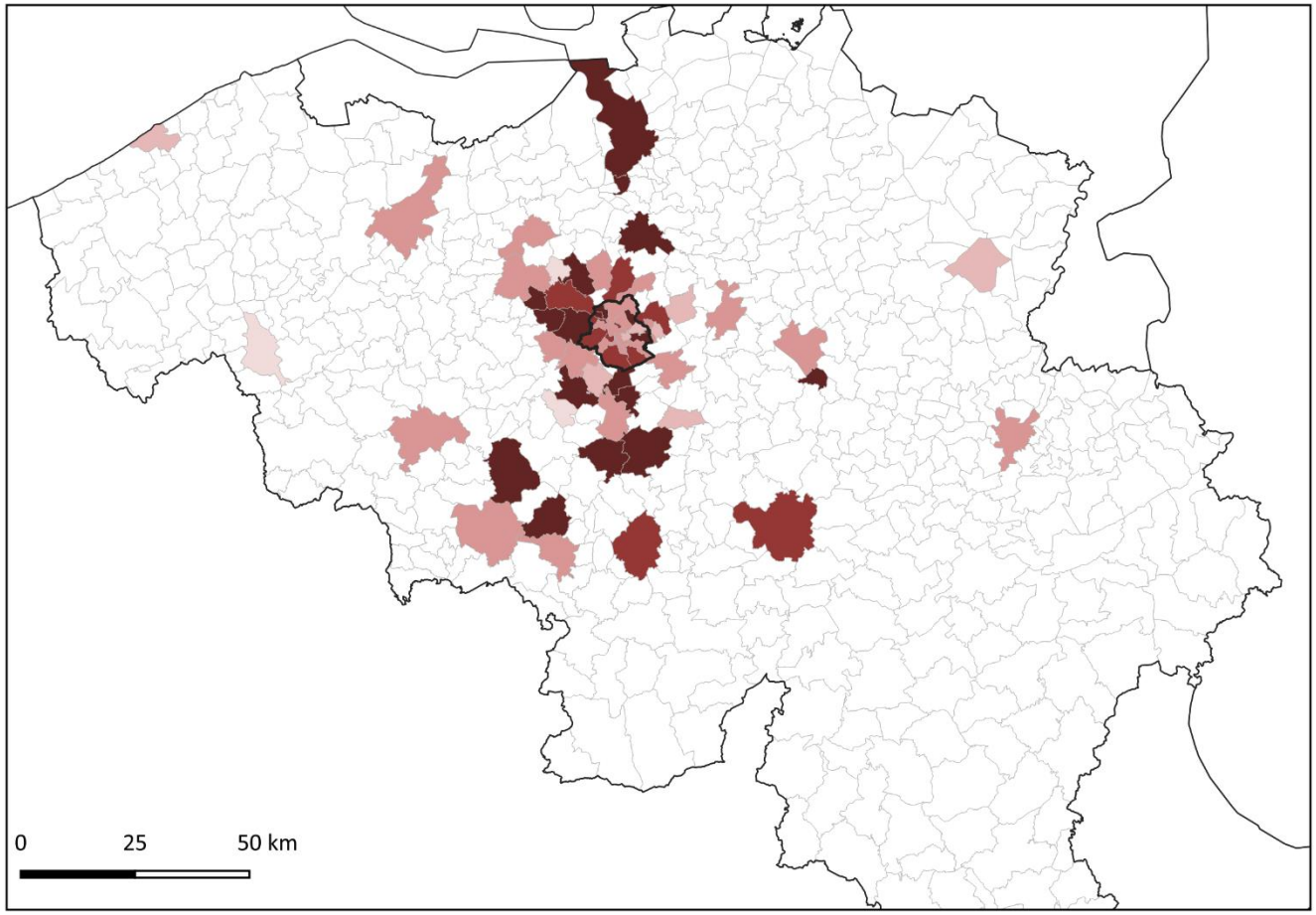
Dans le cadre des enquêtes réalisées sur le marché, on constate une plus longue ancienneté dans la fréquentation du marché auprès des personnes originaires d'Europe du Sud et d'Afrique du Nord. En revanche, les personnes en provenance des pays d'Europe de l'Est, d'Afrique subsaharienne ou du Moyen-Orient fréquentent souvent le marché depuis moins longtemps (voir figure 21).

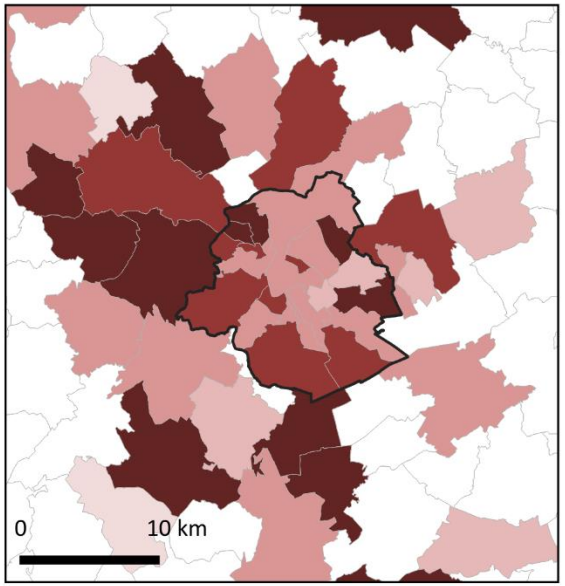
Figure 21 : ancienneté de la fréquentation en fonction du pays d'origine

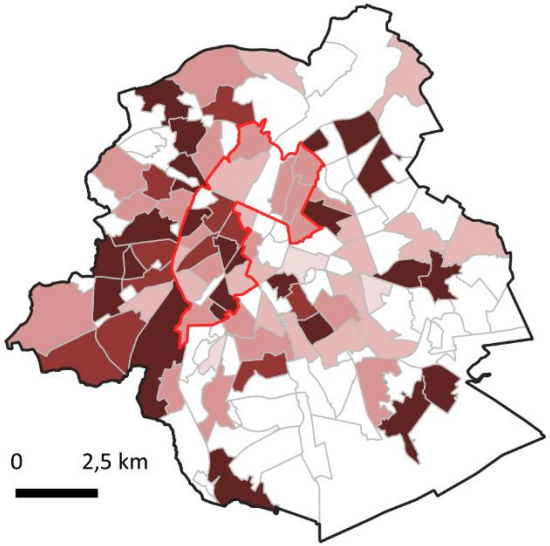


Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Si, comme évoqué précédemment, la majeure partie des enquêtés fréquentant le marché des Abattoirs provient des quartiers populaires bruxellois, ceux-ci constituant souvent des quartiers de premier ancrage, les personnes qui y résident ne le fréquentent pas toujours depuis très longtemps. En revanche, les personnes habitant dans les quartiers et les communes en bordure des quartiers populaires centraux, en particulier à l'ouest de la Région bruxelloise, arrivées probablement depuis plus longtemps en Belgique, présentent en moyenne une plus longue ancienneté dans leur fréquentation du marché. Ce constat indique donc une continuité de fréquentation par des non-résidents du quartier (voir carte 13)







Ancienneté moyenne des enquêtés

- 1 - 1,5
- 1,5 - 2,5
- 2,5 - 3
- 3 - 3,5
- 3,5 - 4

- Quartiers populaires centraux
- Frontières nationales
- Limites régionales
- Limites communales
- Quartiers

Carte 13 : ancienneté moyenne de la fréquentation selon la commune ou le quartier de résidence

Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Par ailleurs, ne pas se rendre au marché des Abattoirs est également parfois une manière de se distinguer des autres et d'afficher ainsi son ascension sociale. En effet, certaines personnes expliquent que le marché serait donc une ressource essentielle pour les primo-arrivants mais qu'il s'agit également d'un lieu où il est mal vu d'aller une fois la situation stabilisée. Le marché est en effet associé à une image de pauvreté dont il serait bon de se détacher.

> *«- A5.1 : Mais quand tu as du travail et que tu dis que tu vas voir à l'abattoir on te dit "mais non ! Allez, ça c'est pour les gens qui ne travaillent pas", voilà. Tu t'en fous, tu dis « je sais que je trouve de la bonne qualité. C'est vrai. Où est-ce que les autres achètent ? A part peut-être ce bâtiment-là, où tu vas au supermarché ... quelle est la différence ? […]*
> *- Q : Je demande donc si à partir d'un certain moment c'est mal vu d'aller à l'abattoir.*
> *- A5.1 : Oui. Surtout quand tu travailles. C'est ce qu'on me disait. "On a quelques années pour les abattoirs. Quand tu travailles, quand même, non c'est au Delhaize, c'est au Colruyt ou autre chose." Parce que j'ai habité le quartier, je connais [le marché], je sais que je trouve de la bonne qualité. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise)*

Les personnes qui achèteraient uniquement en supermarché sont dès lors considérées, à tort ou à raison, comme « plus riches », même si, dans le cadre des discussions, celles-ci s'en défendent.

> « - H5.1 : Non, non, mais je pars pas à l'abattoir. Moi quand je vais acheter, je vais acheter à Aldi ou Lidl mais je pars pas à l'abattoir. Et quand je viens ici, je viens pour les cours. […]
> - A5.1 : C'est tes parents qui font les courses [sous-entendu au marché] et toi tu n'y vas pas [étant plus jeune]?
> - H5.1 : Mes parents, ou c'est à Aldi ou Lidl.
> - A5.1 : C'est vrai ?
> - H5.1 : C'est rarement qu'il va [au marché] ... vraiment.
> - A5.2 : C'est vrai ? Ils sont riches ses parents. [rires]
> - H5.1 : Non mais c'est pas ça ... c'est pas cher quoi.
> - H5.4 : Oui Aldi Lidl c'est pas cher.
> - H5.1 : C'est pas cher. » *(H5.1, habitante, d'origine marocaine, H5.4, usagère du quartier, originaire d'Europe du Sud, A5.1 et A5.2, animatrices à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise et belge)*

Enfin, concernant les personnes retraitées, si certaines fréquentent encore aujourd'hui le marché des Abattoirs, d'autres ne s'y rendent pas ou plus. De manière générale, il faut cependant remarquer que dans le cas des personnes retraitées interrogées, celles-ci vivent souvent seules et fréquentent une asbl tous les midis de la semaine pour bénéficier d'un

repas à un prix abordable. Par conséquent, faire des courses est d'une moindre nécessité pour ces personnes qui n'ont pas besoin de cuisiner aussi fréquemment que d'autres.

Néanmoins, une distinction peut malgré tout être faite entre les retraités belges d'une part et ceux issus de l'immigration (italienne, espagnole, etc.) d'autre part. En effet, les retraités belges ne fréquentent généralement pas le site des Abattoirs, ne voyant pas toujours pas l'intérêt de le faire. Les retraités italiens et espagnols pour leur part, s'ils ont souvent fréquenté le marché par le passé, n'ont plus toujours les moyens de le faire en raison de leurs difficultés à se déplacer[38]. Enfin, la foule et la peur de se faire voler constitue également, pour certaines, des raisons d'éviter le marché des Abattoirs.

g. Une ressource qui peut être une nuisance

Si le marché des Abattoirs, par certains aspects, constitue donc une ressource pour différents groupes de populations, il peut donc également représenter une nuisance. De fait, la foule se rendant au marché, en particulier le samedi et le dimanche, peut contribuer parfois à un sentiment de stress et avoir certaines conséquences négatives en termes de sécurité, de propreté des espaces publics, de circulation automobile et de fréquentation des transports publics. En effet, l'affluence générée par le marché favorise le vol à la tire et plusieurs personnes rapportent s'être fait voler à différentes reprises ou avoir assisté à des tentatives de vol sur le marché.

> *« Non, parce que ici il y a beaucoup de monde et alors on m'a volé deux fois. Avant, oui [j'allais au marché]. Ici, mon mari aussi, il est venu toujours. Mais après, je suis pas vraiment venue. » (H7.10, usagère du quartier, retraitée d'origine espagnole)*

> *« Non, moi, je vais pas à l'abattoir. C'est beaucoup de stress. Moi je vais faire mes courses c'est à Delhaize et Carrefour. Depuis longtemps. » (H5.4, usagère du quartier, originaire d'Europe du Sud)*

> *« Y aller le samedi c'est trop de monde, trop de voleurs, mêmes. Vraiment, on a dit "faites attention" parce que les voleurs, ils sont là. Voilà. » (A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise)*

> *« [Il faut renforcer la surveillance] au niveau de la propreté mais aussi au niveau de l'abattoir parce qu'il y a beaucoup de voleurs. […] Franchement ça c'est pas gai d'aller faire tes courses et que tu retrouves pas ton portefeuille (rire). » (H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)*

[38] Certaines des personnes âgées rencontrées expliquent cependant pouvoir parfois profiter de la camionnette de l'asbl où elles prennent leur repas pour ramener leurs courses depuis le marché jusque chez elles. Elles combinent ainsi leur visite à l'association avec leurs achats.

> *« A6.1 : Il y a aussi quelques inconvénients hein, y a un peu de pickpockets, y a un peu de mendiants et des trucs comme ça (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ)*

De plus, le marché est également relié aux soucis de congestion automobile dans le quartier et de saturation des transports publics (métros et bus aux arrêts Delacroix et Clémenceau).

> *« Le marché c'est très bien sauf les gens il est pas poli. Et avant, y a pas de feu rouge. Et après il a fait le feu rouge mais c'est toujours la même chose. Ils laissent pas la voiture il va passer. C'est toujours les gens ils disent "nous d'abord". Mais ça c'est ... normalement ça c'est dans la loi. Comme le feu rouge, soit à toi, soit à moi. C'est pas pour la voiture, c'est pas pour les gens, on sépare entre les deux. Les voitures "oui, oui" mais les gens s'en fout. » (H4.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

> *« Moi je prends le bus, le bus 46. Juste ... ouais, pour traîner ce chariot qui est plein [ce n'est pas évident]. […] C'est un problème mais enfin comme c'est un très, très gros marché, y a des gens qui viennent de tous Bruxelles, hein ... C'est pas seulement ... Même d'ailleurs. Oui c'est vraiment plein, plein, plein. Fait voir les métro tout ce qui sort du métro. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)*

Cette congestion gêne parfois l'activité des commerçants de voitures d'occasion et certains des travailleurs rencontrés se plaignent donc de la gêne occasionnée par le marché.

> «- H6.7 : That's what I was trying to say now. Because apparently when people don't even park where they are supposed to park, these people are issued tickets. So those people say "just five minutes", you know, "Just five minutes, allow me please, five minutes".
> - H6.5 : This is completely true.
> - H6.7 : […] So at current you go park quickly, quickly. Suppose if there is enough parking spaces to park the all time, you shop , you can even go around, take your time, slowly go. » *(H6.5 et H6.7, travailleurs dans un garage du quartier, d'origine nigériane)*

Cependant, beaucoup des personnes interrogées, fréquentant elles-mêmes le marché, ont tendance à minimiser ces nuisances, comparativement aux avantages que procure celui-ci. Ces différentes nuisances sont considérées comme normales et, d'une certaine manière, font parfois partie intégrante de l'expérience de marché.

> « - H4.5 : Même au marché au Maroc, c'est comme ça. Qu'est-ce que je pense [quand j'y pense], sur le marché au Maroc aussi qu'il y a un peu de saleté, beaucoup de ...
> - H4.2 : Toutes les marchés.
> - H4.5 : Toutes les marchés, c'est comme ça. » (H4.2 et H4.5, usagères du quartier, d'origine marocaine)

En outre, concernant la question de la propreté, certaines reconnaissent que les lieux sont nettoyés par le personnel de la société Abattoir qui s'occupe de récolter les déchets après le marché.

> « - H4.2 : Mais après le marché y a des camions ils viennent tout ramasser, même ici."
> - H4.8 : Ils ramassent tout"
> - H4.2 : Même à la gare du midi et tout. C'est vraiment ... » *(*H4.2, usagère du quartier*, H4.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

De même, en dépit du vol à la tire, les personnes ne considèrent pas le marché comme étant particulièrement dangereux.

> « Tu dois faire... avant il y avait des gens qui volaient, maintenant ... Mais tu dois faire attention à ton portefeuille, c'est tout. C'est pour ça je sais, c'est pas vrai (que c'est dangereux). » *(H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Ces nuisances, résultat du succès que connaît le marché, ne suffisent donc pas à remettre en question le rôle de ressource que, par ailleurs, celui-ci joue pour les habitants des classes populaires.

Conclusion partielle

Le marché des Abattoirs, plus encore que le secteur de la viande, s'illustre par sa fonction de ressource pour les habitants des classes populaires. Lieu de travail, il permet de générer de nombreux emplois directs ou indirects qui peuvent fournir de premières opportunités d'emplois, parfois relativement informelles, pour des primo-arrivants. Ce marché contribue en outre, de par l'attraction qu'il génère, à faire vivre une structure commerciale orientée vers les classes populaires qui, elles-mêmes, participent à cette dynamique de quartier d'accueil au travers des emplois qu'elle fournit. Par ailleurs, la présence de ce marché ainsi que des commerces environnants procurent une offre diversifiée de produits culturellement pertinents et surtout abordables financièrement. Cette offre commerciale particulière se prête donc au déploiement de stratégies d'achats (comparaison des prix, achats en grandes quantités, choix du jour et de l'heure des visites en fonction du prix, etc.), relevant du travail de subsistance, qui permettent aux habitants des classes populaires les plus précarisés de réduire leurs dépenses.

Le marché des Abattoirs représente également un pôle culturel fortement ancré dans les représentations des classes populaires et dont l'aire d'influence dépasse largement les limites de la Région bruxelloise. Plus qu'un lieu de travail ou d'achat, le marché agit également comme un lieu de rencontre où les informations circulent autant que les produits. De plus, au travers de son offre en produits exotiques, de la diversité culturelle de sa clientèle ou de son ambiance particulière, le marché constitue aussi un lieu de ressourcement identitaire pour différentes communautés et différentes générations de migrants. Ces différents éléments permettent dès lors d'expliquer que, même lorsque ce n'est plus une nécessité, de nombreuses personnes continuent à fréquenter le marché des Abattoirs, qu'elles habitent dans le quartier ou non. Enfin, si par certains aspects, cette ressource peut aussi représenter une nuisance causant insécurité, saleté et congestion, les personnes rencontrées ont tendance à minimiser ces désavantages comparativement aux avantages fournis par ce marché.

Dès lors, la persistance du secteur de la viande et la présence du marché des Abattoirs à Cureghem constituent, aux côtés des autres ressources que procurent les quartiers populaires, des facteurs déterminants pour le maintien de l'occupation populaire du quartier. Cependant, dans un contexte de redéveloppement des espaces urbains centraux, cette relation de ressources réciproque entre ce site d'activité et ce quartier populaire se trouve aujourd'hui menacée par différents facteurs à l'échelle globale comme locale. Le chapitre suivant sera consacré à ces évolutions plus récentes.

5. Des ressources sous pression

Cette relation de ressources réciproque qu'entretiennent le site des Abattoirs et son quartier se trouve aujourd'hui menacée en raison des différentes pressions qui s'exercent sur les activités du secteur de la viande, l'espace du site des Abattoirs et les quartiers populaires centraux de manière générale. Le chapitre sera donc consacré à l'analyse de ces différentes pressions et à la manière dont celles-ci pourraient affecter, d'une part, le maintien des activités industrielles du site des Abattoirs et, d'autre part, la continuité de l'occupation populaire du site et du quartier.

La première partie de ce chapitre (voir 5.1) s'intéressera tout d'abord aux pressions économiques et morales qui contribuent à fragiliser les activités du secteur de la viande. La seconde (voir 5.2), portera pour sa part sur les évolutions du cadre local et, en particulier, sur la question de la compétition avec la fonction résidentielle ainsi que sur les projets de transformation du site des Abattoirs d'Anderlecht et du quartier de Cureghem en général.

5.1. Des activités sous pression

En dépit des ressources dont bénéficie encore le secteur de la viande à Cureghem (voir 4.1), son maintien sur le site et dans le quartier est aujourd'hui de plus en plus incertain. Les petites entreprises familiales qui se maintiennent encore aujourd'hui sur le site sont en effet souvent situées dans des conjonctures économiques et sectorielles qui leur sont défavorables et qui fragilisent ces activités. Cette première partie sera consacrée tout d'abord aux difficultés qui, si elles ne sont pas propres aux grossistes en viande du site des Abattoirs, affectent fortement ces petites structures indépendantes (voir 5.1.1). En outre, il sera également question ici d'aborder certaines problématiques spécifiques au secteur de la viande et qui concernent également ces activités (voir 5.2.2)

5.1.1. Des activités soumises à une forte compétition

Tel qu'observé dans d'autres domaines d'activité, les activités industrielles du site, en tant que petites entreprises familiales indépendantes, subissent la concurrence du secteur de la grande distribution et des grandes structures industrielles. Cette partie s'intéressera en particulier à la problématique du recrutement de la main d'œuvre, à la diminution de la clientèle des grossistes et aux processus de concentration du secteur.

a. Une main d'œuvre difficilement remplaçable

Lorsqu'on aborde la question des travailleurs, une des premières préoccupations des grossistes concerne la formation de la main d'œuvre et la difficulté qu'ils ont à trouver des ouvriers qualifiés.

> *« Pour l'instant aussi, nous on cherche un chauffeur et il y a personne qui vient, quoi. Un boucher c'est encore plus difficile ». (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« Moi j'ai dû faire plusieurs offres auprès d'Actiris, chaque fois renouvelées, renouvelées, renouvelées, ... pas de réaction. C'est pas normal hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

> *« Mais vous voyez chaque Colruyt ou chaque Delhaize, on voit des annonces "on cherche des bouchers", "on cherche des bouchers". […] C'est partout, c'est un métier en disparition hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Beaucoup d'entreprises reposent sur des ouvriers ayant une longue ancienneté dans l'entreprise et une longue expérience dans le métier. Ils sont par conséquent plus difficiles à remplacer. En outre, ces travailleurs, avec l'âge, éprouvent de plus en plus de difficultés, ce métier requérant une bonne condition physique, ou, pour certains, arrivent à l'âge de la pension.

> *« Mais pour l'instant on a une bonne équipe pour les bouchers, donc ça va. […] On avait des anciens mais surtout au bureau ici. Maintenant j'en ai deux qui, depuis septembre, sont pensionnés, donc ils ont travaillé dès le début ici, […] début 70 déjà. […] Mais j'en ai quand même quelques-uns aussi qui sont déjà ici entre 10 et 15 ou 18 ans, ouais. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« La plupart des gens que j'ai, c'est les anciens mais pour renouveler ces gens-là, ... C'est des gens, aussi, ils prennent de l'âge parfois. C'est un métier assez dur […], très physique, faut se lever tôt le matin, … c'est pas évident. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

De plus, les entreprises spécialisées dans le recrutement et les agences d'intérim elles-mêmes ont parfois du mal à trouver des ouvriers correspondant au profil recherché et désireux de travailler dans ce secteur.

> *« Ouais, mais eux je crois aussi ils ont dit qu'ils ont des difficultés. Ils ont difficile à trouver. Parce que on avait des travailleurs qui sont partis et j'ai pas arrivé à les remplacer. J'ai cherché par un réseau intérim et là il y en a deux qu'on a formé déjà ici. Donc c'est difficile de trouver. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Par exemple, pour l'instant, j'ai le chauffeur qui va partir en congé. L'année passée, on a essayé de trouver une solution avec un chauffeur ici à l'abattoir, c'était déjà fort compliqué et ici on est en contact avec une agence d'intérim pour trouver une solution mais j'ai pas d'espoir. […] Mais c'est très très compliqué. Si une des sociétés, que ce soit moi ou quelqu'un d'autre, cherche à remplacer quelqu'un ou à ajouter quelqu'un parce qu'ils ont plus de travail, c'est très compliqué. » (E8, grossiste en viande du site)*

Plusieurs facteurs sont généralement mentionnés pour expliquer cette pénurie de main d'œuvre.

Tout d'abord, certains grossistes estiment que l'impopularité de la profession découragerait les nouvelles vocations. Le travail de découpeur ou de boucher serait peu attractif pour les jeunes de par la rudesse des conditions de travail, et beaucoup de boucheries fermeraient faute de trouver la relève.

> *« Il y a quelque chose qui cloche, hein. Les écoles de boucherie sont vides, y a pas de candidats. Faut motiver les gens hein, faut faire des campagnes. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

> *« C'est même dans le journal, […] "on ne trouve plus de boucheries". On ne trouve plus de bouchers, et l'école et le jeune qui veut faire la matière, on ne trouve plus, c'est très difficile et ça c'est le problème de nous. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« De plus en plus. C'est tous des anciens, que ce soit les collègues grossistes ou les clients, ouais. […] Le problème c'est la relève quoi. […] C'est un métier hard quoi, un métier où il faut […] se lever tôt, travailler dans le froid et il y a pas forcément tout le monde qui a envie de faire ça, voilà. » (E8, grossiste en viande du site)*

Ensuite, il ressort également des entretiens que les filières de formation ont tendance à être accaparées par le secteur de la grande distribution. C'est le cas, par exemple, du Centre Anderlechtois de Formation (CAF) qui, auparavant, faisait appel à différents grossistes du site dans le cadre de formations de 9 mois au métier de découpeur. Aujourd'hui, le CAF passe cependant par Colruyt qui les engage avec un contrat de formation. De la même manière, le CERIA, s'il rencontre beaucoup de succès, réalise la moitié de ses formations en partenariat avec Viangro[39], et contribue surtout à former les ouvriers de cette entreprise. Les grandes surfaces et les grosses structures industrielles concurrencent donc les grossistes du site sur le marché de l'emploi en monopolisant les filières de formation.

De plus, même dans le cas de jeunes formés au métier de boucher, le système de formation actuel ne correspondrait pas aux besoins des grossistes. En effet, ceux-ci seraient mal préparés en vue de s'intégrer dans ce genre de petites structures car ils ne disposent pas toujours des bases nécessaires à la gestion de ce type d'entreprise. Travailler dans une petite structure demande de maîtriser une multitude de compétences qui ne se limitent pas aux techniques de découpe de viande.

> *« Par exemple, l'école la plus proche, le Ceria, je sais pas qu'est-ce qu'ils ont encore comme élèves en boucherie et quand ils sortent de là, ils ont fait leur formation mais ils connaissent pas forcément le métier. Avant il y avait un centre de formation à Anderlecht […], je les ai encore eu ici à l'intérieur là, à table, pour eux, pour leur apprendre mais le problème c'est toujours la même chose, c'est pas quand tu les mets à table, en les faisant désosser quelques mois des pièces, qu'ils sont aptes à être*

[39] La plus grande entreprise de vente en gros de viande installée en Région de Bruxelles-Capitale.

intégrés dans une petite structure comme ça parce que […], comme on est pas beaucoup, il faut que ils savent faire plus de choses. […] Trouver quelqu'un ou apprendre à quelqu'un comment découper et désosser de la viande, ça, à la limite, c'est possible mais après il y a tout le reste autour, c'est ça le problème. » (E8, grossiste en viande du site)

Si plusieurs grossistes mentionnent avoir essayé de former des travailleurs dans l'entreprise, ces tentatives ne récoltent pas toujours le succès escompté. Cette manière de faire permet à l'ouvrier d'apprendre le métier sur le tas mais elle présente néanmoins le risque que celui-ci décide par après de quitter l'entreprise ou qu'il ne tienne pas le temps de la formation. Cela revient alors, pour le gérant de l'entreprise, à investir beaucoup de temps et d'énergie sans pour autant avoir une garantie de résultat.

« On a le même problème. Généralement, c'est former le personnel nous autres même et puis quand il est formé, il fout le camp.» (E2, grossiste en viande du site)

« J'ai des jeunes qui viennent ici et, ben voilà, ils tiennent pas le coup et ils disent "voilà, c'est trop dur pour nous". […] On a formé des gens mais ça tient pas le coup. Ils préfèrent avoir des autres avantages. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)

« La plupart des gens qui viennent ici, ils viennent chez moi, ils me disent "Voilà, moi je connais rien". Mais moi, je suis pas une école de boucherie ici, vous voyez ? Je suis une entreprise. J'ai pas le temps de former beaucoup [de gens]. J'ai su former quelqu'un comme ça, mais c'est pas évident pour nous, hein. Il y a un problème de formation au niveau fédéral, vous voyez. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)

En effet, dans ce type d'entreprise familiale, le savoir se transmet traditionnellement de génération en génération, et former un ouvrier correctement dans l'entreprise peut donc prendre énormément de temps (10-12 ans d'après un des grossistes). Cependant, au vu de l'avenir incertain dans l'activité, ce modèle est de plus en plus souvent mis en péril et la reprise de l'activité n'est pas toujours assurée. Par conséquent, pour toutes ces raisons, lorsque l'un des ouvriers s'absente, prend congé ou se trouve en incapacité de travailler, l'ensemble de l'activité peut en pâtir car trouver un remplaçant capable d'occuper le même poste est très difficile.

« C'est une catastrophe. Moi j'ai eu beaucoup de chance d'avoir trouvé ces deux-là parce que ils sont assez indépendants. Mais nous, si il y a le moindre souci, maladie, une blessure, un accident de travail, ou autre chose, je suis dans la misère. Je vais le dire simplement. Parce que je n'ai pas de remplaçants et si je dois faire venir un remplaçant c'est, par exemple, quelqu'un qui travaille pour une société de désossage mais alors c'est une personne que tu dois mettre à une table de désossage et le faire désosser toute la journée, ce qui n'est pas du tout le genre de travail que nous on fait. » (E8, grossiste en viande du site)

Enfin, la reprise de ces activités n'est le plus souvent pas assurée. Dans de nombreux cas, les grossistes eux-mêmes mais aussi leurs travailleurs, leurs clients et leurs fournisseurs gagnent de plus en plus en âge et la relève n'est pas présente. D'une part, les générations suivantes ne sont souvent pas intéressées par la reprise de l'entreprise familiale et, d'autre part, certains grossistes déconseillent à leurs enfants de se lancer dans cette activité qu'ils jugent sans avenir.

> *« Moi je vais pas donner le commerce, ce commerce, à mes enfants. […] Je vais vendre ou liquider ou je sais pas. Allez, tu sais jamais hein, mais je pense pas et je suis sûr presque. […] Même c'est dans 15 ans, on doit penser déjà maintenant. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Je ne sais pas où je vais pouvoir choper un jeune qui est motivé […], qui cherche un défi, qui veut venir travailler dans la viande et qui au fur et à mesure sera aguerri pour le faire, […] qui a envie de se lever tous les jours à […], 4 heure du mat'. […] Ce sera déjà pas mon fils, […] il fera autre chose. […] Mais bon. On sait jamais hein. […] Quand j'avais 18 ans, je pense pas que mon père se disait que j'allais un jour travailler dans sa société hein. » (E8, grossiste en viande du site)*

b. La diminution de la clientèle

Les grossistes en viande doivent également faire face à la diminution de leur clientèle principale : les boucheries. En effet, malgré le recours aux boucheries musulmanes (voir 4.1.2), la concurrence du secteur de la grande distribution continue d'éroder la clientèle des grossistes en contribuant à la disparition des bouchers détaillants. De plus, les grandes surfaces spécialisées dans la vente en gros auprès de professionnels exercent également une concurrence directe sur leurs activités.

> *« Il y a encore plus de magasins comme Makro, Metro, ISPC et tout ça quoi. Quand on commence à acheter tous là-bas, ben nous on est perdu hein. C'est comme maintenant, les bouchers, ils sont perdus avec les grands magasins. Si il y a encore des gros qui vont ouvrir pour l'horeca ... […] Mais ça j'ai pas une boule [de cristal], je sais pas dire l'avenir hein. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

En outre, les restaurateurs, une autre clientèle importante pour les grossistes du site et de ses environs, connaîtraient également des temps difficiles, notamment suite aux attentats de Bruxelles et aux mesures visant à lutter contre le travail au noir.

> *« Eux [les restaurateurs], ils [se sont plaint] que c'est calme et les gens ne viennent plus. Mais bon c'est comme avec […] la caisse blanche [mesure contre le travail au noir], les restaurants […], ils ont des difficultés, hein, […] il y en a beaucoup qui vont arrêter aussi. […] Je pense que pour eux c'est difficile parce qu'un restaurant ça travaille avec beaucoup du personnel, qui est nécessaire hein […]. Mais je pense avec*

les flexijob qu'on a maintenant que c'est mieux parce […], par exemple, uniquement pour le week-end on peut engager quelqu'un ou bien dans les heures qu'il y a beaucoup de travail. Mais en mars […], l'année passée, avec l'assassin là […], dans le métro et à Zaventem. […] On a eu aussi un coup hein. Pour les touristes qui veulent plus venir à Bruxelles. » (E5, grossiste en viande du quartier)

c. Le processus de concentration du secteur

Enfin, en parallèle à l'hégémonie du modèle de la grande distribution, le secteur aurait connu une concentration croissante aboutissant à la constitution de grands groupes qui monopoliseraient peu à peu le marché de la viande en absorbant de plus en plus de grossistes indépendants. Par conséquent, ces grands groupes exerceraient une sérieuse concurrence sur les prix pour de petites entreprises telles que celles du site des Abattoirs.

« Pour les grossistes concurrents, ça devient de plus en plus difficile, hein. Et il y a en a beaucoup qui se met ensemble aussi hein, des grossistes. Comme […] Willy Naessens qui […] achète tous les petits grossistes, et tout ça […] Ca c'est la seule chose pour nous, […] pour l'avenir, qu'on a pas de sécurité peut-être. […] Mais ça c'est avec tous les commerces, hein. Pas uniquement de la viande, hein. » (E5, grossiste en viande du quartier)

L'internationalisation croissante du secteur constituerait également une source de concurrence supplémentaire pour ces entreprises.

« Parce que quand tu regardes, même, en restaurant, quand tu vas au restaurant, c'est toujours l'import. Comme Rungis, à Paris, il y a beaucoup de gens qui va chercher leur viande là-bas et ils payent des prix ... ils payent rien plus taxe quelque chose […] et c'est très difficile pour la concurrence. » (E3, grossiste en viande du site)

« À ce moment-là, la Pologne est entrée dans l'Europe. Et ils travaillaient - pas méchamment mais - les gens travaillaient presque pour rien. Alors ils nous prenaient presque tous nos clients. Et pour avoir leurs prix, c'était presque impossible, à ce moment-là. Les différences de salaire étaient tellement grandes. […] Et puis personne ne reprenait [la triperie]. Donc, on s'est dit on va essayer, parce que les boyaux, ce n'était pas... Ou alors, il fallait aller soi-même faire faire le travail en Pologne mais, alors là, à ce moment-là, c'était beaucoup la mafia là-dedans. C'était des drôles d'histoires tout le temps. » (E4, tripier et boyaudier du site)

5.1.2. Un contexte sectoriel défavorable

Outre ce contexte économique préoccupant, le secteur de la viande connaît actuellement des temps difficiles. En effet, la diminution récente de la consommation de viande et la montée du végétarianisme, les mesures allant à l'encontre de l'abattage sans étourdissement, l'image médiatique défavorable du secteur de la viande et le renforcement des restrictions sanitaires exigées par l'Afsca, exercent une pression économique et morale croissante sur le secteur, cette dernière aboutissant à un repli de l'activité sur elle-même. Cette partie s'intéressera à ces différentes problématiques, envisagées du point de vue des grossistes en viande du site des Abattoirs.

a. La baisse de la consommation de viande et la montée du végétarianisme

Tout d'abord, plusieurs des grossistes interrogés font état d'une baisse de la consommation de viande au sein de la population belge. On observe en effet une tendance à la baisse de la part des dépenses consacrée à la viande dans le budget des ménages au cours des 40 dernières années (passant de 6% de la consommation moyenne des ménages en 1979 à 2,4% en 2018) (Wayens, 2021).

Les personnes rencontrées attribuent généralement cette évolution à diverses raisons. D'une part, l'évolution progressive des habitudes de consommation, caractérisée par la diversification des modes d'alimentation et à l'attention croissante accordée à la diététique, est souvent pointée du doigt comme un facteur de diminution de la consommation de viande.

> *« Quand tu vas juste compter sur les belges, tu vas diminuer le commerce parce que avec les médias, avec tous les gens, les jeunes qui mangent moins, moins, moins [de viande] … » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Quand je suis petit, chez mes parents, c'est chaque jour du steak, […] ou rosbeef ou quelque chose. Maintenant, […] on prend deux jours de poisson, on prend deux jours pas de viande, … […]. Mais c'est comme ça, c'est une autre génération » (E3, grossiste en viande du site)*

D'autre part, la diminution de la consommation de viande est aussi parfois associée au déclin de la culture du repas de famille au sein de la population et à l'accélération des modes de vie.

> *« Avant, c'est la femme qui reste à la maison qui […] chaque jour elle prend pour tous les jours, pour faire le manger. Maintenant, les jeunes il a pas de temps pour ça […] et le soir il faut faire vite vite manger. […] Le "bon vivre" ça part et ça c'est grave. (E3, grossiste en viande du site)*

Toujours selon ce grossiste, dans un contexte où le coût de la vie aurait augmenté, les nouvelles générations manqueraient de temps et d'argent à consacrer à la cuisine et n'apprécieraient plus la viande à sa juste valeur. Pour les générations plus jeunes, le critère de la qualité de la viande aurait donc perdu en importance.

> *« La viande est chère, hein. Mais la vie est aussi chère. Et quand les gens aiment bien prendre deux ou trois vacances par année ou chaque jour bien manger, il va prendre trois fois en vacances, hein. […] Parce que […] la qualité c'est plus [ça n'est plus] important pour les jeunes. […] Quand c'est des bons temps et tu fais comme ça le barbecue, tu dis "ah maintenant je vais acheter un beau steak et c'est une chose une fois. Quand tu regardes même dans le magasin, il y a Delhaize, maintenant c'est Albert Hejn, […] il connait rien des viandes, mais rien des viandes, mais ça va venir ici. Et ça, ça va les gens. » (E3, grossiste en viande du site)*

De plus, la popularité croissante du végétarianisme et du véganisme, à mettre en lien avec l'influence croissante des préoccupations environnementales et de défense du bien-être animal, viennent également jouer contre la consommation de viande. Si beaucoup de grossistes affirment respecter les choix de chacun en la matière, ils sont souvent agacés par les branches militantes de ces groupes et les personnes essayant d'imposer leurs habitudes alimentaires aux autres.

> *« Quand toi tu dis à moi "moi je mange pas de viande parce que je suis végan ... végétarien", j'ai pas de problèmes avec. […] Mais quand toi tu ne manges pas, tu faut pas dire à moi, […] "toi tu peux pas mange viande parce que c'est pas bien pour la santé". Ça j'aime pas bien, tu comprends. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« La vague végan n'arrange pas les choses non plus évidemment. […] Chacun son truc […], ça, moi, ça me dérange pas. Le problème c'est que ça, ça interagit avec notre métier. » (E8, grossiste en viande du site)*

Par ailleurs, on observe souvent une forme d'incompréhension vis-à-vis de ces mouvements qui partagent un rapport à la mort et à la violence très différent du leur.

> *« C'est aussi […] plus difficile pour vendre du coup. […] Bah les jeunes aiment bien manger le steak mais pas tuer de bêtes. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Tu vois, avant les gens ils connaissent l'abattage comme ils font à la maison. Mais maintenant, les gens aujourd'hui, ils connaissent plus l'abattage. Donc tout ce qu'ils voient de l'abattage c'est que c'est ... [ils sont] surpris quoi. Il dit "ouais c'est quoi ça ?". […] Ben c'est normal, c'est l'abattage. » (E1, grossiste en viande du site)*

Pour les grossistes, même si ceux-ci reconnaissent la violence que représente l'abattage d'un animal, cet acte est une étape nécessaire pour en arriver à un produit dont ils tirent une certaine fierté et qui leur permet de pratiquer un métier qu'ils apprécient.

> *« Ben j'ai […] beaucoup de copains et j'ai dit à un "ferme les yeux". […] Je leur dis d'abord "qu'est-ce que tu penses quand je dis […] boucherie". Il dit "[…] Oh des sautés, des saucisses, biens présentés, bien fait". […] Je dis "qu'est ce que tu penses maintenant "l'abattoir" ". "Oh oh, tuer, de sang, de ci, de ça". […] Je dis "c'est juste, […]mais quand il y a pas un abattoir, il y a pas de boucherie". » (E3, grossiste en viande du site)*

Si les grossistes ressentent donc ce déclin de la consommation de viande, la plupart estiment cependant que la situation finira par se stabiliser et ne pensent pas que la consommation de viande viendra à disparaître complètement.

> *« Je pense ça va toujours rester comme ça. Parce qu'il a beaucoup de gens […] qui aiment pas bien. Mais je suis sûr, on est des carnivores hein.[…]. On a […] toujours fait [comme ça], ça va revenir. […] Quand demain il y a plus de viande dans le magasin de Delhaize, les gens vont dire "qu'est-ce qu'on va manger maintenant ? Qu'est-ce qu'on va acheter à manger maintenant ?" Et quand ça arrive, on a gagné. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Bon les gens vont toujours manger de la viande hein, c'est un peu dans notre nature aussi hein. […] C'est bon pour la santé hein, la viande. […] Il y a des choses dedans qu'on a besoin pour le corps. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

De plus, certains grossistes expliquent également pouvoir se reposer sur la communauté musulmane qui se démarquerait par une consommation de viande plus élevée que le reste de la population belge. Ceux-ci expliquent généralement cette situation par un plus grand attachement à la tradition du repas en famille et au rapport différent que celle-ci entretiendrait par rapport à la viande et à l'alimentation en général.

> *« Et de tout façon c'est les marocains, les arabes, qui mangent encore de la viande, hein. Et comme ils ont pas d'autres viandes blanches à part le poulet, ils consomment beaucoup de viande de veau. » (E8, grossiste en viande du site)*

> *« E3 : C'est une autre […] culture voilà.*
> *Q : Ils ont la culture de repas.*
> *E3 : Voilà, […] Ils prend le temps pour manger. Ils prend tous ensemble. » (E3, grossiste en viande du site)*

Cependant, les entretiens avec les habitants indiquent que même au sein des classes populaires et des populations d'origine étrangère, l'idée de réduire sa consommation de viande fait son chemin. Plusieurs personnes expliquent en effet avoir réduit leur consommation de viande, soit de leur propre initiative, soit en suivant l'exemple de leurs enfants et certaines décrivent leurs expériences végétariennes.

« Pas de viande et tu manges et c'est comme quand tu manges de la viande. Quand tu manges des feuilles, des haricots secs, ça remplace la viande. C'est un plat consistant et ça remplace la viande. C'est pas obligé qu'on doit manger toujours [de la viande]. C'est pas bon toujours de la viande. Maintenant il faut amener des fibres, des légumes, des légumes sèches, on a besoin. Hier on a mangé tout végétarien. Ma fille elle me dit "Hé ben ! Chapeau Maman !". Oui, j'essaye d'éviter la viande. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

« - A6.1 : Oui mais c'est de la viande quand même hein [au sujet du steak artificiel]. Puisque que le départ c'est de la viande donc c'est bon. C'est pas le steak végétal quoi. […] Tu peux leur proposer de faire des trucs, des nurseries pour les machins, les cafards là et pour d'autres ... C'est une source de protéines hein.
- H6.9 réagit en disant qu'il vaut encore mieux manger des fruits et des légumes.
- H6.1 : Le poisson. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, H6.9, habitante du quartier, d'origine marocaine, et H6.1, usagère du quartier, originaire des pays d'Europe de l'Est)

Si les arguments de type environnemental sont pour leur part mobilisés plutôt par les personnes appartenant aux classes moyennes, les personnes des classes populaires semblent beaucoup plus sensibles aux arguments en matière de diététique. En effet, les motifs évoqués sont divers mais le plus récurent chez les personnes âgées ou d'origine étrangère est que la consommation de viande, parfois associée aux tendances actuelles à la « malbouffe », serait néfaste pour la santé.

« Moi je vois des filles à 14-16 ans qui sont comme ça [obèses]. Et ça c'est des gens qui deviennent diabétiques. Parce que ils mangent mal. Tu vois? Quand tu vois, toi, tout ce qu'ils mangent comme cochonneries, pleins de snacks. Tu manges plein de cochonneries, tu manges pas normal, hein. Moi je n'en ai jamais. Et le pire c'est le sucre, voilà. Tu payes cher et ... » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

« - A5.1 : Y faut voir [rire]. Est-ce que c'est aussi bon que ça [au sujet des saucisses]. On sait même pas ce qu'on mange.
- H5.3: Tout ce qui est le meilleur ...
- A5.1 : C'est le meilleur mais qu'est-ce qu'on va mettre dedans.
- H5.3: Tu crois que c'est bon mais tu sais pas ce que ... C'est comme chez nous les merguez, c'est délicieux mais c'est quoi, c'est que de la crasse. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine, et A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise)

b. Interdiction de l'abattage sans étourdissement

Tel que mentionné dans la partie 4.1.2, face au déclin du secteur de la boucherie « belge », beaucoup des grossistes en viande du site reposent de plus en plus sur une clientèle de confession musulmane. Dès lors, les mesures interdisant l'abattage sans étourdissement en Flandre et en Wallonie (voir encadré) et le risque d'une interdiction de celui-ci en Région bruxelloise constitue une source d'inquiétude pour les grossistes. Une telle interdiction pourrait avoir de lourdes conséquences sur leur chiffre d'affaires, si leur clientèle musulmane venait à se fournir dans les pays voisins.

La question de l'abattage sans étourdissement : l'état du débat

Ciblé par deux décrets régionaux[40], en Flandre et en Wallonie, l'abattage sans étourdissement est, depuis 2019[41], interdit sur la quasi-totalité du territoire belge, seule la Région bruxelloise autorisant encore aujourd'hui ce type d'abattage. En effet, bien qu'un projet d'ordonnance ait été proposé en ce sens, celui-ci n'a, à ce jour, pas encore abouti.

Ces interdictions, allant à l'encontre des prescrits religieux à respecter dans le cadre des pratiques d'abattage juives et musulmanes ont donc suscité un important débat opposant les mouvements de défense du bien-être animal (GAIA et autre), soutenus par les gouvernements Wallon et Flamand (notamment sous l'impulsion des partis écologistes), aux bouchers (surtout musulmans mais pas uniquement) et aux communautés musulmane et juive, représentées par des associations religieuses (Exécutif des musulmans de Belgique, Halal en danger, etc.)

Alors que les premiers défendent le respect du bien-être animal, les second pointent, pour leur part, les atteintes à la liberté de culte et d'entreprendre qu'entraînent ces mesures ainsi que leurs conséquences en termes de discrimination et d'impact économique. Ces deux décrets se sont donc heurtés à une forte opposition de la part des associations religieuses et professionnelles défendant cette filière. Un recours a notamment été déposé par ces dernières auprès de la Cour Européenne de Justice.

Le principal point de débat concerne les méthodes d'étourdissement et d'égorgement. La méthode « classique » consiste à étourdir l'animal, à l'aide d'un pistolet à tige perforante (pour les bovins) ou d'un choc électrique (pour les ovins) avant de pratiquer l'égorgement, qui entraîne le décès de l'animal. Dans le cas des bovins, cet étourdissement est cependant irréversible, plongeant la bête dans un état comateux. En revanche, selon le rite musulman, la bête doit être consciente au moment de l'égorgement. Les prescriptions

[40] Le bien-être animal faisant partie des compétences régionales.

[41] Ces deux décret étant entrés respectivement en vigueur en janvier 2019 et en septembre de la même année, les entretiens auprès des grossistes ont donc été menés avant la mise en application de ceux-ci tandis que les ateliers avec les habitants du quartier ont été réalisés entre ces deux dates.

religieuses interdisant de consommer un animal décédé avant d'avoir été égorgé, le débat porte donc sur le moment où l'animal est considéré comme mort. Les méthodes d'abattage non réversibles, telles que l'étourdissement par perforation crânienne utilisée dans le cas des bovins, sont donc considérées comme illicites car assimilées à une forme de décès. Pour une partie des organisations musulmanes, le recours à des méthodes d'étourdissement réversibles, par exemple à l'aide l'électronarcose, serait envisageable. Ces techniques sont cependant difficilement applicables pour de gros animaux tels que les bovins, plus résistants à ce type de méthode d'étourdissement que les ovins.

L'autre préoccupation principale des opposants à l'abattage avec étourdissement, concerne l'écoulement du sang en dehors du corps de la bête. En effet, le sang de l'animal abattu, considéré comme impur, doit être éjecté le plus rapidement possible. Les diverses méthodes d'étourdissement ralentiraient l'écoulement du sang et ne seraient donc pas compatibles avec le rite religieux.

En outre, certains argumentent également qu'un abattage halal réalisé dans de bonnes conditions entraînerait une perte de conscience rapide, évitant ainsi une souffrance prolongée de l'animal, cette dernière étant également proscrite par l'islam. Un compromis envisagé serait le recours aux méthodes de « post-cut stunning », c'est-à-dire d'étourdissement de l'animal immédiatement après l'égorgement. De manière assez paradoxale, chacun des deux groupes défend donc son propre modèle d'abattage au nom du bien-être animal, s'opposant ainsi à la production industrielle de la viande et se positionnant en faveur d'une alimentation plus saine.

Confrontés à cette situation, on observe des réactions assez diverses de la part des différents grossistes. Pour commencer, tous ne défendent pas l'abattage halal à tout prix. En effet, certains grossistes ne semblent pas s'inquiéter outre mesure de ce risque d'interdiction. Ne reposant qu'en partie sur une clientèle de confession musulmane, ceux-ci sont confiants dans le fait de pouvoir retrouver une clientèle ne demandant pas de viande halal. Leur activité ne dépendrait donc pas tellement de la filière halal.

> *« On fait pas beaucoup halal. Sur une semaine on fait peut-être, sur 80, on fait 10 bêtes halal. […] Avant on avait beaucoup plus, tu sais, des arabes ou, allez, des musulmans, on avait beaucoup plus. Mais maintenant c'est quand même diminué. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Non. On a su travailler dans le temps sans travailler avec du halal. […] On a une partie de notre clientèle qui demande du halal mais tous nos clients ne demandent pas du halal. » (E2, grossiste en viande du site)*

Ensuite, dans le cas de grossistes important déjà de la viande halal de l'étranger, ceux-ci ne sont pas inquiétés par les risques d'interdiction de l'abattage sans étourdissement planant sur Bruxelles et certains n'en étaient même pas informés.

D'autres estiment également que la demande sera bien forcée de s'adapter à l'offre et que les communautés juives et musulmanes seront obligées d'accepter l'abattage avec étourdissement ou, en tout cas, de faire des compromis. Certains espèrent par exemple que des techniques tels que le « post-cut stunning » (étourdissement réalisé juste après l'égorgement) permettront de trouver un terrain d'entente entre les défenseurs des droits des animaux, appuyés par les pouvoirs politiques, et les communautés juives et musulmanes.

> *« R : Ils vont pas arrêter ça. Ils vont faire comme en Hollande. Là c'est avec une balle. C'est une balle différente. […] Et après ils coupent.*
> *Q: Vous, ça vous inquiète pas ?*
> *R: Ils vont manger quoi ? Des fleurs ? A la fin... non hein. […] Déjà maintenant il y en a encore qui veut halal halal mais il y en a qui s'en fout vraiment. […] Eux [ses clients musulmans] ils vont se mettre d'accord pour une façon d'abattage qui est en fait pas halal mais ils vont dire que [c'est] halal. » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« Ils ont pour l'instant, une solution intermédiaire qui est proposée, c'est le "post cut stunning". […] Ca c'est un projet avec lequel ils sont occupés, ils font des tests, en concordance avec les gens du ministère pour regarder […] que ça leur convient à eux et que ça convient de l'autre côté aux musulmans aussi. […] Il y en a qui sont d'accord. De toute façon, en Hollande, c'est déjà comme ça depuis très très longtemps. […] Tant qu'il y a pas la loi qui est bouclée, […] ça continue comme ça mais […] il y aura un jour où on va se dire "bon, on va faire comme eux". » (E8, grossiste en viande du site)*

En revanche, d'autres grossistes s'inquiètent par contre de cette évolution et craignent de perdre des clients si une telle loi venait à passer. Ceux-ci pourraient être tentés d'aller se fournir en France où l'abattage sans étourdissement n'est pas encore interdit.

> *« Je pense en Belgique, ça va arrêter, je pense. On a un petit peu peur mais comme c'est demain en tout Belgique, c'est pour tout le monde la même chose, hein, et il va peut-être quelques clients ou quelques grossistes en France parce que en France c'est pas encore interdit. C'est possible, oui. […] On va voir. On sait pas. […] C'est un peu plus difficile, hein, mais c'est encore un grande clientèle, tu peux pas [la] perdre. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Si ça va être appliqué, on aura un problème ça c'est sûr. Il faudra chercher des alternatives [où] on est sûr de pouvoir donner des certificats aux clients que c'est vraiment [halal]. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

D'autre part, les informations parfois imprécises des médias seraient responsables d'effets d'annonce indésirés par les grossistes. Par exemple, à propos de la question de l'abattage halal, un des grossistes du site mentionne que l'annonce de l'interdiction, en 2017, des abattoirs mobiles pratiquant l'abattage halal ou la communication autour des projets de loi visant à interdire l'abattage sans étourdissement dans les abattoirs fixes ont eu pour effet d'inquiéter sa clientèle musulmane, qui pensait que l'abattoir d'Anderlecht était également concerné par ces mesures.

> *« E2 :La loi interdit à quelqu'un de faire son agneau halal […] [dans] des abattoirs temporels mais elle n'interdit absolument pas les abattoirs officiels de faire du halal.*
> *Q : Ah du coup ils croient que vous pouvez pas faire de halal ?*
> *E2 : Voilà. Parce que l'explication n'est pas bien renseignée.*
> *Q : Ouais, mais il y a un projet de loi, dans les abattoirs en dur. […]*
> *E2 : Ca c'est pas aujourd'hui. Ça c'est un projet, c'est pas aujourd'hui. » (E2, grossiste en viande du site)*

Si certains craignent donc la concurrence des pays voisins, pour d'autres, la qualité de la viande belge par rapport aux pays voisins, tant en termes de rendement que de qualités gustatives, suffirait à dissuader leurs clients musulmans d'aller se fournir en viande halal à l'étranger. En effet, les clients musulmans étant de plus en plus attentifs à la qualité du produit, le critère du respect du rituel halal perdrait aujourd'hui en importance.

> *« Ce facteur "halal" il est très important, mais à côté de ça il y a encore des autres facteurs qui sont importants, dont la qualité de la viande, le prix, la façon que la viande se conserve, la traçabilité et tout ce qui s'en suit, ... […] Parce que le client, d'accord, il veut du halal quand il rentre dans une boucherie halal mais il veut de la bonne marchandise aussi hein. […] Ils vont pas manger de la merde parce qu'elle est halal hein, ça, oublie […]. Et abattoir halal en France, les genres de veaux ou de bœufs qu'ils abattent là, c'est pas comme ici en Belgique, hein. Si […] une boucherie marocaine, ici à Bruxelles, a l'habitude de travailler avec des avants de bœuf de l'abattoir d'ici à Bruxelles, il va avoir dur de trouver la même chose ailleurs hein. Mais très, très dur hein, vont pas rigoler, hein. Ça, ils le savent aussi, hein. Ils sont aussi en Belgique et on est gâté au niveau qualité de viande, hein. » (E8, grossiste en viande du site)*

Enfin, un des bouchers du Foodmet, lui-même de confession musulmane, est pour sa part beaucoup plus radicalement opposé à ce projet de loi.

> *« On voit une certaine inquiétude des clients mais, chez nous, on veille à ça, que ça soit fait dans les normes que la religion nous impose, vous voyez. Donc ici [à Bruxelles], pour nous, on n'a toujours pas de soucis à ce niveau-là et, voilà, on va jamais l'accepter qu'on nous impose une obligation qui est pas acceptable pour nous, vous voyez. […] Donc il y a la communauté juive aussi avec nous. On est pas les seuls, hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Il affirme également que, au-delà des aspects éthiques, une telle décision aurait de lourdes répercussions économiques.

> *« Parce que ils ont déjà eu une fois un boycott ici, avec la fête du mouton, donc ça a eu des répercussions énormes sur l'économie belge mais certaines administrations en Belgique, ils ont nié ça, sans faire leurs comptes, quoi. L'agriculteur, il est resté avec son bétail, le transporteur, il chômait, voilà. Il y a, bon, tout un réseau qui avait un manque énorme à gagner hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

c. La médiatisation du secteur de la viande

Pour beaucoup de grossistes, l'image de marque et la réputation de leur entreprise revêtent une importance cruciale. En effet, en raison de la taille réduite de l'abattoir et des différentes entreprises du site, les grossistes du quartier ont tendance à privilégier une viande de qualité supérieure ou des produits de niche plutôt que la production de masse.

> *« Il y a beaucoup de différences dans le prix de veau. […] Nous, on fait pas de masse. Nous on fait plus ou moins 100 veaux par semaine et dans le culard c'est beaucoup, mais dans l'industrie, c'est rien. Parce que l'industrie, c'est international. […] Chez nous, juste Belgique et un petit peu de Hollande, mais pas beaucoup. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Et alors au niveau veau, on est un peu spécialisé ici à Bruxelles avec des qualités supérieures au marché normal quoi. Donc, le marché international, ils emploient des veaux un peu moins formés, un peu moins blancs, […] un peu moins chers. » (E8, grossiste en viande du site)*

Une telle stratégie repose cependant sur l'établissement d'une relation de confiance avec le client, relation qui est mise à mal par les différents scandales venant ternir régulièrement la réputation de l'ensemble du secteur. C'est pourquoi, dans le cadre des entretiens, les grossistes ont souvent tendance à insister sur la qualité de leurs produits et sur leur fiabilité.

> *« On préfère toujours la même qualité parce que […] c'est le client qui sait "c'est toujours la même qualité chez Verhaeren, c'est toujours cette qualité, la meilleure qualité, le "culard", le veau culard". » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Mais on a une chose. J'ai beaucoup de gens qui […] croient dans notre commerce, dans notre viande parce que c'est petit, c'est tout bien soigné. […] Et les gens croient le petit grossiste comme nous, plus "ambachtelijk" [artisanal]. […] Nous on fait tout nous-même et les gens aiment bien je pense. Quand il y a quelque chose tu dis "oui, j'arrange tout de suite". Avec des prix […], moi, je vais jamais discussion. » (E3, grossiste en viande du site)*

Par conséquent, beaucoup de grossistes dénoncent l'influence négative que les médias et les groupements de défense des animaux exercent sur leur activité, en particulier avec le développement d'internet et la multiplication des vidéos dénonçant certaines conditions d'élevage et d'abattage des animaux.

> *« Dans les médias, ça fait beaucoup hein. […] Parce que on a eu quelques crises déjà, […] qu'on ose plus manger de la viande ou quoi parce qu'il y a de nouveau quelque chose qu'on a vu. […] C'est pas une bonne publicité pour nous quoi. […] Ça claque pour nous quand même, oui, oui. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

En effet, la plupart des grossistes reprochent aux médias de ne présenter qu'une vision biaisée ou incomplète de l'activité. Ceux-ci auraient donc tendance à ne s'intéresser qu'à certains aspects de l'activité et à se focaliser sur l'abattage qui, pour eux, est une étape dure mais néanmoins nécessaire au processus de transformation de l'animal en viande.

> *« Et il y avait une vidéo, il y a deux mois, sur internet, [de] "animal rights". Mais ça, c'est l'abattage qu'ils ont montré […], c'est pas un scandale, c'est l'abattage. […] T'as des bêtes braves, t'as des bêtes gentilles qui vont pas bouger. Mais tu as des bêtes qui sont un peu énervées, bon ... Mais ça c'est l'abattage ça » (E1, grossiste en viande du site)*

> *« C'est la même avec l'affaire de Verbist et des médias et tous. […] Mais c'est normal. Mais c'est le fragment, c'est dur, et quand tu vas filmer, dis, "Oh oh oh". Mais oui, mais ça existe hein, c'est comme ça. […] Même avec [ce] fragment [seulement], il veut casser tout du commerce. (E3, grossiste en viande du site)*

Dans ce contexte de médiatisation, certains grossistes ont peur pour l'avenir de leur activité et, d'après eux, aucun abattoir ne serait à l'abri d'une fermeture pour peu que quelqu'un parvienne à s'y introduire pour réaliser des montages vidéos. En effet, plusieurs grossistes accusent les activistes réalisant ce genre de vidéos de ne filmer que ce qui sert leur propos et de présenter ainsi une image déformée de la réalité.

> *« Et ça, c'est les médias parce que demain, quand toi ou moi et je vais un autre abattoir et je fais une caméra comme un bic, et je laisse là deux mois, mais chaque abattoir ferme, hein. […] J'ai dit à mon frère "je suis pas peur de notre clients, je suis pas peur de notre qualité, je suis pas peur on trouve pas de veaux, parce qu'on paye*

bon prix. […] Je suis juste peur pour les médias". […] un monsieur à la banque qui me dit "[…] t'as de bons chiffres […] mais c'est pas le chiffre, je suis peur des médias". Un personne, c'est possible pour casser notre commerce. Quand il film notre chauffeur […] le veau qui a cassé son patte ou qui a un peu peur. […] Il filme et il dit "[E3] : salopard". […], dans Facebook ... Delhaize va dire "je veux plus de viande de [E3]". » (E3, grossiste en viande du site)

« Tu peux rouler derrière les meilleurs chauffeurs dans le trafic hein, et le suivre d'ici jusqu'à la maison. Et après quand tu vas faire un film tu vas coller une partie là, une partie là et tu peux faire une vidéo et dire "ça c'est le plus mauvais, c'est le plus dangereux qui est sur les routes. C'est juste la même qu'ils font [pour le secteur de la viande]. » (E1, grossiste en viande du site)

Même s'ils ne nient pas la gravité des différents scandales ayant secoué le secteur, certains grossistes se plaignent des effets de généralisation abusive et de l'absence de distinction entre les grosses entreprises responsables de ceux-ci et leurs propres entreprises.

Alors que le végétarianisme gagne en popularité, de plus en plus, la viande apparaît comme un produit suspect, voire même qui dégoute. Cette idée est renforcée par l'image ternie du secteur qui s'est retrouvé au centre de différents scandales sanitaires.

« Dans le secteur, il y a un mauvais, il met ça là, sur le journal et c'est comme [si] tout le monde il est comme ça. Tu vois, il y a un con qui fait l'abattage comme ça […] et tout le monde est mauvais qui fait dans la viande. » (E1, grossiste en viande du site)

« Avec le mal média c'est très dur hein, le commerce hein. […] C'est triste comme ça parce comme nous on est petit, on est correct avec tout le monde. […] C'est pas possible pour réparer ou pour faire quelque chose dans les médias, hein. » (E3, grossiste en viande du site)

Par ailleurs, pour certains grossistes, les médias ne pointeraient pas du doigt les véritables responsables de ces scandales. De leur point de vue, ce sont les grandes surfaces et le système de production industriel qui serait à mettre en cause.

« Avec Verbist, l'histoire de Verbist. C'est qui […] qui a fait ça ? C'est Delhaize qui a fait ça. Delhaize, il a organisé Verbist, hein. Parce que Delhaize, il a dit "Verbist toi, ce prix". Je connais pas Verbist […] mais mon idée […], Delhaize il a dit "comme ça, tu fais comme ça, prix comme ça". Hop il a tout réglé. Verbist, il a fait ça. » (E3, grossiste en viande du site)

« Sur 800 bêtes ... ben, un, c'est de trop. Tu vois ? Mais ça c'est la vitesse. Tu vas vite, tu vas vite. Et aussi les supermarchés, […] ils sont les premiers pour dire le moins cher […] Donc tu dois aller vite, vite, vite, vite, vite. L'un c'est avec l'autre. (E1, grossiste en viande du site)

D'après certains, le manque de formation des ouvriers et les cadences de travail plus élevées dans les abattoirs industriels seraient également la cause d'erreurs et de négligences aboutissant à ces cas de maltraitance des animaux. Ils affirment que lorsque le personnel est qualifié et que les cadences sont moindres, comme dans le cas de l'abattoir d'Anderlecht, les risques d'erreur seraient beaucoup plus réduits.

> *« Parce qu'il [Delhaize] dit à un abattoir "2000 cochons par heure" parce que autrement c'est plus intéressant pour eux. C'est pas un Belge qui veut faire ça pour 12 ou 13 euros par heure. Alors, il va chercher n'importe hein, prison ou n'importe. Il le prend, il vient, pour huit euros par heure. […] Et quand il fait pas assez de cochons, "dehors". Alors ils poussent et "vite, vite, allez, vite, vite". Et maintenant c'est Delhaize qui dit "hé mais toi, pas correct hein". » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Et tout le monde doit apprendre. C'est grave mais tout le monde doit apprendre ça ici, hein. Donc tu peux engager quelqu'un du veau, ici aussi il faut le former hein. Tu peux pas demander qu'il fait pas une faute. Faut former, c'est tout. » (E1, grossiste en viande du site)*

La pression exercée sur les prix par la grande distribution et les cadences de travail imposées par les impératifs de production seraient donc responsables des dérives dans lesquelles tombent parfois les abattoirs industriels. Au moindre scandale, les chaînes de supermarché refuseraient cependant de prendre leurs responsabilités et utiliseraient les médias pour rejeter toute la faute sur les abattoirs et les grossistes en viande.

> *« Il a filmé dans l'abattoir de cochon [Tielt], d'abord, mais après de [Izegem] hein. Et maintenant "Delhaize dit stop, […] je veux pas faire ça". Pourquoi Delhaize, il fait pas un abattoir ? Il va jamais faire ça. […]. Jamais. Il va [profiter de] l'autre. » (E3, grossiste en viande du site)*

Cette influence des médias sur les activités du secteur de la viande est également perceptible au travers du discours des habitants des classes populaires. De fait, les annonces et les scandales médiatiques ont un effet persistant dans l'esprit des personnes qui conservent une attitude méfiante bien après la fin du scandale et ce, même si des mesures ont été prises en vue de régler la situation. A ce sujet, les personnes détiennent souvent des informations incomplètes, voir fausses ou contradictoires, vis à vis des évolutions du système agricole et de production de la viande[42]. Les risques sanitaires liés à la viande, bien que parfois réels, sont souvent fantasmés et exagérés, et ce, beaucoup plus que pour d'autres produits alimentaires.

[42] Et ce même si certaines personnes interrogées ont parfois une certaine expérience du milieu rural.

« - H7.11a : On n'a pas besoin de la viande. On peut vivre sans viande. Maintenant avec toutes ces piqûres qu'on fait dans la viande. Les piqûres dans la viande, on donne des antibiotiques, on donne des choses pour grossir [hormones de croissances].
- Q : Je pense que ça ça a été interdit.
- H7.11a: "C'est interdit ? Oui le poulet qui a deux mois ils sont gros ? Ils sont interdits ? Qu'il fait des piqûres pour les faire grossir, qu'à deux mois tu peux les manger. Parce que pour grandir, il faut 6 mois[43]. Ma mère elle était née, c'est sa poule qui faisait les poussins et je n'oublie pas que pour avoir une poule, ça doit passer 6 mois pour grandir, 6 mois. Et que maintenant, 2 mois, tu l'as. Ah non, hein. C'est pas normal, hein. C'est 6 mois il faut et 7, et deux mois pour faire des oeufs. Voilà. Ça, c'est normal. » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

« Les poulets, les pauvres poulets, ils sont pleins d'hormones. Tout ce qui est vendu sur le marché hein » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)

On remarque aussi que si les habitants interrogés pointent parfois les dérives de la production industrielle de viande, c'est beaucoup moins le cas d'autres types de produits agricoles, considérés comme plus sains, en particulier les fruits et légumes.

« Moi je suis ce que je mange. Voilà. "Papa il était... on était en Allemagne et Maman ne travaille pas là, y a pas de fabriques, y a pas de travail. Et ben, et nous on mangeait froid, on pouvait aussi manger froid, des légumes et des fruits. On avait... on n'était jamais malade. Jamais malade. Et maintenant, qu'est-ce que tu vois ? Des maladies ... » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)

d. Les contrôles de l'Afsca

Par ailleurs, les contrôles opérés par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afsca) constituent un sujet de préoccupation supplémentaire pour les grossistes en viande. Ils représentent en effet une source d'inquiétude et de découragement pour beaucoup d'acteurs du secteur et contribuent à renforcer un sentiment de stigmatisation de celui-ci.

« - E4.1 : Pour le moment, ça va. Parce qu'ils [l'Afsca] deviennent de plus en plus chiants, alors.
- E4.2 : On a eu un petit peu des problèmes, un petit peu avec les ... pfff [l'affaire Verbist], mais c'est même pas de leur faute.

[43] Les hormones de croissances sont bien interdites dans l'UE. Cependant, en élevage standard, les poulets sont sélectionnés génétiquement, nourris et complémentés pour grossir le plus rapidement possible. Il faut au minimum 35 jours pour élever un poulet industriel et 81 pour un poulet label rouge ou un poulet bio. Le poulet longue croissance demande pour sa part un minimum de 120 jours.

- E4.1 : Des escrocs, il y en a partout.
- E4.2 : le problème qu'il y a, c'est qu'ils vont commencer à emmerder les autres gens. » (E4, tripier et boyaudier du site)

Même si la plupart des grossistes reconnaissent l'importance de contrôler une activité telle que le secteur de la viande, beaucoup ont des reproches à faire concernant la manière dont ces contrôles sont réalisés.

« Je suis d'accord, ils peuvent exister. D'accord, parce qu'il y avait des ordres de choses qui se passaient qui étaient ... Mais maintenant, au point où ils en sont ... » (E2, grossiste en viande du site)

« Moi j'aime bien le contrôle de viande, hein, mais […] parfois c'est [un] con. Mais c'est vérité, hein. C'est les gens. […] Le contrôle c'est bon. […] mais contrôle de logique. » (E3, grossiste en viande du site)

Un premier reproche fréquemment adressé aux contrôles de l'Afsca est le fait que ceux-ci se contentent de repérer les dysfonctionnements mais ne cherchent pas à trouver des solutions à ceux-ci. En effet, si les contrôleurs trouvent très souvent à redire sur la manière dont se déroule l'activité, ils ne proposent pas de solutions concrètes pour résoudre le problème. Un des grossistes explique également que, au-delà des normes et des règles, les conflits sont également une affaire de relations interpersonnelles.

« Pour nettoyage avec de l'eau, [il y a un tuyau et] ça fait un peu de l'eau. Il dit "hé ça peut pas, […] faut pas un comme ça, hein et direct dans le [sol]". […] Deux semaines après ou deux mois après, c'est pas juste. […] Je dis "oui mais allez, c'est toi qui a dit comme ça hein". Lui il dit "[…] non, c'est pas possible, je dois marquer" […] Je dis "[…] Mais comment je dois faire ça ? […]". "Ah ça je sais pas mais ça, c'est interdit hein". » (E3, grossiste en viande du site)

- R1: Dans les inspecteurs comme ceux qu'il y a à l'Afsca maintenant, ils étaient là pour vous aider aussi. Maintenant ils sont là pour vous casser. C'est véridique. » (E4, tripier et boyaudier du site)

« Et à un moment donné, c'est pour tout le monde, c'est toujours une histoire entre deux personnes ou plusieurs personnes, ce n'est pas que la loi mais aussi le fait que quelqu'un va commencer à s'énerver si tu ne fais pas ce qu'il te demande. » (E8, grossiste en viande du site)

Une deuxième critique récurrente à l'égard de ces contrôles est leur manque de cohérence. En effet, certains grossistes se plaignent de recevoir, d'une fois à l'autre, des instructions contradictoires de la part des contrôleurs de l'Afsca. Il arrive par exemple que les ajustements recommandés suite à un contrôle ne soient plus considérés valides lors du suivant, ce qui représente à chaque fois une perte de temps et d'argent pour le grossiste.

> *« Il m'a dit quelque chose un jour, que tout était en ordre, que je pouvais continuer comme ça, que c'était très bien, ça va. Je reçois un contrôle d'une autre instance de l'Afsca, ils me disent "écoute c'est pas bon [.], on va faire un procès pro justicia. "Faites comme vous voulez.". Je lui ai dit "vous me l'avez dit". "Moi je n'ai jamais dit ça". […] Je lui dis "faut pas manger ses paroles". Mais il me l'a pas dit, il a raison, il l'a écrit. […] Et alors, quand j'ai retrouvé l'écrit, il a dit qu'il avait des autres rendez-vous qu'il n'avait plus le temps de rester ici. […] Et je lui dis "votre doctrine c'est "fuyons, voilà le danger". Et il a pas très bien apprécié. » (E2, grossiste en viande du site)*

Une troisième critique concerne l'évolution des normes sanitaires, de plus en plus contraignantes. Par conséquent, certains éléments, qui jusque-là ne posaient aucun problème, sont parfois considérés désormais comme invalides.

> *« Les normes au niveau traçabilité, hygiène et tout ça de l'Afsca, ça a fort fort changé. C'est encore en train de changer pour l'instant et tout ça vient en plus, quoi. […] On est quand même dans un bâtiment qui a 30 ans, je pense. […] Ça commence à vieillir. C'est logique que l'Afsca a de plus en plus de remarques sur l'infrastructure, sur la façon de travailler, ... Nous, on a encore assez récemment, augmenté les barres de 16 cm […] parce que […] les veaux ils ont tendance à s'allonger […] donc à un moment donné […] les pattes avant […] touchaient par terre. […] On a eu de multiples problèmes avec l'Afsca à cause de ça et on a dû trouver quelqu'un qui était capable et qui voulait bien faire ce travail, un peu compliqué quand même, pour augmenter tout, tout le système de 16 cm. » (E8, grossiste en viande du site)*

Un quatrième reproche ressortant souvent dans les entretiens est l'inefficacité de ces contrôles. En effet, d'après certains grossistes, les contrôleurs se focaliseraient généralement sur des points de détail et sur le bon respect des formalités administratives mais, par contre, ne vérifieraient pas toujours l'état de la viande stockée dans les frigos, passant parfois à côté de l'essentiel. De plus, les contrôleurs ne seraient pas suffisamment formés pour pouvoir réellement juger de la qualité du travail effectué.

> *« L'Afsca, puis le contrôle de la boucherie, ils nous ont dit […] "hygiène, rien à dire, parfait monsieur, très bien". […] Je dis "écoutez, si vous allez manger dans une boucherie où vous voyez un tas de papiers qui sont bien rangés et où vous avez de la viande pourrie dans le fond du frigo ...". Je lui ai dit "je vais te faire mettre de la merde dans un paquet et mettre une belle étiquette". Avec une belle étiquette dessus. C'est tout à fait valable hein. C'est tout à fait bon. » (E2, grossiste en viande du site)*

> *« Je m'étais fait passer pour un acheteur aux Pays-Bas. Une personne qui vendait 2, 3 containers par semaine. Il exportait. J'avais demandé les produits qu' ils mettaient dedans, et ils mettaient exactement les mêmes produits que nous. Alors l'Afsca revient contrôler et je dis : « Écoutez, regardez les preuves que là [ils utilisent des produits interdits] ». Mais ils n'allaient pas d'eux-mêmes là […]. Ils n'ont jamais rien fait, quoi,*

mais ça c'est l'Afsca. Ils vont te faire un problème parce qu'ils voient une petite toile d'araignée dans le coin, alors sur leur papier ils mettent faute grave: toile d'araignée et mouche. Mais qu'ils en voient une ou une pièce pleine, c'est la même chose pour eux. » (E4, tripier et boyaudier du site)

Enfin, un dernier point de mécontentement de la part des grossistes est le coût que représente ces contrôles. En effet, les amendes répétées en raison des problèmes de conformité et les investissements requis pour se mettre aux normes représentent un coût élevé pour ces petites entreprises. De plus, outre les frais liés aux problèmes de conformités, les grossistes sont tenus de rémunérer les contrôleurs eux-mêmes. Effectivement, seule une partie des contrôleurs sont rémunérés directement par l'Afsca tandis que les autres sont souvent des vétérinaires indépendants dont les services sont payés par les grossistes eux-mêmes.

« - E4.2: Ils aiment mieux de te mettre des amendes comme ça ils savent contrôler plus. Il faut les payer chaque fois qu'ils viennent. Mais quand tu n'as jamais rien et qu'il ne viennent qu'une fois l'année, tu ne vas rien leur rapporter.
- E4.1 : Ils doivent, sinon ils se font taper sur les doigts.
- E4.2 : C'est un peu comme un policier, si il a une amende par année, ça ne va pas marcher. Il doit mettre des amendes, autrement comment est-ce qu'on va le payer ? » (E4, tripier et boyaudier du site)

De plus, les nombreuses formalités administratives exigées par l'Afsca - mais pas uniquement - représenteraient également une charge de travail très importante. Par conséquent, les grossistes pouvant se le permettre seraient forcés d'engager du personnel dédié uniquement à ces tâches administratives tandis que les autres doivent utiliser une partie de leur temps de travail pour ce faire.

« [Il n'a] plus [assez]d'ouvriers, le patron [le boucher] est obligé de travailler plus et de faire tous ses papiers le lundi hein. […] Ici aussi c'est la même chose. Il y a une personne qui est à mi-temps juste pour les papiers qu'on aurait pas [sinon]. […] Tout encoder tout le temps … » (E2, grossiste en viande du site)

« On comprend très bien que ce soit en ordre mais […] on est une petite structure. […] Les normes sont compliquées, la traçabilité, les étiquettes, il faut vraiment faire attention hein. […] Ça fait partie du métier […] mais ça en rajoute chaque fois, quoi. Parce que il y aussi une partie documents à remplir, enregistrements des températures qui entrent ... » (E8, grossiste en viande du site)

Beaucoup de grossistes sont donc frustrés par cette absence de dialogue et ont de plus en plus le sentiment que l'Afsca joue à tout prix contre leurs intérêts, se cantonnant à réaliser ses contrôles de principe sans chercher à aider les grossistes à s'améliorer dans la conduite de leur entreprise. Il en découle un profond ressentiment à l'égard de l'agence fédérale et un sentiment d'agacement généralisé chez l'ensemble des grossistes.

> *« Alors avec sept [contrôles annuels] tu deviens un peu fatigué […]. Nous on veut bien travailler, on veut bien penser et organiser et tout mais quand il y a des gens comme ça, c'est plus avec beaucoup de plaisir après, tu comprends ? » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Hitler il en a tué mais il en a oublié quelqu'un. […] Tu sais pas discuter avec eux. » (E2, grossiste en viande du site)*

e. Un sentiment de stigmatisation de l'activité

L'hostilité croissante affichée à l'égard des abattoirs, liée au renforcement des mouvements de défense des animaux et à l'émergence de mouvements antispécistes et végan, combinée aux différents scandales relayés par les médias, aboutissent à un sentiment de stigmatisation de la profession qui pèse moralement sur les grossistes interrogés, pouvant aller jusqu'au point de ne plus oser avouer leur profession

> *« Allez, […] quand c'est l'école et je vais avec des parents, je suis peur pour dire "je suis commerçant de viande". » (E3, grossiste en viande du site)*

En outre, certains grossistes, estimant que leur activité se trouve menacée par l'action d'activistes anti-viande ont, en réaction, tendance à s'isoler de plus en plus et donc à disparaître au regard du public.

> *« Parce que ces gens-là [les activistes], ils ne se gênent pas hein. Si c'est accessible bah, ils vont [entrer]. D'ailleurs, ils sont venus [bloquer l'abattoir d'Anderlecht] hein. » (E8, grossiste en viande du site)*

> *« En Hollande, à l'abattoir, tu téléphones à l'entrée du parking, tu sors du parking, tu rentres dans le bâtiment […] de conciergerie […] où […] tu reçois un badge. Après tu peux rentrer sous guidance de quelqu'un qui reste tout le temps avec toi. Ils te laisseront jamais rentrer tout seul dans l'abattoir. Ça c'est, comme tu dis, les normes et tout le reste, avec ce qu'il se passe aujourd'hui, bon, voilà. C'est logique. Donc, ça, c'est une évolution logique. » (E8, grossiste en viande du site)*

Néanmoins, les grossistes oscillent aussi entre ouverture et fermeture. En effet, pour certains grossistes, la solution consisterait donc à expliquer l'activité et à la présenter sous un meilleur jour aux yeux du public, par exemple en faisant visiter leur atelier ou via des projets de fermes pédagogiques.

> *« Les gens qui viennent ici, chez moi, il va manger de la viande. Je suis sûr. Parce que, quand moi j'explique notre viande, notre qualité et je dis "regarde c'est propre, c'est correct, c'est magnifique", il va pas être peur. Mais c'est le médias qui cassent le commerce. Oui, c'est quelque chose difficile dans la viande. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« Un chose ,[…] je pense même moi c'est quelque chose très bien, […] c'est une ferme avec des vaches, poulets, des œufs, veaux, agneaux, ... pas grand. […] Les gens peut rentrer la ferme, […] tous est bien soignés, tous est propres,… […] mais ici… boucherie. […] Ca c'est quelque chose qu'on devrait commencer" mais tu vas trouver les ouvriers, ceci, ceça, ... C'est une grand investissement. » (E3, grossiste en viande du site)*

De ce point de vue, le travail et les actions de l'asbl Forum Abattoir sont souvent perçus positivement par les grossistes qui voient en ceux-ci un moyen d'améliorer leur image et leur communication vers le grand public, même si pour eux, cette action ne serait pas suffisante pour faire changer les mentalités.

> *« Ca c'est un bon "start", […] c'est une bonne chose que tu fais hein. [Il] faut commencer avec une petit chose mais ça c'est déjà une chose quand tu vas expliquer. » (E3, grossiste en viande du site)*

> *« [Au sujet d'une idée de portes ouvertes] Je pense c'est pas mal, […] c'est une chose pour ici, pour un bon visage, c'est bien, mais je pense c'est beaucoup plus que c'est ça. Il y a des gens, c'est un peu psychologique, hein. » (E3, grossiste en viande du site)*

Conclusion partielle

En résumé, les entreprises du secteur de la viande sont soumises aujourd'hui à certaines pressions qui contribuent à fragiliser ces activités économiques et à menacer leur pérennité dans le quartier.

En tant que petites structures familiales indépendantes, les grossistes du site doivent avant tout faire face, à différents niveaux, à la concurrence du secteur de la grande distribution et des grandes structures industrielles. Tout d'abord, pour ces entreprises, reposant sur des travailleurs disposant d'une longue ancienneté, le renouvellement de la main d'œuvre et la reprise de l'activité ne sont souvent pas assurés. D'une part, l'impopularité de la profession et les contraintes du métier d'indépendant décourageraient les nouvelles vocations. D'autre part, les grossistes en viande subissent également la compétition de la grande distribution sur le marché de l'emploi, notamment au travers de la monopolisation des filières de formation par celle-ci. En outre, la concurrence des grandes surfaces vis-à-vis des bouchers détaillants continue d'éroder la clientèle des grossistes qui, par ailleurs, sont également confrontés eux-mêmes à la concurrence directe des grandes surfaces spécialisées dans la vente en gros auprès de professionnels. Enfin, ces activités sont également confrontées aux processus de concentration au sein du secteur qui aboutissent à la constitution de grands groupes monopolisant peu à peu le marché de la viande en absorbant de plus en plus de grossistes indépendants.

Par ailleurs, indépendamment de ces questions de concurrence, les activités du site des Abattoirs sont aussi soumises aux pressions résultant d'un contexte sectoriel peu favorable. Premièrement, à l'heure où les préoccupations diététiques et environnementales influent de plus en plus sur les pratiques d'achat, on observe une diminution de la consommation de viande, y compris au sein des classes populaires. Deuxièmement, les grossistes du site reposant de plus en plus sur une clientèle musulmane, les débats autour de l'interdiction de l'abattage rituel à Bruxelles, faisant suite aux décrets promulgués en Flandre et en Wallonie, laissent planer le risque de perdre une part importante de leur clientèle. Troisièmement, ces activités subissent également l'image négative du secteur de la viande renvoyée via les médias, au travers notamment des différents scandales sanitaires ou liés au non-respect du bien-être animal, qui ont touché celui-ci. Cette médiatisation du secteur, en plus de ses effets préjudiciables en termes de ventes, contribue aussi, au côté des tensions liées à la mise sous surveillance de ces activités par l'Afsca, à renforcer un sentiment de stigmatisation chez les acteurs du secteur, qui ont dès lors tendance à s'isoler de plus en plus, de manière à disparaître au regard du public.

Si, au moment des entretiens, la plupart des grossistes rencontrés déclaraient vouloir se maintenir sur le site, face à ces différentes pressions, beaucoup ont un point de vue assez morose sur l'avenir de leur profession et certains pensent même déjà à leurs possibilités de reconversion professionnelle.

Plusieurs d'entre eux expriment en effet des doutes vis-à-vis du maintien de leur activité sur le long terme. Comme le résume un des grossistes en viande « *l'épée de Damoclès reste toujours au-dessus de l'entreprise ».*

5.2. Un espace sous pression

Situés dans une conjoncture économique et sectorielle défavorable, les grossistes en viande qui se maintiennent encore sur le site des Abattoirs d'Anderlecht, sont aujourd'hui également confrontés à certaines pressions liées aux évolutions du cadre local. En particulier, la compétition de fonction plus forte, telle que la fonction résidentielle, et les projets de redéveloppement du site des Abattoirs constituent un enjeu de taille pour l'avenir du secteur dans le quartier. Ces transformations du site et du quartier ne sont en outre pas sans conséquences sur la relation de ressources réciproque décrite au chapitre 4.

La partie qui suit sera consacrée tout d'abord au point de vue des grossistes en viande sur les évolutions de leur quartier d'implantation ainsi que sur les dynamiques de compétition avec la fonction résidentielle (voir 5.2.1). Le point suivant abordera ensuite les différents projets de transformations du site des Abattoirs ainsi que leurs implications pour le maintien de ses activités traditionnelles et de son rôle de ressource pour les classes populaires (voir 5.2.2). Finalement, cette deuxième partie s'intéressera aussi aux projets de redéveloppement du quartier de Cureghem ainsi qu'à la manière dont ceux-ci sont reçus par les habitants des classes populaires (voir 5.2.3).

5.2.1. L'évolution du rapport des grossistes en viande à leur quartier

Implantés depuis longtemps à Cureghem, le rapport des grossistes en viande à l'égard de leur quartier s'est peu à peu modifié au cours de leur histoire. Les points qui suivent s'attacheront à mettre en évidence, d'une part, les évolutions dans la perception du quartier de Cureghem par ces acteurs économiques et, d'autre part, les tensions récentes qui ont pu émerger de la compétition avec la fonction résidentielle.

a. Le déclin l'image du « quartier de la viande »

« Cureghem est un quartier de viande ». Cette représentation est encore bien présente dans l'esprit des grossistes interrogés. Chez de nombreux grossistes, on observe en effet une assez forte nostalgie vis-à-vis de l'époque où la viande occupait une place de choix dans le quartier. La plupart des personnes interrogées ayant exercé leur activité et/ou vécu dans le quartier depuis de nombreuses années, ils ont eu l'opportunité de le voir évoluer petit à petit et ont parfois développé un lien affectif vis-à-vis de ce quartier qui représente pour eux le travail de toute une vie, voire même de plusieurs générations. Cependant, ceux-ci évoquent aussi le déclin qu'a connu l'activité dans le quartier, tant d'un point vue quantitatif qu'en termes de visibilité dans l'espace.

> *« - E5 : C'est pas comme avant. C'était vraiment un quartier de viande ici avant, hein. Quand vous voyez, […]des photos, ou des films d'ici. C'est plus comme avant, hein. […] Maintenant, c'est moins vivant quand même, hein [rire]. […] Quand on regarde les*

photos d'avant avec tous les bouchers qui étaient ici, c'était quand même différent, hein. […] Mais quand j'ai commencé ici, ça fait maintenant depuis 97 donc, alors là, quand j'arrivais ici je voyais encore des bouchers dans leur schort, [tablier] quoi, hein.
- Q : Il y en a encore, hein, quelques-uns.
- E5 : Oui, mais quelques-uns. Mais là, c'était plein et on parlait dans la rue avec les autres et c'était […] plus vivant. » (E5, grossiste en viande du quartier)

D'une part, concernant l'importance numérique du secteur, le renforcement des normes sanitaires imposée par l'Afsca a provoqué la disparition de nombreux ateliers de grossistes et boucheries qui occupaient alors les rues avoisinantes de l'abattoir. En effet, ces petites entreprises du secteur de la viande, confrontées à un contexte économique défavorable et à une concurrence sévère, n'ont, pour beaucoup d'entre elles, pas pu assumer le coût élevé que représentaient les travaux de mise aux normes. Certains de ces anciens ateliers ont par ailleurs été reconvertis en garages, effaçant donc la présence de cette activité au profit de celle des commerçants de voitures d'occasion, aujourd'hui beaucoup plus visibles dans le quartier que le secteur de la viande.

« Rue Heyvaert et tout ça, il y avait aussi des grossistes en viande avant. Mais maintenant, avec ISPC [grand fournisseur de l'horeca] et tout ça, il y en a beaucoup qui sont disparus maintenant. […] [C'est] des qui font les horeca mais qui ont tout pour l'horeca quoi : la viande, le poisson, légumes, ... Et pour la facilité je pense, pour les clients et les restaurateurs et tout, c'est facile pour eux, ils ont tout […] dans le même magasin donc ... » (E5, grossiste en viande du quartier)

« Bah, concrètement, y a beaucoup d'anciens frigos. Donc c'était vraiment des frigos géants quoi qui ont été rachetés par tout ce qui est de l'import-export de véhicules. Donc du coup, c'est devenu des garages. » (A1.1, animateur à la maison de quartier, marocain de 2ème génération)

Certains grossistes, ayant réussi à se maintenir dans le quartier, expliquent d'ailleurs avoir préféré venir s'installer sur le site des Abattoirs plutôt que de devoir payer le prix fort pour mettre leurs anciens ateliers aux normes.

« De toute façon, les local dans la rue, il y en a encore un je crois,[…] là-haut, qui au fur et à mesure a quand même su se mettre aux normes et continuer à travailler et, par contre, la superficie et la structure du bâtiment et la destination des bâtiments, là dans la rue, et le fait que de plus en plus de grossistes quittaient la rue ... […] c'était plus important de venir ici à l'intérieur, même si on n'abattait pas ici.» (E8, grossiste en viande du site)

D'autre part, le processus d'invisibilisation croissante de l'abattoir et de ses ateliers de découpe et, surtout, la fermeture du marché aux bestiaux en 2008 ont également contribué à éroder cette image de « quartier de viande ».

> *« Pour beaucoup des gens l'abattoir n'existe plus ici. Depuis la fermeture du marché aux bestiaux, l'abattoir n'existe plus pour, je vais dire, plus de 50% des gens, hein. […] Pourtant il existe toujours. » (E2, grossiste en viande du site)*

De plus, de moins en moins de clients se déplaceraient en personne pour venir passer commande ou se fournir sur le site. Les commandes se feraient aujourd'hui principalement à distance et les livraisons seraient beaucoup plus fréquentes. Pour certains grossistes, cette évolution contribuerait également à réduire la visibilité du secteur dans le quartier et à affaiblir les relations interpersonnelles dans les échanges commerciaux.

> *« Comme on a le magasin, il y a des restaurateurs qui viennent eux-mêmes choisir dans le frigo, ils regardent et ils choisissent leurs pièces qu'ils veulent. Mais avant c'était encore plus que [maintenant]. Les chefs des restaurants, ils venaient chercher, regarder et comparer les pièces et tout ça mais maintenant ils veulent plus se déplacer, hein, c'est surtout livré. Mais y en a encore, surtout des plus vieux quoi [rire], […] mais tous les ... pfff, les jeunes, ils veulent qu'on livre » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« C'est les médias, le téléphone, internet et tout ça, c'est une catastrophe. […] C'était le commerce qui a changé, les clients qui ne se déplacent plus pour venir. Donc tout ce qui était cafés autour de l'abattoir a dû fermer petit à petit, puisque le client ne se déplace plus. Internet, téléphone, mails, ... […] Et puis, y a encore les contrôles de livres, de documents et tout ça chez les bouchers ... Le boucher avait le temps le lundi pour venir faire ses courses et tout ça, et maintenant, il passe son temps à faire ses papiers. » (E2, grossiste en viande du site)*

L'attachement émotionnel au quartier, s'il est encore bien présent chez certains grossistes, semble donc être de plus en plus ténu. Le « quartier de viande » devient pour beaucoup une image du passé. Aujourd'hui, au-delà de la nostalgie, le sentiment des grossistes à l'égard du quartier semble plutôt teinté d'indifférence, voire de crainte, plusieurs grossistes faisant état de cas d'agressions, de cambriolages, de braquages ou de « car jacking », qui nuisent à leur activité.

> *« Le voisin a été braqué il y a quelques années d'ici, on l'attrape, le voleur. C'était un petit, il te volait à la tire. Il était occupé à voler, on l'attrape, on le met aux policiers, on porte plainte parce qu'il avait cassé des trucs. Pendant qu'on était occupé à finir de remplir le dossier à la police, […] il était là devant la porte, il regardait le patron de la société. "Je suis revenu". » (E2, grossiste en viande du site, d'origine belge)*

> *« C'est pas très safe non plus ici le soir et tout ça. Dans le temps j'ai encore habité ici en haut, mais ça fait longtemps, et c'était déjà comme ça. Le soir, j'osais pas sortir, hein. Il y a beaucoup des jeunes révoltés. […] Dans la journée, ça va, je pense, parce qu'il y a encore des commerces et tout ça, il y a des passants, ... […] Et récemment, on*

était en train de charger la camionnette, ici sur le parking, le chauffeur il rentre à l'intérieur pour aller chercher un autre carton de viande, quelqu'un est parti avec sa camionnette, avec la viande dedans. Mais heureusement on a un "track and trace". On a téléphoné à la police et ils l'ont récupérée, hein. [Mais] il y avait des viandes qui étaient tombées hein, parce qu'il est parti avec la camionnette ouverte. […] Ouais. Donc je dis le quartier, c'est pas vraiment la joie [rire]. » (E5, grossiste en viande dans le quartier, d'origine belge)

b. Conflits de voisinage et compétition avec la fonction résidentielle

Au même titre que d'autres activités industrielles, rester en centre-ville implique aussi un coût. D'une part, en raison de la position du site, le coût des emplacements y est généralement plus cher que dans des abattoirs situés en périphérie, ceux-ci pouvant se permettre de proposer des prix beaucoup plus avantageux pour la location de leurs ateliers.

« Ici c'est un abattoir très cher. L'emplacement, […] le service d'abattage, ici, la place, louée, le […] "kadastraal inkomen" [revenu cadastral] […], pour le parking, pour l'eau et l'électricité, … c'est normal. […] Quand demain, je dis "je pars", il y a déjà 3-4-5 abattoirs qui dit "oui viens, viens, vite vite". Pour un prix beaucoup moins cher, hein. Tu comprends ? » (E3, grossiste en viande du site)

« Ca a toujours été une relation assez compliquée avec Abattoir […] Bon, moi, je connais […] Joris, très, très bien, depuis que je suis ici, donc plus de 25 ans. […] Mais voilà, je comprends, hein, c'est des gens qui doivent faire tourner un site, qui sont obligés de faire des bénéfices. […] C'est un prix global qui est quand même assez élevé par rapport à ce qu'on a comme superficie mais bon […] on a décidé jusqu'à ce jour de rester ici. Donc voilà, ça veut dire que ça reste rentable. Sinon, on le fera pas. Et surtout les Hollandais ne le feront pas, ça c'est sûr. Enfin, donc, il y a eu des discussions quand même assez compliquées avec Joris d'Abattoir, d'un côté, et de la part de […] mon patron hollandais, de l'autre côté, à Hasselt. » (E8, grossiste en viande du site)

D'autre part, avec le regain d'intérêt immobilier et urbanistique pour la zone du canal et la multiplication des projets de logement, une activité telle que celle se déroulant sur le site des Abattoirs risque, à terme, d'être considérée comme dérangeante, comme le montre l'expérience d'autres abattoirs urbains (e.g. à Hasselt). En effet, plusieurs grossistes remarquent que la position centrale dans la ville représente un risque pour le maintien de cette activité, en raison de la compétition avec d'autres fonctions urbaines, en particulier le logement.

> *« Ah, si, si, le centre-ville ça devient embêtant maintenant, hein parce que qu'on est occupé à construire des logements sociaux[44] partout et on va se retrouver comme l'abattoir de Hasselt, renfermé au milieu de logements sociaux et on devra fermer l'abattoir. […] Ca nous fait peur, oui. […] Et on nous change et qu'est ce qui va en pâtir ? C'est nous autres. C'est pas celui qui vient habiter ici. C'est nous autres, parce que ce sera la faute à nous autres si il y a du bruit, la faute à nous autres si il y a des odeurs, ... Et c'est pas nous autres qui avons demandé que eux viennent ici. » (E2, grossiste en viande du site)*

> *« Moi j'ai pas toujours eu un bon aperçu de si je vais mélanger le logement avec l'activité commerciale ici. Je trouve qu'il faut séparer les deux choses. […] Vous voyez, ici on est dans une zone où ce que le week-end, très tôt le matin il y a déjà beaucoup d'activité. Déjà maintenant, ici, quand ils ont démarré le Foodmet, il y a des fournisseurs qui viennent tôt livrer, le week-end et tout, et il y a des logements juste à côté, là, ici derrière, […] le long de la chaussée de Mons. Et ben, les gens, ils se sont plaints, hein. Ils se sont plaints à cause du bruit, hein. » (E2, grossiste en viande du site)*

Certains grossistes sont très conscients de la menace que certaines fonctions plus fortes, telles que le logement à destination des classes moyennes ou supérieures, font peser sur le devenir d'une fonction telle qu'un abattoir mais également du rôle de « protection mutuelle » qui peut s'exercer entre fonctions plus faibles.

> *« Non, Charleroi ne va pas bien non plus. Et c'est aussi en plein centre-ville comme ça hein. Enfin, lui, ça va encore parce qu'il est protégé par […] le chemin de fer qui passe derrière chez eux qui les protègent un peu des constructions. […] L'abattoir de Charleroi, l'avantage qu'il a, c'est qu'il a l'autoroute juste à côté de lui qui va le protéger des constructions d'un côté donc si c'est pas l'abattoir, ce sera l'autoroute qui va embêter les gens. » (E2, grossiste en viande du site)*

D'autres, s'appuyant parfois sur l'expérience d'autres abattoirs, insistent sur le fait que la cohabitation entre fonctions résidentielles et industrielles ne se fait pas toujours sans heurts et peut être une source de conflits qui peut impacter l'activité.

> *« C'est ce qui s'est passé à Hasselt avec notre abattoir. Parce que il va disparaître là-bas, l'abattoir. Je crois qu'ils vont […] déménager parce que, en fait, ça a commencé à construire, le long du canal, ils sont pas loin du canal, et puis ça a commencé à construire dans la rue, et puis ça a commencé à construire à côté du bâtiment de l'autre côté, ... Donc, finalement, l'abattoir se retrouve encerclé par des blocs d'appartements et, évidemment, les gens qui habitent là-bas sont peut-être pas très,*

[44] La plupart des logements produits en Région bruxelloise ne relèvent en réalité pas du logement social, y compris dans le cas des logements publics public, ciblant principalement les classes moyennes.

> *très contents d'avoir l'abattoir, sur leurs terrasses, je vais dire. Et voilà, donc le dernier renouvellement de permis d'exploitation et pour les normes environnementales […]. En […] 2020 ou 21, ils doivent quitter les lieux. » (E8, grossiste en viande du site)*

Certains, comme l'abattoir de Hasselt, ont parfois essayé d'apaiser les tensions avec les riverains en les invitant à visiter l'abattoir. D'après ce grossiste, si cette démarche a parfois permis de résoudre certains conflits, les nuisances demeurent et l'activité a été obliger de d'adapter ses horaires de travail suite aux plaintes des habitants.

> *« Il y a pas si longtemps, ils [l'abattoir de Hasselt] ont invité les gens qui habitent dans les appartements autour […] pour faire une visite guidée, dans les locaux quoi. Et ça, il y a 3/4 des gens qui habitent là sont venus. […] Ils ont visité l'abattoir, ils ont mangé un petit truc, ils ont bu un petit verre, … voilà ça a adouci l'esprit du voisinage. Bon, maintenant, t'en a toujours qui ont des problèmes. […] C'est une fois que l'abattoir se met en activité, ça fait du bruit. Il y a les moteurs de frigos, il y a les camions, tout fait du bruit, donc voilà. Déjà, ça, c'est depuis 2 ans, ils commençaient à 5h du mat' mais maintenant ils commencent à 7h du matin. Donc avant 7h, il peut y avoir aucun mouvement. [..] C'est un […] gros désavantage, ouais. Toujours lié au trafic, parce que, tu vois, […] l'approvisionnement en veaux vivants, bah, ils peuvent pas venir sur le site avant 7h du matin. […] Donc, si jamais il va de nouveau déménager dans une zone industrielle, ce sera différent quoi. Mais voilà. Comme pour ici, le fait que tu es en pleine ville, ça peut avoir des conséquences. ». (E8, grossiste en viande du site)*

Les seules options restantes pour cet abattoir sont donc, soit d'adapter les méthodes de travail pour réduire encore les nuisances sonores, soit de déménager sur un autre site ou de racheter un autre abattoir, beaucoup d'entre eux connaissant manifestement des difficultés financières.

> *« Pour le moment, il y a déjà tout un développement au niveau technologique et bâtiment [contre le nuisances]. […] A un moment, ils ont parlé de l'ancien site de Ford Genk qui est un site industriel où il y a des parcelles à vendre […] mais qu'entre-temps, ils étaient encore aussi en train de regarder […], avec tout ce qui se qui se passe aujourd'hui, de éventuellement racheter un abattoir déjà existant […] parce qu'il y a pas mal d'abattoirs qui se retrouvent dans des situations un peu pénibles, pour le moment. Donc il y a toujours ce calcul économique aussi hein, c'est des hollandais, c'est des gens qui veulent gagner de l'argent, c'est pas des gens qui font dans le social. Donc eux, […] ils pèsent leurs décisions. » (E8, grossiste en viande du site)*

Enfin, certains mettent l'accent sur l'importance de conserver un tel site en centre-ville en insistant notamment sur sa fonction de marché, envisagée comme faisant partie du patrimoine de la ville.

> *« Et l'autre aspect, c'est qu'il y a l'ambiance là-dedans. C'est une ambiance de marché qui vient ici. […] Il y a beaucoup d'activité. C'est un marché qui existe déjà depuis de nombreuses années, ça fait partie du patrimoine de la ville. Aussi, le site, là, il, c'est un site magnifique, qu'on trouve nulle part en Europe. Alors il faut le préserver. Moi je trouve qu'il faut vraiment pas délocaliser vers une zone en dehors de la ville. Moi je trouve que il y a beaucoup de gens qui critiquent ça, qui disent "oui voilà, cette activité peut pas être dans la ville" mais faut voir les pour et les contre hein. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Tous les grossistes ne sont cependant pas opposés aux projets de transformation du quartier. En effet, au vu de la dégradation du bâti, certains apprécient les efforts déployés dans le cadre de la rénovation de celui-ci et de la réoccupation de ces espaces, même lorsque celle-ci se fait au profit du logement.

> *« E5 : Mais aussi, pour améliorer le côté ici, hein, parce qu'il y a beaucoup de choses qu'il y a plus rien dedans, qui sont vides, les bâtiments et tout ça, ici derrière, et ils sont en train de voir ce qu'on peut faire pour ... allez. […]*
> *Q : Vous, si on vous disait "ok c'est un truc vide, faut leur remettre quelque chose dedans", qu'est-ce que vous mettriez ?*
> *- E5 : Bah, surtout des commerçants je pense. Mais on est aussi en train de faire des grands projets pour mettre des appartements et tout ça je pense.*
> *- Q : Et ça, ça risque pas d'entrer en concurrence avec votre position ?*
> *- E5 : Non, non, je pense pas. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

Enfin, si pour une partie des grossistes, rester en centre-ville apparait comme une nécessité, d'autres considèrent que la place légitime d'un abattoir devrait être dans une zone industrielle en périphérie de ville en raison des nuisances que celle-ci générerait, et ce, même si, pour leur propre activité, la position centrale ne constitue pas un désavantage.

> *« J'ai toujours mal compris que c'est dans la [ville] parce que normalement ça faut faire dans une industrie hein. Je pense, hein. Pour le sang, pour le camion, pour ci, pour ça, … […] Normalement, quand c'est industriel, c'est loin des choses mais pour moi c'est même chose, que c'est ici ou c'est industriel » (E3, grossiste en viande du site)*

5.2.2. Un site en projet

Comme mentionné, le site des Abattoirs d'Anderlecht est aujourd'hui à un tournant de son histoire. Alors que le maintien des activités traditionnelles du site (abattoir et grossistes en viande) se voit menacé par différentes tendances, globales comme locales, le Masterplan de redéveloppement du site entamé par la société Abattoir (voir photo 27) ainsi que la politique de diversification entreprise par cette dernière risquent d'affecter profondément le fonctionnement de ce site d'activité économique et, potentiellement, son rôle de ressource pour les habitants des classes populaires.

Photo 27 : entrée du marché rue Rospy Chaudron et panneau annonçant le projet de Manufakture Abattoir

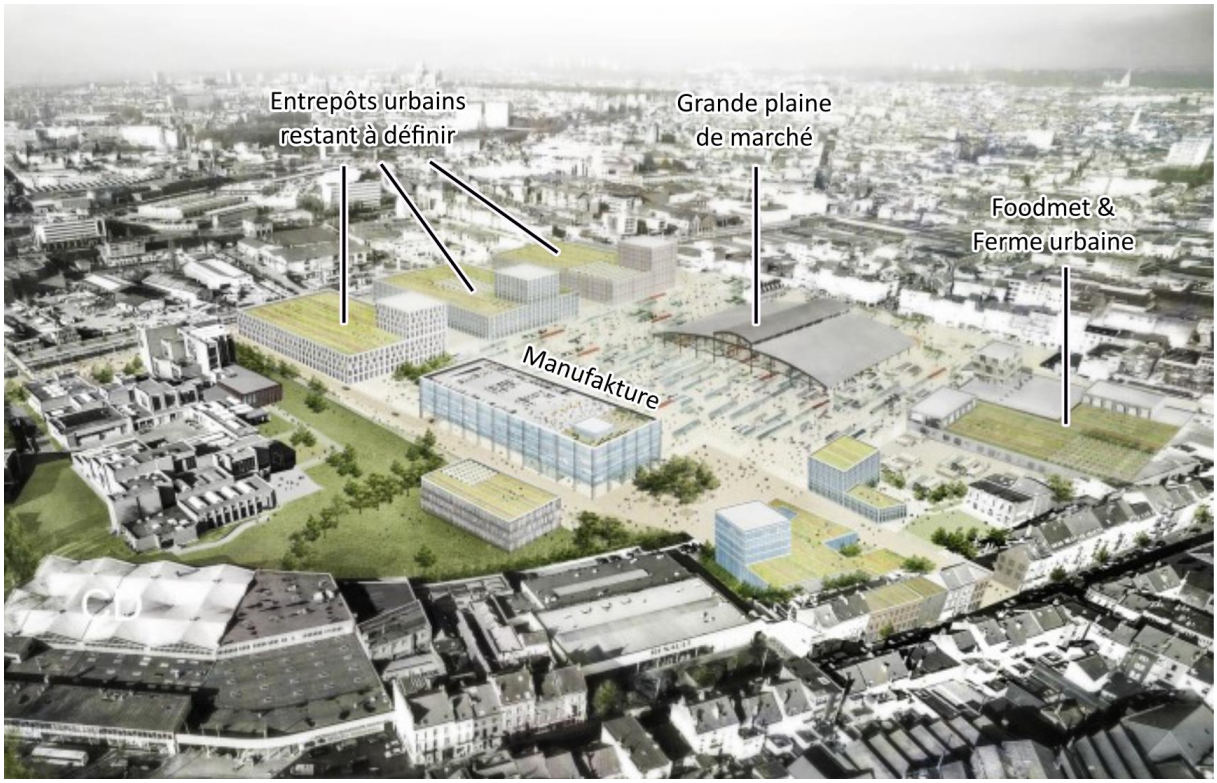
Auteur : Dessouroux C., septembre 2020

Cette partie, consacrée tout d'abord à la présentation générale des principaux éléments de ce Masterplan, se focalisera ensuite sur deux aspects de celui-ci en particulier. Il s'agira, d'une part, de s'intéresser aux impacts du projet de Manufkature Abattoir sur le maintien des activités du secteur de la viande et, d'autre part, de mettre en évidence les différents éléments de la stratégie de la SA Abattoir en vue de l'amélioration de l'image du site auprès des classes moyennes. Ce dernier point sera notamment abordé au travers de l'exemple du Foodmet et de la politique de diversification des activités du site de la société Abattoir.

a. Le Masterplan

C'est à cette occasion, et grâce au fonds dégagés grâce au financement européen, que la société Abattoir décide de se doter d'un Masterplan permettant de guider les développements futurs du site. Celui-ci, élaboré entre 2009 et 2011 (puis réédité en 2013), prévoit alors une transformation complète du site des Abattoirs et Marchés d'Anderlecht. Selon ce plan, l'abattoir et les ateliers de grossistes disparaissent au profit d'une grande plaine centrée sur la halle classée et entourée d'« entrepôts urbains » censés accueillir diverses fonctions : commerces, horeca, équipements culturels et récréatifs, etc. (voir figure 22) (ORG, 2011).

Figure 22 : vision du site telle qu'envisagée dans le Masterplan de la SA Abttoir.



Source : ORG et Abattoir SA.

La première étape de ce plan se concrétise en 2015 avec l'inauguration du Foodmet qui est immédiatement suivie la même année par l'introduction d'un nouveau dossier auprès du FEDER pour le projet de Manufakture-Abattoir (programmation FEDER 2014-2020) visant à regrouper les activités du secteur de la viande (abattoir et ateliers de grossistes) dans un seul bâtiment organisé sur plusieurs niveaux. Ce nouveau bâtiment, initialement censé accueillir

un abattoir compact associé à d'autres entreprises liées à l'alimentation, devrait remplacer l'actuelle infrastructure (abattoir et ateliers de grossistes) d'ici 2023[45].

Concernant les objectifs poursuivis par la SA Abattoir, l'élaboration de ce Masterplan est tout d'abord révélateur du désir, de la part de la société gestionnaire, de rentabiliser son site au maximum. En effet, la majeure partie de l'espace du site est actuellement occupé par les infrastructures de l'abattoir qui seraient aujourd'hui sous-exploitées. Le but serait donc d'opérer une forme de rationalisation de l'utilisation du site et de densification de celui-ci au travers de la construction de nouveaux bâtiment accueillant de nouvelles fonctions (productives et commerciales mais aussi culturelles ou récréatives) ainsi que de l'extension de l'espace du marché. Cette stratégie et le développement des activités de marché poursuivait également un objectif de renforcement du rôle de « pôle d'attraction » du site à l'échelle régionale et suprarégionale. Ce Masterplan s'est en outre accompagné du développement de nouvelles activités économiques et culturelles, ciblant un public plus large, ainsi que d'une communication soignée visant à améliorer l'image du site aux yeux des classes moyennes.

Cependant, ce projet de transformation progressive du site actuel était également marqué, initialement, par la volonté de préserver les fonctions existantes. Cette approche prudente peut s'expliquer pour deux raisons. D'une part, dans un contexte où la majeure partie des rentrées financières de la société gestionnaire du site dépendent toujours des activités existantes, la SA Abattoir doit pouvoir s'assurer de la rentabilité des nouvelles activités qu'elle y développe. D'autre part, le conseil d'administration de l'entreprise, jusqu'à récemment composé principalement d'acteurs du secteur de la viande, fait preuve également d'un certain attachement aux activités traditionnelles du site.

L'attitude de la SA Abattoir vis-à-vis du futur de son site d'activité est donc ambivalente. Si on peut voir dans ce Masterplan une tentative de changer d'image et de s'adresser à un public différent de celui des classes populaires, on peut également y voir une stratégie d'adaptation visant à préserver les fonctions existantes vis à vis de l'évolution des normes sanitaires imposées par l'Afsca mais également du contexte urbanistique du site. En effet, la multiplication des projets de redéveloppement de la « zone du canal » constitue, pour cette société en charge d'un site industriel, autant une opportunité de capitaliser sur ceux-ci qu'une menace pour leurs activités actuelles.

Quoi qu'il en soit, et bien qu'on ne puisse prédire l'avenir du site, ce Masterplan entame donc une évolution qui risque de se faire au détriment des activités traditionnelles du site ainsi que de son rôle de ressource pour les classes populaires.

[45] L'abattoir actuel pourrait cependant poursuivre ses activités jusque 2026, date à laquelle la société gestionnaire est censée faire renouveler le permis d'environnement de celui-ci, et les deux structures pourraient donc coexister pendant quelques années.

b. La Manufakture et l'avenir du secteur de la viande

Le projet de Manukature-Abattoir, tel que conçu dans le Masterplan adopté par la société d'Abattoir, visait à réaliser un « abattoir urbain compact » censé accueillir les activités d'abattage, de découpe et de vente en gros situées dans le bâtiment actuel. Ce projet de troisième abattoir[46] répondait donc à une logique de densification du site, l'activité étant conservée mais concentrée dans un bâtiment présentant une emprise au sol réduite. Ce déménagement des fonctions industrielles du site permettait ainsi, d'une part, de se mettre en règle vis-à-vis des exigences de l'Afsca et, d'autre part, de libérer une grande partie de l'espace du site, autorisant ainsi la diversification des activités de la société gestionnaire.

Cependant, si le projet prévoyait initialement de conserver l'abattoir, celui-ci ne se retrouvera pas dans le projet final. Si la société en charge de la chaîne d'abattage des porcs (SEVA) s'était déjà retirée de l'abattoir en 2018 faute de rentabilité, la société Abaco, responsable de la chaîne d'abattage des bovins et ovins[47], était au départ partie prenante du projet de nouvel abattoir. Cependant, en raison de la conjoncture défavorable pour le secteur et du manque de perspective d'avenir, la société s'est finalement retirée du projet, ne pouvant se risquer à investir dans celui-ci dans la situation actuelle. En effet, bien que le bâtiment ait été financé en grande partie par les Fonds européens de développement régional (FEDER), ceux-ci ne couvraient en effet pas l'équipement du bâtiment. En outre, le projet soumis auprès de l'Europe ne précisait pas la nature des activités hébergées dans ce nouveau bâtiment, censé accueillir des PME « actives dans le secteur de l'alimentation ».

De plus, si le bail emphytéotique passé avec la commune conditionnait jusqu'à présent le maintien d'un abattoir sur le site, celui-ci a été modifié par la société gestionnaire du site à l'occasion de son renouvellement en 2018, supprimant cette clause du contrat. La société Abattoir poursuit en outre une politique d'acquisition foncière, rachetant petit à petit à la commune les terrains qu'elle prévoit de redévelopper. Cette stratégie lui permet ainsi de garder les mains libres dans le développement du site et lui assure également de bénéficier de ses investissements à plus long terme.

En outre, si le projet permet le maintien d'une partie des grossistes en viande, la place du secteur de la viande sur le site sera considérablement réduite, passant d'une petite vingtaine de grossistes à moins d'une dizaine. En effet, si une partie des grossistes présents actuellement sur le site se retrouveront dans la nouvelle structure, ce n'est donc pas le cas pour bon nombre d'entre eux. D'une part, l'équipement des locaux étant à la charge des grossistes eux-mêmes, beaucoup de grossistes se sont montrés assez sceptiques, dès le départ, vis-à-vis du projet de Manufakture Abattoir. En effet, s'engager dans un tel projet

[46] Le bâtiment actuel date des années 1980 et 1990 et avait alors remplacé les infrastructures du premier abattoir, datant de 1890.

[47] A partir de juin 2018, la société Abaco, en collaboration avec les grossistes en viande de porc, assurait également, de manière temporaire, l'abattage des cochons.

demandait un investissement conséquent de la part de ces entreprises qui, au vu de l'avenir incertain de leur activité à moyen terme, n'était pas enclines à se lancer dans celui-ci. D'autre part, une augmentation dans le coût de l'emplacement, déjà élevé aujourd'hui au dire de certains grossistes, a pu également en décourager certains de rester sur le site et les tenter, à l'inverse, d'aller s'installer près d'autres abattoirs pour un coût moins élevé.

> *« Moi, je veux bien rester ici parce que je suis très content ici, mais je veux pas bien investir parce que je sais pas dans dix ans ... On est dix ans ici […], dix ans maintenant c'est la moitié. » (E3, grossiste en viande du site)*

Par ailleurs, certains grossistes se plaignaient du manque de communication de la part de la société Abattoir à leur égard, que ce soit au sujet du projet de Manufkature ou d'autres sujets les concernant.

> *« Et sinon, le plus gros problème qui a toujours été, je trouve, [c'est] le manque de communication avec eux [Abattoir] […]. Ils viennent de changer tout le système de parking, nous on a su ça par une petite lettre mais bon, le jour où ça c'est fait, un matin. […] Donc voilà, à ce niveau-là, communication […] assez compliquée […] avec l'abattoir, c'est dommage. Tu vois hein, ils ont leur boulot, ils sont occupés mais nous, on est quand même concessionnaire ici, je veux dire, quand t'es là depuis 25 ans ... […] Parce que moi je ne suis pas du tout de la façon hollandaise, de venir avec des avocats ou avec des lettres recommandées, donc on a essayé […] de faire ça de façon différente. Compliqué, compliqué. » (E8, grossiste en viande du site)*

De plus, certains expliquaient ne pas avoir été impliqués dans la conception du projet. Ils doutaient également que leur avis soit pris en compte dans ces discussions et expliquaient qu'en dernière instance, c'est la société Abattoir qui prendrait la décision finale suivant ses propres préoccupations en termes de rentabilité.

> *« Regardez, on peut toujours donner un peu de notre avis mais c'est pas nous qui décideront ça, hein. C'est le conseil, ici, européen aussi qui est mêlé là-dedans. […] C'est déjà très important, le budget. […] On m'a dit qu'il y avait un architecte qui a été mandaté pour faire le plan maintenant. […] Et là ils vont leur proposer le plan alors, avec le projet. Ici, à la direction, c'est eux qui vont prendre la décision je pense. » (E2, grossiste en viande du site)*

Au moment des entretiens, certains grossistes affirmaient aussi ne pas disposer de suffisamment d'informations concernant le projet pour pouvoir prendre leur décision. En effet, le projet était alors trop vague pour qu'ils puissent s'en faire une bonne idée.

> *« Pour le moment, on ne sait rien. On est là... On sait qu'il va y avoir quelque chose, mais on n'est pas vraiment au courant de ce qui se passe. » (E2, grossiste en viande du site)*

> *« Non, il y a beaucoup des informations qui sont pas toujours fournies à tout le monde, vous voyez. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

> *« On est plutôt incertains sur le futur de l'abattoir ici, quoi. Parce que […], jusqu'à maintenant y a rien de concret. […] C'est la forme qui est important, mais c'est à voir si la forme convient à notre activité. » (E8, grossiste en viande du site)*

Par ailleurs, si le plan prévoit de rassembler les activités du secteur de la viande dans une structure unique, le nouveau bâtiment ne sera pas exclusivement dédié à cette activité. En effet, celui-ci comptera également deux étages de parking couvert[48] ainsi qu'un espace dédié à des activités récréatives. Le plan actuel prévoit d'établir une piscine sur le toit du bâtiment. La société gestionnaire, la recherche d'un partenaire pour porter le projet, a notamment pris contact avec l'asbl « Pool is cool ».

A moyen terme, la place du secteur de la viande sur le site et dans le quartier serait donc amenée à se réduire à une poignée de grossistes en viande sur le site et à ses alentours. Si le rôle de ces activités en tant que ressource pour les habitants des quartiers populaires est donc amené à se réduire encore, les évolutions du site pourraient également affecter le fonctionnement du marché des Abattoirs, principale ressource du site à l'heure actuelle.

c. Le Foodmet

La création du Foodmet (voir photo 28) en 2015, remplaçant l'ancien marché aux viandes accolé à l'abattoir, constituait la première étape de redéveloppement du site. Envisagé, d'une part, comme un moyen de répondre aux exigences de l'Afsca concernant la vente de viande sur le marché, ce nouveau bâtiment constituait aussi, d'autre part, une opportunité d'élargir encore l'offre du marché ainsi que d'essayer de monter en gamme.

En effet, en comparaison avec l'ancien marché de viande, un des grossistes mentionne que le coût des emplacements a augmenté. Cependant, le nombre de marchands ayant diminué, l'ensemble de la clientèle s'est vue reportée sur un plus petit nombre de bouchers qui ont donc pu s'y retrouver financièrement, après un temps d'adaptation.

> *« Ça nous coûte plus cher, mais le volume [de vente] … du fait qu'il y a moins de monde qu'avant, les clients se sont … Allez, maintenant il n'y a plus que 17 comptoirs et avant il y avait 30 "et des" comptoirs. Donc les gens ont dû chercher un peu ... » (E2, grossiste en viande du site)*

[48] Censé remplacer l'actuel parking en plein air de manière à libérer cet espace le long du canal pour des développement futurs.

Photo 28 : bâtiment du Foodmet et serres de l'entreprise BIGH

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Tous les marchands de l'ancien marché aux viandes ne se sont donc pas retrouvés dans le Foodmet. D'une part, les plus âgés ont souvent préféré cesser leur activité plutôt que de s'investir dans le nouveau projet tandis que, d'autre part, les moins « présentables » d'entre eux, ne respectant pas toujours les normes d'hygiène par exemple, ont été écartés lors de la sélection des marchands. Par ailleurs, les critères de la présence et de l'ancienneté sur le site semblent également avoir joué lors du processus de sélection. Aujourd'hui, une plus grande proportion des bouchers vendant au détail sur le site se fourniraient donc à l'abattoir et découperaient leur viande sur place.

> *« Les plus âgés, il y en a qui ont arrêté. Les, on va dire, les "canards boiteux" ont été poussés... "buiten". Ceux qui ne respectaient pas tout à fait les règles d'hygiène et tout ça. Ça a été poussé dehors. » (E2, grossiste en viande du site)*

> *« Ici, il y a que 17 places. Avant, dans l'ancien marché, il y avait […], je sais pas, 40 places, quoi. Donc, à cause de ça, voilà, ils ont fait un tri, hein. En fonction de la présence sur les abattoirs déjà. Nous, on était présents depuis des nombreuses années, on avait un atelier de découpe. Dans l'ancien marché aux viandes, il y avait donc beaucoup des marchands qui venaient de l'extérieur de l'abattoir, qui étaient donc juste locataires ici pour 3 jours de vente, pour un jour de vente, ... A part ça, ils avaient aucun lien avec l'abattoir, ces personnes-là. […] Nous, on avait avantage sur eux hein, c'est sûr. Voilà. » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Bien que certains déplorent la taille trop réduite de certains locaux de découpe, pour les grossistes et bouchers qui s'y sont retrouvés, le Foodmet représenterait donc une amélioration par rapport à l'ancien marché aux viandes et ceux-ci estiment que les efforts consentis sur la présentation des échoppes et des produits contribuent à renvoyer une image du marché qui serait plus positive.

> *« Et c'est beau, hein, le Foodmet. Je suis allé visiter plusieurs fois déjà, c'est vraiment agréable aussi et c'est bien, hein. » (E5, grossiste en viande du quartier)*

> *« Il y a une grande amélioration, hein. Au niveau de l'hygiène, c'est déjà la première chose, l'hygiène. Parce que là on était vraiment dans des stands avec des comptoirs qui étaient plus conformes, qui étaient vraiment très âgés, très usés … » (E6, grossiste en viande et boucher du site)*

Cette présentation plus avantageuse de la viande sur les étals du Foodmet, si elle constitue un avantage pour les grossistes, modifie aussi les attentes que les clients du marché ont vis-à-vis de la viande proposée sur celui-ci. En effet, un des grossistes estime que, par rapport à l'ancien marché aux viandes, les clients seraient devenus plus exigeants en termes de qualité de viande. Cependant, la clientèle du marché des Abattoirs reste encore principalement une clientèle populaire. Par conséquent, de peur de voir leurs clients se diriger vers la concurrence, il est très difficile pour les grossistes et bouchers d'augmenter leurs prix.

> « R : C'était pas la même clientèle. […] Voilà, la clientèle est devenue plus exigeante.
> - Q: Et les prix ? Vous avez pu les monter ou pas ?
> - R : Ça, c'est autre chose. Si on augmente sur les prix, c'est pas facile, hein. Parce que le client qui vient ici c'est toujours un client à […] petit budget. […] Il y a eu une petit augmentation mais vous augmentez de 5 cents, ils l'ont vu et ils disent "oui, mais pourquoi tu augmentes ?" » (E2, grossiste en viande du site)

Par ailleurs, concernant les autres étals du Foodmet, on observe également cette volonté d'amélioration de l'image du marché de la part de la société gestionnaire. Pour certaines personnes interrogées, les infrastructures du Foodmet constituent en effet une amélioration du point de vue de la propreté et du confort d'achat.

> *« - H6.7 : And all is very clean now.*
> *- A6.1 : C'est plus propre, c'est plus... Surtout qu'en hiver quand y a des intempéries et tout, c'est mieux pour [s'abriter]. » (H6.7, travailleur dans un garage du quartier, d'origine nigériane, et A6.1, habitant et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)*

Cependant, comme pour les grossistes en viande, certains expliquent que les emplacements dans le Foodmet présenteraient également des coûts plus élevés que sur le reste du marché, situation qui ne serait pas facile à tenir pour des commerçants ne disposant pas nécessairement d'un grand capital et ne pouvant se permettre d'augmenter fortement leur

prix face à la concurrence des marchands se situant en dehors du Foodmet.

« - H5.3: Là, c'est pas donné, hein.
- Q : A l'intérieur ? Comment vous savez ça ?
- H5.3: Ben vous achetez […] la clef. Comment on appelle ça ? Fonds de commerce. C'est 50-60 000 € là. Ça c'est en plus hein. […] C'est énorme, hein.
- A5.1 : Ah, non, c'est pas donné à tout le monde.
- H5.3: Ah, oui. Non, non, c'est pas donné. Par exemple, quelqu'un qui a pas un grand capital, ils sait pas ouvrir un commerce. » (H5.3, usager du quartier, d'origine marocaine, A5.1, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise)

Ici aussi, cette présentation plus soignée des étals de marché s'accompagne d'une volonté d'attirer des marchands proposant des produits plus haut de gamme. Initialement, le Foodmet était en effet censé accueillir plusieurs marchands de produits bios ou locaux, mais faute de rencontrer un grand succès auprès de la clientèle du marché, cette initiative a été abandonnée.

« - H5.6 : Ca va pas marcher dans une quartier comme ici. Ca va marcher pour personne parce que le patron quand il va faire ça, ben, il est perdu, parce que lui, il doit vendre les produits. Les clients, ça les intéresse pas si t'es trop cher. Alors il vaut mieux de reste ... de pas trop s'en mêler, les gens promettent [proposent] des trucs et puis et tout le monde ils achètent et y a le va et vient. Le marché, ça marche. Si ils vont faire une grande surface, ça, c'est pas pour le ... On peut dire, dans les quartiers très chics, ça, c'est des gens qui ont des moyens, c'est ça au fond, c'est différent c'est tout. Ils ont pas vraiment un grand salaire, ils vivent comme ils peut. C'est vrai, quoi. Parce que je crois c'est vraiment... de faire ça. Surtout dans le site de l'abattoir."
- A5.2 : Donc, toi, tu voudrais que ça reste comme ça ?"
- H5.6 : Que ça reste... non. Ça peut changer, mais au niveau du prix, non ... au niveau de leurs moyens parce que moi, je peux pas acheter des choses bio parce qu'elles sont très, très chères. » (A5.2, animatrice à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine belge, et H5.6, ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine)

Outre la question du prix des produits, le Foodmet change aussi l'image associée à cet espace de marché. En effet, des espaces couverts et plus réglementés, s'ils se justifient aux yeux des clients pour des produits tel que la viande ou le poisson, ne correspondraient pas à l'imaginaire populaire qui entoure le marché. En particulier, les personnes qui envisagent également le marché comme un lieu de détente et de promenade accordent beaucoup d'importance aux espaces en plein air et sont à la recherche d'une certaine ambiance de marché. Les cris, la foule ou les odeurs font partie intégrante de cette expérience de marché tandis que les couloirs plus aseptisés du Foodmet renvoient plutôt à celle d'un supermarché (voir photo 29).

Photo 29 : étals de fruits et légumes au sein du Foodmet

Auteur : Dessouroux C., septembre 2020

« - A5.2 : Ca n'est plus le marché.
- H5.6: Non, ça n'est plus le marché
- A5.2 : A l'intérieur c'est pas pareil.
- H5.6: C'est un supermarché.
- A5.2 : C'est vrai que quand on les voit, y a personne à l'intérieur.
- A5.1 : Et cette ambiance aussi, de ces gens-là qui crient "1€ ! 1€ ! 1€!". Je crois que ça aussi, ça fait qu'ils vont là. […] On te fait goûter, voilà, tu vois des gens sourient.
- Q: C'est vrai qu'à l'intérieur, il n'y a pas cette ambiance-là.
- H5.6: Non, non, parce que c'est enfermé. Puis y a des balades le samedi, dimanche, tu vas sortir, c'est pas la même chose. […] « Venez goûter, 1€! 1€ ! » [rire]. C'est vrai que y a de l'ambiance quoi. » (H5.3 et H5.6, usager du quartier et ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine, A5.1 et A5.2, animatrices à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise et belge)

Dès lors, certaines personnes font ainsi remarquer que, à la différence des bouchers et des poissonniers, les marchands de fruits et légumes du Foodmet rencontreraient peu de succès. En effet, les clients du marché préfèreraient acheter ce type de produits en extérieur.

« - H5.3 : Oui, mais non, parce que je sais pas si vous avez vu qu'il y avait un nouveau bâtiment là, qu'ils ont construit. […]. La viande, ça a marché super bien, le poisson, ça a marché mais y avait des fruits, des gens qui ont payé leur place, qui ont acheté des places là mais qui les ont laissées, ils les ont abandonnées, tellement ça marche pas.
- A5.2 : Ah oui, les fruits et les légumes ça ne marche pas ?
- H5.3: A l'intérieur, qu'est-ce que les gens, qu'est-ce qu'ils veulent ... La viande vous êtes obligé de la mettre à l'intérieur, parce que vous allez pas vendre ça en plein air, y a des frigos. Si du coup ça marche, autant que ça marche. Mais les fruits ...
- A5.2 : Ca marche pas ?
- H5.3: Ben, non. Les gens, ils vont plus.
- A5.1 : Parce qu'ils achètent là, dehors.
- H5.3: Voilà. Ils préfèrent ...
- H5.6: Oui, tout le monde il aime bien en plein air. Acheter des choses, parce que comme tu vas, parce que là-bas c'est tellement engorgé, des galeries quoi, les gens ils aiment bien le soleil et de l'air et tout ça. Ils préfèrent aux galeries. C'est trop enfermé. (H5.3 et H5.6, usager du quartier et ancienne habitante du quartier, d'origine marocaine, A5.1 et A5.2, animatrices à l'asbl Lire et Ecrire et ancienne habitante du quartier, d'origine congolaise et belge)

Si le Foodmet propose donc des produits similaires à ceux que l'on retrouve sur le reste du marché, il renvoie malgré tout à un imaginaire qui correspond plutôt à celui des classes moyennes qu'à celui des classes populaires.

d. La diversification des activités du site

Enfin, la société Abattoir poursuit également une politique de diversification de ses activités. Plusieurs nouvelles entreprises, actives dans les domaines de l'agriculture urbaine (BIGH, Champignon de Bruxelles, Urban Harvest) et de la récupération alimentaire (Envie), se sont déjà installées sur le site, soit dans le cadre de projet tel que le Foodmet, soit au sein d'infrastructures existantes mais laissées vacantes (ancien marché aux viandes, caves voûtées sous la grande halle, ateliers de découpe inutilisés) (voir photo 30).

Source : Urban Harvest

Photo 30 : cultures étagées de l'entreprise Urban Harvest (à gauche), cultures de champignons dans les caves de Cureghem (à droite), serres et potager en toiture de l'entreprise BIGH (en bas).

Source : Le champignon de Bruxelles

Source : BIGH

Du point de vue des grossistes en viande interrogés,s'ils sont d'ailleurs bien conscients de la stratégie de la société visant à diversifier ses activités et s'ils comprennent que la société Abattoir commence à chercher d'autres manières de rentabiliser son très grand site, certains s'inquiètent aussi que celle-ci ne néglige les intérêts de ses plus anciens locataires.

> *« Ça marche bien [l'abattoir actuel] mais je comprends aussi très bien quand on me dit "on doit investir pour un nouveau place parce qu'ici, c'est très grand et quand tu regardes la place [qui pourraient être dégagée] […] Ici le directeur, c'est pas un con hein, c'est clair hein, allez. Et je comprends ça […], parce que c'est normal hein. Tout le monde aime bien pour faire quelque chose comme ça, pour un peu chercher des solutions pour encore toucher plus ou vendre quelque chose. » (E3, grossiste en viande du site)*

En outre, bien que sur certains aspects, ces nouvelles activités productives puissent également jouer un rôle de ressource pour les habitants des classes populaires (création d'emplois locaux, recours à des fournisseurs et clients locaux, etc.), ce n'est cependant pas le cas concernant d'autres critères. A ce titre, l'idée qu'une activité productive en vaudrait une autre mérite d'être nuancée (voir Orban et. Al, 2021)

Tout d'abord, ces activités, se réclamant de l'économie circulaire, sont souvent présentées comme bénéficiant particulièrement à l'économie locale. Cependant, étant également soumises à des contraintes de marché, ces nouvelles activités ne se limitent pourtant pas au marché local ou régional, que ce soit en termes de fournisseurs ou de clientèle, et à cet égard ne se distinguent en rien des activités du secteur de la viande qui bénéficient de manière significative à l'économie des quartiers populaires bruxellois, sans pour autant afficher une philosophie circulaire ou de circuit court dans leur marketing. De plus, les emplois créés dans le cadre de ces nouveaux organismes productifs, s'ils s'adressent bel et bien en partie à des populations précarisées, restent relativement fragiles, car largement subventionnés, et n'aboutissent en général pas à un poste fixe.

Par ailleurs, les nouvelles activités productives, privilégiant des produits d'un standing supérieur, s'adressent principalement à une clientèle appartenant aux classes plus aisées et, de plus, participent au processus de gentrification des quartiers populaires centraux. En effet, le développement de ces nouvelles activités du secteur de l'alimentation contribue à accroître la visibilité du quartier aux yeux des classes moyennes, que ce soit au travers des visites ou des événements organisés dans le cadre de celles-ci. En outre, la communication organisée autour de ces activités bénéficie également à la société Abattoir, désireuse de faire évoluer l'image de son site d'exploitation. Enfin, ces nouvelles activités, s'insérant dans de plus petits espaces et générant moins de nuisances, s'intègrent plus facilement aux développements immobiliers favorisant le logement et les usages de consommation des classes moyennes.

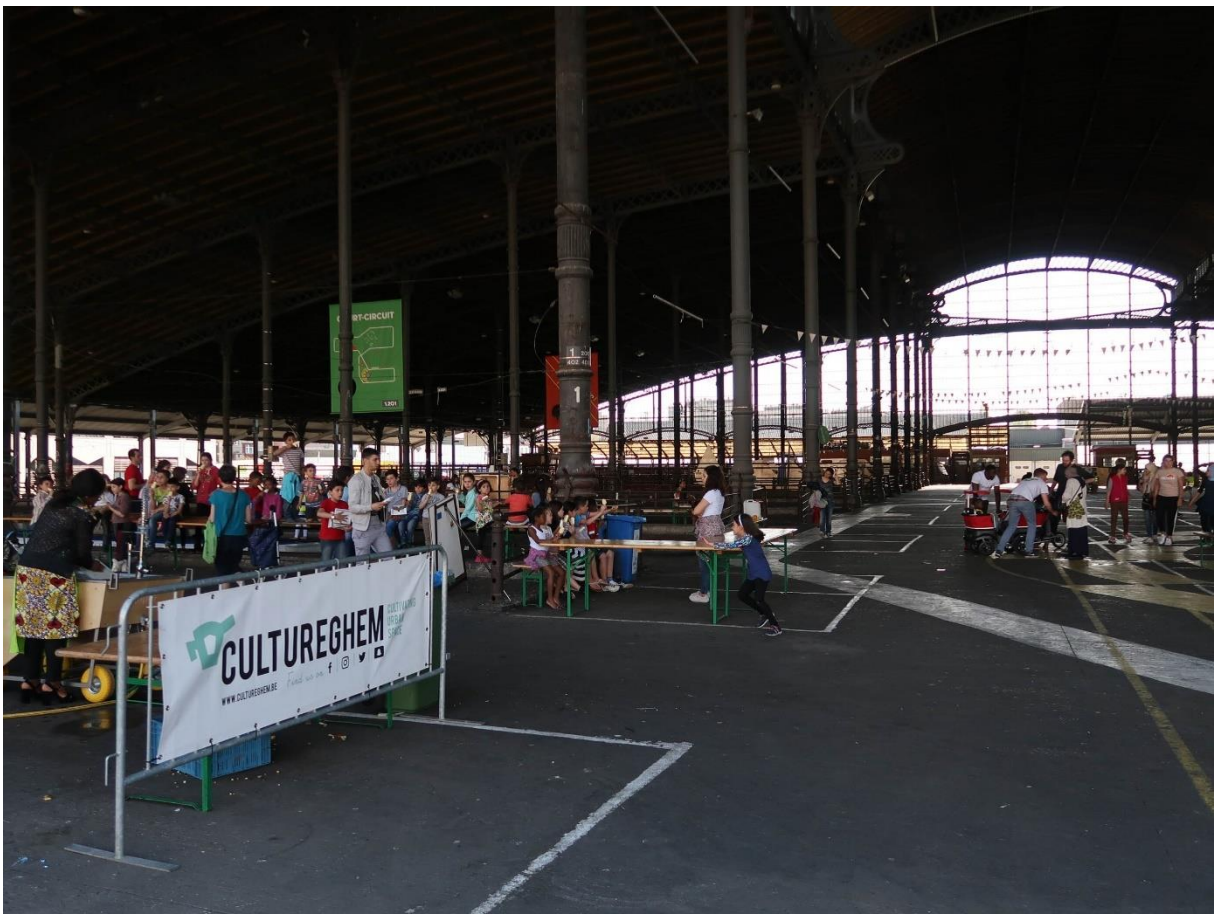
Outre le développement de ces nouvelles activités économiques, l'espace sous la halle et les caves de Cureghem[49] est aussi utilisé dans le cadre d'évènements (« after-work party » telle que le Boeremet, expositions, conférences) ainsi que dans celui des activités de l'asbl Cultureghem.

Cette dernière propose par exemple des modules de jeux mobiles pour les enfants du quartier ainsi que des repas végétariens abordables le mercredi (Ketmet) et des ateliers de cuisine le lundi et le vendredi (Kookmet) (voir photo 31). Certaines des personnes interrogées rapportent notamment avoir participé à certaines de ces activités.

[49] L'ampleur de ces évènements dans les caves sous la halle est aujourd'hui réduite. En effet, à partir de 2013 le SIAMU y interdit les rassemblements de plus de 350-450 personnes en raison de l'inadéquation vis-à-vis des normes anti-incendie.

« Oui, j'ai été une fois, deux fois avec mes enfants. C'est bien, ouais. C'est vide, oui, c'est chouette [rire].A l'abattoir. C'est vide, c'est bon, y a beaucoup de place. Y a beaucoup de place pour le vélo, ... C'est très chouette. » (H4.3, habitante du quartier, d'origine marocaine)

Photo 31 : atelier de cuisine (Kookmet) organisé l'asbl par Cultureghem



Auteur : Dessouroux C., septembre 2020

Si les activités de Cultureghem s'adressent donc bien à des habitants du quartier, elles représentent également une opportunité de revalorisation de l'image du site pour la société gestionnaire.

De même, les évènements organisés sur le site participent à cet objectif de revalorisation symbolique. En revanche, du point de vue des habitants et usagers des classes populaires, ceux-ci se font généralement peu remarquer. En dehors des activités de Cultureghem et mis à part quelques personnes (notamment les différents animateurs) mieux informées, peu de gens semblent être au fait des nouvelles activités mises en place ou prévues sur le site.

Par exemple, le Boeremet (voir photo 32), évènement festif organisé le jeudi soir durant les mois d'avril à septembre, ne rencontre que peu de succès de la part des habitants du quartier. Initialement destiné à accueillir un marché de produits locaux, cet événement a

petit à petit évolué vers un type d'afterwork party. Si certaines personnes interrogées ont pu remarquer l'animation exceptionnelle du site à ces occasions, aucune des personnes rencontrées n'y ont participé, et très peu étaient informées de l'existence de cet évènement. En effet, même si l'entrée est gratuite et ouverte à tous, cet évènement festif attire un public appartenant plutôt aux classes moyennes et des jeunes originaires de la périphérie bruxelloise.

Photo 32 : le Boeremet, évènement festif se déroulant le jeudi soir sur le site

Source : Abattoir

5.2.3. Projets urbanistiques à Cureghem

Outre la question des transformations du site des Abattoirs d'Anderlecht, abordée au point précédent, ces évolutions doivent cependant être replacées dans le contexte plus global des programmes de rénovation urbaine et des dynamiques de gentrification qui touchent les quartiers populaires centraux bruxellois. Cette partie s'attachera ici à dresser un état des lieux des différents projets de redéveloppement localisés dans le quartier de Cureghem ainsi qu'à la manière dont ceux-ci sont reçus par les habitants des classes populaires.

a. Etat des lieux

Au cours de son histoire, le quartier de Cureghem a connu des phases successives d'investissement et de désinvestissement de la part des autorités publiques. Foyer industriel de la commune d'Anderlecht au cours du 19ème siècle et de la première moitié du 20ème siècle, il a tout d'abord fait l'objet d'investissements substantiels en termes d'équipements publics et d'infrastructures (Terlinden, 2011). La crise pétrolière, la désindustrialisation progressive et l'état des finances locales donnèrent cependant un coup d'arrêt aux ambitions municipales à l'égard de Cureghem. Concentrant une proportion importante de personnes d'origine immigrée et aux conditions sociales précaires, ce quartier, stigmatisé politiquement et socialement, a peu à peu été délaissé par les autorités communales (De Caluwé, 2013 ; Sacco, 2015).

A partir de la fin des années 1990, le travail de nombreuses organisations et de projets associatifs, combiné à la prise de conscience d'une nouvelle génération d'élus locaux, va cependant contribuer à infléchir la politique communale, notamment au travers de la mise en place de plusieurs Contrats de Quartier (Sacco, 2010 ; 2015). Depuis 1997, Cureghem a connu une dizaine Contrats de Quartier, un outil opérationnel de revalorisation urbaine co-financé par la Région de Bruxelles-Capitale et la commune concernée. Si les Contrats de Quartier successifs ont exercé certains effets en matière de logement social et d'aménagement d'espaces publics, leur impact est souvent resté relativement limité (De Caluwé, 2013).

Cependant, le quartier fait aujourd'hui l'objet d'une attention croissante de la part des autorités régionales, donnant lieu à la mise en place du Plan d'Aménagement Directeur (PAD) Heyvaert (Perspective.brussels, 2017) et du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) du même nom (Perspective.brussels, 2018).

Le premier, élaboré à partir de 2018, a pour objectif de guider le développement du quartier, tant d'un point de vue stratégique que réglementaire. Ce plan a pour but de favoriser et d'encadrer la production de logements, rénover les espaces publics ainsi que de mettre en place des « liserés productifs » (voir carte 14). Le programme du PAD Heyvaert prévoit donc pour la première fois certaines zones dédiées au maintien et au développement de l'activité productive, question longtemps absente des programmes des divers Contrats de Quartier portant sur Cureghem.

Carte 14 : prescriptions réglementaires du PAD Heyvaert

Source : PAD Heyvaert

* les éléments repris avec une astérisque font l'objet de prescriptions littérales propres au PAD et détaillées à la page 9 du présent document

CityTools - plusofficearchitects

Cependant, cette mesure ne permet pas, voire même défavorise, la protection des activités économiques actuelles du quartier. En effet si le « liseré productif » mis en place par le PAD vise la protection de la fonction productive, l'espace dédié à celle-ci dans le dispositif reste cependant de taille limitée, se restreignant aux espaces à front de rue et ne fournissant aucune garantie pour les activités en intérieur d'îlot ou occupant de grandes parcelles (e.g. aciéries Wauters). De plus, ce périmètre n'exclut pas totalement d'autres fonctions (équipements collectifs, commerce, logement). En outre certaines des activités aujourd'hui présentes (tel que les commerces de voitures d'occasion ou le commerces de gros) ne rentrent pas dans la définition qui est donnée d'une activité productive. Ce plan ne garantit donc pas le maintien d'une activité productive de grande ampleur et risque au contraire de favoriser le démembrement et la reconversion vers le logement de grandes parcelles dédiées aujourd'hui à l'activité industrielle et commerciale.

De fait, en créant de nouvelles percées au travers du tissu urbain existant, aujourd'hui largement dédié à l'activité économique, le PAD Heyvaert fait la part belle à la création et au réaménagement d'espaces publics ainsi qu'à la fonction résidentielle. Ces développements pourraient donc se faire au détriment de certaines des activités actuelles du quartier, en particulier les commerces de gros ainsi que ceux de voitures d'occasion qui nécessitent de grands espaces d'entreposage, souvent situés en intérieur d'îlot (voir photo 33).

Photo 33 : entrepôts de grossiste en intérieur d'îlot

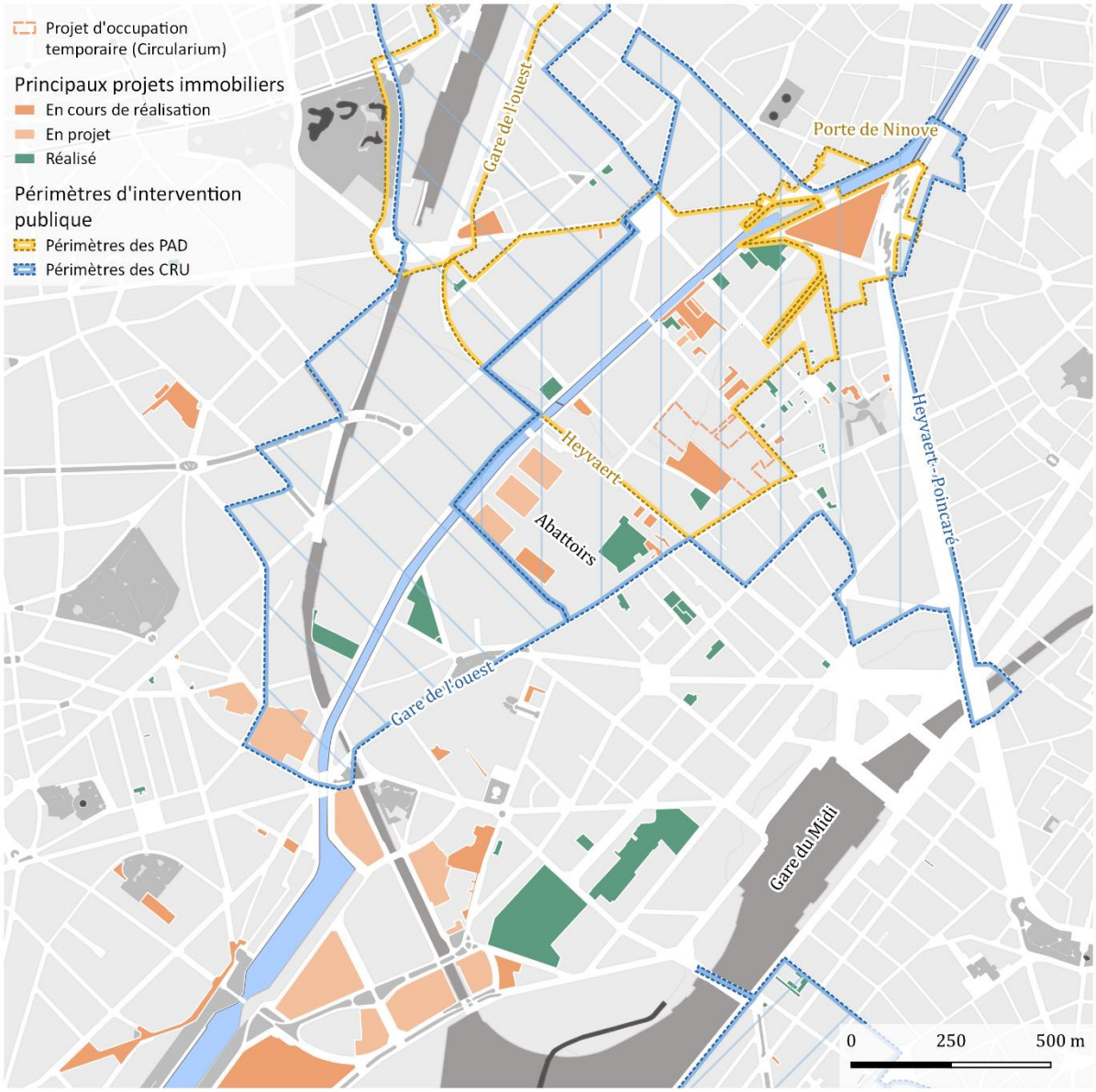
Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Le CRU, pour sa part, constitue un outil opérationnel de «revitalisation » urbaine similaire aux Contrats de Quartier, qui permet de financer partiellement les ambitions du PAD, notamment dans le cadre de la création du parc de la petite Senne, un parc linéaire reconstituant le tracé d'un ancien bras de la Senne et traversant plusieurs îlots actuellement occupés par des commerces de voitures d'occasion.

De plus, situé dans la zone du Plan Canal, le quartier voit également se multiplier, dans sa proximité immédiate, de grands projets immobiliers portés au moins en partie par les pouvoirs publics (porte de Ninove, PPAS Biestebroeck, City Gates, Gare du Midi) (voir carte 15). Le quartier attire également de plus en plus l'attention de promoteurs immobiliers à la recherche d'opportunités de production de logements. Au cours de la dernière décennie, Cureghem a aussi fait l'objet d'investissements publics relativement importants au travers des Fonds européens de développement régional (Recy-K & Abattoir (Foodmet) - FEDER 2007-2013, Médecins du Monde (centre socio-sanitaire) et Abattoir (Manufakture) - FEDER 2014-2020). Certains projets, souvent soutenus par les pouvoirs publics, ont aussi pu favoriser la création de nouvelles activités productives (e.g. site Recy-K ou des abattoirs) mais ceux-ci restent pour l'instant relativement marginaux par rapport à d'autres projets privilégiant le logement (non social), les espaces publics et les équipements collectifs (voir photo 34).

Photo 34 : nouveaux développements (logements et équipements scolaires) au niveau du pont Delacroix

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020



Source : Metrolab
Auteur : Sanchez Trenado C.

Carte 15 : inventaires des projets en cours de réalisation ou réalisés récemment dans le quartier

b. Le point de vue des habitants des classes populaires

Du point de vue des habitants des classes populaires, ces évolutions récentes demeurent peu visibles. En effet, l'image de dégradation et les divers problèmes rencontrés par ces habitants éclipsent les transformations prévues ou entamées dans le quartier. Il ressort aussi des entretiens un sentiment de fatalité, beaucoup estimant que le quartier ne changera pas et qu'il risque de rester dans son état de dégradation actuel, même si, pour eux, un changement serait souhaitable. Certains estiment même que la situation aurait empiré dans le quartier.

> *« - Leila : Avant, c'est la même chose que maintenant.*
> *- Muludah : Je crois pas [que ça va changer]. Ca va rester comme ça, ça change pas » (H3.5 et H3.7, usagère et habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Certains associent cette absence de changement à un manque de considération de la part des pouvoirs publics. Beaucoup ont donc l'impression d'être abandonnés à leur sort par les autorités, contrairement aux quartiers plus aisés de la capitale.

> *« Ce n'est pas non plus le quartier huppé. Non. Hein. De toute évidence. Mais quand même la ville devrait faire un petit effort parce que c'est aussi des êtres humains, hein. Ils ont besoin de sécurité, ils ont besoin d'attention. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)*

Quelques personnes observent cependant certains projets de réaménagement des espaces publics, la construction de nouveaux bâtiments ou encore certaines transformations du tissu économique du quartier. Un des animateurs, mieux informé sur les projets en cours dans le quartier constate les reconversions ou le départ de garages du quartier, comme dans le cas de la halle Libelco, anciennement occupée par un garagiste exproprié par la commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre d'un réaménagement en jardin d'hiver (voir photo 35).

> *« Maintenant, le quartier est en train de changer. Est-ce que le quartier... les voitures vont toujours persister, rester là, je sais pas. Moi, je crois pas. Ils vont être transférés ailleurs, je sais pas où. Parce que le quartier est en train de... ce que je constate déjà c'est que tous ceux qui vendaient des voitures au niveau de la chaussée de Mons ont disparu. Effectivement y en a un par [ci par là], avant y en avait pleins. Tous les deux ou trois [adresses], y en avait un. Maintenant ils sont tous, ils se sont tous repliés de ce côté là du canal, vers le canal, hein. » (A6.1, habitant du quartier et animateur à la WAQ, d'origine marocaine)*

Photo 35 : nouveaux développements au niveau de la halle Libelco (à droite)

Auteur : Sanchez Trenado C., septembre 2020

Si les projets immobiliers du quartier, portés ou non par les pouvoirs publics, se font donc peu remarquer par les habitants, il n'en va pas de même des évolutions du coût du logement. En effet, cette question est ressortie à plusieurs reprises dans les entretiens. Même à Cureghem, ceux-ci auraient fortement augmenté et la situation sur le marché privé serait devenue de plus en plus difficile pour les habitants des classes populaires. En effet, la plupart sont locataires et se plaignent des niveaux de loyers qui, selon certaines personnes, seraient en augmentation.

> *« Moi je vois, les loyers c'est cher maintenant. C'est des 500-600 euros. 500, c'est presque fini, hein (ça se trouve presque plus). » (H7.11, habitante du quartier, retraitée d'origine italienne)*

Si certaines personnes estiment cependant avoir été plus chanceuses, ayant pu obtenir un logement social, ceux-ci sont cependant peu nombreux à Cureghem, et à Bruxelles en général. De plus, les files d'attente pour l'obtention d'un logement social peuvent être très longues. Certaines personnes mentionnent également que les AIS[50] constitue éventuellement une alternative au logement social et que les files d'attente y sont beaucoup plus courtes.

[50] Les Agences Immobilières Sociales (AIS) sont des asbl reconnues, agréées et subsidiées par la Région de Bruxelles-Capitale dans le but de socialiser une partie du marché locatif bruxellois. Elles gèrent la location de logements appartenant à des propriétaires privés et les mettent en location à un prix abordable, à destination de ménages à revenus modestes.

> *« Mais y a aussi des AIS qui achètent ça et […] ils louent et c'est un peu moins cher et c'est bon aussi. […] Mais quand même, si tu compares à des logements sociaux, c'est pas la même chose, quoi, ici, tu attends depuis 3 ans, tu as l'appartement. Mais le logement social tu vas attendre 15-16 ans. » (H5.8, habitante du quartier, d'origine marocaine)*

Si par le passé, certaines personnes ont pu acquérir un logement dans le quartier, acheter une maison deviendrait également de plus en plus difficile aujourd'hui. Une d'elles explique avoir acheté sa maison à 105 000 euros, alors qu'aujourd'hui, il faudrait compter au moins 400 000 ou 500 000 euros pour ce même logement. En outre, pour certaines personnes, les projets de logement développés dans le quartier, même s'ils ont une image positive, sont parfois perçu comme s'adressant à un public plus aisé et leur serait donc inaccessible.

Conclusion partielle

Comme on a pu le voir au cours de ce chapitre, le site des Abattoirs d'Anderlecht, tout comme son quartier d'implantation, se trouve au cœur de reconfigurations qui pourraient remettre en question leur relation de ressources réciproque décrite au chapitre 4.

Tout d'abord, le site des Abattoirs fait actuellement l'objet d'un plan de redéveloppement qui menace d'affecter en profondeur son fonctionnement ainsi que son rôle de ressource pour les classes populaires. D'une part, les activités traditionnelles du site, situées dans un contexte sectoriel difficile (voir 5.1), risquent de voir leur place se réduire grandement dans les années à venir. Se limitant à une petite dizaine de grossistes, mis à l'écart dans la future Manufkature-Abattoir, le rôle de ressource que pouvait jouer le secteur de la viande au sein des quartiers populaires sera sans doute amené à devenir très modeste. D'autre part, au vu des pressions exercées sur ses activités traditionnelles et pour donner suite aux opportunités offertes par l'évolution du contexte urbanistique, la société gestionnaire a mis en place une stratégie de diversification de ses activités et de revalorisation de l'image du site. Si jusqu'à présent, ces transformations restent relativement discrètes, elles dénotent une volonté de la part de la société Abattoir de s'adresser à un public plus large. L'organisation d'évènements à destination des classes moyennes et les tentatives de monter en gamme dans le cadre de l'offre proposée au sein du Foodmet sont révélatrices de cette stratégie.

En outre, ces évolutions s'insèrent également dans un contexte de gentrification des quartiers populaires centraux situés dans la zone du canal. En effet, Cureghem se trouve aujourd'hui au cœur d'un projet de revalorisation symbolique et foncière, largement ignoré des classes populaires, mais qui pourrait affecter durablement le maintien de ces dernières dans le quartier. Les nouveaux développements du site participent de ce même processus. Au cours de son histoire, le site des Abattoirs a dû, à plusieurs reprises, s'adapter aux évolutions de son contexte local. Si, jusqu'à présent, ces adaptations reposaient principalement sur la relation de ressources réciproque que ce site entretenait vis-à-vis des classes populaires, les transformations à venir présagent d'une reconfiguration de ce rôle au profit des classes moyennes.

6. Conclusion

Dans cette thèse, j'ai cherché à comprendre les multiples relations qui unissaient activités économiques (industrielles et commerciales) et quartiers populaires. Cet objectif a émergé de la combinaison de deux éléments. D'une part, dans la lignée des travaux réalisés dans le cadre de mon mémoire, ce sujet rencontrait un intérêt théorique pour la question des moyens de subsistance des classes populaires au sein des quartiers centraux. D'autre part, le questionnement développé dans le cadre de ce travail s'est également construit au travers de l'observation du cas d'étude imposé par le cadre de recherche. Ce dernier aspect a en effet favorisé une entrée par le terrain et a donc eu pour conséquence d'encourager une approche résolument empirique, fortement centrée autour du cas d'étude du site des Abattoirs et Marchés d'Anderlecht et de son quartier d'implantation, Cureghem.

Il s'agissait donc ici de poursuivre un double objectif : d'une part, comprendre le rôle que ce site d'activités économiques joue pour les habitants (résidents et usagers) des classes populaires et, d'autre part, d'analyser les facteurs poussant ces acteurs économiques à se maintenir au sein de ce quartier. C'est donc l'exploration des ramifications de cette double relation qui a occupé la majeure partie de ce travail de thèse et qui m'a également amené à mobiliser la notion de ressource pour décrire ces multiples interconnections. Cette approche m'a ainsi amené à formuler la question de recherche suivante :

Comment des activités économiques font-elles ressource au sein d'espaces de centralités populaires et en quoi ces espaces font-ils ressource pour ces activités ?

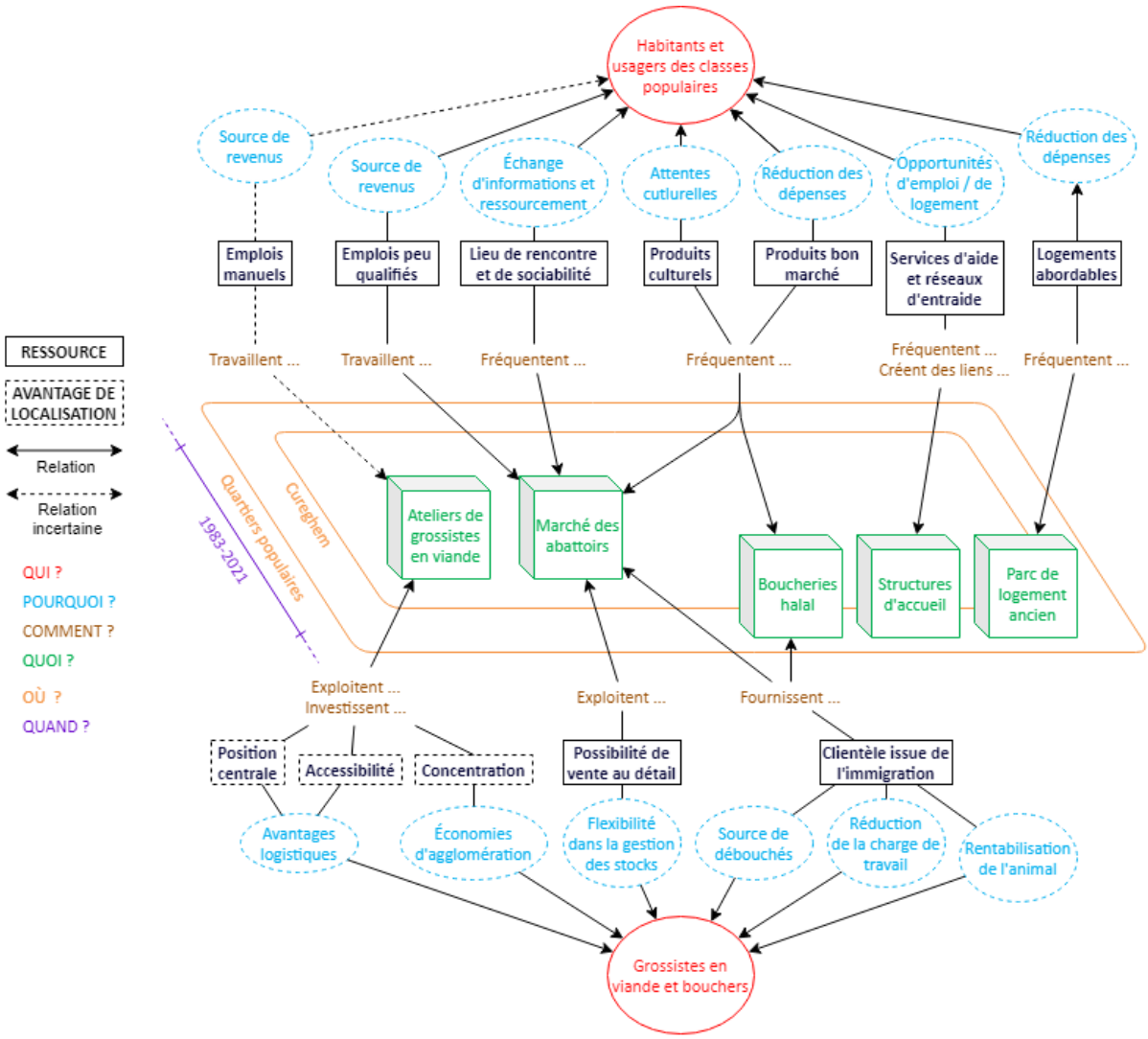
La première partie (voir 6.1) de ce chapitre consistera tout d'abord à synthétiser les différentes ressources identifiées dans le cadre de la partie empirique. La seconde partie (voir 6.2) reviendra ensuite sur cette catégorie d'analyse qu'est la notion de ressource tandis que la troisième (voir 6.3) sera consacrée à la discussion des modalités d'insertion d'activités économiques au sein de centralités populaires. La quatrième partie (voir 6.4), s'intéressera pour sa part aux pressions qui s'exercent sur cette relation de ressources réciproque et aux dynamiques qui menacent le maintien, d'une part, de ces activités économiques au sein des quartiers populaires et, d'autre part, de la continuité de l'occupation populaire de ceux-ci. Enfin, la dernière partie (voir 6.5) reviendra sur les limites de ce travail et sur les perspectives de recherches futures.

6.1. Une relation de ressources réciproque

Au cours de cette thèse, le travail empirique réalisé autour du site des Abattoirs d'Anderlecht a permis, d'une part, de faire ressortir le rôle de ressource que les activités économiques pouvaient jouer au sein des espaces populaires ainsi que, d'autre part, de mettre en évidence les différentes ressources liées au contexte local dont peuvent bénéficier ces activités.

La partie empirique a ainsi permis de mettre en évidence différents types de ressources, à la fois matérielles et symboliques, bénéficiant, d'une part, aux acteurs économiques du secteur de la viande et, de l'autre, aux habitants et usagers des classes populaires. La figure 23 synthétise ces ressources, abordées dans la suite de ce chapitre, et les replace au sein du cadre d'analyse élaboré dans le chapitre 1.

Figure 23 : schéma de synthèse des résultats empiriques



Auteur : Sanchez Trenado C.

Tout d'abord, concernant le point de vue des grossistes, le regroupement sur un même site de ces différentes entreprises du secteur de la viande procure à ces activités certains avantages en termes d'économies d'agglomération. Cette concentration contribue en effet à l'attraction de la clientèle sur le site et permet également de réaliser certaines économies d'échelle (infrastructures communes et partage de matériel ou de véhicules). De plus, cette proximité facilite aussi l'entraide et la coopération entre entreprises, qui peuvent ainsi s'échanger des produits et répondre plus facilement à des commandes plus importantes.

Ensuite, la position centrale du site à Bruxelles mais aussi en Belgique, représente également un atout supplémentaire pour ces entreprises. Celles-ci, dont l'activité dépasse largement les limites du quartier, bénéficient de fait de cette centralité qui offre des avantages en matière de logistique dans le cadre de leurs livraisons à destination ou à partir du reste de l'agglomération bruxelloise ou de la Belgique. Ces activités et le marché des Abattoirs jouissent en outre de la bonne accessibilité du site, par voie routière comme en transports en commun, qui facilite le transport de biens mais aussi de personnes les jours de marché.

Il faut cependant remarquer que, si ces deux aspects (les économies d'agglomération et la position centrale) constituent bel et bien des atouts pour ces activités économiques, ils ne peuvent véritablement être qualifiés de « ressources », dans la mesure où ils ne relèvent pas de caractéristiques propres au cadre local. En effet, bien qu'on soit tenté d'associer les économies d'agglomération à la notion de ressource, étant donné leur caractère « localisé »[51], ces avantages peuvent être délocalisés et ne reposent donc pas sur les spécificités du contexte local, contrairement à ce qu'implique la notion de ressource.

Outre ces deux avantages liés à la position centrale et aux économies d'agglomération, les activités du site bénéficient donc également de certaines ressources associées plus particulièrement à leur localisation au sein d'un quartier populaire tel que Cureghem.

Premièrement, dans un contexte de déclin du secteur de la boucherie, principale clientèle des grossistes du site avec celui de la restauration, l'émergence et le maintien du secteur de la boucherie halal au sein des quartiers populaires centraux constitue une ressource pour les activités du site. Venant combler la perte d'une partie de la clientèle des grossistes, ces boucheries leur offrent de plus la possibilité de rentabiliser pleinement l'animal abattu en écoulant des parties moins demandées par les boucheries non-halal (pièces de viande provenant des parties avant de la bête, abats et tripes, etc.). Fournir les boucheries halal représente également une charge de travail moins importante que dans le cas des restaurants ou des boucheries « belges », exigeant plus souvent des pièces désossées et prédécoupées.

[51] Celles-ci reposant en effet sur la concentration d'acteurs économiques en un même lieu.

Deuxièmement, la possibilité de vente au détail sur le site des Abattoirs représente une autre ressource pour les grossistes en viande situés sur celui-ci. La clientèle nombreuse qui fréquente les étals du marché constitue pour ces entreprises une source de débouchés supplémentaires qui permet une plus grande flexibilité dans la gestion des stocks et leur fournit des recettes additionnelles. De la même manière que dans le cas de la vente en gros, la diversité culturelle de la clientèle du marché, issue principalement d'Europe du Sud et de l'Est, d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, permet également d'écouler des morceaux de viande généralement moins demandés par une clientèle belge (abats, tripes, pieds de bœufs, viande pour tajine, viande de chèvre, etc.).

Troisièmement, dans le cas de certains grossistes, la présence de logements aux loyers abordables et de réseaux communautaires facilite l'accueil de travailleurs issus de l'immigration et constitue donc indirectement une ressource pour les grossistes en viande. Il faut cependant remarquer que, contrairement à certains secteurs industriels bénéficiant de l'abondance de main d'œuvre peu qualifiée au sein des quartiers populaires bruxellois, ce n'est pas le cas du secteur de la viande, reposant sur des travailleurs relativement qualifiés.

Enfin, il faut également remarquer que, durant longtemps, l'absence de velléité de redéveloppement du quartier par les autorités communales ainsi que, jusque dans les années 1980, son inscription dans le pouvoir communal[52] ont, d'une certaine manière, favorisé le maintien de cette activité au sein du quartier. En outre, la mobilisation et l'investissement d'acteurs économiques locaux dans le cadre de la reprise du site par une société privée a également joué un rôle crucial dans la poursuite des activités du site.

Par ailleurs, les activités du site représentent elles-mêmes une série de ressources pour les habitants (résidents ou usagers) du quartier.

Avant toute chose, la présence des activités industrielles du site peut constituer une source d'emplois manuels, relativement stables, qui offrent des opportunités d'engagement pour des travailleurs issus de l'immigration s'installant dans le quartier. Cependant, si ces activités ne demandent pas un haut niveau de diplôme, elles n'en requièrent pas moins certaines qualifications ainsi que, étant donné la taille généralement réduite de ces entreprises, une certaine polyvalence (travail de découpe et de désossement, tâches administratives, livraisons, contact avec la clientèle, etc.). Beaucoup de grossistes n'engagent d'ailleurs pas uniquement des travailleurs des quartiers populaires bruxellois. De plus, la faible rotation au sein de cette profession ne favorise pas non plus l'obtention d'un premier emploi pour des primo-arrivants et, à cet égard, ces activités ne constituent donc pas nécessairement une ressource pour ces derniers. La situation est cependant quelque peu différente lorsqu'on s'intéresse au cas du marché des Abattoirs. En effet, ce dernier présente plus d'opportunités

[52] De par sa contribution aux finances publiques et au recrutement de fonctionnaires communaux.

d'emplois peu qualifiés, voire même informels, comme c'est le cas par exemple des vendeurs à la sauvette. En outre, dans le cas de la vente sur les étals du marché, la maîtrise de langues étrangères (roumain, polonais, russe, arabe, etc.) permettant de communiquer avec la clientèle très diversifiée culturellement, peut aussi constituer un atout favorisant l'engagement.

Si la place qu'occupent les activités industrielles du site en matière d'emplois au sein des quartiers populaires bruxellois doit donc être nuancée, celles-ci peuvent malgré tout constituer, de manière plus indirecte, une ressource pour les classes populaires. Ces activités contribuent, entre autres, à l'approvisionnement, d'une part, des étals de bouchers du marché des Abattoirs et, d'autre part, d'un réseau de boucheries halal, ces dernières occupant une place prédominante au sein des quartiers populaires bruxellois. En effet, ces bouchers, en plus des emplois qu'ils génèrent, proposent souvent de la viande à un prix relativement abordable, permis par les catégories de viande proposée (parfois de qualité inférieure) mais surtout par les types de morceaux privilégiés (parties moins nobles de l'animal, abats, etc.). La vente de pièces non désossées permet aussi au boucher d'obtenir de meilleurs prix auprès du grossiste tout en y gagnant au poids lors de la revente de celles-ci. De plus, dans le cas des grossistes proposant de la viande sur le marché, cette situation peut sans doute s'expliquer également par l'absence d'intermédiaire, les grossistes faisant bénéficier les particuliers de prix proches des tarifs de gros tout en préservant leurs marges. Ensuite, outre son prix modéré, cette viande correspond également aux attentes culturelles et religieuses (viande pour tajine, produits halal) des populations qui habitent au sein des quartiers populaires. A ce sujet, l'arrivée de nouvelles communautés en provenance d'Europe de l'Est se marque par le développement d'une offre de boucheries s'adressant plus spécifiquement à ces dernières (proposant par exemple des charcuteries polonaises ou roumaines).

Par ailleurs, en dehors du secteur de la viande, le marché des Abattoirs pris dans son ensemble, proposant des produits frais bon marché et correspondant également à des attentes culturelles (produits africains, asiatiques, marocains, etc.) joue aussi, aux côtés des commerces de produits alimentaires exotiques qui bordent le site, ce rôle de ressource pour les classes populaires et, en particulier, pour des populations primo-arrivantes. De plus, ce marché représente également pour certains un espace de sociabilité permettant les échanges d'informations (concernant par exemple des opportunités d'emplois ou de logement) de même qu'un lieu de ressourcement (promenade et achats occasionnels, rencontres, restauration sur place).

6.2. Analyser ce qui fait ressource

La notion de ressource a été définie, dans le cadre de ce travail, comme une « caractéristique produite au cours du temps sur un espace donné par différentes catégories sociales qui en définissent l'utilité et donc la valeur ». Si cette approche par les ressources présentait différents avantages, l'emploi de cette notion doit cependant se faire avec prudence. En effet, il n'existe pas de ressource en dehors d'un cadre social, spatial et temporel déterminé. En cela, la démarche mobilisée dans cette thèse visait à se distancer des approches envisageant les ressources sous l'angle de besoins universels.

Cette notion offre donc un cadre permettant de penser le rapport à l'espace des acteurs économiques et des classes populaires et contribue à ancrer les questions économiques et sociales au sein d'un contexte localisé. Penser en termes de ressources consiste donc à analyser les particularités du cadre local, en s'intéressant aux avantages qu'en retirent différentes catégories de populations.

Cette notion a aussi l'avantage de mettre en évidence les différences en termes de rapport aux quartiers populaires entre différentes classes sociales mais aussi au sein de celles-ci, révélant par exemple les multiples divisions au sein des classes populaires (voir Schwartz, 2011), en particulier entre ceux qui disposent d'une situation plus stable (propriétaires, migrants établis depuis longtemps ou de seconde génération, habitants du haut d'Anderlecht ou des quartiers avoisinants) et les fractions les plus défavorisées de celles-ci (locataires, primo-arrivants, habitants de Cureghem). En effet, une « ressource » pour un groupe social déterminé ne l'est pas nécessairement pour l'autre, différences qui ressortent notamment au travers des discours des habitants sur ce qui constitue un « bon quartier ». Les rapports variables au marché des Abattoirs constituent un exemple marquant de ces divisions : lieu essentiel pour les primo-arrivants ou de ressourcement pour d'anciens migrants mieux établis, le marché est au contraire boudé par les classes moyennes, les jeunes et les personnes jouissant d'une situation stabilisée, désireuses de se détacher de l'image de pauvreté associée à celui-ci.

L'objectif de cette thèse était donc bien d'identifier « ce qui fait ressource » en s'intéressant aux points de vue des classes populaires bruxelloises, envisagées dans leur complexité, et à celui des acteurs économiques du site des Abattoirs ainsi qu'aux multiples interrelations que ces deux groupes d'acteurs entretiennent dans le cadre de la production des espaces populaires. Envisagées sous l'angle des catégories sociales dominées, les ressources désignent donc uniquement les caractéristiques de ces espaces qui permettent la subsistance et le maintien de ces dernières. Il ne s'agit donc pas ici de désigner en tant que « ressources » les éventuels avantages dont pourraient bénéficier les classes moyennes ou supérieures au travers de leur appropriation des quartiers populaires centraux.

Il faut cependant préciser que ce terme de « ressource » constitue avant tout une catégorie d'analyse mobilisée ici en tant qu'objet de recherche. Ce terme n'est en effet pas utilisé en tant que tel par les classes populaires ou les acteurs économiques eux-mêmes. Les pratiques qui contribuent à la production de ressources de subsistance ou qui favorisent le maintien de ces activités économiques sont souvent, d'une part, déconsidérées par les classes dominantes et, d'autre part, banalisées par les habitants et les acteurs économiques eux-mêmes. Cette situation est d'autant plus marquée que « ce qui fait ressource » n'est pas toujours visible aux yeux des classes populaires. C'est le cas notamment des activités industrielles du site dont beaucoup ignorent jusqu'à l'existence et dont la présence est masquée par celle, beaucoup plus visible, du marché des Abattoirs.

Dès lors, ces ressources ne sont pas toujours désignées comme telles par les classes populaires et, de plus, certaines peuvent également présenter un caractère ambigu. En effet, pour une même catégorie sociale, une ressource par certains aspects peut parfois également constituer une nuisance par d'autres aspects. L'analyse de la relation que les habitants (au sens large) entretiennent vis-à-vis du quartier de Cureghem a notamment permis de mettre en évidence ce rapport ambigu aux ressources. L'existence d'un parc de logements anciens et accessibles financièrement, de structures d'accueil des primo-arrivants, de commerces bon marchés et adaptés aux besoins des diverses communautés peuvent également être perçus comme des signes de dégradation, de relégation et de pauvreté, voire même constituer des sources de tensions liées à la cohabitation de différentes communautés. De même, la proximité au centre, la bonne accessibilité du quartier, la présence d'activités économiques pourvoyeuses d'emplois ainsi que celle du marché des Abattoirs lui-même peuvent aussi être envisagées sous l'angle des problèmes que constituent les nuisances sonores, la congestion du trafic ou encore la saleté générée par ces activités. Si les ressources dont bénéficient les classes populaires sont donc bien réelles, les discours des habitants minimisant ou banalisant parfois eux-mêmes les nuisances qu'elles peuvent également représenter, vivre dans des quartiers populaires, précarisés et accueillant une importante population immigrée peut également être perçu ou vécu comme une forme de relégation et il ne faut donc pas idéaliser cette situation.

Cependant, bien que les classes populaires occupent certes une position sociale dominée, la notion de ressource permet de nuancer cette situation et de prendre une certaine distance vis à vis d'une approche considérant ces catégories de populations comme entièrement démunies. En effet, situées dans un contexte qui leur est défavorable, les classes populaires sont souvent décrites exclusivement au travers des difficultés qu'elles rencontrent (Faure, Thin, 2019). Au travers de la notion de ressource, le point de vue adopté dans cette thèse avait pour but de se détacher de cette vision et de prendre en considération les formes d'autonomisation, certes limitées, dont pouvaient faire preuve les classes populaires. Il s'agissait donc d'explorer les ressources dont peuvent bénéficier les catégories sociales dominées ainsi que les moyens mis en œuvre par celles-ci dans la production de ces ressources.

Ces processus d'autonomisation ont notamment été décrits dans le cadre des travaux du Collectif Rosa Bonheur au travers des concepts de centralité populaire et de travail de subsistance, qui ont véritablement servi de cadre à cette analyse (Rosa Bonheur, 2016 ; 2019). De fait, par de nombreux aspects, le quartier de Cureghem peut correspondre à une centralité populaire, définie comme « un espace local qui cumule des fonctions d'accès au logement et d'ancrage résidentiel, d'activités économiques et de travail, d'accès à des commerces aux prix spécifiques. Elle constitue un système d'entraide et d'appartenance locale qui favorise un processus d'autonomisation dans la sphère productive et la consommation – au sens d'une dépendance atténuée des logiques de marché. » (Rosa Bonheur, 2019, p. 17). A cet égard, Cureghem constitue un espace qui donne accès à des logements relativement abordables, des possibilités d'emploi, des commerces adaptés et bons marchés ainsi que des structures d'accueil et des réseaux d'entraide. De plus, la centralité populaire désigne aussi un lieu qui connecte les mondes populaires avec des ressources et des populations d'autres territoires formant un nœud de mobilités quotidiennes, résidentielles ou migratoires des classes populaires. Le marché des Abattoirs, avec son influence supra-locale ou les activités de commerce transnational de voitures d'occasion situés au niveau de la rue Heyvaert, sont des exemples marquants de ce statut de centralité.

Ces travaux reconnaissent en outre aux classes populaires une certaine marge de manœuvre qui leur permet, au travers de leur travail, de produire leurs propres moyens de subsistance (matériels et symboliques) mais également leurs propres espaces. La centralité populaire permet ainsi de penser la ville depuis les classes populaires et de prendre en considération leur capacité à constituer leur propre espace de centralité. En outre, comme on a pu l'évoquer dans l'état de l'art (voir 1.4), les classes populaires ne sont pas seules responsables de construction de ces centralités populaires. Si les ressources que celles-ci procurent sont donc produites pour les classes populaires et en partie par les classes populaires, ce n'est cependant pas le cas de l'ensemble d'entre elles. Dans le cadre de cette thèse, ces notions ont dès lors été élargies de manière à également prendre en considération le rôle de différents acteurs, n'appartenant pas nécessairement aux classes populaires, dans le cadre de la production de ressources bénéficiant à ces dernières. Au travers de l'analyse du cas d'étude du site des Abattoirs et Marchés d'Anderlecht, une attention particulière a été accordée, d'une part, au rôle que pouvait jouer des activités économiques (industrielles et commerciales) dans la production des espaces populaires et, d'autre part, aux ressources que ces acteurs économiques retiraient eux-mêmes des quartiers populaires où ils sont implantés. Malgré tout, la relative autonomie dont disposent les classes populaires, mais aussi ces acteurs économiques, ne doit pas pour autant être idéalisée. Leur marge d'action est en effet limitée par les rapports de domination auxquels ces personnes sont soumises. Les motivations qui sous-tendent leurs stratégies et leurs pratiques peuvent également être envisagées comme le résultat des contraintes qui pèsent sur ces catégories sociales dominées.

6.3. L'insertion d'activités industrielles au sein de centralités populaires

L'approche développée dans cette thèse avait aussi pour but de fournir un regard différent sur les centralités populaires, en abordant ces dernières du point de vue d'acteurs économiques qui y sont localisées mais qui n'appartient pas nécessairement eux-mêmes aux classes populaires. Il s'agissait donc d'essayer de comprendre en quoi différents acteurs économiques pouvaient contribuer à la construction de centralités populaires et s'interroger sur les modalités de leur participation, consciente ou non, aux dynamiques de celles-ci. Cette perspective ouvre donc la voie à des questionnements sur les relations qu'entretiennent ces deux catégories d'acteurs. S'il a été postulé ici que ces acteurs économiques partagent, avec les classes populaires, une position dominée économiquement et socialement ainsi que des intérêts mutuels objectifs, cette approche ne doit pas pour autant faire abstraction des rapports de domination qui peuvent également traverser ces relations.

En s'appuyant sur la littérature présentée dans le cadre de l'état de l'art ainsi que sur les résultats du travail empirique, la suite de ce chapitre abordera différents aspects qui permettent de comprendre sur quoi repose l'inscription d'activités économiques au sein de centralités populaires.

Au sein de cette partie, il s'agira tout d'abord d'adopter le point de vue de ces activités économiques (voir 6.3.1) de façon à comprendre les logiques qui sous-tendent leur inscription dans un cadre social et local déterminé, appréhendées au travers des concepts d'économie morale et d'embeddedness. Une attention particulière sera également accordée aux dimensions culturelle et religieuse qui entourent le commerce de la viande. Le point de vue des habitants (usagers et résidents) des classes populaires sera ensuite abordé (voir 6.3.2) afin d'appréhender la manière dont ceux-ci s'approprient matériellement et symboliquement ce site d'activités économiques. Il sera notamment question d'envisager le site des Abattoirs en tant que support à des pratiques relevant du travail de subsistance.

6.3.1. Le point de vue de l'activité économique

Une première approche visant à aborder l'inscription de l'activité économique dans un contexte social et local donné est l'entrée par le concept de « district industriel ». Cependant, bien que reprenant les idées d'économies d'agglomération et de relations de coopération entre acteurs économiques figurant dans le modèle de Marshall et Becatini (voir Daumas, 2006), on ne peut véritablement parler ici de district marshallien (voir 1.4.7). En effet, malgré ces formes de coopération entre entreprises et même si, au début de son histoire, le site des Abattoirs a pu jouer un rôle de moteur pour une structure économique locale orientée autour des métiers de la viande et de ses sous-produits, les activités actuelles du site reposent aujourd'hui principalement sur des réseaux de fournisseurs et de clientèle qui dépassent largement le cadre local. De même, on ne peut pas non plus réellement parler d'accumulation d'une expertise locale en termes de main d'œuvre, beaucoup de grossistes employant des travailleurs ne provenant pas du quartier.

En outre, la volonté de ce travail était aussi d'éviter l'écueil d'une vision surlocalisée des relations sociales tel que c'est parfois le cas dans les travaux portant sur les districts industriels ou sur la « territorial embeddedness » (voir Hess, 2004). Les activités du site des Abattoirs ne peuvent en effet être abordées uniquement à l'échelle locale ou comme coupées d'autres espaces. Comprendre les relations nouées au sein du cadre local implique donc également de prendre en compte les évolutions du secteur à l'échelle régionale (e.g. déclin du secteur de la boucherie, débat sur la question de l'abattage sans étourdissement) et nationale (e.g. concentration du secteur, concurrence de la grande distribution), voire internationale (e.g. importations de viande étrangère, délocalisations). Il s'agissait aussi de se détacher de visions idéalisant les relations économiques locales, envisagées parfois exclusivement sous l'angle de la coopération, et de prendre en compte les rapports de domination et la complexité des relations entre acteurs économiques.

Cependant, il n'en demeure pas moins que la question de l'insertion d'acteurs économiques au sein de relations sociales localisées présente malgré tout un intérêt pour aborder les activités du secteur de la viande à Cureghem. En effet, les relations entre acteurs locaux du secteur peuvent être envisagées comme étant inscrites au sein d'une forme d'économie morale (voir Fassin, 2012). Bien que ce concept ait initialement été développé pour décrire l'action économique des classes populaires, les motivations et les pratiques des grossistes du site ne peuvent pas non plus se résumer uniquement en termes de rationalité économique, même si elles n'en sont jamais totalement dénuées. De fait, les grossistes en viande partagent un ensemble de valeurs liées à une forme d'éthique de travail (mise en avant de la fiabilité et de la qualité des produits, définition de « bonnes pratiques », etc.) construite en opposition au secteur de la grande distribution. En outre, si la concurrence reste malgré tout bien présente entre grossistes, de manière générale, elle semble quelque peu atténuée par les logiques de coopérations entre grossistes (entraide dans le cas de commandes importantes, mise en commun de véhicules etc.) ainsi que par les avantages mutuels à se

situer en un même lieu, notamment au travers de l'attraction de la clientèle. L'intérêt des activités du site dans leur ensemble passe donc parfois avant les intérêts individuels. Cette approche permet ainsi de décrire comment considérations économiques et morales peuvent parfois se mêler.

En outre, le cas des sites des abattoirs d'Anderlecht donne également à voir l'intersection entre deux économies morales : celle des classes populaires et celle des grossistes en viande. Bien que mieux situés socialement, ces derniers occupent également une position dominée au sein des rapports économiques et symboliques et partagent avec elles des intérêts mutuels objectifs. En effet, en dehors du cadre local de Cureghem où ces acteurs économiques occupent une position dominante vis-à-vis des classes populaires, ceux-ci subissent aussi ces rapports de domination vis-à-vis de segments plus compétitifs du secteur de la viande ou d'autres fonctions urbaines plus fortes (logement, bureaux, commerces).

De plus, certains des grossistes rencontrés, appartenant à des entreprises familiales inscrites depuis longtemps dans ce quartier populaire, font aussi preuve d'un véritable attachement émotionnel à celui-ci. A cet égard, la société gestionnaire du site, dont l'histoire doit beaucoup à la mobilisation d'acteurs économiques du quartier, fait preuve d'un rapport de type paternaliste vis-à-vis du quartier, se voyant comme un bienfaiteur dont la présence serait bénéfique à celui-ci. La société s'est notamment investie dans différents projets de centres d'entreprises situé à proximité (COOP, centre Euclides) et se présente souvent comme le garant du dynamisme économique du quartier.

Par ailleurs, la composante culturelle et religieuse, notamment au travers des questions de la viande halal ou encore des habitudes culinaires des différentes communautés qui consomment de la viande, joue un rôle important dans l'inscription du secteur de la viande au sein du contexte local des quartiers populaires bruxellois. L'orientation de l'offre des grossistes en viande vers des produits répondant aux besoins de ces différentes communautés peut cependant également être considérée comme un choix contraint par l'évolution de leur clientèle. En effet, du point de vue de la vente en gros, le recours aux boucheries halal, malgré les avantages qu'il procure, constitue avant tout une adaptation face à la concurrence de la grande distribution et au déclin du secteur de la boucherie « belge ». De même, concernant la vente au détail, les revenus modestes et la diversité culturelle de la clientèle du marché contraint les bouchers, d'une part, à maintenir leurs prix bas et, d'autre part, à se positionner, selon la clientèle ciblée, sur les types de morceaux (tripes, abats, morceaux nobles ou non) ou les types de viande (porc, bœuf agneau ou chèvre, viande halal ou pas) proposés.

En outre, cette relation entre commerçants et clients repose fortement sur des liens de confiance, comme on a pu le constater dans le cas du relatif boycott de la viande des abattoirs par la communauté marocaine. Les différentes mesures prises par les autorités publiques à l'encontre de l'abattage sans étourdissement ainsi que le fait de proposer à la

fois, sur un même marché, des produits halal et non halal, ont en effet eu pour résultat de susciter des doutes sur la certification halal de la viande du marché, contrairement à celle vendue en boucherie. Cette confiance entre boucher et client est d'autant plus importante que la viande est un produit sensible. Les faibles prix pratiqués sur le marché, les conditions d'hygiène et de réfrigération des étals, et les différents scandales sanitaires qui ont secoué le secteur contribuent donc également à faire peser le doute sur la qualité de la viande proposée.

Enfin, il faut remarquer que cette inscription au sein du cadre local peut aussi être décrite comme le résultat d'un choix contraint. En effet, l'absence de sites similaires (suffisamment grands, équipés et à un coût abordable) à Bruxelles et les coûts qu'implique le déplacement de l'activité, limitent les possibilités de délocalisation au sein de la Région de Bruxelles-Capitale. D'une certaine manière, ces activités peuvent parfois, au même titre que les classes populaires, être captives de leur environnement local, faute d'alternative.

En bref, le secteur de la viande est donc profondément inscrit dans son contexte local. Cependant, cette relation doit en permanence être replacée dans un contexte spatial et temporel plus global qui demande à ces acteurs économiques de négocier leur place au sein de ces quartier populaires. En outre, si le cadre local offre bel et bien des ressources aux grossistes, cette situation peut également être perçue comme le résultat des contraintes qui pèsent sur ces activités.

6.3.2. Le point de vue des classes populaires

Si on adopte à présent le point de vue des habitants des classes populaires, un premier constat est que le lien direct qui avait pu exister par le passé entre ceux-ci et les activités industrielles du site est aujourd'hui ténu. En effet, d'une part, les grossistes du site n'engagent pas exclusivement des travailleurs des quartiers populaires bruxellois et leur rôle en tant que pourvoyeurs d'emplois doit donc être nuancé. D'autre part, le secteur de la viande a connu un processus d'invisibilisation progressif. Ce dernier peut s'expliquer notamment par le déclin du nombre de grossistes en viande encore actifs au sein du quartier ainsi que par la fermeture du marché aux bestiaux, qui offraient tous deux une certaine visibilité au secteur. Opérant tôt dans la journée, les activités du site, relativement isolées du reste du quartier, se font assez discrètes et les opportunités de rencontre entre les travailleurs et habitants du quartier sont peu nombreuses. Le site est de fait relativement désert durant la semaine et l'abattoir lui-même tend à être occulté par le marché qui prend place sur le site durant le week-end. Dès lors, outre son rôle dans l'approvisionnement du secteur de la boucherie dans les quartiers populaires bruxellois, le lien entre ce site d'activités économiques et les classes populaires est donc plutôt à chercher au niveau du marché des abattoir.

Cet espace fait en effet l'objet d'une forme d'appropriation par les classes populaires qui, au travers de leur fréquentation, l'occupent physiquement et symboliquement (voir Ripoll, Veschambre, 2005). Cette appropriation se marque par l'adaptation de l'offre commerciale au profil de la clientèle du marché mais également par l'ambiance plus générale du marché (les cris, la foule, les odeurs, etc.) qui, comme il ressort du discours des habitants, relève d'un imaginaire populaire.

Le marché des Abattoirs constitue en outre un support du travail de subsistance, entendu comme un travail visant la satisfaction des besoins élémentaires (consommer des biens et des services, se soigner, s'occuper de son bien-être et de celui des autres, gagner de l'argent) (Rosa Bonheur, 2019). Si ce travail peut s'observer au travers des opportunités d'emplois plus ou moins formels que suscite la présence du marché (travailleurs des bouchers, personnel des divers marchands, vendeurs à la sauvette), les pratiques de réduction des dépenses et les stratégies d'achats observées sur le marché (achats en grandes quantités et conservation des produits, comparaison et marchandage du prix, choix du jour et de l'heure de visite de manière à bénéficier de tarifs plus avantageux) constituent également différents exemples de ce travail de subsistance. Ce travail s'inscrit en outre au sein de réseaux interpersonnels et de communautés d'appartenance et permet de donner une valeur morale aux pratiques des classes populaires. En effet, ce lieu de sociabilité participe à l'échange d'informations (opportunités de logement, d'emplois, etc.) et contribue au renforcement de dynamiques de solidarité, la popularité de ce marché devant elle-même beaucoup au bouche à oreille. Il faut cependant remarquer que pour de nombreuses personnes, se rendre au marché des Abattoirs ou dans les commerces bon marché des alentours constitue avant tout une nécessité. Dès lors, fréquenter ce site pour y réaliser ses achats peut également être parfois vécu comme un aveu de pauvreté.

Ainsi, les classes populaires, au travers de ce travail de subsistance et de cette appropriation matérielle et symbolique de l'espace du site, contribuent également, au côté des acteurs économiques, à la production des espaces populaires et soutiennent le fonctionnement de ces activités industrielles et commerciales.

6.4. Une centralité populaire disputée

Comme on a déjà pu le mentionner dans le chapitre 5, le maintien des activités du secteur de la viande du site des Abattoirs d'Anderlecht, de même que l'appropriation de cet espace par les classes populaires sont aujourd'hui remis en question par les projets de redéveloppement de celui-ci. Cette troisième partie sera donc consacrée à la discussion des évolutions de ce site et de son quartier ainsi qu'aux impacts que ces dernières pourraient avoir sur la relation de ressources réciproque décrite précédemment et, par conséquent, sur la continuité de l'occupation populaire de ce quartier.

Il sera tout d'abord question ici de s'intéresser aux pressions qui s'exercent sur les activités d'abattage et de vente en gros du site, tant à l'échelle locale que du point de vue du secteur de la viande pris dans son ensemble. Il s'agira en outre de mettre en regard ces difficultés croissantes à se maintenir en ville avec l'émergence de nouvelles activités productives, fortement soutenues par les pouvoirs publics, et qui participent à ce qu'on pourrait qualifier d'une gentrification productive (Sprague, Rantisi, 2018) (voir 6.4.1). Par ailleurs, la suite de cette partie s'intéressera plus généralement aux transformations du site et du quartier ainsi qu'à leurs conséquences en termes d'occupation populaire de l'espace du quartier (voir 6.4.2).

6.4.1. Des activités sous pression

S'il s'agira surtout ici de s'intéresser aux évolutions du cadre local. Il faut rappeler que les activités du site des Abattoirs, se trouvant dans une situation de concurrence face au secteur de la grande distribution, doivent avant tout faire face aux processus de concentration au sein du secteur de la viande. Les grossistes du site sont en effet confrontés à la monopolisation des filières de formation et des canaux de recrutement de la main d'œuvre par la grande distribution, à la diminution de leur clientèle liée à la compétition des supermarchés à l'égard des bouchers ainsi qu'à la concurrence directe des abattoirs industriels et des grandes surfaces de gros dont les capacités logistiques et les économies d'échelle dépassent largement celles des grossistes de Cureghem.

En outre, en plus de ces questions de concurrence, les activités des grossistes des Abattoirs doivent également faire face au risque que représentent les mesures visant à interdire l'abattage sans étourdissement. Beaucoup de grossistes dépendent en effet d'une clientèle de bouchers de confession musulmane. Déjà appliquée en Flandre et en Wallonie, une interdiction similaire à Bruxelles pourrait avoir d'importantes conséquences économiques pour ces activités. Par ailleurs, la baisse de la consommation de viande, la montée du végétarianisme, y compris chez les classes populaires, ainsi que, de manière générale, l'image négative dont pâtit le secteur à cause de nombreux scandales sanitaires, pèsent également sur cette activité qui, en réaction, se fait de plus en plus discrète.

Face à cette situation difficile, beaucoup des chefs d'entreprises partagent donc un point de vue assez pessimiste sur l'avenir de leur activité. Les difficultés financières, l'impopularité de la profession, le manque de volonté de reprise de l'entreprise familiale et le découragement lié au jugement moral qui pèse sur cette dernière, renforcé notamment par le rôle des organes de contrôle du secteur, rendent l'avenir de ces activités incertain.

Dans ce contexte, à l'échelle locale, les évolutions du site et du quartier constituent également un enjeu pour le maintien de cette activité. En effet, après le départ de nombreux grossistes installés dans les environs du site, en raison notamment des coûts trop élevés de mise aux normes sanitaires de leurs locaux, c'est aujourd'hui au tour des activités du site de subir les pressions liées au redéveloppement de ce dernier, la société gestionnaire (Abattoir SA) s'étant lancée dans un ambitieux plan de transformation de son site d'activité. Ce « Masterplan » prévoyait initialement le maintien de l'Abattoir d'Anderlecht et d'une partie des grossistes en viande au sein d'un nouveau bâtiment (la « Manufakture »). Le projet final ne comprend cependant plus d'abattoir et compte moins d'une dizaine d'ateliers de grossistes. La réalisation de ce nouveau bâtiment et la destruction de l'ancienne infrastructure implique un fort recul du secteur de la viande sur le site. A l'inverse, la SA Abattoir s'est aussi lancée dans une politique de diversification de ses activités, attirant sur son site diverses entreprises actives dans les domaines de l'agriculture urbaine (BIGH, Champignon de Bruxelles, Urban Harvest) et de la récupération alimentaire (Envie).

En outre, comme il m'a été donné de le voir au travers de l'analyse des diverses activités productives de Cureghem, réalisée dans le cadre de la collaboration avec le projet de recherche européen Cities of Making (voir Orban et al., 2021), cette situation n'est pas spécifique au cas des abattoirs. Tel que le relève Sprague et Rantisi (2018) dans leur étude sur le quartier de Mile-Ex à Montréal, ce processus de remplacement d'un type d'activité par un autre peut être assimilé à une forme de « gentrification productive ».

> « Dot Jutgla, Pallares-Barbera, and Casellas (2012) use the term 'productive gentrification' to refer to the shifting geography of activities associated with efforts to attract new (and ostensibly, more 'productive') uses that can cater to the work and life orientation of members of the creative class. » (Sprague, Rantisi, 2018, p. 6)

Partant de la conception initiale de la gentrification en tant que dynamique de déplacement de résidents défavorisés au profit de nouveaux arrivants des classes moyennes, cette approche introduit une nouvelle perspective au sein de la littérature sur la gentrification en considérant les entreprises à la fois comme des moteurs mais aussi comme des cibles de la gentrification (voir aussi Janoschka et al., 2014 ; Curran 2007 ; 2010 ; Catungal, Leslie, Hii ; 2009 ; Curran, Hanson ; 2005).

En effet, si jusqu'à présent, certaines activités industrielles et manufacturières plus anciennes ont pu bénéficier d'une série d'avantages liés à leur localisation urbaine (proximité au Ring et au centre-ville, main-d'œuvre peu qualifiée abondante, marchés de niche, systèmes de coopérations entre différents organismes, etc.), elles connaissent aujourd'hui des difficultés croissantes à s'y maintenir. Au même titre que les grossistes en viande des Abattoirs, ces activités productives connaissent aussi des problèmes à renouveler leur force de travail et souffrent d'une image médiatique relativement négative auprès de l'opinion publique. À cette situation vient également s'ajouter une série de difficultés supplémentaires (congestion automobile, concurrence de grands groupes, espaces inadaptés à la production, etc.), qui remettent chaque jour un peu plus en cause le maintien des anciennes activités productives en ville.

De plus, différentes dynamiques spécifiquement urbaines sont aujourd'hui également en cause, telles que les pressions immobilières privilégiant la fonction résidentielle ou les plans d'aménagements portés par les pouvoirs publics, orientés vers les classes moyennes et la vision de « la qualité de vie » qui y est associée. A Cureghem, la multiplication de projets d'aménagement (Contrats de Quartier Durable, Plan d'Aménagement Directeur, Contrat de Rénovation Urbaine), mettant souvent l'accent sur la production de logements, le réaménagement d'espaces publics ou la mise en place d'équipements collectifs posent la question de la cohabitation de ces fonctions résidentielles avec les activités productives et commerciales présentes dans le quartier ainsi que celle de la place réellement laissée aux activités économiques dans ces projets. En outre, ces programmes peuvent aussi s'accompagner de la mise en place de réglementations et d'aménagements défavorables à la présence de ces activités productives jugées indésirables (réduction des espaces de stationnement ou de manœuvre pour le charroi lourd, mise à sens unique et rétrécissement de la chaussée, aménagement à valeur esthétique, etc.). En outre, ces pressions s'exercent non seulement sur le maintien des activités industrielles et manufacturières du quartier, mais également sur toute une série d'activités commerciales de gros ainsi que les commerces de voitures d'occasion (voir à ce sujet Rosenfeld, Van Criekingen, 2015) qui partagent certaines caractéristiques communes avec les activités industrielles. Avec elles, c'est donc bien le cœur de la structure économique du quartier qui est ciblé par ces mesures.

En revanche, la situation est différente lorsqu'on s'intéresse aux activités associées à « l'économie de la connaissance », aux secteurs dits « créatifs » ou encore à l'économie circulaire. En effet, ces activités productives, apparues plus récemment, si elles sont également confrontées à certaines des difficultés, bénéficient de soutiens publics ou privés beaucoup plus importants. Cela se traduit notamment par un accès au foncier facilité, des subsides et investissements significatifs dans la production, des emplois subventionnés, etc. Si activités anciennes et nouvelles sont parfois difficiles à distinguer sur base de critères objectifs (taille d'entreprise, statut légal, réseaux de fournisseurs et de clients, processus de production, stabilité financière, types d'emplois, etc.), celles-ci se différencient principalement par la valeur subjective qui leur est accordée. Alors que les nouvelles activités

« créatives », « innovantes » et « durables » sont promues par les acteurs en charge de l'aménagement du territoire, les activités industrielles et manufacturières sont généralement déconsidérées par ceux-ci.

De plus, si par certains aspects, les nouvelles activités productives peuvent malgré tout jouer un rôle de ressources pour les habitants des classes populaires (création d'emplois locaux peu qualifiés, recours à des fournisseurs et clients locaux, etc.), l'idée qu'une activité productive en vaudrait une autre doit être questionnée. En effet, étant également soumises à des contraintes de marché, ces nouvelles activités ne se limitent souvent pas au marché local et, du reste, ont tendance à privilégier des produits d'un standing supérieur, s'adressant à une clientèle appartenant plutôt aux classes moyennes. De plus, les emplois créés dans le cadre de ces nouveaux organismes productifs, s'ils s'adressent bel et bien en partie à des populations précarisées, restent relativement fragiles, car largement subventionnés, et n'aboutissent en général pas à des postes fixes. Par ailleurs, la contribution du productif à la gentrification de Cureghem semble également un enjeu crucial. Les nouvelles activités productives attirent en effet des publics de classes plus aisées, via une communication, de l'événementiel et des produits leur étant destinés. Enfin, ces nouvelles activités, s'insérant dans de plus petits espaces et générant moins de nuisances, s'intègrent plus facilement aux développements immobiliers, favorisant le logement et les usages de consommation de classes moyennes.

Comme le font remarquer Sprague et Rantisi (2018), ce soutien inégal apporté à différentes catégories d'activités productives relèverait d'une forme de processus de « state-led » gentrification.

> « In line with such critiques, Janoschka, Sequera, and Salinas (2014) suggest that initiatives by municipalities to promote 'regeneration through creative industries' represent a form of 'state-led' gentrification. Coined by Hackworth and Smith (2001), 'state-led' gentrification refers to efforts by the public sector to actively orchestrate place-based investments in new uses that are considered profit-oriented with the effect of displacing existing uses. » (Sprague, Rantisi, 2018, p. 5)

Le maintien d'une activité dépendrait donc fondamentalement de son degré de concordance avec les intérêts au cœur du projet de développement urbain dominant et leur expression socio-spatiale. À Bruxelles, il s'agit principalement de la priorisation des fonctions qui favorisent l'attractivité territoriale dans la compétition entre régions, telles que les projets résidentiels ciblant les classes moyennes ou supérieures, la production de bureaux à destination de services de haut niveau, l'organisation d'événements et la construction d'équipement culturels ou sportifs de grande ampleur, etc. Ces fonctions sont au centre du développement urbain bruxellois des trente dernières années et ont été développées par de puissants acteurs du développement territorial, tant privés que publics (Vandermotten, 2014). Ainsi, ce seraient donc les activités productives les moins en adéquation avec les

intérêts de ces acteurs qui seraient les plus repoussées en dehors de la ville tandis que, inversement, les acteurs publics bruxellois favorisent ouvertement les nouveaux organismes productifs aux impacts sociaux questionnables et dont le rôle de ressource pour les classes populaires est loin d'être assuré.

6.4.2. Un site en transformation, un quartier sous pression

Le recul du secteur productif ancien et l'apparition de ces nouvelles activités ne sont par ailleurs pas les seuls éléments qui viennent menacer la continuité de l'occupation populaire du quartier.

Tout d'abord, à l'échelle du site des Abattoirs, les évolutions que connaissent les activités industrielles s'inscrivent dans une dynamique plus générale de transformation de l'image associée à cet espace. En effet, malgré un certain attachement à son activité traditionnelle, la SA Abattoir poursuit maintenant depuis plusieurs années une politique visant à promouvoir l'attractivité du site à l'égard des classes moyennes. Cette stratégie, s'exprimant au travers d'une communication de plus en plus soignée, se marque notamment par la promotion de ces nouvelles activités économiques (en particulier celles appartenant au secteur de l'économie circulaire), jouissant d'une image beaucoup plus positive que celles du secteur de la viande, mais aussi par l'organisation d'événement festifs (e.g. afterwork parties) et culturels (e.g. expositions, conférences) orientés vers les classes moyennes. Même la collaboration entre la SA Abattoir et l'asbl Cultureghem, dont les activités ciblent pourtant les habitants des classes populaires, participe également à cette logique d'amélioration de l'image du site.

Si jusqu'à présent, ces nouvelles activités économiques ou culturelles sont restées séparées spatialement et temporellement des activités traditionnelles du site (secteur de la viande et marché des Abattoirs), cette volonté de changer l'image du site pourrait à terme remettre en question le caractère populaire du marché. L'exemple du Foodmet, la nouvelle halle de marché couvert est à cet égard assez marquant. En effet, ce projet témoigne d'une volonté de monter en gamme (coûts plus élevés des emplacements, tentatives d'implantation de marchands de produits bios) et de promouvoir une image plus soignée du marché (sélection des bouchers se retrouvant dans le nouveau bâtiment, espaces plus réglementés et contrôlés). Si pour le moment, l'offre commerciale du Foodmet ne diffère pas de celle du reste du marché, faute de rencontrer un public qui soit demandeur d'une offre de plus haut standing, la création de ce nouveau bâtiment opère cependant un glissement dans les représentations de ce marché et renvoie à un imaginaire qui correspond plutôt à celui des classes moyennes qu'à celui des classes populaires. Le marché des Abattoirs n'est donc pas à l'abri d'un processus graduel de gentrification commerciale, tel qu'il a déjà pu être observé ailleurs (Chabrol et al., 2014 ; Mascia et al., 2015 ; González, Waley, 2013 ; González, Dawson, 2018).

Par ailleurs, ces évolutions du site des Abattoirs s'inscrivent dans un processus de gentrification plus global qui s'accompagne de pressions immobilières croissantes sur les quartiers populaires centraux, et Cureghem n'y fait pas exception. On observe en effet une multiplication des projets immobiliers privés comme publics au sein du quartier et dans ses environs. En outre, si la présence de la place marchande du commerce euro-africain d'exportation de véhicules d'occasion a pu, jusqu'à présent, constituer un obstacle à la gentrification du quartier Heyvaert (Rosenfeld, Van Criekingen, 2015), le départ ou la reconversion de ces activités risque bel et bien de changer la donne. En particulier, beaucoup de ces commerçants étant propriétaires de grandes parcelles, les négociations autour de la question du contrôle du foncier local par celles-ci jouent un rôle décisif. Malgré l'abandon d'un projet de déplacement des activités de commerce de voitures sur un site excentré, il n'est pas totalement exclu qu'un nouveau terrain d'entente se dessine entre autorités publiques et acteurs privés de la place marchande autour d'un objectif de rehaussement de la rente foncière et de basculement du profil d'usage du quartier.

Ces transformations sont encore peu visibles aux yeux des classes populaires, pour lesquelles l'image de relégation du quartier reste encore dominante. Celles-ci ressentent déjà malgré tout l'augmentation des coûts du logement, posant ainsi la question du devenir des personnes des classes populaires qui résident à Cureghem.

Comme ont pu le montrer les auteurs du collectif Rosa Bonheur (2019) dans le cas de la ville de Roubaix, les centralités populaires représentent donc des espaces disputés, au mieux ignorés, sinon contestés par les pouvoirs publics via la rénovation urbaine et les politiques du cadre de vie. La destruction des ressources constitutives de ces centralités populaires, encouragée par l'action publique, pourrait donc remettre en question l'occupation populaire du quartier et déstabiliser l'équilibre fragile sur lequel repose la subsistance des classes populaires.

6.5. Limites et perspectives de recherche

En dépit des efforts déployés dans cette thèse pour adopter une approche « par le bas » et explorer les ressources dont bénéficient une partie des habitants et des acteurs économiques des quartiers populaires centraux, certains groupes et certaines pratiques demeurent malgré tout dans l'ombre et échappent parfois au regard du chercheur. Si ce travail s'est essayé à mettre en évidence les points de vue d'une partie des classes populaires, une partie d'entre elles, en particulier les franges les plus marginalisées de celles-ci, restent largement invisibles.

On peut par exemple mentionner les personnes primo-arrivantes, les sans-papier, les sans-abris, … Autant de catégories peu, voir pas, représentées ou situées fortement en retrait dans le cadre des enquêtes par questionnaires et des entretiens. La parole des personnes disposant d'une situation plus stable et d'une plus grande maîtrise du français tend en effet à s'imposer sur celle des autres. Un autre groupe largement absent de ces enquêtes est également celui des travailleurs actifs au sein des activités économiques étudiées, difficilement approchables sans passer par leurs supérieurs hiérarchiques. Le point de vue des entreprises présenté dans ce travail correspond donc uniquement à celui de chefs d'entreprises. De ce fait, échappent aussi à la vue toutes formes d'arrangements informels ou de travail non déclaré qui pourtant contribuent certainement en partie à l'économie des quartiers populaires.

Je ne peux dès lors qu'encourager la multiplication des travaux à dimension ethnographique qui cherchent à étudier, de manière plus approfondie, les différents groupes qui bénéficient et participent à la construction d'espaces de centralité populaire, y compris dans différents contextes urbains. Loin de faire ici l'apologie de la misère, cette inversion du point de vue sur les quartiers populaires a également une portée politique dans la mesure où elle invite le chercheur à élargir ses horizons, à prendre en considération le point de vue de ceux et celles qui sont le plus souvent ignorés, voir stigmatisés, et à se détacher des discours dominants sur les quartiers populaires centraux.

Enfin, sans vouloir entrer dans le jeu de l'objectivisation à outrance, cette approche socio-ethnographique gagnerait sans doute également à être combinée à des approches visant à approximer le poids de cette économie de la subsistance, d'un point de vue quantitatif. A cet égard, et comme on a pu le voir dans le cas du marché des abattoirs ou de celui du secteur de la boucherie halal, l'entrée par l'activité économique mériterait certainement d'être approfondie.

7. Annexes

7.1. Guide d'entretiens (grossistes en viande)

Informations sur le profil social

- Âge
- Sexe
- Origine
- Lieu de résidence
- Composition du ménage
- Ancienneté sur le site ou dans le quartier

Informations sur leur pratique professionnelle : comment est-ce qu'elle s'organise (fonctionnellement et spatialement)

- **Localisation**
  - Pourquoi ce choix de localisation de l'établissement ?
  - Pourquoi ce quartier ?
  - Avantages / désavantages de la proximité au centre ?
  - Quelles sont les besoins de l'entreprise en termes d'espace ?
- **Statut de l'entreprise**
  - Quel type de bail / contrat de gestion ?
  - Activité familiale ?
- **Travailleurs**
  - D'où viennent les travailleurs ?
  - Quel niveau de qualifications ? Quelle formation ?
  - Quel type de contrats de travail ? En noir ?
- **Fournisseurs**
  - D'où viennent les fournisseurs ?
  - Pour les fournir en quoi ?
  - Les grossistes sont-ils aussi parfois des éleveurs ?
- **Clients**
  - D'où viennent les clients ?
  - Les marchands du site se fournissent-ils auprès des grossistes du site ?
  - Les grossistes vendent-ils aussi au détail ?
  - Quels types de produits vendus ?
  - Quid des invendus et des déchets ?
- **Nouvelles activités sur le site**
  - Existe-t-il des liens fonctionnels avec les nouvelles activités sur le site (cf. Foodmet)

Informations sur les types de relations sociales qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs et activités : marchands, SA Abattoir, pouvoirs publics, clients, fournisseurs, travailleurs

- Existe-t-il des **liens familiaux ou amicaux** ?
  - Entre grossistes
  - Entre marchands et grossistes ?
  - Entre fournisseurs et grossistes ?
  - Entre abatteurs et grossistes ?
  - Entre les grossistes et leurs travailleurs ?
  - Entre la société et les grossistes ?
- Existe-il des **relations d'entraide** ?
  - Entre grossistes ?
  - Entre membres de la famille (si pertinent) ?
- Existe-t-il des **relations conflictuelles ou de concurrence** ?
  - Entre marchands et grossistes ?
  - Entre grossistes ?
  - Entre la société et les grossistes ?
  - Avec les nouvelles fonctions sur le site (cf. Cultureghem, BIGH, évènements) ?
- Existe-t-il des **formes de hiérarchie** ?
  - Entre la société et les grossistes ?
  - Entre les acteurs de la filière économique

Information sur les évolutions du site

- **Histoire de leur entreprise** jusqu'ici
  - Date de création ?
  - Changement de localisation ?
  - Evolution dans les types de fournisseurs, de clients, de produits ?
  - Evolution de la taille de l'entreprise et du rapport à leurs travailleurs ?
- **Projet et visions pour l'avenir**
  - Volonté de se maintenir ou non ?
  - Volonté de s'agrandir ou de réduire leurs activités ?
  - Quelle pression subissent-ils ou non de la part de la société ?
  - Comment voient-ils le futur du site ?
  - Comment voient-ils la diversification des activités du site ? Comme une source de conflit ou d'opportunité ?
  - Espèrent-ils ou au contraire craignent-ils un changement dans leur clientèle ?
  - Comptent-ils adapter leur offre à une autre clientèle ?

7.2. Guide d'entretiens (habitants) et profil des personnes interrogées

Information sur leur profil social

- Âge
- Sexe
- Profession / Situation socio-professionnelle
- Origine
- Composition du ménage

Information sur leurs pratiques et leur rapport au quartier : Comment êtes-vous arrivé dans ce quartier ? Pouvez-vous décrire une journée classique ?

- Habitez-vous dans le quartier ?
    - Où ?
    - Depuis combien de temps ?
    - En tant que locataire / propriétaire ?
    - Pourquoi êtes-vous venu habitez dans ce quartier ? (avantages/désavantages à vivre dans ce quartier)
    - Si non, où habitez-vous ?
- Travaillez-vous dans le quartier ?
    - Où ?
    - Dans quel secteur ?
    - Depuis combien de temps ?
    - Avez-vous travaillé sur le marché du site ?
    - Avez-vous travaillé dans le secteur de la viande ?
- Avez-vous de la famille / des amis dans le quartier ?
- Quels sont pour vous les limites du quartier ?
- Pour quelles autres raisons fréquentez-vous le quartier ?

Information sur leur pratique et leur rapport au marché : Pouvez-vous décrire une journée classique de marché ?

- Fréquentez-vous le marché des abattoirs ?
    - A quelle fréquence ?
    - Depuis combien de temps ?
- Pour quelles raisons ?
    - En raison des prix ?
    - En raison de produits spécifiques ?
    - Est-ce que la viande est un des attraits principaux du marché ?
    - Qu'en est-il pour le prix de la viande ?

    - Cherchez-vous des morceaux ou des types de viandes spécifiques ?
    - Pourquoi ce marché-là plutôt qu'un autre ?
- Quel type de clientèle fréquente le marché ?
- Pour vous, qu'est-ce qui fait le succès de ce marché ? Qu'est-ce qui attire cette clientèle ?
- En dehors des achats, quels sont les autres raisons pour lesquels les gens fréquentent / vous fréquentez le marché ?

Informations sur le rapport à l'activité économique du site

- Saviez-vous qu'il y avait encore un abattoir en activité sur le site ?
- Est-ce que la présence du secteur de la viande se ressent encore dans le quartier ?
- La présence du secteur représente-elle une nuisance ou un atout pour le quartier ?
- Est-ce que beaucoup de gens du quartier travaillent sur le site / sur le marché / dans l'abattoir ou les ateliers des bouchers / grossistes ?
- D'où viennent les travailleurs du marché / du site ?
- Est-ce que vous rencontrez / connaissez beaucoup de gens qui travaillent sur le site ?

Informations sur les types de relations sociales qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs et activités : marchands, société abattoirs, pouvoirs publics, clients du marché, travailleurs du site

- Existe-t-il des liens familiaux ou amicaux ?
- Existe-il des relations d'entraide ?
- Existe-t-il des relations conflictuelles ou de concurrence ?
- Existe-t-il des formes de hiérarchie ?

Informations sur le devenir de l'activité / les évolutions du site : Comment percevez-vous les évolutions / le futur du quartier ?

- Pensez-vous que cette activité doit être maintenue / réduite / développée dans le quartier ? Pourquoi ?
- Que pensez-vous du Foodmet ? Est-ce une amélioration par rapport à l'ancien marché aux viandes ?
- Avez-vous observé une différence dans les prix, les types de marchands ou les types de produits par rapport à l'ancien marché aux viandes ?
- Avez-vous participez aux activités de Cultureghem ? Quel public participe à ces activités ?
- Êtes-vous déjà allé au Boeremet ? Quel type de public participe à ces évènements ?
- Pour vous, comment voyez-vous le futur du site ?

Tableau 6 : profil des personnes rencontrées

Code	Âge	Sexe	Lieu de résidence	Origine nationale	A vécu dans le quartier	Ancienneté de la fréquentation du quartier
H1	**Maison de quartier**					
A1.1	25-30 ans	Homme	Hors du quartier	Marocaine (2ème génération)	Oui	25 ans
H2	**Les Amis de l'Etincelle – groupe 1 (débutant)**					
A2.1	40-50 ans	Homme	En dehors du quartier	Belge	Non	
H2.1	40-50 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	16 ans
H2.2	40-50 ans	Femme	Molenbeek-Saint-Jean	Marocaine		7 ans
H2.3	40-50 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	5 ans
H2.4	30-40 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	30 ans
H2.5	+65 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	42 ans
H2.6	40-50 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	16 ans
H2.7	40-50 ans	Femme	Molenbeek-Saint-Jean	Marocaine		10 ans
H2.8	30-40 ans	Femme	Molenbeek-Saint-Jean	Marocaine	Oui	11 ans
H2.9	40-50 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	6 ans
H2.10	30-40 ans	Femme	Molenbeek-Saint-Jean	Marocaine	Oui	6 ans
H2.11	30-40 ans	Femme	Cureghem	Syrienne	Oui	3 ans
H2.12	30-40 ans	Femme	Cureghem	Syrienne	Oui	4 ans
H2.13	30-40 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	9 ans
H2.14	30-40 ans	Femme	Cureghem	Afrique subsaharienne	Oui	10 ans
H3	**Les Amis de l'Etincelle – groupe 3 (intermédiaire)**					
A3.1	40-50 ans	Homme	En dehors du quartier	Belge	Non	
A3.2	30-40 ans	Homme	Ixelles	Congolaise	Non	
H3.1	30-40 ans	Femme	Molenbeek-Saint-Jean	Marocaine		
H3.2	40-50 ans	Femme	Saint-Gilles	Marocaine		10 ans
H3.3	40-50 ans	Femme	Cureghem (Clemenceau)	Marocaine	Oui	9 ans + (20 ans à Anderlecht)
H3.4	30-40 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	4 ans (vivait à Molenbeek)

H3.5	40-50 ans	Femme	Anderlecht (rue de Biestebroeck)	Marocaine		5 ans
H3.6	40-50 ans	Femme	Cureghem (square Albert)	Marocaine	Oui	4 mois (+ 7 ans en Belgique)
H3.7	40-50 ans	Femme	Cureghem (rue Memling)	Marocaine	Oui	20 ans
H3.8	50-60 ans	Femme	Saint-Gilles	Marocaine		15 ans
H3.9	40-50 ans	Femme	Saint-Gilles (anc. Molenbeek)	Marocaine	Non	4 ans (+ 9 ans à Molenbeek)
H3.10	30-40 ans	Femme	Cureghem (rue des Goujons)	Marocaine	Oui	4 ans (+ 12 ans à Molenbeek)
H3.11	30-40 ans	Femme	Cureghem (rue des Goujons)	Pakistanaise	Oui	17 ans
H3.12	30-40 ans	Femme	Anderlecht (rue Victor Rauter)	Marocaine	Non	5 ans
H4	**Les Amis de l'Etincelle – groupe 4 (avancé)**					
A4.1	40-50 ans	Homme	En dehors du quartier	Belge	Non	
A4.2	50-60 ans	Femme	En dehors du quartier	Belge	Non	
H4.1	50-60 ans	Femme	Anderlecht	Marocaine	Non	+ 10 ans
H4.2	30-40 ans	Femme	Anderlecht	Marocaine	Non	4-5 ans
H4.3	30-40 ans	Femme	Cureghem (chaussée de Mons)	Marocaine	Oui	7 ans
H4.4	40-50 ans	Femme	Anderlecht	Marocaine	Non	
H4.5	40-50 ans	Femme	En dehors du quartier	Marocaine	Non	5 ans
H4.6	30-40 ans	Femme	En dehors du quartier	Marocaine		3 ans
H4.7	40-50 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	1 an
H4.8	50-60 ans	Femme	Cureghem (Porte d'Anderlecht)	Marocaine	Oui	+ 10 ans (vivait à Anneessens)
H4.9	18-25 ans	Femme	En dehors du quartier	Marocaine (2ème génération)		
H5	**Lire et Écrire**					
A5.1	40-50 ans	Femme	En dehors du quartier	Congolaise	Oui	20 ans
A5.2	40-50 ans	Femme	En dehors du quartier	Belge	Oui	18 ans
H5.1	30-40 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	1-2 an
H5.2	40-50 ans	Homme	Cureghem	Europe de l'est	Oui	1 an
H5.3	40-50 ans	Homme	Anderlecht (rue Wayez)	Marocaine		+10 ans
H5.4	40-50 ans	Femme	Watermael-Boitsfort	Europe du sud	Oui	A déménagé depuis peu
H5.5	40-50 ans	Femme	Molenbeek-Saint-Jean	Marocaine	Non	
H5.6	40-50 ans	Femme	Ixelles (rue Antoine Depage)	Marocaine	Oui	20 ans (a déménagé)

H5.7	30-40 ans	Femme	Schaerbeek	Afrique subsaharienne	Oui	4 ans (a déménagé depuis peu)
H5.8	30-40 ans	Femme	Cureghem (rue Van Lint)	Marocaine	Oui	
H5.9	50-60 ans	Homme	Cureghem (place du Conseil)	Marocaine	Oui	18 ans (2 ans place du Conseil)
H6	**WijkAntenne de Quartier**					
A6.1	50-60 ans	Homme	Cureghem (chaussée de Mons)	Marocaine	Oui	
H6.1	40-50 ans	Femme	Anderlecht (Saint-Guidon)	Europe de l'est		
H6.2	50-60 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	
H6.3	40-50 ans	Homme	Cureghem	Marocaine	Oui	
H6.4	40-50 ans	Femme	Molenbeek-Saint-Jean (Gare de l'ouest)	Marocaine		
H6.5	30-40 ans	Homme	Travail à Cureghem	Nigéria		
H6.6	30-40 ans	Homme	Travail à Cureghem	Afrique subsaharienne		
H6.7	30-40 ans	Homme	Travail à Cureghem	Nigéria		
H6.8	30-40 ans	Homme	Travail à Cureghem	Afrique subsaharienne		
H6.9	40-50 ans	Femme	Cureghem	Marocaine	Oui	
H7						
A7.1	40-50 ans	Femme		Péruvienne		
H7.1	65+	Femme	Anderlecht (rue d'Aumale)	Italienne	Oui	67 ans (habitait place Lemmens)
H7.2	65+	Femme	Cureghem (rue Bara)	Français	Oui	40 ans
H7.3	65+	Femme	Forest (av. Van Volxem)	Italienne	Non	61 ans
H7.4	65+	Femme	Cureghem (rue Emile Carpentier)	Italienne	Oui	49 ans
H7.5	65+	Femme	Anderlecht (route de Lennik)	Belge	Non	15 ans
H7.6	65+	Femme	Jette	Belge	Non	
H7.7	92 ans	Homme	Cureghem	Belge	Oui	66 ans
H7.8	65+	Homme	Cureghem (rue Van Lint)	Belge	Oui	36 ans
H7.9	65+	Femme	Anderlecht	Italienne		+10 ans
H7.10	65+	Femme	Anderlecht (rue Wayez)	Espagnole		48 ans
H7.11	65+	Femme	Cureghem	Italienne	Oui	40 ans
H7.12	65+	Femme	Anderlecht (boul. Prince de Liège)	Italienne	Non	27 ans

7.3. Questionnaire (marché)

En rouge : catégories ajoutées après enquête

1) Est-ce que vous venez souvent au marché des Abattoirs ?

(a) quelques fois par an (b) quelques fois par mois (c) toutes les semaines (d) plusieurs fois par semaine

2) En général, quels jours venez-vous au marché ? **Remarques**

(a) vendredi (b) samedi (c) dimanche ……

3) Depuis combien de temps connaissez-vous ce marché ?

(a) moins d'un an (b) 1-5 ans (c) 5-10 ans (d) > 10 ans Année : ……..

4) Comment avez-vous découvert ce marché ? **Remarques**

(a) en venant habiter dans le quartier ……

(b) en venant travailler dans le quartier ……

(c) par le bouche à oreille ……

(d) Depuis petit / En famille

(e) Ne sais plus / Depuis toujours

(f) autre : ……..

5) Pourquoi venez-vous faire vos achats au marché des Abattoirs plutôt qu'ailleurs ?

(a) bonne qualité des produits (d) bon contact avec les marchands

(b) bons prix (e) proximité

(c) beaucoup de choix (f) autre : ……

(g) produits qu'on ne trouve pas ailleurs - Lesquels ? ……

Remarques : ……

6) En général, où achetez-vous votre viande ?

toujours souvent parfois rarement jamais

(a) au marché des Abattoirs	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
(b) en boucherie	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
(c) en supermarché	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

Pourquoi ? ……

……

Remarques : ……

7) Est-ce qu'il y a d'autres raisons pour lesquelles vous venez au marché des Abattoirs ? oui / non

(a) pour faire des rencontres

(b) pour se promener en famille ou entre amis

(c) pour trouver un emploi

(d) pour trouver un logement

(e) ambiance

(f) autre : ……

Remarques : ……

8) Habitez-vous dans le quartier ? oui / non **Remarques :** ……

9) Accessibilité du quartier ? oui / non

10) Dans quelle commune habitez-vous ? ……

11) Où ça (quel est l'arrêt de bus / tram / metro le plus proche de chez vous) ? ……

12) Est-ce que vous allez aussi dans le reste du quartier ?

(a) Seulement au marché

(b) Aussi dans le reste du quartier

Pour quelles raisons fréquentez-vous le reste quartier ?	**Remarques**
(a) pour faire d'autres achats dans le quartier	……
(b) pour aller dans les cafés / restaurants / snacks du quartier	……
(c) pour visiter des connaissances / de la famille dans le quartier	……
(d) pour le travail	……
(e) pour visiter des associations du quartier	……

(f) pour visiter les églises / mosquées du quartier ……

(g) autre : ……..

Informations additionnelles

13) Genre : Homme / Femme

14) Âge :

(a) 10-19 (b) 20-35 (c) 36-60 (d) 60+

15) Lieu de l'enquête : Foodmet / Freshmarket / Marché

16) Date de l'enquête :

17) Nombre de personnes interrogées : Seule / En couple / En famille / Groupe

18) **Origine de la personne :** ……..

Bibliographie

Agulhon M., 1981, « Le sang des bêtes. Le problème de la protection des animaux en France au XIXe siècle », *Romantisme*, n°31(11): 81-111

Amin A., Thrift N., 1992, « Neo-Marshallian nodes in global networks », *International Journal of Urban and Regional Research*, n°16: 571-587

Archambault E., Greffe X., 1984, *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte

Becattini G., 1979, « Dal settore industriale al distretto industriale : alla ricerca dell'unità d'indagine della economia industriale », *Revista di economia e politica industriale*, n°5 (1): 7-21

Becattini G., 1989, « Riflessioni sul distretto industriale marshalliano come conceto socio-economico », *Stato e Mercato*, n°25 (1): 111-128

Belandi M., 1989, « The industrial district in Marshall », dans Goodman E., Bamford J., *Small firms and industrial districts in Italy*, Londres et New-York, Routledge: 136-152

Bentham J., Bowman A., de la Cuesta M., Engelen E., Ertürk I., Folkman P., et al., 2013, *Manifesto for the foundational economy*, Manchester, Centre for Research on Socio-Cultural Change, n°20

Bioteau E., 2005, « Usage et symboliques des représentations spatiales en Roumanie post-communiste », *Norois*, n°195 (2): 7-7

Bouafif-Hoebanx F., 1986, *50, Boulevard de l'abattoir : Institut des arts et métiers de la ville de Bruxelles ; 1932 – 1982*, Bruxelles, Institut des Arts et Métiers

Candau J., 1998, *Mémoire et identité*, Paris, PUF

Castel O., 2006, « De l'économie informelle à l'économie populaire solidaire : concepts et pratiques », dans Crevoisier O., Hainard F., Ischer P., *L'économie informelle : une alternative à l'exclusion économique et sociale ?*, Commission suisse pour l'UNESCO, Université de Neuchâtel

Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard

Catungal J. P., Leslie D., Hii. L., 2009, « Geographies of displacement in the creative city: The Case of Liberty Village, Toronto. », *Urban Studies*, n°46 (5-6): 1095-1114

Cavailhès J., Frankhauser P., Peeters D., Thomas I., 2002, « Aménités urbaines et périurbaines dans une aire métropolitaine de forme fractale », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°5: 729-760

Cerqueira E. V., 2017, « Les inégalités d'accès aux ressources urbaines dans les franges périphériques de Belo Horizonte (Brésil) : quelles évolutions ? », *EchoGéo* [En ligne], n°39

Chabrol M., 2013, « Continuités d'usages et maintien d'une centralité commerciale immigrée à Château-Rouge (Paris) », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°108 (1): 96-107

Chabrol M., Van Criekingen M., Fleury A., 2014, « Commerce et gentrification : Le commerce comme marqueur, vecteur ou frein de la gentrification. Regards croisés à Berlin, Bruxelles et Paris » dans Gasnier A., Lemarchand N., *Le commerce dans tous ses états. Espaces marchands et enjeux de société*, Rennes, PUR: 277-92

Charmes J., 1980, « Les contradictions du développement du secteur non structuré », *Tiers-Monde* n°21 (82): 331-334

Clerval A., 2008, *La gentrification à Paris intra-muros : dynamiques spatiales, rapports sociaux et politiques publiques*, Thèse de doctorat, Paris, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I

Coote A., 2020, « Universal basic services and the foundational economy », *The Foundational Economy collective* [En ligne], n°7

Curran, W., Hanson S., 2005. « Getting globalized: urban policy and industrial displacement in Williamsburg, Brooklyn », *Urban Geography*, n°26 (6): 461–482

Curran W., 2007, « From the Frying Pan to the Oven: Gentrification and the Experience of Industrial Displacement in Williamsburg, Brooklyn », *Urban Studies*, n°44 (8): 1427–1440

Curran W., 2010, « In defence of old industrial spaces: manufacturing, creativity, and innovation in Williamsburg, Brookyln », *International Journal of Urban and Regional Research*, n°43 (4): 871–885

Daumas J-C., 2006, « Districts industriels : du concept à l'histoire », *Revue économique*, n°58 (1): 131-52

De Boeck S., Bassens D., Ryckewaert M., 2019, « Making space for a more foundational economy: The case of the construction sector in Brussels », *Geoforum*, n°105: 67-77

De Caluwé D., 2013, *Cureghem. Partie 1 : Contexte Historique*, Bruxelles, Beeldenstorm

Defourny J., Favreau L., Laville J-L., 1998, *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan internationnal*, Paris, Desclée de Brouwer

De Melo Lisboa A., 2000, « Os desafios da economia popular solidária », *Groupe de recherches sur l'économie solidaire au Brésil* [En ligne]

De Miras C., 1984, « De la formation de capital privé à l'économie populaire spontanée », *Politique africaine*, n°14: 92-109

De Soto H, 1994, *L'autre sentier: la révolution informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte

Dicken P., Thrift N., 1992, « The organization of production and the production of organization: why business enterprises matter in the study of geographical industrialization », *Transactions of the Institute of British Geographers*, n°17 (3): 279-291

DiMaggio P., 1990, « Cultural aspects of economic action and organization », dans Friedland R., Robertson A., *Beyond the marketplace*, New York, de Gruyter: 113-36.

DiMaggio P., 1994, « Culture and economy », dans Smelser N., Swedberg R., *The handbook of economic sociology*, Princeton, Princeton University Press: 27-57

Dot Jutgla E., Pallares-Barbera M., Casellas A., 2012, « Productive gentrification, deindustrialization and industrial relocation (Gentrificació productiva, desindustrialització i relocalització industrial) », *Treballs De La Societat Catalana De Geografia*, n°73: 27-53

Earle J., Froud J., Haslam C., Sukhdev J., Calafati L., Williams K., 2020, « The foundational approach ». *The Foundational Economy collective* [En ligne].

Eme B., Laville J-L., 2006, « Economie solidaire », dans Laville J-L., Cattani A. D., *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard: 303-312

Faret L., « Mobilités internationales et ressources en contexte métropolitain : trajectoires centraméricaines à Mexico », *EchoGéo* [En ligne], n°39

Fassin D., 2012, « Vers une théorie des économies morales », dans Fassin D., Eideliman J-S., *Economies morales contemporaines*, Paris, La Découverte: 19-47

Faure S, Thin D., 2019, *S'en sortir malgré tout. Parcours en classes populaires*, Paris, La Dispute

Favreau L. (2004), *Qu'est-ce que l'économie informelle, l'économie populaire et l'économie sociale et solidaire ?*, Québec, Observatoire en économie sociale de l'Outaouais

Fijalkow Y., Lévy-Vroelant C., Rosenfeld M., Van Criekingen M., 2016, « Rester en (centre)ville. Résistance et résilience de la ville ordinaire dans quatre quartiers de capitales européennes : Paris, Lisbonne, Bruxelles, Vienne », *Centre de Recherche sur l'Habitat* [En ligne]

Fol S., 2010, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards sociologiques*, n°40: 27-43

Gaiger L. I., 1998, « La solidaridad como una alternativa económica para los pobres », *Groupe de recherches sur l'économie solidaire au Brésil* [En ligne]

Gaiger L. I., 1999, « A trabalho ao centro da economia popular solidária », *Groupe de recherches sur l'économie solidaire au Brésil* [En ligne]

Gaiger L. I., 2000, « A economia popular solidária no horizonte do terceiro sector », *Groupe de recherches sur l'économie solidaire au Brésil* [En ligne]

Garofoli G., 1985, « Industrialisation diffuse en petite entreprise : le modèle italien des années 70 », *Cahiers I.R.E.P.-développement*, n°9: 245-256

Giroud M., 2007, *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat, Poitier, Université de Poitiers

Giroud M., 2011, « Usages des espaces rénovés et continuités populaires en centre ancien », *Espaces et sociétés*, n°144-145 (1-2): 37–54

González S., Dawson G., 2018., « Resisting gentrification in traditional public markets : Lessons from London » dans González S., *Contested markets contested cities*, Londres, Routledge: 54-71

González S., Waley P., 2013. « Traditional Retail Markets: The New Gentrification Frontier? », *Antipode* n°45 (4): 965-983

Granovetter M., 1985, « Economic action and economic structure: the problem of embeddedness », *American Journal of Sociology*, n°91: 481-510

Granovetter M., 1992, « Problems of explanation in economic sociology », dans Nohria N., Eccles R. G., *Networks and organisations: structure, form, and action*, Cambridge, Harvard Business School: 25-26

Green N. L., 2003, « Fashion, flexible specialization, and the sweatshop. A historical problem » dans Bender D.

E., Greenwald R. A., *Sweatshop USA: The american sweatshop in historical and global perspective*, New York, Routledge: 37-55

Grenouillet R-M., 2015, *Le territoire, un produit comme un autre ? La Ressource territoriale comme facteur clé du développement durable*, Thèse de doctorat, Caen, Université de Caen Basse-Normandie

Grignon C., Passeron J-C., 1989, *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard/Seuil

Gückler, J., 2001, Zur Bedeutung von Embeddedness in der Wirtschaftsgeographie, *Geographische Zeitschrift*, n°89: 211-226

Hackworth J., Smith N., 2001, « The changing state of gentrification », *Tijdchrift Voor Economische*, n°92 (4): 464–477

Hart K., 1973, « Informal income opportunities and urban employment in Ghana », *The Journal of modern African studies,* n°11 (1): 61-89

Hess M., 2004, « 'Spatial' relationships? Towards a reconceptualization of embeddedness », *Progress in Human Geography*, n°28 (2): 165-86

Hirschman A. O., 1984, *L'économie comme science morale et politique*, Paris, Gallimard/Seuil

Honneth A., 2002, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Éditions du Cerf

Janoschka M., Sequera J., Salinas. L., 2014, « Gentrification in Spain and Latin America », *Journal of International Urban and Regional Research*, n°38 (4): 1234-1265

Jaumain S., 1996, « Les bouchers bruxellois d'avant 14 », *Cahiers de la Fonderie n° 20 : La viande, tranche de ville, mode de vie*, n°20: 6-10

Lamara H., 2009, « Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales », *Développement durable et territoires* [En ligne]

Lautier B., de Miras C., Morice A., 1991, *L'Etat et l'informel*, Paris, Editions l'Harmattan

Lebailly P., 1987, « Considérations à propos de la restructuration du réseau d'abattoirs en Wallonie », *Conseil Economique et Social de la Région Wallonne*, n°14 (79): 49-55

MacLeod G., 1997, « 'Institutional thickness' and governance in Lowland Scotland », *Area*, n°29: 299-311

Martin R., 1994, « Economic theory and human geography », dans Gregory D., Martin, R., Smith G., *Human geography. Society, space, and social science*, Minneapolis, University of Minnesota Press: 21-53

Mascia C., 2015, « Le marché, outil de développement urbain ? », dans Devleeshouwer D, Sacco M., Torrekens C., *Bruxelles, ville mosaïque. Entre espaces, diversités et politiques*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles: 49-59

Mauger G., 2013, *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant

Michel A, Ribardière A, 2017, « Identifier les ressources urbaines pour lire les inégalités socio-spatiales. Introduction », *EchoGéo* [En ligne]

Mistiaen P., Henk M., Kesteloot C., 1995, « Polarisation socio-spatiale et stratégies de survie dans deux quartiers bruxellois », *Espace Populations et Sociétés*, n 3: 277-290

Morice A., 1985, « A propos de l'"économie populaire spontanée" », *Politique africaine*, n°18: 114-124

Muller S., 2004, « Les abattoirs sous haute surveillance », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°51(3): 104-120

Nihan G., 1980, « Le secteur non structuré : signification, aire d'extension du concept et application expérimentale », *Revue Tiers Monde*, n°21 (82): 261-284

Nyssens M., 1996, « Economie populaire au Sud, économie sociale au Nord: des germes d'économie solidaire », dans P. Sauvage, *Réconcilier l'économie et le social : vers une économie plurielle*, Paris, OCDE: 95-120

Nyssens M., 2004, « Quels enjeux pour les dynamiques d'économie sociale, une perspective Nord-Sud », dans Charlier S., Nyssens M., Peemans, J-P., Yépez Del Castillo I., *Une solidarité en actes: gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain: 95-120

Orban A., Sanchez Trenado C, Vanin F., 2021, « A qui profitent les activités productives ? Analyse du cas de Cureghem », *Brussels Studies* [En ligne], n°153

ORG, 2011, *Projet de développement global Abattoir : « le ventre de Bruxelles »*, Bruxelles, Abattoir SA

Peraldi M., 2007, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », dans F. Adelkhah, J.-F. Bayart, *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala: 73-113

Peraldi M., 2010, « Ces informalités que cache « l'informel », *Economia*, n°10: 37-44

Perspective.brussels, 2017*, Contrat de Rénovation Urbaine Heyvaert-Poincaré*, Bruxelles

Perspective.brussels, 2018*, Périmètre, diagnostic, enjeux et objectifs du Plan d'Aménagement Directeur (PAD) Heyvaert*, Bruxelles

Polanyi K., 1944, *The great transformation. The political and economic origins of our time*, Boston, Beacon Press

Renahy N., 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, n°40: 9-26

Retière J-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n°16 (63): 121-143

Retout M., 2020. *Le quartier du Triangle : entre textile et mobilisations citoyennes - Genèse d'un comité de quartier*, Anderlecht, Université Populaire d'Anderlecht

Ripoll F., 2005, « S'approprier l'espace… ou contester son appropriation ? », *Norois*, n° 195 (2): 3-3

Ripoll F., Veschambre V., 2005, « L'appropriation de l'espace comme problématique », *Norois*, n°195 (2): 7-15

Collectif Rosa Bonheur, 2014, « Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée », *Espaces et sociétés*, n°156-157 (1-2): 125-141

Collectif Rosa Bonheur, 2016, « Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique », *SociologieS* [En ligne]

Collectif Rosa Bonheur, 2017a, « Des « inactives » très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires », *Tracés*, n°32: 91-110

Collectif Rosa Bonheur, 2017b, « Les garages à ciel ouvert : configurations sociales et spatiales d'un travail informel », *Actes de la recherche en sciences sociales*. n°216-217: 80-103

Collectif Rosa Bonheur, 2019, *La ville vue d'en bas: travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam

Rosenfeld M., Peraldi M., Rea A., 2013, *Bruxelles - Cotonou: une anthropologie économique de la filière euro-africaine d'exportation de véhicules d'occasion*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS

Rosenfeld M., 2013, « Implantation spatiale du commerce euro-africain d'exportation de véhicules d'occasion à Bruxelles », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°108 (1): 108-115

Rosenfeld M., Van Criekingen M., 2015, « Gentrification vs. place marchande. Présent et devenir d'une centralité commerciale euro-africaine d'exportation de véhicules d'occasion », *Uzance*, n°4: 37-38

Rowley T., Behrens D., Krackhardt D., 2000, « Redundant governance structures: an analysis of structural and relational embeddedness in the steel and semiconductor industries », *Strategic Management Journal*, n°21 (3): 369-386

Sacco M., 2010, « Cureghem : de la démolition à la revitalisation », *Brussels Studies* [En ligne], n°43

Sacco M., 2015, « Heyvaert au prisme des Contrats de quartier anderlechtois : du commercial au résidentiel ». *Uzance*, n°4: 39-51

Sarria Icaza A. M., Tiriba L., 2006, « Economie populaire », dans Laville J-L., Cattani A. D., *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard: 259-268

Saxenian A., 1991, « The origins and dynamics of production networks in Silicon Valley », *Research Policy*, n°20 (5): 423-437

Schwartz O., 2009, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? », *La Vie des idées* [En ligne]

Schwartz O., 2011, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées* [En ligne]

Sénéchal C., 2015, « L'abattoir d'Anderlecht: les trois vies d'une exception urbaine », *Uzance*, n 4: 52-62

Sethuraman S. V., 1976, « Le Secteur urbain non structuré: concept, mesure et action », *GéoProdig* [En ligne]

Souchaud S., 2017, « Production et usage des ressources urbaines en migration : les ateliers de confection à São Paulo », *EchoGéo* [En ligne]

Sprague M., N. M. Rantisi., 2018, « Productive gentrification in the Mile-Ex neighborhood of Montreal, Canada: exploring the role of the state in remaking urban industrial clusters », *Urban Research & Practice*, n 12 (4): 301-321

Terlinden B., 2011, *Les abattoirs et marchés de Cureghem : un espace public majeur au sud-ouest de Bruxelles-*

capitale

Thompson E. P., 1971, « The moral economy of the English crowd in the eighteenth century », *Past and Present*, n°50: 76-136

Toubon J-C., Messamah K., 1990, « Coexistence et confrontation dans un quartier pluri-ethnique : le cas de la Goutte d'Or », *Sociétés Contemporaines*., n°4 (1): 37-50

Valette J-F., 2017, « L'ancrage au quotidien dans les colonies populaires de la périphérie de Mexico : une approche par les pratiques et les ressources du quartier », *EchoGéo* [En ligne]

Vallée J., Commenges H., Perchoux C., Kestens Y., Chaix B., 2015. « Mobilité quotidienne et accès potentiel aux ressources urbaines : quelles inégalités sociales ? », dans Mattei M. F., Pumain P., *Données Urbaines (vol. 7)*, Paris, Economica: 87-95.

Van Criekingen M., 2021, *Contre la gentrification : Convoitises et résistances dans les quartiers populaires*, Paris, La Dispute

Vandemeulebroeck M., 1984, *L'abattoir d'Anderlecht*, Mémoire de fin d'étude, Bruxelles, ISACF

Vandermotten C., 2014, *Bruxelles, une lecture de la ville*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles

Van Hamme G., Grippa T., Marissal P., May X., Wertz I., Loopmans M., 2015, *Dynamiques des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges*, Bruxelles, SPP – Intégration sociale

Vella G., Brunfaut V., 2015, « Apprendre en situation de transmission », *Clara Architecture/Recherche*, n°3:31-42

Veschambre V., 1998, « Échelles : des configurations spatiales aux positions sociales », dans Hérin R., Muller C., *Espaces et Sociétés à la fin du XXe siècle. Quelles géographies sociales ?*, Caen, Presses universitaires de Caen, MRSH: 23-32

Veschambre V., 2005, « La notion d'appropriation », *Norois*, n° 195 (2): 10-10

Wayens B., 2021, « Ne pas courber l'échine : logiques de résilience des boucheries à Bruxelles », *Géomarketing*, [En ligne]